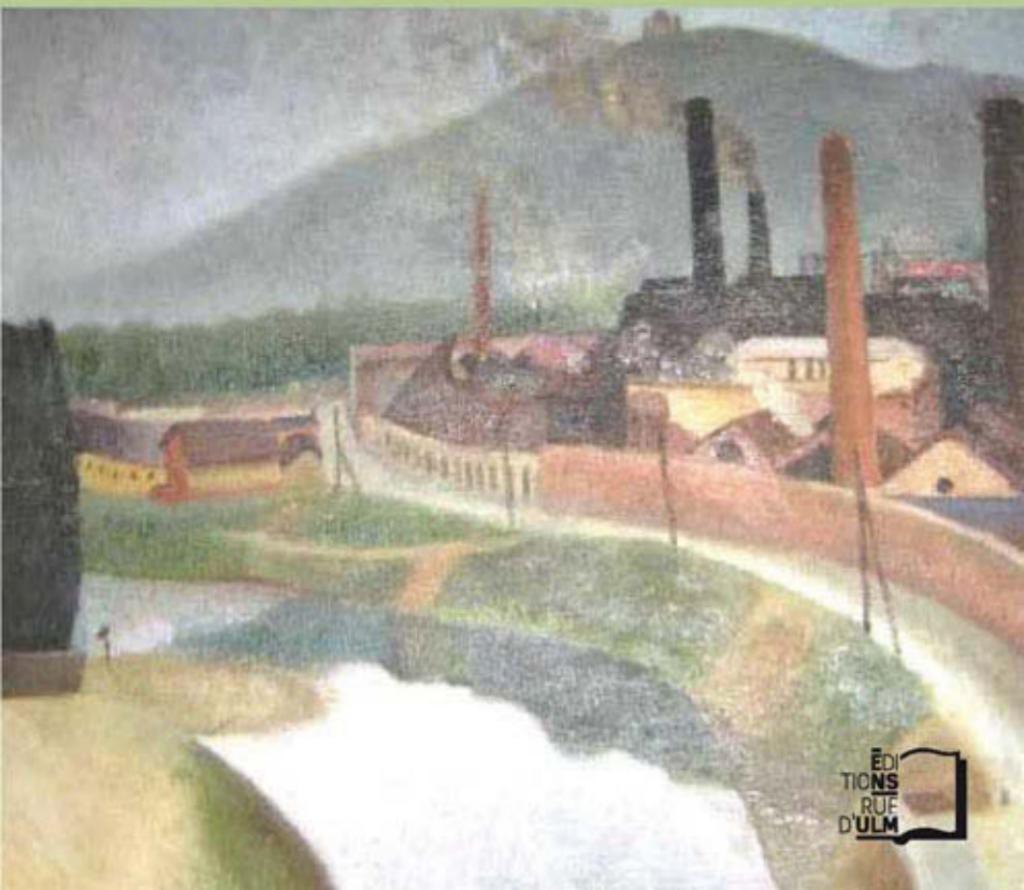


Piero Gobetti

# LIBÉRALISME ET RÉVOLUTION ANTIFASCISTE

Édition d'Éric Vial



ÉD  
ITIONS  
RUE  
D'ULM



ITALICA

COLLECTION DIRIGÉE PAR GILLES PÉCOUT

DANS LA MÊME COLLECTION

MARIO ISNENGHI (dir.), *L'Italie par elle-même. Lieux de mémoire italiens de 1848 à nos jours*, préface de Gilles Pécout, 2006, 520 pages.

PIERO CARACCIOLI (dir.), *Refaire l'Italie. L'expérience de la gauche libérale (1992-2001)*, préface de Marc Lazar, 2009, 400 pages.

ROBERTO BIZZOCCHI, *Généalogies fabuleuses. Inventer et faire croire dans l'Europe moderne*, préface de Christiane Klapisch-Zuber, 2010, 288 pages.

Piero GOBETTI

LIBÉRALISME  
ET RÉVOLUTION  
ANTIFASCISTE

Introduction, choix de textes,  
traduction et notes d'Éric Vial

**ÉDITIONS RUED'ULM**

**Éric Vial**, professeur d'Histoire contemporaine à l'université de Cergy-Pontoise, est spécialiste de l'histoire politique de l'Italie au xx<sup>e</sup> siècle, en particulier de l'émigration antifasciste en France. Il a notamment publié *Guerres, société et mentalités. L'Italie au premier xx<sup>e</sup> siècle* (Seli Arslan, 2003), *L'Union populaire italienne 1937-1940. Une organisation de masse du parti communiste italien en exil* (École française de Rome, 2007), *La Cagoule a encore frappé ! L'assassinat des frères Rosselli* (Larousse, 2010) et codirigé *La Tentation populiste au cœur de l'Europe* (La Découverte, 2003), *Les Petites Italiens dans le monde* (PUR, 2007) et *Emilio Lussu (1890-1975). Politique, histoire, littérature et cinéma* (MSH-Alpes, 2007).

*Les éditions Rue d'Ulm remercient  
la direction de l'École normale supérieure  
d'avoir contribué à la publication de ce livre.*

Illustration de couverture :

Carlo Levi, *Le oficine del gas* (1926), Fondazione Carlo Levi, Turin.

Tous droits de traduction, d'adaptation et de reproduction par tous procédés réservés pour tous pays.

© Éditions Rue d'Ulm/Presses de l'École normale supérieure, 2010  
45, rue d'Ulm – 75230 Paris cedex 05  
[www.presses.ens.fr](http://www.presses.ens.fr)

ISBN 978-2-7288-3565-2  
ISSN 1950-2206

# Sommaire

NOTE SUR L'ÉDITION .....	7
INTRODUCTION. Piero Gobetti, entre libéralisme et révolution, par Éric VIAL .....	9
<i>La formation d'un libéral</i> (15) • <i>La construction d'un révolutionnaire</i> (33) • <i>Le combat d'un antifasciste</i> (56) • <i>Les miroirs de la postérité</i> (82)	
LIBÉRALISME ET RÉVOLUTION ANTIFASCISTE, par Piero GOBETTI .....	103
<b>Un libéralisme atypique</b> .....	105
Classe industrielle (105) <i>Un maître et des combats</i> (105) : Le libéralisme de Luigi Einaudi (106) • L'État éthique (120) • Législation sociale (121) • La représentation élective (123) <i>Des rejets et un horizon</i> (124) : Collège uninominal (124) • Le collaborationnisme de Missiroli (127) • Les derniers conservateurs (127) • Populaires et réaction (133) • Les populaires (135) • Libéralisme et ouvriers (137) • Féminisme communiste (138) • La cité future (140) • Visite chez Fiat (142) • Les commissions internes (146) • [Socialisme et libéralisme] (149) • Libéralisme socialiste (149) • Libéralisme et démocratie (150) • Le libéralisme et les masses (150) • Révision libérale (152) • Capitalisme et liberté (155) • La réforme en Italie (156) • Notre protestantisme (156)	

<i>Des portraits et des modèles</i> (159) Un conservateur honnête homme (159) • Un ennemi de la ploutocratie (164) • Croce opposant (169) • Le style de Wilson (175) • Ford (176) • La France républicaine (181) • Lettres de l'étranger : la situation en France (190)	
<b>Face au fascisme</b> .....	<b>195</b>
<i>Le portrait de l'ennemi</i> (195) : État-Major factieux (195) • Marinetti, le précurseur (201) • Profils de contemporains : le héros de cour (204) • Expérience libérale (209) • Notes de politique intérieure (212) • Délices indigènes (216) • La tyrannie (220) • Le fascisme à Turin (223) • National-fascisme (227) • L'espoir de changer de maître (231) • Commémoration (232) • Expérience libérale (237) • L'Italie dans l'Europe conservatrice (239)	
<i>L'intransigeance</i> (242) : [Contre une société des jeûneurs] (243) • À notre place (246) • Complots et opposition (247) • Commentaire quotidien (249) • Domestiques et rebelles (251) • Le roi des anciens combattants (257) • La philosophie d'un fasciste manqué (260) • Guerre aux apolitiques (265) • Les oppositions et nous (266) • Démocratie (269) • Questions de tactique (273) • Les élections (275) • Après les élections (280) • La perquisition et la saisie à <i>La Révolution libérale</i> (285)	
<b>L'affaire Matteotti</b> .....	<b>287</b>
<i>Les lendemains de l'assassinat</i> (287) : Deux tactiques (287) • Matteotti (290) • La situation (306)	
<i>L'Aventin et l'engagement direct</i> (311) : Groupes de <i>Rivoluzione liberale</i> (311) • Comment combattre le fascisme (313) • Une tentative d'intimidation (314) • Salut à l'autre parlement (317) • La semaine (319) • La succession (324)	
<i>De l'échec à l'exil</i> (327) : Bilan (327) • Amendola (330) • Le front unique (336) • De l'exil (337) • Lettre à Paris (338)	
<b>CHRONOLOGIE</b> .....	<b>343</b>
<b>DICTIONNAIRE DES PERSONNAGES CITÉS PAR PIERO GOBETTI</b> .....	<b>347</b>

## Note sur l'édition

Ce volume réunit des textes, ou extraits de textes, publiés par Gobetti de 1922 à 1925, pour l'essentiel dans sa revue *La Rivoluzione liberale* mais aussi dans *Il Lavoro*, *Conscientia*, *La Critica politica*, *La Stampa*, *Il Corriere della Sera*, et réédités en volume (*Opere complete di Piero Gobetti, Scritti politici*, éd. par Paolo Spriano, Turin, Einaudi, 1960, LII-1096 p.). Ce volume a été réédité en 1969 et 1997 avec un appendice de 21 pages comportant notamment deux articles traduits ici, *Il fascismo a Torino* [« Le fascisme à Turin »], paru dans *La Critica politica* du 25 avril 1923 (et republié dans *La Stampa* le 10 mars 1961), et *Nazional-fascismo* [« National-fascisme »], paru dans *La Stampa* le 27 juin 1923. Seul le texte intitulé *La perquisizione e il sequestro alla « Rivoluzione liberale »* [« La perquisition et la saisie à *La Révolution libérale* »] n'y figure pas, et a été traduit à partir du *Corriere della Sera* du 17 juin 1924, la coupure de presse étant par ailleurs reproduite dans Cesare Pianciola, *Piero Gobetti. Biografia per immagini*, Cavallermaggiore, Gribaudo, 2001, p. 94 ; il s'agit d'une lettre aux journaux, reprenant en partie un texte non publié à l'époque et non traduit ici, mais reproduit dans les *Scritti politici* (p. 698-701) sous le titre *Lettera a Lussu* [« Lettre à Lussu »], qui avait été destiné à fournir au député sarde Emilio Lussu les éléments qu'il demandait en vue d'une intervention parlementaire.

Par souci de cohérence, nous n'avons pas sélectionné ici de textes antérieurs à 1922, pour privilégier des écrits correspondant à une relative maturité, ni de textes relevant de la critique théâtrale, de la recherche historique ou de l'analyse littéraire, publiés dans les deux autres volumes des *Opere complete di Piero Gobetti* (*Scritti storici, letterari e filosofici* et *Scritti di critica teatrale*, Turin, Einaudi, 1969 et 1974). Ont également été écartés les textes repris et remaniés par Piero Gobetti dans son livre *La Rivoluzione liberale, saggio sulla lotta politica in Italia* (Bologne, Cappelli, 1924), disponible en langue française : Piero Gobetti, *La*

*Révolution libérale*, suivi de Marco Gervasoni, « Piero Gobetti, le libéralisme et la politique », Paris, Allia, 1999.

Les coupes effectuées dans les textes ont été signalées par des points de suspension entre crochets [...] ; les titres d'articles sont la traduction de ceux donnés par Gobetti, sauf exception indiquée par des crochets. Les titres des parties et sous-parties de cette anthologie sont du traducteur, ainsi que les chapeaux en italiques introduisant chaque ensemble de textes. Les notes de Gobetti sont signalées par la mention [N.d.a.] ; les autres notes ont été ajoutées par le traducteur.

# Introduction

Piero Gobetti, entre libéralisme et révolution

Éric VIAL



Portrait de Piero Gobetti, Felice Casorati, gouache sur toile, 1961.

On ne prétendra pas que Piero Gobetti, né en 1901 et mort à moins de vingt-cinq ans, critique théâtral, critique littéraire, historien, essayiste et éditeur, journaliste, « entrepreneur de culture » selon une définition de Gramsci, soit connu de chacun en Italie. Il y fait cependant partie du patrimoine politique et culturel, surtout à Turin, sa ville natale, où sa mémoire est activement perpétuée par un centre d'études<sup>1</sup>. Mais malgré l'existence de ce centre, malgré la réédition des œuvres de Gobetti, la publication de sa correspondance et tout récemment des lettres et télégrammes reçus à sa mort par sa veuve<sup>2</sup>, malgré les travaux qui lui sont consacrés et son utilisation dans la polémique politique, ou du fait même de celle-ci, il est parfois surtout un nom et un symbole, dont on oublie aisément le rôle et la pensée. D'autant que le temps lui fut compté ; on se demande quels hommes politiques ou théoriciens, s'ils étaient morts aussi jeunes que lui, auraient laissé une trace<sup>3</sup> : la fulgurance tragique semble réservée aux artistes, aux acteurs, à un mathématicien comme Évariste Gallois. Et pourtant, plus de quatre-vingts ans après sa mort en 1926, on se dispute encore autour de Gobetti dans les quotidiens transalpins, tant sa pensée kaléidoscopique,

---

1. Centro studi Piero Gobetti, via Fabro 6, I 10122 Turin, Italie, [www.erasmo.it/centrogobetti/home.htm](http://www.erasmo.it/centrogobetti/home.htm). On peut citer des rues ou places Gobetti à Turin, Coni, Novare, Asti, Gènes, Milan, Bolzano, Parme, Plaisance, Bologne, Ferrare, Modène, Pise, Prato, Livourne, Rome, Pescara, Bari, Lecce, Tarente, etc., impliquant sinon la connaissance du personnage, du moins une familiarité avec son nom, même si elles peuvent être ignorées de la plupart des habitants (voir pour Milan *Il Corriere della Sera*, 18 juin 2001).

2. Piero et Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza, Lettere 1918-1926*, éd. Ersilia Alessandrone Perona, Turin, Einaudi, 1991 ; Piero Gobetti, *Carteggio 1918-1922*, éd. Ersilia Alessandrone Perona, Turin, Einaudi, 2003 ; Bartolo Gariglio (éd.), *L'autunno delle libertà. Lettere ad Ada in morte di Piero Gobetti*, Turin, Bollati Boringhieri, 2009. Ajoutera-t-on les honneurs de l'édition parascolaire ? Voir, par exemple, Tommaso Testaverde, *Croce, Gramsci, Gobetti. Guida alla lettura*, Milan, Alpha Test, 2007, p. 150 *sq.*

3. Voir Pierre Vilar, « Réflexion sur les années 20 », in *Piero Gobetti e la Francia. Atti del colloquio italo-francese 25-27 febbraio 1983*, Milan, Angeli, 1985, p. 15-16. Par ailleurs, le libéralisme social a moins d'échos dans le monde latin que chez les Anglo-Saxons.

occupant plus de 3 000 pages de ses œuvres<sup>1</sup>, peut susciter la réflexion, et tant est propre à de multiples interprétations l'oxymore apparent représenté par une *Rivoluzione liberale*, titre commun à la principale de ses trois revues et à son seul livre à caractère politique. Ce titre reflète bien la complexité de ce libéral intransigeant ami du leader et théoricien communiste Antonio Gramsci, de cet antifasciste radical victime de graves violences mais qui, parmi les suppôts de Mussolini, préfère encore les plus violents chefs de bande aux normalisateurs favorables à une coalition conservatrice (*infra*, p. 249), de cet adversaire des réformismes qui finit par saluer le parti catholique de don Luigi Sturzo et le socialisme modéré mais ferme de Filippo Turati et de Giacomo Matteotti.

En France (comme partout ou presque hors d'Italie<sup>2</sup>), Gobetti est un quasi-inconnu<sup>3</sup>, même s'il est mort à Paris et repose toujours au

---

1. *Opere complete di Piero Gobetti*, 3 vol., *Scritti politici, Scritti storici, letterari e filosofici et Scritti di critica teatrale*, op. cit. Sur le caractère « presque clandestin » de ces volumes, voir cependant *Il Corriere della Sera*, 8 oct. 1999.

2. En 1975, il était pratiquement inconnu hors d'Italie, sauf au Pérou à travers José Carlos Mariátegui qui l'a rencontré en Italie (voir Robert Paris, « L'Italia fuori d'Italia », in *Storia d'Italia*, IV-1, *Dall'Unità a oggi*, Turin, Einaudi, 1975, p. 518-818, notamment p. 723, p. 725, p. 749 et p. 758 ; « José Carlos Mariátegui : une bibliographie, quelques problèmes », *Annales ESC*, 1966, p. 195). La situation évolue, et à côté de traductions française et américaine (Piero Gobetti, *La Révolution libérale*, Paris, Allia, 1999 ; *On Liberal Revolution*, New Haven, Yale University Press, 2000), on en signale une au Mexique (*Il Corriere della Sera*, 3 déc. 2008). On peut aussi citer un premier livre en anglais sur Gobetti : James Martin, *Piero Gobetti and the Politics of Liberal Revolution*, Londres, Palgrave Macmillan, 2008 ; et du même auteur « Piero Gobetti and the rhetoric of liberal anti-fascism », *History of the Human Sciences*, 11, 2007, p. 107-127 ; ainsi que Niamh Cullen, « The intellectual community of *La Rivoluzione liberale* », *Modern Italy*, 2, 2009, p. 19-38.

3. Les références journalistiques sont rares en France, où une page sur ce personnage trop inconnu, publiée par l'auteur de ces lignes dans *Réforme* (10 fév. 1996) entraîna des récriminations en conférence de rédaction... Gobetti semble nommé sept fois en vingt ans dans *Le Monde*, de façon incidente (11 oct. 1989, 9 juin 1990, 1<sup>er</sup>déc. 1993, 26 avril 1996, 8 mai 2001, 11 janv. 2004, 2 nov. 2005), une fois en dix ans dans *Le Figaro*, par Max Gallo (12 fév. 2005), deux fois dans *Courrier international* par Alexandre Adler (11 juin 1998, 3 mai 2001). Dans *Libération*, à propos du socialisme libéral, Laurent Joffrin écrit : « C'est surtout en Italie que ce courant trouve ces meilleurs représentants, insurgés les uns contre le communisme (Merlino, Gobetti), les autres contre le fascisme (Rosselli, Calogero, Capitini). » (18 mai 2007) Bien entendu, Gobetti est cité dans des travaux ou des comptes rendus d'historiens, brièvement mais avec des notations précises, par exemple à

cimetière du Père-Lachaise<sup>1</sup>, même si Robert Paris<sup>2</sup>, puis Michel Ostenc ou Jean Petitot ont écrit sur lui des textes le plus souvent parus

---

propos de ses efforts « pour une conciliation des classes fondée sur l'intransigeance morale » (Michel Ostenc, compte rendu, *Guerres mondiales et conflits contemporains*, mars 1998, p. 147 ; « Trente ans de culture à Turin », *Revue d'histoire de la Deuxième Guerre mondiale*, 10, 1982, p. 122) ; de l'élitisme démocratique (Jean-Yves Frétigné, « Les intellectuels italiens et la politisation de leur peuple [de l'unité aux années 1930] », *Raisons politiques*, 4, 2003 ; « Gaetano Mosca et Vittorio Emanuele Orlando : deux idéologues majeurs de l'Italie transformiste », *RHMC*, 2, 2003) ; ou de sa vision du fascisme comme « autobiographie de la nation », révélateur des vices de la société (Geneviève Bibes, « Le fascisme italien. État des travaux depuis 1945 », *RFSP*, 1968, p. 1193-1194 ; Mariuccia Salvati, « Histoire contemporaine et analyse comparative en Italie », *Genèses*, 1, 1996, p. 151 ; Aldo Agosti, « Controverses récentes – historiographiques ou non – sur la résistance italienne », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, oct.-déc. 2002, p. 45). Souvent, il est cité comme exemple de victime du fascisme (Georges Bourgin, compte rendu, *Annales ESC*, 1958, p. 805 ; Willy Gianinazzi, « La démocratie difficile à l'ère des masses. Lettres d'Hubert Lagardelle à Roberto Michels », *Mil neuf cent. Revue d'histoire intellectuelle*, 1999, p. 118 ; Pierre Milza, *Mussolini*, Paris, Fayard, 1999 ; Marie-Anne Matard Bonucci [dir.], *La Démocratie au XX<sup>e</sup> siècle. Europe de l'Ouest et États-Unis*, Paris, Atlante, 2000). Il peut être aussi inclus dans une liste de libéraux, libéraux-socialistes ou « exilés illustres » (Jean Besson, « Politique italienne », *RFSP*, 1957, p. 458 ; n.s. compte rendu, *ibid.*, 1974, p. 837 ; Sophie D. Delesalle et Michel Dreyfus, « Les Italiens du *Dictionnaire* », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, janv.-juin 1994, p. 7 ; Philippe Buton, *Une histoire intellectuelle de la démocratie 1918-1989*, Paris, Seli Arslan, 2000, p. 105). Il est aussi cité par des italienistes, à travers Pavese (Dominique Fernandez, *L'Échec de Pavese*, Paris, Grasset, 1967 ; Jean Gonin, *L'Expérience poétique d'Eugenio Montale*, Toulouse, Presses universitaires du Mirail, 1998), et de façon parfois plus développée par des philosophes (Fabio Minazzi et Jean Petitot, « La connaissance objective comme valeur historique : le « néo-illuminisme » italien », *Archives de philosophie*, 1993, p. 622 ; Serge Audier, *Machiavel, conflit et liberté*, Paris, Vrin, 2005). Même si la part des Italiens publiés en France est importante, les références augmentent depuis dix ans ; on notera cependant, emblématiquement, un ouvrage récent où Gobetti apparaît dès le titre, dû à un auteur francophone mais publié en italien (Laurent Béghin, *Da Gobetti a Ginzburg : diffusione e ricezione della cultura russa nella Torino del primo dopoguerra*, Rome, Institut historique belge, 2007).

1. Gobetti a longtemps été absent de la liste des « célébrités » dont la tombe peut être trouvée à partir du nom (voir *La Stampa*, 6 mars 1993 et 10 janv. 1994).

2. Selon Norberto Bobbio, Robert Paris a longtemps été seul en France à connaître Gobetti (N. Bobbio, « Alcune osservazioni sui rapporti culturali Italia-Francia », in *Piero Gobetti e la Francia*, *op. cit.*, p. 54. Voir, par exemple, Robert Paris, *Les Origines du fascisme*, Paris, Flammarion, 1968).

en Italie<sup>1</sup>, même si Michel Cassac a fait de lui son sujet de thèse et lui a consacré un colloque en 1999<sup>2</sup> et même si, surtout, la même année, *La Rivoluzione liberale*, le livre déjà évoqué, a été traduit et édité, avec une présentation de Marco Gervasoni<sup>3</sup>.

La relative confidentialité du personnage de notre côté des Alpes impose de replacer le choix de textes que nous avons effectué ici dans un itinéraire biographique, facile à trouver en italien depuis la fin des années 1990<sup>4</sup>, mais non en français. Ce qui suppose de suivre sa « brève existence<sup>5</sup> » depuis les racines (la formation) jusqu’aux usages et polémiques posthumes. Après une phase de tâtonnements entre la fin de la guerre mondiale et l’été 1920, on trouve chez Gobetti un compagnonnage paradoxal avec le communisme turinois naissant, la création de la revue *La Rivoluzione liberale* et d’une maison d’édition, puis l’engagement radical contre le fascisme, et enfin l’inégale confrontation avec un gouvernement devenant régime puis dictature et usant de tous les moyens, légaux ou non, pour écarter ou éliminer les opposants.

- 
1. Voir Michel Ostenc, *Intellectuels italiens et fascisme (1915-1929)*, Paris, Payot, 1983 ; Robert Paris, « Piero Gobetti et l’absence de Réforme protestante en Italie », in Alberto Cabella et Oscar Mazzoleni (dir.), *Gobetti tra Riforma e rivoluzione*, Milan, Angeli, 1999 ; Jean Petitot, « Le libéralisme de Piero Gobetti », *ibid.* ; « Libéralisme et illuminisme. *La Révolution libérale* de Piero Gobetti », in Jean Petitot et Philippe Nemo, *Histoire du libéralisme en Europe*, Paris, PUF, 2006.
  2. Michel Cassac, *Piero Gobetti (1901-1926) ou l’intègre liberté. Au-delà du mythe*, thèse, université de Paris IV-Sorbonne, 1995 ; Michel Cassac (dir.), *Piero Gobetti et la culture des années 20*, Nice, faculté des lettres, arts et sciences humaines, 1999-2000.
  3. Piero Gobetti, *La Révolution libérale*, *op. cit.* Côté traductions, voir aussi Piero Gobetti, « Notre protestantisme », *Les Temps modernes*, août-sept. 1947, p. 276-278, et les textes reproduits dans Jean-Claude Polet (dir.), *Auteurs européens du premier XX<sup>e</sup> siècle. De la drôle de paix à la drôle de guerre*, Bruxelles, De Boeck, 2003, p. 149-152, ainsi qu’un texte cité en avant-propos à Vittorio Alfieri, *Du prince et des lettres*, Paris, Allia, 1989.
  4. Par exemple Alberto Cabella, *Elogio della libertà. Biografia di Piero Gobetti*, Turin, Il Punto, 1998 ; Cesare Pianciola, *Piero Gobetti. Biografia per immagini*, Cavallermaggiore, Gribaudo, 2001.
  5. Voir Piero et Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza..., op. cit.*

## *La formation d'un libéral*

On ne saurait distinguer apprentissage et maturité chez un homme mort à moins de 25 ans. Reste qu'il se forme bel et bien, d'abord par un ancrage familial, local, régional, qui donne corps à un conservatisme à la fois profond et prêt à se transmuer en tout autre chose, ensuite avec de premières armes constituées à 17 ans par la création d'une revue, par de premiers engagements nés du climat de la guerre et de son règlement, et par de multiples lectures.

### UN CONSERVATEUR PARADOXAL

Gobetti est un révolutionnaire alors que tout aurait dû faire de lui un conservateur : la rigueur de son libéralisme, son engagement patriotique ancré dans l'admiration pour Cavour, artisan de l'unité italienne et grand représentant de la tradition piémontaise dont il respecte l'intelligence et l'honnêteté, son culte de l'esprit de sérieux réputé propre au Piémont<sup>1</sup>. Or ces éléments ont l'effet inverse sur lui, et tous ses autres paradoxes peuvent être expliqués à partir de celui-ci, qu'il ressent fortement, par exemple quand il écrit à propos de Baretti, un critique littéraire libéral turinois de la fin du XVIII<sup>e</sup> siècle qu'il admire beaucoup : « rien n'est plus faux que la réputation de révolutionnaire et de rénovateur avec laquelle [il] est passé dans les manuels d'histoire littéraire et dans l'opinion commune<sup>2</sup> » : il parle peut-être en fait de lui-même.

### *Un libéral intransigeant*

Son père, Giuseppe Giovanni Battista, était originaire d'Andezeno, près de Chieri, à quelque vingt kilomètres de Turin où était née sa

1. Gobetti serait un des rares intellectuels ouvertement sensibles à la « piémontaisé » (Valerio Castronovo, *Torino*, Rome-Bari, Laterza, 1987, p. 558). Michel Cassac note que Gobetti, réputé s'intéresser aux hérétiques et aux vaincus, place au centre de son panthéon un homme qui n'est ni l'un ni l'autre (*Piero Gobetti [1901-1926]*..., *op. cit.*, p. 279) ; il est vrai que Cavour est supposé représenter une synthèse entre enracinement subalpin, ouverture internationale, conservatisme britannique et libéralisme laissant une place, justement, à ces hérétiques et à ces vaincus.

2. Piero Gobetti, *Risorgimento senza eroi e altri scritti storici*, rééd. Turin, Einaudi, 1969, p. 46.

mère, Angela Luigia Canuto, et où tous deux avaient ouvert une droguerie avant la naissance de leur fils unique le 19 juin 1901. Malgré un cousin ouvrier chez Fiat, communiste peu orthodoxe à la maison pleine de livres<sup>1</sup>, ces parents semblent ne penser qu'à leur seul commerce, vecteur de respectabilité sociale. Dans des fragments autobiographiques, Piero note : « Ils travaillaient dix-huit heures par jour [...] Le but de leur travail était l'enrichissement, non seulement pour avoir une vie plus facile mais aussi pour tenir la tête haute, se permettre et me permettre une vie digne<sup>2</sup>. » Ada Prospero, « Didi », aperçue et aimée dès l'enfance<sup>3</sup>, avec laquelle il se fiance en 1918 et qu'il épouse en 1923, habite le même immeuble : son père est citoyen suisse, sa mère d'origine bosniaque ; ils sont marchands de primeurs mais fournisseurs de la reine-mère, donc nettement plus aisés que les parents de Piero. Il est facile et assez mécanique de faire le lien entre ces origines sociales et une identification à la petite bourgeoisie du commerce et plus encore de l'artisanat. Mais, de fait, Gobetti place très haut le travail indépendant, affirme vouloir être au plus vite autonome, fonder une famille, la nourrir par son labeur, assurer son indépendance<sup>4</sup>. Sa conception du métier d'éditeur va dans ce sens, et on en trouve des traces dans son portrait de l'industriel Henry Ford (*infra* p. 176<sup>5</sup>) comme dans celui de « l'éditeur idéal » qui corrige, négocie, reçoit, décharge les caisses, suit les ventes et fait « quatorze heures de travail par jour entre imprimerie, papeterie, correspondance, librairie et

1. Angelo Monti, « Con Piero Gobetti vivo e morto », *Belfagor*, 1956, p. 210-211 (rééd. *Torino falsa magra e altre pagine torinesi*, Turin, L'Ambaradan, 2006, p. 186-202).

2. Piero Gobetti, *L'editore ideale*, Milan, Vanni Scheiwiller, 1966, p. 25-26, cité par exemple dans *Piero Gobetti e il suo tempo. Catalogo e atti della mostra e delle manifestazioni culturali organizzate preso la Galleria d'Arte Moderna di Torino aprile-settembre 1976*, Turin, Centro Studi Piero Gobetti, 1976, p. 78, ou dans Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 15.

3. Voir Piero et Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 684. Pour nuancer, voir aussi Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 18.

4. Piero Gobetti, *Carteggio...*, *op. cit.*, p. 158, 19 sept. 1920. Voir aussi Piero et Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 680 et p. 690-691.

5. Comme Gramsci et d'autres, Gobetti idéalise Ford, et ne semble pas en percevoir le délitre antisémite. Par ailleurs, on a pu considérer qu'à travers les portraits qu'il brosse, Gobetti fait en réalité le sien (Michel Cassac, *Piero Gobetti [1901-1926]...*, *op. cit.*, p. 514).

bibliothèque (car l'éditeur doit être fondamentalement homme de bibliothèque et d'imprimerie, artiste et commerçant)<sup>1</sup> ». La même attitude est sans doute à l'origine du choix de Giuseppe Baretti comme pseudonyme puis comme titre de revue, car Baretti, réputé pour sa sincérité et son peu de souci de déplaire, fut un des premiers à vivre de sa plume sans recours au prince ou à des mécènes. De telles valeurs, sous-tendues par l'éloge du travail en lui-même<sup>2</sup>, constituent le fondement du libéralisme radical de Gobetti, et renvoient à sa fierté devant une ascension familiale pensée comme due au seul mérite, proche de ce qu'il dit de la famille de Matteotti dans un portrait où il se projette beaucoup<sup>3</sup> (*infra*, p. 290).

Dans ces conditions, l'ennemi immédiat, ce sont l'État et l'autre petite bourgeoisie, celle des salariés, employés et fonctionnaires. À son sujet, Gobetti parle volontiers de « parasitisme<sup>4</sup> ». Il étend sa condamnation à tout ce qui peut venir de l'État<sup>5</sup>, manifeste son anti-protectionnisme (*infra*, p. 164), considère tout début de *welfare state* comme du socialisme d'État corrupteur, y compris à propos de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle italien où il ne s'agit même pas d'une esquisse

1. Cité par exemple par Alberto Cabella, *Elogio della libertà...*, *op. cit.*, p. 124.

2. « Sont moraux seulement le travail, le labeur, la volonté énergique ; la joie tranquille, la complaisance inerte sont une inféconde faiblesse humaine », Piero Gobetti, *La Rivoluzione liberale* (abrégé dans la suite en [RL]), 12 fév. 1922 ; rééd. *Opere complete di Piero Gobetti, Scritti politici*, *op. cit.* (abrégé dans la suite en [OC-SP]), p. 241.

3. Voir Carlo Levi [1933], *Il dovere dei tempi : prose politiche e civili*, Rome, Donzelli, 2004, p. 32.

4. « Mais seule pourra clarifier les termes du discours une nouvelle expérience économique nous libérant une bonne fois du parasitisme nationaliste des ploutocrates et des fonctionnaires. » (Piero Gobetti, *RL*, 24 avril 1923 ; rééd. *OC-SP*, p. 494) ; « Les classes ne possédant rien (employés) participent à la petite propriété par leur parasitisme aux dépens de l'État. Les socialistes italiens ont adhéré à cette politique en cherchant à obtenir une législation sociale en faveur des classes prolétariennes. Giolitti a eu l'héroïque cynisme de donner pour libérale cette mise à sac de l'État. » (Piero Gobetti, *RL*, 30 juil. 1922 ; rééd. *OC-SP*, p. 395)

5. D'où, par exemple, son adhésion en 1920 au Faisceau (terme sans lien avec le fascisme) de l'éducation nationale, opposé au monopole d'État en matière scolaire (voir par exemple la référence du socialiste Rodolfo Mondolfo à *Energie nove* début 1920, cité dans Luigi Ambrosoli, « Critica sociale e Federazione nazionale insegnanti scuole medie », in Tina Tomasi et al., *Scuola e società nel socialismo riformista (1891-1926)*, Florence, Sansoni, 1982, p. 139. Voir aussi Michel Ostenc, « Trente ans... », art. cité, p. 122 ; Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 49-50).

(*infra*, p. 152 et 212). Il endosse la banalité de la rhétorique réactionnaire<sup>1</sup> pour laquelle les assurances sociales obligatoires mèneraient à financer tout et n'importe quoi par la communauté nationale, nourriture, vêtements voire séances de cinéma (*infra*, p. 121 et p. 127). Si son hostilité au socialisme provient en partie d'une répulsion face aux mouvements de l'immédiat après-guerre, marqués par des pillages de magasins<sup>2</sup>, elle trouve aussi des racines dans ses condamnations antérieures. Celles-ci expliquent une sévérité initiale particulière à l'encontre des socialistes les plus réformistes, adeptes de la tractation parlementaire, et de leurs partenaires gouvernementaux – à commencer par Giovanni Giolitti, libéral démocrate, homme de la transaction et non de la répression, du moins dans le nord du pays, et qui a dominé la plupart des gouvernements entre 1901 et 1914 en incarnant l'apogée du transformisme, cette volonté d'absorber les oppositions par la corruption et l'octroi de réformes, né de l'exiguïté d'un pays légal censitaire amputé de nombre de catholiques par les condamnations pontificales. Considérant le libéralisme comme fondé sur la libre expression et la confrontation des opinions et des intérêts, Gobetti condamne le blocage de la dialectique entre majorité et opposition. Son rejet s'étend à toute la « gauche historique », forme italienne du « parti du mouvement » de notre monarchie de Juillet, au pouvoir à Rome depuis 1876 avec Agostino Depretis, Francesco Crispi, etc. : de quoi alimenter une nostalgie de la « droite historique », héritière de Cavour, même si celle-ci, phagocytée par sa concurrente, n'est plus qu'un fantôme<sup>3</sup>.

---

1. Voir plus tard Luigi Einaudi, *Lezioni di politica sociale* [1944], Turin, Einaudi, 1964, p. 119.

2. « Le socialisme fait ses expériences en ruinant la nation et l'industrie » (Piero Gobetti, *Carteggio 1918-1922*, *op. cit.*, p. 64, lettre du 19 sept. 1920, lors d'émeutes à Turin).

3. De façon générale, pour le XIX<sup>e</sup> siècle et le début du XX<sup>e</sup>, voir Gilles Pécout, *Naissance de l'Italie contemporaine (1770-1922)*, Paris, rééd. Armand Colin, 2004 ; puis, Pierre Milza et Serge Bernstein, *Le Fascisme italien 1919-1945*, Paris, Le Seuil, 1970 ; Pierre Milza, *Mussolini*, *op. cit.* ; Renzo De Felice, *Mussolini il rivoluzionario 1883-1920*, Turin, Einaudi, 1965 ; *Mussolini il fascista. la conquista del potere 1921-1925*, Turin, Einaudi, 1966 ; *Mussolini il fascista. L'organizzazione dello stato fascista 1925-1929*, Turin, Einaudi, 1968.

### *Un patriote très piémontais*

À l'exaltation du producteur indépendant et de ses vertus, Gobetti ajoute un vif patriotisme. Au-delà du culte des traditions<sup>1</sup> et du respect familial pour la dynastie légitime, distincte d'un gouvernement par nature contingent, son patriotisme prend corps dans la guerre mondiale qu'il a vécue par procuration comme adolescent<sup>2</sup>. Il s'apprêtait à y participer et devançait l'échéance en passant le baccalauréat un an avant la date normale, mais la victoire de 1918 l'a tenu loin du front. Cette attitude renforce son opposition aux socialistes, à Giolitti, aux catholiques, tous neutralistes en 1915 dans le seul pays belligérant, avec la Russie, à n'avoir pas connu d'« union sacrée ». Par ailleurs, son patriotisme suppose l'adhésion à l'unité nationale, dans son incarnation la plus légitime : on retrouve là Cavour, ministre du roi, libéral, conservateur ouvert capable de piloter une mutation historique. Les autres grands noms du Risorgimento ne seraient que « troupeau de rêveurs rhétoriciens [...] voués au ridicule s'il n'avait pas été là<sup>3</sup> ». Seul peut lui être comparé Carlo Cattaneo, économiste libéral et fédéraliste<sup>4</sup> ; Giuseppe Mazzini est cité mais avec réserves, Giuseppe Garibaldi est absent ou tenu pour un ancêtre des forfanteries mussoliniennes : l'unité n'est pas incarnée par des agitateurs, mais par un bâtisseur, et décrite comme « la lutte d'un homme et de rares isolés contre la mauvaise littérature d'un peuple dominé par la misère<sup>5</sup> ». Elle reste cependant inachevée, faute d'avoir débouché sur la transformation de l'Italie en un vaste Piémont. Or, sorti de sa province natale, Gobetti n'apprécie guère que Florence, liée à deux des maîtres et modèles qu'il s'est choisis, le nationaliste toscan Giuseppe Prezzolini et le socialiste dissident Gaetano Salvemini qui y enseigne. Pour le reste du pays, Milan cristallise selon lui toutes les superficialités, mercantile, réformiste, futuriste ou fasciste ; la Romagne symbolise l'absence de

1. Voir Luigi Einaudi, *Il Baretti*, 16 mars 1926 ; rééd. *Nuova antologia*, janv.-mars 1986, p. 15.

2. « Nous n'avons pas fait la guerre mais pour en avoir respiré l'odeur en naissant nous en avons appris... », Piero Gobetti, *RL*, p. 7 ou *OC-SP*, p. 1915.

3. Piero et Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 371, 11 août 1922.

4. *Ibid.*, p. 548-549, 7 août 1922 ; *L'Ordine nuovo*, 27 août 1922, etc. Sur le fait qu'il distingue peu l'un de l'autre malgré leurs différences, voir Michel Cassac, *Piero Gobetti (1901-1926)...*, *op. cit.*, p. 280.

5. Piero Gobetti, *Risorgimento...*, *op. cit.*, p. 12.

sérieux du pays et il note à plusieurs reprises que Mussolini en est originaire ; Rome est admirée comme ville-musée, mais sans sympathie pour ses habitants ni pour la vie politique nationale ; enfin le Mezzogiorno, le Sud, doit être étudié, défendu « contre le Nord » dans la ligne du méridionalisme de Salvemini, mais cela « même si le Sud veut dire conservatisme, passé, inculture, infériorité, et si le Nord est l'avenir et la civilisation<sup>1</sup> ». Bref, toute l'Italie ou peu s'en faut est vouée à l'irresponsabilité et à la bureaucratie, à l'astuce et à la malhonnêteté, à un unanimisme catholique antipolitique et aux particularismes ennemis du véritable individualisme, celui des Anglo-Saxons<sup>2</sup>. Elle est marquée par l'immaturité et le retard économiques, politiques, sociaux et culturels.

À cette Italie, Gobetti oppose une identité piémontaise ou turinoise, nécessaire pour « tenir le lien entre les instincts africains de la péninsule et la civilisation européenne<sup>3</sup> » et résultant de la modernisation cavourienne ainsi que d'une industrie récente dont Fiat est le fleuron. Il voit en cette dernière un vecteur de discipline, la suppose indemne tant des subventions d'État gangrenant la sidérurgie que de la corruption réformiste des ouvriers lombards. S'y ajoutent le pluralisme religieux, l'esprit des Lumières, la tradition de rigueur et d'analyse<sup>4</sup> : à cette modernité il associe une austérité réputée tradition régionale, dont il se réclame, disant « reconnaître [s]es qualités les plus innées en une fondamentale aridité et une inexorable volonté<sup>5</sup> » ; dès

1. Piero Gobetti, *Carteggio 1918-1922*, *op. cit.*, p. 141, 8 août 1920. Voir aussi, par exemple, Piero Gobetti, *RL*, 17 avril 1923 et *OC-SP*, p. 488. On est aux antipodes d'un tiers-mondisme intra-italien, note Giovanni Spadolini, « Il pensiero e l'azione di Ugo la Malfa », in collectif, *Il partito d'Azione dalle origini all'inizio della Resistenza armata*, Rome, Archivio trimestrale, 1985, p. 467.

2. Marco Gervasoni, *L'intellettuale come eroe. Piero Gobetti e le culture del Novecento*, Florence, La Nuova Italia, 2000, p. 399. Cette critique des Italiens explique des rancœurs contre Gobetti. Sur l'image de l'Italie dans l'équipe de *La Rivoluzione liberale*, et les aspirations à une modernisation non coercitive sur un modèle piémontais, voir Marco Gervasoni, « Figure dell'italiano : habitus nazionale e "anti-italianismo" nella "Rivoluzione liberale" », in *Mezzosecolo 12*, Milan, Angeli, 1999, p. 25-56.

3. Piero Gobetti, *Risorgimento...*, *op. cit.*, p. 5.

4. Marco Gervasoni, *L'intellettuale...*, *op. cit.*, p. 50.

5. Cité in Alberto Cabella, *Elogio della libertà...*, *op. cit.*, p. 9.

le premier numéro de sa première revue, *Energie nove*, il affirme qu'il « n'y a jamais de moment inopportun pour travailler avec sérieux<sup>1</sup> », et une fois sous les drapeaux, il parle à l'économiste (et futur président de la république italienne) Luigi Einaudi de la « fécondité morale » du service militaire<sup>2</sup>, instrument de réalisation de l'état éthique prôné par le philosophe Giovanni Gentile, un autre de ses maîtres à penser d'alors – tout en évoquant au contraire en privé une « consécration de tous les égoïsmes et de toutes les mesquineries », une « sélection à rebours » et un « ultime héritage du moyen âge<sup>3</sup> ». Gobetti inscrit donc son discours du sérieux dans une identité régionale, même si Ersilia Alessandrone Perona, éditrice de sa correspondance, souligne son adhésion globale aux valeurs sociales et culturelles générales de toute la bourgeoisie ascendante du XIX<sup>e</sup> siècle, et le fait qu'il mêle ainsi volonté de puissance et sacrifice pour le bien commun, force, *self-control* et rigorisme défensif face aux changements nés de la guerre dans le domaine des mœurs et des sensibilités<sup>4</sup>.

### *Des nuances ou des contradictions*

Ces traits semblent peu compatibles avec quelque appétence pour la révolution. Mais ils ne sont qu'une des faces de la personnalité de Gobetti, et ont dès l'origine leur contrepartie. Perona rappelle que son traditionalisme, son exigence de répression des passions et de tout sentimentalisme – jusqu'à exiger l'abandon de la vocation de musicienne de sa fiancée Ada, selon laquelle « Piero est un ange inique<sup>5</sup> » – sont fondés sur une réelle volonté d'égalité entre hommes et femmes,

1. Piero Gobetti, *Energie nove* (abrégé dans la suite en *[EN]*), 1<sup>er</sup> nov. 1918 ; rééd. *OC-SP*, p. 5.

2. Piero Gobetti, *Carteggio...*, *op. cit.*, p. 233, 6 nov. 1921.

3. Piero et Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 409, 2 août 1921, et p. 412, 9 nov. 1921. Sur cette contradiction, voir Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 61-62. Voir aussi la commémoration de Dante par Gobetti au service militaire, avec référence à la « discipline éthique » et à l'« organisation de la volonté », *ibid.*, p. 72.

4. Ersilia Alessandrone Perona, « Introduzione », in Piero Gobetti, *Carteggio...*, *op. cit.*, p. XXVII *sq.*

5. *Ibid.* p. xx. Le pédagogisme autoritaire de Piero envers Ada a pu être lu comme une revanche sociale, idée présentée et repoussée par exemple par Michel Cassac, *Piero Gobetti (1901-1926)...*, *op. cit.*, p. 58.

avec rejet de toute double morale et application à lui-même des normes de chasteté en vigueur pour les jeunes filles<sup>1</sup>. Et le malaise manifesté face aux bouleversements culturels et sociaux liés à la guerre est mêlé d'une claire conscience de la limitation intellectuelle qu'implique cette attitude. De là chez lui une tension perpétuelle entre principes et réalité, tradition et innovation, conservation et révolution.

De même, l'attachement au Piémont, avec sa modernité et son passage du monde semi-artisanal à la grande industrie, mène Gobetti à rassembler capitaines d'industrie et ouvriers dans une même sympathie *a priori* (*infra*, p. 140 et 142). Sa condamnation du reste de l'Italie contribue à l'éloigner du fascisme indiscipliné et brouillon, incarnation des tares traditionnelles du pays. Le modèle cavourien, d'inspiration britannique, supposé incompatible avec l'immobilisme d'un système de notables et de clientèles, sépare par ailleurs pour lui le libéralisme du conservatisme. Enfin, sa vision du Risorgimento comme révolution « par le haut » donne certes aux tenants d'un mouvement populaire un statut de mouches du coche, mais elle n'est ni conservatrice ni oligarchique, car elle reste descriptive et non normative ; elle est même opposée à une lecture positive de la Révolution française supposée marquée par la participation active des masses<sup>2</sup>, et rend compte de l'inachèvement de l'unité italienne, visible dans le hiatus entre le Piémont et le reste du pays.

En outre, même née du rejet en partie inconscient d'une politique conciliante envers les mouvements sociaux, et renforcée par l'interventionnisme de 1915, l'hostilité de Gobetti envers Giolitti n'est pas pur conservatisme, tant elle est commune à tous ceux qui aspirent à

1. Piero Gobetti, *Carteggio...*, *op. cit.*, p. XXXI-XXXII et p. 158-159 ; Curzio Malaparte, *Battibecco 1953-1957*, Florence, Vallecchi, 1967, p. 464. La chasteté prônée par Gobetti et ses héritiers a été opposée au machisme fasciste même transmué par la Résistance, et liée au contact des minorités religieuses piémontaises (Giorgio Bocca, *Le mie montagne : gli anni della neve e del fuoco*, Milan, Feltrinelli, 2006, p. 50-53) même si, chez Gobetti, ce contact est plus imaginaire que réel, comme est abstrait son lien avec le protestantisme avant sa rencontre avec Giuseppe Gangale et la revue néoprotéstante *Conscientia*.

2. « La révolution française a les proportions d'un grand drame parfois national, parfois européen. C'est la revendication de masses populaires nouvelles, la révolte d'un peuple conduit par des guides bourgeois choisis contre des classes en décadence. » (Piero Gobetti, *Risorgimento...*, *op. cit.*, p. 12)

des changements radicaux, quelle qu'en soit la nature<sup>1</sup>. L'influence de Salvemini pousse Gobetti à condamner les élections truquées du Sud, marquées par la corruption, la violence des *mazzieri*, les « matraqueurs », la mise de l'administration au service d'un notable qui, élu, sera automatiquement ministériel, tout ceci en contraste avec la démocratie libérale assurée au Nord par le vieil homme d'État. Et la complaisance de ce dernier, revenu au pouvoir en 1920, envers un fascisme supposé facile à instrumentaliser et à contrôler, aurait suffi à pousser Gobetti vers l'antifascisme. Très divers dans ses inspirations, l'interventionnisme n'est pas non plus un passeport pour le nationalisme, et Gobetti se sent proche de l'aile démocrate du mouvement, en particulier de Salvemini, fondamental dans sa formation – même s'il est peu question de lui dans le présent volume, les principaux passages le concernant étant déjà disponibles en français dans *La Révolution libérale*.

Enfin, libéralisme et antiétatisme radicaux ne sont pas incompatibles avec un projet social. Ainsi les assurances sociales sont très loin d'être condamnées dans leur principe, mais Gobetti en refuse le caractère obligatoire et non volontaire. Sur cette base, une rencontre est possible avec le monde ouvrier organisé, si cette organisation est autonome, sans lien avec l'État, ce qui revient à proposer une synthèse libéral-socialiste radicale, en quelque sorte autogestionnaire (*infra*, p. 149). L'éloge de l'initiative individuelle s'étend au social, d'autant qu'à l'époque on ne peut raisonner sur les réalités du *welfare state* : le modèle de gestion étatique le plus évident reste celui de Bismarck. Par ailleurs, les Français sont sans doute mal placés pour comprendre la diatribe gobettienne contre la fonction publique, souvent synonyme en Italie comme en Allemagne de conservatisme et d'attachement aux autorités constituées ; de notre côté des Alpes et du Rhin, pour la rejeter en partie hors du camp de l'ordre établi, il a fallu que les groupes dominants (ou ceux qui aspiraient à les imiter) radicalisent leurs obsessions antifiscales contre les « budgétivores » et leur hostilité à un État supposé issu de 1789, en fait à la République laïque – ajoutons qu'il faudrait approfondir les conséquences à long terme de ce phénomène sur la gauche française...

---

1. Voir Emilio Gentile, *Il mito dello stato nuovo dall'antigiolittismo al fascismo*, Rome-Bari, Laterza, 1982. Sur l'histoire des idées en Italie au xx<sup>e</sup> siècle, voir Norberto Bobbio, *Profilo ideologico del '900*, Milan, Garzanti, 1990.

## LES TÂTONNEMENTS D'UN ENGAGEMENT

Si les principes sur lesquels se construit la pensée de Gobetti peuvent être ambivalents, entre conservatisme rigoriste et ouvertures à gauche, le libéralisme lui fournit un point d'équilibre. Au-delà de ses héritages familiaux et d'un tempérament propre, sa pensée se précise très tôt et s'infléchit à l'occasion de ses premières initiatives, de ses premiers engagements, de ses choix complétant la formation scolaire et universitaire.

### *Une première revue, tremplin et brouillon*

Au départ, sa famille l'oriente peu vers l'affirmation intellectuelle<sup>1</sup>. Il semble n'y avoir eu qu'un seul livre chez lui en dehors de ses manuels scolaires, une *Petite encyclopédie pour les familles*, offerte aux abonnés de la *Gazzetta del Popolo* turinoise en 1905, et dont les erreurs l'indignent après coup<sup>2</sup>. Mais ses parents, obnubilés par le travail, le sont aussi par son avenir, et l'« idolâtrent<sup>3</sup> » ; ils « pensaient devoir [lui] donner une instruction, celle qu'ils n'avaient pu avoir<sup>4</sup> ». Piero est poussé à l'excellence scolaire, enfant zélé qui à sept ans envoie ses vœux au directeur de l'école et suscite l'admiration du concierge-appariteur qui fait lire ses devoirs à son propre fils, Andrea Viglongo, futur militant aux côtés de Gramsci puis éditeur. Excellent au lycée<sup>5</sup>, Piero se conforme à un moule dont il veut pourtant sortir. Volonté d'autonomie matérielle, idée de sanction par le marché et non par l'État : même inscrit à l'université et diplômé, Gobetti tient l'enseignement pour un moyen de formation dont il faut se détacher afin de faire ses preuves face au public, seule instance

1. Certains commentaires de critiques sur les parents de Gobetti, cités et contestés par Michel Cassac (*Piero Gobetti [1901-1926]...*, *op. cit.*, p. 49 sq.) relèvent du pur mépris social.

2. Voir Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 15.

3. Luigi Einaudi, *Il Baretti*, *op. cit.* Voir aussi Edmondo Rho, « Testimonianza su Gobetti », *Il Ponte*, III, 1956, p. 404.

4. Cité dans *Piero Gobetti e il suo tempo...*, *op. cit.*, p. 78.

5. Voir Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 24, puis pour l'université, p. 39. Alessandro Galante Garrone a rappelé son père, remplaçant au lycée, évoquant dans une lettre un élève remarquable, puis parlant encore sur son lit de mort fin 1925 de ce jeune prodige qui venait d'être agressé par des fascistes (*La Stampa*, 8 fév. 1996, cité aussi dans Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 18).

pouvant désigner de réelles aristocraties intellectuelles. Il semble très sûr d'appartenir à ces dernières, puisant cette certitude dans le regard de ses maîtres, l'admiration de parents ébahis ou dans l'air du temps, entre Nietzsche et Schopenhauer – quand il joue adolescent avec l'idée de franchir le Pô d'un seul bond ou de passer sept fois sous le tramway sans mourir<sup>1</sup>, tout semblant possible à l'infini de la volonté et à l'élan vital.

En 1918, à peine inscrit à la faculté de Droit, il crée sans plus de réalisme un « périodique étudiantin de culture qui s'occupera d'art, littérature, philosophie, questions sociales, etc. [avec pour] buts : réveiller des mouvements d'idée dans ce Turin fatigué, promouvoir la culture, encourager l'étude parmi les jeunes, etc.<sup>2</sup> ». Il s'agit de « déprovincialiser » la culture turinoise, mais surtout de se faire connaître à la face du monde. La revue, *Energie nove*, s'insère dans une généalogie de l'intervention des intellectuels qui passe par le dreyfusisme en France, même si la référence à l'affaire Dreyfus n'a pas alors pour Gobetti le poids qu'elle prendra après l'assassinat de Matteotti. Elle passe aussi par le modèle des revues florentines de l'avant-guerre, entre politique et littérature, *L'Unità* de Salvemini et *La Voce* de Prezzolini, alors pour lui figure de frère aîné<sup>3</sup> tout comme Giovanni Papini et Ardengo Soffici. Elle passe enfin par la mobilisation et l'automobilisation, s'insère dans une propagande tenue pour capitale par les nouveaux chefs militaires nommés après la catastrophe militaire de Caporetto fin 1917, d'où à côté de conférences ou de bulletins de tranchée une floraison de publications animées par des étudiants et des intellectuels anciens combattants<sup>4</sup>. *Energie nove*, dont le premier numéro date des 1<sup>er</sup>-15 novembre 1918, se distingue par les 17 ans de

1. *L'Unità* (éd. de Turin), 16 fév. 1956 ; Norberto Bobbio, « Carlo Levi e Gobetti », *Nuova antologia*, juil-sept., 1985, p. 78 ; Piero et Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 704.

2. *Ibid.*, p. 5, 14 sept. 1918. À quelques exceptions repérées par Gobetti, l'université semble endormie dans l'érudition comme fin en soi ; lui entend y catalyser les volontés novatrices, en appelle aux influences extérieures, dont Croce (voir Michel Cassac, *Piero Gobetti [1901-1926]...*, *op. cit.*, p. 38-40 ; Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 32).

3. On a pu qualifier Gobetti de « meilleur disciple » de *La Voce* (Emilio Gentile, « Gobetti e *La Voce* », *L'Osservatore politico letterario*, XII, 1971, p. 14-20).

4. Sur le lien avec la guerre, voir Maurizio Degl'Innocenti, *L'epoca giovane. Generazioni, fascismo e antifascismo*, Manduria-Rome-Bari, Lacaïta, 2002, p. 181-183.

son fondateur<sup>1</sup> et sa qualité, liée à l'heureuse inconscience avec laquelle des articles sont demandés à des auteurs illustres – les principaux philosophes italiens du temps, tel Benedetto Croce<sup>2</sup>, Luigi Einaudi, le socialiste Rodolfo Mondolfo – ou à Angelo Tasca et Antonio Gramsci, alors très obscurs. Parallèlement sont mobilisés des camarades de lycée et se met en place un réseau d'amitiés, fondamental dans l'action de Gobetti<sup>3</sup> puis, après sa mort, dans la conservation de sa mémoire et la construction de sa légende.

Il ne s'agit pas pour Gobetti de défendre une pensée, encore qu'il affiche son attachement au libéralisme, de Cavour à Salvemini<sup>4</sup>, mais de se frotter aux idées d'autrui, de façon parfois brouillonne, et peut-être simplement d'exister, quitte par exemple à sacrifier à un nietzschéisme de pacotille et au mythe du surhomme<sup>5</sup>. Umberto Calosso, qui a appartenu au groupe de *L'Ordine nuovo* autour de Gramsci, allait jusqu'à évoquer en 1947 le Gobetti de 1919 et ses « idées confuses et contradictoires, une indigestion de lectures toutes de la dernière heure, et dans le même temps un désir de faire quelque chose dans le domaine du papier imprimé par lui et par les autres, de monter sans argent une revue qui serve de lieu de réunion pour des jeunes<sup>6</sup> ». Cette incertitude même assure le pluralisme des contributions à la revue et renforce l'attachement de son fondateur à l'idée de liberté.

1. Carlo Levi racontait qu'allant chez Gobetti après avoir découvert *Energie nove*, il avait cru, devant ce garçon de son âge, avoir affaire au fils du directeur, et a ajouté que les dimanches avec Gobetti, Sapegno et d'autres, mêlaient lectures de Kant, gymnastique, boxe amicale et jeux d'encore enfants (Carlo Levi [1964], *Un dolente amore per la vita. Conversazioni radiofoniche e interviste*, Rome, Donzelli, 2003, p. 16-17, p. 58 ; Norberto Bobbio, « Carlo Levi... », art. cité, p. 76-77).

2. Gobetti s'adresse également à Giovanni Gentile, mais en vain.

3. Voir Paolo Bagnoli, « Piero Gobetti, l'amicizia come “aridezza” », p. 531-550, in Giovanna Angelini et Marina Tesoro (dir.), *De amicitia. Scritti dedicati a Arturo Colombo*, Milan, Angeli, 2007, p. 534.

4. Norberto Bobbio, « Quell'adolescente di *Energie nove* » [1976], *Nuova antologia*, I-III, 1986, p. 21. Voir aussi par exemple la manchette : « critique de la philosophie de Marx et du socialisme du point de vue libéral », *EN*, 20 juin 1919, ou Piero Gobetti, *EN*, 15 mars 1919 ; rééd. *OC-SP*, p. 72-73.

5. Giovanni Spadolini, *Gobetti un'idea dell'Italia*, Milan, Longanesi, 1993, p. 73.

6. Umberto Calosso, « Préface à Piero Gobetti », *Scritti attuali*, Rome, Capriotti ; rééd. *Belfagor*, 1947, p. 207.

### *Des maîtres pour approfondir des convictions*

Ses études et un début d'engagement politique contribuent à préciser les orientations du jeune homme. Entre hasards, rencontres et affinités plus ou moins conscientes, il se choisit des maîtres. Dans le passé, ce sont Dante<sup>1</sup>, Baretta et plus encore Vittorio Alfieri, découvert à treize ans<sup>2</sup>, modèle de l'homme libre se construisant lui-même à travers une discipline autonome, chantre précoce d'une religion de la liberté refusant tout accommodement avec un despote même éclairé, ennemi aussi des simples réformes légales au nom du caractère primordial de la liberté intérieure. Pour le présent, outre Giuseppe Prezzolini perçu comme l'exemple à suivre en matière de revue, ce sont Einaudi et le théoricien des élites Gaetano Mosca, Croce et Gentile, Salvemini.

Comme enseignant, Einaudi (*infra*, p. 106) contribue à la formalisation d'aspirations libérales en économie mais aussi en politique. Gobetti l'admirer et organise un petit cercle d'auditeurs libres à son cours de finances publiques, *a priori* fort aride<sup>3</sup>. Le discours d'Einaudi renforce et structure une hostilité initiale au protectionnisme douanier, aux systèmes de monopoles, aux industries subventionnées, à l'immixtion de l'État, mais aussi la défense de la lutte, préférée au socialisme d'État et aux rêves messianiques, ce que Gobetti, même héritier de sa condamnation de Karl Marx comme économiste, détourne peu à peu en repoussant le discours anti-ouvrière<sup>4</sup> pour se rapprocher du prolétariat turinois.

1. Emanuela Bufacchi et Cosimo Ceccoti, *Il mito di Dante nel pensiero di Gobetti*, Florence, Le Monnier, 1994.

2. Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 16. Pour des précisions sur Gobetti et Alfieri, voir en particulier Antonio Bechelloni, « Piero Gobetti et Vittorio Alfieri : les malentendus d'une lecture et de sa réception », in Christian Del Vento et Xavier Tabet (dir.), *Fascisme et critique littéraire. Les hommes, les idées, les institutions*, Caen, PUC, 2010, vol. I, p. 169-184.

3. Luigi Einaudi, *Il Baretta*, art. cité.

4. Si, fidèle à un cliché lié à la guerre, Einaudi tonne contre un supposé gaspillage ouvrier, Gobetti, dans un de ses derniers articles, plaide pour les hauts salaires, utilisant Adam Smith ou Brentano contre Ricardo : « Les pays à salaires élevés sont à l'avant-garde pour les meilleures productions : la Hollande doit à ces salaires élevés son excellence dans les constructions navales ; l'Écosse, pays de bas salaires, produit le bois, fourni en grande partie par la nature avec une très faible participation de l'activité humaine. Payer deux shillings et six *pence* un ouvrier habile est plus utile que payer six *pence* un ouvrier incapable. Les bas salaires sont le signe de pays barbares. » (Piero Gobetti, *RL*, 8 nov. 1925 ; rééd. *OC-SP*, p. 903 *sq.*).

Lui aussi professeur à Turin, Gaetano Mosca (*infra*, p. 159), complété par la lecture de Vilfredo Pareto, fournit la théorie des élites, et on imagine bien comment un tout jeune homme plein d'énergie et d'ambition peut dépouiller cette vision oligarchique de son conservatisme pour insister sur la circulation desdites élites, en un sens démocratique<sup>1</sup>.

Plus éloigné mais régnant sur toute l'Italie intellectuelle, et lié au Piémont par son épouse, le Napolitain Croce semble parfois fournir une simple propédeutique à Giovanni Gentile, révéré, lui, pour sa puissance d'évocation et sa vision d'un esprit se créant lui-même en toute liberté<sup>2</sup>, avant d'être renié en 1922 en raison de l'appui qu'il apporte à Mussolini et moyennant une réécriture de son itinéraire intellectuel par Gobetti désireux d'effacer ses faiblesses passées pour le pseudolibéralisme anti-individualiste de la pensée de l'État éthique. Les relations avec Croce, elles, fluctuent, en fonction de son attitude envers le fascisme. Dès le premier numéro d'*Energie nove*, Gobetti a dit son admiration pour le maître, mais malmené les « crociens [...] professeurs sans originalité, pédants, qui ont appris par cœur, mécaniquement, l'esthétique de l'intuition, en faisant le nouvel Évangile ». De plus, le jeune Turinois semble surtout vouloir éviter de faire paraître formel ou intéressé son ardent soutien à Croce, neutraliste de 1915 confronté à des nationalistes professionnels l'accusant de germanophilie, qui se vengent hypocritement de ses critiques et mettent en avant leurs propres déclamations patriotardes contre son sérieux, et son travail – les meilleures recommandations aux yeux de Gobetti. Celui-ci ajoute avec ironie que « le seul [à être] sincère dans ses attaques est F. T. Marinetti, qui n'a jamais lu Croce, et conseille donc de ne pas le lire<sup>3</sup> ». Le penseur napolitain reste quoi qu'il en soit l'homme du sérieux, donc de l'Italie telle qu'elle devrait être, et le philosophe de la liberté, d'où un portrait des plus élogieux dès qu'il s'oppose avec netteté au fascisme (*infra*,

1. Selon Gobetti, « l'État est donc supérieur à la démocratie car il coïncide avec une aristocratie naissant des viscères mêmes du peuple, par un processus libéral et dialectique » (*infra*, p. 123). Mais sur ses revendications démocratiques liées au libéralisme, voir Maria Angela Casciaro, « Appunti sul liberalismo di Piero Gobetti », *Mezzosecolo 12*, Milan, Angeli, 1999, p. 109-124, et *infra*, p. 150 et p. 220, malgré une tendance, d'origine conservatrice, à regarder de haut la démocratie (*infra*, p. 223).

2. Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 89, 7 août 1919.

3. Piero Gobetti, *EN*, 15 nov. 1918 ; rééd. *OC-SP*, p. 20 et p. 46.

p. 169) et les liens plus personnels qui se créent : Piero va début 1923 à Naples pour présenter son épouse au philosophe.

Salvemini, enfin, est le maître par excellence, égal en politique à Croce en philosophie, mais les relations avec lui sont parfois complexes<sup>1</sup>. Il transmet à Gobetti son refus du nationalisme, du protectionnisme, du centralisme, du clientélisme, son méridionalisme et son goût de l'enquête de terrain contre les constructions des idéologies. Son interventionnisme démocrate et son wilsonisme conviennent à son jeune disciple qui, dès le premier numéro d'*Energie nove*, approuve son opposition aux rêves nationalistes d'annexion de territoires dalmates manifestement slaves<sup>2</sup>. La haine envers Giolitti est un autre point commun entre eux, tout comme le refus des partis de masse, « *omnibus* » selon la terminologie du politologue Moïseï Ostrogorski, que Gobetti a lu, et la préférence pour les ligues « *ad hoc* », à objectif unique, ou pour les structures transversales réunissant des militants d'obédiences diverses.

#### *D'un premier militantisme au repli dans l'étude*

Le passage de l'engagement intellectuel à l'action militante n'est en rien immédiat chez Gobetti, même s'il commence à se dessiner avec l'indignation qu'il manifeste face au chahut organisé en janvier 1919 à la Scala de Milan par Mussolini, Marinetti et leurs amis, contre l'ancien ministre Leonida Bissolati, interventionniste démocrate affirmant la nécessité d'une « politique des peuples » sans annexion de populations slaves<sup>3</sup>. Le dégoût éprouvé pour ces méthodes, incompatibles avec le sérieux, la bonne éducation et le respect de l'autre, seraient à l'origine d'une volonté d'agir. Dans les limites imposées par

1. Voir Gaetano Quagliariello, « Un difficile apprendistato. Sui rapporti tra Gobetti e il suo maestro Salvemini », in Pietro Polito (dir.), *Piero Gobetti e gli intellettuali del sud*, Rome, Associazione nazionale per gli interessi del Mezzogiorno d'Italia, 1995.

2. Piero Gobetti, *EN*, 1<sup>er</sup> nov. 1918 ; rééd. *OC-SP*, p. 6 *sq*. Salvemini fait l'éloge d'*Energie nove* dans *L'Unità* dès le 23 décembre 1918 (Norberto Bobbio, « Quell'adolescente... », art. cité, p. 20).

3. Voir par exemple Ugoberto Alfassio Grimaldi et Gherardo Bozzetti, *Bissolati*, Milan, Rizzoli, 1983, p. 256 *sq*. Voir aussi la carte de Gobetti au directeur du *Corriere della Sera*, pour le féliciter de l'attitude du journal et lui présenter *Energie nove* : Luigi Albertini, *Epistolario 1911-1926*, III, *Il dopoguerra*, Milan, Mondadori, 1968, p. 1148-1149, et Piero Gobetti, *Carteggio...*, *op. cit.*, p. 23. Pour le wilsonisme de Gobetti, proche de celui de Bissolati, voir *infra*, p. 175.

une incompréhension permanente face aux partis *stricto sensu*, cette volonté se concrétise autour de Salvemini et de sa revue. Début 1919 est créé le Groupe d'action turinois des amis de *L'Unità*, en campagne pour le scrutin proportionnel, le vote des femmes, l'insertion du prolétariat méridional dans la nation. Gobetti en est secrétaire et part en avril à Florence, au congrès réuni autour de Salvemini. Celui-ci l'éblouit<sup>1</sup>. L'ampleur de la tâche (il n'a pas encore 17 ans) lui fait décliner l'offre de diriger *L'Unità*. Encore conservateur, il s'oppose à une entente avec les socialistes et la franc-maçonnerie, s'alarme d'un projet d'alliance avec des anciens combattants turbulents, et reste réservé sur les redistributions de terres aux paysans. Hostile à la création d'un parti, il prône une ligue démocratique d'action *liberista*, c'est-à-dire libérale en économie, antiprotectionniste, mais s'engage tout de même dans la Ligue démocratique pour la rénovation nationale, née du congrès. Aux élections de novembre, il fait campagne pour Edoardo Giretti, chef d'entreprise champion du libre-échange ainsi que de la négociation collective avec les organisations ouvrières<sup>2</sup>, et, pour le distinguer de ses colistiers protectionnistes, compte sur le système des votes « de préférence » permettant de modifier l'ordre des candidats<sup>3</sup>.

Au même moment, Gobetti précise ses positions, opposant à Marx le volontarisme (« nous appartenons tous à [une] classe mais à la classe que nous voulons ») et le patriotisme (« le dépassement de la classe et le triomphe d'une réalité plus vaste qui la comprend, la nation ») ; surtout, il établit le lien logique entre démocratie et pluralisme libéral, à partir du refus des vérités révélées, de l'affirmation de l'autonomie de chacun, de la certitude que l'égalité initiale est nécessaire afin de permettre à une libre compétition de dégager de vraies aristocraties<sup>4</sup>. En pratique, il hésite un peu, pourfend un temps le président du Conseil de 1919, le libéral Francesco Saverio Nitti, qu'il prend à tort

1. Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, op. cit., p. 31, 17 avril 1919.

2. Voir Paolo Spriano, *Storia di Torino operaia e socialista. Da De Amicis a Gramsci*, Turin, Einaudi, 1958, p. 67.

3. Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, op. cit., p. 151, 13 sept. 1919, et *infra*, p. 164.

4. Voir *EN*, 5 mai 1919 ; rééd. *OC-SP*, p. 75-79. Michel Cassac (*Piero Gobetti [1901-1926]...*, op. cit., p. 656) note que pour Gobetti en 1919 le socialisme de classe est « une exagération dogmatique et absolue d'une donnée du réel ».

pour un continuateur de Giolitti et des élections manipulées du Sud, avant de le juger de façon plus sereine, à partir de leur commun modernisme industrialiste<sup>1</sup>. Il s'alarme aussi de la tentative d'annexion de Fiume (aujourd'hui Rijeka) par le poète nationaliste Gabriele D'Annunzio et les troupes qui l'ont placé à leur tête, s'alarme de rêves impérialistes dans l'armée, s'indigne de la convergence entre des économistes libéraux et les nationalistes. Dès septembre 1919, il constate l'échec des interventionnistes démocrates comptant sur les soldats démobilisés : découragés, Bissolati, Giretti, Salvemini s'éloignent de la vie publique<sup>2</sup>. En février suivant, Gobetti suspend *Energie nove*, dit vouloir faire le point, peut-être à cause de l'échec d'un montage financier qui l'aurait lié à la SDN.<sup>3</sup> En juin 1920, au congrès de la Ligue démocratique, on lui en propose le secrétariat, il refuse mais accepte celui de la Ligue des amis de *L'Unità*, centre d'études ainsi transféré à Turin.

Il est alors entré dans une période de crise personnelle<sup>4</sup>, mais aussi de recueillement et de recherche intellectuelle, le travail de l'historien<sup>5</sup> et du critique compensant l'absence de perspectives politiques immédiates. Il suit toujours les cours d'Einaudi, s'attache à Salvemini historien plutôt qu'homme politique, découvre ou redécouvre à travers lui le Risorgimento laïc et radical. On retrouve ainsi Alfieri, sujet de sa *laurea*, son mémoire de quatrième année, soutenu à l'été 1921, et chez le comte Alberto Radicati di Passerano, il cherche les débuts des Lumières et d'une protestation laïque dans le Piémont des débuts du XVIII<sup>e</sup> siècle. De façon plus étonnante, il ajoute à ce panorama intellectuel les spiritualistes Luigi Ornato et surtout Giovanni Maria Bertini,

1. Voir Giovanni Spadolini, « Gobetti, Nitti e gli ultimi giorni di Parigi », *Nuova antologia*, janv.-mars 1986, p. 2-3. Pour des jugements contre Nitti, voir Piero Gobetti, *RL*, 5 fév. 1922 ; rééd. *OC-SP*, p. 260-261.

2. Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 183, 27 sept. 1919.

3. Umberto Morra di Lavriano, *Vita di Piero Gobetti*, Turin, UTET, 1984, p. 82.

4. Voir Michel Cassac, *Piero Gobetti (1901-1926)*..., *op. cit.*, p. 80, pour une interprétation maximale de cette crise.

5. Même si Gobetti n'a pas le « tempérament de l'historien » (Giampiero Carocci, art. cité, p. 129) et est plutôt un inspirateur d'études historiques (Michel Cassac, *Piero Gobetti [1901-1926]*..., *op. cit.*, p. 290), mais sur ce plan les critiques contre lui ont souvent des ressorts étrangers à la discipline : ainsi Adolfo Omodeo se plaint en 1926 du « préjugé satanico-luciférien que le rebelle soit plus beau et plus digne que le conservateur » (*ibid.*, p. 288).

dont il prépare la publication des *Scritti platonici* chez Vallecchi et à partir duquel il approfondit son interprétation du Risorgimento. Sur une commande du même éditeur, il traduit *Le Réalisme chrétien et l'idéalisme grec* de Lucien Laberthonnière, pour, dit-il, « pouvoir évaluer de façon sûre les anticipations de critique biblique présentes chez Bertini<sup>1</sup> », quitte à reproduire dans sa préface les préventions de Gentile contre le modernisme catholique, supposé être une « crise purement individuelle<sup>2</sup> ». Spontanément, il a appris le russe avec Ada en 1918, s'est enflammé pour Leonid Andreïev, écrivain alors très populaire, dont Ada et lui traduisent des nouvelles, puis un drame<sup>3</sup> ; ces travaux sont un point de départ pour la rédaction d'essais sur Tolstoï, Pouchkine ou Gogol. Il s'enthousiasme pour la peinture de Paul Cézanne et surtout de Felice Casorati, rencontré par hasard dans un magasin<sup>4</sup>. Mais cela ne lui suffit pas. En septembre 1921, dans une lettre à Ada, il dresse un gigantesque programme de travail pour « refaire notre culture » et assurer « l'unité de nos esprits ». Aux travaux en cours, il ajoute l'étude des littératures italienne, latine et grecque avec traductions et essais critiques, de l'économie, du droit, de l'histoire politique, plus des éléments de philosophie et de stylistique,

1. Piero Gobetti, *Carteggio...*, *op. cit.*, p. 144, 16 août 1920.

2. Giancarlo Bergami, « Piero Gobetti », *Belfagor*, 1974, p. 659-686, en part. p. 668.

3. Jusque-là, la littérature russe était en général traduite en italien depuis le français. Des nouvelles d'Andreïev paraissent dans *Energie nove*, « L'abisso », (EN, 1<sup>er</sup> fév. 1919, et la même année unique fascicule d'une « Biblioteca Energie nove »), « Pace » (EN, 5 mai 1919), « L'angioletto » (EN, 15 août 1919), puis trois autres composent le volume *Figlio dell'uomo e altre novelle*, Milan, Sonzogno, 1920, dont « La Marsigliese » publiée dans *L'ascesa*, oct., 1919 ; suit *Savva (Ignis sanat)*, Venise, La Nuova Italia, 1921 ; Ada et Piero Gobetti ont aussi traduit Alexandre Kouprine (A. J. Cuprin, *Allez !* Rome, *La Voce*, s.d. [1921]), même si Piero ne semble pas le tenir en haute estime, parlant de décadence (lettre inédite du 18 oct. 1920 à Antonio Scolari, catalogue de la librairie Pontremoli, Milan), ce qu'il dit aussi d'Andreïev (voir *OC-SP*, p. 259).

4. Duilio Morosini, *L'arte degli anni difficili (1928-1944)*, Rome, Editori riuniti, 1985, p. 36. D'autres peintres font partie du milieu d'*Energie nove*, voir par exemple Bartolo Gariglio, *L'autunno...*, *op. cit.*, p. 254. L'intérêt pour Casorati est lié à l'image de « Turin européenne et moderne, Turin ville d'ingénieurs, de techniciens et d'ouvriers qualifiés » (Angelo D'Orsi, « La vita culturale e i gruppi intellettuali », in Nicola Tranfaglia, *Storia di Torino*, t. VIII, *Dalla Grande Guerra alla Liberazione (1915-1945)*, Turin, Einaudi, 1998, p. 498-622, en part. p. 585).

ainsi que les « sciences physiques, naturelles et mathématiques<sup>1</sup> ». Au-delà de son caractère abstrait, démesuré et coercitif, ce projet se heurte aux faits, aux nécessités et à un retour à l'engagement : Gobetti entre en contact avec le mouvement ouvrier turinois avant de créer une nouvelle revue et, surtout, de se lancer dans le combat antifasciste.

### *La construction d'un révolutionnaire*

Des bases conservatrices de sa formation, Gobetti a tiré les raisons d'un engagement novateur et démocrate aux côtés de Salvemini, quitte à y voir assez vite une voie sans issue et à se replier sur l'étude. Poussé par les faits et aussi par une rapide évolution intérieure, il va au-delà. En 1920, Turin, sa ville, est marquée par le mouvement d'occupation des usines ; c'est pour lui l'occasion d'approfondir un libéralisme très spécifique, avant d'être confronté à l'arrivée de Mussolini au pouvoir.

### DE GRAMSCI À LA RÉVOLUTION LIBÉRALE

Gobetti était déjà en contact, de façon à la fois amicale et polémique, avec les futurs premiers communistes turinois. Ces liens se renforcent du fait des événements sociaux de l'été 1920, lus comme une manifestation d'autonomie ouvrière et point de départ d'une collaboration continue, mais limitée au domaine culturel. Cette expérience rejouillit sur sa définition du libéralisme désormais annoncé comme révolutionnaire.

### *Occupation des usines et collaboration à L'Ordine nuovo*

Si Gobetti a étudié la langue russe, c'est par intérêt pour une culture supposée proche de celle de l'Italie, en raison de traits sentimentaux ou anarchopopulistes. Ses recherches sur les racines intellectuelles du Risorgimento l'ont amené à étudier l'histoire de l'intelligentsia piémontaise, qu'il voit comme aussi exclue d'un pouvoir bureaucratique que celle de Russie. De plus, il s'enthousiasme pour la révolution d'octobre qu'il tient paradoxalement pour libérale : en effet, il l'imagine comme

---

1. Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza..., op. cit.*, p. 494-496, 8 sept. 1921. Voir aussi les travaux prévus, Piero Gobetti, *Carteggio..., op. cit.*, p. 452-453. Cette boulimie, antérieure (voir les notes d'août 1919 dans Piero Gobetti, *L'editore ideale, op. cit.*, p. 48), se propage à ses amis : voir Carlo Levi à Natalino Sapegno, 3 sept. 1920, in Angelo d'Orsi, *La cultura a Torino fra le due guerre*, Turin, Einaudi, 2000).

venue d'en bas, créant des structures de *self-government* (les soviets *stricto sensu*), réveillant un peuple, le mettant en mouvement, et balayant l'autocratie et l'unanimisme patriarcal et villageois pour construire une industrie capitaliste, même d'État. Sa vision a le seul défaut de ne pas être conforme à la réalité, tout comme la majorité des discours alors en circulation : critiquer d'autres jugements mal fondés le conforte du reste dans le sien, qui ne l'est pas mieux<sup>1</sup>. S'y ajoute une soif juvénile de balayer l'existant, mais sans courir le risque de favoriser les intempéances nationalistes. Ce qui lui fait écrire à Ada, en 1919 : « sauvons Nitti contre la dictature militaire [...] renversons ensuite Nitti avec les bolcheviks », quitte à ajouter « Mais comment sera-ce possible ? Qui en sera capable ?<sup>2</sup> » Dès 1918, au plus tard, sans doute par l'intermédiaire de Viglongo, ces pulsions sont catalysées par des contacts personnels avec Gramsci : Piero a reconnu en lui l'héritage de Salvemini et de l'idéalisme crocien, l'hostilité au socialisme réformiste positiviste et au maximalisme déclamatoire, l'intérêt pour Georges Sorel<sup>3</sup> et les minorités organisées, pour Machiavel et Mosca, ainsi qu'une rigueur et une cohérence morales traduites dans une lettre à Prezzolini où il fait le portrait du révolutionnaire sarde : « Antiparlementariste il n'accepta certainement jamais une candidature politique, partisan du système des conseils ouvriers il ne cherchera jamais à devenir conseiller général.<sup>4</sup> »

Les rapports avec les futurs communistes ont pu être conflictuels. En mai 1919, dans *L'Ordine nuovo*, Palmiro Togliatti s'en est pris à

1. Voir par exemple Piero Gobetti, *Volontà*, 15 fév. 1921, *Rivista di Milano*, 20 fév. 1921 ; rééd. *OC-SP*, p. 197-206 : « Nos auteurs, en parlant de la Russie, s'obstinent à ne vouloir en aucune façon abandonner l'histoire didactique : on ne parvient pas à voir les événements révolutionnaires en tant que faits historiques à examiner en eux-mêmes ; on veut à tout prix les comprendre et les utiliser comme des instruments pour une révolte ou une réaction politique italienne. »

2. Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 182, 28 sept. 1919.

3. Il a été noté qu'en Italie, « Sorel est revendiqué [...] par Gramsci le communiste, Gobetti le libéral, Mussolini le fasciste » et qu'on ne peut ne retenir « que le cas du troisième » (Jacques Julliard, « Sur un fascisme imaginaire : à propos d'un livre de Zeev Sternhell », *Annales ESC*, 1984, p. 855).

4. Piero Gobetti, *Carteggio...*, *op. cit.*, p. 120, 25 juin 1920. Sur les ressemblances de culture entre Gramsci et Gobetti, mais aussi les différences entre ce que l'un et l'autre en tirent, voir Nicola Tranfaglia, *Carlo Rosselli dall'interventismo a Giustizia e Libertà*, Bari, Laterza, 1968, p. 81 *sq.*

Gobetti<sup>1</sup> ; la réponse de celui-ci a été fort dédaigneuse<sup>2</sup> ; Gramsci lui a alors répliqué par une accusation de « banditisme intellectuel », attaqué la « vanité académique » de ses maîtres et l'inanité de la Ligue salveminienne, « manuel pour cuisiner le lapin chasseur sans lapin »<sup>3</sup>. Autant qu'entre des socialistes et un libéral, c'est un heurt entre des jeunes gens de vingt-cinq ans et un jeune homme de moins de vingt, véritable abîme générationnel du fait de la guerre et malgré le lien que constitue la commune admiration pour Prezzolini et *La Voce*<sup>4</sup>. Ce qui n'annule pas une proximité intellectuelle, des références communes, et chez Gobetti un intérêt pour le monde ouvrier et la modernité industrielle, pour lui à la fois très proches et étrangers. D'où un premier tournant en mars-avril 1920, au cœur de sa phase de recueillement et de travail intellectuel intensif, lors de la grève dite « des aiguilles »<sup>5</sup>. Née du refus de l'heure légale imposée chez Fiat sans consultation des représentations ouvrières élues, portant donc sur des principes, sur une revendication d'autonomie, et non sur les salaires, cette grève intéresse un intellectuel prompt à fustiger le « matérialisme » social. En juin, interrogé par Prezzolini, il fait – on l'a vu – un vibrant éloge de Gramsci et des conseils d'usine<sup>6</sup>. En septembre, l'occupation des usines le pousse à s'avancer davantage. Dans ses lettres à Ada, pour un temps il ne parle plus de Laberthonnière ou de Maurice Blondel, et écrit le 7 qu'il suit « avec sympathie les efforts des ouvriers qui

1. « p.t. » (Palmiro Togliatti), *L'Ordine nuovo* 15 mai 1919 ; rééd. in *Opere*, I, 1917-1926, Rome, Editori riuniti, 1967, p. 27-29. Il parle de « philosophie de lycée » et de « catéchisme mal appris et mal répété » : « Je pense à ces enfants qui, parce qu'ils ont mis pour la première fois des pantalons courts au lieu d'une chasuble, vont le dire et le montrer à chacun et croient vraiment que de ce moment-là commence quelque chose de nouveau pour le monde entier. »

2. Piero Gobetti, *EN*, 20 mai 1919 ; rééd. *OC-SP*, p. 113-114.

3. Ns. (Antonio Gramsci), *L'Ordine nuovo*, 7 juin 1919. En ignorant les critiques de Gramsci, mais non celles de Togliatti, on a expliqué que ce dernier ne saurait être cité aux côtés de Gobetti (*Il Corriere della Sera*, 8 fév. 2001). D'autres liquident au contraire le rapport Gramsci-Gobetti en indiquant que le premier « était hostile » au second (*ibid.*, 20 fév. 2001), voire en lui opposant l'estime de Togliatti (*Il Giornale*, 5 mars 2006).

4. Umberto Calosso, « Préface à Piero Gobetti », art. cité, p. 210 ; Angelo D'Orsi, « la vita culturale... », art. cité, p. 523.

5. Robert Paris, « Piero Gobetti et l'absence de Réforme protestante en Italie », art. cité, p. 39.

6. Piero Gobetti, *Carteggio...*, *op. cit.*, p. 119 *sq.*, 25 juin 1920.

construisent réellement un monde nouveau [...] ma place serait nécessairement du côté qui a le plus de religiosité et de volonté de sacrifice [...] le mouvement est spontané et bien loin d'être dirigé vers des buts matériels. Il s'agit bel et bien d'une grande tentative pour réaliser non pas le collectivisme mais une organisation du travail dans laquelle les ouvriers ou au moins les meilleurs d'entre eux soient ce que sont aujourd'hui les industriels<sup>1</sup> ». Il n'a d'illusion ni sur l'issue immédiate<sup>2</sup>, ni sur les motivations de la majorité, et note que « les ouvriers obéissent aux commissaires d'atelier parce que ceux-ci commandent le pistolet à la main<sup>3</sup> », mais, quitte à oublier que le mouvement n'est pas purement turinois, s'enchante de voir Fiat et son Piémont devenus à la fois modèle et cas exceptionnel, et Turin transformée en Pétrograd italienne. Il s'enthousiasme aussi pour des revendications idéalistes et politiques, pour un mouvement perçu comme une préparation ascétique à un monde nouveau<sup>4</sup>, et dont il souligne la « valeur nationale et libérale<sup>5</sup> ».

Son compagnonnage avec les communistes se poursuit après la fin de ces occupations, dernier feu du *biennio rosso*, les « deux années rouges » de l'après-guerre italien. En janvier 1921, *L'Ordine nuovo* de Gramsci devient quotidien : jusqu'à la disparition du journal en octobre 1922, Gobetti y parle de culture, sans limitation idéologique. Il rend compte des livres du philosophe Adriano Tilgher ou de Gentile, parle de Cattaneo et de Casorati, fait l'éloge de Prezzolini et, surtout, assure une critique théâtrale des plus exigeantes, « explosive », qui le fait

1. Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, op. cit., p. 375-376, 7 sept. 1920. Sur l'autonomie ouvrière, voir aussi *infra*, p. 146.

2. Piero Gobetti, *Carteggio...*, op. cit., p. 160, 28 sept. 1920.

3. Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, op. cit., p. 385-387, 13 sept. 1920.

4. À la mort de Gobetti, Luigi Einaudi écrit : « Au-dessus et au-delà des noms [communisme, socialisme, syndicalisme], il voyait les forces nouvelles, vierges, capables de créations sociales différentes de celles actuelles. Il y a parmi les ouvriers manuels, les techniciens des établissements industriels, des ruraux tout juste arrachés à leur bête et lancés dans l'enfer des forges et dans le grondement assourdisant de l'outillage des usines, des énergies, des forces, des volontés qui n'ont pas encore été exploitées ; il y a des hommes d'exception, capables de choses remarquables, des intelligences que seule l'ignorance rend incapables de donner des fruits inespérés. Le syndicalisme, la conquête des usines, la victoire du prolétariat sont seulement les instruments, les formules, au moyen desquels réussissent à s'imposer les hommes de valeur présents dans la masse du prolétariat [...] » (*Il Baretti*, art. cité).

5. Piero Gobetti, *RL*, 2 avril 1922 ; rééd. *OC-SP*, p. 290.

remarquer<sup>1</sup> et qu'il poursuit ensuite dans d'autres périodiques, *Teatro*, *Il Concilio*, *Comoedia*, *Scene e retroscene*. Refusant une simplification injurieuse à son sens envers des lecteurs ouvriers, il encense Luigi Pirandello ou l'actrice Eleonora Duse<sup>2</sup>, mais juge, dit Calosso, « les comédies courantes avec les canons esthétiques qui peuvent être appliqués à *La Divine Comédie*, et les auteurs avec des règles de perfection qui seraient tout juste bonnes pour un Dante Alighieri<sup>3</sup> ». D'où des inimitiés : une vedette du moment, en particulier, lui fait retirer son laissez-passer permanent au théâtre, et Gramsci, qui a lui-même été critique, paie un temps les billets d'entrée sur ses propres deniers<sup>4</sup>.

#### *Un libéral face aux communistes et au marxisme*

Cette expérience influence sans doute Gobetti. Il abandonne ses préventions de 1919 contre la redistribution des terres aux paysans et, entre crédit sur l'avenir et mise en avant des conditions locales, est amené à minimiser le caractère « centralisateur, autoritaire et monopolistique de la révolution russe », qu'il perçoit pourtant<sup>5</sup>. Une tradition polémique parle de cryptobolchevisme ou souligne illusions et erreurs d'analyse, réelles ou imaginaires<sup>6</sup>, et on la verra perdurer des décennies après sa mort. En réalité, il continue de marquer sa

1. Voir, par exemple, Michel Cassac, *Piero Gobetti (1901-1926)...*, *op. cit.*, p. 333.

2. *L'Ordine nuovo*, 1<sup>er</sup> janv. 1922, 9 mai 1921 ; rééd. *Opere complete di Piero Gobetti, Scritti di critica teatrale*, *op. cit.*, p. 244 et p. 424. Il semble le premier critique convaincu du génie de Pirandello, dès *Energie nove*, quitte à l'attaquer sur un autre plan quand il adhère au fascisme (*ibid.*, p. 101, p. 110, p. 317, p. 332 et p. 424...) ; Michel Cassac, *Piero Gobetti (1901-1926)...*, *op. cit.*, p. 347 et p. 350 ; Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 145). Il a refondé une partie de ses critiques en un volume, Piero Gobetti, *La frustra teatrale*, Milan, Corbaccio, 1923.

3. Umberto Calosso, « Préface à Piero Gobetti », art. cité, p. 210.

4. N.s., *L'Ordine nuovo*, 21 mars 1921 ; rééd. in Antonio Gramsci, *Socialismo e fascismo. L'Ordine nuovo 1921-1922*, Turin, Einaudi, 1972, p. 123 ; Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 62, et p. 71 pour une lettre d'un auteur mécontent – voir *Opere complete di Piero Gobetti, Scritti di critica teatrale...*, *op. cit.*, p. 250-251.

5. Piero Gobetti, *La Révolution libérale*, *op. cit.*, p. 119, *RL*, p. 127 ou *OC-SP*, p. 1030.

6. Ces critiques sont parfois moins nuancés que Prezzolini pour qui Gobetti « croit en se rangeant contre le fascisme travailler pour une nouvelle classe dirigeante libérale, mais ne s'aperçoit pas qu'il travaille pour d'autres qui, dès qu'ils seront au pouvoir, seront encore moins libéraux que Mussolini », *Mezzogiorno*, 23 déc. 1923, cité dans Paolo Spriano « Introduzione », in *OC-SP*, p. xxxviii.

différence, voire son opposition. Début 1921, il écrit à l'un de ses plus proches collaborateurs qu'il participe à *L'Ordine nuovo* pour la seule « partie culturelle et avec l'*a priori* d'une totale opposition politique » liée à son hostilité envers l'esprit d'abstraction, ou de système, du communisme<sup>1</sup>. Sur le plan théorique, il se rapproche pourtant de Marx, déjà appréhendé à travers Croce, Einaudi et Salvemini, mais on a vu que comme eux, il l'accepte sous réserve d'inventaire, refusant en particulier ses théories économiques<sup>2</sup>. Il l'imagine à l'opposé des lectures positivistes du socialisme de la fin du xix<sup>e</sup> siècle (*infra*, p. 149). Il en fait un continuateur des idéalistes allemand et italien, sans rapport avec le socialisme concret, c'est-à-dire selon lui l'étatisme, le protectionnisme, les réformes décidées d'en haut en privant le monde ouvrier de son autonomie. Il le lie ainsi aux soviets tels qu'il les rêve et pense les retrouver à travers *L'Ordine nuovo*. Il le considère donc comme un libéral et même « le plus grand libéral du monde moderne<sup>3</sup> ». Tout comme Sorel mais aussi Croce, il en retient surtout la lutte des classes, antithèse d'un immobilisme unanimiste mortifère, et invite les libéraux à la prendre en compte (*infra*, p. 105). Pour lui, cette lutte des classes est avant tout un mythe aux effets très réels et n'implique ni sens de l'histoire, ni lois pour celle-ci (*infra*, p. 137 et 138), et encore moins la fin inéluctable du capitalisme pour des raisons techniques ou morales. Elle ne mène surtout pas à une fin de l'Histoire<sup>4</sup>. À travers Mosca ou Pareto, il la voit alimenter non pas une transformation sociale linéaire

1. Piero Gobetti, *Carteggio..., op. cit.*, p. 194, 17 janv. 1921.

2. Voir *infra*, p. 106 *sq.*, et : « Chez Marx, je suis séduit par l'historien (les études sur les luttes de classes en France) et par l'apôtre du mouvement ouvrier. L'économiste est mort en même temps que la plus-value, que le rêve de l'abolition des classes, que la prophétie collectiviste. En philosophie, son hégelianisme est un progrès par rapport à Hegel. Le matérialisme historique (sans déterminisme, qui serait un contresens par rapport au lumineux concept de renversement de la *praxis*) et la théorie de la lutte des classes sont des instruments pour toujours acquis aux sciences sociales et qui suffisent à sa gloire de théoricien. » (Piero Gobetti, *La Libertà*, avril 1924, *RL*, 15 avril 1924 ; rééd. *OC-SP*, p. 640).

3. *RL*, 12 fév. 1922 ; rééd. *OC-SP*, p. 235.

4. Voir « Les tyrans seuls fournissent des modèles de pacifisme ; l'impérialisme de demain sera alimenté et promu par les démocraties ouvrières, et non par les petits-bourgeois. » (Piero Gobetti, mai 1924, *OC-SP*, p. 681-682). Par ailleurs, pour Gobetti, la lutte des classes ne doit pas cesser, car son épuisement déboucherait non sur une société idéale comme pour Marx, mais sur une stase et une décadence totale.

mais un mouvement permanent de formation et de sélection de nouvelles élites, après avoir amené une irréversible modernité faite d'émancipation, de liberté et d'attitude active face au monde.

Il refuse par ailleurs le collectivisme, l'étatisme, la conception leniniste du parti. Sa vision particulière des conseils ouvriers, forme d'autogestion, est intégrée aux règles de l'économie libérale même si, de façon abstraite, il dit pouvoir envisager d'autres modes possibles de fonctionnement. De plus, le communisme turinois dérive vite de la condamnation de l'État bureaucratique à celle de l'État dit bourgeois, pour encenser celui, omniprésent, des bolcheviks. Cela heurte Gobetti, qui opposait les conseils ou soviets à l'État et les tenait en cela pour libéraux. Par ailleurs, l'amitié de Gramsci n'empêche pas d'autres communistes d'ironiser ; ainsi Umberto Terracini évoque en 1923 « une inoffensive revue hebdomadaire portant le titre terrifiant de *La Révolution libérale*<sup>1</sup> ». À la veille de son arrestation en novembre 1926, Gramsci répond encore aux accusations sectaires de ses camarades lui reprochant de ne pas avoir combattu cette *Rivoluzione liberale*<sup>2</sup>. Ceci dit, sans qu'on puisse vraiment parler de rupture, les liens entre les deux hommes se sont distendus à partir de 1922 avec le départ de Gramsci pour Moscou, Vienne puis Rome comme député ; il a suivi d'assez loin l'évolution de son ancien critique théâtral, et on le voit dans les *Cahiers de prison* se demander si Gobetti a ou non répondu à Prezzolini qui proposait en octobre 1922, comme on le verra plus loin, une « Société de jeûneurs », c'est-à-dire de « ceux auxquels on ne la fait pas »<sup>3</sup>. Gramsci en occulte aussi l'individualisme fondamental en affirmant qu'avec lui, « on passe du concept de liberté, dans son acceptation traditionnelle de liberté de l'individu, au concept de liberté en termes de personnalité collective des grands groupes sociaux, et de compétition non plus entre les individus mais entre les groupes<sup>4</sup> ».

1. *La Correspondance internationale*, cité par Robert Paris, in Antonio Gramsci, *Écrits politiques*, t. II 1921-1922, Paris, Gallimard, 1975, p. 350. On retrouve ce mépris dans les mémoires de Bruno Tosin, *Con Gramsci*, Rome, Editori riuniti, 1976, p. 39.

2. Antonio Gramsci, *Lo Stato operaio*, janv. 1930 ; rééd. in *La costruzione del partito comunista 1923-1926*, Turin, Einaudi, 1972, p. 156 ou *Opere*, Rome, Editori riuniti, 1997, p. 202-203.

3. Antonio Gramsci, *Letteratura e vita nazionale*, Turin, Einaudi, 1966, p. 164-165, *Cahiers* 19, 20, 21, 22, 23, 24, 25, 26, 27, 28 et 29, Paris, Gallimard, 1991, p. 247 et 516.

4. Antonio Gramsci, *Cahiers* 10, 11, 12 et 13, Paris, Gallimard, 1978, p. 151.

Face aux autres communistes, Gramsci affirme instrumentaliser un allié libéral, et peut-être est-ce la réalité. De son point de vue, Gobetti doit être le lien avec une couche d'intellectuels étrangers aux principes « bourgeois », permettant en particulier de détacher les paysans des agrariens, surtout dans le Sud. De là à évoquer les « idiots utiles » de léninienne mémoire, le pas est aisé. Mais la réciprocité est totale. Après l'arrivée de Mussolini au pouvoir, Gobetti envisage toujours le mouvement révolutionnaire comme un moyen d'autonomiser les ouvriers, en tant qu'individus et que groupe, et à terme de renouveler les dirigeants d'une civilisation industrielle capitaliste pérenne. De façon plus immédiate, il y cherche « quelque chose » d'étranger au « chaudron petit-bourgeois », « même si ce ne sera pas tout de suite une bourgeoisie à l'anglaise et un prolétariat libéral ». Ce serait un allié contre les véritables ennemis du libéralisme, le choix étant d'être « ou conservateurs avec les agrariens et la ploutocratie, ou libéraux avec les forces économiques nationales (moyenne industrie, commerce) devant s'allier au prolétariat pour conquérir leur liberté contre les classes ploutocratiques et national-fascistes<sup>1</sup> ». En toute loyauté et en toute clarté, on a affaire à deux projets parallèles d'hégémonie politique<sup>2</sup>, et avant d'ironiser sur la disproportion des forces, il faudrait s'interroger sur la réalité de celles du communisme turinois d'alors et ne pas raisonner comme il était réputé normal de le faire avant la chute du mur de Berlin. D'autre part, on voit avec le recul que, après 1922, Gobetti est de plus en plus critique envers les communistes ; le volume *La Rivoluzione liberale*, où il précise ses réserves sur Togliatti, Terracini et Tasca, parle d'erreurs tactiques, d'isolement stérile, d'involution de la potentialité révolutionnaire à la bureaucratisation.

---

1. Piero Gobetti, *RL*, 26 fév. 1924 ; rééd. *OC-SP*, p. 610-611 ; *RL*, 11 oct. 1924 ; rééd. *OC-SP*, p. 785.

2. Vittorio Strada, « Nota introduttiva a Paradosso dello spirito russo », in Piero Gobetti, *Opere complete di Piero Gobetti, Scritti storici, letterari e filosofici*, p. 282 ; Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 63. Si les traditions communiste et anticomuniste se sont fixées sur l'influence de Gramsci sur Gobetti, des lectures non instrumentales rappellent la réciproque (voir Robert Paris, *Les Origines...*, *op. cit.*, p. 106).

### *Une nouvelle revue pour refonder le libéralisme*

En février 1922, deux ans jour pour jour après la fin d'*Energie nove*, et grâce à une souscription de ses amis, au premier rang desquels Giovanni Ansaldi et Novello Papafava<sup>1</sup>, Gobetti a lancé une nouvelle revue, dont il explique l'année suivante que l'orientation lui est apparue à l'époque de l'occupation des usines<sup>2</sup>. Le titre traduit son évolution : *La Rivoluzione liberale*<sup>3</sup>. L'oxymore, souvent pointé<sup>4</sup>, n'est qu'apparent si l'on accepte de se souvenir des révolutions « atlantiques », hollandaise, anglaise, américaine et française<sup>5</sup>. De plus, dans la pensée de Gobetti, héritier de Sorel (dont il entend définir, au moins de seconde main, une « partie saine »<sup>6</sup>), toute révolution est par nature libérale car elle fait éclater des conflits latents et ouvre à de nouvelles forces le champ la vie politique<sup>7</sup>. Il a déjà utilisé l'expression en janvier 1921 pour une conférence sur les racines piémontaises, laïques et libérales du Risorgimento. Il a pu l'emprunter, de seconde main de nouveau, à Max Weber ou à ses continuateurs à propos de la tentative de révolution russe de 1905, et surtout à la *Storia di dieci anni 1899-1909* de l'alors syndicaliste-révolutionnaire Arturo Labriola, qu'il apprécie comme intellectuel malgré sa participation au dernier ministère Giolitti<sup>8</sup> ; et qui l'utilisait au sujet de la pleine conquête des droits politiques, laquelle « transforme le sujet en citoyen et le Roi en premier fonctionnaire de l'État » et reste inachevée ou encore à venir en Italie<sup>9</sup>. Le sous-titre de la revue, « revue historique hebdomadaire de

1. Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 75.

2. Piero Gobetti, *RL*, 18 fév. 1923 ; rééd., *OC-SP*, p. 445.

3. Depuis 2004, la revue est disponible en ligne sur le site du Centro Gobetti. La continuité avec *Energie nove* est marquée par l'annonce de la vente de collections de celle-ci (*RL*, 25 fév., 5 et 16 mars 1922...).

4. Voir Jean Petitot, « Le libéralisme... » art. cité, p. 91, ou la réaction de Benedetto Croce, cité in Curzio Malaparte, *Battibecco...*, *op. cit.*, p. 473.

5. Voir Jacques Godechot, *Les Révolutions (1770-1799)*, Paris, PUF, 1963.

6. Voir Michel Cassac, *Piero Gobetti (1901-1926)*..., *op. cit.*, p. 439 sq.

7. Voir, par exemple, Norberto Bobbio, « Prefazione », in Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 9.

8. Piero Gobetti, *RL*, 8 mars 1923 ; rééd. *OC-SP*, p. 461.

9. Arturo Labriola, *Storia di dieci anni 1899-1909*, Milan, Il Viandante, 1910. Voir Ersilia Alessandrone Perona, « Piero Gobetti e le ragioni della Rivoluzione liberale », in Piero Gobetti, *La Rivoluzione liberale*, Turin, Einaudi, 1995, p. xxxiv-xxxv.

politique », est éclairé par un premier éditorial annonçant la relecture du Risorgimento et de l'Italie unitaire, l'analyse à la fois « de la genèse des questions politiques actuelles » et des choix internationaux sous l'angle de l'histoire, à côté d'un « examen des forces politiques et des partis et de leur évolution » et d'études « sur les hommes et la culture politique »<sup>1</sup>. On retrouve l'exigence de sérieux, associée à un pragmatisme d'inspiration salveminienne désireux de privilégier la description des faits.

Quatre pages grand format, tirées à 2 000 puis 4 000 exemplaires<sup>2</sup>, abritent des articles parfois fort longs, souvent présentés, commentés ou contredits par Gobetti, pour qui la revue doit être un lieu de dialogue : il l'a voulue hebdomadaire pour instaurer une familiarité avec le lecteur et constituer une communauté intellectuelle<sup>3</sup>, et il publie volontiers des lettres<sup>4</sup>. On y lit des textes de Salvemini ou de Giretti, venus de *L'Unità* du premier, disparue fin 1920 et avec laquelle la

1. Piero Gobetti, *RL*, 12 fév. 1921 ; rééd. *OC-SP*, p. 206.

2. Michel Cassac, *Piero Gobetti (1901-1926)...*, *op. cit.*, p. 157. Pour comparaison, *La Voce* de Prezzolini tirait à 5 000 exemplaires, et fin 1923 Gobetti souhaite arriver à 3 000 abonnés (*RL*, 20, 27 nov., 4 déc. 1923), chiffre exagéré car, fin 1924, il affirme que leur nombre double à la fin de chaque année, voire a triplé en un an : en fait le tirage n'a pas augmenté (*RL*, 4, 11, 18, 25 nov., 2 déc. 1924).

3. « Pourquoi faisons-nous une revue hebdomadaire ? Pas pour accompagner les événements, mais pour accompagner le lecteur, pour lui devenir indispensable, pour fonder avec lui une communauté, une école. » (*RL*, 2 avril 1922 ; rééd. *OC-SP*, p. 303). Dans un esprit voisin, les lecteurs sont incités à participer à la diffusion, à rechercher des annonceurs publicitaires (voir, par ex., *RL*, 9 avril 1922), à renouveler préventivement leur abonnement ou à trouver de nouveaux abonnés, contre des opuscules de la maison d'édition (*RL*, 20, 27 nov., 4 déc. 1923, 4, 11, 18, 25 nov., 2 déc. 1924, 8 nov. 1925) ou des rabais sur sa production (*RL*, 8 nov. 1925), ou encore au nom des sacrifices faits face à la censure et aux saisies (*RL*, 25 janv. 1925). Le ton est souvent agressif, qu'il soit question de gens « qui pensent avoir une conscience morale et politique supérieure parce qu'ils lisent, en s'y intéressant, [la revue] » et feraient mieux de prouver leur honnêteté en payant l'abonnement (*RL*, 5 mars 1922, par ex.), et les envois d'office ne sont pas rares, leurs destinataires se voyant réclamer leur abonnement de façon insistante (*RL*, 25 juin 1922).

4. « [...] quand je pense écrire pour la “R... L...” la forme spontanée qu'assume mon écrit est celle de la lettre. Ce n'est pas un public que celui de ta revue, et ta revue n'est pas une revue mais un *trait d'union* ou un bulletin de liaison entre des personnes qui ont certains goûts intellectuels un peu différents du commun. » (Giuseppe Prezzolini, *RL*, 28 sept. 1922).

filiation est évidente<sup>1</sup>, mais aussi de Giovanni Amendola (*infra*, p. 330), Mario Missiroli, Pareto, Mosca ou De Ruggiero, venus de *La Voce prezzolinienne*, de libéraux comme Einaudi, Salvatorelli, Mario Vinciguerra, Mario Ferrara ou le giolittien Filippo Burzio<sup>2</sup>, de socialistes comme Lellio Basso ou Carlo Rosselli, de l'ancien combattant démocrate et autonomiste sarde Emilio Lussu, d'un catholique comme Novello Papafava, d'un anarchiste ancien étudiant de Salvemini, Camillo Berneri, de Gramsci, du sorélien Édouard Berth, et même de fascistes comme Pietro Gorgolini, Mario Attilio Levi ou Kurt Suckert, futur Curzio Malaparte<sup>3</sup>, qui en reprend le modèle en 1924 pour sa propre revue, fasciste, elle, *La Conquista dello Stato*. Cela implique d'y voir exposées des idées opposées à celles du directeur, par exemple celles de libéraux conservateurs comme Giovanni Ansaldi qui tient les ouvriers de Turin pour des paysans tout juste urbanisés et non pour les individualités cosmopolites rêvées par Gobetti, ou comme Epicarmo Corbino, le futur ministre de l'Industrie en 1943 et des Finances en 1945, qui prêche la révolution des contribuables pour le scrutin censitaire, et approuve la disparition de municipalités socialistes sous les coups fascistes<sup>4</sup>.

Ce pluralisme renvoie à son projet politique, toujours étranger aux partis, entre élitisme démocratique et animosités sociales fondamentales. Gobetti veut préparer « la classe dirigeante du mouvement ouvrier qui surgira dans dix ans<sup>5</sup> », former des esprits libres afin de lutter contre les bureaucrates et les industriels protectionnistes prospérant grâce à l'État. De commentaire en polémique, une pensée politique

1. Les anciens abonnés de Salvemini reçoivent le premier numéro de *La Rivoluzione liberale*, même s'il est dit que celle-ci ne prétend pas recueillir l'héritage de la revue florentine (*RL*, 12 fév. 1921 ; rééd. *OC-SP*, p. 226-227) ; un parallèle est tout de même fait, comme avec *La Voce de Prezzolini\** (*RL*, 2 nov. 1922).

2. Voir Corrado Malandrino, « L'elaborazione europeista di Filippo Burzio », in Corrado Malandrino et Sergio Pistone, *Europeismo e federalismo in Piemonte tra le due guerre mondiali, la Resistenza e i trattati di Roma* (1957), Florence, Olschki, 1999, p. 102-103.

3. Sur l'amitié entre Malaparte et Gobetti, au-delà de leurs divergences, voir Giordano Bruno Guerri, *L'Arcitaliano, vita di Curzio Malaparte*, Milan, Bompiani, 1980, p. 70-72. Sur la coexistence de l'intransigeance politique et du dialogue culturel, voir par exemple Angelo D'Orsi, *Cultura...*, *op. cit.*

4. *RL*, 30 juil., 13 août 1922.

5. Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 563, 10 août 1922.

autonome se précise, toujours exprimée par fragments même quand des textes sont retravaillés en 1924 pour un ouvrage construit, *La Rivoluzione liberale*. Cette présentation facilite les lectures multiples et divergentes, et à défaut de détailler ici des écrits traduits pour l'essentiel dans le présent volume ou dans *La Révolution libérale*, on peut en esquisser quelques traits. Ainsi, pour une citoyenneté et une économie moderne, Gobetti met en avant un libéralisme politique fondé sur l'autonomie individuelle, la libre initiative et la nécessité du conflit – contre toute résorption de ce dernier dans un consensus : on retrouve l'hostilité au transformisme giolittien comme à l'unanimisme, qu'il soit spontané ou coercitif. D'où la répartition de ses admirations entre le patron de Fiat, Giovanni Agnelli, et ses ouvriers – au lendemain de la Libération, cela semblait échapper à un commentateur ouvrière ou populaire, qui plaçait la « dialectique libéral-révolutionnaire » entre « les avant-gardes ouvrières réunies sous les drapeaux du Parti communiste » et un « autre terme » sur lequel Gobetti serait « plus incertain », oscillant entre « premières organisations agricoles du Sud » et « aile gauche du Parti populaire [catholique] »<sup>1</sup>. Or si Gobetti n'oublie pas le monde rural méridional, ses dialectiques ne se réduisent pas à un seul jeu d'opposition, et elles relèvent non d'une juxtaposition sociale ou spatiale mais d'une théorie de l'affrontement fructueux. Par ailleurs, sa vision agonistique de la société et du progrès (*infra*, p. 152) est liée à une lecture de l'histoire italienne soulignant deux absences fondamentales, celle d'une révolution à participation populaire et celle de la Réforme protestante. Il développe ce dernier point, qui correspond à une idée assez courante avant 1915<sup>2</sup>, qu'il a héritée d'Alfredo Oriani par l'intermédiaire de Mario Missiroli<sup>3</sup>. Il insiste sur le manque d'esprit de libre examen et d'autonomie des consciences en Italie alors que pour lui ce sont les caractéristiques du protestantisme, et compte sur la discipline

1. Sergio Solmi, « Piero Gobetti », *Les Temps modernes*, août-sept. 1947, p. 271.

2. Voir Robert Paris, « Piero Gobetti et l'absence... », art. cité, p. 25 *sq.* Sur l'intérêt de Croce pour la Réforme, son rejet de l'antiprotestantisme catholique et des oppositions entre latinité catholique et germanisme protestant, exacerbées par la guerre, voir par exemple Giovanni Rota, *Giuseppe Gangale. Filosofia e protestantismo*, Turin, Claudiana, 2003, p. 49-50.

3. Sur les limites de l'orianisme gobettien, voir Giampiero Carocci, « Piero Gobetti nella storia del pensiero politico italiano », *Belfagor*, 1951, p. 129-148, en part. p. 141.

industrielle et les valeurs du travail productif pour en tenir lieu : il se montre sur ce point plus matérialiste que Gramsci, prompt à réduire le problème à sa dimension religieuse et à dénoncer le mécanicisme d'un raisonnement qu'il n'a en fait pas compris ou caricaturé<sup>1</sup>, ou à affirmer que la seule Réforme italienne possible s'incarne en Croce, avec sa « nouvelle conception du monde qui a dépassé le catholicisme et toute autre religion mythologique<sup>2</sup> ».

À la revue s'ajoute rapidement une maison d'édition – remplaçant d'évanescentes « éditions des *Energie nove* » évoquées en février 1922, préparées réellement fin mars<sup>3</sup>, puis vers le milieu de l'année, après l'annonce d'éditions « della Rivoluzione liberale » : la société « Arnaldo Pittavino & Company » où Gobetti a apporté le cinquième du capital, une partie des économies familiales confiées par son père, le reste étant partagé à égalité entre Casorati et le fils de l'imprimeur Pittavino, lequel abandonne la partie un an plus tard face aux menaces fascistes<sup>4</sup> ; on passe alors aux éditions Piero Gobetti, faisant appel à divers imprimeurs en sus de Pittavino<sup>5</sup>. Mais quelle que soit la raison sociale, on retrouve l'exaltation de l'indépendance artisanale et du pluralisme, avec cent quatorze ouvrages en trois ans, et parmi leurs auteurs Einaudi, Amendola, Salvemini, Prezzolini et autres déjà publiés dans la revue, Gramsci étant sollicité pour une anthologie jamais remise<sup>6</sup>, plus Nitti ou don Sturzo et, à côté d'essais politiques, un livre de Gobetti lui-même sur Casorati, première monographie consacrée à ce

1. Antonio Gramsci, *Cahiers 10, 11, 12, 13, op. cit.*, p. 92 ; *Cahiers de prison, cahiers 1, 2, 3, 4 et 5*, Paris, Gallimard, 1995, p. 364. Sur l'industrialisme de Gobetti, fondant son rapprochement avec Nitti, voir *RL*, 4 déc. 1923 ; rééd. *OC-SP*, p. 547, et *infra*, p. 156. Pour un recopiage du contresens gramscien chez un auteur hostile, voir par exemple Domenico Settembrini, *Storia dell'idea antiborghese in Italia 1860-1989. Società del benessere, liberalismo, totalitarismo*, Rome-Bari, Laterza, 1991, p. 126 et p. 234.

2. Antonio Gramsci, *Lo Stato operaio*, art. cité, p. 156, avec un écho, par ex., in Giacomo Cantoni, « Antonio Gramsci », *Les Temps modernes*, août-sept. 1947, p. 244.

3. Piero et Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza..., op. cit.*, p. 690.

4. Voir Arnaldo Pittavino, « Ricordo di Gobetti », in *Piero Gobetti a Pinerolo. Ricordi, testimonianze, dati statistici*, Pinerolo, Assessorato alla Cultura, 1979, p. 7 ; Cesare Pianciola, *Piero Gobetti..., op. cit.*, p. 104.

5. Voir Giovanni Spadolini, *La Stampa*, 21, 29 janv. 1992 ; Bartolo Gariglio, *L'autunno..., op. cit.*, p. 198 et p. 271.

6. Robert Paris, « Introduction », in Antonio Gramsci, *Écrits politiques I. 1914-1920*, Paris, Gallimard, 1974, p. 44.

peintre, ou *Ossi di seppia*, premier recueil, et le plus célèbre, du poète Eugenio Montale, futur prix Nobel. Certes, il est difficile au jeune éditeur d'intervenir au-delà du choix de titres efficaces : il peut moins commenter et polémiquer dans les volumes qu'il publie que dans sa revue, même s'il fait précéder d'une note l'*Italia barbara* de Suckert/Malaparte : il y précise qu'il s'agit du « livre d'un ennemi » mais qu'il a « juré de ne jamais renoncer à comprendre ni à être curieux »<sup>1</sup>. Même si, aussi, les nécessités d'un marché en crise<sup>2</sup> lui font privilégier des auteurs dont le nom semble vendeur, quitte à les solliciter<sup>3</sup>, à moduler les tirages<sup>4</sup>, à se rapprocher parfois du compte d'auteur en demandant énergiquement des souscriptions (ou tout au moins des listes d'adresses où envoyer des appels à souscription), ou des achats de volumes voire de toute l'édition, ce qui complique parfois les relations avec les auteurs<sup>5</sup> même si Gobetti assure des droits importants, quinze pour cent du prix de vente<sup>6</sup>. Il est vrai qu'avec l'arrivée de Mussolini au pouvoir, les temps se sont faits difficiles, d'un point de vue aussi bien économique que politique, et qu'un investisseur potentiel, qui aurait permis de disposer d'un capital important, renonce à la première arrestation de Gobetti, début 1923<sup>7</sup>.

1. Cité par exemple in Giordano Bruno Guerri, *L'Arcitaliano, vita di Curzio Malaparte*, *op. cit.*, p. 70.

2. Les titres publiés en Italie passent de 11 523 en 1914 à 6 902 en 1918 et 6 321 en 1924 (Marco Gervasoni, *L'intellettuale...*, *op. cit.*, p. 43).

3. Voir par exemple la correspondance avec le directeur du *Corriere della Sera*, Luigi Albertini, *Epistolario 1911-1926*, IV, *Il fascismo al potere*, *op. cit.*, p. 1705 et p. 1815.

4. Les ouvrages littéraires sont tirés à 1 000 exemplaires, les essais politiques, entre 1000 et 2 000 plutôt que 3000, mais ceux de Vincenzo et Francesco Saverio Nitti, *L'Opera di Nitti*, et *La Pace*, le sont au total à 10 000 (Ersilia Alessandrone, « Gobetti editore (Appunti) », in *Piero Gobetti e il suo tempo...*, *op. cit.*, p. 48. Voir par exemple Bartolo Gariglio, *Con animo di liberale. Piero Gobetti e i popolari. Carteggi 1918-1926*, Milan, Angeli, 1997, p. 243, 245).

5. Voir Giovanni Spadolini, *Il Corriere della Sera*, 29 janv. 1992 ; Bartolo Gariglio, *Con animo...*, *op. cit.*, p. 94, p. 115, p. 117, p. 119, p. 123, p. 170 et p. 265.

6. Et en les payant scrupuleusement, envoyant 2 000 lires à Sturzo en exil (Bartolo Gariglio, *Con animo...*, *op. cit.*, p. 233 et p. 243). De même, envisageant de créer une maison d'édition à Paris avec l'argent de ses amis, il compte leur assurer un dividende de 10 % (Giovanni Spadolini, « Gobetti, Nitti... », art. cité, p. 4).

7. Voir Cosima Nassisi, « Gobetti e Fiore », p. 289-328, in Pietro Polito (dir.), *Piero Gobetti e gli intellettuali del sud*, *op. cit.*, p. 294.

## FACE AU FASCISME

La préparation et la publication de *La Rivoluzione liberale* correspondent en effet à un reflux social et à une dépression politique. Des tensions économiques entraînent des licenciements qui contribuent à briser l'élan revendicatif ouvrier. La violence des groupes fascistes se déploie, surtout dans les campagnes septentrionales. Aux élections de mai 1921, croyant défendre l'hégémonie des groupes dirigeants traditionnels dits libéraux, Giolitti accueille ces mêmes fascistes sur les listes gouvernementales, donc leur ouvre le Parlement. L'antifascisme de Gobetti peut sembler tardif, mais il est radical, et lui fait modifier son jugement sur les forces politiques, surtout socialistes et catholiques.

### *Un retard tout relatif*

En condamnant le chahut de la Scala en janvier 1919, Gobetti a été antifasciste avant même la fondation des faisceaux de combat mussoliniens. Il ne varie pas, écrivant en août 1920 à Ada que « durant le Risorgimento on ne pouvait pas, selon les bien pensants, ne pas être modérés, comme aujourd'hui on ne peut pas, toujours selon la même engeance, ne pas être nationaliste et fasciste<sup>1</sup> ». Mais ce n'est pas une préoccupation première pour lui. Un moment, le fascisme pourrait même lui sembler, comme d'une certaine façon le communisme, préférable aux partis de masse antérieurs ou au libéralisme électoral, voués par fonction à un consensus même minimal<sup>2</sup>. Le fait que le mouvement se développe entre la fin d'*Energie nove* et les débuts de *La Rivoluzione liberale* ne l'incite certes pas aux commentaires imprimés, mais le nom même de Mussolini semble absent de sa correspondance entre fin 1918 et octobre 1922<sup>3</sup>. Il n'a pas non plus un mot sur les violences fascistes – mais si ce silence étonne, c'est que nous

1. Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, op. cit., p. 249, 7 août 1920.

2. En mars 1922, il parle de « la décadence du fascisme et du communisme » qui étaient « en un certain sens des minorités agissantes, des aristocraties » (Piero Gobetti, *RL*, 26 mars 1922 ; rééd. *OC-SP*, p. 272) : avec un irréalisme certain, il a pu compter sur leur affrontement pour créer une lutte politique fructueuse (voir Michel Cassac, *Piero Gobetti [1901-1926]*..., op. cit., p. 541).

3. Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, op. cit. ; Piero Gobetti, *Carteggio...*, op. cit., *passim*.

connaissons la suite : la minimisation d'un mouvement surtout rural est fort répandue dans l'opinion urbaine, surtout à Turin, ville assez préservée<sup>1</sup>.

Les choses commencent à changer au printemps 1922, mais Gobetti continue de sous-estimer l'importance et le rôle de la violence des chemises noires, qu'il excuse par une ironie irréaliste sur « les absurdités irénistes et abstraites des utopistes et des démocrates ». En mars, il réserve toujours ses flèches aux « corps inertes, inféconds ; socialisme et parti populaire : aujourd'hui les deux partis du ventre<sup>2</sup> ». En juin, il les étrille encore (*infra*, p. 127) alors qu'en mai il a qualifié Mussolini d'anachronique, l'a imaginé « sous les oripeaux du plus audacieux et du plus agité des capitaines de grande compagnie ; ou mieux, du chef primitif d'une bande sauvage », aux antipodes du libéralisme et des Lumières car incapable de « supporte[r] la lutte avec le doute » et ayant « besoin d'une foi pour ne plus penser ». Ce portrait ne lui a cependant pas permis d'imaginer la dictature. Le *Duce*, supposé devoir « détruire l'héritage fasciste pour devenir homme d'État », est assimilé de façon hasardeuse au mazzinien Crispi devenu après l'unité « tribun failli » de la monarchie de Savoie à laquelle il s'est rallié, et chef de gouvernement<sup>3</sup>. Cet aveuglement relatif, encore une fois très partagé sur le moment, cesse plus tôt chez lui que chez presque tous ses contemporains, à partir de l'été 1922, à un moment où Gobetti traverse par ailleurs une crise personnelle coïncidant avec des déceptions professionnelles. En effet, il a cru trouver un emploi dans un journal milanais, puis au *Popolo Romano* ou au *Mondo*, mais la

1. Selon Gobetti « s'il faut se préoccuper de la vie agricole en Italie avant tout autre chose, il faut combattre non seulement l'industrie mais aussi les ouvriers, et rêver d'une révolution religieuse (de quoi d'autre peuvent être capables les paysans du Sud) au lieu d'une révolution politique » (Piero Gobetti, *RL*, 17 avril 1923 ; rééd. *OC-SP*, p. 492, et *La Révolution libérale*, *op. cit.*, p. 121 ou *OC-SP*, p. 1032).

2. Piero Gobetti, *RL*, 26 mars 1922, art. cité. L'hostilité de Gobetti au réformisme se nourrit de celle de Salvemini. Voir par exemple Gaetano Salvemini, *Carteggio 1921-1926*, Rome-Bari, Laterza, 1985, p. 193, 28 mars 1923.

3. Piero Gobetti, *RL*, 28 mai 1922 ; rééd. *OC-SP*, p. 359-360, et *La Révolution libérale*, *op. cit.*, p. 161, *La Rivoluzione liberale*, Turin, Einaudi, 1993, p. 174 ou *OC-SP*, p. 1075-1076 ; cité in Michel Ostenc, « La mystique du chef et la jeunesse fasciste de 1919 à 1926 », *MEFRM*, 1, 1978, p. 282.

situation politique empêche l'embauche de ce personnage trop radical et trop atypique<sup>1</sup>. Quoi qu'il ait écrit contre le fonctionnariat, il pourrait avoir rêvé d'un poste universitaire, car il s'exaspère du protectionnisme professoral et d'une « camorra idéaliste » autour de Gentile – cause réelle, peut-être, de sa rupture avec le philosophe<sup>2</sup>, plus tardive qu'il ne l'a dit par la suite – et cela le décide aussi à devenir éditeur à plein temps<sup>3</sup>, confortant sa glorification du travail indépendant. En même temps, crise et introspection l'amènent à plus de réalisme dans ses plans de travail. Il se sent mûrir, juge ses écrits antérieurs dépassés, y compris les premiers articles de *La Rivoluzione liberale*, note que cela le « retient souvent d'écrire des travaux de longue haleine » : il théorise ainsi la fragmentation de ses textes<sup>4</sup>. Mais s'il imagine un affrontement physique avec le fascisme<sup>5</sup>, et s'il est témoin la destruction des organisations prolétariennes, catholiques et socialistes, en Italie du nord, en réalité il redoute moins la violence du fascisme que sa tendance supposée au transformisme et aux compromis. Porté par les critiques de Salvemini et d'Einaudi contre le corporatisme protectionniste, il compare même le mouvement des chemises noires

1. Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 525 et p. 527, 9 juil. 1922 ; Ersilia Alessandrone Perona, « Introduzione », in Piero Gobetti, *Carteggio...*, *op. cit.*, p. LXVIII.

2. *Ibid.*, p. LXIX ; Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 525n ; cf. aussi *infra*, p. 246, et l'évocation de « petits hommes occupés à des combines pour concours de recrutement universitaire » liée à sa rupture avec l'idée d'État éthique sur une base laïque : « En politique, n'en déplaise aux philosophes, l'État est éthique en ce qu'il ne professe aucune éthique. » (Piero Gobetti, *La Révolution libérale*, *op. cit.* p. 47, *La Rivoluzione liberale*, *op. cit.*, p. 50 ou *OC-SP*, p. 959). Gobetti s'est éloigné de l'idée d'État éthique dès le printemps (*infra*, p. 120), mais ne quitte qu'en octobre 1922 le « Faisceau de l'éducation nationale » gentilien (voir *supra* et Michel Ostenc, « L'idéalisme gentilien et la réforme scolaire italienne de 1922 », *Revue historique*, 1973, p. 387).

3. Le premier volume paraît en septembre 1922, *Collaborazionismo*, d'Ubaldo Formentini, ex-sorélien, salveminien, sur la bureaucratisation du PSI, de la CGL et des coopératives satellites.

4. Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 595, 27 août 1922.

5. En août 1922, il écrit à sa fiancée qu'il a été question d'un raid fasciste contre l'*Ordine nuovo* : « si la chose était arrivée pendant que [lui] s'y trouvai[t], se battre aux côtés des communistes aurait été vraiment assez étrange pour [lui] mais certainement inévitable étant donnée [son] opinion face au fascisme. » (Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 556, 8 août 1922).

au socialisme réformiste : « tous les deux [étant] bureaucratiques et petit-bourgeois, ils se hâtent pour recevoir l'héritage du giolittisme », Mussolini cherchant selon lui à « s'insérer dans un processus collaborationniste », c'est-à-dire ministérialiste (*infra*, p. 212). Dans son livre *La Révolution libérale* encore, donc début 1924, il parle du « rêve tyrannique de Mussolini, ne différant en rien de la charmante dictature bureaucratique et syndicale conçue par nos sociaux-démocrates, seulement plus italien, plus humaniste [!], plus dilettante et [plus] théâtral<sup>1</sup> ».

Malgré ce genre de scorie, Gobetti manifeste, à partir de la marche sur Rome, sa conscience des implications de la nature subversive du fascisme, qui l'a révulsé dès l'origine. S'il ne prend pas toute la mesure de la situation, l'essentiel de la classe politique et des intellectuels tient alors le gouvernement de Mussolini, au pire, pour un moindre mal, les opposants attendant en général son effondrement spontané et le tenant pour un ministère presque comme un autre<sup>2</sup>. Le nom de Gobetti est l'un des très rares à apparaître si l'on cherche des opposants déclarés en dehors des socialistes et des communistes<sup>3</sup>, lesquels tendent d'ailleurs à ne guère faire la différence avec tout autre ministère dit *bourgeois*.

### *Ni résignation, ni compromis*

À la veille de la marche sur Rome, Gobetti semble donc encore percevoir le fascisme comme un épisode voué à être éphémère, ce qui est le sentiment de l'écrasante majorité des contemporains. Quand Kurt Suckert lui annonce avec des accents triomphaux son ralliement à Mussolini sur une base syndicaliste, il répond en invoquant une rédemption du prolétariat par la révolution ou par son mythe, et ajoute : « Nous y reviendrons après cette parenthèse<sup>4</sup>. »

1. Piero Gobetti, *La Révolution libérale*, *op. cit.* p. 101, *La Rivoluzione liberale*, *op. cit.*, p. 106 ou *OC-SP*, p. 1012. Sur la théâtralité fasciste, autre facette du manque de sérieux réputé très italien mais non piémontais, *infra*, p. 216, p. 232 et p. 247.

2. Voir Renzo De Felice, *Mussolini il fascista. La conquista del potere 1921-1925*, Turin, Einaudi, 1966, p. 392-395.

3. Voir par exemple Pierre Milza, *Mussolini*, *op. cit.*, p. 310. L'autre nom est celui du comte Carlo Sforza, qui démissionne avec éclat de son ambassade à Paris.

4. Piero Gobetti, *Carteggio....*, *op. cit.*, p. 337, lettre de Suckert [Malaparte] postérieure au 28 sept. 1922, et p. 346-347, 14 oct. 1922. Voir aussi *infra*, p. 204.

Début novembre, il parle toujours de « l'actuelle parenthèse étudiantine » (*infra*, p. 246). En réalité il est déjà moins optimiste et a écrit à son ami le journaliste Giovanni Ansaldi : « Nous devons rester à notre poste en attendant d'être interdits ou persécutés. Ensuite nous ferons un journal littéraire symbolique dans un langage pour initiés ou nous irons en Russie ou en Turquie pour chercher un peu de liberté élémentaire. Si toutefois tout ne se résout pas en farce. Mais Mussolini promet des mitrailleuses et ici à Turin on me menace ouvertement<sup>1</sup>. » Il n'est pourtant pas envisageable de reculer<sup>2</sup>, au grand dam de l'imprimeur, qui supprime des paragraphes jugés provocateurs, essuie de véhéments reproches, proteste : « Mais tu as vraiment envie de faire incendier mon imprimerie<sup>3</sup> !... Bref, sous-estimant le danger ou désirant l'affronter au nom de valeurs traditionnelles fondamentales, Gobetti devient un cas exceptionnel d'opposant déterminé, dans une situation encore mouvante, entre les débuts hésitants d'un ministère de coalition et les violences permanentes contre la presse (*infra*, p. 216), mais aussi, à Turin en décembre<sup>4</sup>, un massacre faisant quelque vingt morts, dont un responsable syndical attaché par les pieds à un camion et traîné sur les pavés jusqu'à rendre son corps méconnaissable. Très vite, Gobetti cesse de croire à une brève parenthèse. Il écrit début novembre à un ami « qu'on ne peut plus rien espérer pour plusieurs années<sup>5</sup> ». Mais peut-être parce que sa jeunesse lui donne la conviction de pouvoir travailler pour le long terme, malgré sa santé fragile, et parce qu'il se sent toujours critique et historien plus qu'acteur politique, il n'en tire pas les conclusions de son modèle et ami Prezzolini, qui hésite entre un travail à long terme, pensé comme un retrait dans une tour d'ivoire, et la collaboration avec les maîtres de

1. Piero Gobetti, *Carteggio..., op. cit.*, p. 365, 31 oct. 1922 ; on voit que malgré son enthousiasme pour 1917, Gobetti se fait peu d'illusions sur la Russie soviétique, dont il parle peu en 1924, plus du tout en 1925, qu'il soit absorbé par le combat en Italie (Cesar Pianciola, *Piero Gobetti..., op. cit.*, p. 176) ou en train de réviser ses jugements.

2. Voir ce qui est dit de journalistes courbant l'échine et des menaces sur la presse lors de la marche sur Rome (*infra*, p. 216 et p. 220).

3. Piero Gobetti, *Carteggio..., op. cit.*, p. 372, 6 nov. 1922.

4. Sur la faiblesse du fascisme à Turin avant fin 1922, voir *infra*, p. 209 et p. 223, et Nicola Tranfaglia (éd.), *Storia di Torino, 8, Dalla Grande Guerra alla Liberazione (1915-1945)*, Turin, Einaudi, 1998.

5. Piero Gobetti, *Carteggio..., op. cit.*, p. 373, 7 nov. 1922.

l'heure<sup>1</sup>. Gobetti, lui, est choqué par les ralliements et semi-rallierments, même si cela n'interrompt pas certains échanges amicaux. Il exprime son dégoût à l'égard de Gentile, espère qu'Einaudi ne cédera pas, affirme à Prezzolini se sentir plus proche que lui de l'esprit originel de la *Voce*, etc.<sup>2</sup> Les tentatives d'intellectuels fascistes comme Soffici pour le rallier à Mussolini<sup>3</sup> ne font que renforcer son intransigeance et son refus de tout « transformisme », d'où son opposition à la fois paradoxale et souvent malcommode pour les autres adversaires de Mussolini.

Plus que jamais, il redoute en effet les accommodements, d'où dès novembre 1922, en sus de « La tyrannie » (*infra*, p. 220), article qui fait de la revue un phare de l'opposition et lui donne une stature nationale<sup>4</sup>, un « éloge de la guillotine », aujourd'hui « célébrissime<sup>5</sup> » repris dans le volume *La Révolution libérale*, où l'on retrouve l'opposition entre valeurs *piémontaises* et « triomphe de la facilité, de la confiance, de l'optimisme, de l'enthousiasme ». L'article se clôt sur le paradoxalement espoir d'une vraie dictature, qui clarifierait la situation et permettrait un combat camp contre camp, même si Gobetti suppose qu'en réalité la tradition nationale du compromis aura le dessus : « Il faut espérer (avec quel scepticisme, hélas) que les tyrans soient des tyrans, que la réaction soit une réaction, que des gens aient le courage de dresser la guillotine, que les positions soient maintenues jusqu'au bout. On peut

1. Prezzolini écrit à Gobetti : « Je sens que pour vingt, vingt-cinq ans la vie politique italienne est terminée et qu'il n'y a rien à faire, sauf se mettre en retrait et regarder [...] il me semble qu'il n'y a que deux décisions ; ou participer à l'histoire en travaillant avec ce mouvement qui s'appelle fascisme, en supportant l'horreur de ses méthodes, la vulgarité de ses hommes, la grossièreté de ses idées, pour se sentir vivant et actif dans quelque chose de puissant – ou à l'écart pour préparer la génération nouvelle, d'ici à vingt ou vingt-cinq ans, ou plutôt de petits noyaux de celle-ci – mais ce n'est certes pas très agréable » Piero Gobetti, *Carteggio...*, *op. cit.*, p. 409, 26 déc. 1922. La réponse de Gobetti se trouve *infra*, p. 243 ; voir aussi le surnom de « Ponce Pilate » donné à Prezzolini (Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 641, 6 fév. 1926).

2. Piero Gobetti, *Carteggio...*, *op. cit.*, p. 364 et p. 391, 30 oct. et 14 nov. 1922.

3. *Ibid.* p. 310-411, lettre de Soffici antérieure au 28 déc. 1922 ; en juillet 1923, le poète Giuseppe Ungaretti lui envoie un de ses livres, *Il porto sepolto*, préfacé par Mussolini, dédicacé « à l'adversaire que j'espére retrouver [comme] compagnon » (Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 82).

4. Voir Michel Cassac, *Piero Gobetti (1901-1926)...*, *op. cit.*, p. 160 et p. 515.

5. *Ibid.*, p. 563.

trouver du positif au régime ; on peut chercher à lui faire porter tous ses fruits : nous réclamons des coups de fouet pour que quelqu'un se réveille, nous réclamons le bourreau pour qu'on puisse y voir clair<sup>1</sup>. » Fin 1923, début 1924, dans le même esprit, et sans cacher sa préférence pour la première, il oppose deux figures emblématiques du fascisme<sup>2</sup>, incarnant l'une la brutalité intransigeante, l'autre la souplesse normalisatrice, Roberto Farinacci et Massimo Rocca. Maniant toujours le paradoxe, il dépeint aussi le fascisme comme pas assez nationaliste, car défendant mal l'intérêt national, ce qu'à son avis seules les grandes démocraties peuvent faire (*infra*, p. 156 et p. 209). De même, il lui reproche un caractère potentiellement accommodant, trop humain (*infra*, p. 232), pas assez sérieux, entre les facilités romagnoles du *Duce* (*infra*, p. 247) et les tares de ses précurseurs comme de ses suiveurs : la bêtise du général Giardino (*infra*, p. 195), l'histrionisme de Marinetti (*infra*, p. 201), l'exhibitionnisme politique de Suckert/Malaparte (*infra*, p. 204).

D'autre part, sa radicalité le pousse à chercher les origines du fascisme, tenu pour une « autobiographie de la nation<sup>3</sup> », une conséquence des insuffisances du Risorgimento et du « transformisme » honni. Gobetti conforte ainsi son hostilité envers Giolitti, parfois assimilé à Mussolini (*infra*, p. 266, p. 269 et p. 280) malgré des articles exprimant des repentirs et des nuances (*infra*, p. 231 et p. 232), de même qu'envers Ivanoe Bonomi, autre président du conseil (*infra*, p. 232, p. 260 et p. 275), et de façon générale envers nombre d'opposants issus de la classe

1. Piero Gobetti, *RL*, 23 nov. 1922 ; rééd. *OC-SP*, p. 434, et *La Révolution libérale*, *op. cit.* p. 152, *La Rivoluzione liberale*, *op. cit.*, p. 166 ou *OC-SP*, p. 1068. Carlo Levi a défini ce texte comme « une autodésignation aux exécutions sommaires, un défi à la terreur » (Carlo Levi [1933], *Il dovere..., op. cit.*, p. 41), il a été aussi question de « moralisme stoïque » (Sergio Solmi, « Piero Gobetti », art. cité, p. 269).

2. Voir *infra*, p. 249. Pour les inquiétudes de Gobetti devant une normalisation du fascisme, *cf.* aussi p. 251. Pour des contresens sur l'éloge de Farinacci, voir Franco Catalano, *Fascismo e piccola borghesia. Crisi economica, cultura e dittatura in Italia (1923-1925)*, Milan, Feltrinelli, 1979, p. 83-85 ; *Il Corriere della Sera*, 12 fév. 2006 ; *Libero*, 19 fév. 2006. La préférence de Gobetti, paradoxalement provocatrice, n'est ni absurde, ni isolée ; elle est liée au rejet radical des ralliés au régime, plus dangereux selon lui que les convaincus, et on la retrouve chez Turati, Amendola ou des maximalistes (voir Pier Giorgio Zunino, *Interpretazione e memoria del fascismo. Gli anni del regime*, Rome-Bari, Laterza, 1991, p. 9).

3. *RL*, 23 nov. 1922, art. cité. La formule est ce qui a été le moins oublié de Gobetti, même si son sens se fait flou (voir par exemple *Il Corriere della Sera*, 2 janv. 2001, 13 avril 2004 et 24 juil. 2008, etc.).

dirigeante libérale, soupçonnés d'être mus par le seul dépit après leur exclusion du pouvoir (*infra*, p. 266) et de n'aspirer qu'à se rallier (*infra*, p. 232). Il les juge à la même aune que Mussolini (*infra*, p. 273), encore que sa condamnation ne soit pas générale d'où, dans sa revue, des éloges vibrants d'autres libéraux comme Luigi Albertini, qui s'en montre ému<sup>1</sup>. Ce sont toutefois des exceptions. Gobetti n'épargne pas davantage les socialistes, et on l'a vu comparant le projet de leur aile réformiste à celui des fascistes. Face aux catholiques pourtant, la tradition de laïcité du Risorgimento, et en particulier l'anticléricalisme d'Alfieri<sup>2</sup>, ou les préventions liées au neutralisme de 1915, ont cédé le pas à d'autres considérations, peut-être sous l'influence de Gramsci selon lequel le Parti populaire italien, PPI, assure une première politisation du monde rural<sup>3</sup>. Gobetti considère ce parti comme un vecteur paradoxal de laïcisation libérale, voire un substitut à la Réforme qui a manqué à l'Italie, et ce malgré le conservatisme des clérico-modérés : en effet, le choix politique s'introduit ainsi dans une culture catholique jusqu'alors unanimiste. Par ailleurs, il apprécie le méridionalisme et l'antigiolittisme de don Sturzo, qu'il a rencontré fin 1922, dont il publiera au total trois ouvrages, et avec lequel il noue une véritable amitié<sup>4</sup>. Reste qu'il est tout sauf tendre avec son propre camp. Début 1924, en vue des législatives anticipées d'avril, voulues par Mussolini pour se fabriquer une majorité parlementaire, Gobetti manifeste une nette hostilité vis-à-vis des alliances et autres ententes, toujours perçues

1. Luigi Albertini, *Epistolario 1911-1926*, IV, *Il fascismo al potere*, *op. cit.*, p. 1753.

2. Voir Alfieri : « Un peuple sain et libre qui accepte la croyance de l'inaffilable et illimitée autorité du pape est déjà entièrement disposé à croire en un tyran, qui, avec de plus grandes forces effectives et valorisées par le suffrage et les excommunications du Pape lui-même, le persuadera et le forcera à obéir à lui seul dans les choses politiques comme il l'obéit déjà au seul pape dans celles religieuses » ou « il ne peut donc y avoir en même temps un peuple vraiment catholique et un peuple libre » (cité dans Piero Gobetti, *Risorgimento senza eroi...*, *op. cit.*, p. 55).

3. Antonio Gramsci, *L'Ordine nuovo*, 1<sup>er</sup> nov. 1919, cité dans Bartolo Gariglio, « Introduzione », in Bartolo Gariglio (éd.), *Con animo...*, *op. cit.*, p. 22.

4. Voir *infra*, p. 127, p. 133 et p. 135. Voir aussi Bartolo Gariglio, art. cité ; Marcello Mistè, « Luigi Sturzo e il popolarismo nel giudizio di Piero Gobetti », in Gabriele De Rosa (dir.), *Luigi Sturzo e la democrazia europea*, Rome-Bari, Laterza, 1990 ; Giovanni Spadolini, *Gobetti, un'idea...*, *op. cit.* ; Paolo Bagnoli, « Piero Gobetti e Luigi Sturzo », in Eugenio Guccione (dir.), *Luigi Sturzo e la democrazia nella prospettiva del terzo millennio*, t. 2, Florence, Olschki, 2004.

comme des compromissions<sup>1</sup> même si la loi électorale les rend indispensables : jugeant les élections perdues pour l'opposition quoi qu'elle fasse, il peut s'arcbouter sur son intransigeance. Il a refusé de participer à un appel pour la défense du scrutin proportionnel lancé par Turati, alors qu'il en est partisan, mais il condamne le ton du texte, très modéré, très déférent même envers Mussolini<sup>2</sup>. Il rejette aussi le « bloc de la liberté », qualifié de « bloc positif » (*infra*, p. 275). Ce projet, lancé fin 1923, repris en janvier 1924 par le Parti républicain, et supposé n'exclure que les communistes, est coulé par la décision du PPI de présenter ses propres listes homogènes, d'où une tentative de « bloc négatif », abstentionniste. L'échec de ce projet est annoncé dans *La Rivoluzione liberale* du 12 février, soit qu'existe un décalage entre la date indiquée par la revue et sa publication réelle, soit qu'il s'agisse d'un pronostic confirmé par la suite des événements : en effet, une première réunion est organisée le 14 entre des représentants de l'« Italia libera », association d'anciens combattants antifascistes, de fascistes dissidents conservateurs, des partis républicain, sardiste, socialiste réformiste, des proches d'Amendola et de groupes de moindre importance, mais quatre jours plus tard personne ou presque ne prône plus l'abstention, et les partis partent aux élections en ordre dispersé<sup>3</sup>. On pourrait se demander si l'article du 12 n'a pas contribué à cet échec. On pourrait aussi inscrire au débit de Gobetti ses commentaires à chaud, au lendemain du scrutin, où il prévoit et déplore un « fascisme domestiqué » et un « Mussolini démocrate et indulgent », c'est-à-dire « une réédition de la « décennie giolittienne » d'avant 1914 (*infra*, p. 280). Pas plus que ses contemporains, il ne pressent l'évolution dictatoriale puis totalitaire du régime et il n'imagine une victoire des fascistes « normalisateurs » et de leurs alliés conservateurs. Mais les raisons de son aveuglement le préparent à réagir avec une particulière radicalité.

1. « Un critère infaillible permet de distinguer les gens sérieux et les politicards, les antifascistes et les futurs collaborateurs de Mussolini, les uns tendent aux coalitions et aux fronts uniques, jouent aux patriotes, arrondissent les angles de leurs programmes : le seul slogan, et la seule action possibles pour les premiers ne peut être que la lutte contre l'unanimité, la résistance inexorable, l'intransigeance face à leurs ennemis et à leurs amis. » (Piero Gobetti, *RL*, 26 fév. 1924 ; rééd. *OC-SP*, p. 611).

2. Voir Franco Livorsi, *Turati*, Milan, Rizzoli, 1984, p. 406.

3. Luciano Zani, *Italia Libera. Il primo movimento antifascista clandestino 1923/1925*, Rome-Bari, Laterza, 1975, p. 51-52.

## *Le combat d'un antifasciste*

L'attitude qu'il adopte peut sembler abstraite, irréaliste, contre-productive ; elle explique que, dans leur histoire de l'Italie dans la période fasciste, entre témoignage et analyse, Luigi Salvatorelli et Giovanni Mira écrivent : « Mussolini ne comprit pas que laisser le champ libre à Gobetti pouvait à ce moment là le servir, en ce que les positions abstraites et l'intransigeance de méthode du jeune batailleur ardent le portaient involontairement à être un élément de division – plutôt que de rassemblement – pour les forces effectivement ou potentiellement antifascistes<sup>1</sup>. » Mais cela concerne un « moment » précis, et avec l'affaire Matteotti et un engagement plus direct, l'intransigeance du jeune Turinois peut devenir une vertu moins discutable, plus partagée par les oppositions, et s'appliquer de façon moins indiscriminée. Cet engagement implique une exposition à la violence légale et extra-légale, débouchant sur un exil forcé et une mort précoce : à partir de là, Gobetti appartient à la postérité, entre silences, récupérations, continuités de la mémoire et redécouvertes.

### L'ENGAGEMENT EN PREMIÈRE PERSONNE

Le 10 juin 1924, que Mussolini lui-même ait ou non explicitement commandité le meurtre, Giacomo Matteotti, député de Rovigo, en Polésine, entre Ferrare et Padoue, est enlevé et assassiné par la « Tchéka », groupe mis en place depuis janvier, en secret, par le chef du gouvernement pour l'exécution de ses basses œuvres. Député et secrétaire du Parti socialiste réformiste fondé en 1922, Matteotti venait de dénoncer les fraudes et les violences<sup>2</sup> ayant assuré le triomphe de la liste mussolinienne aux élections législatives, et s'apprêtait à démontrer preuves en main la corruption de l'entourage direct du *Duce*, et en particulier de son frère Arnaldo, entre financement du parti et enrichissements personnels. Ce crime secoue l'Italie. Le schéma envisagé jusque-là par Gobetti n'a plus de sens : on ne peut plus imaginer une

1. Luigi Salvatorelli et Giovanni Mira, *Storia d'Italia nel periodo fascista*, Turin, Einaudi, 1964, p. 279, opinion partagée par exemple par Renzo De Felice, *Mussolini il fascista. La conquista...*, *op. cit.*, p. 674.

2. Voir par exemple Paul R. Corner, *Il Fascismo a Ferrara*, Rome-Bari, Laterza, 1974.

alliance entre fascistes et conservateurs pour une décennie de dictature légale face à une opposition certes marginalisée, mais qui referait ses forces par la conquête des pouvoirs locaux et sur laquelle il serait possible d'exercer une influence morale. Le jeune éditeur revient au militantisme direct, abandonné depuis la fin des espoirs salveminiens. Dès le 18 juin, il réunit toutes les organisations antifascistes turinoises ; une motion est adoptée à l'unanimité, exigeant la démission du gouvernement et surtout la constitution en contre-parlement des élus de l'opposition, « les seuls élus légitimement par la volonté populaire », démarche révolutionnaire, appuyée sur un nouveau serment du Jeu de Paume, mais aussi conséquence logique de l'invalidation des députés fascistes, élus de la contrainte, demandée par Matteotti. La proposition de Gobetti n'est reprise que par le Parti communiste, et seulement à l'automne. Il applaudit cependant le retrait « sur l'Aventin » de l'opposition et crée des « groupes de *Rivoluzione liberale* », réseau national de collaborateurs et d'abonnés, structuré localement, présent en décembre, selon sa revue, à Turin, Bologne, Brescia, Catane, Catanzaro, Faïence, Florence, Gênes, Ivrée, Milan, Naples ou Rome<sup>1</sup>. Il entend en faire non un embryon de parti mais une structure transversale<sup>2</sup> pour aiguillonner les organisations existantes et former de futures élites (*infra*, p. 287 et p. 311). En même temps, il relance son projet de porter à 10 000 exemplaires le tirage de sa revue, ce pourquoi il avait lancé une souscription, et rédige un portrait de Matteotti (*infra*, p. 290) dont il fait un opuscule de quelque quarante pages offert aux abonnés<sup>3</sup>. Dans la mesure du possible (des violences subies début septembre le mettent longuement hors-jeu), il se veut l'aiguillon de l'opposition, fidèle à son intransigeance, mais en donnant à celle-ci un nouveau contenu.

1. *RL*, 2 déc. 1924. On peut ajouter La Spezia (voir Bartolo Gariglio, *L'autunno...*, *op. cit.*, p. 22) ou Alessandria, et Pinerolo avec Arnaldo Pittavino (Piero Zanetti, « La fine del Baretti », p. 134-136, in *Trent'anni di storia italiana [1915-1945]*, Turin, Einaudi, 1961, p. 135).

2. Les collaborateurs de sa revue sont d'ailleurs de plus en plus représentatifs de l'ensemble des courants antifascistes, comme l'a noté Lelio Basso, « Introduzione », in Lelio Basso et Luigi Anderlini (éd.), *Le riviste di Piero Gobetti*, Milan, Feltrinelli, 1961, p. LV et p. LXXIII.

3. Piero Gobetti, *Matteotti*, Turin, Gobetti, 1924 ; *RL*, 8 nov. 1925, par exemple.

### *La fidélité à l'intransigeance*

En effet, il insiste encore sur la nécessité d'une opposition radicale au fascisme, et donc d'une condamnation de tout ce qui l'a rendu possible (*infra*, p. 287). On retrouve son idée d' « autobiographie de la nation » et son hostilité à une Italie trop différente du Piémont, quand il affirme que « l'antifascisme n'est sérieux que s'il admet la nécessité de liquider les vices les plus nuisibles et les plus répandus de la mentalité italienne en même temps que le fascisme<sup>1</sup> ». De façon directe, ces propos sont liés à la condamnation de la gauche historique et du système réputé libéral d'avant 1915 : « Dans le procès du régime, [il s'agit d'] impliquer comme complices ceux qui ont soutenu ou rendu possible par leurs responsabilités passées une situation de transformisme, de courtisanerie, de corruption médiévale, ceux dont les ressources de dompteur de parlements et les flatteries raffinées ont avili la dignité politique naissante d'un peuple trop longtemps condamné à la rhétorique des mendians. » Giolitti est clairement en cause, car un moment, Gobetti, comme tant d'autres, ne semble pas douter de la chute de Mussolini ; il prophétise l'échec dès juillet, surtout pour obtenir une réaction de son camp (*infra*, p. 306), et craint plutôt une solution parlementaire conservatrice remettant en selle l'ancien président du Conseil. Il n'épargne cependant pas les ennemis interventionnistes et nationalistes de ce dernier : « Nous constatons que l'atmosphère des élections du 6 avril a commencé à se former quand les matraqueurs intervenaient pour obtenir l'approbation des électeurs des Pouilles et qu'on a commencé à tuer Matteotti en essayant de lyncher moralement Croce en 1915 ou Salvemini au temps de la polémique dalmate. » On reste dans le droit fil des intransigeances antérieures<sup>2</sup> (*infra*, p. 317).

1. Piero Gobetti, *RL*, 11 oct. 1924 ; rééd. *OC-SP*, p. 785.

2. Piero Gobetti, *RL*, 21 oct. 1924 ; rééd. *OC-SP*, p. 786. Cela ne justifie pas une affirmation comme : « Avec l'émergence des chemises noires, son refus de toute distinction entre l'état libéral (donc la démocratie) et le fascisme (la dictature) fut encore accentuée », qui suppose une connaissance du fascisme comme régime dès 1922, Pier Giorgio Zunino, « La faiblesse de la tradition démocratique en Europe. Le cas de l'Italie (1920-1940) », in Zeev Sternhell (dir.), *L'Éternel Retour. Contre la démocratie, l'idéologie de la décadence*, Paris, Presses de la FNSP, 1994, p. 218.

Tout ceci suppose de s'en tenir au rejet des alliances et manœuvres esquissées quand le gouvernement de Mussolini semble vaciller. Gobetti continue de s'alarmer d'une solution Giolitti et de dénoncer les responsabilités de ce dernier (*infra*, p. 319), quitte à lui reconnaître tout de même quelque mérite, antérieur à 1911 et à la guerre de Libye<sup>1</sup>. De façon plus générale, le jeune homme s'en prend avec violence aux alliés parlementaires du fascisme restés dans l'hémicycle et demande le 2 septembre 1924 de n'avoir « aucune illusion quant à une liquidation du fascisme grâce à de petits jeux parlementaires, des combinaisons de majorité, l'État-major, la révolte des Delcroix en tous genres et autres fausses couches morales<sup>2</sup> ». Le tollé est immédiat. Les bons esprits croient ou feignent de croire à une attaque fondée sur l'état physique du député Carlo Delcroix, grand blessé de guerre, aveugle et manchot, président de l'association des mutilés et invalides, lié au fascisme mais qui a semblé se rapprocher de l'opposition en demandant à Mussolini de rétablir la légalité. Bien des modérés anti-fascistes se joignent au chœur des protestations<sup>3</sup>, même si *Il Corriere della Sera*, par exemple, présente les faits de façon favorable<sup>4</sup> et si

1. « Par souci de popularité, on donne à ces espérances des Italiens un nom qui constitue un programme trop clair. Parce que la grandeur politique de Giolitti, celle modeste mais indéniable de l'administrateur d'une décennie de paix, trouve en 1911 son extrême limite chronologique. Après la guerre, Giolitti devient l'ancien neutraliste allié aux démobilisés pour mener la politique antiproletarienne et armer le fascisme. » (Piero Gobetti, *RL*, 21 oct. 1924 ; rééd. *OC-SP*, p. 786.).

2. *Infra*, p. 313.

3. Voir Angelo Monti, « Con Piero Gobetti... », art. cité et *infra* p. 314. Stefano Jacini, futur ministre à la Libération, coupe court au projet de publication des œuvres de son grand-père, dont le rapport sur l'enquête agraire de 1877 (voir Bartolo Gariglio, *Con animo... , op. cit.*, p. 187-192). Amendola demande à Gobetti d'éviter les attaques personnelles (*Il Mondo*, 6 sept. 1924). Nello Rosselli craint que Gobetti nuise à l'opposition en donnant aux fascistes prétexte à violence (Fabio Fernando Rizi, *Benedetto Croce and italian fascism*, Toronto, University of Toronto Press, 2003, p. 74), malgré l'attitude inverse de son frère Carlo (voir Aldo Garosci, « Linee per una microstoria »), in *Il Partito d'Azione... , op. cit.*, p. 228).

4. *Corriere della Sera*, 6 et 9 sept. 1924 ; lettre de remerciement de Gobetti, du 2 oct. 1924, in Luigi Albertini, *Epistolario 1911-1926*, IV, *Il fascismo al potere, op. cit.*, p. 1815 ; Giovanni Spadolini, *Il Corriere della Sera*, 16 oct. 1993 ; rééd. in *Gobetti, un'idea... , op. cit.* Gobetti reçoit d'autres soutiens, voir par exemple Bartolo Gariglio, *Con animo... , op. cit.*, p. 67, p. 167 et p. 184 ; Cesare Pianciola, *Piero Gobetti... , op. cit.*, p. 94.

Croce, sollicité, envoie une lettre destinée à publication excluant que « l'atroce injure » puisse s'être appliquée à la personne de Delcroix, du fait de « la logique du contexte », de « l'énormité même de la chose » et de propos antérieurs « respectueux pour le glorieux mutilé »<sup>1</sup>. Ceci, même si Gobetti revendique ensuite l'attaque contre Delcroix, car rien ne vient suggérer qu'il se soit agi d'autre chose que d'une pure mise en cause politique (*infra*, p. 324). Entre temps, il a été question de duels, remplacés par un jury d'honneur, et le 5 septembre, Gobetti a été agressé physiquement<sup>2</sup>. Même si l'assassinat de Matteotti donne du crédit à son intransigeance absolue et si l'Aventin répond à son souhait antérieur de totale absence de contact avec le gouvernement fasciste, ses positions le rendent malcommode en particulier pour les libéraux et il peut définir après-coup sa revue comme « une belle-mère pour les oppositions » (*infra*, p. 324). Pourtant, au nom de l'intransigeance même, il se rapproche des catholiques et des socialistes, tout en proposant un modèle de modernisation supposé modéré et consensuel : la France républicaine.

### *La réévaluation du réformisme*

On l'a vu, le rapprochement avec les catholiques a précédé la mort de Matteotti. Celui avec les socialistes aussi, mais de peu. Il s'esquisse début 1924 avec la réécriture, pour son livre *La Révolution libérale*, d'un article consacré au leader réformiste Turati, déjà paru dans la revue éponyme en avril 1922. Le texte est raccourci et expurgé de maintes expressions agressives<sup>3</sup> à la demande de Rodolfo Mondolfo, directeur de la collection et éditeur d'un recueil du même Turati, mais

1. Piero Gobetti, *RL*, 30 sept. 1924 ; rééd. *OC-SP*, p. 771-772 *sq.* Voir aussi Fabio Fernando Rizi, *Benedetto Croce and italian fascism*, *op. cit.*, p. 51 et p. 74.

2. Piero Gobetti, *RL*, 30 sept. 1924 et *infra*, p. 314.

3. « Ignoble simplicisme » ou « réformisme [...] immoral, déséducateur, inutile », modifications signalées par Giovanni Spadolini, « Gobetti editore artigiano » [1983], in Giovanni Spadolini, *Gobetti, un'idea...*, *op. cit.*, p. 131. Comparer Piero Gobetti, *RL*, 9 avril 1922 ; rééd. *OC-SP*, en part. p. 306, et *La Révolution libérale*, *op. cit.* p. 81 *sq.*, *La Rivoluzione liberale*, *op. cit.*, p. 85 *sq.* ou *OC-SP*, p. 1992 *sq.* Voir aussi Giovanni Spadolini, *Gobetti, un'idea...*, *op. cit.*, p. 131, et les remarques de Michel Cassac sur la réécriture des articles (*Piero Gobetti [1901-1926]...*, *op. cit.*, p. 230-236). On trouve d'autres attaques en 1922, par exemple à propos de « salariés de la pensée esclaves hier du turatisme aujourd'hui du socialisme fasciste » (*RL*, 2 nov. 1922).

aussi en raison d'une nécessaire mise à jour des faits et des jugements<sup>1</sup>. À la veille des législatives, Gobetti ironise encore sur l'attitude socialiste face au fascisme, mais tient pour « seules oppositions sérieuses [...] les populaires et les partis prolétariens », ainsi que les républicains, et affirme que « l'opposition constitutionnelle » se réduit à la personne d'Amendola<sup>2</sup>. Ce qui ne signifie en rien qu'il répudie le libéralisme, ses portraits de Giretti et Croce, après Mosca, en témoignent (*infra*, p. 159, p. 164 et p. 169) ; mais son opposition totale au pouvoir et son rejet des moeurs antérieures le conduisent à reconsidérer l'opposition de régime. Celle-ci est plus à même de mener la politique d'affrontement souhaitée, « par l'obstruction au Parlement et par une école d'intransigeance dans le pays ». Enfin, loin de le rebouter, l'explosion du socialisme italien non en deux partis comme en France mais en trois (réformiste, maximaliste et communiste) satisfait son goût des positions claires et distinctes sans marchandage ni compromis. Entre principes libéraux et aspirations spécifiques, Gobetti met en avant les vertus dynamisantes et clarificatrices de la concurrence et de la polémique (*infra*, p. 251), à un moment où l'identité des trois groupes se précise, avec par exemple l'abandon du parti maximaliste par des partisans d'une adhésion au Komintern auparavant réfractaires au léninisme<sup>3</sup>. Par ailleurs, dès le printemps 1922, ses critiques se tempéraient de l'acceptation du principe d'un combat commun face à la répression, comme on peut le déduire quand il rappelle qu'en 1898 Einaudi s'était rangé de façon toute naturelle aux côtés des socialistes contre un gouvernement liberticide (*infra*, p. 106). Et la relativisation de l'affrontement de 1915 entre partisans et adversaires de la guerre, facilitée par les reclassements d'après-guerre et par son jeune âge, lui

1. Ersilia Alessandrone Perona, « Nota introduttiva », in Piero Gobetti, *La Rivoluzione liberale*, *op.cit.*, p. LVI. Voir aussi Bartolo Gariglio, *L'autunno...*, *op. cit.*, p. xxv et *passim*. Cette évolution semble ignorée par Ernesto Galli della Loggia (*Il Corriere della Sera*, 13 juil. 2008), Dino Cofrancesco (*ibid.*, 27 juin 1995 ou 16 avril 1997) ou Giuseppe Bedeschi (*ibid.*, 3 fév. 1998 et 8 fév. 2001, *La Cronaca*, éd. de Plaisance, 28 oct. 2006). Voir encore, par exemple, *Il Corriere della Sera*, 12 fév. 2006 et 29 sept. 2007. Par ailleurs, en 1924 le livre est tiré à 1 000 exemplaires, pour la plupart détruits par des fascistes chez l'éditeur avec d'autres volumes de la même collection (voir Ersilia Alessandrone Perona, « nota... », art. cité, p. XLVII).

2. *Infra*, p. 330. Giuseppe Bedeschi oppose curieusement Amendola et Gobetti (*Il Corriere della Sera*, 8 fév. 2001).

3. Voir Marco Gervasoni, *L'intellettuale...*, *op. cit.*, p. 304.

permet de reconsidérer le neutralisme socialiste sous un meilleur jour, comme une forme de refus de l'unanimisme belliciste, tout aussi détestable que tout autre unanimisme.

Reste tout de même chez lui une solide hostilité aux socialistes, peut-être héritée de sa fréquentation de Gramsci et vouée à s'atténuer quand leurs contacts cessent. Gobetti jugeait les responsables du parti « anthropologiquement réfractaires à la modernité<sup>1</sup> ». Matteotti le fait changer d'avis. Au contraire de bien d'autres, le jeune éditeur ne découvre pas le secrétaire du Parti réformiste après son assassinat. Certes, en mars 1923 il le traitait encore par le mépris, comme un économiste n'ayant dans son organisation pas « plus d'importance qu'un rédacteur de presse<sup>2</sup> », mais il change d'avis avant novembre, oppose alors le « clair discours » du secrétaire réformiste à « l'opportunisme » dont il accuse par exemple Giuseppe Emanuele Modigliani, frère du peintre et autre grand nom du parti. Dans le même mouvement, il modifie son jugement sur un autre leader réformiste, Claudio Treves, démolé auparavant, traité de « personnage le plus égaré et le plus confusionniste du relativisme international<sup>3</sup> », mais qui devient face au fascisme un « tribun solitaire, décidé à défendre comme un fanatico les conditions élémentaires de la vie et de la pensée [...] qui ne se laisse pas tromper par les facilités de l'optimisme<sup>4</sup> ». En fait, à ses yeux, Matteotti est l'homme qui a rajeuni le socialisme réformiste. Il est encore cité en février 1924, énumérant les violences fascistes des mois précédents<sup>5</sup>. Pourtant, une seule rencontre a lieu, en mars. Après l'assassinat, il est manifeste que Gobetti se projette sur le secrétaire du Parti réformiste. Il insiste sur ses valeurs réputées bourgeoises, conservatrices ou protestantes, qu'il partage, sur son courage, son choix du libre-échange contre les protectionnismes, son goût du concret opposé aux discours (*infra*, p. 290), ce qui lui fait retrouver les principes salverminiens. Il le désigne comme « le vrai adversaire [du fascisme], l'opposant le plus intelligent et le plus irréductible parmi les socialistes unitaires, le plus jeune en âge et en esprit dans un parti qui se souvient

1. *Ibid.*, p. 311.

2. Piero Gobetti, *RL*, 8 mars 1923 ; rééd. *OC-SP*, p. 461.

3. Voir par exemple *RL*, 9 avril 1922 ; rééd. *OC-SP*, en part. p. 313-314.

4. *RL*, 20 nov. 1923 ; rééd. *OC-SP*, p. 543.

5. *RL*, 19 fév. 1924 ; rééd. *OC-SP*, en part. p. 605.

trop de Pelloux », c'est-à-dire des répressions de 1898, et « l'un des deux ou trois esprits supérieurs du parlement » avec Amendola et, de nouveau, Treves. Cela ne rapproche cependant pas encore Gobetti du Parti réformiste dans son ensemble, toujours taxé d'archaïsme, regardé avec condescendance et qui « eut beaucoup de chance de trouver comme guide un homme jeune tel que lui, à un moment où tous ses cadres étaient des vieux survivants d'autres batailles, ou de prétendus techniciens syndicaux, ou des hommes faibles et sentimentaux<sup>1</sup> ». La vraie rencontre se fait grâce à l'Aventin. Pour Gobetti, un fossé se creuse alors entre les socialistes et les opportunistes comme Giolitti, qu'il poursuit toujours de sa vindicte et dont il affirme que « successeur de Mussolini [, il] ne pourrait avoir d'autre tâche que de continuer l'œuvre de ce dernier. Ennemi de Sturzo et de Turati, il est prêt à tout tenter pour rendre la vie impossible aux partis de masse, et d'abord aux populaires et aux socialistes<sup>2</sup> ». Le critère de l'antifascisme radical s'impose désormais, d'où une attitude nuancée face à l'Union nationale née autour d'Amendola : Gobetti en accepte le principe même s'il s'agit d'une coalition hétérogène – ce qui l'inquiète déjà –, il fait l'éloge de ses inspirateurs et de nombre de ses adhérents auxquels il est personnellement lié, mais s'émeut du retour possible des habiletés manœuvrières de Giolitti (*infra*, p. 319). Après l'échec de l'Aventin, il manifeste aussi sa disponibilité vis-à-vis du Parti communiste, mais en des termes mesurés, très éloignés des exagérations de commentateurs ultérieurs soucieux de récupération ou de dénigrement : il envisage une alliance beaucoup plus vaste, rassemblant toutes les forces antifascistes, selon le socialiste Pietro Nenni qui aurait prévu de le rencontrer à de propos fin 1925 ou début 1926<sup>3</sup>.

1. *Ibid.* et *RL*, 17 juin 1924 ; rééd. *OC-SP*, p. 707-708 ; trad. fr., *La Trace*, XII, 2003, p. 169-170. Pour un exemple de réponse réformiste immédiate, critiquant le texte de Gobetti sur Matteotti, voir Giacomo Zibordi, « Gobettiana », *Battaglie sindacali*, 26 juin 1924, cité dans Maurizio Degl'Innocenti, *L'epoca giovane...*, *op. cit.*, p. 196-197.

2. *RL*, 21 oct. 1924 ; rééd. *OC-SP*, p. 788.

3. Cité par Domenico Zucaro, « Introduzione », p. 1-63, in *Socialismo e democrazia nella lotta antifascista 1921-1929*, Milan, Feltrinelli, 1986, p. 6-7 : la rencontre ratée débouche sur un contact avec Carlo Rosselli, avec qui Nenni publie la revue *Il Quarto Stato* à partir de mars 1926.

### *L'esquisse d'un modèle français*

À la sympathie pour l'Amérique de Wilson et d'un Ford très idéalisé (*infra*, p. 176) s'ajoute celle, nouvelle, pour la France des républicains modérés, radicaux et socialistes indépendants, alors qu'ils ressemblent aux gouvernants de l'Italie préfasciste et que Gobetti est tributaire d'une tradition francophobe, d'Alfieri à Croce<sup>1</sup>. À l'origine, la France est absente de son horizon culturel et politique pourtant largement européen, même si, conscient d'une lacune, il a cherché un spécialiste du pays dès le temps d'*Energie nove*. De recherches personnelles en traductions, il est amené à travailler sur des Français, mais comme à contrecœur, avec l'impression de se détourner de travaux plus importants<sup>2</sup>. En tous cas, il dit le faire pour éclairer des œuvres italiennes, à commencer par celles de Bertini, et regarde de haut la pensée et les auteurs français<sup>3</sup>. En 1922 encore, s'il n'en parle guère lui-même, sa *Rivoluzione liberale* est sévère pour la France, qu'il s'agisse de politique extérieure, des persécutions contre Joseph Caillaux, de la critique des œuvres de Romain Rolland, Henri Barbusse<sup>4</sup> ou Maurice Barrès. Seul Georges Sorel semble devoir être sauvé. Les choses changent un peu lors de l'occupation de la Ruhr, vue comme l'affirmation patriotique d'une démocratie. Un numéro spécial est même envisagé<sup>5</sup>. Le discours convenu sur et contre la France petite-bourgeoise est désormais retourné en louange. La référence à 1789 s'ajoute à la stabilité démocratique. Il s'agit de répondre aux prétentions mussoliniennes et de proposer une alternative, d'autant que le fascisme dénigre la République<sup>6</sup>. Dans

1. Il est difficile de suivre Spadolini (« Gobetti, Nitti... » art. cité, p. 4) plaçant Gobetti entre francophobie et francophilie, sauf s'il s'agit d'une moyenne dans un itinéraire de la première vers la seconde.

2. Piero Gobetti, *Carteggio..., op. cit.*, p. 143, 16 août 1920.

3. Piero et Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza..., op. cit.*, p. 301, 11 août 1920.

4. Voir Mario Fubini, *RL*, 16 avril 1922.

5. Voir Ersilia Alessandrone Perona, « La cultura francese nelle riviste e nelle iniziative editoriali di Piero Gobetti », in *Piero Gobetti e la Francia*, *op. cit.*, p. 116-120.

6. « Nous autres, après la marche sur Rome, nous avons constaté l'existence dans notre cœur d'un amour si fanatique pour les immortels principes que son hymne nous fait plaisir, avec tout ce qu'il comporte de naïf et de sympathique, [...] nous affirmons même que l'esprit de la Révolution française, avec toutes ses limites et toutes ses fautes, n'a pas encore été dépassé et est même en train de devenir d'actualité en Italie. » Piero Gobetti, *RL*, 12 fév. 1924 ; rééd. *OC-SP*, p. 597, voir aussi *infra*, p. 181.

cette perspective, le Bloc national, majorité de droite et du centre autour de Poincaré, est défini comme le « fascisme atténué d'une nation sérieuse », ce qui n'est pas dépréciatif (*infra*, p. 181). Avant son échec électoral de 1924, que Gobetti n'a en aucune manière su prévoir, Poincaré lui semble une sorte de Giolitti, « qui fait les élections », ou un Mussolini, « homme de la petite bourgeoisie rhétorique et vainqueur », mais capable, lui, d'interpréter les aspirations du pays au lieu de s'en faire le « tuteur » ou le « dompteur », et correspondant à une véritable dialectique entre majorité et opposition<sup>1</sup>. Le même Poincaré incarne une « intense transformation » par rapport au « patriotisme de gauche » de Clemenceau, « adapté à l'esprit national avant Versailles », mais fondé sur un « nationalisme fermé et mesquin » et sur des « tendances conservatrices en politique intérieure »<sup>2</sup> : Gobetti répercute ici la déception de Salvemini et des autres francophiles de 1914 devant le traité de Versailles. Cependant, les nouvelles conditions politiques lui imposent d'aller au-delà de sa proximité avec un équivalent français de la « droite historique » face à un équivalent de Giolitti, donc à une « gauche historique ». D'où sa sympathie pour les leaders du Cartel réunissant radicaux et socialistes (*infra*, p. 181), d'autant qu'il les dépeint comme des *homines novi*, ou du moins des provinciaux arrivant à Paris pour renouveler et régénérer la classe politique, sensibles aux problèmes des classes laborieuses, et antifascistes, ce qui ressort d'un portrait de Paul Painlevé<sup>3</sup>. Au total, au moment où s'atténue son anglophilie héritée d'Einaudi, la France devient un modèle, en partie parce qu'elle est moins avancée que l'Angleterre ou l'Allemagne, donc plus proche de l'Italie, ce qui fait que son exemple semble y être exportable – d'autant que Gobetti montre aussi comment la constitution de la III<sup>e</sup> République, en fait monarchique et rivalisant d'archaïsme avec le *statuto* piémontais de 1848, a pu permettre de

---

1. « Une formule patriarcale, mais avec un esprit de tolérance instinctif, sinon de respect pour la lutte politique : “Pour que le gouvernement puisse gouverner avec toute l'autorité nécessaire, ce qu'il lui faut, ce n'est pas que ses adversaires ne l'attaquent point : *ils sont là pour l'attaquer* ; mais que ses amis le soutiennent et n'oublient pas, en lui accordant leur confiance, la vieille maxime de droit français : donner et retenir ne vaut !” » (*RL*, 6 mai 1924 ; rééd. *OC-SP*, p. 670.)

2. *Ibid.*, p. 667-668.

3. Piero Gobetti, (mai 1924), *OC-SP*, p. 681-682.

réelles évolutions<sup>1</sup>. Et son intérêt pour la culture française augmente en parallèle, même s'il la connaît encore peu<sup>2</sup>.

## LA DÉFAITE DE LA LIBERTÉ

L'activité de Gobetti se paie de violences plus ou moins légales ou totalement extra-légales, infligées par le fascisme au pouvoir ou par des fascistes. Elles débouchent sur un exil tout à la fois préparé et refusé presque jusqu'à la dernière extrémité. Entre épuisement, affaiblissement dû aux coups reçus et maladie, elles débouchent surtout sur la mort, à moins de vingt-cinq ans. Une vie est ainsi transmuée en destin. En Italie, le silence officiel s'impose assez vite, mais une mémoire souterraine persiste, tandis qu'une partie de l'opposition en exil fait de Gobetti un symbole parmi quelques autres, en s'intéressant plus à ce destin qu'à sa malcommode pensée.

### *La répression et les violences*

Les difficultés ont commencé peu après l'arrivée de Mussolini à la présidence du Conseil. Début février 1923 déjà, Gobetti, son père et son imprimeur ont été arrêtés, la liste des abonnés de la revue saisie, la parution interrompue jusqu'au 8 mars sous le fallacieux prétexte d'un financement par une puissance étrangère<sup>3</sup>. Pour tous, sauf pour le jeune éditeur, la libération intervient au terme d'un long interrogatoire. Lui reste incarcéré. La presse nationale s'émeut : *Corriere della*

1. Giorgio Lombardi, « Costituzione e diritto costituzionale nel pensiero di Piero Gobetti », in *Gobetti e la Francia...*, *op. cit.*, p. 224 ; Marco Gervasoni, *L'intellettuale...*, *op. cit.*, p 313-366 *passim*.

2. Ainsi, Gobetti demande à Montale un article sur Larbaud pour *Il Baretti* (*Corriere della Sera*, 5 déc. 2003), qui semble la première revue à présenter Proust en Italie grâce à Giacomo Debenedetti (voir par exemple Norberto Bobbio, « Alcune osservazioni ... », art. cité, p. 47 ; Gilbert Bosetti, « Les lettres françaises sous le fascisme. Le culte de la NRF dans l'entre-deux-guerres face à la francophobie fasciste », *MEFRM*, 1, 1986, p. 384 et p. 386). Sur la relative ignorance de la culture française par Gobetti, voir Piero e Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 694. La francophilie se lit dans le journal d'Ada, durant leur voyage en juillet 1925 en France « pays d'élection » (*ibid.*, p. 665).

3. Voir télégrammes du préfet de Turin, cités dans Renzo De Felice, « Piero Gobetti in alcuni documenti di Mussolini » [1965], in *Intellettuali di fronte al fascismo*, Rome, Bonacci, 1985, p. 253-255.

*Sera, Mondo, Secolo* et journaux de partis, *Avanti !* maximaliste, *Popolo* catholique, *Giustizia* réformiste. Croce intervient. Des députés interpellent le gouvernement ; Aldo Finzi, secrétaire d'État à l'Intérieur, répond que « Gobetti a été rédacteur de *L'Ordine nuovo* de Turin, journal antinational, la revue qu'il dirige conduit depuis longtemps une campagne contre les institutions et le gouvernement fasciste ; le préfet s'est donc senti en droit de faire opérer une perquisition et l'arrestation de Gobetti par mesure d'ordre public<sup>1</sup> ». En réalité, les autorités locales ont agi sur ordre exprès de Mussolini<sup>2</sup>. Mais le fascisme est encore un gouvernement et non un régime, il continue de respecter certaines formes, et Gobetti sort de prison après cinq jours, délai légal<sup>3</sup>. Loin de l'impressionner, l'incident le stimule. Son état d'esprit est sans doute proche de ce que le poète triestin Umberto Saba lui écrit alors : « Tu te maries, tu rends d'un seul coup quatre numéros d'une revue, tu pars en voyage de noces et au retour on te met en prison : tu vis, cher et bon Gobetti, dans une atmosphère de grand romantisme ; un peu plus et tu me rappelles Hernani ; pas celui de Victor Hugo, qui est mauvais, mais celui de Verdi que j'aime comme la jeunesse<sup>4</sup>. » Après une nouvelle arrestation en mai, il choisit comme devise pour sa maison d'édition une formule inspirée d'Alfieri, traduite en grec et signifiant : « Qu'ai-je donc à faire, moi, avec les esclaves ! » Elle lui a été inspiré par un collaborateur assidu de sa revue, Augusto Monti. Son obstination ne fléchit pas devant les menaces, malgré les inquiétudes de son imprimeur<sup>5</sup>, justifiées *a posteriori* par

1. Paolo Spriano, « Introduzione », in *OC-SP*, p. xxxvi.

2. Fin 1924, Arturo Benedetto Fasciolo, secrétaire de Mussolini devenu dissident, vient à Paris avec le brouillon de la main du *Duce* d'un télégramme du 6 février 1923 au préfet de Turin (Simonetta Tombaccini, *Storia dei fuorusciti italiani in Francia*, Milan, Mursia, 1988, p. 53) : « Vous ordonnez perquisitionner immédiatement rédaction administration journal *Rivoluzione liberale* séquestrant fichiers abonnés correspondance livres de comptes – stop En même temps procéderez arrestation nommé Piero Gobetti et rédacteurs en veillant à les dénoncer à autorité judiciaire pour intelligence avec communistes subversifs – stop Attend résultat opération télégraphiquement plus grande énergie et dureté – stop Mussolini » (Renzo De Felice, « Piero Gobetti... », art. cité, p. 252).

3. Voir le télégramme de Mussolini, *ibid.*, p. 253.

4. Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 82. On peut douter de l'étroitesse du lien entre l'éditeur et le poète, qui l'appelle Gobetti.

5. Voir Ersilia Alessandrone [Perona], « Gobetti editore (Appunti) », art. cité, p. 43.

les consignes de violence données par Mussolini en personne à des fascistes du cru<sup>1</sup>, et très vite par la destruction d'une partie du tirage du volume *La Rivoluzione liberale* dans les magasins de l'éditeur Cappelli à Bologne. Début juin 1924, après une perquisition sans le moindre mandat, le tirage d'un numéro de la revue est saisi avant toute diffusion ; ces irrégularités n'auraient sans doute pas suffi à éviter un procès, pas plus que l'interpellation présentée par le député sarde Emilio Lussu ou l'appui de journaux comme *Il Corriere della Sera* dans lequel Gobetti peut présenter les faits, mais des accusations fantaisistes de complot auraient pu se retourner contre le gouvernement, et par ailleurs Ansaldi, issu d'une famille de grands industriels, fait intervenir un ami auprès du roi Victor-Emmanuel III<sup>2</sup>.

La situation s'aggrave encore après la mort de Matteotti avec une agression à douze contre un, devant une foule passive : le mot malheureux de Gobetti sur Delcroix a servi de prétexte<sup>3</sup>. Il la raconte dans sa revue, mais en minimise la gravité (*infra*, p. 314), comme pour rassurer sa mère il l'aurait résumée à des « coups de poings donnés et coups de poing reçus<sup>4</sup> ». En réalité, les coups altèrent sa santé déjà fragile, avec des complications cardiaques nécessitant un repos absolu qu'il refuse de s'accorder. Au témoignage de Monti, « il rest[e] au lit par ordre des médecins et travaill[e] contre l'ordre des médecins<sup>5</sup> ». À partir du

1. Témoignage du vice-secrétaire du faisceau turinois reçu à Rome début 1924, lettre du 24 novembre 1924 publiée par Carlo Rosselli (*Non mollare*, mars 1925), voir Silvio Trentin, *Dix ans de fascisme totalitaire en Italie. De l'installation du Tribunal spécial à l'établissement de l'Empire*, Paris, Éditions sociales internationales, 1937 ; rééd., *Diritti e democrazia. Scritti sul fascismo 1928-1937*, Venise, Marsilio, 1988, p. 252.

2. Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 153. Voir aussi la lettre de Rodolfo Mondolfo, sur cette arrestation et celle de Gobetti, aux journaux, *ibid.*, p. 158.

3. D'autres prétextes auraient été trouvés par des fascistes, ou cherchés par Gobetti, qui crie « À bas Mussolini » au passage de deux camions de chemises noires et leur échappe de justesse (Barbara Allason, « Ricordo di Piero Gobetti », in *Trent'anni...*, p. 132-133), ou manifeste avec le groupe turinois de *Rivoluzione liberale* et est agressé par des fascistes et la police (voir Piero Zanetti, « La fine del Baretti », art. cité, p. 135).

4. Barbara Allason, « Ricordo di Piero Gobetti », art. cité, p. 133 ; *Memorie di un antifascista* [1945], Milan, *Avanti !*, 1961, p. 35 ; Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 93.

5. Angelo Monti, « Con Piero Gobetti... », art. cité, p. 206.

3 janvier 1925, quand Mussolini reprend en main la situation politique et que se clôt la parenthèse ouverte par la disparition de Matteotti, parallèlement à de nouvelles menaces d'agression<sup>1</sup>, les saisies s'accumulent<sup>2</sup>. La revue est visée le 10, le 18 au nom de la défense de la Couronne, le 1<sup>er</sup> février à cause d'un éloge du scrutin proportionnel, le 8 mars pour « citations tendancieuses d'écrivains du passé et considérations fausses, offensantes sur la situation italienne », le 22 sous couvert de la défense de l'Église romaine, le 3 mai pour « interprétations antipatriotiques sur l'expédition de Fiume », etc.<sup>3</sup>

Pourtant, pas plus que ses contemporains, Gobetti ne saisit toute la gravité de la situation. S'il lance en décembre 1924 *Il Baretti*, revue littéraire et européenne, héritière des Lumières et du classicisme contre le romantisme fasciste tombé dans la courtisanerie<sup>4</sup>, ce n'est pas comme solution de secours face à la censure : il en a eu l'idée dès la naissance de *La Rivoluzione liberale* et la prépare depuis juin. Même s'il s'attend avec plus de certitude qu'auparavant à ce que le fascisme reste au pouvoir longtemps, autant que le Second Empire auquel amène sa comparaison entre l'Aventin et les Républicains de 1849-1851 (*infra*, p. 338), il croit pouvoir continuer de publier, en politique comme en littérature, et se refuse très longtemps à envisager l'exil. Il l'exprime encore en juin 1925, quand Massimo Rocca, fasciste désormais dissident, se réfugie en France. Il ne condamne pas le principe même de l'expatriation, parle de solution extrême parfois nécessaire, fait référence de façon positive à Nitti, à Sturzo et au journaliste catholique Donati, partis en juin 1924, en octobre et le mois même où il écrit (*infra*, p. 337). Il ne veut pas l'admettre, mais l'idée est là, comme peut-être dans la référence à Baretti, longtemps réfugié en Angleterre. En septembre, il

1. Voir par exemple les lettres de Carlo Avarna di Gualtieri à Piero Gobetti des 8 et 16 mars 1925, p. 97, in Livio Ghersi, « Carlo Avarna di Gualtieri », *Mezzosecolo 12*, Milan, Angeli, 1999, p. 57-99.

2. Voir les saisies indiquées dans *RL*, 17 juin 1924, 8 fév., 29 mars, 10 mai, 5, 30 août, 27 sept. 1925, une autre pour trois articles, obligeant à recomposer (*RL*, 18 janv. 1925) et la formule réitérée en manchette : « En régime de presse baillonnée le vrai auteur est le lecteur : il doit lire entre les lignes » (*RL*, 22, 29 juil. 1924)

3. Paolo Spriano, « Introduzione », art. cité, p. xvii. Parmi les « écrivains du passé » visés, Alain, alors bien vivant.

4. Sur *Il Baretti*, voir en particulier Jean-Daniel Olivieri, « *Il Baretti ou le projet d'une "letteratura per l'altra Italia"* », in Christian Del Vento et Xavier Tabet (dir.), *Fascisme et critique littéraire, op. cit.*, vol. II, p. 61-77.

affirme vouloir rester en Italie « jusqu'au dernier<sup>1</sup> ». Il se propose tout au plus de se partager entre Turin et Paris<sup>2</sup>. Dès janvier 1926, il imagine une nouvelle revue, *La Paix*, à faire diriger de France par Nitti, mais celui-ci semble s'en désintéresser<sup>3</sup>. En août, il envisage de publier *La Rivoluzione Liberale* outre-Alpes « en un mauvais français qui au début sera une fête<sup>4</sup> ». En septembre, il parle à son ami le journaliste Luigi Emery, salveminien et ancien collaborateur d'*Energie nove*, de publier des livres en français, mais à caractère européen et surtout pas italo-italien pour ne pas être comme « les grands ducs déchus de Russie » ni « parler à l'étranger des misères italiennes », mais faire au contraire « œuvre de culture dans le sens du libéralisme européen et de la révolution moderne », « œuvre pratique d'intelligence européenne, bien entendu sans chauvinisme français »<sup>5</sup> ; il souhaite publier « des noms solides et ayant du crédit auprès du public français » : Daniel Halévy, Romain Rolland, Édouard Herriot et, en pratique, « de Maurras [...] à Blum ». Plus, réalisme commercial oblige, des éditions originales numérotées d'œuvres littéraires prévues en édition ordinaire chez de grands éditeurs, et aussi des livres d'actualité consacrés au fascisme

1. Ersilia Alessandrone Perona, « La cultura francese nelle riviste... », art. cité, p. 133-134. À propos du refus de l'expatriation, au début de son livre sur Casorati, Gobetti énumère les lieux où son ami a vécu en Italie, et souligne qu'il « n'a pas vécu en France, n'a pas habité à Paris » (Piero Gobetti, *Felice Casorati pittore*, Turin-Pinerolo, Pittavino & Cie, 1923, cité dans Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 131).

2. *Ibid.*, p. 117.

3. Gerardo Padulo, « I rapporti tra Nitti e Gobetti », in *Gobetti e la Francia*, p. 149 ; Ersilia Alessandrone Perona, « La cultura... », art. cité, p. 133.

4. Umberto Calosso, « Préface à Piero Gobetti », art. cité, p. 212. Piero Gobetti écrit en français ses dernières lettres de Paris à Ada (Piero et Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 639 *sq.*)

5. Lettre citée par Giustino Fortunato, *Il Baretti*, 16 mars 1926, rééd. *Nuova antologia*, janv.-mars 1986, p. 18, et Bartolo Gariglio, *L'autunno...*, *op. cit.*, p. 98. Voir aussi Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 117, Ersilia Alessandrone Perona, « La cultura... », art. cité, p. 133-134. Sur le lien avec les États-Unis d'Europe, voir Piero et Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 690. Dans le même esprit, Gobetti refuse les complots du premier antifascisme en exil, et écrit à Prezzolini qu'il ne part pas « pour conspirer ou faire le De Ambris, etc. Mieux, avec de tels Garibaldi, je n'entends même pas échanger un bonjour » (déc. 1925, cité dans Giuseppe Prezzolini, *Gobetti e La Voce*, Milan, Sansoni, 1971, et Emilio Gentile, « Gobetti e La Voce », art. cité).

français, aux réparations dues par l'Allemagne, au parlementarisme, à la situation financière de la France, etc.<sup>1</sup>

### *L'exil et la mort*

Le 27 octobre 1925, sur ordre direct de Mussolini<sup>2</sup>, le préfet de Turin lui adresse un avertissement. La rhétorique politico-policière invoque avec force majuscules de supposés « attentats » systématiques contre « les Institutions monarchiques, l'Église, les pouvoirs de l'État », ou tel article sur la Mafia supposé attenter au prestige national<sup>3</sup>. Le 8 novembre 1925 paraît le dernier numéro de *La Rivoluzione liberale*, et le 25, alors qu'il est alité, malade, un officier de police judiciaire vient à son domicile lui signifier l'interdiction totale d'exercer son métier d'éditeur et d'écrivain<sup>4</sup> : les éditions du Baretti prennent la suite de son travail mais, officiellement, il n'y participe plus. Son nom même ne peut plus être imprimé<sup>5</sup>. Désormais, l'exil s'impose.

Gobetti avait en réalité déjà évoqué avec Ada la possibilité de s'installer dans une ville étrangère et la nécessité d'élever dans la culture et la langue italiennes leur fils<sup>6</sup> Paolo, qui naît le 28 décembre. Il organise son départ dans un assez grand secret<sup>7</sup> et le 3 février au petit matin, sous la neige « salut septentrional à [s]on cœur de septentrional », et

1. Piero et Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 690.

2. Voir lettre de Malaparte du 3 déc. 1925, cité dans *La Repubblica*, 12 janv. 2006.

3. *RL*, 1<sup>er</sup> nov. 1925, cité dans Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 97.

4. *Il Baretti*, janv. 1926. Quelques jours après l'interdiction, Malaparte conseille de s'adapter : « ne publie plus de volumes antifascistes, laisse tomber ces cochonneries et lance-toi à corps perdu dans le champ littéraire et artistique, historique et philosophique. Fais-moi confiance, laisse-toi conseiller par un ami qui t'aime bien et t'estime [...] Il y a, dans le régime, des hommes qui peuvent écrire de bonnes choses : il n'est pas nécessaire que tu publies des panégyriques ou des apologies rhétoriques du fascisme. [...] Tu as commencé avec Solari, avec Franci, avec moi : continue ainsi, bon dieu ! Et va tout de suite chez le préfet pour l'informer que désormais tu t'occuperas d'art et d'histoire et de philosophie, et que tu laisses tomber la politique. » (cité dans *La Repubblica*, 12 janv. 2006). Gobetti pourrait s'adapter au régime, mais le refuse (voir la lettre à Prezzolini, déc. 1925, citée *supra*).

5. Voir la lettre de Gangale à Gobetti du 9 janvier 1926, citée dans Giovanni Rota, *Giuseppe Gangale...*, *op. cit.*, p. 57 et Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 128.

6. Piero et Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 673 et p. 688. Voir aussi Gariglio, *L'autunno...*, *op. cit.*, p. 209.

7. *Ibid.*, p. 177.

en évoquant ses ancêtres paysans attachés à la terre de son Piémont<sup>1</sup>, il quitte Turin, seul, pour préparer une installation familiale à Paris. Pour l'heure, il prend une chambre rue des Écoles, dans le petit hôtel où il a déjà logé avec Ada<sup>2</sup>. Le lendemain de l'arrivée, fatigué par le voyage<sup>3</sup>, il s'ouvre de ses projets à Nitti, auquel il confie l'argent rassemblé en secret par ses amis pour la publication des dix premiers ouvrages de la future maison d'édition, et qui parle tout de suite du projet au professeur Gaston Jèze, lié au *Quotidien*, Gobetti le revoit le lendemain, mange le 7 chez Prezzolini, qui le trouve bien pâle, cherche avant tout un logement à louer, mais visite aussi le Louvre comme lors d'un voyage antérieur avec Ada, se rend du côté de la Bourse, quartier général des correspondants de presse, rencontre le journaliste Luigi Campolonghi, son ami Luigi Emery, Aurelio Orioli, militant républicain de base, ou l'ancienne lingère de sa belle-famille, installée à Paris<sup>4</sup>. Cependant, violences fascistes et faiblesses cardiaques ont préparé le terrain à une pneumonie que son insuffisance cardiaque rend catastrophique<sup>5</sup>.

1. *Il Baretti*, 16 mars 1926, cité par exemple dans Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 118. Ce départ a nourri une mini-polémique, Montale ayant dit l'avoir rencontré en gare de Gênes alors que le train passait par Modane. Voir *Il Corriere della Sera*, 15 fév. 1976, *La Stampa* 15, 29 juil., 3 août 1995, ou pour une perpétuation du faux souvenir, *La Repubblica*, 13 fév. 1996.

2. Piero e Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 665 et p. 671.

3. Témoignage de Vincenzo Nitti, *Il Baretti*, 16 mars 1926.

4. Giovanni Spadolini, *La Stampa*, 10 janv. 1994, *La Repubblica*, 13 fév. 1996, Bartolo Gariglio, *L'autunno...*, *op. cit.*, p. 124 *sq.*

5. Parler de pneumonie a pu être taxé de « révisionnisme » (*La Stampa*, 11 fév. 2006), mais, inversement, des raccourcis font passer sans intermédiaire de l'agression au décès ou parlent d'assassinat (*L'Unità*, 31 mars 2001, *La Nazione*, 13 avril 2004, 15 fév. 2006, *La Voce repubblicana*, 14 janv. 2005), voire d'une mort à cause de « tortures subies en prison durant le fascisme » (Giorgio Baroni et Andrea Rondini, *L'Orlando comprato : manuale di sociologia della letteratura*, Naples, Liguori, 2007, p. 78) ; au dernier cas près, ce n'est pas faux : si Gobetti n'a pas résisté à une maladie non pas bénigne en ces temps d'avant les antibiotiques, mais banale, cela ne s'explique peut-être ni par sa seule fragilité, ni par les tensions qu'il s'est imposées, rappelées par sa veuve durant la Résistance (Ada Gobetti, *Diario partigiano*, 1956, rééd. Turin, Einaudi, 1996, p. 343). Voir aussi, par exemple, Adriano Sofri, *La Repubblica*, 27 sept. 2003, et surtout Michel Cassac, *Piero Gobetti (1901-1926)...*, *op. cit.*, p. 95 *sq.*, détaillant les symptômes d'une « pathologie évolutive et gravissime » et rappelant des hospitalisations, la conscience d'une maladie cardiaque et cette phrase rapportée par Ada : « je mourrai à quarante ans », citée dans Piero et Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 704-705).

Le 9, nul ne le voit ; ses amis s'alarment ; un des fils de Nitti, médecin, le découvre épuisé, pris d'une forte fièvre, lui trouve un autre hôtel, plus propre, rue de Vaugirard, essaie de le soigner, appelle en renfort un confrère et maître, le fils de Victor Basch. Le malade se plaint d'un excès de médicaments, s'assoupit sans cesse mais se plonge dans des manuels de littérature française, reçoit le dernier numéro de sa revue *Il Baretti*, parle d'une exposition Casorati à organiser en France, lit la presse, réserve un appartement où il pourra s'installer avec Ada et leur enfant. Le 13, son insuffisance cardiaque le constraint à accepter l'hospitalisation, dans une clinique rue Piccini, près du bois de Boulogne, où se trouve déjà Giovanni Amendola. Il n'envisage alors qu'un petit mois de repos forcé. Deux jours plus tard, vers vingt heures, alors qu'il a voulu se lever et s'habiller dans l'après-midi, certain que sa seule volonté suffirait à le tirer d'affaire, renvoyant ses amis se reposer chez eux, et que le personnel de la clinique dit que son état s'améliore, l'inverse se produit. On lui injecte alors de la caféine avant de le placer sous oxygène, mais il meurt peu après minuit. Vincenzo Nitti le décrit sur son lit de mort : « sans ses lunettes de savant, il ressemblait à un enfant abandonné, un enfant triste et mécontent<sup>1</sup> ».

## LE SILENCE ET LA MÉMOIRE

Les funérailles au Père-Lachaise sont organisées par la famille Nitti, qui a prévenu celle de Piero, lui a remis l'argent de la maison d'édition, désormais inutile, et prend à sa charge la tombe définitive qui, près du mur des Fédérés, remplace dès mars la sépulture provisoire. En présence du père et du beau-père du défunt, qui ont convaincu Ada de rester à Turin pour son fils<sup>2</sup>, la cérémonie est suivie par maints exilés italiens présents à Paris, mais n'attire peut-être pas la foule énorme manifestant contre le fascisme décrite dans des témoignages plus pieux que précis<sup>3</sup>. Pendant qu'en Italie un silence relatif se fait

1. *Il Baretti*, 16 mars 1926. Voir, de façon générale, Giovanni Spadolini, « Gobetti, Nitti... », art. cité, et les lettres de Luigi Emery, Antonia Nitti Persico, Stefano Oberti, Dolores et Giuseppe Prezzolini à Ada Gobetti, in Bartolo Gariglio, *L'autunno...*, *op. cit.*, p. 77 *sq.*, p. 124 *sq.*, p. 171 *sq.*, p. 174 *sq.* et p. 204 *sq.*

2. Voir Bartolo Gariglio, *L'autunno...*, *op. cit.*, p. 4, p. 173 et p. 213.

3. Des Français sont là, mais du fait de contacts personnels avec des exilés ; voir Jacques Heurgon, « La réconciliation franco-italienne en 1944-1945 », *MEFRIM*, 2, 1991, p. 574)

autour du nom du disparu, c'est son destin, plus que sa pensée, qui semble parler aux exilés politiques installés en France.

### *Une mémoire souterraine en Italie*

En Italie, l'oubli n'est pas immédiat. Décès et funérailles sont rapportés, en particulier par *La Stampa*<sup>1</sup>, et *Il Baretti* publie deux éditions différentes d'un numéro spécial avec des textes d'Einaudi, Giretti, Vincenzo Nitti ou Prezzolini. Des nécrologies paraissent, dont certaines à lire entre les lignes<sup>2</sup>. Des fascistes même saluent la mémoire du défunt, ainsi *Il Corriere padano* de Ferrare parle le 18 février 1926 du « plus loyal et [du plus] droit des adversaires » ; d'autres rappellent son souvenir pour manifester leur différence<sup>3</sup>. Mais le régime organise le silence. *Il Popolo d'Italia*, journal de Mussolini, a tout de suite protesté contre toute « spéulation » sur le défunt<sup>4</sup>. La censure sévit contre la

1. *La Stampa*, 20 fév. 1926.

2. Voir celle d'Eugenio Montale, *Il Quindicinale. Arti e letteratura moderna*, 1<sup>er</sup> mars 1926, cité dans Ersilia Alessandrone Perona, « In margine ai rapporti tra Gobetti e Montale. Due scritti di Montale in morte di Gobetti », *Mezzosecolo 12*, Milan, Angeli, 1999, p. 106-107, en part. p. 101-107. Voir aussi *Il Solco* (Cagliari) 23 fév. 1926, *Momento*, 18 fév. 1926, *Conscientia*, 18 fév. 1926 ou Casorati dans *Il Mondo*, signalé par Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 132. D'autres références à Gobetti peuvent être indiquées ; ainsi Mario Vinciguerra dédie sa *Presentazione del petrarchismo*, publiée en 1926, à la mémoire de Gobetti, ce qui est courageux, mais passe relativement inaperçu (voir Carlo Dionisotti, « Petrarca, Rossetti e Hortis », [1987], in *Ricordi della scuola italiana*, Roma, Edizioni di Storia e Letteratura, 1998, p. 177).

3. Gabriele Turi, *Il fascismo e il consenso degli intellettuali*, Bologne, Il Mulino, 1980, p. 147. Malaparte cite en 1937 encore, dans sa revue *Prospettive*, ce jugement du défunt : « Que cela plaise ou non à certains, c'est un fait que Malaparte est considéré à l'étranger comme le plus remarquable et le plus original écrivain du temps de Mussolini. » (cité par exemple dans Nino Tripodi, *Intellettuali sotto due bandiere*, Rome, Ciarrapico, 1981, p. 397-398). On trouve aussi des messages de condoléances à Ada dus à des correspondants au moins proches du fascisme (Bartolo Gariglio, *L'autunno...*, *op. cit.*, p. 106, p. 117 et p. 286). D'autres sont loin de cette attitude, et l'article de Leo Longanesi sur Gobetti fait « frissonner par sa bassesse » (Silvio Lanaro, *Storia dell'Italia repubblicana. Dalla fine della guerra agli anni novanta*, Venise, Marsilio, 1992, p. 120).

4. Antonio Pirazzoli, « La morte di Piero Gobetti e le speculazioni dei fuorusciti », *Il Popolo d'Italia*, 19 fév. 1926. Voir Ersilia Alessandrone Perona, « Alle radici... », art. cité, p. 123. En mars, la fédération fasciste turinoise s'en prend à Salvemini, Amendola ou Ferrero, mais pour Gobetti, devant sa « fin prématurée », elle dit « faire taire la colère » (*Il Maglio*, 7 mars 1926). À noter que Mussolini cite Gobetti en août 1944 encore, contre Bonomi (voir Renzo De Felice, « Piero Gobetti... », art. cité, p. 251).

*Critica socialista* pour deux lignes de la nécrologie due à Turati, que ce dernier qualifie pourtant de « dénicotinisée »<sup>1</sup> ; le même sort échoit à *l'Avanti !* pour un texte de Lelio Basso qui écrit ensuite à Ada que « même après sa mort donc, [Gobetti] fait peur [au gouvernement]<sup>2</sup> ». Si *Il Baretti*, confié à Santino Caramella, réussit à paraître jusqu'en 1928, en se cantonnant à la littérature, il finit par être étranglé par une hypocrisie administrative, le refus des autorités d'agrérer un nouveau gérant<sup>3</sup>. De même, après des hésitations initiales<sup>4</sup>, les éditions « du Baretti » publient encore seize volumes, dont les textes non politiques de leur fondateur, mais doivent disparaître après un dernier volume en 1929, sans avoir rien publié en 1928. Enfin, les ouvrages de Gobetti, ou édités par lui, sont retirés des bibliothèques publiques<sup>5</sup>.

Bien vite, des incendiaires ont tenté de sévir chez ses parents ; ils seraient faciles à reconnaître mais nul n'ose les dénoncer<sup>6</sup>. Le couple, déjà anéanti par la mort de son unique enfant, a peur. Il veut vendre les stocks au prix du papier ; Viglongo l'en dissuade et l'aide à les répartir entre libraires et bouquinistes. Puis, durant la guerre, la mère de Gobetti se fait marchande ambulante de livres, pour survivre<sup>7</sup>. Les œuvres de Piero attirent ainsi, parfois, l'attention de jeunes gens comme le futur syndicaliste Vittorio Foa<sup>8</sup> ou le futur historien et président du conseil Giovanni Spadolini<sup>9</sup>. D'autres jeunes gens encore rencontrent Gobetti à travers de vieux numéros de revues auxquelles il a collaboré,

1. Lettre de Turati à Giovanni Ansaldi, 26 fév. 1926, cité par exemple dans *Il Corriere della Sera*, 30 sept. 1996.

2. Voir Bartolo Gariglio, *L'autunno..., op. cit.*, p. 12-13.

3. Voir par exemple Cesare Pianciola, *Piero Gobetti..., op. cit.*, p. 122.

4. Bartolo Gariglio, *L'autunno..., op. cit.*, p. XXI-XXII, p. 51 et p. 289.

5. Voir Ersilia Alessandrone Perona, « Alle radici... », art. cité, p. 154.

6. Barbara Allason, « Ricordo di Piero Gobetti », art. cité, p. 134 ; Angelo Monti, « Con Piero... », art. cité, p. 207.

7. Umberto Morra di Lavriano, *Vita di Piero Gobetti*, *op. cit.*, p. 50. En 1928, les stocks du *Baretti* sont cachés par l'éditeur et libraire Luigi Druetto, ce qui lui vaut des ennuis avec la police (voir Bartolo Gariglio, *L'autunno..., op. cit.*, p. 74). Voir aussi Piero Gobetti, *Carteggio..., op. cit.*, p. 491.

8. Vittorio Foa, *Il cavallo e la torre. Riflessioni su una vita*, Turin, Einaudi, 1991, p. 108.

9. Giovanni Spadolini, *Gobetti, un'idea...*, *op. cit.*, cité dans *La Stampa*, 5 août 1994. Il ne trouve pas de textes politiques, mais *Paradosso dello spirito russo* entre 1935 et 1938, *Risorgimento senza eroi* vers 1940.

comme *Conscientia*<sup>1</sup>, ou grâce aux conseils de lecture d'un correspondant sinon exilé, du moins expatrié en France<sup>2</sup>.

La mémoire suit d'autres cheminements, interindividuels. Les parents de Gobetti y jouent un rôle limité, tant on les voit étrangers au milieu intellectuel de leur fils, même si cela témoigne surtout d'une exclusion tout à la fois générationnelle et sociale, car leur fils a été plus proche d'eux que la tradition ne le dit<sup>3</sup>. Ada a bien plus de visibilité, en réunissant les amis de Piero autour d'elle, mais aussi par sa personnalité propre et ses liens avec Croce qui l'aide, lui faisant en particulier confier de nombreuses traductions importantes, pour l'essentiel de l'anglais<sup>4</sup>. Durant la brève période de liberté qui suit la première chute de Mussolini, en 1943, elle redevient un point de référence, puis participe activement à la Résistance<sup>5</sup>. Elle est ensuite adjointe au maire de Turin à la Libération, s'investit dans les mouvements féminin et éducatif. Elle incarne ainsi au premier chef la persistance souterraine d'une tradition gobettienne réémergeant dès que les circonstances le permettent.

De fait, nombre d'amis de Piero, souvent très différents les uns des autres et réunis jusque-là par lui, ont manifesté le souci de rester liés<sup>6</sup>. Ceux qui l'ont pu se sont rassemblés chez lui le trentième jour après son décès<sup>7</sup>. Monti compare alors le défunt à Lycurgue, parti de Sparte après avoir donné des lois à la cité en demandant qu'elles ne soient

1. Aldo Capitini, *Antifascismo tra i giovanni*, Trapani, Celebes, 1966, p. 45.

2. Pietro Bolognesi, « Ricordo del prof. Leone Bortone, antifascista, azionista, liberalsocialista », *Scuola e Città*, août 1997, p. 357-361, [www.liberalsocialisti.org/articol.php?id\\_articol=654](http://www.liberalsocialisti.org/articol.php?id_articol=654)

3. Pour une mise au point explicite ou implicite, voir Michel Cassac, *Piero Gobetti (1901-1926)...*, *op. cit.*, p. 49 *circa* ; Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 14.

4. Voir Norberto Bobbio, « Una rara amicizia », *Mezzosecolo*, 7, 1987-1989 ; Fabio Fernando Rizi, *Benedetto Croce and italian fascism*, *op. cit.*, p. 127-128 ; *L'anno di Ada. Per il trentesimo anniversario della scomparsa di Ada Prospero Marchesini Gobetti (1968-1998)*, Turin, Centro Studi Piero Gobetti, 1998. Croce ne peut être un vecteur pour la pensée de Gobetti : il salue le découvreur de talents et le libéralisme révolutionnaire n'est pas le libéral-socialisme qu'il tient pour absurde, mais son conservatisme, même antifasciste, en est très éloigné.

5. Voir Ada Gobetti, *Diario...*, *op. cit.*

6. Voir par exemple la correspondance de Natalino Sapegno, *Le più forti amicizie*, Savigliano, Aragno, 2005.

7. *La Stampa*, 17 mars 1926.

pas modifiées avant son retour ; de fait, aucun de ses amis turinois n'a vu Gobetti mort et la difficulté du deuil pousse à feindre de l'imaginer « en voyage ». La survie du *Baretti* facilite d'abord le maintien de réunions hebdomadaires, autour d'Ada, auxquels s'agrègent de nouveaux venus. Ainsi l'historien Aldo Garosci rappelait qu'il n'avait jamais vu Gobetti et n'en connaissait que « ces mots magiques qu'un moment on avait vu dans les kiosques : Révolution libérale », mais il a eu vent des réunions, « parce que dans une petite ville tout finit par se savoir », et y a été accepté avant même de s'être procuré un numéro de la revue dont le titre l'avait aiguillonné<sup>1</sup>. Le souvenir de Gobetti s'est sans doute maintenu quelque temps au lycée Massimo d'Azeglio, où le philosophe Norberto Bobbio disait avoir entendu son nom pour la première fois dans la bouche d'un professeur annonçant en classe le décès d'un de ses meilleurs anciens élèves. Ce même Bobbio devient ensuite l'exemple d'une potentielle « deuxième génération » gobettienne, celle des amis d'amis, et plus tard, enseignant, parle de lui à son tour à des collègues<sup>2</sup>. La transmission est plus difficile en direction des élèves et, malgré son charisme, même Monti<sup>3</sup>, dans sa rigueur formellement apolitique, ne peut guère susciter d'engagements, à de rares exceptions près comme pour Massimo Mila et Leone Ginzburg qu'il amène eux aussi au *Baretti*. Le souvenir se conserve également à l'université de Turin<sup>4</sup>, à travers Einaudi ou Gioele Solari. Côté étudiants, en 1927 la leçon inaugurale de Francesco Lemmi, élu à la chaire d'histoire du Risorgimento contre les nationalistes et les fascistes, est l'occasion d'une manifestation au cri de « Vive le Risorgimento *senza eroi* », renvoyant au volume édité un an plus tôt. Mais ce n'est le fait que d'une vingtaine d'étudiants parmi lesquels Aldo Garosci qui, rappelant

1. Voir par exemple Aldo Garosci, « L'era di Carlo Levi », p. 5-29, in *Carlo Levi disegni dal carcere 1934 materiali per una storia*, Rome, Archivio centrale dello stato, 1983, p. 6 et p. 8-9.

2. *La Repubblica*, 30 oct. 1993 ; Norberto Bobbio, *Autobiografia*, Rome-Bari, Laterza, 1997 ; Fernanda Pivano a évoqué Bobbio et Cesare Pavese lui parlant de Gobetti en 1935 (*Il Corriere della Sera*, 11 janv. 2004).

3. Sur son enseignement, voir Antonio La Penna, « Le lycée classique », in Mario Isnenghi (dir.), *L'Italie par elle-même. Lieux de mémoire italiens de 1848 à nos jours*, Paris, Rue d'Ulm, 2006, p. 197-214, en part. p. 204-205.

4. Voir par exemple Evelyne Patlagean, « Les contributi d'Arnaldo Momigliano : portrait d'un historien dans ses paysages », *Annales ESC*, 1982, p. 1005 ; Michel Cassac, *Piero Gobetti (1901-1926)...*, op. cit., p. 624.

l'épisode, en soulignait le caractère limité<sup>1</sup>. Encore est-on dans les mois suivant la mort de Gobetti : ensuite, tout semble s'effacer. Quand Bobbio ou Ginzburg arrivent à l'université, le groupe gobettien est dispersé, les contacts sont rompus sauf à la faculté de Lettres à travers Monti et Franco Antonicelli, et encore les liens sont-ils plus supposés que réels<sup>2</sup>. Le silence est aggravé par la nécessité de composer avec le régime<sup>3</sup> ou du moins de se taire, surtout pour qui a une activité antifasciste clandestine, quitte à évoquer des souvenirs en privé.

Certes, s'entrecroisent des descendances spirituelles et des convergences de fait. Un héritage intellectuel se retrouve aussi dans la revue *Pietre*, créée du vivant de Gobetti, dont les jeunes rédacteurs, passés par *La Rivoluzione liberale*, veulent faire un « chantier » et non une « chapelle »<sup>4</sup>, qui compte parmi ses collaborateurs Caramella et Basso, mais ne peut paraître longtemps. L'influence gobettienne, même indirecte, est également manifeste dans la revue *La Cultura*, sur bien des points héritière du *Baretti*<sup>5</sup>, ou lors de la création des éditions Einaudi dans les années 1930 par l'un des fils de l'économiste : on y retrouve des élèves de Monti, et Ginzburg au premier chef<sup>6</sup>. Il en va de même *a fortiori* pour l'éphémère bulletin clandestin *Voci d'Officina* (« voix d'usines ») avec Garosci, Monti, Ginzburg ou Levi, écho de l'intérêt de Gobetti pour le monde ouvrier<sup>7</sup>. Mais ce jeu de résurgences, porté par des individualités remarquables, a peu de prise sur la population, pas plus même sur les intellectuels, et la situation globale est celle décrite par Ruggero Zangrandi dans son *Long voyage à l'intérieur du*

1. Aldo Garosci, « L'attentato di Brusselle », in Ernesto Rossi (dir.), *No al fascismo*, Turin, Einaudi, 1957, p. 132-136 ; Aldo Garosci, « L'era di Carlo Levi », art. cité, p. 8.

2. Maurizio Degl'Innocenti, *L'epoca giovane...*, *op. cit.*, p. 215.

3. Giancarlo Bergami, « Il filosofismo di Gobetti e i revisionisti odierni », *Belfagor*, 2001, p. 561.

4. *Pietre*, mars 1926.

5. Voir par exemple Gilbert Bosetti, « Les lettres françaises sous le fascisme. Le culte de la NRF dans l'entre-deux-guerres face à la francophobie fasciste », art. cité.

6. Voir Perle Abbrugati, « Arnaldo Mondadori e Giulio Einaudi : les vissitudes de l'édition à travers l'exil », in George Ulysse (dir.), *L'Exil et l'exclusion dans la culture italienne*, Aix-en-Provence, université de Provence, 1991, p. 248 ; Gabriele Turi, *op. cit.*, p. 193 *sq.*

7. Brunello Mantelli, « L'antifascismo a Torino », in Nicola Tranfaglia, *Storia di Torino*, VIII, *Dalla Grande Guerra alla Liberazione (1915-1945)*, Turin, Einaudi, 1998, p. 263-311, en part. p. 286-287.

*fascisme*, où il cite Gobetti en modèle mais note que peu de jeunes en entendirent prononcer le nom, pas plus d'ailleurs que ceux de Gramsci ou d'Amendola<sup>1</sup>. Restent des germes, qui ont pu se développer quand le fascisme entre en crise, avec la Résistance et à la Libération, en concurrence avec d'autres formules, antérieures ou développées en exil.

### *L'exil antifasciste*

Les antifascistes en exil<sup>2</sup> entretiennent la mémoire de Gobetti, mais au prix d'un aplatissement de celle-ci<sup>3</sup>. Il est célébré comme victime, dès ses funérailles, avec la publication de l'ordre de lui rendre la vie « difficile », écrit de la main même de Mussolini, paru dans *Le Quotidien* grâce à Nitti qui en a acheté l'original à un fasciste dissident<sup>4</sup>. Il s'agit de vilipender le persécuteur. L'hostilité passée de Gobetti envers les réformistes n'arrange rien, même si elle s'est nuancée voire retournée. Certes, lorsqu'en 1928 Turati demande à Jean Luchaire, qui a été lié au disparu<sup>5</sup>, de le commémorer, il parle d'une « des plus nobles victimes

1. Ruggero Zangrandi, *Il lungo viaggio attraverso il fascismo, contributo alla storia di una generazione* [1962, trad., Paris, Laffont, 1963] ; rééd., Milan, Mursia, 1998, p. 54 : voir aussi p. 355 et p. 368. Primo Levi, turinois, disait n'avoir entendu parler de Gobetti et des autres antifascistes qu'en 1943 (Myriam Anissimov, *Primo Levi ou la tragédie d'un optimiste*, Paris, Lattès, 1996, p. 129). À l'inverse, voir par exemple cette évocation de la Scuola normale superiore pisane après 1936 : « Un ami parlait à un ami, on se réunissait le soir dans la chambre d'un camarade, on entendait parler pour la première fois de Gobetti et des frères Rosselli. » (Mario Spinella, « Il liberal socialismo alla Scuola normale di Pisa », *Risorgimento*, 25 juil. 1945 ; rééd. in Aldo Capitini, *Antifascismo tra i giovanni*, *op. cit.*, p. 171).

2. Sur eux, voir Aldo Garosci, *Storia dei fuorusciti*, Bari, Laterza, 1953 ; Pierre Milza (dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, Rome, EfR, 1986 ; Simonetta Tombaccini, *Storia dei fuorusciti italiani in Francia*, *op. cit.*

3. Par ailleurs, *Il Corriere degli italiani*, lancé début 1926, qui fait une large place au décès et aux obsèques, disparaît du fait de provocations fascistes. Voir Bartolo Gariglio, *L'autunno..., op. cit.*, p. 29 ; Bruno Tobia, « *Il Corriere degli italiani* : la parabole d'un quotidien antifasciste en France », in Pierre Milza (dir.), *Les Italiens en France de 1914 à 1940*, *op. cit.*, p. 285-321.

4. Francesco Saverio Nitti, *Scritti politici*, XIV, Bari, Laterza, 1967, p. 273 ; *Le Quotidien*, 19 fév. 1926, reproduit par exemple dans *La Trace*, déc. 2003, p. 172 ou *Vicenza (abc)*, 4 oct. 2003. Voir aussi *Le Petit Niçois*, 21 fév. 1926, *Il Corriere degli italiani*, 20, 21 et 22 fév. 1926, ou Prezzolini sur le tome 1 des œuvres de Gobetti, in *l'Europe nouvelle*, 27 nov. 1926.

5. Alberto Cabella, « Piero Gobetti et le riviste italo-francesi “Vita latina – les jeunes auteurs” et “Vita” de Jean Luchaire », in *Gobetti e la Francia*, *op. cit.*, p. 101 sq.

de la persécution fasciste contre l'intelligence qui veut rester libre<sup>1</sup> », et *La Libertà*, journal du cartel des organisations non-communistes<sup>2</sup>, publie une partie du discours, puis une lettre de remerciement de Luchaire<sup>3</sup>. Mais Turati écrit aussi à Salvemini, à propos de cette commémoration, qu'elle « n'enlève pas que pour [lui], la pensée de Gobetti demeure une énigme ». Qu'il ait l'élégance d'ajouter « que cela est dû à [sa] progressive asinité *[sic]* personnelle » n'y change pas grand chose<sup>4</sup>. Au PSI, seul Giuseppe Saragat semble aller au-delà, du fait d'affinités turinoises, de liens personnels (pressenti comme témoin pour un duel après l'affaire Delcroix, il a siégé au jury d'honneur qui en tint lieu) et de son goût pour la théorisation : il note chez le disparu un mélange de morale calviniste, de liberté individuelle et de lutte des classes, où il voit la législation de l'Italie future. Il affirme aussi que la réunification de 1930 entre les réformistes et la majorité des maximalistes s'inscrit dans la lignée de la réflexion de Gobetti sur les lacunes du Risorgimento, mais il semble peu suivi<sup>5</sup>. Le groupe libéral-socialiste *Giustizia e Libertà*, autour de Carlo Rosselli, fait de Gobetti une référence et un drapeau, mais Rosselli l'évoque surtout comme martyr<sup>6</sup> et

1. Daniela Rava (éd.), *Filippo Turati e i corrispondenti stranieri. Lettere 1883-1932*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita, 1995, p. 316-322.

2. Voir Santi Fedele, *Storia della Concentrazione antifascista 1927-1934*, Milan, Feltrinelli, 1976.

3. *La Libertà*, 26 fév. et 8 mars 1928.

4. Santi Fedele (éd.), *Filippo Turati e i corrispondenti italiani nell'esilio (1927-1932)*, Manduria-Bari-Rome, Lacaita, 1998, p. 157.

5. *La Libertà*, 12 fév. 1928 ; *L'Avanti – Avvenire del lavoratore*, 13 déc. 1931. Commémorant dans *l'Avanti* ! l'anniversaire du décès, Nenni insiste sur l'intransigeance, le volonté de rénovation, mais dit que Gobetti était un « moraliste, un éducateur », étranger à la politique « qui ne peut être autre chose qu'une combinaison de forces voisines en vue d'objectifs immédiats » ; son titre, « le marxisme de Gobetti », suggère un souci de récupération (cité in Maurizio Degl'Innocenti, *L'epoca giovane...*, *op. cit.*, p. 211-212).

6. Par exemple, *La Libertà*, 28 nov. 1930, *Almanacco socialista 1934*, Paris, 1933 ; *Giustizia e Libertà*, 22 janv. 1937. Voir aussi Silvio Trentin, *Dix ans...*, *op. cit.*, rééd. 1988, p. 252, et sur un mode négatif, « Per un movimento internazionale libertario », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, 8, août 1933 ; ou après l'assassinat de Carlo et Nello Rosselli, *Giustizia e Libertà*, à propos de fleurs portées sur sa tombe à l'occasion d'une cérémonie au Père Lachaise en leur mémoire, ou à propos de Delcroix (16 juin 1939, 25 mars 1938).

l'utilise pour polémiquer : avec les socialistes héritiers des prudences de l'Aventin<sup>1</sup> ; avec les communistes sur Marx économiste, pour opposer la vision du fascisme comme « autobiographie de la nation » aux mots d'ordre du Komintern ou pour mettre en avant la nouvelle génération, Gobetti, Gramsci et lui-même<sup>2</sup>. C'est manipuler un symbole et non expliciter une pensée : le socialisme libéral tend à recouvrir et remplacer le libéralisme révolutionnaire. Quant au PCI, s'il range bien Gobetti parmi les martyrs<sup>3</sup>, il veut surtout l'utiliser contre *Giustizia e Libertà*<sup>4</sup>, l'opposant à Rosselli comme celui-ci lui oppose Gramsci, et le fait apparaître dans des polémiques internes utilisant la figure de ce dernier, tout à la fois mythifié et marginalisé par son emprisonnement et par l'involution stalinienne. Par ailleurs, le jugement varie selon que la

1. Voir par exemple *Giustizia e Libertà*, 8 juin 1934. Gobetti sert aussi de modèle pour dialoguer avec le PCI par-dessus le PSI (voir Leonardo Rapone, « L'antifascismo tra Italia e Europa », in Alberto De Bernardi et Paolo Ferrari [dir.], *Antifascismo e identità europea*, Rome, Carocci, 2004, p. 12).

2. *Quaderni di Giustizia e Libertà*, janv. 1932 ; *Giustizia e Libertà*, 8 juin 1934, 7 mai 1937. Voir Carlo Levi, « Piero Gobetti e la *Rivoluzione liberale* », *Quaderni di Giustizia e Libertà*, 7, juin 1933, rééd. in Carlo Levi, *Il dovere..., op. cit.*, et références in Ersilia Alessandrone Perona, « Alle radici della fortuna di Piero Gobetti », in Alberto Cabella e Oscar Mazzoleni (dir.), *Gobetti tra Riforma e rivoluzione*, *op. cit.* Voir aussi le reproche fait à Ignazio Silone de ne pas citer Gobetti dans *Der Faschismus* (*Giustizia e Libertà*, 8 juin 1934).

3. Togliatti sonne la charge contre Mussolini en 1938 : « De même il donna l'ordre d'assassiner Amendola et Gobetti, de même il fit supprimer en prison Gastone Sozzi, de même il ordonna avec cynisme la suppression de cent et cent parmi les meilleurs fils du peuple italien. » (Palmiro Togliatti, *Lo Stato operaio*, 1937, p. 5-6 ; rééd. in *Opere*, IV\*, 1935-1944, Rome, Editori riuniti, 1979, p. 201). On trouve la même insertion dans un martyrologue ostensiblement pluraliste, toujours chez Togliatti, fin 1943 : *Opere*, IV\*\*, 1935-1944, *op. cit.*, p. 362. La nature de l'émigration italienne fait cependant que la plupart des listes de martyrs de l'antifascisme ne citent pas Gobetti, faute de libéraux à saluer ou dont on veuille retenir l'attention.

4. Voir *Lo Stato operaio*, juin 1931, cité dans Paolo Alatri, *L'antifascismo italiano*, t. 2, Rome, Editori riuniti, 3<sup>e</sup> éd., 1973, p. 731 et p. 740, ou Giorgio Amendola affirmant la cohérence entre adhésion au PCI et héritage gobettien (*Lo Stato operaio*, nov. 1931, déc. 1932) ; Paolo Spriano, *Storia del partito comunista italiano*, II, *Gli anni della clandestinità*, Turin, Einaudi, 1969, p. 320 et p. 349-350. Pour un exemple d'argument populiste, pauvreté de Gobetti et richesse de Rosselli, Palmiro Togliatti, *Lo Stato operaio*, sept. 1931, rééd. in *Opere*, III<sup>1</sup>, 1929-1935, Rome, Editori riuniti, 1973, p. 414 ; ces polémiques sont aussi liées à des conflits internes au PCI, entre ouvrière et ouverture aux intellectuels (voir Giorgio Amendola, « Il balzo nel mezzogiorno » [1972], rééd. in *Gli anni della repubblica*, Rome, Editori riuniti, 1976, p. 279).

ligne du moment est favorable ou non aux alliances<sup>1</sup>, et la récupération a commencé dès les funérailles, le PCF expliquant sous le titre « Piero Gobetti l'écrivain révolutionnaire italien est mort » que celui-ci « ne dissimulait pas son adhésion aux principes du communisme international »<sup>2</sup>. De plus, l'idée d'« autobiographie de la nation » perd de sa valeur après l'arrivée de Hitler au pouvoir à Berlin, alors qu'elle peut expliquer les formes spécifiques du phénomène selon les lieux et qu'on la retrouve après-guerre.

Au total, si en Italie et hors d'Italie, de son vivant puis dans les tout premiers temps suivant sa disparition, soit de 1918 à 1929, on relève 943 textes parlant de Gobetti, ils ne sont plus que 120 de 1930 à 1944<sup>3</sup> : une éclipse a lieu, qui ne tient pas à la seule chape de plomb fasciste.

### *Les miroirs de la postérité*

Après la chute de la dictature, si on évoque Gobetti, c'est souvent pour le récupérer sous tel ou tel drapeau, et en l'amputant de ses complexités. Ceci avant qu'il se retrouve au cœur de polémiques politiques sous la « seconde République »<sup>4</sup>.

### LECTURES ET CAPTATIONS DANS L'ITALIE DE LA « PREMIÈRE RÉPUBLIQUE »

Entre la Libération et la recomposition du système politique à partir de 1992, l'Italie est moins favorable qu'on ne l'a dit à l'idée d'antifascisme, et on ne saurait attendre que la pensée de Gobetti s'y impose. Malgré un tournant dans les années 1960, et un intérêt scientifique réel, il y court le risque de devenir un « objet froid ».

1. Voir Ersilia Alessandrone Perona, « Alle radici... », art. cité, p. 128-129.

2. *L'Humanité*, 18 fév. 1926.

3. Giancarlo Bergami, *Guida bibliografica degli scritti sui Piero Gobetti 1918-1975*, Turin, Einaudi, 1981, cité dans Giovanni Spadolini, *Gobetti, un'idea...*, op. cit., p. 91.

4. Pour la période, voir Frédéric Attal, *Histoire de l'Italie de 1943 à nos jours*, Paris, Armand Colin, 2004 ; Marc Lazar (dir.), *L'Italie contemporaine de 1945 à nos jours*, Paris, Fayard, 2009.

### Après la Libération

À la Libération, le réveil est lent. De 1945 à 1959, on compte 425 nouvelles références le concernant<sup>1</sup>. Son « retour » est réel, mais limité, et très lié à des commémorations convenues et aux interventions auto-biographiques<sup>2</sup> d'amis jouant ou allant jouer un rôle de premier plan parfois dans la politique ou la culture<sup>3</sup>. Il rapportent par ailleurs des jugements de Gobetti, parfois plus anecdotiques que fondamentaux<sup>4</sup>. Martyrologie et simplifications n'ont pas lieu de cesser, et on approfondit peu<sup>5</sup> : ainsi, selon le journaliste Indro Montanelli, Prezzolini lui

1. Giancarlo Bergami, *Guida bibliografica...*, *op. cit.* Emblématique de la méconnaissance de Gobetti dans les années 1950 est l'impossibilité de Dario Fo, qui l'avait cité dans une chanson, d'empêcher l'interprète, qui n'en avait jamais entendu parler, de mimer un bossu (le nom de Gobetti signifie « petits bossus »), d'où la suppression du texte dans le spectacle qu'ils préparaient (Chiara Valentini, *La Storia di Dario Fo*, Milan, Feltrinelli, 1997, p. 45).

2. Carlo Levi le notait dès 1933 (art. cité) et en 1964, il disait : « Gobetti demeure encore aujourd'hui non seulement l'image d'un passé, un souvenir très cher, mais quelque chose de vivant, qui a peut-être maintenu, en chacun, cette permanence de la jeunesse, cette capacité de renouvellement et de création qui [...] est peut-être en nous tous ». (Carlo Levi, *Un dolente...*, *op. cit.*, p. 15)

3. Le fils de Piero Gobetti, présentant les témoignages d'amis d'un père qu'il n'a pas connu, a écrit : « C'est une galerie où ils se trouvent les uns à côté des autres, gagnants et perdants : qui a été président de la République ou du Conseil, secrétaire général de l'OTAN, ou président de la Constituante, et qui au contraire est resté journaliste, typographe, écrivain, [...] enseignant. Qui a été le perdant ? Le gagnant ? » (Paolo Gobetti, « Alla ricerca di un padre », in Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 196).

4. Ainsi, le « catho-communiste » Felice Balbo écrit à l'éditeur Einaudi dont il est conseiller « à Milan, comme l'observait Gobetti, n'importe quelle aventure est possible, de celle de Marinetti à celle du *Popolo d'Italia* » (cité dans Gabriele Turi, *op. cit.*, p. 338).

5. Par exemple le poète Sandro Sinigaglia, ancien résistant, envisagea une *laurea* sur Gobetti, abandonné pour Italo Svevo (*Il Corriere della Sera*, 18 fév. 1998). L'approfondissement est d'ailleurs difficile ; Cesare Cases dit avoir adhéré en 1943 à Zurich à un cercle Gobetti, nom choisi par le mazzinien de gauche Fernando Schiavetti pour rallier des antifascistes de toutes nuances, d'autant qu'on ne trouvait, de Gobetti, que son portrait de Matteotti (*ibid.*, 28 fév. 2001). Le parti d'Action voulut réimprimer clandestinement le volume *La Rivoluzione liberale* durant la guerre, mais le matériel pour ce faire fut détruit dans un bombardement (voir Ersilia Alessandrone Perona, « nota... », art. cité, p. XLVII).

dit que feu son ami ne serait pas heureux de la chute du fascisme, car « maintenant il devrait constater que le fascisme n'était pas, comme lui le croyait, la cause de tous les vices italiens, mais leur conséquence et leur résultante<sup>1</sup> » ; or ce dernier point résume la pensée même de Gobetti, effacée au profit d'une image d'opposant radicale, d'autant plus sans doute que cette lecture erronée est le fait d'un intellectuel qui s'est pour le moins accommodé du régime.

Le Parti d'action<sup>2</sup>, né dans la clandestinité et jouant un grand rôle dans la Résistance, rassemble les héritiers de Gobetti, d'Amendola et de Rosselli, à commencer par Ada, mais il renvoie moins au libéralisme révolutionnaire qu'au socialisme libéral et, surtout, il éclate vite entre républicains et socialistes, même si la « diaspora actionniste » reste importante dans le champ intellectuel<sup>3</sup>. On assiste à des captations d'héritage dans la continuité de l'entre-deux-guerres : Togliatti et le PCI réussissent à donner l'impression qu'ils sont seuls à s'intéresser à Gobetti<sup>4</sup>. Ils le mettent en avant contre Croce et les libéraux traditionnels, quitte à le décrire avec condescendance comme ayant, grâce à leurs critiques, « fini par reconnaître et affirmer lui-même » la fonction politique des ouvriers dans les conseils d'usines, d'où cette conclusion triomphale : il a « été lui aussi, qu'il le veuille ou non, à notre école »<sup>5</sup>. De même, Umberto Calosso, préfaçant un recueil de textes de Gobetti, fait de l'occupation des usines « le point central, le noyau dur » de sa formation : il serait devenu sérieux au contact du

1. Par exemple *ibid.*, 10 sept. 1996. Montanelli se corrige ensuite (*ibid.*, 14 oct. 2000).

2. Voir Giovanni De Luna, *Storia del partito d'Azione 1942-1947*, Milan, Feltrinelli, 1982.

3. Voir Antonio Cardini, « L'eredità gobettiana nel Mondo », in *Annali della Scuola normale superiore di Pisa*, 1984, p. 307-332.

4. Giovanni Spadolini, *Gobetti, un'idea...*, *op. cit.*, p. 101. Voir Michel Cassac, *Piero Gobetti (1901-1926)*..., *op. cit.*, p. 524.

5. Palmiro Togliatti, *L'Unità* (Naples), 30 avril 1944, rééd. in *Scritti su Gramsci*, *op. cit.*, p. 92. Un an plus tard, contre Carlo Rosselli et profitant de ce que les écrits de Gobetti sont introuvables, Togliatti dit que ce dernier « était arrivé [...] à reconnaître la fonction dirigeante qui revenait désormais au prolétariat, et que le prolétariat, comme classe dirigeante, serait supérieur à la bourgeoisie » (*Rinascita*, mars 1945). Voir aussi Paolo Spriano, *L'Unità*, 16 fév. 1951. Cette récupération a été bien repérée dans les années 1980 par Dino Cofrancesco, « Filosofia e politica del partito d'Azione nel giudizio storiografico », in *Il Partito d'Azione...*, *op. cit.*, p. 92-93.

prolétariat<sup>1</sup>. Dans les années 1960, si le trait est moins caricatural, le journaliste et historien Paolo Spriano se focalise sur l'influence de Gramsci et les liens avec le PCI<sup>2</sup>. Un discours similaire est tenu en 1976 encore dans un dictionnaire du mouvement ouvrier italien, où l'agression de septembre 1924 serait due à l'ire de Mussolini devant un « projet de front unique d'opposition en liaison avec les communistes »<sup>3</sup>.

Les autres secteurs de l'opinion ne sont pas en reste. Le socialiste Lelio Basso tend à réduire Gobetti à son antiréformisme et à l'appui au « front unique ouvrier »<sup>4</sup>. À l'inverse, pour le centenaire de la naissance de Turati en 1957, Saragat fait de Gobetti un défenseur des réformistes, pourfendeur du maximalisme, « impuissance de la

1. Umberto Calosso, « Préface à Piero Gobetti », art. cité, p. 211. Voir Ersilia Alessandrone Perona, « Alle radici... », art. cité, p. 155. On retrouve en partie cette orientation par exemple dans Giampiero Carocci, « Piero Gobetti nella storia del pensiero politico italiano », art. cité.

2. Paolo Spriano, *Rinascita*, 12 fév. 1966 ; *Storia del partito comunista italiano I Da Bordiga a Gramsci*, Turin, Einaudi, 1967, p. 136. En 1959, il écrivait « ce n'est pas par hasard que les communistes se souviennent de lui aujourd'hui, tandis que ces libéraux l'ont oublié, par haine féroce de classe ils ne font que répéter les erreurs de trente ans en arrière et deviennent les courtisans du clérical-fascisme comme ils le furent de Mussolini » (*L'Unità*, 16 fév. 1959, cité in Michel Cassac, *Piero Gobetti (1901-1926)*..., *op. cit.*, p. 369).

3. Giancarlo Bergami, « Gobetti Piero », in Franco Andreucci et Tommaso Detti, *Il movimento operaio italiano Dizionario biografico 1853-1943 II Cec-J*, Rome, Editori Riuniti, 1976, p. 517-518. On retrouve longtemps cette récupération ; le syndicaliste Vittorio Foa, qui n'a jamais adhéré au PCI, déclare que « chez Gobetti était très forte la conviction, qui [...] est un peu laissée dans l'ombre par ses historiens, que l'unique vrai socialisme serait le communisme soviétique » (*La Stampa*, 4 fév. 2003), ce qui jure avec l'intérêt porté à Gramsci comme à Matteotti pour ce qui les différencie des autres socialistes et communistes.

4. Marco Gervasoni, *L'intellettuale...*, *op. cit.*, p. 451 ; Lelio Basso, « Introduzione », art. cité, p. LV, LXXIII. Cette position est répercutée par Corrado Vivanti (*Annales ESC*, 1962, p. 809) : Gobetti « ayant pénétré la nature de classe du fascisme [...] affirmait nettement la nécessité de se joindre au mouvement ouvrier ». Basso force aussi le trait quand, représentant le PSI au congrès du parti d'Action en avril 1947, il dit que pour Gobetti « surtout dans l'ultime phase de sa vie [...] aucune révolution démocratique en Italie ne serait possible sans la contribution précieuse et essentielle de la classe ouvrière italienne qui devrait devenir l'acteur principal de l'histoire future [...] » (Giancarlo Tartaglia (éd.), *I congressi del partito d'azione 1944/1946/1947*, Rome, Archivio trimestrale, 1984, p. 438).

révolution »<sup>1</sup>. Avec plus de raison, Salvemini en 1956 le dressait contre les *fiancheggiatori*, les soutiens extérieurs du fascisme, toujours au pouvoir<sup>2</sup>. Le PLI, parti libéral conservateur, est réticent mais manque de martyrs et tente sa propre opération de récupération à partir de 1956, en plein virage à droite et quitte à essuyer les foudres d'autres héritiers, comme Monti, désormais dans l'orbite du PCI et mécontent de voir autour de tombes des personnages étrangers, selon lui, aux morts qu'ils disent commémorer<sup>3</sup>. Bref, chacun projette sur Gobetti ce qu'il est ou ce qu'il souhaite. On a le même phénomène en France, atténué par la distance et la méconnaissance, avec *Les Temps modernes* ; un numéro de 1947 est consacré à l'Italie : Gobetti y est le garant de l'originalité du PCI, supposé différent des modèles français ou russe, vacciné contre l'autoritarisme par l'expérience du fascisme, fidèle au « côté romantique et libertaire du marxisme » et insistant sur « les marges de liberté et de discussion et sur le contrôle populaire qui distinguent le marxisme de la rouerie hégélienne », l'espoir étant que « même si, au centre, la politique communiste est d'autorité absolue, peut-être, à la périphérie, se prendra-t-elle à son propre jeu libéral et deviendra-t-elle ce qu'elle paraît être »<sup>4</sup>.

En Italie, un autre filon apparaît, relevant moins de l'instrumentalisation politique, appuyé sur la mémoire des amis du disparu<sup>5</sup> et porté en particulier par Giovanni Spadolini qui consacre à Gobetti son premier article littéraire début 1948<sup>6</sup>. Pourtant cela reste limité ;

1. Giuseppe Saragat, « Per il centenario della nascita di Filippo Turati (27 ottobre 1957) », in *Quaranta anni di lotta per la democrazia. Scritti e discorsi 1925-1965*, Milan, Mursia, 1966, p. 630.

2. Marco Gervasoni, *L'intellettuale..., op. cit.*, p. 438-439.

3. Angelo Monti, « Con Piero... », art. cité, p. 203. Malaparte va en ce sens (Curzio Malaparte, *Battibecco. op. cit.*, p. 471). Ceci dit, en 1956 les jeunes du PLI publient un opuscule sur Gobetti, avec de grands noms du parti, d'Einaudi à Giovanni Malagodi (*Ricordo di Piero Gobetti nel XXX anniversario della morte 1926-1956*, Rome, Quaderni della gioventù liberale, 1956).

4. Voir « Présentation », *Les Temps modernes*, août-sept. 1947, p. 193-198, Giacomo Cantoni, « Antonio Gramsci », art. cité, p. 237-251, en part. p. 246-247, et Sergio Solmi, « Piero Gobetti », art. cité, p. 262-275. Sur la revue de Sartre et l'Italie, voir Olivier Forlin, *Les Intellectuels français et l'Italie 1945-1955. Médiation culturelle, engagements et représentations*, Paris, L'Harmattan, 2006.

5. Cette mémoire peut être polémique ; voir Curzio Malaparte, *Battibecco..., op. cit.*, p. 463-465.

6. *Il Messaggero*, 4 janv. 1948.

on peut y ajouter des discussions autour de la vision de l'unité italienne, mais elles ne sont pas toujours plus sereines que celles proprement politiques, et l'historien Adolfo Omodeo parle de l'admirateur de Cavour comme d'un « procureur de la révolution contre le Risorgimento », « inspiré par son rêve révolutionnaire »<sup>1</sup>.

### *Des années 1960 au début des années 1990*

Un tournant se dessine vers 1960. On peut alors espérer que les instrumentalisations laissent place aux recherches, avec l'inauguration en février 1961 du centre d'études turinois, la publication chez Einaudi des œuvres complètes et, en 1964, du volume de *La Rivoluzione liberale* en format de poche, avant le quarantième anniversaire de la mort de Gobetti, souvent couplée au centenaire de la naissance de Croce, avec baptêmes de rues et d'écoles, articles de presse, expositions, etc.<sup>2</sup> Dans le cadre d'une redécouverte historico-politique de l'antifascisme et de la prolongation des programmes scolaires jusqu'à la Libération, les références bibliographiques font plus que tripler : 1 393 entre 1960 et 1975<sup>3</sup>. Pourtant, Gobetti touche peu le grand public et même chez ceux qui se réclament de lui, il est plus martyr que penseur<sup>4</sup>. On retrouve des interprétations ouvriéristes, désormais « gauchistes » mais proches de celles des communistes à la Libération, véhiculant l'image d'un « intellectuel à l'école de la classe ouvrière<sup>5</sup> ». Inversement, même si Gobetti reste invoqué comme caution pour attirer ses

1. Adolfo Omodeo, *Difesa del Risorgimento*, Turin, Einaudi, 1955, p. 440.

2. Pietro Polito, « Memoria di Piero Gobetti », in Cesare Pianciola, *Piero Gobetti..., op. cit.*, p. 186.

3. Voir Giovanni Spadolini, *Gobetti, un'idea...*, *op. cit.*, p. 91.

4. Ainsi, en 1960, Mario Vinciguerra l'associe à Gramsci, Matteotti, Amendola comme symbole de l'antifascisme et, contre un journal voulant rendre « impossible la vie au fascisme », cite le télégramme de Mussolini déjà évoqué (cité dans *Il Corriere della Sera*, 23 juin 2005).

5. Voir par exemple Angelo d'Orsi, *Quotidiano dei lavoratori*, 22-23 fév. 1976. Ceci dit, faire commencer un film sur 1968 avec, sur un bureau, la *Lettera a una professorella* de don Milani, *La Rivoluzione liberale* et les *Lettres de prison* de Gramsci est un anachronisme (*Il Corriere della Sera*, 28 sept. 2007). Pour d'autres exemples de lecture de Gobetti via Gramsci ou d'affirmation d'un ralliement au communisme, voir Paolo Bonetti, *Gramsci e la società liberal democratica*, Rome-Bari, Laterza, 1980, ou Giorgio Bocca, *Palmo Togliatti*, Rome-Bari, Laterza, 1973, p. 21-22, p. 27 et p. 39.

héritiers dans l'orbite du PCI<sup>1</sup>, celui-ci entend se distinguer de l'extrême-gauche pour laquelle le jeune Turinois peut devenir un marqueur identitaire<sup>2</sup>. Ainsi, Paolo Spriano le perçoit maintenant comme hostile à la démocratie et la confondant avec les pratiques de Giolitti<sup>3</sup> comme d'autres la confondent avec celles de la démocratie-chrétienne au pouvoir depuis 1945. Malgré les travaux scientifiques<sup>4</sup>, et à partir de 1968 des articles entre histoire et mémoire dans la revue *Nuova antologia* de Spadolini<sup>5</sup>, les interprétations sont dominées par la projection du présent, entre annexions et refus, d'où l'attitude inverse de Montale qui se refuse à « l'imaginer vivant<sup>6</sup> aujourd'hui », juge « presque honteux de [se] demander ce que serait aujourd'hui un hypothétique Gobetti député » et estime que sa « véritable leçon » est « de n'avoir laissé aucun héritage, car personne aujourd'hui ne peut se dire l'authentique continuateur de sa pensée »<sup>7</sup>.

1. Voir par exemple Giorgio Amendola, *Rinascita*, 7 nov. 1964, dans le cadre d'un dialogue avec Bobbio vu comme représentant « la continuation de la bataille libérale commencée par Piero Gobetti » et qui répond en défendant la social-démocratie (voir Norberto Bobbio, *Autobiografia*, Rome-Bari, 1997, p. 123-124).

2. Selon un panorama ironique de l'esprit de 1968, « À l'heure du Têt on discute de Sartre, de Gramsci et Gobetti, de Rosa [Luxembourg] et Ho Chi Minh » (cité in Nello Ajello, *Il lungo addio. Intellettuali e PCI dal 1958 al 1991*, Rome-Bari, Laterza, 1997, p. 71). La diffusion reste confidentielle : le réalisateur Gianni Amelio évoque l'association culturelle Piero Gobetti, à Catanzaro au début des années 1960, note que « nous adhérions de façon totale, existentielle, au marxisme. Avec pourtant quelques doutes sur les droits de l'Homme piétinés par les régimes communistes », mais ajoute qu'ils étaient une douzaine à sa fondation (*Il Corriere della Sera*, 15 oct. 2005).

3. Paolo Spriano, *Intervista sulla storia del PCI*, Rome-Bari, Laterza, 1978, p. 46.

4. Angelo Monti évoque l'arrivée vers 1960 de jeunes chercheurs anglo-saxons (« I figli... », art. cité, p. 226).

5. Et, du fait de Spadolini, dans *Il Corriere della Sera*, avec en particulier, le 15 fév. 1976, une double page et des textes de Prezzolini, Sapegno, Montale, Riccardo Bauer, Umberto Terracini. Côté recherches, voir par exemple Renzo De Felice, « Piero Gobetti... » (art. cité), paru dans *Il Cannocchiale* en 1965, même s'il envisage le martyr et non le penseur.

6. Le PCI aurait pu l'utiliser au nom du sérieux incarné par Enrico Berlinguer ou de la « question morale » (voir Marco Gervasoni, *L'intellettuale...*, *op. cit.*, p. 456-457).

7. *Nuova antologia*, 1978, p. 79-85, cité dans Giovanni Spadolini, *Gobetti, un'idea...*, *op. cit.*, p. 363.

Assez vite cependant, un Gobetti à usages trop multiples semble ne plus convenir à personne, et devient un objet froid. Dans les années 1980, il n'est plus une référence politique, malgré deux volumes édités en 1981 et 1986, rassemblant des textes que lui a consacrés Spadolini<sup>1</sup>, premier chef de gouvernement italien depuis 1945 à ne pas être démocrate-chrétien. Malgré aussi sa mise en avant, avec Hannah Arendt, par Paolo Flores d'Arcais et sa revue *MicroMega* créée en 1986 et sous-titrée « les raisons de la gauche », au nom de l'intransigeance et de l'hérésie, et vite en rupture avec le PSI de Bettino Craxi sur la « question morale ». Mais ledit PSI, pourtant à la recherche de références pour une pratique supposée réformiste et libérale-socialiste, oublie Gobetti, alors qu'il fait grand usage de Matteotti ou de Rosselli<sup>2</sup>. Le PCI, lui, aurait pu l'utiliser pour agiter la « question morale » contre la démocratie chrétienne et renforcer encore l'image de sérieux de son leader Enrico Berlinguer, mais si en 1984, à la mort de ce dernier, la référence au jeune Turinois apparaît dans *L'Unità*, quotidien du parti, c'est sous la plume de Leo Valiani, incarnation du centre-gauche laïc et ancien exilé, qui mêle de façon fort convenue Gobetti, Matteotti, Amendola, Gramsci et Rosselli<sup>3</sup>. En 1986, malgré une nouvelle édition en semi-poche trois ans plus tôt de *La Rivoluzione liberale*, et la volonté du président Sandro Pertini de faire fleurir la tombe parisienne par l'ambassade<sup>4</sup>, Gobetti semble un peu oublié : le cinquantième anniversaire de sa mort avait été célébré à Florence, au Palazzo Vecchio, le soixantième l'est par

1. Giovanni Spadolini, *Il mio debito con Gobetti, 1948-1981*, Florence, Le Monnier, 1981 ; *Gobetti : un'eredità*, Bagno a Ripoli, Passigli, 1986. Voir aussi Saverio Festa, *Gobetti*, Assise, Cittadella, 1980.

2. Voir Fabrice D'Almeida, *Histoire et politique, en France et en Italie : l'exemple de socialistes 1945-1983*, Rome, École française de Rome, 1998 ; « Il socialismo italiano e il riferimento a Carlo e Nello Rosselli », in Antonio Bechelloni (dir.), *Carlo e Nello Rosselli e l'antifascismo europeo*, Milan, Angeli, 2001, p. 355.

3. *L'Unità*, juin 1984, cité dans Nello Ajello, *Il lungo addio..., op. cit.*, p. 296.

4. Voir *Il Corriere della Sera*, 3 oct. 1999. Avant 1980, Orioli, resté en France, s'occupe de la tombe, y dépose une rose et une bougie le jour des morts. Octogénaire, il s'adresse au responsable du PLI qui a présidé le cinquantenaire de la mort de Gobetti, Antonio Patuelli ; celui-ci contacte Spadolini, président du Conseil, qui demande à l'ambassade d'entretenir la tombe (*La Nazione*, 15 fév. 2006, *La Repubblica*, 13 fév. 1996 ; voir aussi Aurelio Orioli, in *Senza pretese. Supplemento di La Voce di Romagna*, 26 juil. 1975).

le seul parti libéral, et superficiellement<sup>1</sup> ; de façon emblématique, le grand colloque qui lui est consacré dans la décennie a lieu à Paris, et non pas en Italie<sup>2</sup>.

## UNE PRÉSENCE DANS L'ACTUALITÉ

Les choses changent avec le bouleversement du paysage politique en 1992, la disparition de la plupart des partis antérieurs emportés par la tempête judiciaire née de l'opération « *Mani pulite* » (« mains propres »), la mutation et le changement de nom du PCI et du Parti néofasciste, le passage d'un « bipartisme imparfait », où la démocratie chrétienne centriste était toujours au pouvoir, à la compétition entre deux coalitions, de droite et de centre-gauche, prêtes toutes deux à se dire libérales<sup>3</sup> : pour 67 % des Italiens sondés en 1995 ce mot est positif<sup>4</sup>. Si la proximité des faits impose à l'histoire de céder le pas à la chronique, on constate la présence de Gobetti dans la production scientifique et le débat public, présence qui ne se limite pas aux anniversaires décennaux de sa mort et au centenaire de sa naissance, mais que ceux-ci stimulent.

### *À soixante-dix ans du décès*

Gobetti a la vertu de ne renvoyer à aucun des partis disparus. Il peut incarner la lutte contre la corruption et l'esquisse d'une nouvelle Italie souhaitée par exemple par Spadolini, devenu président du Sénat, au nom de l'Italie de minorité, l'Italie de la raison, à laquelle il s'est consacré<sup>5</sup> ; il en parle jusqu'à Paris en présence, entre autres, de Robert

1. Voir Marco Gervasoni, *L'intellettuale..., op. cit.*, p. 457.

2. Voir *Piero Gobetti et la France*, *op. cit.* Ce colloque s'est cependant tenu sous l'égide d'institutions italiennes, Centro Gobetti, Institut italien de Culture, Maison de l'Italie, Centre culturel vaudois, etc.

3. Voir Piero Caracciolo (dir.), *Refaire l'Italie, l'expérience de la gauche libérale (1992-2001)*, Paris, Rue d'Ulm, 2009.

4. *La Repubblica*, 11 mars 1995. La question est de définir le libéralisme. C'est le fond des polémiques sur Gobetti, que l'on retrouve au même moment par exemple chez Furio Diaz, *L'Utopia liberale* (Rome-Bari, Laterza, 1995), entre critique du libéralisme conservateur et lien nécessaire avec les Lumières et 1789.

5. Voir par exemple *La Stampa*, 29 oct., 4 et 12 déc. 1993, *Il Corriere della Sera*, 30 oct., 1<sup>er</sup> déc. 1993, 9 août 1995.

Badinter et Gilles Martinet<sup>1</sup>. Gobetti est aussi un marqueur de la mutation du PCI, moyennant l'oubli des instrumentalisations antérieures : dès 1989, une tribune du *Corriere della Sera* souhaitait à ce parti, avec ironie, la « bienvenue dans la gauche libérale, qui connaissait Tocqueville, Gobetti et Dahrendorf quand ces auteurs, dans toutes les cellules, étaient (gibet mis à part) traités comme Salman Rushdie<sup>2</sup> ». Il devient aussi le symbole du libéralisme pour une gauche très pluraliste, à laquelle Leoluca Orlando, maire catholique antimafia de Palerme, indique comme dénominateur commun la solidarité à laquelle mènent le jeune éditeur turinois, ou Marx, ou Jésus<sup>3</sup>. Mais Gobetti sert surtout de machine de guerre à une gauche convertie aux valeurs libérales, contre l'extrême-gauche<sup>4</sup> et surtout contre la droite, dont le libéralisme autoproclamé recouvre mal les manipulations juridiques de *Forza Italia*, le parti-entreprise de Silvio Berlusconi, ou les éructations racistes de la *Lega Nord*.

Ainsi, en 1995, Paolo Flores d'Arcais donne pour un numéro comme sous-titre à *MicroMega* « la révolution libérale et ses ennemis », ce qui suscite divers commentaires<sup>5</sup> ; surtout, il préface une réédition de *La Rivoluzione liberale* et, avant les mises au point historique et philologique d'Ersilia Alessandrone Perona, présente Gobetti comme un « libéral du futur ». Il précise que l'analyse de 1924 reste « politiquement actuelle [...] dans le sens le plus étroit et le plus traditionnel du terme, par l'impressionnante clarté avec laquelle elle peut se prêter à décrire les phénomènes de l'Italie actuelle et à en diagnostiquer la pathologie ». Il dénonce un étrange libéralisme unanimiste et plébiscitaire refusant équilibres et contrepoids, en particulier judiciaires, renvoie au conservatisme légaliste de la « droite historique » et s'attaque à une bourgeoisie alliée à la boutique et à la bureaucratie parasitaire pour exploiter l'État. Sans épargner la gauche, il concentre son tir sur Berlusconi et son « péronisme vidéocratique » ; diverses appréciations de Gobetti sur

1. Giovanni Spadolini, *La Stampa*, 10 janv. 1994.

2. *Il Corriere della Sera*, 21 mars 1989, cité dans Nello Ajello, *Il lungo addio..., op. cit.*, p. 373. Autre exemple d'ironie sur Gobetti remplaçant Gramsci comme livre de chevet des ex-communistes, *Il Corriere della Sera*, 8 juil. 1995.

3. *Ibid.*, 27 fév. 1994.

4. Voir le « Gramsci des libertés qui dialogue avec Gobetti » cité par un responsable du PDS pour disqualifier Rifondazione comunista (*ibid.*, 28 avril 1998).

5. Voir, par exemple, *ibid.*, 3 mars 1995.

Mussolini semblent écrites pour le président du Conseil : homme de « l'amour pour le succès » qui « ne sait que se mirer dans sa propre emphase » et convient à « un peuple enthousiaste et désireux de distractions, qu'il connaît très bien et auquel il prépare de quotidiennes surprises », etc.<sup>1</sup> Par ailleurs, Flores d'Arcais appelle le PDS, Parti des démocrates de gauche, héritier du PCI, à devenir « un grand parti libertaire de masse » et à faire la « révolution libérale »<sup>2</sup>.

Début 1996, à soixante-dix ans du décès, Flores d'Arcais reprend son discours dans *L'Unità*, récuse le conservatisme des gens « arrivés » défendant leurs priviléges et leur oppose de nouveau l'image du « libéral du futur ». S'il reconnaît chez Gobetti un anti-étatisme à faire « pâlir celui des *Chicago boys* », il souligne son refus du « parasitisme » et du conformisme, sa perspective d'une « alliance entre producteurs » et son exigence de légalisme et d'intransigeance morale, à laquelle fait écho le récent bouleversement politique<sup>3</sup>.

Certains suivent, font le lien entre Gobetti et l'actualité, renvoient à des insuffisances chroniques de la bourgeoisie italienne<sup>4</sup>. Dès la réédition de *La Rivoluzione liberale*, des polémiques ont éclaté, redonnant une actualité immédiate à son auteur ; il faut dire que l'invitation politique de Flores d'Arcais a des échos directs : dès qu'il l'a lancée, l'expression « révolution libérale » a été utilisée à Londres par le secrétaire du PDS, Massimo D'Alema, d'où quelques sarcasmes<sup>5</sup>.

1. Paolo Flores d'Arcais, « Gobetti, liberale del futuro », in Piero Gobetti, *La Rivoluzione liberale - Saggio sulla lotta politica in Italia*, Turin, Einaudi, 1995, *passim*. Voir aussi Alberto Cabella, « Il pensiero politico di Piero Gobetti », in Alberto Cabella et Oscar Mazzoleni (dir.), *Gobetti tra Riforma e rivoluzione*, *op. cit.*, p. 19 et *passim*. Le parallèle entre le portrait de Mussolini et Berlusconi a été souvent repris, voir *La Repubblica*, 22 mai 1995, *Il Corriere della Sera*, 4 janv. 2001, *Avvenimenti*, 14 janv. 2005, etc. Voir aussi l'usage de « autobiographie de la nation » à propos de Berlusconi, par exemple *La Stampa*, 9 déc. 1995, *La Repubblica*, 15 nov. 2008.

2. *La Repubblica*, 22 mai 1995.

3. Paolo Flores d'Arcais, « Ci serve ancora il realismo di Piero Gobetti », *L'Unità*, 9 fév. 1996. Voir aussi, par exemple, *La Repubblica*, 18 fév. 1996.

4. Voir *Il Mattino*, 15 fév. 1996.

5. Ainsi, le 2 mai 1995, selon Marco Pannella, responsable du parti radical, ancienne scission de gauche du parti libéral, si D'Alema explique ce qu'il entend par là, il sera possible de discuter, et Pannella et ses amis seront « moins désorientés que j'imagine que l'ont été par cette évocation gobettienne les financiers de la City et les observateurs politiques britanniques » (voir [www.radioradicale.it/exagora/a-dalema-su-rivoluzione-liberale](http://www.radioradicale.it/exagora/a-dalema-su-rivoluzione-liberale)).

Certains pointent un mélange des genres, comme Sergio Romano qui parle de mise à sac généralisée de la culture par les politiques, sans d'ailleurs viser seulement la gauche, ni les références à Gobetti<sup>1</sup>; Bobbio, gobettien peu complaisant envers Berlusconi, souligne l'usage politique et non pas historique d'un auteur dont les idées, les formules et les projets sont discutés comme s'ils dataient du jour même<sup>2</sup>.

Le débat est en effet très politique, dans la perspective des difficultés rencontrées par la coalition de Silvio Berlusconi, puis des législatives anticipées de mars 1996 qui voient la victoire du centre-gauche autour du PDS et amènent à la tête du gouvernement l'ancien démocrate-chrétien Romano Prodi. Cette perspective explique à la fois la projection de Flores d'Arcais sur l'actualité et les vives réactions d'hostilité, qui ne sont pas le fait des « post-fascistes ». Ceux-ci revendiquent même l'héritage gobettien, au nom du patriotisme, du lien avec Oriani (auteur très apprécié par Mussolini), de l'anticonformisme, des « énergies neuves » ou des « divergences féroces qui deviennent le possible de l'impossible ». Selon eux, la gauche a transformé un homme et une pensée en image pieuse à usage intermittent<sup>3</sup>. Tout cela suscite bien entendu maints commentaires<sup>4</sup>. Ce sont d'autres tenants de la droite qui déconseillent la lecture de Gobetti, expliquent qu'elle est sans signification actuelle, développent longuement l'idée qu'il ne faut pas parler de lui<sup>5</sup>, ou le présentent comme un « faux libéral », un « libéral inexistant » tenant d'une « utopie stérile et inactuelle » chez lequel « manque l'individu, il y a seulement une dialectique des classes

1. *La Stampa*, 8 juil. 1995.

2. *Ibid.*, 16 fév. 1996. De même, voir Michel Cassac, « Gobetti entre actualité et éternité », in Alberto Cabella et Oscar Mazzoleni (dir.), *Gobetti tra Riforma e rivoluzione*, *op. cit.*, p. 106-118.

3. *Il Secolo d'Italia*, 16 juin 1995.

4. *La Repubblica*, 17 juin 1995, puis avec ironie 14 fév. 1996 ; *La Stampa*, 11 fév., 20 avril, 16, 17 juin 1995 ; *Il Corriere della Sera*, 16 avril 1997, puis par exemple 21 sept. 1997 : écho des critiques du *Secolo d'Italia* à Flores d'Arcais qui compare le juge Di Pietro, de l'opération « Mains propres », à Gobetti. Ce dernier est décrit plus tard comme patriote, antigolittien, cherchant sans sectarisme le choc des idées, approuvant toute intransigeance, de tout horizon (*Il Secolo d'Italia*, 12 fév. 2003).

5. *Il Corriere della Sera*, 27 juin 1995. Voir la réponse du Centro Piero Gobetti, *ibid.*, 12 juil. 1995. On a vu plus haut les accusations liées aux critiques contre les réformistes.

sociales »<sup>1</sup>. Cette dernière affirmation semble recopiée chez Gramsci et transformée de compliment en reproche, et elle devrait être confrontée à une simple lecture. Par ailleurs, Gobetti commence à être mis en cause pour son lien avec le communisme. La tentative de captation d'héritage par Togliatti, ou la juxtaposition facile avec Gramsci pour définir le Turin du début des années 1920 voire l'essence de la ville<sup>2</sup>, laissent place à une accusation de connivence : ce ne sont plus les mêmes qui parlent, et le jugement est inversé. Les choses ont changé fort vite : en 1993 encore, quand Refondation communiste exhume un texte contre le scrutin majoritaire, on lui reproche de citer un auteur étranger à son univers mental, car libéral<sup>3</sup>, mais désormais, comme le centre-gauche se veut lui aussi libéral, la droite conteste le libéralisme de Gobetti. De là des attaques contre son interprétation de 1917, lancées par Ernesto Galli della Loggia, Dino Cofrancesco, Giuseppe Bedeschi ou Giovanni Belardelli<sup>4</sup> qui semblent supposer que Gobetti en savait autant que nous sur la Russie soviétique et ne s'interrogent ni sur ses informations, ni sur son idée selon laquelle une révolution qui n'est pas libérale, qui n'accroît pas les libertés, est un coup d'état, ce qui pourrait bien définir octobre 1917.

Dans la même période, d'autres s'en prennent à Gobetti sans l'avoir lu du tout. Ainsi en 1998 le *Giornale*, hostile à la magistrature du fait des ennuis judiciaires de Berlusconi, incrimine l'« éloge de la guillotine », imaginant une exaltation d'un « symbole pour réaliser la

1. Giuseppe Bedeschi, « Il socialismo liberale, utopia sterile e inattuale », *Storia contemporanea*, mai-juin 1999 ; « Piero Gobetti, un liberale inesistente », *Nuova storia contemporanea*, janv.-fév. 1998 ; « Gobetti il finto liberale », *Liberal*, oct. 1995 ; *Liberalismo vero e falso*, Florence, Le Lettere, 2008 ; *Il Corriere della Sera*, 6 juin 1995.

2. Voir par exemple Fabio Fernando Rizi, *Benedetto Croce and italian fascism*, *op. cit.*, p. 182 ; Cesare Pianciola, *Piero Gobetti...*, *op. cit.*, p. 64 ; Aldo Garosci « L'era di Carlo Levi », in *Carlo Levi disegni dal carcere 1934 materiali per una storia*, Rome, Archivio centrale dello stato, 1983, p.5-29, en part. p. 5 ; l'expression « Turin de Gramsci et de Gobetti » se trouve sur des sites internet tant de la municipalité que du diocèse de Turin [www.comune.torino.it/cultura/grantour/programma.pdf](http://www.comune.torino.it/cultura/grantour/programma.pdf) [www.diocesi.torino.it/diocesi/storia.htm](http://www.diocesi.torino.it/diocesi/storia.htm)

3. Voir, par exemple, *Il Corriere della Sera*, 31 mars 1993.

4. *La Repubblica*, 11 mars 1995 ; *Il Corriere della sera*, 27 juin et 15 oct. 1995, 10 mai 1996, 4 nov. 1997, 3 fév. et 27 juin 1998 ; *La Cronaca* (éd. de Plaisance), 28 oct. 2006.

justice révolutionnaire [qui] suppose la loi des suspects » et une « forme de justice spectacle intéressée à la mise en examen et non au jugement »<sup>1</sup>. On peut aussi disqualifier les gobettiens en bloc, comme anciens admirateurs de la « longue marche » de Mao, ou expliquer que Gobetti se plaçait au-delà de la gauche et de la droite comme le fascisme, mélan-geait les contraires, la justice et la liberté supposées incompatibles, ce qui ferait de lui l'origine du « consociativisme »<sup>2</sup>, c'est-à-dire de l'association de fait du PCI au travail parlementaire dès les années 1950 malgré les tensions de la guerre froide. Il serait aussi à l'origine de la « partitocratie »<sup>3</sup>. La polémique se complique de disputes subalternes : Bobbio renvoie les détracteurs de Gobetti au Tersite d'Homère, figure de la vulgarité plébéienne, ce qui laisse imaginer des réflexes peu démo-crates<sup>4</sup> ; dans *L'Unità*, les anathèmes contre Gobetti sont comparés au « nettoyage ethnique », d'où des indignations, mélangeant d'ailleurs fond et forme de l'accusation et se contredisant de ligne à ligne<sup>5</sup>. En fait, c'est un dialogue de sourds, parfois tout à fait assumé : à la veille des législatives, Bedeschi dit que la « reproposition de l'actualité de la Révolution de Gobetti a été faite par Paolo Flores d'Arcais, et ensuite a été reprise par Massimo d'Alema. [Il] ne pense pas devoir ajouter grand chose de plus<sup>6</sup> ».

Ces discussions disent une actualité, surprenante si longtemps après la mort de leur objet. La double occasion de l'anniversaire et des élections les a exacerbées, mais on en a trace ensuite, avec le placage

1. *Il Giornale*, 11 sept. 1998. Voir aussi *La Cronaca* (éd. de Plaisance), 28 oct. 2006, *Il Corriere della Sera*, 29 sept. 2007, *La Stampa*, 22 déc. 1992, 23 mars 2001. Le contre-sens, ou une ambiguïté, existe aussi dans des articles favorables à Gobetti (par exemple Adriano Sofri, *La Repubblica*, 27 sept. 2003). Ce discours pourrait plutôt invoquer une réflexion de Prezzolini en mars 1921, même démentie par la continuité de leur amitié : « je pense que si demain je n'étais pas d'accord avec lui, il me couperait la tête, sans scrupule. Par honnêteté » (cité par exemple dans Emilio Gentile, « Gobetti e *La Voce* », art. cité). Et s'il ne repérait pas si bien l'influence de Gentile (voir par exemple *Il Sole 24 Ore*, 4 avril 2004), on se demanderait si G. Bedeschi a lu Gobetti, quand il parle de « centralité de la classe ouvrière, alliée avec les paysans » (*Il Corriere della Sera*, 14 avril 1996) : il cite en fait Gobetti revu par Gramsci ou Togliatti.

2. Dino Cofrancesco, *Il Corriere della Sera*, 16 et 17 mars 1996, 27 juin 1995.

3. *Ibid.*, 27 mars 1996.

4. *La Stampa*, 17 fév. 1996 ; *Il Corriere della Sera*, 27 mars 1996.

5. *L'Unità*, 14 et 18 sept. 1996 ; *Il Corriere della Sera*, 18 et 20 sept. 1996.

6. *Ibid.*, 10 avril 1996.

d'un antijacobinisme très abstrait sur le Parti d'action et sur Gobetti<sup>1</sup>, ou au contraire la défense de l'authenticité du libéralisme de ce dernier, qu'il s'agisse de le tourner contre un « libéralisme » caporaliste allant jusqu'à Berlusconi, ou de protester contre la récupération par la gauche en saluant des travaux plus scientifiques<sup>2</sup>.

### *Autour de 2001*

Les polémiques sont relancées par le centenaire de la naissance de Gobetti, qui semble marquer une institutionnalisation de sa mémoire, jusque dans la mention de la commémoration dans un « QCM » pour étudiants en médecine. Cette officialisation, avec réponse aux critiques par les présidents des deux Chambres du parlement<sup>3</sup>, donne quelque consistance à l'affirmation aventurée d'un vaste succès public de Gobetti au xx<sup>e</sup> siècle<sup>4</sup>, et peut susciter ironie ou irritation, d'Angelo D'Orsi saluant sa pensée mais trouvant que ses admirateurs ont quelque chose d'une secte, jusqu'à un journal de droite pour lequel on s'est trop longtemps moqué des gens avec un mythe proche de celui de Che Guevara<sup>5</sup>.

Loin des vaticinations sur le « consociativisme », les réactions hostiles pourraient, selon Marco Revelli, être dues à l'aspiration à une politique « bipartisane » ou unanimiste<sup>6</sup>. En pratique, on trouve surtout le reproche d'une complaisance envers la révolution russe, le communisme ou le monde ouvrier. Sergio Romano, souvent mieux inspiré, évoque la « sanctification » d'un « libéral-soviétique »<sup>7</sup>. On retrouve le

1. Dino Cofrancesco, *ibid.*, 10 mars 1997.

2. Pour le premier cas, voir le journaliste Indro Montanelli, avant comme après les législatives (*ibid.*, 21 fév. et 12 sept. 1996, 22 oct. 1998 ou 12 sept. 1999 ; pour le second, la référence au livre de Marco Gervasoni (*L'intellettuale...*, *op. cit.*) chez Arturo Colombo (*Il Corriere della Sera*, 28 août 2000).

3. *Ibid.*, 4 sept. 2002 et 8 mars 2001.

4. *Ibid.*, 12 avril 2003 ; pour un démenti, voir par exemple *Il Sole 24 Ore*, 15 juin 2003.

5. *Il Corriere della Sera*, 4 sept. 2002 ; *Avvenimenti*, fév. 2002 ; *Il Foglio*, 28 fév. 2001. D'autres comparaisons et amalgames restent dans le cadre italien, tout en laissant perplexe. Ainsi Ernesto Galli della Loggia mêle Gobetti, Gramsci, Togliatti, Mussolini et Dossetti, leader de la gauche démocrate-chrétienne à la Libération qui quitta la politique pour le sacerdoce dès les années 1950 (*Il Corriere della Sera*, 8 fév. 2001).

6. *Ibid.*, 11 nov. 2001.

7. *Ibid.*, 8 mars 2001.

discours antérieur, souvent sous les mêmes plumes<sup>1</sup>, mais aussi dans des articles loin d'être hostiles<sup>2</sup>. Certes, d'autres sont plus nuancés, comme un philosophe pourtant peu favorable, Lucio Colletti, qui rappelle l'impossibilité pour Gobetti de connaître la suite des événements<sup>3</sup>. La critique porte aussi sur l'ouvriérisme. Ainsi, selon Bedeschi, les « vrais libéraux peuvent revendiquer Giovanni Amendola, partisan de l'alliance entre petite bourgeoisie, professions libérales et classe ouvrière, pas Gobetti qui croyait seulement en cette dernière<sup>4</sup> ». Ce monopole supposé correspond mal aux positions de Gobetti, même si l'on peut pointer sa propension à bien voir les divisions de la petite ou moyenne bourgeoisie intellectuelle, mais à observer le monde ouvrier d'assez loin pour le croire homogène. Il est en tous cas proche de ce qui est attribué à Amendola... Un quotidien économique semble davantage dans le vrai en parlant d'une égale dignité pour lui entre bourgeois et ouvriers<sup>5</sup>. Plus intéressantes sans doute seraient des critiques ultérieures, avec une déclaration du syndicaliste Vittorio Foa pour qui Gobetti a méprisé la démocratie parlementaire, ce qui a influencé le Parti d'action et lui-même qui y a milité<sup>6</sup>. On peut certes citer des lettres de 1919 à Ada, hostiles à l'Assemblée<sup>7</sup>, mais ce discours est forcé, on l'a déjà dit à propos de Gobetti sur la démocratie en général. D'autre part, la critique du système représentatif par le Parti d'action renvoie à un souci de démocratie directe et à une inquiétude face à toute délégation, nées du rejet de la dictature et renforcées pendant la Résistance, plus qu'à

1. *Ibid.*, 8 fév. 2001, 21 août 2002 et 13 avril 2003.

2. Angelo D'Orsi explique que Gobetti cesse d'être libéral en collaborant à *L'Ordine nuovo*, mais il lui est difficile de définir ce qu'il devient (*La Stampa*, 26 août 2003). Voir aussi *La Repubblica*, 15 janv. 2005.

3. *Il Foglio*, 27 mars 2001.

4. *Il Corriere della Sera*, 8 fév. 2001.

5. *Il Sole-24 Ore*, 15 juin 2003. Une autre lecture de l'ouvriérisme gobettien a été faite plus tôt, sans qu'il soit partagé ni imputé à crime : Manlio Brosio, libéral et proche de lui, disait « bien que comprenant et respectant la valeur du mouvement ouvrier, [n'avoir] jamais partagé la foi profonde de Gobetti dans la classe ouvrière comme classe nouvelle et capable d'assumer une fonction politique décisive dans la rénovation de l'Italie » (cité dans Giancarlo Bargami, « Piero Gobetti », *Belfagor*, 1974, p. 660).

6. *La Stampa*, 4 fév. 2003.

7. Ada et Piero Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 175 et p. 182, lettres des 25 et 27 sept. 1919.

un héritage théorique flou, et elle s'évanouit avec la pratique parlementaire<sup>1</sup>. Reste que le propos met le doigt sur une faiblesse de Gobetti, qui pense peu le Parlement, absent du paysage politique de son adolescence compte tenu de la façon dont la guerre a été menée, puis fort bousculé. Par ailleurs, le débat tourne court : la gauche se penche peu sur les lacunes d'un auteur devenu icône, la droite ne défend pas un parlementarisme mis à mal par la personnalisation du pouvoir favorable à son chef.

En effet, les anathèmes renvoient de nouveau au combat politique immédiat. Pourtant, Gobetti aurait pu être une référence pour toute la coalition de droite, et non pour sa seule composante « post-fasciste ». Le chef de la *Lega Nord* l'a évoqué en 1998 à propos d'une possible grève des contribuables<sup>2</sup> et donc à contresens ; Berlusconi, en 2000, a lancé sa campagne électorale en parlant de « révolution libérale », même s'il renvoyait plutôt à Reagan ou Thatcher<sup>3</sup> ; la coalition a été rejoints, avec réticence et au nom du libéralisme, par Marco Pannella et les radicaux qui n'ont jamais cessé de se référer à l'éditeur turinois<sup>4</sup>. Mais ces éléments épars ne suffisent pas et en pratique, Gobetti est un des drapeaux du regroupement adverse. Ainsi, début 2001, son leader Francesco Rutelli, « vert » venu des radicaux, affirme que sa « première lecture politique a été *La Rivoluzione liberale* de Piero Gobetti, un homme qui était différent des communistes d'alors mais qui dans son opposition à la dictature fasciste voyait clairement que ceux qui se sentaient libéraux ne pouvaient pas ne pas s'allier avec les forces de la gauche et avec le mouvement ouvrier » ; il s'assimile à lui encore plus nettement les jours suivants<sup>5</sup>. Il rejoint d'ailleurs les héritiers du PCI : un de leurs chefs de file, Walter Veltroni, leur proposait en 1998 une généalogie où Gobetti voisinait avec Rosselli et Gramsci<sup>6</sup>.

1. Vittorio Foa, *Il cavallo..., op. cit.*, p. 169.

2. Rappelé par exemple par *Il Corriere della Sera*, 8 fév. 2001.

3. *Ibid.*, 25 août 2000.

4. Voir, par exemple, Adele Faccio, « Prefazione », in Guido Aghina et Claudio Jaccarino, *Storia del Partito radicale*, Milan, Gammalibri, 1977, p. 7, p. 10 et p. 12. Cela même si les combats emblématiques du parti (pacifisme, divorce, avortement, etc.) sont très éloignés de l'univers mental de Gobetti.

5. *La Stampa*, 7, 9 et 10 fév. 2001. La référence est réitérée par exemple avec celles à Cattaneo, Sturzo, Rosselli (voir *Il Corriere della Sera*, 28 oct. et 29 nov. 2005).

6. *Ibid.*, 8 fév. 2001.

L'usage politique de Gobetti, différent des polémiques sur sa pensée, devient spectaculaire lorsqu'en 2003 Berlusconi affirme que « Mussolini n'a jamais tué personne, il envoyait des gens passer des vacances au loin » et que le fascisme fut « une dictature beaucoup plus douce » que le régime de Saddam Hussein. Un responsable du PDS, Piero Fassino, entend alors lui rappeler « les noms de Piero Gobetti, Giovanni Amendola, Giacomo Matteotti, Antonio Gramsci et tant d'autres victimes assassinées par les fascistes » et Rutelli suggère au chef du gouvernement de lire *La Rivoluzione liberale*, livre écrit « non en résidence surveillée en vacances, mais en prison durant le fascisme »<sup>1</sup>. La confusion est claire avec Gramsci et les *Cahiers de prison*, mais la référence est spontanée : Gobetti est dans le domaine public, il appartient au débat politique, avec les approximations et les distorsions que cela permet.

### *Quatre-vingts ans après*

Dans la période la plus récente, et autour du quatre-vingtième anniversaire de son décès, on retrouve bien entendu des références à gauche<sup>2</sup> et le même type de critique à droite, en particulier la mise en cause du libéralisme de Gobetti à cause de ses liens avec Gramsci ou de son discours sur la révolution russe. Ceci sans grande nouveauté<sup>3</sup> sinon la référence à une « fascination trotskyste » pouvant recycler un reproche de Togliatti à un moment où il n'avait plus besoin d'assimiler Gobetti et Gramsci<sup>4</sup>. Cependant, les démentis et justifications semblent plus nombreux, avec référence au jugement de libéraux des années 1950, à

1. Voir, par exemple, *Libération*, 12 sept. 2003 ; *Il Corriere della Sera*, 12 sept. 2003 ; *La Repubblica*, 13 sept. 2003 ; *La Stampa*, 13 sept. 2003 ; [www.margheritaonline.it/notizie/scheda.php?id\\_notizie=5554 - 31k](http://www.margheritaonline.it/notizie/scheda.php?id_notizie=5554 - 31k) ; [www.festaunita.it/bologna2003/documenti/detttaglio.asp?id\\_doc=613 - 13](http://www.festaunita.it/bologna2003/documenti/detttaglio.asp?id_doc=613 - 13)

2. Par exemple, *L'Unità*, ex-quotidien du PCI, offre à ses lecteurs un livre sur Gobetti, au nom de l'esprit de rébellion (*L'Unità*, 24 sept. 2004), et affirme la différence entre son libéralisme et ce que les gouvernants du moment appellent ainsi (*ibid.*, 15 fév. 2006).

3. *Il Giornale*, 5 mars 2006 ; *Il Corriere della Sera*, 12 et 16 fév. 2006 ; *Il Mattino*, 16 fév. 2006. Dans le même ordre d'idées, selon G. Bedeschi, pour Gobetti seul le prolétariat révolutionnaire pouvait être défini comme « antifasciste » (*La Cronaca*, éd. de Plaisance, 28 oct. 2006).

4. *La Cronaca*, éd. de Plaisance, 28 oct. 2006 ; Palmiro Togliatti, « Il leninismo nel pensiero e nell'azione di A. Gramsci », in *Opere VI 1956-1964*, Rome, Editori riuniti, 1984, p. 288.

une « générosité » excessive ou à des « erreurs » identiques par exemple chez Joseph Schumpeter<sup>1</sup>. Par ailleurs, exclusives et anathèmes finissent par être jugés inacceptables ; ainsi Claudio Magris renvoie droite et gauche dos-à-dos en dénonçant un « fondamentalisme libéraloïde » excluant selon les cas Croce comme rentier ou Gobetti pour ses fréquentations hétérodoxes<sup>2</sup>.

On retrouve la revendication de Gobetti par la droite de tradition libérale<sup>3</sup> mais surtout par celle héritière du fascisme. Ce n'est pas nouveau, mais début 2005, Alleanza nazionale, issue de la mutation du MSI néofasciste en parti « postfasciste », élément important de la coalition de Berlusconi<sup>4</sup>, l'inscrit dans un arbre généalogique culturel, au nom de l'italianité, avec D'Annunzio, Marinetti, Malaparte, Prezzolini, Gentile, Sciascia, des chanteurs de variétés ou le chantre du *slow food*. D'où nouvelles polémiques et justifications. Selon Cofrancesco, Gobetti est une bonne référence pour une droite antilibérale ; Marco Gervasoni compare l'opération aux captations d'héritage de Togliatti. Chef du parti concerné, Gianfranco Fini parle de « sympathique provocation » inscrite dans une volonté de mutation et d'intégration au Parti populaire européen. Gobetti n'est qu'un cas parmi d'autres, mais la presse se focalise sur lui : il est bien l'icône de l'antifascisme<sup>5</sup>. À qui s'étonne de son adoption, Alleanza nazionale répond qu'il était disciple d'Orani et de Prezzolini, savait ne pas diaboliser l'adversaire, était même « anti-antifasciste », et qu'il s'agit de saluer son héroïsme, pas de se l'approprier<sup>6</sup>.

1. *La Repubblica*, 15 fév. 2006 ; *Il Corriere della Sera*, 10 et 14 janv. 2009, 20 oct. 2007 ; *La Voce repubblicana*, 14 janv. 2005.

2. *Il Corriere della Sera*, 13 déc. 2004.

3. On trouve, par exemple, une remarque acide selon laquelle la gauche n'aime les libéraux que morts (*ibid.*, 20 oct. 2007). À noter par ailleurs que l'intégration de Gobetti à la culture globale est désormais telle que le quotidien du Vatican se réfère à lui comme « admirant l'intransigeance et haïssant le sectarisme » (*Osservatore romano*, 27 août 2006).

4. Voir Pierre Milza, *L'Europe en chemise noire. Les extrêmes droites européennes de 1945 à aujourd'hui*, Paris, Fayard, 2002, p. 268 sq.

5. *La Stampa*, 22, 26 et 27 janv., 1<sup>er</sup> mai 2005 ; *Il Corriere della Sera*, 22 janv. 2005 ; *La Repubblica*, 27 janv. 2005.

6. *Il Secolo d'Italia*, 15 fév. 2006. En 2009, Gobetti est encore une fois mis en avant par la presse comme exemple du panthéon culturel proposé de nouveau par le parti de Fini (*Il Giornale*, 21 fév. et 4 mars 2009 ; *Il Corriere della Sera*, 21 et 22 fév. 2009 ; *La Stampa*, 21 fév. 2009).

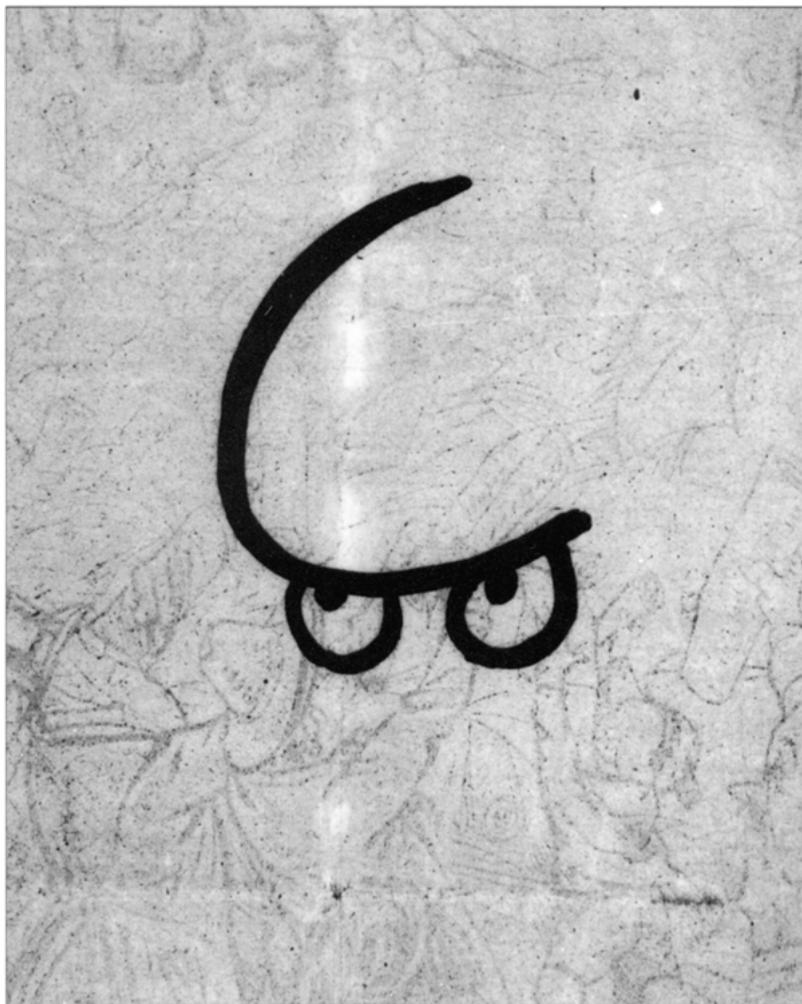
Le symbole de l'antifascisme gêne moins la direction « postfasciste » que ses alliés. Ainsi, sur fond d'alternance, la tombe de Piero Gobetti au Père-Lachaise devient un enjeu. Jusque-là, elle ne portait qu'un prénom, un nom et deux dates. Sur demande de la présidence du Conseil italienne, le Centre Gobetti de Turin a proposé en 2003 une inscription, due à Bobbio : « Il croyait en ceux qui ont toujours tort, qui ont tort parce qu'ils ont raison, en les vaincus même s'ils ne seront jamais vainqueurs, en les hérétiques, qui succombent en face des administrateurs obtus de l'orthodoxie, en les rebelles qui perdent toujours leurs batailles contre les puissants du jour. » S'ajoute une traduction en italien de la devise grecque de sa maison d'édition, « Mon langage n'était pas celui d'un esclave », et « En souvenir de Piero Gobetti (Turin 1901-Paris 1926) opposant au fascisme mort en exil ». Or la plaque mise en place est neutre, sans allusion au fascisme. Cela suscite l'étonnement et une autre plaque, déposée le 16 février 2006, vient la compléter à titre privé : « À Piero Gobetti, exilé en France, dans le souvenir de son défi solitaire au fascisme et de sa leçon d'intransigeance éthique et politique »<sup>1</sup>.

Approximations, distorsions, instrumentalisations sont en partie la rançon de la richesse d'une pensée complexe et en construction, celle d'un homme mort très jeune, confronté au déferlement d'événements dont le sens semble clair aujourd'hui, avec le recul. Son itinéraire fulgurant suppose des constantes, des permanences, des fidélités, mais aussi des adaptations et des mutations impossibles à résumer en quelques pages. D'où la tentation permanente de la projection. Au-delà de sa fonction de tache de Rorschach, Gobetti parle encore, malgré les décennies écoulées depuis son décès. Ses paradoxes ou ses contradictions peuvent aider à s'interroger, à cultiver ce « germe de doute et d'insatisfaction » qu'au dire d'Eugenio Montale il a laissé « dans la mauvaise conscience de ses contemporains<sup>2</sup> » ou simplement à s'interroger sur le sens des mots, et en particulier sur ce libéralisme dont la signification est bien floue dans le monde latin, tant ceux qui s'en parent et ceux qui le honnissent en font un doublon du conservatisme, de l'immobilisme, de la défense ou du renforcement de priviléges, de tout ce que Gobetti pouvait détester. Il y a là une raison de plus pour le lire, malgré les

1. *La Stampa*, 11 fév. 2006 ; *Il Corriere della Sera*, 12 fév. 2006 ; *La Nazione*, 15 fév. 2006 ; *Letture*, juil. 2006, etc.

2. Cité par Giovanni Spadolini, *Gobetti, un'idea...*, op. cit., p. 357.

écueils du tri et de la traduction, en espérant voir un jour publiés en France ses critiques théâtrales, ses essais sur la culture russe ou ses écrits sur les racines de l'unité italienne.



Sto (Sergio Tofano), premier prix au concours pour une caricature du *Duce*, *Guerin Meschino*, 1923.

# Libéralisme et révolution antifasciste

Piero GOBETTI

*Les articles choisis ici présentent le libéralisme atypique de Piero Gobetti, ses réactions devant le fascisme et son engagement après l'assassinat de Matteotti<sup>1</sup>.*

---

1. Les personnages dont le nom est cité par Piero Gobetti et est suivi d'une astérisque font l'objet d'une brève notice dans le Dictionnaire, *infra*, p. 347 *sq.*



## Un libéralisme atypique

CLASSE INDUSTRIELLE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*,  
12 FÉVRIER 1924)

[...] Mais l'heure n'est-elle pas venue pour les libéraux de faire leurs comptes avec le concept de lutte des classes ? *La Rivoluzione liberale* est née justement avec l'idée que le libéralisme devait s'approprier ce concept, et tant qu'un décret du gouvernement n'impose pas à tous les industriels de s'inscrire à la Confédération générale [de l'industrie], il n'y a rien à redire contre ceux qui, confédérés, cherchent à valoriser leur propre organisation<sup>1</sup>, sauf le droit pour les dissidents de s'y opposer individuellement ou en se coalisant à leur tour. Il nous semble qu'avec son livre sur *Le Lotte del lavoro* [« Les luttes du travail »]<sup>2</sup>, Luigi Einaudi\* est assez proche de cette idée. Il serait intéressant que notre ami Giretti\* et autres libéraux en politique ou en économie préparent leur examen de conscience ou fassent leurs comptes avec Marx voire avec la civilisation capitaliste contemporaine qui a fait de la lutte de classe la pratique et la réalité quotidienne [...]

### *Un maître et des combats*

*Une bonne partie du libéralisme à la fois extrême et très particulier de Gobetti se retrouve dans l'assez long portrait, à la fois admiratif et critique, qu'il fait de l'économiste Luigi Einaudi\*.* Cependant, d'autres articles,

- 
1. Cette note de Piero Gobetti répond au libéral Edoardo Giretti\*, qui notait que le président turinois d'une association patronale incitait ses adhérents à indiquer systématiquement le nom de la Confédération générale de l'industrie italienne, organisation patronale, au nom d'une solidarité de classe considérée par Giretti\* comme relevant du socialisme plus que du libéralisme (voir Piero Gobetti, *OC-SP*, p. 598n).
  2. Recueil d'articles édité par Piero Gobetti en 1924, allant de l'exaltation de la « beauté de la lutte » entre capital et travail hors de toute intervention publique à l'inquiétude devant ce qui est tenu pour des excès du mouvement ouvrier. Sur Einaudi\*, voir par exemple Riccardo Faucci, *Einaudi*, Turin, UTET, 1986.

*fragments ou notules peuvent compléter ce discours. Gobetti y précise ce que doit être pour lui le rôle général de l'État. Il conteste à ce dernier toute légitimité en matière sociale, en des termes qui aujourd'hui, anachronisme à part, le feraient tenir pour un ultralibéral dogmatique, même s'il laisse toute place aux libres associations, donc à l'initiative syndicale. Et il lie libéralisme et démocratie à partir d'une version « ouverte » de la théorie des élites, et en considérant le vote non pas comme un aboutissement mais comme le préalable nécessaire, la première étape de la citoyenneté.*

## LE LIBÉRALISME DE LUIGI EINAUDI\*

(*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 23 AVRIL 1922)

La pensée de Luigi Einaudi\* se construit en Italie durant des années de désordres pendant une crise où s'épuisent toutes nos capacités de création et où la réaction dominante semble être un renoncement exprès du peuple à ses devoirs européens<sup>1</sup>. Par nécessité, le combat politique se simplifie autour du schéma conservateurs/progressistes. Toute action concrète est impossible, le libéralisme le plus fidèle à sa

---

1. La grande dépression de la fin du XIX<sup>e</sup> siècle se traduit en Italie par une profonde crise sociale et politique, marquée par l'autoritarisme de Crispi jusqu'en 1896, entre la dissolution du PSI et la répression du mouvement socialisant ou anarchisant des « faisceaux siciliens ». Après l'échec de la conquête de l'Éthiopie en 1896 et la chute de Crispi, l'explosion sociale de 1898, en particulier à Milan, entraîne une nouvelle répression et une tentative d'involution autoritaire du régime sous Di Rudini et Pelloux\*. Du point de vue international, l'Italie est alliée depuis 1881 à l'Allemagne et à l'Autriche. Sous Crispi, germanophile, la tension avec la France est grande, avec des pogroms italophobes à Aigues-Mortes en 1893 ou à Lyon en 1894, et une guerre douanière, avant un rapprochement à l'orée du XX<sup>e</sup> siècle et une reconnaissance mutuelle des ambitions coloniales des deux pays. Une partie de la politique impérialiste de Crispi est cependant liquidée après lui, ainsi Kalassa, entre Érythrée et Soudan, est cédé au Royaume-uni. Par ailleurs, l'Italie participe tant à la première conférence de la paix à La Haye en 1899 qu'à la guerre des Boxers en Chine en 1900. En pratique, la formulation sibylline de Gobetti peut provenir de son héritage conservateur qui lui fait voir les désordres et non les répressions, et lui fait condamner l'ensemble des politiques menées après la défaite de la droite historique, plus encore lorsque les gouvernements sont protectionnistes : peut-être est-ce ce point qui lui fait parler de « renoncement » aux « devoirs européens ». Gobetti peut enfin viser l'intermédiaire du premier gouvernement de Giolitti\*, rappelé dans un article de 1924 (voir p. 306).

tradition d'autonomie doit se limiter à mettre en avant la reconnaissance de la liberté comme condition et préalable nécessaires, rencontre sur ce chemin la pensée radicale et socialiste et se confond avec elle. Einaudi\* collabore à *Critica sociale*<sup>1</sup>.

Mais pour qui a une conscience historique de la situation, le compromis pratique n'implique pas la confusion des idées. Et de fait, en 1900 paraît *Un principe mercante : studio sull'espansione coloniale italiana*, première trace de l'activité pratico-économique d'Einaudi\*, témoignage écrasant d'une culture politique supérieure<sup>2</sup>. On y trouve des affirmations synthétisant toute sa pensée ultérieure et sur lesquelles on peut construire un système politique cohérent.

« Notre pays a besoin que les possesseurs du capital ne fainéantent pas en se contentant du 4 % d'intérêts des emprunts consolidés et de la rente foncière, mais se lancent dans des entreprises utiles pour eux-mêmes et pour la nation toute entière. Le pays a besoin que les classes dirigeantes cessent de diriger leurs fils vers les carrières des professions libérales et bureaucratiques déjà encombrées d'aspirants insatisfaits, et les orientent vers la fortune par la voie de l'industrie et du commerce. » (p. 19) On reconnaît déjà le style caractéristique d'Einaudi\*, sa façon d'envisager les lois économiques sous l'angle de la rigueur morale et d'attribuer une valeur éducative à la vie politique, sa grande cohérence entre les formules et de l'action, l'identité de sa pensée comme individu et comme savant.

Dès le premier abord, il inspire une solide confiance. Il est exempt de qualités décoratives, libre des attitudes fausses – emphase

---

1. Revue hebdomadaire fondée à Milan en janvier 1891 autour de Filippo Turati\* et Anna Kulisciov\*, dans un esprit réformiste et héritier des Lumières, pour fournir un lieu d'élaboration nationale au socialisme italien. Piero Gobetti tout à la fois défend la participation d'Einaudi\* et affirme qu'elle ne se justifierait plus désormais.

2. (« Un prince-marchand : étude sur l'expansion coloniale italienne »). Il ne s'agit pas du premier travail publié par Einaudi\*, mais c'est celui qui le fait connaître. Il y étudie Enrico Dell'Acqua, patron du textile de Busto Arsizio en Lombardie, qui s'implante en Argentine et en Uruguay, et développe horizontalement son entreprise. Einaudi\* traite d'autres enrichissements, moins exemplaires qu'il ne le dit, pour montrer que l'Italie a déjà « commencé à exporter des capitaines d'industrie », il conclut qu'il est temps de passer des initiatives individuelles à des sociétés d'import-export pouvant concurrencer les Anglais et les Allemands, et distingue entre la politique où il est démocrate, et l'économie où il défend un principe autoritaire. Son libéralisme est par ailleurs alors loin de remettre en cause les protections douanières.

ou conciliation – que les conventions sociales imposent à ceux qui se laissent dominer par elles. Sans la théoriser, il met en œuvre une antique et austère morale d'une élémentaire simplicité. Sa vision éthique commence par un processus presque primitif, s'organise autour de l'affirmation des valeurs de la famille, envisagée comme rassemblant des individus de caractère au travail assidu, se prolonge dans la patrie, support des valeurs spirituelles et de l'action économique. Plus qu'une théorie de la patrie, Einaudi en a une intuition ; il la voit comme exercice de la vie individuelle ; pour lui, à travers la tradition, elle atteste de la continuité de nos efforts, de la permanence de la personnalité de chacun, de la cohérence vivante des sentiments. Vision étroite et patriarcale, mais assez féconde tant que l'on reste dans les limites de la vie affective.

De là, et sans inquiétudes rhétoriques, son amour de l'efficacité le conduit à une vision très claire des figures du savant et de l'homme concret : non en tant que schémas distincts, mais qu'images classiques de la vitalité humaine. À l'un et à l'autre, il demande franchise, simplicité et serein esprit de sacrifice, seuls à même de fonder une responsabilité sociale. Il en donne des exemples pratiques avec son dévouement dans l'exercice de sa mission d'enseignant et sa préoccupation constante de savant pour les intérêts concrets et l'activité de l'État.

L'expérience de l'enseignement l'a conduit à examiner les problèmes d'une façon tout à fait conforme à ses convictions globales. Il affirme l'École comme contact libéral entre des idées, d'où sort le progrès de la connaissance. Tels sont le fond de sa valeur éducative et sa réelle *utilité*, liée à une nécessité intrinsèque. L'École utilitariste n'est ni une École ni une bonne affaire économique : dans sa réflexion, Einaudi\* va revenir plus en détail sur cette coïncidence entre morale et économie. On n'apprend pas une profession de façon abstraite, mais en l'exerçant. La valeur de la science doit être celle d'une expérience intérieure trempant les capacités et les caractères. Bien compris, les préalables de l'empirisme, conduisent à des conséquences idéalistes. Dans la pratique aussi, cette question mène à des valeurs libérales. Une nécessité éthique fait que l'État ne doit pas créer d'écoles, l'activité générale ne doit pas se substituer à l'initiative individuelle. L'école, comme école éthique, est un organe de l'État : mais sa moralité ne découle pas du simple fait de son existence ; elle est au contraire le résultat de l'effort créatif des individus qui la désirent, car tout résultat vaut par la constance et le

sérieux de chacun de ceux qui le recherchent. Einaudi\* croit donc à une École d'État créée de façon directe par la participation économique de ses utilisateurs<sup>1</sup>.

### *Histoire et libéralisme économique*

Il envisage l'État comme il envisage l'École : un résultat dialectique de volontés individuelles agissant librement ; mais la complexité de cette fonction sociale échappe quelquefois à sa théorie, et sa compréhension en est limitée à partir d'éléments empiriques partiels. Les raisons de l'inadéquation de sa vision générale doivent être recherchées dans les limites de sa formation culturelle.

Il avoue avoir été dans sa jeunesse un « lecteur passionné, presque monomaniaque, de livres anglais<sup>2</sup> ». Seul l'amour de la pratique a modéré cette intempérance ; dans le *Principe mercante*, il corrige déjà par une expérience directe l'abstraction des formules apprises. En fait, le cœur fécond de la pensée einaudiennne, lui permettant de dépasser sans difficulté les schématismes théoriques, réside dans un profond scepticisme envers toute formule (y compris les siennes) et dans une confiance absolue en l'inépuisable activité humaine. Les faits vont plus loin que les idées, la vérité est dans la *praxis*. Cette conception, conséquence naturelle de l'expérience de l'industrialisme anglais, n'est pas acceptée de façon simpliste comme chez les pragmatistes, elle n'est pas élevée au rang de norme d'interprétation philosophique mais, dans les limites des expériences l'ayant engendrée, elle reste une vérité collant à celui qui l'a pensée, une réaction aux prétentions intellectualistes dans le domaine économique, un préalable nécessaire au libre examen des phénomènes sociaux. Les développements tentés par Einaudi\* dans ses enquêtes historiques sont pleins d'intérêt. Ses études sur la formation de l'empire britannique sont pour ainsi dire la continuation intellectuelle d'une profession de foi.

Dans la franche conscience de l'inéluctabilité d'une justice immatérielle, la vitalité de l'Angleterre ne peut être pensée que par rapport à sa fonction nécessaire dans la vie internationale. Einaudi\* (éducateur) considère le contenu intellectuel du mythe britannique par rapport

---

1. *Gli ideali di un economista* [Les idéaux d'un économiste], Florence, *La Voce*, 1921. [n.d.a.]

2. *Gli ideali di un economista*, *op. cit.*, p. 153. [n.d.a.]

aux besoins des Italiens. Dans une Italie littéraire et académique, méprisant naïvement les valeurs de l'économie au nom d'on ne sait quelles fonctions désintéressées de l'État, il prouve la grandeur spirituelle de l'utilitarisme des Anglais qui, se chargeant parmi tous les peuples de la fonction d'épargne, en un effort relevant du sacrifice et de l'héroïsme, ont accumulé des richesses grâce à un esprit d'entreprise et une efficacité ne connaissant aucune limite.

Aux conceptions mécanicistes de nos industriels, *protectionnistes* car *provinciaux*, il oppose l'expérience de l'Histoire, preuve que les chances matérielles et les dons naturels en matières premières n'ont aucune importance. « Aucune industrie n'est vraiment indispensable à la vie d'un pays. La société doit s'adapter à son époque et changer en permanence, une industrie "indispensable" à un moment donné peut donc sans danger prendre une importance tout à fait secondaire, voire disparaître tout à fait, laissant place à d'autres industries *indispensables*<sup>1</sup> » Pour traduire ces affirmations dans un langage théorique acceptable, la pratique crée les idées et les formulations dont elle a besoin, les remplace et les détruit : le sérieux de l'homme d'action consiste à reconnaître franchement la valeur spirituelle intrinsèque à chaque fait.

L'Empire britannique est né de cette mentalité. Tous les empires coloniaux construits au nom d'un principe de domination, d'égoïsme, d'intolérance (Portugal, Espagne, France, Hollande) se sont effondrés. Le premier empire anglais, né de l'idée d'un État mondial fait de nations rassemblées de manière protectionniste par des liens politiques et économiques, est tombé. Mais Cobden\* et Bright\* ont triomphé contre Chamberlain\*. Par une curieuse ironie, car l'Histoire ne se fait pas avec des mots et des discours mais avec des actes et des faits<sup>2</sup>, l'Empire britannique est né d'une politique opposée à l'impérialisme et à la conquête. Son unité reste encore valide et efficace car les différentes colonies sont restées libres et maîtresses d'elles-mêmes : prenant des initiatives autonomes, elles ont pu trouver leur place et leur fonction historique légitime dans la dialectique des forces modernes.

1. *Gli ideali di un economista*, op. cit., p. 81. [n.d.a.]

2. *Ibid.*, p. 85. [n.d.a.]

L'empire anglais est *né sans théorie*<sup>1</sup>, par *hasard*, d'aventures et d'initiatives infatigablement poursuivies à travers maintes générations, fabriquant un organisme vivant supérieur, non par la force des armes et des lois mais par un sentiment d'*unité impériale*. Là encore, dans le langage approximatif de l'auteur, venu de l'observation économique, on sent une puissante pensée philosophique : dans sa capacité même à subsister et à se survivre, l'empirisme est supérieur à lui-même ; au-dessus des événements quotidiens, Einaudi découvre la grande trame de l'Histoire. Passionnément désireux d'enquêter sur les résultats profonds de l'action, sur la psychologie sociale présente derrière les formules, il parvient à un enseignement d'un profond immanentisme. Une idée, une théorie, existent déjà, dès l'origine, dans l'activité, dans l'individu à l'œuvre, dans la spontanéité ; lui, il considère la relation entre l'initiative et le résultat avec une conscience morale presque solennelle, et on trouve quelque chose de religieux dans son admiration.

De façon permanente, l'Histoire enseigne la fécondité du sacrifice, célèbre le triomphe de la spiritualité, utilise tous les égoïsmes pour assurer l'intégrité de la société. La recette de l'impérialisme anglais va au-delà de la politique provisoire et contingente d'un ministère, elle trouve sa validation dans sa signification anti-utilitariste. « La mère-patrie doit tout aux colonies, les colonies ne doivent pas être tenues de donner quoi que ce soit à la mère-patrie ». Si cette formule peut sembler idéaliste à des nationalistes fervents d'égoïsme sacré, elle s'avère en fait la seule *pratique*, la seule capable de définir une ligne d'action intrinsèquement nationale ; les peuples sont grands en ce qu'ils ont de grandes responsabilités, qu'ils vivent et travaillent pour ceux qui ne travaillent pas, qu'ils souffrent pour ceux qui se satisfont de la paix et de la médiocrité, qu'ils se fatiguent pour imprimer une nouvelle direction aux choses et enrichir la société par leurs efforts.

Avec réalisme, Einaudi\* veut que notre politique de grande nation, notre politique coloniale, soit informée par ces idéaux. Les valeurs morales de religiosité, d'autonomie, de dignité ne valent pas que dans le monde des individus. Avec une extraordinaire habileté, il parvient à les saisir dans leur sens social et national ; il sait que les grands peuples les respectent même chez les sauvages.

---

1. *Ibid.*, p. 105. [n.d.a.]

### *Socialisme et initiative*

Par une conséquence logique, cette foi libérale, qui préfère rester avec modestie description ou autobiographie d'une expérience psychologique plutôt que de se rigidifier dans une théorie, est clairement antisocialiste et antidémagogique. Einaudi répugne aux abus rhétoriques de tous les scribes, aux phrases toutes faites et aux mots magiques comme « liberté », « progrès » ou « démocratie », car ils ignorent toute sage expérience économique et technique. Cela lui répugne tellement qu'il se refuse à chercher un quelconque sens à ces phrases et en conteste toute explication et toute justification.

Dans un style précis et pénétrant de grand écrivain (lire l'article « *Il governo delle cose* » [« Le gouvernement des choses »]<sup>1</sup>) une critique et une ironie parfaites se conjuguent lors de l'examen du socialisme d'État et du collectivisme ; sa haine des vacuités déclamatoires le conduit même à un péché d'unilatéralisme et d'exclusivisme. Pour lui, Marx même reste toujours le type du mauvais chercheur, le collationneur de faits négligeant qui généralise sans bases analytiques suffisantes, l'économiste naïf ou de mauvaise foi qui s'est arrêté à la formule simpliste et démagogique de la *plus-value* : un mouvement politique inspiré par un si mauvais scientifique suscite en lui une méfiance réfléchie. Et en économie, nous ne pouvons lui donner tort ; si son antimarxisme entend offrir quelque bonne leçon de science économique aux pédants apôtres de nouvelles pseudo-théories qui, au nom de Marx, sacrifient Smith\* et Ricardo\*, le progrès industriel et le bon sens, nous sommes très volontiers à ses côtés. Mais il a peut-être le tort d'avoir partagé les préjugés des épigones falsificateurs, et d'avoir considéré Marx comme un économiste alors qu'il est philosophe, historien, prophète, agitateur politique, mais ne peut être économiste, car l'économie se fait sur le terrain de la réalité et du passé, constitue l'art des gouvernements et est ignorée à l'origine des grands mouvements naissant au nom de leur impérieuse nécessité d'être. Le simplisme de Marx économiste favorise sa grandeur de constructeur de mythes. Et même si l'on condamne ces derniers, il faut comprendre et admirer le caractère concret et opératoire avec laquelle il a tracé le chemin de leur réalisation en les transformant en problème de volonté et de force. Einaudi\* ne sent pas qu'en regardant bien, au-delà des prémisses

---

1. In *Gli ideali di un economista*, Florence, *La Voce*, 1921.

idéologiques les plus générales, on peut retrouver une proximité idéale (celle qui unit toutes les grandes tentatives héroïques de l'Histoire) entre d'une part l'effort menant en toute liberté et en toute indépendance à la création de l'empire britannique d'une part et, d'autre part, la libre initiative engendrant le mouvement ouvrier en correspondance avec les vrais besoins et les vraies aspirations de la civilisation moderne. En ce qu'il en refuse les formules moralistes, le marxisme n'est-il pas lui-même, comme le libéralisme anglais, une foi formelle, une interprétation du monde, une méthode opposée avec efficacité aux divers communismes utopiques ? Le mouvement ouvrier constitue lui aussi un admirable exemple de libéralisme, il naît lui aussi sans théorie. Et selon nous, ne pas l'avoir perçu (moins dans la pratique quotidienne que dans l'interprétation historique du monde moderne) est le défaut essentiel de la vision politique de Luigi Einaudi\*. Celui-ci s'est souvent contenté de donner d'utiles conseils techniques dans les affaires de forces politiques et d'expériences populaires. En pratique, il est vrai, son opposition a été plus utile aux prolétaires que bien des bavardages orthodoxes, et selon moi, la pression même de sa polémique a transformé le problème de l'épargne et du travail technique (méprisé par les vieux démagogues socialistes) en préoccupation et en objet de recherches pour les communistes turinois : mais une plus franche sympathie aurait peut-être été plus éclairante et aurait permis une meilleure compréhension.

Ayant identifié le mouvement ouvrier avec ses modalités collectivistes statiques, Einaudi l'a critiqué comme forme de socialisme d'État. L'examen de certains résultats empiriques de l'action socialiste pouvait l'y autoriser, mais non l'esprit autonomiste et antibureaucratique présidant au réveil ouvrier.

Certes, les idéaux du socialisme d'État peuvent fort raisonnablement être définis comme les *idéaux de l'incapacité*. Surtout, les aspects contre-éducatifs de la doctrine déplaisent à Einaudi : l'utilitarisme réformiste et quiétiste, l'abdication de l'esprit de responsabilité et de toute réelle différenciation et spécialisation des énergies productives. Dans un stade inférieur de la vie sociale, si l'on admet l'incapacité de l'homme à penser par lui-même, une valeur provisoire peut être attribuée à une pratique de gouvernement obligeant les masses à un effort de prévoyance, d'organisation, de solidarité, comme pour préparer un modèle. Mais si on doit opposer l'Angleterre et l'Allemagne, la liberté et l'organisation,

Einaudi est du côté des premiers termes du choix. On ne saurait nier la présence de restes de l'abstraction du « lecteur passionné, presque monomaniaque, de livres anglais ». Mais la netteté même de l'opposition implique un problème de langage plutôt que de réalité sociale. Liberté et organisation sont des mots corrélés, ils ne se détruisent pas, ils se construisent même l'un l'autre et sont impossibles à hypostasier ou à identifier avec deux nations : dans celles-ci, le même mot a une histoire différente et, au fond, les rapports entre deux appellations semblables sont différents. La « liberté » des Anglais n'est pas synonyme de celle des Allemands, mais plutôt de leur « organisation » et vice-versa.

Là encore, l'explication du choix d'Einaudi est de nature théorique et se manifeste peu après : « L'expérience historique prouve l'impossibilité de gouverner selon la "raison" et rend indiscutable le fait que les sentiments, les passions et même les préjugés des hommes sont une force capitale dont la science et l'art de gouverner doivent tenir compte à suffisance<sup>1</sup>. »

Son *libéralisme* consiste donc en substance dans cette reconnaissance de la *praxis*. Foi et non doctrine, il se montre intolérant mais non dogmatique. Dans une telle conception, même s'il demeure parfois abstrait et limité, le libéralisme économique tend à se réaliser dans un libéralisme spirituel supérieur : « On préférera de très loin un état de liberté des échanges atteint après l'expérience d'erreurs protectionnistes, à un libre échange imposé à la barbarie par la civilisation. » Enfin, la nature profonde, spiritualiste, du libéralisme einaudien réussit à s'exprimer dans des termes théoriques précis et adéquats, dépassant les obstacles nés de préjugés antiphilosophiques, dans sa profession de foi limpide et vivante intitulée *Verso la città ideale* [« Vers la cité idéale »]<sup>2</sup>. À l'ordre, à l'autorité, à la discipline, au dogme, il y oppose le mythe de la lutte, du désordre, de la division des esprits. Certaines notations franchement hégéliennes, ne provenant pas de Hegel et manifestement conscientes de leur importance, étonnent chez cet empiriste : « L'idée naît de l'opposition. Si personne ne vous dit que vous avez tort, vous ne savez plus que vous possédez la vérité... Le jour où un idéal unique triompherait, la lutte reprendrait car il serait

---

1. *Ibid.*, p. 212. [n.d.a.]

2. Article inclus dans *Gli ideali di un economista*.

absurde que les hommes se satisfassent du néant... L’Histoire montre la chute de tous les États qui voulaient imposer un idéal de vie unique. » Et si l’ordre (le dogme) pourrait être le règne du bonheur, Einaudi\* lit dans la guerre européenne sa négation, son incompatibilité avec la responsabilité concrète des hommes. Ainsi, « des millions d’hommes moururent pour éloigner de l’Europe le calice amer du bonheur et de l’unité spirituelle ». On ne pourrait trouver ailleurs critique plus explicite et plus solide de tous les dogmatismes – de celui des catholiques à celui des démocrates.

### *L’État*

On peut maintenant examiner la théorie de l’État par laquelle Einaudi\* achève sa réflexion. Il refuse l’État des moralistes au nom d’une éthique nationale plus profonde. De Treitschke\*, il accepte l’exigence de l’État-force et a soin de préciser : « non pas force physique comme fin en soi ; force pour protéger et promouvoir les valeurs suprêmes de l’être humain ». Et il critique l’absence d’idéal éthique positif chez cet auteur, l’attribuant au manque d’esprit philosophique. Ici sa critique se fait incohérente, car le dit manque relève au contraire de la négation, consciemment instaurée, de toute philosophie de l’être, non dialectique. Le caractère éthique de Treitschke\* est le même qu’Einaudi\* professe par ailleurs. Il est formel, relevant de l’éthique de l’action (Kant contre la morale chrétienne).

Selon Einaudi\*, l’État est moral en ce qu’il colle à l’activité morale des citoyens et répudie toute fonction différente de celle des individus, tout devoir abstrait d’élévation et de diffusion des Lumières. Dans cette théorie, il s’intéresse surtout aux éléments polémiques et il en précise les conséquences pratiques. Le nouvel État est conçu comme une « agence assurant aux hommes le règne de la loi, donc d’une norme extérieure purement formelle, à l’ombre de laquelle ils peuvent développer leurs qualités les plus variées et lutter entre eux pour le triomphe des idéaux les plus divers<sup>1</sup> ». « Nous voulons l’unité, mais conquise par la vie et la souffrance, par l’élévation au-dessus de la matière, de la jouissance brute. » Pour être encore plus explicite, il s’agit de l’unité comme mythe et idéal : « l’empire de la loi comme condition

---

1. *Ibid.*, p. 345. [n.d.a.]

pour l'anarchie des esprits » ; la force dans la vie extérieure ; l'unité limitée aux formes et aux conditions de l'existence. Une fois posée cette vision dialectique et relativiste, le critère de tout examen réside dans la lutte intérieure : on accepte l'État démocratique non plus comme gouvernement du nombre, de la majorité, mais comme résultat d'un conflit permanent où la majorité existe en fonction de la minorité. Il faut comprendre de cette façon sa polémique contre tout obstacle à la libre discussion, jusqu'à l'acceptation de l'obstructionnisme, et non pas comme conséquence d'un vain libertarisme.

### *Anglophilie et tradition piémontaise*

Pour que le portrait soit complet, et une fois expliquée et exposée de façon cohérente la part vivante de l'anglophilie de Luigi Einaudi\*, il reste à en caractériser les limites et à en indiquer les points faibles et les contradictions.

On rencontre ces dernières chaque fois que l'idéal psychologique devient un idéal politique abouti et explicite. L'anglophilie a ses défauts *a priori* : pour l'économie arriérée de l'Italie, une formule culturellement acceptée et assimilée dans la vie anglaise devient un idéal transcendant, une norme d'action, injustifiable chez nous faute des forces qui la vivifient dans son milieu originel. Chez nous, l'aristocratie technico-bourgeoise gouvernant l'Angleterre se trouve à peine à ses débuts. Dans la situation générale italienne et de façon tragique, les paroles adressées par Einaudi\* à ce noyau naissant (en négligeant les autres efforts modernes) sont condamnées à devenir des *prédictions* sans concrétisation. On a alors l'impression d'entendre un écho de Ferrara\*.

En réalité la position d'Einaudi\* a des points de coïncidence historiques avec celles de ce dernier et de Cavour. Le problème de Ferrara\* – faire naître la science anglaise de la modernité dans le petit Piémont – est inséparable du progrès de notre science et de notre industrie : mais chez Einaudi\*, la longue et amoureuse étude de la vie économique régionale, ainsi que la ferme compréhension de l'œuvre empirique cavourienne, cherchent à conférer aux termes techniques de cette exigence une réalité pratique adéquate à notre tradition. S'il faut éclairer ces notes exégétiques par une image, chez lui se combattent l'historien et l'économiste, le praticien et le savant, deux libéralismes en somme, celui de Cavour et celui de Ferrara\*. Dans son jugement sur la personnalité du premier, il dépasserait cette contradiction s'il s'élevait au-dessus

des intentions et des préjugés du personnage pour en rassembler toute l'action réelle dans une nouvelle théorie. Tant qu'il l'évaluera en fonction de la vision de Ferrara\*, certains moments fondamentaux du Risorgimento italien lui échapperont sans appel, et son traditionalisme, sa politique historique désireuse de partir des « exigences nationales concrètes et précises » resteront étouffées par une anglophilie abstraite. Dans l'humble réalité du Piémont du XIX<sup>e</sup> siècle d'où naquit l'Italie, quelque chose dépasse les éléments de la culture britannique.

En examinant les grands problèmes internationaux et en acceptant le point de vue anglais, Einaudi a parfois oublié un moment les idées les plus chères à la tradition et jusqu'à la plus vigoureuse, celle d'une monarchie forte comme celle des Savoie aux XVII<sup>e</sup> et XVIII<sup>e</sup> siècle. Ces erreurs sont dues à l'idée qu'il s'est faite de la fonction de l'Angleterre dans le monde moderne. En suivant Beer\*, il est prêt à voir dans la nation impériale la pacifique unificatrice des peuples, l'annonciatrice de la Société des Nations. Mais l'Angleterre a une fonction toujours renouvelée à condition qu'elle l'exerce ; celle-ci résulte de l'histoire et trouvera sa valeur pour l'histoire à venir dans la relation avec sa volonté, ainsi que dans des événements imprévisibles, et non dans un schéma métaphysique prédéterminé. Nous avons appris cela d'Einaudi\* : quand il se lamentait d'un désastre naval anglais comme d'un crime sauvage, nous aurions pu lui rappeler, presque avec ses propres mots, que l'Angleterre est immortelle tant qu'elle se connaît elle-même, qu'elle ne saurait redouter un désastre sur les mers tant qu'elle a une fonction dans l'histoire, mais que sa ruine ne pourrait être déplorée si d'autres s'avéraient plus adéquats pour remplir ses devoirs.

Les sympathies pour le fédéralisme anglais et la Société des Nations dérivent des mêmes préalables que la théorie de Norman Angell\*. Mais Luigi Einaudi\* se montre moins dogmatique et n'est que rarement abstrait. Même lorsqu'il énonce un *a priori*, on sent son effort pour aller plus loin et ne pas figer sa pensée sous forme de lieu commun.

Si, du point de vue économique, un pays isolé est impensable dans le monde moderne, les économistes en déduisent que doit l'être tout autant l'antique État souverain absolu et indépendant dans ses frontières. À une expérience politique concrète, riche d'histoire, se substitue la généralisation d'un schéma économique.

Le fait remarqué en économie est réel ; y pourvoient, devront y pourvoir, les vrais facteurs techniques de la production mondiale. En tout point, sur ce terrain, le libéralisme économique est valable et sûr. Mais on veut en tirer des conséquences politiques définissant des aspirations vagues et des rhétoriques littéraires. Einaudi\* s'est efforcé de replacer ces idéaux dans une organisation politique concrète, mais il a dû se limiter à indiquer des activités communes avec d'autres États et des directions diplomatiques souhaitables. Quand il a compris que la Société des Nations se désagrégait face aux individualités nationales concrètes, le théoricien de l'Angleterre a laissé place à l'historien. Pour lui, la Société des Nations est devenue la formule englobant une politique réaliste, qui doit être concrétisée dans la relativité de la pratique : libéralisme, collaboration productive, reconnaissance de la dépendance réciproque des nations dans le champ économique. L'expérience abstraite déjà décrite est clairement dépassée et demeure comme la trace historique d'incertitudes théoriques.

### *Économie et morale*

La dernière forme de cette incertitude toujours identique (qui contribue substantiellement à caractériser Einaudi\* et en fait un esprit inquiet, riche de problèmes complexes, bien éloigné de la sécheresse des techniciens de l'économie) excède notre examen spécifique et ne saurait s'étudier brièvement que comme un visage des contradictions entre le scientifique et le politique, entre le moraliste et l'observateur des faits économiques. Sa philosophie donne la solution lorsqu'il définit la science et la morale comme des valeurs de *forme*, des absous, gouvernant le monde de l'esprit et en constituant même l'exakte description, et quand il considère la politique et l'expérience empirique comme les résultats de la libre activité des individus, suscitée en permanence par l'ensemble d'une réalité historique passée. Les lois de la morale se concrétisent dans les faits politiques mais n'en déterminent pas *a priori* le contenu. Einaudi\* a raison de dire que « la science économique est subordonnée à la loi morale et aucune opposition n'est possible entre ce que l'intérêt à long terme bien compris conseille aux hommes et ce que leur ordonne la conscience de leur propre devoir envers les générations futures ». Et sans prétendre juger ici son activité scientifique, son importance dans l'histoire de la doctrine tient certes avant tout en ce que la science des finances est passée avec lui de la multiplicité

hétérogène du recueil de faits à une organisation unitaire où s'expliquent les raisons de l'action et la genèse de la réalité économique selon un processus calquant la dialectique de la société.

Seule, cette façon formelle de considérer les faits peut justifier l'idée d'une économie scientifique qui ne soit pas abandonnée à l'arbitraire de l'expérience empirique. Mais si elle se situe au-dessus de cette dernière, la dite science ne pourra ni la saisir ni faire de prévisions, et le jugement qu'elle prétendra rendre *a priori* sur les faits singuliers devra n'avoir qu'une valeur d'exemplarité abstraite ; toute déduction rigoureuse sera ridicule et erronée ; le fait singulier, s'il se déduit d'une loi, n'est plus tel, il devient scientifique. Le concept économique est concept s'il n'a pas de contenu contingent et entier, et s'il s'applique au fait singulier, il ne constitue pas une loi sociale pénétrable. En somme, la théorie de la pratique explique cette pratique mais ne la crée pas.

Mieux que tout autre, Einaudi\* a vu ce problème, avec son identification (formelle) entre économie et éthique (indépendamment de toute distinction ultérieure à introduire par la recherche) : mais il n'a pas toujours renoncé à la prétention de prévoir la réalité sociale en fonction de sa science économique. D'où ses *prédications* et ses désillusions.

De façon presque tragique, l'expérience lui a donné le sens de la façon dont l'histoire se fait, au-dessus de toute loi, en cohérence seulement avec elle-même. Seule cette cohérence peut devenir l'objet universel et extérieur de la science. D'où la sûreté et la sérénité (rares chez un économiste) avec lesquelles dans ces dernières années il en arrive à juger à la fois la réalité et son œuvre elle-même. Étudier *a priori* des évènements singuliers du monde concret est encore un fait singulier concret : le scientifique se fait homme et doit se faire tel, en cohérence avec lui-même, mais toute sa science ne s'en enrichit que par la valeur de son expérience personnelle ; on ne saurait lui demander d'être infaillible. Sa *praxis* de scientifique semblerait contredire sa théorie. Seule l'Histoire rend vrais les deux moments, en prenant un fait singulier, non réalisé, sans validité supérieure au fait psychologique, et en l'incluant dans les lois d'un processus éternel. Le théoricien doit se contenter de cette cohérence supérieure, sans autres préoccupations intellectualistes, s'il a su écouter la responsabilité et l'impératif catégorique qui le tirent vers l'action. Luigi Einaudi\* a aidé tous les chercheurs

à résoudre ce problème, en l'affrontant dans ses termes moraux et en le résolvant en dehors des antinomies philosophiques.

### L'ÉTAT ÉTHIQUE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 2 AVRIL 1922)

[...] un de nos amis et collaborateurs<sup>1</sup> écrit [...] :

« J'ai une certaine peur de la fonction d'éthicité immanente que tu attribues à l'État. Pour moi, ce dernier doit n'être que le garant de la liberté individuelle ; que les individus résolvent ensuite leur problème moral au mieux qu'ils croient, y compris par la transcendance. En somme, il n'existe pas pour moi une idée libérale, mais seulement une méthode. L'État libéral doit exiger que toutes les idées (elles ont toujours un contenu donc un dogme) acceptent la *méthode* de la liberté pour tenter de s'imposer. »

Les deux idées ne sont en rien contradictoires. [Notre] immanentisme éthique [...] est sans illusion ni confusion et ne saurait théoriser – comme contenu – une fonction de l'État. Le caractère éthique de ce dernier est formel et n'a pas besoin d'être professé. Si toutes les idées doivent accepter la *méthode de la liberté* pour tenter de s'imposer, elles renoncent de ce fait même au contenu transcendental et dogmatique qu'elles pourraient avoir. Telle est la particularité de l'idée libérale, de l'État libéral : il faut l'accepter même de mauvais gré, il corrode toutes les intolérances pour en affirmer une nouvelle, formelle, qui ne demande pas d'adhésion mais détermine des actes.

D'autre part, parce qu'il est garant de la liberté individuelle, l'État crée une harmonie sociale et détermine une discipline qui constitue en fin de compte la substance même de la sociabilité comme négation des impulsions égoïstes, élargissement et dépassement de l'individu. Cela découle de l'État, du fait même de son existence. Son caractère éthique est un élan initial et un résultat alimenté par la libre initiative. En ce sens, il peut aussi être défini de façon simpliste comme une *administration publique*, mais à condition de bien comprendre toute l'idéalité et la religiosité implicites dans le fait de coordonner des volontés et de couronner de libres initiatives.

---

1. Romolo Murri\*.

## LÉGISLATION SOCIALE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 9 AVRIL 1922)

F. Andreani\* a consacré un des meilleurs volumes de la littérature italienne sur le sujet (*La Voce*, Florence, 1920), à enquêter sur les courants d'intérêts *plus ou moins avouables* qui ont cherché à vider nos lois de tout contenu social sincère. Sa critique pénétrante aurait même été plus décisive s'il avait saisi dans son entier le caractère parasitaire, utilitaire, camorriste<sup>1</sup>, de notre législation sociale, dès ses origines.

Il croit que les *assurances sociales* doivent être considérées comme la *réalisation technique d'un programme démocratique* ; il existerait un « droit de tous les citoyens d'une nation civilisée à être protégés dans leur vie et dans leur travail ». Pour nous, la démocratie est le royaume de l'initiative ; pour nous, ce droit est donc incontestable mais c'est aussi un devoir et l'individu doit y pourvoir. L'État interviendra en son temps, s'il le faut, pour discipliner, contrôler, garantir : l'action initiale a un caractère privé et tire son impulsion du besoin individuel.

Si l'État doit penser aux assurances, on ne peut douter que « soit préférable (à tout autre système) un impôt général sur les assurances sociales, qui permette de les étendre à toutes les catégories de travailleurs et simplifie énormément leur gestion, car l'État n'aurait qu'à se servir de la machine bureaucratique existant déjà pour la levée des impôts ». Au contraire, selon nous, il s'agit d'un besoin individuel devant être satisfait par les hommes ou les catégories qui le ressentent, par le biais de contrats, de conventions, d'associations ; et il n'y a aucune nécessité de l'étendre à tous. Il n'est possible de moraliser un peu l'institution qu'à partir de notre conception, en y introduisant une notion de responsabilité et des limites correspondant à des buts spécifiques. Une taxe sur les possédants en faveur des non-possédants augmenterait la dégénérescence utilitariste de la législation en vigueur ; elle confirmerait une conception de l'État comme esclave de clientèles turbulentes et d'intrigants audacieux, désireux de faire couvrir leurs rapines par l'ombre d'une légalité consacrée. Accidents, maladies, chômage, vieillesse entrent dans le calcul et la prévision individuelle : on accepte que la prévoyance doive être, à la rigueur, *stimulée* par l'action de l'État, mais il serait

---

1. « Mafieux » : la camorra est la version napolitaine de la mafia.

vraiment étrange de l'abolir ou de la déresponsabiliser pour la rendre universelle. On ne voit pas pourquoi, une fois accepté un impôt général pour les assurances sociales, on ne devrait pas en promouvoir ensuite un pour garantir à chaque citoyen – toujours par l'intermédiaire de l'État – sa nourriture, ses vêtements, le cinéma, etc., qui sont des besoins de même nature. Ce sont là des résidus de la conception patriarcale et autocratique de l'État paternel, remise à neuf par un réformisme qui devine la coupure entre l'État et les masses, et monte au crâne en cherchant à corrompre ces dernières par des promesses et des avantages matériels : mais ici aussi il faut avoir le courage de se débarrasser aussi ici du danger utilitariste, en l'attaquant à la racine.

« Puisque les accidents ouvriers sont obligatoirement couverts depuis 1904 et que les accidents agricoles le seront en 1919, on voit qu'il a bien fallu *quinze* ans pour donner aux paysans du Sud et de [toute] l'Italie les avantages dont jouissaient les ouvriers organisés du Nord. » En effet, telle peut et ne peut qu'être la politique du réformisme qui cède quand il ne peut plus résister, ne se laisse arracher de concessions que par les plus audacieux, mais a du courage face aux groupes silencieux et ne dédaigne aucun abus à leurs dépens. Il est vain de croire, comme Andreani\*, pouvoir éliminer les considérations *politiques* au nom d'un idéal *technique* : notre parlementarisme, les mœurs de notre bureaucratie s'y opposent de façon irrémédiable. Là où on aperçoit un avantage pour un groupe d'électeurs, la bataille est inexorablement politique et en sortent victorieux les groupes aguerris, les députés les plus autorisés. Pour vaincre le parasitisme, il fait exclure l'État de la fonction.

L'État gestionnaire des assurances sociales suivra toujours la *bonne* politique qui « conseille de ne pas concéder aux paysans ce que l'on concède aux ouvriers : les ouvriers des villes savent faire du bruit, les paysans, eux, sont plus dociles ».

Le système pratique, à savoir une organisation des assurances adéquate aux exigences individuelles, ne s'obtiendra que par la libre initiative privée. Si elle est fondée sur des bases sérieuses, publiquement garanties d'une manière que l'État pourra fixer par la loi, celle-ci agira selon des intérêts et des responsabilités spécifiques ; non en poursuivant un vain idéal de solidarité humaine – qui, se réalisant, deviendrait un nouvel objet, clandestin, de spéculations – mais en réglant

d'authentiques contrats où les deux parties trouveront des avantages réciproques.

Hors de cette voie, prévaudra toujours la vieille tradition selon laquelle « promettre et ne pas tenir ou tenir à moitié, longtemps après, nommer commission sur commission, lancer étude sur étude, faire imprimer des communiqués publicitaires sur les ministres qui se dirigent “audacieusement” vers des “réformes hardies” est la sage politique de nos hommes de gouvernement ». De même, penser qu'un « monopole idéal ne peut se réaliser que dans des formes supérieures et plus parfaites de solidarité, quand on aura inventé de nouveaux moyens d'intervention de l'État et que seront passés à l'histoire la bureaucratie avec ses fastes ou le parlementarisme avec ses ingérences » constitue une dangereuse illusion, car les *monopoles* ne sont jamais idéaux ; ils opèrent toujours par nécessité, comme tout organisme humain, en fonction d'intérêts individuels et d'aspirations utilitaires, et seront donc toujours asservis aux hommes politiques.

#### LA REPRÉSENTATION ÉLECTIVE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 23 AVRIL 1922)

Pourquoi la représentation élective est-elle inacceptable ? P. Mignosi\*, le théocrate du relativisme, répond : « Il n'est legitime *[sic !]* de dire que l'individu A est représenté par l'individu B que si la volonté de A coïncide avec celle de B et si l'action de B répond en permanence et avec fidélité à la volonté de A. »

La démocratie n'a jamais rêvé ces infantilismes dialectiques. Pour un libéral, le régime démocratique ne se confond en rien avec une manifestation électorale. Les doctrines constitutionnelles parlent de *délégation de pouvoirs* ou de *désignations de capacités*, et seul un pseudo-philosophe descendant de G. Rensi\* pouvait se faire de façon aussi grossière l'interprète de l'antiparlementarisme. Il ne s'agit pas de représentation, ni de rapport statique, mais de rapport créatif. Les représentants sont tout à la fois les serviteurs et les despotes d'un peuple ; le gouvernement en est le résultat et le point de départ ; l'État est donc supérieur à la démocratie car il coïncide avec une aristocratie naissant des viscères mêmes du peuple, par un processus libéral et dialectique. Tel est le secret des problèmes de *praxis*.

## *Des rejets et un horizon*

*Gobetti a construit son libéralisme, avant tout, en opposition à l'Italie de Giolitti\*, comme maints intellectuels italiens du temps. Cela se retrouve encore en 1924 et passe en particulier par la condamnation du scrutin uninominal. S'ajoute l'hostilité initiale au Parti socialiste et au Parti populaire catholique. Tout cela se combine pour aboutir face au fascisme à une vision plus précise d'un libéralisme démocrate, laïc, fondé sur la valeur du travail, jouant pour l'Italie le rôle de la Réforme protestante qui n'a pu s'y implanter.*

### **COLLÈGE UNINOMINAL (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 25 NOVEMBRE 1924)**

Dans son dernier discours, le député Soleri\* a déclaré : « Par rapport à l'expérience de l'après-guerre, il ne faut pas oublier qu'il existait alors une loi électorale telle qu'aucun parti ne pouvait gouverner seul et que chacun pouvait empêcher les autres de gouverner. De la sorte, la base de notre système électoral avait été altérée, alors que l'expérience de l'avant-guerre démontre bien que, sur la base du collège uninominal, sans nécessiter d'artificieuses réformes, l'actuel régime parlementaire permet la stabilité gouvernementale et la réalisation de vastes programmes sociaux, politiques et économiques. »

L'expérience de l'avant-guerre est celle du giolittisme. Soleri\* a bien de la chance de s'en souvenir comme de l'âge d'or. De 1901 à 1911, la stabilité gouvernementale fut une expérience de dictature. Le vaste programme social consista à domestiquer le Parti socialiste grâce aux illusions et aux compromis obtenus par l'entremise des Sacchi\* et des Pantano\* en tous genres. Le collège uninominal constitue le milieu idéal où la politique peut se faire par le biais d'une oligarchie restreinte et où les intérêts et les traditions des partis le cèdent aux ambitions personnelles. Giolitti\* fut maître en élections au suffrage uninominal. Soleri\* peut se souvenir encore avec émotion de la façon dont, avec le pacte Gentiloni<sup>1</sup>, son *Duce* réussit à le faire élire en 1913 contre Galimberti\* dans la circonscription de Cuneo. Giolitti\* savait

---

1. Série d'accords passés les législatives de 1909, avec la bienveillance de l'Église, par le comte Vincenzo Ottorino Gentiloni (1865-1916), président de l'Union électorale

doser les méthodes, choisir une à une des personnes de confiance : les matraqueurs en Italie méridionale où les cliques ministérielles avaient en main la presse et l'opinion publique, et où l'on pouvait cogner les prolétaires sans les autoriser à protester ; le pacte Gentiloni dans le Nord pour s'allier aux prêtres et aux francs-maçons. Ses candidats devenaient de tranquilles feudataires, libres de représenter et d'exercer de façon débonnaire tous les pouvoirs dans leur circonscription. En échange de cette liberté de traiter leurs propres affaires, il suffisait qu'à la Chambre ils obéissent au dompteur et portent leur carte de visite chez son concierge, à son appel<sup>1</sup>. Pour la période qui précède l'aventure libyenne<sup>2</sup>, Giolitti\* a quelques mérites de grand homme d'État, mais l'histoire devra montrer sa responsabilité dans la création de tels systèmes, inséparables de sa personne et représentants par excellence du giolittisme.

Dans le gymnase du collège uninominal, on entraîna à l'intrigue et à l'ignorance une classe dirigeante italienne habile au commerce des voix et désireuse de se tenir loin de toute autre chose publique. La créature représentative de cette majorité, le produit naturel des mœurs giolittien, fut Facta\* qui, en bon ménager, comprenait la politique étrangère comme une façon de faire à autrui les honneurs de sa maison. Giolitti\* au pouvoir ne peut préparer d'autres successeurs et des chefs d'une autre trempe que ce brave avocat de Pinerolo.

---

catholique, assurant un soutien à une cinquantaine de libéraux modérés contre des candidats de gauche, moyennant la protection de l'école confessionnelle, le refus du divorce et des mesures charitables. Ce « pacte » prélude à la levée générale en 1919 du *non expedit*, l'interdiction faite depuis Pie IX aux catholiques italiens d'être élus ou électeurs.

1. En mai 1915, hors session parlementaire, la majorité des députés dépose sa carte de visite chez Giolitti, neutraliste, en un vote symbolique contre le président du Conseil, Salandra\* ; la mention de cet épisode et sa généralisation, comme s'il s'agissait d'une habitude, rappellent la sympathie de Gobetti pour l'interventionnisme, et son antigiolittisme.

2. La guerre italo-turque de 1911, qui amène la conquête de la Libye et du Dodécanèse, a été voulue ou acceptée par Giolitti\* pour s'attacher les nationalistes dans une perspective transformiste, et donner aux Italiens un motif de cohésion. Au-delà de l'échec en politique intérieure, car l'affaire restreint plutôt les soutiens du gouvernement, le fait de limiter les « mérites » de Giolitti\* à la période antérieure renvoie à un rejet de cette guerre, inspirée par la franche hostilité de Salvemini\* et les réserves ironiques d'Einaudi\*.

La proportionnelle bouleverse ces plans. Sur trois cents giolittiens, quelques dizaines revinrent à la Chambre. Dans le désordre de l'après-guerre, tous les vainqueurs ne valent pas mieux que les vaincus. D'où la légende voulant que la proportionnelle élimine les valeurs individuelles (bien qu'on puisse avec humilité se demander à quelles valeurs individuelles on entend faire allusion ici). Mais même si les membres de chambres élues à la proportionnelle ne valaient pas mieux que ceux des chambres giolittienes, même si on pouvait les juger inférieurs, resterait ce fait fondamental : le ton n'est plus donné par les individus mais par les partis. La responsabilité de la crise parlementaire de l'après-guerre ne revient donc pas à la proportionnelle qui permit pour quelques années de tenir à distance le fascisme : la dégénérescence des mœurs parlementaires naquit des agitations d'anciens combattants et fut préparée par la décennie de Giolitti\*, avec la domestication du parlement, la suppression de la lutte politique et la persécution des personnalités refusant de plier devant le « *Duce* ».

La révolte de Soleri\*, ultime jeune espoir du giolittisme, provient de ce noviciat : entre les disciples de Giolitti\* et la proportionnelle, il existe une incompatibilité de caractère. Une prophétie circule, en vertu de laquelle l'idée de devenir un jour président du Conseil sourit à Soleri\* : s'il est vrai que dans quelques années devra succéder à Mussolini un *Duce* piémontais, les *papabili* sont justement les deux anciens combattants, lui et Rossini\*. On ne peut pas vraiment dire que le gouvernement des anciens combattants sera un modèle de modernité ! Il faut rappeler qu'à un mutilé lui demandant son appui en cas de crise ministérielle, Giolitti\* répondit « *I mutilà e i coumbatent a soun mè fiauei* » [« Les mutilés et les combattants sont mes fils »]. Ces spectres reviennent comme des délices indigènes, des mœurs provinciales ancrées dans la race. Pendant que le combattantisme ressuscite le giolittisme, le gouvernement des médaillés militaires sera toujours celui des commandeurs et de leur infaillible instrument, le collège uninominal de Trifouillis-les-Oies ou de Bécon-les-Bruyères<sup>1</sup>.

---

1. Dans le texte italien, « Grosso-Campana » et « Casalegno »...

## LE COLLABORATIONNISME DE MISSIROLI\*

(*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 19 FÉVRIER 1922<sup>1</sup>)

[...] On ne saurait nier que le socialisme a contribué à donner une conscience aux masses, ne serait-ce qu'en alimentant une lutte nécessaire ; mais ce « sentiment d'individualité, d'orgueil » qui naît de façon immédiate d'une formation spirituelle marxiste spontanée se révèle incompatible avec les principes du réformisme turatiens. Ce dernier ne peut avoir avec lui les masses qui considèrent l'expérience avec intérêt mais disjoignent leurs responsabilités : Turati\* et ses amis ne disent rien de plus que Giolitti\* ou Nitti\* ; leur philosophie est celle mi-humanitaire mi-philistine des petits bourgeois. La tare originelle réside dans une conception démocratique au caractère en pratique catholique : selon eux, le gouvernement a une fonction utilitariste transcendante, les masses en profitent pour accepter les avantages qui leur sont offerts. Le cercle vicieux des lois sociales (qui seraient comme jusqu'ici le cœur de la politique socialiste) est inexorablement contre-éducatif. Turati\*, en pratique, ne mène pas au « luthéranisme social » et au sens de la responsabilité, mais à une nouvelle révélation hédoniste et quiétiste.

Si l'on croit que « l'éternelle crise italienne est religieuse », il faut admettre que l'unique libération sortira de l'autonomie populaire et de l'initiative directe. L'État du peuple sera celui pour lequel celui-ci saura souffrir de façon volontaire et se donner une autodiscipline.

## LES DERNIERS CONSERVATEURS (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 11 JUIN 1922)

Les populaires ne peuvent être un parti de masse qu'en se différenciant – par un net refus – du socialisme révolutionnaire (pour s'adresser à d'autres masses) ; les réformistes peuvent devenir un parti de gouvernement en renonçant à leurs principes marxistes (auxquels ils n'ont jamais cru) et en retenant du passé la seule expérience des parlementaires et des leaders. La lutte politique de ces dernières années a précisé

1. Une semaine avant cette note, le premier numéro de *La Rivoluzione liberale* comportait une lettre d'adhésion de Missiroli\*, soulignant les convergences de la revue avec sa *monarchia socialista* mais expliquant que le socialisme, « luthéranisme social », peut résoudre la crise italienne en donnant « aux masses une conscience et un sentiment d'individualité, d'orgueil » et se prononçant donc pour une collaboration entre socialistes et libéraux.

de nouveaux intérêts conservateurs, distincts des intérêts révolutionnaires (communistes) et réactionnaires (fascisme agraire) : les partis qui les incarnent – les démocrates ayant été liquidés face au fascisme – se réduisent au PPI<sup>1</sup> et au PSU<sup>2</sup>.

C'est ce que l'on ne voit pas dans le combat politique actuel. Ce que l'on croit voir semble plus spectaculaire. PPI et PSU poursuivent une compétition démagogique exaspérée et ne réussissent pas à assumer leurs responsabilités spécifiques. En faisant étalage de caractère populaire, ils croient amener les masses au gouvernement : en réalité, ils y font arriver leurs propres responsables, et ce sont encore les couches moyennes, épuisées par leur propre poids numérique, qui les y conduisent dans un dernier et pénible effort.

Quel est l'état d'esprit de chacun des deux partis face à la participation au gouvernement ? Face aux populaires, les socialistes n'ont soulevé que les problèmes suggérés par leur ignorance (intransigeance formelle, liberté scolaire) : et c'est normal car le PPI leur offre des garanties bien suffisantes (masses et hommes pour gouverner). En ce qui concerne ce dernier, ses opinions sont plus complexes, ses préoccupations plus raisonnables du moins en apparence. La démagogie réformiste est partagée par les populaires, mais peut sembler plus dangereuse et plus intempérante. Le problème a paru tout de suite si urgent que le grand tacticien de l'érudition *[sic]* ministérielle, Filippo Meda\* a dû se déranger. D'où ce petit livre<sup>3</sup>, assez bref, avec sa morale et sa rassurante conclusion dogmatique : Turati\* et ses camarades méritent le prix de la bonne conduite ; ils peuvent être de dignes collègues des populaires auxquels ils offriront la disparition de tout socialisme d'opposition. Il faut s'en tenir à la surface des choses pour juger étrange que ce soit Meda\* qui ait assumé cette tâche et qu'il l'ait

1. Le parti populaire italien de don Luigi Sturzo\*, fondé en 1919, catholique même s'il se veut non confessionnel, obtient 20,5 % des voix et 100 députés sur 508 en 1919, puis 20,4 % et 108 sur 536 en 1921.

2. Le parti socialiste unitaire, réformiste, constitué en octobre 1922 autour de Turati\*. Le fait que la scission soit postérieure aux législatives de 1921, où le PSI même affaibli par la scission communiste a 24,7 % des voix et 123 députés, empêche de mesurer le poids relatif des « unitaires » et des maximalistes. Aux élections de 1924, écrasées par le fascisme, les premiers, bien que minoritaires au congrès de Rome où la séparation s'est faite, obtiennent 5,9 % des voix et 24 députés contre 5 % et 22 députés aux seconds.

3. F. Meda, *Il partito socialista italiano*, Milan, 1921. [n.d.a.]

accomplie jusqu'à se leurrer sur l'efficacité populaire réelle du réformisme. En réalité, le résultat était déjà implicite dans sa *forma mentis* et dans sa méthode.

Bien que l'opuscule porte comme sous-titre « *De la première à la troisième Internationale* », il ignore les vastes horizons européens aux-quels se connecte le mouvement italien, et l'Histoire finit par s'y réduire à une chronique superficielle et sommaire des congrès du parti.

En elle-même, cette méthode suggère quelques considérations et un jugement clair. Évaluer un mouvement dans ses résultats sans tenir compte du mouvement lui-même, lequel les conditionne entièrement, voilà une prétention typiquement et étroitement politique. Et elle entraîne de profondes erreurs lorsqu'elle s'applique à un phénomène situé en pleine *praxis* formatrice et qu'on ne saurait évaluer en fonction de ses actes, mais plutôt de ce qu'il inspire, des courants d'activité et d'idées qui y sont implicites ou en germe.

Mais Filippo Meda\* conçoit l'histoire d'une manière abstraite et statique ; il ne sait pas pénétrer la dialectique des forces et l'autonomie des initiatives, et se contente sur le plan intellectuel d'un examen de formules et de logiques pour meeting. Son catholicisme le conduit, *a priori*, à enfermer le progrès historique dans les schémas d'une révélation épuisée, et avec de telles prémisses il ignore de façon logique la spontanéité des mouvements du peuple. Et son esprit de catholique populaire, donc d'homme de gouvernement, peut s'intéresser aux forces capables de s'exprimer avec les mots et les valeurs du conservatisme, mais lui fait refuser avec obstination tout ce qui, avec la spontanéité d'un effort révolutionnaire et d'une ardeur créative, s'oppose à la normalité de la formule conservatrice, déduite avec rigueur du passé.

Sa position d'homme politique limite et complète celle qu'il a en tant que catholique ; elle évite la logique rigoriste du dogmatisme qui porterait à un refus violent du monde moderne, se contente d'un pseudo-réalisme qualifiable plutôt de réformiste et tendant à éliminer de l'Histoire l'imprévu et le combat pour les remplacer par un optimisme sans âpreté ni intransigeance. Le Parti socialiste italien n'est donc pas rejeté *a priori* comme hérétique, mais étudié dans son mouvement empirique, où rigidités et positions claires sont atténuées par les inéluctables transactions. Attitude réformiste caractéristique qui, malgré toutes les proclamations d'objectivité, pousse inexorablement

Meda\* à examiner avec bienveillance et à mettre en valeur les tendances gradualistes et contre-révolutionnaires, sans lui faire ressentir le besoin de critiquer avec netteté la doctrine théorique de l'extrême gauche. Meda\* présuppose que le Parti populaire est dans le vrai en sous-estimant tout mouvement au contenu non traditionaliste, et ce préalable implicite se transforme en une vision tauratienne des mouvements de masses. Don Sturzo\* et Turati\* se retrouvent sur une même position de démocratie démagogique. Le vague libéralisme de Meda\* appuie la vision de don Sturzo\* et en théorise les prémisses théoriques par l'étude des exigences des masses à travers les débats patriarcaux des notables (chefs de partis et de courants).

Si nous passons de l'attitude initiale à une analyse plus détaillée et plus soigneuse, on trouve de nombreuses erreurs de méthode (en voulant se limiter aux considérations formelles et respecter les limites que l'auteur s'est données de manière délibérée).

Une histoire du socialisme qui n'examine pas les fondements théoriques et pratiques de la doctrine est vouée à demeurer une étroite et imprécise accumulation de formules. Dans sa base théorique, le socialisme marxiste est la doctrine de l'action directe du peuple, de la lutte d'une aristocratie ouvrière pour la promotion des classes laborieuses. En Italie, faute d'élaboration doctrinale suffisante, on n'a pu dégager tout de suite ce noyau central qui en constitue la base, d'où des polémiques oiseuses sur le collectivisme et l'internationalisme : idées mythiques dont on ne peut savoir si elles sont réalisables car leur valeur est celle de purs instruments de lutte. Les courtes notations d'actualité de Meda\* auraient donc dû être précédées par un jugement sur cette opposition théorique et par l'examen des rapports entre marxisme et socialisme, entre socialismes européens et italien.

Le caractère abstrait de la doctrine, la superficialité et l'inadéquation de toutes les formules gradualistes, intégralistes, syndicalistes, anarchistes et révolutionnaires (échos vagues et lointains de théories ayant mûri ailleurs), privées d'expérience politique spécifique, tout cela devait ouvrir la voie à ceux dont la recherche ne serait pas gouvernée par un refus *a priori* de l'*infection révolutionnaire*, pour qu'ils saisissent la dualité fondamentale qui travaille le Parti socialiste italien et crée l'équivoque dans son action concrète.

Depuis les premières tentatives du Risorgimento, existe en Italie une situation révolutionnaire spécifique, potentielle durant le travail

technique des artisans de la création de l'État italien, explicite lorsque cet État, réalisé, apparaît comme vide de sens spirituel et doit recourir aux masses pour qu'elles le vivifient. Existe d'autre part, hors du gouvernement, des aristocraties plus ou moins savantes qui s'attribuent *a priori* une fonction d'assistance et d'aide au peuple, qui explorent toute possibilité de conciliation, qui réclament toutes les réformes pour empêcher une action directe du peuple, pour le tromper par des offres pacifiques qui leur conserve la fonction d'éducation et de promotion héritée de la philosophie des Lumières. Ce réformisme correspond en substance à la falsification du libéralisme inaugurée pendant le Risorgimento et corrompue avec les pratiques de la Gauche historique.

Nous avons donc dans le Parti socialiste une des formes de l'opposition inéluctable entre peuple et gouvernement dans l'Italie immature, une infiltration de pseudo-libéraux et donc, au sein du parti, une reproduction de la lutte entre libéralisme et action populaire.

Face à Crispi\* et à Pelloux\*, il s'agit de lutter pour que se réalisent les plus élémentaires conditions de la liberté, des possibilités d'agir : le parti a donc une unité (qu'il recherchera ensuite en vain et devra en permanence proclamer sans autre précision) et l'accord se fait sur un point de nature formelle, les revendications se réfèrent seulement à une reconnaissance de la possibilité et de la nécessité pour chacun d'exprimer ses propres idées. Turati\* est proche des revendications révolutionnaires, tout comme Papafava\*, Einaudi\*, Croce\*.

Mais le danger passé, Turati\* ne peut se distinguer de Giolitti\* que par une démagogie plus intense : sa ligne d'action est la même, la lutte n'oppose plus des principes mais des individus. En ce sens, Bissolati\* a été plus cohérent et plus sincère que Turati\* en acceptant les responsabilités gouvernementales, inéluctables du fait des préalables théoriques. Les poses antigouvernementales elles-mêmes constituent des attitudes gouvernementales, des attitudes parlementaristes ; la révolution est passée de la rue à l'Assemblée, mais elle s'est transformée en diplomatie. Le meeting est l'arme des nouveaux chefs pour propager des illusions, le système adopté pour renforcer une position personnelle : par nature, ces gens tendent à l'union, veulent apparaître comme les représentants d'un puissant mouvement, et recherchent donc toutes les formulations intellectualisées de l'équivoque et de l'arrivisme camouflé. La controverse creuse des congrès – du refus des courants (Imola

1902<sup>1</sup>, Bologne 1904<sup>2</sup>) au socialisme intégral (Rome 1906<sup>3</sup>) et au réformisme de droite ou de gauche (Florence 1908<sup>4</sup>, Modène 1911<sup>5</sup>) – cache seulement ce secret calcul. Les efforts d'autonomie des masses échappent à tout examen, fermentent en cherchant une expression qui ne se manifeste que de façon timide à Reggio (effet de la guerre de Libye)<sup>6</sup> et explicite à Rome<sup>7</sup> et Bologne<sup>8</sup> du fait de la guerre

- 
1. Congrès socialiste où les réformistes dirigés par Turati\* s'imposent contre les révolutionnaires, ce qui permet une certaine collaboration avec le gouvernement Giolitti\*. Pour ces congrès, voir Gaetano Arfe, *Storia del socialismo italiano (1892-1926)*, Turin, Einaudi, 1965 ; Zeffiro Ciuffoletti, Maurizio Degl'Innocenti, Giovanni Sabbatucci, *Storia del PSI*, I, *Le origini e l'età giolittiana*, Rome et Bari, Laterza, 1992.
  2. Congrès où triomphe une coalition de l'aile gauche menée par Enrico Ferri\* et des syndicalistes révolutionnaires, avant l'échec la première grève générale organisée en Italie, des élections anticipées provoquées par Giolitti\* et le premier recul électoral du PSI.
  3. L'échec de la politique issue du congrès de 1906 amène une alliance « centriste » entre Ferri\* et Odino Morgari, théoricien de l'entente entre toutes les tendances, position dite « intégraliste », soutenue par les réformistes pour marginaliser le syndicalisme révolutionnaire et préparer leur retour à la tête du parti.
  4. Congrès marquant la victoire des réformistes, à l'origine de la fondation en 1906 de la Confédération général du travail qui passe l'année suivante une alliance permanente avec le PSI et marginalise le syndicalisme révolutionnaire, que le PSI a désormais condamné.
  5. Congrès où se manifeste l'opposition entre le réformisme de Bissolati\* et Bonomi\*, favorables à Giolitti\* dont ils attendent le suffrage universel et le monopole d'État sur les assurances, et celui de Turati\*, auquel ils se rallient mais qui les tient pour radicaux et non socialistes.
  6. Gobetti escamote le congrès de 1912 où sont exclus Bissolati\* et Bonomi\*, sous la pression de l'aile gauche menée entre autres par Mussolini. C'est l'aboutissement de vieux conflits plus que la conséquence de la guerre de 1911, bien que la participation de députés à des manifestations patriotiques soit mise en cause et que soit aussi exclu le belliciste Guido Prodecca\*.
  7. Le congrès de septembre 1918, à Rome, voit un affrontement entre majorité et réformistes appuyés sur les députés et la Confédération générale du travail. Liés au modèle de la révolution russe, les maximalistes, qui entendent réaliser au plus vite le programme maximum du parti, perdent du terrain, les réformistes sont marginalisés mais non exclus.
  8. Le congrès de 1919 voit le triomphe du maximalisme, les réformistes acceptent une unité à gauche et, au nom de la dictature du prolétariat et de la République socialiste, l'abandon du programme de 1892 prévoyant la conquête démocratique des pouvoirs publics.

européenne qui place d'immenses noyaux d'ouvriers et de paysans en face de leurs responsabilités sociales.

Ces dernières années, l'opposition se manifeste de façon claire entre réformistes (autant dire giolittiens, nittiens) et révolutionnaires : Livourne<sup>1</sup> est l'héritage de trente ans d'équivoque, et l'hésitation des serratiens<sup>2</sup>, absolument inaptes à toute perspective réaliste, désorganise de façon définitive les forces populaires. Le marxisme italien débute de façon plutôt modeste avec un parti communiste pas tout à fait débarrassé des flottements démagogiques purement négatifs du *misianisme*<sup>3</sup> ; de façon explicite, les réformistes sont appelés à prendre des responsabilités gouvernementales : les unitaires incapables de clarifier leur raison d'exister se maintiennent pour témoigner d'un passé et d'une tradition sans vitalité. Avec ce résultat, Turati\* devient un élément efficace de la politique contingente ; lui seul constitue une réalité pratique adéquate aux tâches parlementaires ou gouvernementales. Même dans la froideur de sa chronique des événements, on sent qu'au cours de son étude, Meda\* a trouvé en lui une âme-sœur.

### POPULAIRES ET RÉACTION (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 16 AVRIL 1922)

« Les populaires suivent désormais des méthodes extrémistes ; ils sont ou seront alliés aux extrêmes. Mais n'ayons aucune illusion ! Ce n'est pas la première fois que l'Église s'allie avec quelques mécréants pour en combattre d'autres. La négation de la liberté de pensée, l'exigence de l'obéissance inconditionnelle aux autorités supérieures (dogmes inébranlables de l'Église), la nécessité de consolider les positions et les intérêts matériels qu'il acquerra petit à petit, amèneront fatalement le Parti populaire – qui deviendra bien vite plus proprement et plus

---

1. Le congrès de janvier 1921 voit l'abandon du parti par la minorité communiste, à peu près le tiers des mandats.

2. Les partisans de Serrati\* socialistes maximalistes, entre réformistes et communistes.

3. Du nom de Francesco Misiano\*.

strictement clérical – aux formes de la plus odieuse reaction. » (P. Mengarini\* dans *Conscientia*<sup>1</sup>)

La pure vision des antithèses idéales suprêmes est profondément éducative, mais n'est pas réaliste du point de vue politique. Ici, Mengarini\* pêche par unilatéralisme. Le processus historique est dialectique et non unidimensionnel. La profonde logique du cléricalisme et de la théocratie pousse sans doute le Parti populaire à une action réactionnaire. D'autre part, on ne peut faire abstraction de l'existence d'une Église et d'un esprit catholique qui ont des traditions historiques et qui correspondent à un degré de développement de la mentalité du peuple.

Notre position ne peut être qu'antithétique mais ne saurait ignorer la complexité contradictoire de l'idée qu'elle combat. Pour réussir, le catholicisme réactionnaire doit revêtir l'habit démocratique et démagogique. Le réformisme est plus dangereux que la théocratie, plus répugnant, plus impur, mais il constitue pourtant la première forme sous laquelle l'hérésie s'affirme dans l'univers du dogme, le premier moment où la modernité pénètre dans la cohérence catholique pour la dissoudre. Nous combattons de l'extérieur, de façon révolutionnaire, mais nous ne pouvons pas ne pas percevoir ce processus profond, contemporain de notre action.

Malgré toutes ses intentions, le parti de don Sturzo\* devient le premier pas vers le monde moderne : l'école élémentaire, l'abécédaire de la liberté et de l'hérésie. Ce sont des démarches qui ne s'effacent jamais, qui se rendent tout de suite indépendantes des buts auxquels elles aspirent. Le monde de la liberté est absolu et inexorable : on ne joue pas avec le feu ! Les populaires habituent les esprits à sortir, pour un moment au moins, par une méthode contingente, de l'intolérance sacrée de la papauté, du monde clos de la transcendance et du dogme.

---

1. Revue promue après 1918 par Dexter G. Whittinghill, missionnaire de la *Southern Baptist Convention* américaine, comme lieu de discussion pour des intellectuels intéressés à une rénovation religieuse en l'Italie. Dirigée de fait puis officiellement en 1924 par Giuseppe Gangale (1898-1978), tirant à quelque 5 000 ex., elle rassemble des intellectuels antifascistes, dont Lelio Basso, Mario Vinciguerra\*, Felice Momigliano ou Gobetti qui édite en 1925 le livre de Gangale *Rivoluzione protestante*. La revue survit aux lois « fascistissimes » mais est supprimée en 1928 (voir Giorgio Spini, « L'eco in Italia della Riforma mancata », in Alberto Cabella et Oscar Mazzoleni (dir.), *Gobetti tra Riforma e rivoluzione, op. cit.*).

Il est vain d'espérer que la transaction reste dans ses limites contingentes et empiriques ! La liberté et la démocratie dans les méthodes deviennent les prémisses d'un nouvel idéal. Ainsi, le réformisme et le Parti populaire creusent eux-mêmes leur tombe. Après avoir constaté la dialectique du processus, notre place n'est pas celle de spectateurs, mais de combattants audacieux et intolérants, sachant comment la lutte finira s'ils y apportent le sacrifice de leur dévouement.

### LES POPULAIRES (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 2 JUILLET 1922)

Le Parti populaire est né avec un programme éclectique : il a trouvé sa réalité et son identité dans la *praxis*. Il faut donc l'évaluer sur cette dernière, au-delà du contenu de son programme.

Dans le combat politique, les populaires trouvent leur antithèse chez les fascistes et les communistes. Durant le Risorgimento aussi, cléricaux et jésuites combattaient sans relâche les vrais libéraux (Spaventa\*, Bertini\*) et les mazziniens<sup>1</sup>.

Les populaires d'aujourd'hui ne sont pas les cléricaux d'hier et les fascistes ressemblent moins que jamais aux libéraux (quoi qu'en pense Salandra\*) : les communistes, eux, au lieu de réclamer leur héritage, s'indignerait d'être comparés aux mazziniens. Mais il serait difficile de trouver des analogies autres que celles-ci ; il est impossible, sauf par cette voie, de remonter à la tradition.

Le Parti populaire ne redoute pas un centre-gauche, ne s'indigne pas contre les modérés athées, de même que Passaglia\* n'était pas le seul prêtre à lancer des clins d'œil à Cavour.

Les jésuites (et les populaires) ont redouté (et redoutent) les fermentations religieuses, les élans d'intolérance, les intransigeances rigides, qu'elles soient révolutionnaires ou antilégitimistes.

Le Parti populaire est bien royaliste dans son indifférence envers la couronne, héritière de la plus pure tradition du monarchisme giolittien (peut-on exalter une réalité qui vit de transactions, prudente, circonspecte, calme et silencieuse ?) Il est monarchiste car modéré (seul don Sturzo\* se sauve en partie). Toute possibilité de révolution religieuse fait peur aux conservateurs : et la république (quand ce n'est pas celle d'E. Chiesa\*) est le préalable politique de la révolution

---

1. Les républicains, inspirés par Giuseppe Mazzini\*.

antidogmatique. On peut convertir Mussolini, mais on ne peut pas se fier à Grandi\* : le fascisme est confusionniste, incertain et donc peu dangereux ; mais mieux vaut voir clair. Les communistes entretiennent de bons rapports avec Satan et parlent d'autonomie au peuple comme ce Mazzini\* qu'ils détestent tant.

Il faut craindre les minorités (ce furent elles qui prirent Rome) et désamorcer les révoltes (pour resserrer les limites du combat politique).

L'Église veut conserver ses positions et les classes dirigeantes veulent qu'il en soit ainsi. Elle a toujours été une hiérarchie enfermant toutes les forces dans les cadres de la tradition et l'ordre de l'immobilité : le critère de distribution des charges y est bien plus réactionnaire que le principe héréditaire.

Les intérêts des classes politiques dominantes, proches de l'épuisement, ont toujours trouvé des analogies et des coïncidences avec ce mécanisme de conservation de la hiérarchie ecclésiastique. Pour réprimer les efforts vers l'autonomie d'aristocraties naissantes, la classe ecclésiastique offre en cadeau à la réaction politique le jeu sournois de la propagande démocratique. L'Église peut toujours proclamer sans crainte son intention de parler au peuple. Au XVIII<sup>e</sup> siècle, pour sauver la féodalité, les Jésuites pouvaient prôner le régicide. De la même façon, le PPI obéit à une logique conservatrice.

L'illusion réformiste constitue la dernière résistance à la révolution laïque, à l'autonomie populaire. On peut faire s'effondrer l'esprit de sacrifice des masses. On prêche la tranquillité, la paix, le bien-être : de bonnes choses pour accompagner l'enfance et maintenir la nécessité d'une tutelle ; les populaires sont... démocrates et, par amour du peuple, ils ne se lasseront pas de lui apprendre la résignation et la tolérance.

Sauf que sous les prêches, la réalité historique demeure. La nouvelle tolérance des populaires et leur utilitarisme les obligent à descendre sur le terrain de la modernité et – même s'ils ont réussi à corrompre l'autonomie du socialisme en l'alignant sur eux – ils ont fini par accepter les préalables laïques. Ces préalables seront défendus ou repoussés – toute prévision est inutile – mais aujourd'hui [...] leur irrésistible validité et leur importance face au peuple sont de nature libérale. La transigeance réformiste suscite aussi des vertus et des consciences antidogmatiques. En Italie, le problème des relations entre l'État et

l'Église a toujours été si aigu et si dangereux qu'il faut le traiter avec la plus grande prudence. Si le Parti populaire arrive à assurer la fonction [...] d'améliorer ces rapports, il n'aura certes pas eu une mince importance dans la pratique politique.

*À ces critiques, antérieures à l'accession de Mussolini au pouvoir, correspond une sympathie pour le monde ouvrier, et pour le communisme tel que Gobetti peut le connaître ou l'imaginer. D'un côté, il voit dans les soviets, et dans le mouvement ouvrier turinois, une manifestation d'auto-organisation proprement libérale. D'un autre, il est industrialiste, en tant que Turinois, très attaché à une ville qui a perdu son statut de capitale politique en 1864 et a retrouvé une identité comme capitale industrielle du pays, et au nom de l'idée d'un progrès lié à la confrontation et au conflit. Aussi, autant que leurs ouvriers, il admire les grands entrepreneurs, Agnelli\* ou, on le verra, Ford<sup>l</sup>. Comme l'antifascisme le rapproche des socialistes, tout cela débouche sur la proclamation d'une proximité entre le socialisme et le libéralisme, « fils de l'industrialisme<sup>2</sup> ».*

### LIBÉRALISME ET OUVRIERS (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 2 AVRIL 1922)

Existe-t-il une contradiction entre notre idée de l'imprévisibilité de l'histoire et notre action révolutionnaire de libéraux voyant dans l'action autonome des partis de masse le couronnement d'une formation nationale de l'État ? Cette intéressante question nous est posée par un ami unitaire<sup>3</sup> qui adhère à notre travail culturel et conserve des doutes sur la validité de notre actuelle façon de le situer.

« Est-il possible, se demande-t-il, d'obtenir l'adhésion du peuple à l'État, à l'organisme de la vie sociale opérant selon la conception de l'État libéral que les ouvriers ont appris jusqu'à maintenant à considérer comme un ennemi ? Ces ouvriers peuvent-ils être attirés par un programme de liberté économique, quand on leur a appris jusque-là que leur condition d'exploités dérive de cette dernière, que la liberté

---

1. Voir p. 176.

2. Voir p. 149.

3. Gianotto Perelli\*, « unitaire », c'est-à-dire collaborateur de *L'Unità*, la revue de Salvemini.

est utile à ceux qui sont déjà riches pour conserver et accroître leurs richesses, qu'elle peut autoriser un individu plus chanceux ou moins scrupuleux à passer de la pauvreté à la richesse, mais qu'elle ne peut mener au régime de justice économique et sociale pour tous auquel le prolétariat aspire ? »

Au lieu de répondre à cette question, nous en posons une autre : est-il nécessaire d'obtenir cette adhésion de principe ? Dans un mouvement de masse (donc dans un mouvement non scientifique), les idées résident-elles dans les formules ou dans la *praxis* ? Le processus de conscience de soi et de libération des ouvriers doit suivre *son* chemin. Il est important qu'ils ressentent la nécessité de l'action politique, qu'ils placent leur salut dans l'action et non dans l'espérance ou la culture d'une justice abstraite. Si, pour en arriver à lutter, ils ont besoin de mythes et de programmes abstraits, bienvenue à ces choses que l'expérience historique nous dépeint *a priori* comme des illusions fécondes. Il n'est pas nécessaire qu'ils adhèrent à l'Histoire au sens où nous, nous y adhérons. Ce qui compte pour nous, c'est que leurs libres et révolutionnaires volontés se libèrent, avec tout ce que cela peut avoir de messianique. Sans attendre ni prévoir des résultats nous reconnaissions à bon droit qu'ils *aboutissent dès maintenant* à une œuvre libérale en ce qu'ils poursuivent un processus d'autonomisation et de libération et qu'ils traduisent leurs initiatives en politique organisée. C'est la substance de notre libéralisme, aux antipodes de toute pratique conservatrice.

### FÉMINISME COMMUNISTE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 23 AVRIL 1922)

« Nous devons persuader les prolétaires du foyer que l'industrialisation du travail domestique, voulue par les communistes, pourra les émanciper de l'esclavage à domicile, et faciliter l'utilisation de leurs capacités et de leurs énergies ; et que ce sera en même temps une chose utile à la collectivité et une amélioration réelle de la condition de la femme, lui assurant la possibilité de s'élever spirituellement et de sauvegarder sa santé et sa beauté. » (C. Ravera\*, *L'Ordine nuovo*).

Existe-t-il un problème moral de l'élévation féminine distinct de celui de l'élévation de chacun ? Les féministes le disent, mais quand il

faut préciser, elles vont rarement au-delà d'une vague invocation de l'égalité juridique entièrement contenue dans l'exigence du droit de vote. Dans un régime démocratique, dans un régime représentatif, le *vote* n'est qu'une des formes à travers lesquelles les individus indiquent leur volonté à l'État. Nul ne nie que les femmes y aient elles aussi droit ; mais que leur exclusion jusqu'à ce jour soit une énorme injustice constitue une évidente exagération démagogique, car une infinité d'autres modalités d'affirmation s'ouvriraient à leur initiative. Il est toutefois clair qu'avec le vote, ces modalités trouvent une consécration et un équilibre. Certains objectaient le danger réactionnaire qui semblait immanent dans l'expression de volontés liées à des conceptions politiques formées dans un milieu familial restreint et – du fait de traditions historiques – à une appréhension du problème social du point de vue quasi physique de la préservation et d'individualisme économique. En réalité, la dialectique des volontés agissantes dépasse tout exclusivisme : en devenant objet de discussion politique, les problèmes quotidiens préoccupant la femme déterminent chez celles qui les posent une attitude qui n'est déjà plus par elle-même ni limitée ni sentimentale. L'apprendre aux esprits féminins individuels revient à apprendre à tous les esprits à voir les choses sous un angle *politique* et non plus fragmentaire. L'affirmation d'une personnalité morale, d'une sérénité sans égoïsme chez la femme face à ses problèmes constitue une exigence universelle que les hommes ressentent de la même façon. Toute récrimination, toute distinction subtile est un artifice de suffragiste.

Une fois le problème posé en ces termes, la critique communiste de la société et de la famille bourgeoise devient un moment nécessaire de la participation des femmes à la vie politique. L'idée de l'industrialisation du travail domestique indique une aspiration à soustraire leur mentalité politique aux divers sentimentalismes et à l'étroitesse des horizons affectifs. La démolition des diverses *poésies du foyer* participe à la tâche que le libéralisme historique s'est fixée pour contraindre tous les hommes à une vision et une action réalistes. En cela, aussi, le communisme est logique. Il combat une idée par une idée, une tradition par une volonté purement formelle.

La polémique, donc, prend une valeur spirituelle libératrice, et renie toute l'histoire au nom d'un mythe héroïque, car cela semble la seule façon d'avancer, de dépasser la crise, pendant que différents comités

*pro voto donne*, (« pour le vote des femmes ») discutent supériorité et infériorité morale, droits, etc. et émettent des déclarations à base de liberté jacobine abstraite façon XVIII<sup>e</sup> siècle. Le programme du féminisme communiste s'adapte à la seule exigence actuelle dont il faille tenir compte, politique et non pas morale, d'action et non d'objectif, de volonté et non de justification juridique.

Mais cet effort doit s'orienter grâce à un mythe et ne pas rêver de programmes empiriques : *l'industrialisation du travail domestique* est un expédient du plus grossier simplisme, relevant de l'infantilisme économique, tant qu'on l'invoque comme une mesure législative, un triomphe de l'ordre et de l'uniformité. Il faut accepter la partie révolutionnaire et créative du programme, repousser l'illusion réformiste. En ce sens, la lutte contre le sentimentalisme domestique peut être la plus limpide et la plus rigoureuse des voies pour permettre à la femme de s'approprier sa fonction familiale de manière intégrale (c'est-à-dire aussi dans la réalité politique). Il est bien entendu logique que cette tâche se présente aux communistes en tout premier lieu, car ils sont les premiers intéressés à la neutralisation du caractère instinctivement réactionnaire de toute traduction politique naïve des préjugés féminins.

### LA CITÉ FUTURE (*IL LAVORO*, 3 NOVEMBRE 1923)

Dans les intentions et les déclarations, le voyage de Mussolini à Turin fut une « marche sur Turin ». Le président du Conseil a attendu douze mois, il veut trouver les rebelles domestiqués, la cité royale en chemise noire. Les plus valeureux journalistes ont été recrutés pour en écrire l'histoire.

Au correspondant d'un journal libéral d'opposition, vieil ami de Mussolini, ce dernier a promis que l'on verrait le « consensus », sans démonstration de force.

Aldo Valori\* explique avec amabilité le sens de la conquête, entre l'élégance de ses théories rétrogrades et un choix de citations historiques.

Turin est rendu ridicule par le déploiement immoderé de bannières, fournies à chaque simple citoyen par l'administration municipale fasciste, et par l'artificieuse mobilisation de chemises noires. Œuvre d'une imagination monarchique, faite pour être parcourue à cheval par un roi aux jours des plus solennelles revues de troupes déployées entre les bâtiments de deux civilisations et témoignant d'une stricte

tradition militaire, la place du Castello est perturbée par les agitations multiples et l'enthousiasme familier des participants. Même dans les rues les plus disputées, les solennelles constructions baroques de la capitale du XVIII<sup>e</sup> siècle souffrent de camouflages et de falsifications. Mais le président du Conseil ne le voit pas. Le public afflue en nombre suffisant. Les Piémontais réticents se sont sentis honorés. Le consensus est là.

« Eh bien ! » sourit Mussolini à son ami, le journaliste libéral.

Au sortir de chez Fiat, l'ami libéral a pris sa revanche :

— « Eh bien ?

— Eh bien, si en douze mois je suis parvenu à me faire écouter, ils m'applaudiront l'an prochain. »

Son Excellence Mussolini se leurre. Les ouvriers de Fiat ne l'applaudiront pas. Ils ne livreront pas bataille car en Italie ils sont isolés, comme les chefs communistes ; ce sont des hérétiques ; en un sens assez profond et assez douloureux, des étrangers. Ils reviendront le regarder en silence, sans geste de défi ni de rébellion. La vie de l'industrie moderne donne cette éducation résignée au sérieux ; elle donne le sens de la dignité de classe et de l'intransigeance. Les six mille ouvriers silencieux de Fiat sont ceux qui, il y a trois ans, à l'époque des joyeuses et si amusantes grèves pour les hausses de salaires habituelles en certaines régions d'Italie, surent au contraire souffrir et tenir deux semaines pour une question théorique et politique, la reconnaissance des Conseils d'usine.

Fiat est le premier exemple italien d'industrie moderne. Ce gigantesque appareil industriel vaut un petit état capitaliste ; la spécialisation du travail rend l'ouvrier conscient d'être nécessaire. Les exigences complexes de la production font participer un nombre toujours plus élevé d'élus aux secrets et aux difficultés du travail qualifié et alimentent chez les salariés une obscure conscience idéaliste et aristocratique, ce qui en temps de prospérité suscite le besoin d'exercer un pouvoir, et révèle une incroyable capacité de résistance en temps de chômage et de misère. Si Turin n'a pas connu le fascisme, sauf dans les six jours de représailles de décembre, il suffit de penser à la mentalité de sa classe ouvrière qui a appris la lutte et l'intransigeance dans les usines d'Agnelli\*.

Ce discours ne constitue pas un programme mais une commémoration. Sauf que dans le domaine économique il est certain que la situation de 1821<sup>1</sup> se reproduit à Turin, bien qu'aujourd'hui entreprendre la reconquête du pays reste utopique.

### VISITE CHEZ FIAT (*IL LAVORO*, 15 DÉCEMBRE 1923)

Mussolini et le roi de Belgique ont mis à la mode parmi les Turinois les visites chez Fiat. Nous avons été tant d'années voisins, et y penser nous donnait orgueil et confiance en nous ; notre vie municipale s'en inspirait de façon si directe qu'il était inutile d'aller voir de près et nous nous contentions de penser à une industrie moderne et à une nouvelle mentalité urbaine, associées dans nos esprits à la personne d'Agnelli\*.

Fiat se situe à l'extrême périphérie de Turin : on s'y rend par un tram qui parcourt toute la ville sans passer dans le centre, emprunte toujours des rues à l'écart, est impossible à trouver par hasard.

On traverse le parc Valentino dans la brume, même tard dans la matinée ; itinéraire nordique sans le beau soleil d'Italie, sans abandons au paysage. Climat d'hérésie : des hommes transis, n'ayant pas le temps de s'assoupir, aux cerveaux affûtés par le froid, presque ridicules dans leur affairement, comme au pays où Pinocchio rencontre la fée laborieuse. Le Valentino offrirait des consolations romaines, mais seulement l'après-midi, avec le soleil, quand les nourrices y conduisent leurs marmots et écoutent les compliments trompeurs et charmants des étudiants et des sous-officiers en promenade, y apprenant à quel point Minerve et Mars sont irrésistibles quand s'y ajoutent les séductions de bosquets artificiels et le chant monotone du fleuve coulant juste derrière les arbres. Les ouvriers y passent le matin, les yeux rivés

---

1. Comme Naples en 1820-1821, le Piémont connaît en 1821 une tentative d'insurrection de militaires libéraux et d'intellectuels réclamant l'adoption de la constitution espagnole de 1812. Le velléitarisme de l'héritier du trône, Charles-Albert, libéral, l'abdication de Victor-Emmanuel 1<sup>er</sup> en faveur de son frère Charles-Félix, et l'appui autrichien aux légalistes ouvrent la porte à la répression, mais le mouvement permet la fusion des revendications libérales, unitaires et anti-autrichiennes, préparant l'avenir.

au journal qui sent encore l'encre grasse des rotatives : quand ils sortent après huit heures de travail, aucune promesse de la nature ne les réconcilierait avec le monde. Il y a une toute autre poésie dans leurs cœurs dédaigneux des sourires tremblotants et des enchantements de jardins artificiels. Leur psychologie est dictée par la machine et la vie en usine.

Nous nous sommes rendus chez Fiat jeudi matin de bonne heure : presque tous les collaborateurs de *La Rivoluzione liberale* étaient là, laissant transparaître dans leurs yeux leur fierté d'avoir été les premiers théoriciens de cette vie industrielle. Une nuée de membres de *La Cultura*<sup>1</sup> les accompagnaient et se préparaient à apprendre, en bons bourgeois. Et le plus beau dans la visite tenait dans la curiosité de ces observateurs, dans les yeux stupéfaits de gens habitués à la littérature et se retrouvant dans une cour d'usine.

Qui pénètre chez Fiat peut se croire dans un grand hôtel moderne, impeccable, avec des escaliers symétriques, de grandes portes vitrées. Tout est blanc, sans aucune décoration, les meubles sont limités au nécessaire : c'est sordide mais grandiose. Dans le premier bâtiment qui vous accueille, on ne travaille pas : il abrite des bureaux et des écoles. L'américanisme débute par la philanthropie ; celle-ci est faite de calculs et d'avantages réciproques. L'idée doit venir d'Agnelli\*, l'homme des intuitions et des habiletés psychologiques. On ne comprendrait pas le succès de Fiat et sa popularité parmi les foules sans penser aux qualités, qualifiables même de « politiques », propres à Agnelli\* : ce capitaine d'industrie sait comprendre et exploiter (chez autrui !) la valeur du désintérêt, il sait s'attirer les sympathies par son sourire, et après avoir fait ses comptes, il n'hésite pas à miser sur l'impondérable. Il connaît la valeur des formes et des gestes, l'utilité de savoir ne pas se montrer sec, alors même que l'entreprise est fondée sur la sécheresse et sur la comparaison entre le coût d'un homme et de sa vie d'une part, celui des machines de l'autre. Agnelli a des ressources poétiques, comme quand il salua Mussolini au nom de Turin, avant le préfet, bousculant toutes les hiérarchies. À l'époque des agitations socialistes, c'était le seul industriel capable de traiter avec les masses ;

---

1. Revue bimensuelle européiste, crocienne et libérale, créée en 1921 par Cesare De Lollis\*, proche de Salvemini\*, qui la dirige jusqu'en 1929. Elle est publiée jusqu'à son interdiction en 1935, sous la direction entre autres de l'écrivain Cesare Pavese.

il leur confiait plaisamment qu'il resterait leur entrepreneur sous un régime collectiviste ; et avant les enthousiasmes wilsonniens, il convertissait Cabiati\* à l'idée de Société des Nations, démontrant aux ouvriers que leur patron n'était pas moins internationaliste qu'eux. Chez Agnelli\*, sous l'instinct du despote, on sent l'esprit de la démocratie industrielle moderne, nourrie de finances et de politicaille, malade de démagogie tribunitienne, mais suscitant fatidiquement des courants populaires, de vigoureux enthousiasmes autonomes, un sens du sacrifice et une soif de liberté.

Mais quand on entre dans ce qui constitue bel et bien les installations du Lingotto<sup>1</sup>, on se sent dans un autre milieu et une autre organisation. Du « laboratoire d'essai du matériel » au « montage », du premier au dernier étage (avec une piste d'essais surélevée à vingt-sept mètres de hauteur), tout se déroule selon le plus rigoureux taylorisme. L'ingénieur qui nous accompagne explique comment les pièces ne rebroussent jamais chemin ; soumises aux plus formidables des processus, elles se transforment, se fondent, se réunissent jusqu'à former chaque jour une des soixante machines produites encore maintenant en période de chômage.

Pour décrire l'itinéraire de ce matériel, l'Arioste aurait recours à des images infernales. Les étincelles des puissants maillets épouvantent les visiteurs lettrés. Il semble que seule une âme de héros puisse permettre de résister à une telle vie quotidienne. Au contraire, tout est simple, normal, assuré ; ici domine l'esprit de l'ingénieur Fornaca\*, revers de la médaille dont Agnelli\* représente l'avers : le puritain sec et féroce, l'esprit d'ordre et de continuité, le fanatique froid et inexorable qui tous les jours, à partir de la matière brute, doit façonner soixante nouvelles automobiles, selon le système de division du travail auquel il préside. C'est le maître sans indulgence, le sacrifié, la victime ; on en entend parler avec crainte et avec haine. Si Agnelli\* est le capitaine, lui doit être l'argousin, héros innocent du régime capitaliste. Pour

---

1. Usine pensée dès 1915, énorme pour l'époque, financée par les bénéfices de guerre de Fiat qui échappent ainsi à l'impôt, équipée à partir de 1917, inaugurée en 1923. Manifeste d'architecture rationnelle à l'immense fortune critique, avec plus de 200 000 m<sup>2</sup> sur cinq étages, organisé selon un mouvement du bas vers le haut, des livraisons à la piste d'essai sur le toit.

Fornaca\*, la Fiat doit ressembler à une horloge : et les mécanismes valent par leur ponctualité en fonction de leur prix, les hommes par le montant de leur prime d'assurance-vie.

Pendant que notre guide explique les mécanismes et énonce des chiffres *épatantes* [sic], je regarde les hommes. Ils ont tous une attitude de domination, une confiance en eux sans afféterie ; et ils semblent voir en nous des amateurs ridicules à considérer avec mépris. Ils possèdent la dignité du travail, l'habitude du sacrifice et de la fatigue. Silence, précision, présence permanente ; une mentalité nouvelle se trempe dans ce rythme de vie : le sens de la tolérance et de l'interdépendance en constitue le fond sévère ; et avec l'exaspération, la souffrance maîtrisée alimente les vertus de lutte et l'instinct de la défense politique. Quand Mussolini vint chercher leurs applaudissements, ces ouvriers durent le regarder avec le mépris muet que je lis maintenant dans leurs yeux. Ils savent faire respecter les distances.

Les dilettantes, les « dynamiques » poussent un soupir de soulagement à l'arrivée au dernier étage : sur la piste. Dommage que perdure la brume épaisse ! On ne peut profiter du paysage, de la poésie des Alpes enneigées ! Notre guide nous rappelle la joie de Mussolini quand il fut ici, en haut, dans la salle de jeux de Nazzaro\* et de Bordino\*, loin des ouvriers méfiants et ennuyeux. Il rappelle le tour fait par le roi de Belgique à 140 km/h, par la reine à 137. Nous sommes à l'air libre ; régime de la vitesse, spectacle, fêtes. La vie appartient aux « dynamiques », aux plus rapides. Les imaginations méridionales sont satisfaites. Marinetti\* dira le chant des moteurs : mots en liberté<sup>1</sup> et enthousiasmes consolateurs.

En dessous se prépare la morale du travail, la civilisation des producteurs.

---

1. Allusion aux *Parole in libertà* dans laquelle F. T. Marinetti\* mêle langues, dialectes, termes obsolètes, mots déformés, néologismes, formules mathématiques, notations musicales, cris d'animaux et bruits de moteurs, détruit la syntaxe et la ponctuation, abolit les adjectifs et les adverbes, use systématiquement de l'infinitif, enchaîne les images, refuse tout intermédiaire entre l'inspiration et son expression.

## LES COMMISSIONS INTERNES<sup>1</sup> (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 20 SEPTEMBRE 1925)

L'importance et la gravité de la dissolution des commissions internes ne peut échapper à quiconque considère les difficultés du combat politique actuel avec réalisme, sans les illusions à base de formules romantiques, de désespoir héroïque et de politique du pire, qui se sont révélés inapplicables au faible esprit combatif du peuple italien.

La victoire de Rossoni n'est aujourd'hui qu'une victoire sur le papier : il n'est pas dit que lors des prochains conflits, l'initiative ouvrière doive céder la place à celle des mandarins des Corporations. Mais quoi qu'il en soit, à Turin, centre de résistance des Commissions internes, la défaite acquiert une lourde signification morale avec la liquidation des symboles les plus populaires d'une période d'agitations héroïques, des premières institutions où le mouvement prolétarien a tenté d'exprimer sa volonté de s'organiser sur le plan politique.

Les commissions internes n'ont eu de réelle importance que dans les grandes villes, et surtout dans l'industrie métallurgique de Milan et Turin. Leur caractéristique fut de naître dans l'usine même et de répondre aux efforts de l'avant-garde du prolétariat.

De fait, la FIOM<sup>2</sup> obtint leur première reconnaissance avec des fonctions limitées, corporatistes, à Turin, à l'usine d'automobiles Italia.

---

1. Système de représentation du personnel lié à la mobilisation industrielle de la première guerre mondiale, reconnu de fait et parfois de droit par les principaux employeurs. Dans les entreprises travaillant pour la défense nationale, en l'absence de possibilité de grève mais aussi de licenciement, l'arbitrage obligatoire des tensions sociales suppose en cas de blocage le recours aux comités régionaux gérant la dite mobilisation. Les commissions élues évitent aux industriels des négociations avec des appareils syndicaux extérieurs à l'entreprise ou un face à face avec tous les salariés. Mais ce moyen de gestion pacifiée met du temps à se frayer un chemin ; même à Turin elle n'est vraiment adoptée qu'en mai 1917, sous l'impulsion de Fiat, et reste ressentie par les employeurs comme un moindre mal lié aux nécessités de la situation. Voir par exemple Bruno Bezza, « La mobilitazione industriale : nuova classe operaia e contrattazione collettiva », in *Storia della società italiana*, t. 21, *La disgregazione dello stato liberale*, Milan, Teti, 1982.

2. Fédération italienne des ouvriers métallurgistes, adhérent à la Confédération générale du travail.

Pendant la guerre, elles ont été reconnues et favorisées par le gouvernement pour les ouvriers militarisés, privés de droit de grève, mais elles se limitaient à des fonctions disciplinaires, loin du terrain de la lutte des classes.

C'est dans l'après-guerre qu'elles deviennent des organes vivants, ébauches des institutions de la nouvelle société ouvrière. [...] à Turin, chez Fiat, s'est accomplie en leur sein, puis dans les Conseils d'usine, la première tentative sérieusement révolutionnaire et non pas grossièrement subversive du prolétariat italien.

Début 1919, la FIOM obtenait que les CI soient reconnues par les industriels dans le contrat collectif de catégorie. Leurs membres devaient être désignés par la FIOM elle-même. Plus tard, la lutte des classes se donna de nouveaux aspects et de nouveaux développements parmi le prolétariat métallurgiste. Les organisations syndicales passèrent au second plan. Le mouvement révolutionnaire sentit le besoin de se rapprocher des réalités de la production, de coller à l'organisation de l'usine. Dans les fonctionnaires syndicaux, elle entrevoyait un danger d'insuffisance réformiste ou de nullité maximaliste. Les syndicats étaient si pléthoriques qu'ils échappaient au contrôle de leur base, impossible à convoquer en assemblée générale : tous les pouvoirs finissaient par être délégués à la bureaucratie.

Du même principe originel que les CI, représentations directes de la masse ouvrière dans l'établissement, naquirent alors les conseils d'usine élus par les commissaires d'atelier, représentant tous les travailleurs organisés ou non : leurs comités exécutifs remplacèrent les CI. Les ouvriers turinois défendirent ces conquêtes jusqu'au moment de l'occupation des usines<sup>1</sup>. Les industriels avaient compris, comme ils le disent dans leur rapport, « que la bataille provoquée par les ouvriers dépassait de loin la simple controverse sur l'application d'un règlement pour prendre une signification plus haute ; à savoir si la propriété privée des entreprises pouvait et devait encore subsister ». D'organismes de

---

1. Ce mouvement, esquissé d'Asti à Naples de février à juin 1921, éclate et se radicalise fin août 1921 après une rupture de négociations patronat-syndicats et le *lock-out* d'Alfa assuré par la force publique. Il touche 300 usines, 600 000 salariés, avec milices, production autogérée, expropriation de fait, d'où une grande peur patronale. Mais Giolitti\* évite l'affrontement, obtient des hausses de salaires, propose un texte sur le contrôle ouvrier jamais déposé ensuite au parlement, et le mouvement s'éteint fin septembre.

contrôle, les CI devaient se transformer en ordre nouveau du prolétariat. Cette bataille fut perdue pour les ouvriers turinois dès les lendemains de la grève du printemps 1920<sup>1</sup>. L'échec de l'occupation des usines ne fut que la conséquence de cette première défaite.

Les commissions internes qui fonctionnaient jusqu'à hier chez Fiat étaient régie par l'accord de 1921 entre patrons et ouvriers : elles n'étaient plus élues par les commissaires d'ateliers mais directement par la masse. Leurs fonctions étaient réduites aux questions de discipline et d'application interne des accords signés par la FIOM. Mais dans ces années, elles ne se réduirent jamais à de simples organismes corporatifs ; elles furent un centre d'agitation et de coordination ; elles ne se laissèrent jamais détruire, même par la réaction fasciste, et conservèrent un prestige notable pour les ouvriers. Les événements de décembre 1922<sup>2</sup> ont laissé une impression profonde dans le mouvement ouvrier turinois, mais ne l'ont pas détruit. Pendant tout 1923 et 1924, les votes dans les usines automobiles de Turin ont donné des résultats écrasants en faveur de la FIOM.

Après l'affaire Matteotti\*, la liberté d'action de la FIOM diminuant et le mouvement communiste repartant, on assiste à un vif retour de ces organes d'usine, qui culmine avec les élections pour la Mutuelle Fiat, celles des CI du printemps 1925<sup>3</sup> et l'accord d'août pour l'augmentation de la prime de vie chère, négocié directement entre CI et direction de Fiat. Cette reprise et cette permanence de l'esprit combatif sont mises à mal avec leur suppression, qui couronne une période où les fascistes ont tenté en vain, par *différents moyens*, d'empêcher leur fonctionnement.

Désormais, dans les usines, seul un agent du fascisme négociera avec les industriels. Et seules les Corporations pourront signer des accords

1. Bien qu'imposante, la grève de la FIOM à Turin s'est étiolée, alors qu'elle visait à une révision des rapports industriels. Il en est allé de même chez Fiat avec la « grève des aiguilles » contre l'imposition de l'heure légale sans consultation des commissions ouvrières, question en apparence secondaire mais touchant à l'exercice du pouvoir dans l'entreprise.

2. Une vague de violence fasciste à Turin, postérieure à la marche sur Rome, fait plus de vingt morts à Turin, dont un secrétaire de la FIOM qui eut le corps attaché par les pieds à un camion et traîné dans les rues (voir p. 223).

3. Ce sont les premières où les communistes présentent leurs propres listes ; ils obtiennent la majorité dans la plupart des grandes entreprises.

sociaux et des contrats collectifs. Le sénateur Agnelli semble avoir longtemps résisté à ces prétentions : il craignait que les accords avec les Corporations n'existent que sur le papier, alors qu'avec les CI il trouvait des organismes autorisés et responsables, représentant les ouvriers. À Rome, il a rendu les armes : la peur des agitations, le prestige des CI auprès des masses, leur tradition, constituent des arguments auxquels il n'a pu se montrer insensible. Sur le fond, on savait que l'accord entre les deux parties, industriels et Corporation, ne devait pas s'avérer difficile : les désaccords étaient de pures escarmouches facilement réglées par le système des compensations politiques. Mais il y a un troisième élément nécessaire pour parfaire l'accord : avec lui, il est peu probable que la méthode des compensations, des interventions, du paternalisme fonctionne aussi bien. Nous avons le devoir de suivre cette résistance avec la plus grande attention.

[SOCIALISME ET LIBÉRALISME] (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*,  
24 JUIN 1924)

[...] Tous les deux sont des fils de l'industrialisme, des phénomènes de lutte politique. Si on remonte au marxisme et si on fait une critique du bagage économique collectiviste, on aboutit sur un terrain commun. Les dissensions subsistent plutôt entre notre marxisme et l'interprétation positiviste, étatiste, qu'en ont donnée les socialistes de 1890-1900. C'est bien pourquoi le devoir de *La Rivoluzione liberale* pourrait être de créer ou d'aider des courants de jeunes assumant la tâche de rajeunir le Parti socialiste et de le mettre en contact avec les vingt dernières années de la culture contemporaine [...]

LIBÉRALISME SOCIALISTE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*,  
15 JUILLET 1924)

[...] La pensée de Rosselli\* est celle d'un socialiste qui n'est pas resté étranger aux critiques et aux exigences de *La Rivoluzione liberale*. Une fois admis, comme il le fait, que le socialisme est, d'une part, conquête par le prolétariat d'une nécessaire autonomie relative en matière économique et, d'autre part, aspiration des masses à s'affirmer dans l'histoire, le pas le plus difficile pour se comprendre est fait. Notre libéralisme lui aussi est socialiste, si on accepte le bilan du marxisme et

du socialisme que nous avons plusieurs fois présenté. Il suffit que l'on accepte le principe selon lequel toutes les libertés sont solidaires [...]

*À côté de son rapprochement avec le monde industriel, et après l'arrivée au pouvoir de Mussolini, Gobetti approfondit sa conception du libéralisme, autour de la démocratie, de la nécessité du combat politique, de l'antifascisme, aboutissant à une version laïque de la réforme protestante, dans un texte qu'il juge assez important et assez définitif pour le republier dans sa revue en 1925, deux ans et demi après l'avoir donné à Conscientia.*

### LIBÉRALISME ET DÉMOCRATIE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 11 JANVIER 1923)

[...] Considérer le vote politique comme un droit incluant un devoir est l'idée la plus joyeusement antilibérale et théocratique que l'on puisse imaginer. Le vote est un préalable, une condition nécessaire de la personnalité : c'est une condition objective d'où il faut exclure toute considération de bien et de mal. Il ne s'agit pas de droit de vote : en votant, on remplit une fonction que je voudrais qualifier de physiologique (au moins au sens où l'est aussi le fait de penser) : on pourra discourir ensuite sur les résultats, mais en aucune façon mettre en discussion les antécédents nécessaires, de même qu'il serait ridicule d'imaginer de retirer le droit de penser à ceux qui pensent mal. Voter mal (penser mal) est déjà un bien, du fait même que l'on vote (pense). Même pour qui n'est pas un fanatique des Lumières, le vote est le vrai acte physique de naissance de la personne politique. [...]

### LE LIBÉRALISME ET LES MASSES<sup>1</sup> (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 10 AVRIL 1923)

À partir des idées de Luigi Albertini\*, le problème de la politique future n'est pas de savoir si le libéralisme pourra avoir avec lui les

---

1. Paolo Spriano indique que ce texte répond à un article d'Augusto Monti\*, portant en particulier sur Luigi Albertini\* selon qui « le libéralisme pourrait encore être un parti de masse sans se mettre à la remorque d'aucune démocratie, et en conservant intact son patrimoine intellectuel et doctrinal. », ce que Monti\* accepte si ce libéralisme est antifasciste (Piero Gobetti, *OC-SP*, note p. 477).

*masses*, problème déjà résolu dès que posé, mais de déterminer *quelles masses* il pourra et voudra avoir. Question qui apparaît vraiment comme un *problème* plus qu'un projet ou un jeu de l'imagination si l'on veut suivre un peu notre discours.

Entre les deux mots *libéralisme* et *démocratie*, il est difficile de trouver des différences si on en discute en se souvenant des milieux où ils sont nés. De même, il serait difficile et rhétorique de distinguer par un raisonnement métaphysique les deux concepts « historiques » d'*égalité* et de *liberté*. Si, au contraire, l'observation historique nous transporte du XVIII<sup>e</sup> au XIX<sup>e</sup> siècle et de l'Europe à l'Italie, nous pourrons dire que la *démocratie* nous est arrivée comme une forme atténuée du *libéralisme*, a été le remède cherché par les Italiens à une ambiguïté affrontée en vain ; et le remplacement du mythe libertaire par le mythe égalitaire marquerait bien l'épuisement de l'esprit d'initiative et de lutte face à la prévalence des rêves de palingénésie et de tranquille utopie.

Un parti libéral privé d'une *passion libertaire* dominante n'est rien de plus qu'un parti de gouvernement, une diplomatie pour initiés, qui exercera sa fonction de tuteur en trompant les gouvernés par des transactions et des artifices de la politique sociale. La pratique giolittienne ne pouvait être libérale qu'en ce sens conservateur, et la politique de collaboration gouvernementale<sup>1</sup> proposée par *La Stampa*<sup>2</sup> sauvait non le *libéralisme* mais les institutions, en prenant en compte non le mouvement ouvrier, mais l'esprit petit-bourgeois du Parti socialiste. Face au problème historique, la *démocratie* socialiste de Frassati\* et le *libéralisme* de consommateurs d'Albertini\* sont tout aussi conservateurs, avec des allures différentes du fait de la mentalité spécifique des deux villes où ils voient le jour.

Après l'art démiurgique de Cavour, l'Italie resta privée d'une tradition libérale, car les libéraux ne résolvaient pas dans leur propre logique les problèmes du mouvement ouvrier, seule force capable de ressusciter un mythe libertaire en renouvelant l'équilibre social.

---

1. Avec les socialistes.

2. Titre pris en 1895 par la *Gazzetta Piemontese* ; quotidien turinois d'importance nationale, giolittien puis contrôlé par le fascisme et la famille Agnelli\*.

Mais quand il n'est pas nié au nom d'un absolutisme réactionnaire, le problème social est traité par les chefs libéraux, de Sonnino<sup>\*1</sup> à Giolitti\*, comme un problème de bienfaisance et on parle d'assister les *masses* pour atténuer leurs douleurs et leurs possibilités de rébellion. Les cas d'auteurs hérétiques passant du concept de liberté de grève à des considérations plus complexes d'action politique restent isolés : tout juste peut-on citer les chroniques de Francesco Papafava\* et les premiers écrits de Luigi Einaudi\*.

Économistes et politiques ont toujours préféré se tourner vers le consommateur, personnage purement logique, approximatif, parasitaire et apolitique. Les efforts des libéraux pour lui donner une conscience durent donc rester vains, car il représente une variable mathématique et non un individu doté, en tant que tel, de conscience politique.

Luigi Albertini\* a raison d'invoquer la renaissance de l'esprit libéral contre le fascisme. La morale du libéralisme est héroïque et réaliste, productrice par un processus d'ascèse ; la morale fasciste veut la paix sociale, la renonciation aux initiatives, la tutelle du gouvernement paternel : l'une est rigoriste et autonomiste, l'autre socialiste et utopiste. L'antithèse ne pourrait éclater plus vigoureusement. Luigi Albertini\* a raison d'opposer au fascisme les mêmes critiques qu'au turatisme. Mussolini n'a pas à se reprocher trop d'inconstance par rapport à son passé. En intuitif et malgré son tempérament illogique, il est resté un social-réformiste malade du gauchisme dont parle Lénine.

Mais pour que l'on puisse discourir d'action libérale, Luigi Albertini\* doit répondre à notre dilemme : ou accepter la lutte de classe et appeler les ouvriers au mythe libertaire, ou se satisfaire du fascisme, palingénésie collaborationniste et morale social-démocrate.

## RÉVISION LIBÉRALE<sup>2</sup> (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 9 JUIN 1923)

[...] Durant la plus intempérante des floraisons de logique tribunitienne et d'idéologies improvisées par la fertile insistance des affranchis, le sens

1. *Rassegna settimanale*, 1878. [n.d.a.]

2. Gobetti commente en particulier un article de Novello Papafava\* pour qui, résume Paolo Spriano, le libéralisme signifie une lutte pour le renouvellement des classes dirigeantes : « L'aristocratie fermée et la démocratie révolutionnaire sont les vrais ennemis du libéralisme qui demande au contraire la continuité et la régularité du métabolisme des classes sociales. » (Piero Gobetti, *OC-SP*, note p. 513)

de la mesure impose de donner dans la dignité des leçons de mœurs constitutionnelles et d'austérité politique. Les discours juridiques impavides et solennels que Luigi Albertini<sup>\*1</sup> répète au Sénat, sans laisser passer une seule occasion d'apporter les lumières de son monotone protestantisme, appartiennent au même genre noble que la lamentation sur le malheur des temps et le fanatisme des hommes politiques. Autour d'une question de style, nous voyons converger assez facilement les plus diverses approbations de notre polémique : car en plein bouleversement des hommes et des classes, il est permis d'attribuer une importance plus fondamentale aux convergences d'habitudes et d'aptitudes à la négociation, correspondant presque à une commune aristocratie de style, qu'aux différences idéologiques et aux projets de réformes. Plus simplement, l'instinct des conservateurs et des révolutionnaires semble les unir contre l'autre Italie, dannunzienne et fasciste. Mais il ne faudra pas réduire toute la politique à une vague convergence de styles.

Le discours de Novello Papafava\* reste le lamento du conservateur ; même s'il s'agit de ce conservatisme que, juste après le Risorgimento, de Stefano Jacini\* à Leopoldo Franchetti\* et à Francesco Papafava\*, l'aristocratie agraire italienne se sentit en devoir d'opposer à la décadence née du parlementarisme et du socialisme d'État. Nous ne pourrons souhaiter connaître une expérience conservatrice de cette sorte (et c'est pourquoi nous reconnaissons le Parti populaire comme le successeur légitime du fascisme) qu'à cause des effets bénéfiques de la stabilisation légale qui en résulterait ; le respect des hommes, des idées et des partis en découlant donnerait un nouveau souffle aux luttes.

Qu'on le considère sous son aspect économique ou éthique ou constitutionnel, la méthode du libéralisme consiste à reconnaître la nécessité du combat politique dans la vie de la société moderne. L'importance d'une opposition pour l'action du gouvernement, la protection des minorités, l'étude des systèmes les plus complexes pour les élections et l'administration publique, les conquêtes constitutionnelles fruits de révolutions séculaires sont le patrimoine commun de la maturité politique et doivent être perçues comme des questions de mœurs politiques propres aux libéraux ainsi qu'à ceux de leurs héritiers

---

1. Voir *supra*, p. 150.

et adversaires qui ne sont pas ingénument portés aux anachronismes et aux exercices verbaux de philosophie politique. Mais il ne serait pas licite que croire en cette méthode suffise pour être qualifié de libéral, alors que ces considérations semblent au contraire les préalables nécessaires hors desquels n'existe aucun élément permettant une discussion féconde.

Si nous acceptons que les conservateurs se qualifient de libéraux, nous n'aurons plus rien à objecter aux tout nouveaux tyrans qui, à cause des démoniaques tentations des phantasmes dialectiques, parlent de la vraie liberté comme d'une liberté contenue dans les limites de la loi (alors que là, nous nous contenterons de rappeler malicieusement à Gentile\* que les philosophes ont rarement su se soustraire à la fascination de l'*autorité* pour les raisons mêmes qui font vénérer le bâton aux femmelettes les plus expansives).

Notre libéralisme, que nous appelons révolutionnaire pour éviter toute équivoque, s'inspire d'une inexorable passion libertaire, il lit la réalité comme un conflit de forces toujours capable de produire de nouvelles aristocraties dirigeantes si de nouvelles classes populaires ravivent la lutte par leur volonté désespérée de s'élever ; il comprend l'équilibre de l'organisation civile en fonction des autonomies économiques, n'accepte la Constitution que comme une garantie qu'il faut recréer et rénover. L'État est l'équilibre où ces libres contradictions se recomposent chaque jour : le devoir de la classe politique consiste à traduire les exigences et les instincts en harmonies historiques et juridiques. L'État n'existe que s'il est un combat.

Il ne faut pas confondre l'éthique de ce libéralisme avec la grossière philosophie de l'esclavage des pédants gentiliens : c'est un système d'ascèse politique, une pratique et une préparation à travers lesquelles le peuple conquiert sa conscience sociale. L'éducation populaire se fait non dans les écoles mais dans la vie ; et en parallèle au but sans cesse recherché par toute révolution venue d'en bas, la liberté (du producteur comme du citoyen) s'avère un apprentissage expérimental, une initiation laïque à la religion de la dignité.

## CAPITALISME ET LIBERTÉ<sup>1</sup> (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 16 OCTOBRE 1923)

Nous sommes heureux que la voix de Massimo Fovel\* s'unisse à la nôtre pour ramener le problème de l'Italie moderne à ses fondements d'immaturité économique et politique. L'exhortation à prendre en compte les distances devant séparer du fascisme une classe de capitalistes sérieux et intransigeants a été une de nos idées fixes. L'illusion de pouvoir se servir du fascisme ne naquit que des faiblesses provinciales du capitalisme italien. Le fascisme fut un excellent serviteur. Mais seulement en temps de chômage et pour faire peser sur les classes inférieures les dégâts causés par des politiques et des choix économiques aventureux.

On risque peu à prévoir que la politique paternelle finira par devoir se découvrir et donc par se heurter aux libres oppositions.

Cette éventualité nous suggère les considérations tactiques suivantes.

On ne pourra compter que dans un second temps sur la politique des classes ouvrières, sur leur rébellion consciente. La première opposition au gouvernement fasciste au nom du socialisme sera probablement acceptée et utilisée par Mussolini. Il n'hésitera pas à être plus socialiste que Turati\*, culbutant ainsi les premières positions de la lutte prolétarienne, qui a encore besoin de bien d'autres expériences pour comprendre que son salut réside dans une inexorable solitude.

À plus court terme, les premiers à percevoir leur propre incompatibilité avec la démagogie paternelle du mouvement futuriste médiéval seront les couches capitalistes comprenant quels effets les mesures d'une politique équivoque ont sur leurs intérêts propres. Ici commence la clarification car, à notre avis, une seule voie ne peut être empruntée par le transformisme mussolinien : une franche politique conservatrice. C'est bien le cas de dire que dans un premier temps seuls les conservateurs pourront travailler pour la révolution libérale. Et nous craignons que les démocrates, au contraire, finissent par faire le jeu du fascisme,

---

1. Paolo Spriano note qu'il s'agit du commentaire d'un article de Massimo Fovel\* pour qui le fascisme résulte de l'arriération économique, de la prédominance de l'agriculture, et « toute tendance capitaliste à caractère progressiste, c'est-à-dire réellement productif, trouvera dans un succès de l'idéologie démocratique son reflet le plus fidèle et la meilleure condition de sa croissance ». (Piero Gobetti, *OC-SP*, p. 529)

ne serait-ce que pour n'avoir pas encore compris la valeur du mot *intransigeance*.

**LA RÉFORME EN ITALIE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*,  
4 DÉCEMBRE 1923)**

[...] l'opposition entre la Cité terrestre et la Cité de Dieu, l'Orient et Rome ne suffit pas à clarifier les problèmes historiques. En effet, on ne saurait remédier à l'absence de Réforme en Italie par un tardif phénomène d'imitation, aujourd'hui où le fait politique a prévalu sur les faits religieux dans le fonctionnement de la vie sociale, mais où reste vif le besoin d'un protestantisme comme noviciat de liberté, de sérieux moral, d'éducation moderne. Et *Conscientia* aussi a une fonction évidente et productive, car elle reprend les traditions laïques nationales, éclaire tous les efforts historiques pour faire pénétrer en Italie les idées de tolérance, de libre examen, de moralité productrice, de liberté politique.

**NOTRE PROTESTANTISME (*CONSCIENTIA*, 22 DÉCEMBRE 1923,  
RÉÉD. *LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 17 MAI 1925)**

Que faut-il entendre quand on dit que l'Italie n'a pas eu sa Réforme, et que telle est la cause de son immaturité idéologique et politique ?

Si la constatation ne devait se référer qu'à un problème de critique et de liberté religieuses, si elle se limitait à proposer en modèle les nations protestantes modernes, elle resterait une exigence hérétique d'historiens, et les catholiques auraient raison d'y opposer les instincts de la race.

En Italie, un mouvement protestant doit tenter d'affronter une exigence plus douloureuse et un problème tout à fait central de la vie nationale. La victoire du catholicisme, la pratique conservatrice et réactionnaire accompagnée par des artifices démagogiques, permanente dans notre histoire, sont inévitables tant que persiste la situation économique actuelle et traditionnelle. En Italie, les plus sérieuses tentatives d'hérésie correspondent au temps de la libre et prospère activité économique des Communes. Avec l'irruption des peuples atlantiques dans l'histoire et la découverte de l'Amérique, l'activité du

pays connaît une période de stase : le commerce entre en crise ; l'agriculture, pauvre par nature, victime de l'existence de fiefs nobiliaires et ecclésiastiques gérés selon un régime de bienfaisance, ne dispose pas d'une classe de paysans actifs ; les artisans ne suffisent qu'à diminuer le malaise dans quelques villes du Nord. Dans ces conditions générales, on peut célébrer le triomphe de la Contre-Réforme.

Contre la Rome païenne, contre les barbares, contre l'État moderne, l'Église a toujours bénéficié des armes fournies par la misère universelle. Les plèbes pauvres ont été catholiques du fait des séductions de la bienfaisance. Ainsi le dogmatisme s'impose-t-il aux esprits humiliés et soumis.

Le fascisme est en toute logique catholique si on pense à son irruption dans la crise italienne dans une période de chômage ; et la réforme scolaire en tous points réactionnaire<sup>1</sup> se sert bien de l'enseignement religieux pour priver les classes populaires de toute hardiesse dans la rébellion. De façon évidente, toutes les révolutions protestantes européennes ont prouvé leur vitalité en créant de nouveaux types moraux ; sans la révolution morale, le libre examen resterait littérature.

Luther et Calvin sont les précurseurs de la morale du travail postulée par les démocraties productrices en train de naître. Au sein des peuples anglo-saxons, ils proclament la religion de l'autonomie et du sacrifice, de l'initiative et de l'épargne. Le capitalisme naît de cette révolution individualiste de consciences éduquées à la responsabilité personnelle, au goût de la propriété, à la chaleur de la dignité. En ce sens, l'esprit des démocraties protestantes ne diffère ni de la morale libérale du capitalisme ni de la passion libertaire des masses.

---

1. La réforme Gentile\* de 1923 est fondée sur le renforcement de l'autorité de l'État et la sélection des enseignants et des élèves, pour en diminuer le nombre de façon explicite, ce qui rencontre des soucis gouvernementaux d'économie, sélection très précoce pour les élèves donc plus sociale qu'intellectuelle. Pour le primaire, cela fait dire qu'on lutte contre l'analphabétisme en diminuant le nombre d'écoles. S'y ajoutent la suppression des écoles techniques, discutables mais au recrutement populaire, une orientation des élèves du lycée public vers l'enseignement secondaire privé, pilier complémentaire favorisé aussi pour l'enseignement élémentaire, un lycée scientifique recyclant plus de fils de famille en difficulté scolaire qu'il ne permet de promotion sociale, des lycées spécifiques pour jeunes filles qui ont la même fonction, etc. (voir Michel Ostenc, *L'Éducation en Italie pendant le fascisme*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1980).

L'usine donne une vision exacte de la coexistence des intérêts sociaux : la solidarité du travail. L'individu s'habitue à se sentir partie d'un processus productif, indispensable et en même temps insuffisant. Voilà la plus parfaite école d'orgueil et d'humilité. Je me souviendrai toujours de l'impression que me firent les ouvriers lors de ma visite aux usines Fiat, un des rares établissements anglo-saxons, modernes, capitalistes, existant en Italie. Je sentais en eux une attitude de domination, une assurance dépourvue d'ostentation, l'habitude du sacrifice et de la fatigue. Un rythme de vie se fondant avec sévérité sur le sentiment de tolérance et d'interdépendance, qui habitude à la ponctualité, à la rigueur, à la constance. Ces vertus du capitalisme se ressentent d'une ascèse presque aride ; mais en compensation, la souffrance maîtrisée alimente, avec l'exaspération, le courage de la lutte et l'instinct de la défense politique.

La maturité anglo-saxonne, la capacité de croire en des idéologies précises, d'affronter le danger pour faire prévaloir celles-ci, la ferme volonté de participer avec dignité au combat politique naissent de ce noviciat marquant la dernière grande révolution advenue depuis le christianisme.

La guerre européenne a démontré que les démocraties du travail ainsi alimentées sont les plus batailleuses, les plus jalouses dans la défense de leur vie nationale, les plus capables d'esprit de sacrifice : qui a lu Calvin n'avait nul besoin de cette démonstration. Les religions individualistes ont toujours été héroïques.

Dans l'histoire italienne au contraire, les types de producteurs ont résulté des compromis auxquelles contraignent les durs combats contre la misère. L'artisanat et le négoce tombèrent en décadence après les Communes. L'agriculteur est un ancien esclave travaillant pour le compte de patrons ou d'une curie épiscopale, il trouve dans l'emphytéose son unique défense. Et la civilisation la plus caractéristique se crée dans les cours et les charges, habituant aux astuces, au funambulisme de la diplomatie et de la flatterie, au goût des plaisirs et de la rhétorique. Le paupérisme italien a pour compagne la misère des consciences : dans la société contemporaine, celui qui n'a pas envie de remplir une fonction productive n'aura ni confiance en lui-même ni culte religieux pour sa propre dignité. Voilà en quel sens le problème politique italien se ramène à un problème moral, entre opportunités, chasse éhontée aux emplois et abdication face aux classes dominantes.

En Italie, le protestantisme doit se battre contre l'économie parasitaire et l'unanimisme petit-bourgeois, il doit chercher les cadres de l'hérésie et de la révolution démocratique parmi les ouvriers habitués à la libre lutte et à la morale du travail. Ainsi, il ne constituera pas une idéologie d'importation, mais le mythe authentique d'une Italie éduquée à la dignité et de citoyens capables de se sacrifier pour la vie de la nation car aptes à se gouverner sans dictateur ni théocratie.

### *Des portraits et des modèles*

*L'évolution de Gobetti n'est en aucun cas une répudiation de libéralisme. En 1924-1925, il donne une série de portraits de libéraux conservateurs italiens, qui ont même pu approuver le fascisme mais qui, au moment où il en parle, sont antifascistes. S'y ajoutent des modèles étrangers, le président Woodrow Wilson et l'industriel Henry Ford, et, portrait de groupe en quelque sorte, la France de 1924. On pourra considérer que celle-ci est idéalisée, comme les personnages qui précédent, mais Gobetti veut tracer des perspectives, proposer des possibles, d'où son intérêt pour un pays voisin, ne représentant qu'une modernité relative et constituant donc un modèle accessible.*

### **UN CONSERVATEUR HONNÈTE HOMME (LA RIVOLUZIONE LIBERALE, 29 AVRIL 1924)**

Gaetano Mosca\* a dû attendre plusieurs décennies la juste reconnaissance de ses concitoyens. Vilfredo Pareto\* est mort célèbre, salué comme un maître par toute une génération, pour laquelle il a peut-être été trop indulgent, et Mosca\*, qui l'avait précédé dans ses plus spectaculaires découvertes en science politique, restait en paix dans son école turinoise de droit constitutionnel.

Aujourd'hui, il a été appelé à l'université de Rome, et non pas pour inventer des théories justifiant les vainqueurs, mais pour consacrer sa leçon inaugurale à la liberté. Il semble que la vieille chaire de droit public d'Orlando\* va se transformer pour lui, et il sera le premier professeur de science politique dans une université italienne. Ainsi se voit couronnée la bataille qu'il a lancée à vingt-six ans, en 1883, pour faire reconnaître et presque fonder une seconde fois la science de la politique dans la patrie de Machiavel. En même temps, les éditions

Bocca réimprime ses *Elementi di storia<sup>1</sup> politica*, en ajoutant au texte intégralement reproduit de la première édition (1895) une seconde partie représentant la pensée actuelle de l'auteur après presque trente ans d'expérience politique, scientifique, universitaire et journalistique. Ce texte devient le livre d'une vie, et presque sa conclusion. Tout l'homme est là, penseur, professeur, ministre.

Devant l'œuvre de Gaetano Mosca\*, l'impression première est un malaise du fait de sa froideur, de son impassibilité, de son hermétique habileté. Sa culture semble hostile au lecteur, tant elle semble décidée à demeurer abstraite, doctrinaire, indépendante des nouveautés du jour et des références les plus évidentes. Le ton du discours se veut très sec, sans sympathie ni émotion. Il se maintient toujours dans les hauteurs de la science, ne se prête ni à des éclaircissements ni à des confrontations avec les sentiments courants ; il n'explique aucun problème actuel. On dirait qu'au nom des nécessités de l'observation et de la philosophie, il s'est imposé une forme d'ascèse l'éloignant de ce qui est trop facile et trop humain. Tout est soumis à la rigueur d'enquêtes historiques et de démonstrations scientifiques. L'auteur ne cède pas à la faiblesse humaine pour les expériences personnelles, les affections, les choses qui lui sont proches ; il donne des exemples à la façon d'un mathématicien, cherche les preuves de sa thèse dans les événements de l'histoire chinoise ou babylonienne plus volontiers que dans ceux de la civilisation contemporaine.

D'un monde qui restait par nature le domaine de l'art oratoire et des psychologies les plus brûlantes de ressentiment, il a fait un terrain d'expérimentation aride, un sujet de questionnements à généraliser par le sacrifice de tout intérêt personnel.

De toutes façons, sous ce scepticisme et cette impersonnalité apparents, l'observateur pourrait, en se donnant du mal, chercher des signes moins évidents, mais plus caractéristiques du style et du caractère, voire dessiner les traits d'une franche psychologie conservatrice, l'amour pour l'ordre et la clarté, le goût des distinctions claires. Chez lui, pur Sicilien, ceux-ci suffisent à réfuter toutes les légendes récentes sur les instincts de nébulosité métaphysique des insulaires, forgées sur la base d'un seul exemple ou d'une poignée. Pour montrer chez Mosca\* un type de psychologue par nature, il suffit de sa grande admiration pour

---

1. *[sic], pour scienza.*

Manzoni\*, dont il a fait un vrai mentor, lui consacrant de longues études pour en éclairer les dons d'observateur de l'humanité et de créateur de personnages. Quand elles seront réunies en un volume, ses conférences manzonniennes constitueront un très curieux exemple de politique appliquée à l'art et offriront la belle contribution d'un diplomate à la reconstitution du monde des *Promessi sposi*.

Ces qualités de psychologue attestent chez Mosca\* une pure latinité instinctive, jamais atténuée même dans ses textes les plus européens ou internationaux. Certes, les jeunes contemporains peuvent se sentir parfois tentés de répéter à son sujet les objections adressées à la sociologie expérimentale ; mais céder à cette tentation serait d'un goût discutable, car il a toujours eu le singulier courage de corriger ses principes théoriques par sa culture historique. Et cette dernière est bien différente de celle de tel idéalisme de mauvais aloi utilisant d'illustres noms antiques pour imposer ses schémas et ses idées. Il s'agit au contraire d'une Histoire au sens traditionnel, qui est pour lui *maîtresse de vie*. C'est le passé examiné par un homme pratique et prudent. Et dans ses aptitudes d'observateur, il trouve les caractéristiques de celui qui sait connaître le *cœur de l'homme*, est expérimenté en toute circonstance, et veut, pour juger un individu, se fonder sur des principes fiables et le mesurer par des calculs précis. Ce sont les mérites et les limites de sa culture, et alors que son instinct le pousserait au doute, ce dernier est si peu esthétique et si mal adapté à la prise en compte de toutes les contradictions et de toutes les nuances, qu'il se résout dans une confiance totale en l'habileté propre à l'écrivain. On trouve là les aspects les plus personnels de son style, son obstination à démasquer les idées en découvrant sous elles des instincts et des enfantillages humains, et son ironie contre les faux idéalistes.

Aussi, si ses préjugés pourraient sembler positivistes, trouve-t-on également chez lui une souplesse intellectuelle, une richesse des développements et des observations empiriques qui l'éloignent des recopierages propres à toute école. Et pour écarter les objections les plus philosophiques, il suffit du caractère génial de sa norme méthodologique : « Avec les faits du passé, expliquer ceux du présent, et ceux du passé avec ceux d'aujourd'hui. » On est loin du positivisme ! En un temps d'érudits et de cervelles scientifiques, cela revenait vraiment à sanctifier les valeurs de l'Histoire comme histoire des hommes, avec la passion d'un disciple de Vico qui n'aurait jamais lu ce dernier !

Mais dans l'Italie de 1884, le fait le plus stupéfiant était de voir un jeune homme de vingt-six ans se mettre à écrire *Sulla teoria dei governi et sul governo parlamentare*. Le pays était travaillé par une crise des institutions et des consciences, or Mosca\* se plaçait avec courage d'un point de vue européen et, pour faire œuvre scientifique, il se servait d'éléments qui offraient à Villari\* et à Turiello\* l'occasion de monographies régionales et de protestations immédiates. Certes, cela est en grande partie dû à son étude des politistes étrangers, Fischel<sup>1</sup>, Bluntschli\*, Stuart Mill\*, Taine. Mais là encore, il est un des premiers à avoir rajeuni sérieusement la culture italienne.

Ses résultats ne sont pas serviles, sa manière de voir n'est jamais imprécise. La Sicile et les maux de sa vie locale, lui tenaient à cœur même durant ses déductions métaphysiques. De sorte que son œuvre peut se comprendre concrètement comme le grand effort d'un méridional pour penser la politique italienne sans compromettre l'unité, et même en travaillant comme si Nord et Sud étaient réellement un seul État.

La première expérience politique de Mosca\* lui a été fournie par l'observation de la petite bourgeoisie tourmentée des coteries locales. Le député maître en corruption. La vie parlementaire complice des accaparements de magnats de province. Le gouvernement démagogique prompt à vendre ses concessions pour se fabriquer des partisans. Résultat de ces flatteries : tous ministériels. Les partis masquant les intérêts particuliers, les conflits de personnes. La nation était immature : on vivait toutes les équivoques de la démocratie, mais sans en avoir les avantages, du fait de l'absence des prémisses objectives et économiques. Dans ces conditions, être conservateur revenait à être honnête homme. Mosca\* a même la nostalgie de l'*ancien régime* car « ces régimes avaient un je-ne-sais-quoi de paternel, et l'antique bonhomie du caractère national, maintenant hélas en grande partie perdue, rapprochait les grands des petits et les liait les uns aux autres dans un système de clientèles alors presque général ». Toutes ces idées demeuraient

---

1. Peut-être Irving Fischer (1867-1947), connu de Gobetti comme une des sources d'Einaudi, un des premiers aux États-Unis à mêler mathématiques et économie. Professeur à Yale à partir de 1898, il préside en 1918 l'*American Economic Association*, et publie *The Nature of Capital and Income* (1906), *The Rate of Interest* (1907), *The Purchasing Power of Money* (1911).

anachroniques et ne laisseraient rien entrevoir de l'Italie future, démocratique et libérale, où la lutte politique sera affaire de responsabilité, d'intransigeance, de sérieux calviniste, Mosca\* en somme serait seulement l'honnête homme loyal à la troisième Italie<sup>1</sup>, et non pas un butor réactionnaire, si ne resplendissait alors la découverte géniale du concept d'*élite* politique. Sa théorie de la classe dirigeante est vraiment une des idées qui ouvrent des espaces infinis à la recherche.

Partant de la corruption actuelle du régime parlementaire, Mosca\* s'élevait jusqu'à penser la voie du salut, à poser le problème central de la vie italienne comme de toute société historique, c'est-à-dire celui de la création d'une classe dirigeante qui, grâce à sa formule politique, à ses mythes comme le dira Sorel, interprète les aspirations diffuses et organise les énergies les plus mûres. Dans un premier temps, il crut que ce concept ruinait toute idée démocratique et tout système parlementaire. L'interprétation qu'il en donna, dès qu'il l'eut trouvé, fut aristocratique. Mais on se trouvait sous le régime de Depretis\* et avant l'apparition du mouvement socialiste destiné, dans les décennies suivantes, à donner aux plèbes italiennes une première conscience élémentaire.

Aujourd'hui, en 1924, alors que tous proclament la fin du parlement et vantent les avantages de la dictature, Mosca\* s'aperçoit que le système parlementaire est encore le meilleur instrument pour que se forme, se raffine, se différencie, s'exprime la minorité directrice qui puisse prouver ses aptitudes à travers le long noviciat du libre combat politique et de la critique ouverte.

La réflexion politique qui prolongera son œuvre aura pour tâche d'accentuer cette interprétation démocratique et libérale, de mettre en accord, avec audace, les deux concepts d'*élite* et de combat politique.

En effet, l'*élite* implique le *choix*, qui doit se comprendre non au sens où certains choisissent, mais à celui d'un processus historique faisant se révéler les meilleurs. Être choisi implique que d'autres ne le sont pas, sans être condamnés par nature, et en participant au processus, se préparant, s'éprouvant tous les jours, s'améliorant. En ce sens presque physiologique, les gouvernants doivent représenter les gouvernés. Il n'y a pas d'aristocratie là où la démocratie est exclue.

---

1. L'Italie unifiée du Risorgimento, après celles de la Rome antique et des communes médiévales.

Mosca\* conservateur et manzonien ne pouvait arriver à de telles conclusions. Mais la preuve de son actualité est que, grâce à lui, nous y parviendrons.

### UN ENNEMI DE LA PLOUTOCRATIE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 31 MAI 1925)

Bien qu'elle connaisse un certain trafic, la gare de Bricherasio<sup>1</sup> est modeste, comme il convient sur une voie ferrée menant du chef-lieu vers le fond d'une vallée fermée : industrie et commerce sont fournis par les lieux, travaux et besoins permanents, ignorant la spéculation et le monde agité des affaires. Avec pittoresque, le village est caché comme pour offrir au voyageur un reflet atténué de la dure vie d'aujourd'hui et, en vous accompagnant, le vert des boulevards, moitié décoratif, moitié porté par les arbres fruitiers des jardins adjacents, vous guide avec négligence et délicatesse dans les rues aux maisons les unes champêtres, les autres déjà aménagées en ateliers.

Le paysan à qui vous demanderez de vous montrer la villa et la soierie de Giretti\* ne se trompera pas, même si vous ne lui avez pas parlé en pur piémontais : il y a même des chances qu'il vous réponde dans un italien désinvolte, à la manière de celui qui est habitué à recevoir des visiteurs de marque et a déjà accompagné jusqu'à la porte de son député des écrivains venus de la lointaine Angleterre et des habitués des congrès internationaux. On connaît Bricherasio dans le monde entier. C'est le siège italien de la Ligue antiprotectionniste d'Europe et d'outre-mer.

Le lieu n'est pas indigne d'une telle tonalité et de telles ambitions. Durant ses siècles d'histoire obscure, la chance du Piémont résida dans les ambitions équilibrées de petits centres industriels, dont Londres et Paris au moins connaissaient le nom : Pinerolo, Biella, Chieri, Asti, Cavour. Les intelligences qui y croissent au grand jour n'ont pas renoncé à la couleur locale au nom de leur réputation et ont voulu être des gentilhommes-paysans même quand il leur arrivait de rencontrer les diplomates les plus raffinés. Dans leur course à l'Europe, ces Piémontais presque tous anglophones emportaient avec eux, avec un

---

1. À quelque quarante kilomètres au sud-ouest de Turin, dans la vallée du Pellice.

soin jaloux, la silhouette de leur clocher natal. La prédominance de la capitale ne fut jamais un monopole comme ce fut au contraire le cas sans problème dès les temps anciens à Milan, Florence ou Gènes. Et à Turin, dans le commerce permanent entre France et Italie, avant que l'on ne parle du Mont-Cenis<sup>1</sup>, la concurrence était même une toujours bonne carte à jouer.

Et puis à Bricherasio, comme dans toute la vallée du Pellice, s'ajoutait à ces facteurs généraux l'élan de la race opprimée par la lutte religieuse et par son propre isolement vaudois<sup>2</sup>, élan destiné à ne pas se laisser étouffer dans la compétition commerciale et industrielle. Les paysans ne se contentèrent pas d'une agriculture modeste mais florissante, avec des vignobles renommés dans deux provinces ; la nature même du travail des champs leur fit consacrer leurs longs repos saisonniers à de nouvelles activités, de sorte que dans la vallée, dès le XVIII<sup>e</sup> siècle, l'industrie de la soie était devenue objet d'études et de théorisations pour cette kyrielle d'économistes dont le Piémont s'est honoré de façon interrompue jusqu'à nos jours, de Vasco\* [...] jusqu'à Luigi Einaudi\*. Une industrie patriarcale, collant aux possibilités du lieu et du moment, liée aussi à l'origine aux limites de l'activité familiale, artisanat plus qu'industrie mais correspondant, si on regarde le fond des choses, à une révolution, la naissance du capital, l'ajout de biens mobiliers à l'agriculture. Et les nouveaux artisans se lançaient avec une telle audace dans l'entreprise qu'ils voulaient vite accéder aux marchés internationaux et faire ouvrir les frontières.

---

1. La route entre Suse et Chambéry est la voie traditionnelle reliant l'Italie à la France voire à l'ouest de l'Allemagne avant l'ouverture du Gothard au XIII<sup>e</sup> siècle ; quant à la ligne de chemin de fer du Fréjus, dite du Mont-Cenis, elle est inaugurée en 1871.

2. L'Église vaudoise, née au sein du catholicisme au XII<sup>e</sup> siècle, vite excommuniée et persécutée, est fondée sur les Écritures, le sacerdoce universel et la pauvreté. Elle adhère à la Réforme en 1532. Massacrés en Provence au XVI<sup>e</sup> siècle, en Calabre et en Piémont au XVII<sup>e</sup>, etc., ses adeptes se sont maintenus dans quelques vallées de ce dernier, entre traités appuyés par les puissances protestantes et répression, jusqu'à leur émancipation par le roi Charles-Albert en 1848. Gobetti, malgré ses réflexions sur l'absence de Réforme en Italie, semble ne pas avoir été en contact réel avec eux.

Il faut tenir compte de ces origines séculaires pour expliquer les batailles du député Giretti\* contre les superstructures les plus récentes de l'industrie turinoise métallurgique et sidérurgique ; son aversion pour l'esprit ploutocratique de l'industrie dite moderne ; sa haine des monopoles, sa méfiance envers les coalitions d'industriels. Tout le libéralisme d'Edoardo Giretti\*, respirable dans sa bibliothèque entre les belles reliures anglaises et la collection de *The Economist*, conforté par de longues lectures et des enquêtes internationales, a cette franche allure provinciale et représente en grande partie une rébellion de gentilhomme rural. À côté de sa soierie, se trouvent sa villa avec sa bibliothèque, son jardin, puis, au-delà, des prés et des champs. Pas d'atmosphère urbaine, pas de limites faites de murs, d'usine, de civilisation, d'acier. Tout se fonde sur la vie à la campagne, avec ses coûts peu élevés, ses exigences élémentaires, ses habitudes frugales ; main-d'œuvre féminine ; frais généraux réduits car le capitaliste est aussi entrepreneur. Ayant grandi sans l'État, sans ses plans mirifiques de réorganisation sociale, dans un milieu tenu même en suspicion par lui, cette industrie a les droits nés de son isolement, et le devoir d'exprimer toute sa logique antiétatique. De petits sacrifices quotidiens, une profonde passion de l'indépendance et de la dignité lui ont donné le jour, elle doit être antiparasitaire avec la férocité du moralisme protestant.

En fait, sa bataille menée depuis trente ans a toujours valu à Edoardo Giretti\* les classiques accusations d'abstraction, de logique pure, de fanatisme scientiste. On ne voulut pas comprendre que les preuves de son savoir résidaient dans son activité quotidienne ; qu'avant d'être une figure de la politique italienne, il est une figure de l'économie du pays. Il incarne la petite et la moyenne industrie défendant ses intérêts légitimes. Ce groupe d'entrepreneurs dédaigne les aventures financières, cherche non la richesse mais la liberté et l'indépendance y compris en matière de finances personnelles : voilà les premiers et les seuls nationalistes voyant loin qu'ait eu l'Italie. Les premiers, ils eurent la grande intuition qu'après la décadence suivant la Renaissance, ne pouvant plus vivre de commerce avec l'Orient comme au temps des Communes, l'économie italienne devait trouver le moyen de faire vivre à côté de l'agriculture, insuffisante à elle seule, une activité productive mobilière, capable d'exploiter l'abondante main-d'œuvre péninsulaire et d'affronter grâce à elle la concurrence

internationale. Que cette classe industrielle ait encore les mœurs et le caractère des propriétaires fonciers, des gentilshommes ruraux, cela a valeur de symbole. Si ce n'est que le processus était à peine commencé en Italie au moment où il débouchait déjà en Europe sur les gigantesques systèmes du capitalisme financier.

Les industriels moyens durent alors se voir entourés d'organismes grandioses, improvisés à coups de Bourse : entreprises fondées à des coûts insoutenables après avoir accaparé journaux et services publics ; fortunes rapides et effondrements brutaux, arrivismes forcenés de ploutocrates. On trouve trace de leurs réactions, de leurs sentiments et de leurs préoccupations face à ces développements, si l'on garde à l'esprit les écrits d'Edoardo Giretti\*, semés dans des journaux de sous-préfecture comme *La Lanterna pinerolese*, dans de grands quotidiens, ou lus à la Chambre pour tout le public des contribuables.

Petit, nerveux, agité ; de petits yeux vifs d'observateur sous un front carré ; orateur rapide, pressant, démarche hardie et sautillante ; avec son allure, entre débonnaire et mordante, Edoardo Giretti semble déjà annoncer une atmosphère de bataille.

Depuis sa jeunesse, il a eu l'obsession de l'indépendance. Il fut opposé à Giolitti\* dès avant le scandale de la Banca romana<sup>1</sup> quand, juste aux limites de la province de Cuneo, être antigiolittien signifiait se fermer tout avenir politique. Mais il continua à se porter candidat à chaque législative, avec une constance renouvelée par chaque échec. Batailles anglaises, menées statistiques à la main : combien coûte la taxe sur le blé ; combien gagnent chaque année les sucriers ; à qui bénéficient les dépenses militaires et les expéditions coloniales. Campagnes conduites avec le plus spectaculaire sens de l'inopportunité, combattues *ad personam*, en commençant par choquer et rendre fous de rage les grands électeurs, curés, directeurs de journaux. L'opposition à la guerre de

---

1. Cette banque, une des six ayant alors droit de frapper monnaie en Italie, a dépassé son plafond légal d'émission dans un contexte de spéculation immobilière, moyennant des avantages financiers pour les ministres en place, dont Giolitti\*, président du Conseil depuis mai 1892. La nomination au sénat du directeur, Bernardo Tanlongo, fait l'effet d'une provocation. Les crieailles à base de raison d'État et de renom du pays ne résistent pas à la dénonciation des malversations, une nouvelle enquête doit être diligentée en 1893, Tanlongo est inculpé, comme le directeur du *Popolo Romano*, proche de Giolitti\*.

Libye et le suffrage universel permirent enfin de battre la clique giolittienne qui le poursuivait depuis Turin et Cuneo jusque dans la vallée, et Giretti\* devint député en 1913.

Au parlement, entre la politique générale et les mesquineries des semi-partis<sup>1</sup>, tous giolittiens, il se trouva isolé. Dans ses campagnes enflammées, il ne rencontrait que des ennemis ; dans le groupe radical même, auquel il appartenait, on ne l'appréhendait guère car il ne laissait pas passer sans réagir les méfaits de ses camarades. Du reste, ses talents de polémiste précis et documenté ne pouvaient être appréciés dans une assemblée de rhéteurs et d'ignorants serviles. Et il ne pouvait pas non plus se poser en chef de parti car sa position était celle du moraliste plus que du politicien ; il ne s'intéressa jamais à la politique générale, mais surtout à l'économie et aux mœurs politiques. Avec son tempérament de dissident, dans sa situation d'industriel ennemi de l'agrarien absentéiste comme du ploutocrate rapace, son rôle devait se réduire à l'épluchage du travail de ceux qui croyaient s'en sortir à bon compte. Un dangereux vérificateur de bilans !

Mais le jour où, du fait des intrigues de ses adversaires, il ne revint plus au parlement, son action pouvait se poursuivre dans la presse. Être député n'est pas fondamental pour ce personnage qui persécute les filous et dénonce les affaires louches.

Et le parlement devenait même une tribune artificielle pour un travail typique de circonscription, lié par nature à des réunions, et devant être mené à côté de celui de l'industriel.

Que Giolitti\*, Nitti\* ou Mussolini gouvernent, on trouve toujours des perceurs de coffres à dénoncer, des sidérurgistes à combattre. Que Giretti\* ait été par ailleurs antibolchevik et soit aujourd'hui antifasciste intéresse davantage la psychologie que l'Histoire. Conservateur de style anglais par aspiration secrète, il représente la philanthropie puritaire envers les classes défavorisées plutôt que la compréhension de la lutte des classes et du mythe de la rédemption ouvrière. À dire vrai, si ces limites l'ont amené à des évaluations étroites et partisanes au temps

---

1. On peut difficilement parler de partis politiques au sein du libéralisme italien, mais plutôt de coteries ou de rassemblements de notables, le plus souvent députés grâce à leur contrôle d'un fief électoral.

de la fameuse affaire Mazzonis<sup>1</sup>, elles font honneur à son sérieux d'homme tout d'une pièce, chez qui l'intellectuel et l'industriel ne font qu'un.

Mais, revenu sans illusion de toutes ses batailles, il ne peut plus trouver dans sa passion une nouvelle raison de parler du haut d'une tribune nationale. Repoussé par les cliques politiciennes et par les spéculateurs, il a découvert la vraie nature de sa force et s'est replié sur un terrain où il est absolument imbattable. Dans son isolement, il constitue un exemple, un organe de la société future dont il rêvait avant d'avoir lu Adam Smith\*, lors de ses promenades d'adolescent le long du Pellice, en observant une agriculture qui rapporte ce qu'elle doit sans épuiser la capacité de travail de son peuple. Un exemple d'individualisme triomphant pour qui l'initiative personnelle garantit aujourd'hui la liberté collective de demain.

### CROCE OPPOSANT (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 6 SEPTEMBRE 1925)

#### *Croce homme politique*

Un observateur inattentif pourrait croire que manquent à Croce\* homme politique et penseur politique ces passions et ces expériences qui nourrissent les grands théoriciens comme Machiavel et Treischke\*, auteurs d'œuvres qui demeurent tout à la fois des monuments de l'histoire de leur temps et des modèles de spéculation philosophique.

En trente ans de combats culturels, Croce\* semble être resté étranger à tous les intérêts partisans et même ses gestes spécifiquement politiques ne le compromettent pas ni presque ne l'affectent. Qu'il participe à la souscription pour *l'Avanti !* après Pelloux\*, devienne ministre de l'Instruction sous Giolitti\*, soit favorable, avec des arguments d'homme

---

1. Un conflit social au sein de l'importante entreprise cotonnière Mazzonis, dans la vallée du Pellice, débouche sur un *lock-out* en mars 1920. Les propriétaires n'adhèrent pas aux associations patronales, ne reconnaissent pas les représentations syndicales et veulent négocier directement avec les ouvriers, comme ils l'ont toujours fait en position de force. Le préfet intervient en faveur du personnel, ce que dénonce Einaudi pour qui c'est une ingérence inacceptable. Les salariés occupent l'établissement, veulent le gérer eux-mêmes, c'est un des points de départ de l'occupation des usines en septembre.

d'ordre, au premier fascisme de Mussolini, s'en éloigne ensuite dégoûté et repentant, sa préoccupation constante est d'offrir un exemple concret de conduite individuelle ; ces actes concernent sa conscience, ce sont les réponses du citoyen à l'appel du devoir, pas celles de l'homme politique ni du philosophe. En examinant son action de ministre de l'Instruction, on découvrirait en effet que plutôt que les principes d'un programme ou d'une réforme, il suit toujours une idée, celle d'instaurer une administration honnête ; et c'est la différence entre Gentile\*, dogmatique, autoritaire, dictateur infaillible à la mode provinciale, et Croce\* homme politique capable de réfléchir et de douter, ouvert à toutes les exigences humaines, désireux d'écouter aussi la simple voix de l'instinct et du bon sens.

En somme, en politique, ne pouvant se bricoler à cinquante ans le masque du flic ou les louches instruments de l'intrigant, Croce\* a voulu être l'homme simple plutôt que le faux homme d'État. Et si on veut à tout prix lui assigner un parti, alors que sa philosophie a été utilisée dans tous les partis, il faut constater que son bon sens agréable et drôle de Napolitain d'élection, noble et indulgent, a dû orienter ses sympathies vers un honnête conservatisme, libéral avec modération, capable de sauver la face et la paix chère à tout homme qui travaille. Du fait de ce conservatisme éclairé et prudent, Croce\* a été hostile à la réaction du début du siècle, hostile à la guerre en 1915 car la guerre détruit l'épargne et le travail accumulés dans le domaine de l'économie comme de la culture, et il se montre aujourd'hui sans tendresse face aux improvisations du national-fascisme.

### *Le théoricien de la politique*

Tous les mérites de la théorie de la politique contenue dans ses commentaires ou dans son manuel, *Elementi di politica*, découlent bien de cette modération d'homme qui n'est ni apolitique ni de parti, ainsi que de la sérénité presque indifférente de l'observateur. On y trouve une trace précise et permanente de la constance spéculative fournissant la base de notre vie politique dans les vingt dernières années. Tout au plus, avouerons-nous le déplaisir causé par le fait que Croce\* a voulu adopter une méthode purement synthétique, trop rapide parfois, voilant exprès, avec une efficace malice, les références les plus actuelles : dans certaines de ses exécutions capitales de préjugés ou de théories bancales, nous aimerions trouver une plus grande tolérance d'historien

disposé à chercher dans leur contexte les origines et les raisons psychologiques des erreurs commises.

Croce s'est contenté de rendre explicite (de façon strictement spéculative) la théorie politique que l'on pouvait déjà trouver dans sa *Filosofia della pratica* [« Philosophie de la pratique »] et son *Materialismo storico* [« Matérialisme historique »]

La politique considère les actions utiles : et utilité ne veut pas dire moralité, mais pas non plus simple égoïsme ; contre tous ceux qui la mettent en accusation comme une chose immorale, à réservier aux individus sans scrupule, il faut donc revendiquer le caractère spirituel et tout à fait précieux de l'action politique : Croce\* ne perd pas aucune occasion de ridiculiser et de réfuter les moralistes abstraits ou hypocrites. L'esprit politique et l'esprit juridique doivent cependant aller de pair, de sorte que tout en ne devant pas approuver les bigots et les vestales des institutions, il faut exiger, de ceux qui agissent, un vrai sens de la tradition, de la continuité, de la légalité. À cette double inspiration, doit s'ajouter une idée claire de ce qu'est l'État, qui n'est la *force* qu'en étant le *consensus*, et n'est pas une force selon une représentation grossière « prenant presque autrui au collet, lui faisant plier l'échine, le mettant à terre », mais l'est au sens tout à la fois humain et spirituel, « et intègre la sagesse de la pensée tout autant que la vigueur du bras, la prudence et la prévoyance tout autant que le courage et l'audace, la douceur tout autant que la sévérité. » Ainsi, dans tout État, l'autorité et la liberté sont inséparables et on a donc raison de célébrer la seconde. « Quel mot fait battre le cœur humain avec plus de flamme et de douceur ? » Avec un malicieux scepticisme, Croce\* conclut qu'il faut toujours prêcher aux peuples les avantages de l'autorité et aux princes ceux de la liberté, et là, il est évident qu'il parle pour que d'autres comprennent. Du fait de sa conception de l'État comme action, toute recherche sur le fondement de la souveraineté devient vaine. « Dans un État, chacun est tour à tour sujet et souverain. Dans tout rapport, la souveraineté n'appartient à aucun des deux éléments considérés séparément, mais à la relation elle-même. » Et là, même si Croce\* aime se moquer de Rousseau et chanter pouilles aux égalitaristes, on a peut-être une des plus vigoureuses et des plus radicales professions de foi de la démocratie moderne.

Mais l'homme politique n'est ni en exil ni enfermé dans les limites de l'utilitarisme où débute son action ; la politique crée de nouvelles

relations, devient un instrument de la vie morale, touche aux sources du savoir ; participant au progrès historique, l'État est aussi éthique. Croce met cependant en garde contre la confusion entre cet État conçu comme moralité, comme État éthique, comme Histoire, et l'État politique, contre la conception gouvernementale de la morale en dérivant, comme c'est le cas chez Gentile\*, ministre de l'obscurantisme anachronique. En réalité, l'État est une « forme élémentaire et étroite de la vie pratique que la vie morale dépasse et déborde de tous côtés, se répandant en ruisseaux copieux et féconds, féconds au point de défaire et de refaire sans cesse la vie politique même et les États, c'est-à-dire de les contraindre à se renouveler conformément à ses exigences. » Voilà un tableau poétique et efficace de la complexité du monde pratique, tout entier traversé par cette distinction décisive.

Dans ses *Elementi di politica* [« Éléments de politique »], Croce\* s'efforce aussi de justifier la légitimité des partis, dont à une autre occasion il avait donné une idée inadéquate en se contentant d'un parallèle avec les genres littéraires. En réalité, l'importance du parti ne tient pas à son seul programme, parfois vague et qui, par nécessité, ne représente jamais qu'une première approximation, mais dans sa caractéristique même, le fait d'être un moyen d'action avec des chefs y affirmant la vigueur de leur personnalité et s'y préparant à gouverner.

Prendre parti et gouverner ne sont pas choses incompatibles ; et même chez l'homme de parti il faut voir un exemple de cette action et de cette réalisation en quoi tient la vie sociale, laquelle est une somme de rapports donc d'actions.

En substance, toute la politique de Croce\* est une exaltation du moment de l'action, contre les considérations abstraites, schématiques et générales, contre les faux programmes cachant les mauvaises intentions. Il a en horreur toutes les pédanteries de tous les doctrinaires de la planète ; il arrive au contact direct de la réalité face à laquelle conseils, analyses et distinctions ne servent que de points de départ et d'incitations à résoudre, à agir.

### *Son antifascisme*

Après l'assassinat de Matteotti\*, le passage de Croce\* à l'antifascisme constitue un des faits les plus importants de la politique italienne.

Jusqu'à l'automne dernier, sa position était inspirée par le scepticisme et l'indulgence : sa réserve envers le fascisme était toute morale

et pédagogique et reflétait d'un côté son opposition innée au futurisme et au dannunzianisme, de l'autre sa méfiance envers l'ensemble des hommes du nationalisme italien en qui, dès avant la guerre, il avait vu des politiciens dangereux. Cet antifascisme tolérant ne pouvait totalement nous satisfaire, nous les jeunes qui réclamions des distinctions de race et de style, mais on ne pouvait demander à Croce d'abandonner ses habitudes conservatrices, faites de bon goût et de modération culturelle. Jusque dans les raisons les plus radicales qui le poussèrent à une opposition ouverte, ses préférences et ses sentiments individuels entrèrent pour une bonne part, avant les méditations théoriques. Dans son adhésion au Parti libéral, dans la discipline avec laquelle il s'est mis à le servir, Croce\* pratique son idéal giolittien compris comme une attitude mentale de modération, de fidélité, de discréetion. Quand il accepte de faire bel et bien de la politique comme militant de base, son attention se porte sur les institutions parlementaires, les moyens d'action traditionnels, les formes constitutionnelles et administratives. Son attitude se place dans la tradition du Parti libéral, avec une franchise élémentaire, indulgente face aux théories mais intransigeante quant au sérieux des hommes, d'une obstinée fidélité aux vertus de la civilisation et aux caractéristiques historiques de notre peuple. Ainsi, dans la tradition de la maison de Savoie, la dévotion à l'État est une dévotion à l'État laïc nourrie de respect pour la religion et de méfiance envers les partis, une laïcité parfaitement inverse de l'anticléricalisme bruyant des Romagnols athées, prompts à tomber amoureux de l'Église par esthétisme de subversifs<sup>1</sup>.

Mais l'antifascisme de Croce\* va plus loin. À côté des raisons du conservateur et de l'Italien de bon sens, on trouve la rébellion de l'Européen et de l'homme de culture. Seules les premières, parfois susceptibles de déplaire à notre mentalité de combattants, permettent d'injecter cette rébellion dans sa juste atmosphère humaine en empêchant tout soupçon d'exaspération romantique ou de parti pris.

Il faut proposer cet antifascisme européen à la considération des Italiens. Qu'il soit le châtiment de leurs nerfs, de leurs hystéries, de leurs impatiences. Croce\* a trouvé le juste ton de la rébellion face au présent et il en malmène l'actuelle décadence pour préparer l'avenir.

---

1. Mussolini est visé.

Depuis vingt ans, son œuvre a été le seul exemple en Italie d'une modernité participant directement de toute la vie spirituelle de la planète. Notre provincialisme aura du mal à lui le pardonner.

Après les tentatives malheureuses du Risorgimento, Croce\* a incarné le modèle européen le plus parfait que notre culture ait produit. Au moment où nous assistons à l'une des tentatives les plus radicales pour rompre la solidarité entre l'Italie et l'intelligence européenne, sa position culturelle devait devenir une position politique intransigeante. Son esprit équilibré et impartial ne pouvait se porter que d'un seul côté, de façon rigoureuse et totale. Il n'est pas permis de rester apolitique lorsqu'il s'agit de défendre les raisons et les droits fondamentaux de la critique, de la pensée, de la dignité. Le poète doit défendre la liberté de son art, le philosophe la légitimité de ses travaux. Il s'agit d'une guerre pour imposer la paix, et elle doit engager – à la vie à la mort – même ceux qui sont sans armes. Dans cette bataille, qui est le cœur de la lutte entre fascisme et antifascisme, la victoire n'est pas affaire de milices ou de squadristes, mais de confiance en sa propre intransigeance et en sa capacité à ne pas céder.

Croce\* peut être aussi un maître pour les Italiens par sa sérénité dans la lutte. Il a conservé le sens exact de ses limites.

Ses préoccupations sont tout entières tournées vers l'avenir : il porte en lui la conscience émue et prudente de ce que dans la bataille actuelle les destins sont gravement en jeu ; il perçoit avec douleur les dangers qui menacent la civilisation. Et il s'est voué à la polémique antifasciste quotidienne comme par une nécessité de libération, car nul ne peut manquer à ses devoirs. Et son devoir fondamental consiste à faire que sa politique ne soit jamais politique ; l'homme des livres et de la science cherchera donc à éloigner les ténèbres du nouveau Moyen Âge en travaillant comme s'il vivait dans un monde civilisé ; après avoir fustigé les petits ennemis quotidiens avec une violente ironie, il retournera la conscience tranquille à ses travaux de bibliothèque et d'histoire.

Nous voyons en Croce\* un maître, du fait justement de son impasseabilité de non-conformiste.

LE STYLE DE WILSON (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*,  
12 FÉVRIER 1924)

[...] Les commentaires sur la mort de Wilson sont un fait mesquin de journalisme ordinaire. Personne n'a réussi à se placer sur le plan historique. Seule a parlé la colère d'Italiens déçus et intéressés. Comme s'il était seulement le théoricien des quatorze points ou l'homme de Versailles. Pour rendre compte de sa grandeur, le jugement doit au contraire porter sur son personnage d'Américain, inscrit dans l'histoire de son pays. Son élection au fauteuil présidentiel est déjà un fait exceptionnel : dès 1914 il se révélait grand homme d'État. Après la médiocrité de présidents comme Taft\* ou Théodore Roosevelt\*, on sentait en lui la trempe d'un Lincoln.

On ne doit pas oublier que la politique et les traditions américaines portent un nom : Monroe. Selon ses nécrologues d'aujourd'hui, Wilson serait un faible, un bavard, or il eut l'énergie de refuser et de passer outre cette politique séculaire de nationalisme et de protectionnisme fermés, de déjouer les pièges des filous de la finance américaine<sup>1</sup>, d'inaugurer une politique mondiale, pour la première fois dans son pays. Les directives qu'il donna en matière douanière et monétaire, la solution de la question du canal de Panama<sup>2</sup>, la décision d'intervenir dans la guerre européenne sont des preuves si grandioses de son réalisme et de son esprit ouvert et génial qu'elles compenseront même l'échec de Versailles. Il faut se souvenir que l'on juge un Américain, pas un Européen. Dans l'histoire américaine, ses directives politiques lui survivront, son nom est un programme qui a l'avenir pour lui. La faute de son échec en Europe est partagée par les Européens qui ne le soutinrent pas. Cette solitude donna sa grandeur à sa tragédie. Seul chez lui, face au particularisme américain ; seul en Europe face aux particularismes nationalistes. Six ans de pouvoir dans des conditions si singulières le consumèrent ; peu d'hommes politiques avaient supporté un tel tourment et il fut en ce sens un des premiers hommes d'État

---

1. Parmi les mesures prises de 1913 à 1916, on note la réduction des droits sur les importations, un impôt progressif sur le revenu, une banque fédérale de réserve contrôlée par l'État, une loi antitrust, l'interdiction du travail des enfants.

2. Plus prosaïquement, l'achèvement des travaux et l'inauguration du Canal en juin 1914.

modernes de style mondial. Du fait de la singularité de sa tâche, réalisme et idéalisme (au sens d'originalité et de vertus politiques créatives) apparaissent si voisins et presque conditionnés l'un par l'autre qu'il a suffi d'un seul excès de rigidité pour renverser l'édifice. La rigidité de Wilson se serait insérée dans la réalité si au lieu de nationalistes obstinés comme Sonnino\* ou retors comme Orlando\*, il avait trouvé à Versailles un nationaliste clairvoyant comme Nitti\*. Mais de toutes façons, il est ridicule que ce remords proprement italien puisse peser sur le jugement par l'histoire d'un homme politique complexe, international.

Dans sa mort, il y a un aspect intime, une solennité affectueuse dont l'aspect cordial et humain confirme sa grandeur. Pas d'américanisme, pas de rhétorique. Wilson n'est pas un héros dynamique. Je m'imagine la mort d'un vrai héros dynamique et moderne. Il faut une chambre de *L'Excelsior* et une poétesse en vers libres pour dire les chants funèbres ou les suggérer à l'actrice du moment, appelée tout exprès en souvenir d'anciennes faveurs<sup>1</sup>. Le héros dynamique ne peut pas mourir en paix, mais désespéré à cause de sa soif, de son aridité vainement camouflée sous un perpétuel mélodrame.

Wilson homme d'État ayant mené une grande politique mondiale a *sa maison ; sa chambre préférée, au troisième étage, dans la partie arrière de la maison, où n'arrive presque aucun des bruits de la rue : les fenêtres donnent sur les jardins...*

Dans son style, il y a place pour le silence ; et en lisant ce qui est écrit sur sa mort, on comprend comme il devait se sentir peu à sa place à Paris, au milieu des mœurs nouvelles d'anciens combattants exaspérés par la guerre !

### FORD (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 8 MARS 1925)

Ford écrivain peut rappeler Benjamin Franklin. C'est un moraliste attaché à décrire une vie modèle, une vie représentative. Que cette biographie soit une autobiographie n'était pas seulement nécessaire

---

1. D'Annunzio est bien évidemment visé, entre autres au travers de sa longue et orageuse liaison, avant la première guerre mondiale, avec l'actrice Eleonora Duse (1858-1924).

pour donner au sujet une valeur probante et en tirer une invitation à l'émulation. En parlant de lui-même, Ford peut présenter ses théories comme un récit factuel : l'idéologie se cache et les artifices de l'idéalisme pratique apparaissent au premier plan.

Cet art de l'exposition plaira sous les climats latins comme une sorte d'exhibition de cynisme et d'énergie diabolique. Il faut au contraire chercher chez l'auteur des traits moins enviés et plus rares, ceux de l'homme ingénue et du rêveur. Son livre fera fortune comme manuel parmi les ingénieurs fabricants de projets industriels : et pourtant, habitués à contempler l'américanisme avec une envie d'Européens tenus à l'écart des plus fructueuses aventures, ces lecteurs-là sont par nature voués à des désillusions.

Ses conseils commerciaux et industriels relèvent de la banalité. Quiconque s'est déjà médiocrement occupé d'affaires les a découverts avec facilité et appliqués avec profit. Il n'est pas nécessaire d'avoir l'expérience d'un budget se montant à des milliards, il suffit de gérer une maison d'édition d'opposition et d'avant-garde pour établir qu'il ne faut pas se préoccuper de la concurrence, ne pas viser le gain et la spéculation mais le développement de l'entreprise et l'amélioration du produit ; que l'entreprise s'améliore quand les coûts et les frais généraux diminuent dans le but de diminuer les prix et d'augmenter les primes accordées à la main-d'œuvre ; que l'on peut s'endetter pour l'installation initiale ou pour de nouvelles installations mais que le recours au crédit dans le cours ordinaire des affaires est signe de mauvaise administration, et que les agrandissements mêmes peuvent être effectués d'une façon progressive, déterminée par les rentrées, avec plus de sérieux qu'en ayant recours à de périlleuses augmentations de capital ; que l'on peut toujours simplifier le service et améliorer indéfiniment l'organisation du travail. Une fois choisi un produit utile au public, en appliquant ces normes et quelques autres relevant de l'économie générale, toute entreprise doit prospérer.

Mais le secret de Ford n'est ni commercial ni industriel. Il y a quelques années, Fiat envoya en Amérique une commission d'ingénieurs pour étudier les méthodes appliquées dans ses établissements. Ford voulut qu'ils accèdent à toutes les données, à tous les équipements, à tous les éclaircissements ; aucun système d'achat, de vente, d'administration, aucun appareillage technique ne leur fut caché.

Il sait que son secret est religieux ; c'est un système moral. Dans l'histoire de ses débuts, on sent la présence d'une inspiration ascétique. Dans la solitude, il a mûri sa pensée dominante, son idée fixe de constructeur et d'entrepreneur, comme un ermite se voue à méditer sur Dieu. Son esprit pratique a un pouvoir de concentration aussi intense que la renonciation du mystique : il faut penser aux origines religieuses du pragmatisme. Le jeune mécanicien renie les divagations éclectiques tout comme l'industriel dédaignera les aventures et les improvisations des banquiers : il faut *s'occuper d'une idée à la fois*.

Sur ce fond de simplisme presque fruste, naît son paradoxe, son idée fixe : se consacrer à la fabrication d'un produit d'universelle nécessité. Enfant, mécanicien autodidacte, il s'occupe d'horloges, en construit pour ses voisins ; et au moment de choisir une carrière future, il pense même pouvoir fabriquer une horloge à 30 cents, mais il se persuade que les horloges ne sont pas de nécessité universelle, donc *les gens en général ne les auraient pas achetées*. La même considération le détourne de fabriquer des tracteurs agricoles (il est fils de paysan : son sain équilibre, son indépendance d'esprit, sa fermeté audacieuse et têtue en même temps, font songer à sa jeunesse passée aux champs, libre, loin de l'école et des problèmes les plus subtils de la ville. il ignore cette dernière). Il y a une autre idée dans son cerveau, persistante comme la certitude d'une mission. « Du jour où à douze ans je tombais sur une locomobile routière et jusqu'à aujourd'hui, ma plus grande aspiration fut de construire une machine pour parcourir les rues. » Sous cette cervelle d'ingénieur, il y a un sentiment paysan : l'émerveillement devant l'obstacle de la distance.

Mais le concept de mission et le ton parfois dogmatique et presque orgueilleusement nationaliste ne doivent pas faire penser à notre stéréotype de l'Américain dynamique et sans préjugés. Dans l'aride constance et l'impossibilité de Ford, on trouve toujours une trace d'intimité, un signe de richesse intérieure. « Aucun travail intéressant n'est jamais dur. J'étais certain de ma réussite. Mais c'était pour moi une belle chose, de voir mon épouse encore plus confiante que moi. Elle a toujours été ainsi. »

Certains de ses aphorismes font penser au *cliché* protestant : « La vie n'est pas une bataille, sauf contre notre tendance à nous mettre au repos. » « Il n'est pas nécessaire que le patron aime l'employé, ni que l'employé aime le patron. Il est nécessaire que chacun essaie de rendre

justice aux autres en fonction de leurs mérites. Puisse chaque Américain se cuirasser l'âme contre la mièvrerie. Nous devrions l'abolir. C'est un narcotide : tenez-vous droit et défendez-vous. Laissez les faibles accepter la charité. » Mais sous ces *clichés*, un esprit vivant reste éveillé en permanence.

L'idée initiale du *service* d'universelle nécessité est protestante. Tout comme la façon de remplir une fonction avec l'objet le plus simple, le plus léger, le même pour tous. Et le noviciat auquel le constructeur se soumet avant de produire, en étudiant et en trouvant le meilleur produit à ne plus jamais modifier. Pour Ford ce sont des lois ; pour nous, les marques cohérentes de son intelligence. Dans son imagination, nous percevons un large fond d'humanitarisme austère, caché, une énergie d'utopiste. En lui, l'habitude de comprendre vient du christianisme, comme le besoin de rêver à des rédemptions avec un optimisme qui nous semblerait exalté. Mais lui n'hésite pas : « Le génie des États-Unis d'Amérique est chrétien. Cela n'implique aucune signification sectaire, mais ramène à un principe fondamental, différent de tout autre car il met en œuvre la liberté et la moralité, et confirme la société dans un code de relations humaines fondé sur des conceptions fondamentalement chrétienne des droits et devoirs de l'homme. »

Cette tranquille exclusion des questions de principe entend tourner tous les efforts vers le travail quotidien, avec peut-être un simplisme trop primitif ; mais notre société habile semble avoir quelque difficulté à opposer doutes et nuances à une foi si naïve et si droite ; il nous semblerait offenser l'innocence. Ou plutôt, nous nous sentons moins attachés au présent et notre scepticisme est une sorte de confiance dans un avenir obscur, car nous savons que seule une catastrophe pourra nous absoudre de nos pêchés. Nous confions notre salut aux forces inconnues d'une société future qui ne s'est pas encore annoncée.

Au contraire, la religion de Ford n'a pas besoin d'impondérables. Le sens du sacré est bien ancré en lui. « Il y a quelque chose de sacré dans une grande entreprise pourvoyant à l'existence de centaines et de milliers de familles. » « Il y a dans les salaires quelque chose de sacré : ils représentent des maisons et des familles et des destins domestiques. » Le travail, le droit et le devoir de travailler, voilà la loi dans son monde : il est nécessaire et donne un *pouvoir*. On ne peut demander d'explication plus complète qu'à l'esprit frais et confiant de son peuple. Les ingénieurs

de l'industrie italienne se sont-ils rendus compte de ces problèmes éthiques fondamentaux ? Peut-on, par quelque magie, importer en Italie la grande industrie qui ne saurait naître que d'adaptations et d'efforts coïncidant avec les besoins locaux ? Se sont-ils rendus compte des problèmes au bout du compte idéologiques impliqués par la création d'un triangle de producteurs entre Milan, Turin et Gènes ? Dans l'Italie des rêves et du dilettantisme, une telle entreprise nécessiterait des décennies de préparation psychologique, et ne saurait mûrir que petit à petit. Si l'on souhaite pour l'Italie une industrie sérieuse et non une aventure financière, il faut faire état de ces interrogations.

En tous cas, on trouve chez Ford non seulement le schéma du calvinisme industriel, mais une structure cohérente entre activité et personnalité. Seuls les rhéteurs des destins de la latinité noteront le manque de génie poétique dans cette civilisation mécanique. L'usine de Ford est tout autre chose que le royaume de l'automation. Il est faux qu'il ait aboli l'habileté. *La vérité est que pour certains types de cerveaux, penser est une vraie douleur.* Ceux-là préfèrent être utilisés à un travail facile et uniforme. L'habileté comporte d'ailleurs toujours un certain degré d'esprit de direction et d'invention. Le genre d'habileté exclu ici est le désordre de l'imprévu, la ressource de l'improvisation.

Chez cet industriel, l'image des champs, héritée de son enfance, est restée présente et forte. *La santé du soleil et le sentiment de l'espace dans la campagne infinie* sont sa nostalgie de chef d'entreprise. Ennemi de la concentration, il est persuadé que l'époque de la grande ville est terminée : pour l'avenir, il rêve d'une industrie alliée à l'agriculture, la vie de l'ouvrier se partageant entre l'usine et les champs. Nous ne nous inquiéterons pas de ces projets pittoresques, mais le secret du capitalisme américain, son actuelle vitalité (disons même sa supériorité actuelle sur le mouvement ouvrier) tiennent justement dans la coexistence presque grossière entre l'esprit d'organisation et l'idéalisme rêveur. Rationnel, cynique, rigoureux, le capitalisme semble avoir conscience de son pêché originel et demande à l'utopie de l'en absoudre.

**LA FRANCE RÉPUBLICAINE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*,  
20 MAI 1924)**

Paris, 13 mai

Les journaux du soir publient la statistique officielle des élections du 11 mai<sup>1</sup> :

Conservateurs 20

Entente républicaine-démocrate (ex-bloc national) 117

Républicains de gauche 52

Gauche démocratique 75

Radicaux et radicaux-socialistes 139

Républicains socialistes 35

Socialistes 102

Communistes 29

Au lieu d'un commentaire, une comparaison me vient naturellement.

Élections de 1914 (programme : l'impôt sur le revenu et le service militaire de deux ans) :

Socialistes 104

Républicains socialistes 24

Radicaux et radicaux socialistes 172

Gauche démocratique 66

Progressistes, conservateurs, droite, etc. 234

On pourrait remonter plus haut, aux élections de 1906 qui portèrent au pouvoir le Herriot de l'époque... Clemenceau ; ou à celles, anti-cléricales, de 1902. On a même parlé du programme de Belleville (1869), qui, de fait, est en permanence d'actualité en France, en 1881 avec Clemenceau, en 1896 avec Millerand, en 1924 avec Herriot. La France ne s'éloigne pas de ses valeurs historiques et de ses méthodes de gouvernement. Sa tradition est : équilibre raffiné à tendances conservatrices entre modérés et radicaux ; sa méthode : envoyer au gouvernement, à quarante ans, les hommes qui a trente jouaient les subversifs. Avec cet expédient, on a en France des preuves logiques pour continuer à croire au progrès ; par ailleurs on n'a pas encore trouvé de formation convaincante et complète pour des présidents du conseil nationalistes

---

1. Les élections de 1924 voient la victoire de l'alliance électorale du Cartel des gauches, rassemblant le temps du scrutin socialistes et radicaux derrière Édouard Herriot, sur la majorité sortante du Bloc républicain national.

hors de la pratique et des luttes vécues dans les partis de gauche : pour ne parler que des vivants, Millerand, Clemenceau, Briand, Viviani, Painlevé viennent du socialisme.

Pour expliquer un phénomène aussi caractéristique, les mots *arrivisme* et *opportunisme* ne sont utiles qu'aux esprits superficiels. Une remarque suffit à en montrer le peu de sérieux : non seulement les hommes, mais aussi les partis se déplacent vers la droite en vieillissant ; lors des dernières élections, les *conservateurs* survivants sont vingt, alors que siègent à droite et constituent la fine fleur de la réaction les *républicains de gauche* et la *gauche démocratique*, nés comme semi-révolutionnaires après Gambetta ! On comprendra que la Chambre de 1924 soit entièrement à gauche par rapport à celles de 1871 ou de 1876, si l'on pense qu'en cinquante ans le problème monarchiste a été liquidé et que ceux qui s'appelaient progressistes<sup>1</sup> et défendaient la République contre Boulanger, même si par ironie ils portent le même nom, siègent aujourd'hui à la Chambre non loin du groupuscule légitimiste.

Si l'on connaît un peu l'histoire de France, on ne peut ignorer que ces infinies appellations, subtiles et évanescentes, des partis démocrates, ne constituent en aucun cas une trouvaille électorale ni une improvisation, comme nos « démocraties sociales » ou « démocraties nationales » : il s'agit de partis historiques, avec une tradition précise dans les trente dernières années, et ils peuvent encore toucher des cœurs d'électeurs. Il serait absurde de les comparer aux grands partis modernes, de type anglais ou allemand ; mais la vie française est solide et sérieuse même sans être moderne au sens exact attribué à ce mot en politique. Subsiste une vie démocratique française, même si on découvre à peine aujourd'hui les premières recrues d'un prolétariat fort et intransigeant. Il faut en chercher les valeurs dans la passion innée pour la politique et l'habitude du parlement, autorisant encore une forme de goût pour la tribune, pour l'art oratoire, pour l'arithmétique des manœuvres parlementaires.

En France, l'expérience d'une Réforme sans calvinisme a parfaitement réussi, au sens où l'État Nation s'est créé à travers des siècles d'histoire et où toute influence politique du clergé a été brisée, sans que l'éducation des anticléricaux ait nécessité de perturber les consciences de bons catholiques. La loi de la séparation est un fait accompli, on n'y

---

1. Héritiers des « opportunistes ».

reviendra pas, et cela constitue un résultat de la politique constante et de la stabilité de la III<sup>e</sup> République.

Si le combat des idées se confond en général avec celle des individus, si, très souvent, dans l'équilibre parlementaire on aperçoit beaucoup d'opportunisme, l'explication ne saurait devenir condamnation : la structure économique du pays resta immature jusqu'en 1919 ; aucune couche nouvelle n'est entrée dans la vie politique ; la matière première a manqué pour des combats épiques et des révolutions grandioses. En Italie, le problème de la démocratie est de se tourner vers la capacité d'initiative de masses sauvages entrant pour la première fois dans la vie sociale ; dans la France démocratique privée de nouveaux barbares (c'était le désespoir de Sorel !), il s'agit de garder ses traditions diplomatiques, parlementaires et politiques, et aussi de faire en sorte, par les moyens les plus simples et les plus rapides, que les derniers venus puissent utiliser le travail, l'expérience et le style des générations antérieures.

En regardant de loin le bilan du demi-siècle écoulé, on peut dire que la tâche de la France post-napoléonienne a été achevée : République consolidée, aventures de politique étrangère évitées, lois laïques prudemment conquises, situation de liberté politique et d'activité parlementaire ouverte à tous réaffirmée. Dans un vieux pays trouvant en son sein des causes de décadence à combattre, atteindre un tel équilibre fait de bon sens et de mesure représente un grand résultat : on ne garde pas facilement ses nerfs en place, quand il n'est pas non plus possible de les lancer avec audace dans une direction unique ; un régime de tribuns parvenant à éviter la démagogie (au moins pour le fond) est un régime vivant. Même la question de la chute de la natalité ne peut être considérée comme trop préoccupante : c'est un autre aspect de la situation générale d'équilibre et de mesure. Les ressources économiques et politiques du sol et de l'histoire française valent tant que la population reste stable ; l'*éloge du bourgeois français* (du petit-bourgeois) ne peut être que celui d'une parenthèse, d'une prudente période de transition, préparant sur des siècles l'arrivée dans un régime de démocratie moderne.

Hier encore, la structure de la France se présentait comme un bloc unique. La constitution<sup>1</sup> née après Napoléon III était pleine de défauts,

---

1. Les lois constitutionnelles de 1875, fondement de la III<sup>e</sup> République.

elle résulte de conciliations hâtives entre adversaires que tout opposait ; mais on ne pouvait pas non plus songer à la remettre en question dans un pays ayant connu tant d'aventures au cours du siècle précédent. Ainsi, le bloc se cimenta face au danger monarchiste plus qu'au péril allemand. La règle de la *discipline républicaine* est née de cette politique de coalition petite bourgeoisie : puisque lors des ballottages l'électeur républicain devait voter pour celui des candidats républicains ayant obtenu la majorité relative au premier tour, contre le candidat conservateur, les divisions des partis jusqu'à la capillarité finissent par n'avoir de signification que formelle. Après 1870 et les aventures du dernier dictateur, on ne pouvait plus confier à un chef l'héritage des traditions françaises ; mais le peuple à son tour n'aurait pas su le recueillir, sauf à travers des interprètes et au prix de complexes prudences.

Le plébiscite de mai 1870 avait donné sept millions de voix à l'empire, un million et demi aux républicains. Cela peut donner la mesure des tâches incombant aux successeurs de Napoléon. La République fut une grande institution, en ce qu'on ne se pressa pas de la créer toute complète. Elle naquit entre les compromis, présidée par un royaliste, pendant que le signataire du cahier de Belleville prêchait la *guerre à outrance* et qu'orléanistes et légitimistes se disputaient à propos du drapeau tricolore en se laissant dominer par la minorité de gauche.

Entre Commune et Restauration, la ressource pour faire vivre la République française depuis février 1871 devait consister en un programme modéré et une tactique opportuniste. La constitution conserve la trace de cette indécision fondatrice. Le chef de l'État est-il le président de la République ou le président du Conseil ? Constitutionnellement parlant, rien n'interdit à celui-ci d'être le *Premier*, avec des pouvoirs dictatoriaux, des fonctions tout à la fois représentatives et éducatives, au-dessus du parlement et face à lui, sans aucune responsabilité. En cinquante ans, le danger a toujours été évité ; dès qu'il a semblé approcher, les électeurs français ont tranquillement, dans le silence d'un dimanche, liquidé du même coup Millerand et Poincaré ; cela suffit à prouver qu'en France la République dispose de soutiens spirituels vigoureux et s'est assurée une tradition indestructible.

La France petite-bourgeoise, économiquement arriérée, immobile autour d'un équilibre sans rien de capitaliste, a un régime stable, moderne dans son esprit, vers lequel tous les changements et toutes les exigences

peuvent se tourner en toute liberté et dans le cadre des bonnes mœurs sociales. Elle s'est préparée à dépasser les crises de demain ; à fournir une classe dirigeante capable de guider dans le raffinement politique le passage de la petite propriété agricole à la grande démocratie moderne. En France, on met à profit toutes les révolutions : la politique ne se laisse pas surprendre par les crises économiques.

La démocratie parlementaire qui pratiqua une politique modérée et opportuniste après Gambetta a une supériorité physiologique sur notre depprettisme et notre giolittisme : elle naît dans un pays de petits seigneurs, dotés de l'instinct de la politique et d'une passion désintéressée pour la diplomatie.

La minorité républicaine qui succéda à Napoléon fut une classe dirigeante sérieuse, car elle sut surmonter le « 16 mai », soumettre Mac Mahon, démocratiser le Sénat, détruire le féodalisme, réduire Boulanger au ridicule, ne pas se laisser compromettre par les scandales qui éclaboussèrent souvent les plus influents chefs démocrates. Pour maintenir cette ligne de gouvernement, tous les programmes devaient être élastiques et, grâce aux conventions les plus astucieuses, permettre la relève de ces *élites* dévorées et discréditées avec la plus grande rapidité par le gouvernement parlementaire.

Clemenceau représente le programme de Belleville en 1881, y ajoute les exigences du socialisme et crée le Parti radical-socialiste. En 1899, pour démolir la politique d'*apaisement dans le domaine religieux* de Méline, l'*union progressiste* se trouve alliée aux socialistes et aux radicaux<sup>1</sup>, mais elle s'arrête sur une position réactionnaire dès la fin du danger clérical et jusqu'aux élections de 1924 où les amis de Poincaré conservent le nom de progressistes. En participant au gouvernement Waldeck-Rousseau, Millerand inaugure la politique du Parti radical-socialiste poursuivie par des hommes comme Briand, Viviani, Painlevé. Le danger clérical ayant été surmonté sous Combes, la politique personnelle de Clemenceau rejette de nouveau le Parti socialiste dans l'opposition. La constitution et la dissolution du bloc des gauches ont

---

1. En pratique, seule une minorité des progressistes entre dans la majorité autour de Waldeck-Rousseau, même si cette famille politique se réunifie de fait dès la seconde moitié des années 1900.

laissé aux Français une confiance juvénile dans la capacité de la démocratie à se renouveler, et habitué toutes les formations politiques aux responsabilités gouvernementales. Bien entendu, cela a apaisé les luttes politiques, les enfermant dans les limites de la combativité petite-bourgeoise.

Mais aucun État n'a jamais disposé d'un ensemble aussi complet de cadres aptes à gouverner : Poincaré, Clemenceau, Millerand, Caillaux, Herriot, Briand, Painlevé, Barthou, Tardieu, Blum, presque tous hommes de premier ordre, constituent une réserve fiable assurant la continuité de n'importe quelle politique étrangère. Avec une classe dirigeante de cet ordre, l'hypothèse même d'une dictature ne peut sembler que ridicule. Même ceux dotés d'un tempérament de dompteur démocratique, ou Briand, dont l'habileté manœuvrière peut rappeler Giolitti, sont à tout instant victimes des imprévus. Leur influence ne peut être continue, même si la politique du gouvernement demeure constante.

Si un discours général peut convenir en l'occurrence, le portrait de l'homme politique français confirme nos remarques quant aux habitudes et à la qualité de la démocratie parlementaire post-napoléonienne. Au Quai d'Orsay ou au Parlement, on trouve rarement des figures d'exception aux intuitions politiques géniales. Les qualités historiques prévalent sur celles plus caractéristiques des individus. La culture professionnelle, l'astuce enseignée par les milieux officieux, le raffinement diplomatique devenu une habitude, peuvent sembler superficiels et vulgaires dans leurs manifestations extérieures, mais ils empêchent toujours de se laisser surprendre et démonter. L'impassibilité est devenue un style. La banalité et le simplisme sont volontaires et peuvent être professés dans une réunion internationale sans rien compromettre. Toutes les valeurs de *routine*, de constance dans la continuation d'un programme imaginé par autrui, de modération, nous semblent ridicules à nous Italiens, experts en coups de génie et en improvisations, mais ils constituent le noviciat nécessaire dans un pays cultivant l'esprit d'économie dans tous les domaines. Le résultat est que si l'Italien doit jouer un rôle au prix d'une improvisation désespérée, la rhétorique du Français ne détonne jamais et, d'autre part, son calcul et son ordre ne souffrent jamais de pédanterie. Toute la culture politique française est devenue forme et pratique ; elle est toute diplomatie et agilité dans les combinaisons parlementaires : autant dire expérience apte à rendre sûr de soi, même si on ignore les trois quarts des problèmes régionaux, économiques

ou sociaux. Dans ces domaines, les déficiences sont grandes : la machine sociale fonctionne grâce aux employés ; les hommes politiques n'ont pas le temps d'y penser (moins encore qu'en Italie) – ils doivent réfléchir aux questions de tendances et d'orientation ; leur style est celui de la manœuvre parlementaire. Année après année, par un mécanisme de sélection rigoureux, la France entière contribue à créer cette classe dirigeante spécialisée dans la fonction politique en neutralisant tous les égoïsmes de caste : tourner les difficultés, manœuvrer et assouplir les systèmes rigides, conduire les hommes. Voilà un exemple grandiose d'esprit d'économie raffiné, semblable au processus de thésaurisation au travers duquel la France a créé Paris, qui la représente de fait, et l'incarne. Dans les tempéraments des chefs, les défauts indiquent souvent une médiocrité, toujours un niveau trop ordinaire : Poincaré a un esprit trop juridique, méticuleux, obstiné ; Clemenceau est autoritaire, agressif, cynique ; Briand, trop sûr de lui et parlementariste jusqu'à la corruption ; Herriot, faible et simpliste ; Painlevé, naïf et timide ; Tardieu, orgueilleux et provocateur ; Blum, dilettante. Et pourtant, on sent chez tous l'honnêteté, le sens des responsabilités et l'attitude du *chef* démocrate.

En dix ans, après 1914, la France a montré que l'on ne saurait parler de sa décadence, même si, pour l'observateur, ses équilibres semblent figés. La guerre a démontré sa cohésion, l'après-guerre a montré à quel point elle respire une atmosphère de liberté. Elle n'a pas connu de mouvement d'anciens combattants et de démobilisés. Les anciens combattants italiens durent improviser le fascisme pour résoudre leur problème de chômage ; il suffisait aux Français de revenir à leurs travaux du temps de paix, en jurant et sacrant contre la *vie chère*, mais en jouissant cependant de leur modeste bien-être de petits propriétaires. Le Bloc national s'avéra utile pour atténuer l'exaltation des esprits. Aujourd'hui, il est bel et bien mort et il serait injuste de ne pas en faire l'éloge. Il a constitué le fascisme atténué d'un pays sérieux. La majorité de monsieur Arago et de monsieur Isaac<sup>1</sup> comprenait à peu près

---

1. Pierre Jean François Arago (1862-1937), député de Nice (1903-1910, 1914-1924), républicain modéré plus assidu en commission que brillant à la tribune, vice-président de la Chambre (1919-1924) avant d'abandonner la vie publique ; Auguste Isaac (1849-1938), industriel, président de la Chambre de commerce de Lyon (1899-1911), républicain libéral, député (1919-1924), ministre du Commerce et de l'Industrie (1920-1921).

autant de têtes vides que le *listone* chez nous. Inexpérimentés en politique, condamnés à se taire à la Chambre, ils compriront tout seuls, après cinq ans, qu'ils n'étaient pas faits pour cette vie, et quand en avril la presse publia les noms des sortants ne se représentant pas, les Français crurent lire pour la première fois les noms d'une cinquantaine au moins. Voilà une différence décisive : avec Poincaré ces gens se taisaient, avec Mussolini ils recourent à la matraque ou se livrent aux plus scandaleux des incidents et des accusations. Bienveillant jusqu'au bout, le Bloc national vota les impôts les plus impopulaires avant de se sacrifier.

Poincaré aurait pu s'en tirer. Dans *Le Temps*, Herbette<sup>1</sup> avait indiqué la voie à suivre pour passer en politique extérieure de l'occupation de la Ruhr aux aspirations démocratiques. L'industrie métallurgique peut se procurer le charbon nécessaire en s'entendant avec les magnats de l'industrie allemande et ne réussit pas à exploiter directement les mines : elle aurait favorisé cette conversion. Poincaré préféra tomber avec sa majorité même si la presse de gauche lui offrait cette issue à un mois des élections.

Le 11 mai, les électeurs français se trouvèrent donc à voter pour un programme de paix à travers les accords internationaux. Le pays est pacifiste de façon compacte jusque dans son esprit patriotique et nationaliste : il n'y a plus en France de maladies nées de la guerre, ni combattantisme, ni fascisme.

On travaillera donc pour la paix ; mais une paix négociée, entre diplomates : même Poincaré et Briand sont très prudents au sujet de Société des Nations ; comme condition préalable, ils demandent au minimum que lors de la discussion de la paix entre la France et l'Allemagne, les colonies anglaises ne votent pas, et que la solution soit précédée d'un accord entre puissances de l'Entente ! Il serait donc naïf d'attendre de Painlevé et d'Herriot une ligne aux antipodes de celle de Poincaré ; la politique étrangère d'une nation doit toujours sembler identique ! Mais au fond, aujourd'hui, personne en Europe n'est disposé à faire la guerre : les diplomates travailleront sur cette base.

---

1. Jean Herbette (1878-1960), scientifique de formation, tient le bulletin politique au *Temps*, expression du Quai d'Orsay et du comité des forges, est ambassadeur à Moscou (1924-1931) puis à Madrid (1931-1936).

En politique intérieure, les faiblesses du Bloc de gauche apparaissent déjà dans la facilité avec laquelle on entend revenir au collège uninominal au lieu d'imposer la proportionnelle intégrale. En France, les gauches se sont toujours unies, pour se séparer après la victoire. La pression des communistes briserait aujourd'hui l'unité du Parti socialiste si celui-ci se décidait à collaborer en envoyant ses hommes au gouvernement ; et sans les socialistes, les radicaux se trouvent privés d'hommes à la grande autorité : en envoyant Painlevé à l'Élysée ou au moins, pour cause de nécessaire noviciat hiérarchique, à la présidence de la Chambre, et Herriot à la présidence du Conseil, les vainqueurs se trouvent embarrassés pour choisir un ministre des Affaires étrangères. Tout laisse prévoir que d'ici quelques mois on reviendra à Briand que, depuis le 12 mai, *Le Quotidien* s'est empressé de mettre discrètement en quarantaine. Et Briand, héritier raffiné et amélioré de l'esprit de Gambetta, signifie précisément le refus de toute expérience dangereuse pour la France républicaine, en particulier en politique extérieure.

La physionomie de Paris suffit pour définir l'invincible nécessité de cette prudence historique, exprimée en politique par le radicalisme modéré. Critiquer Daudet<sup>1</sup> et l'*Action française* devient superflu dans la capitale. Rien de plus naïf que le nationalisme et les *camelots du roi* dans une ville où une nouvelle *Commune* pourrait s'improviser en deux jours à travers une simple grève des transports en commun si un danger de réaction se concrétisait. Léon Daudet ne doit pas avoir une grande expérience stratégique : il n'a certainement pas assez respiré l'air du *métro* ni senti le souffle exaspéré de la vie moderne dans les classes laborieuses. Il n'a pas compris que si la plèbe parisienne peut supporter la vie infernale de l'usine, le tumulte des *boulevards*, les *corvées* dans le tourbillon des *chemins de fer* souterrains, c'est seulement parce qu'en se promenant le dimanche dans les jardins des Tuilleries, des Champs-Élysées et du Luxembourg, elle ne peut plus rencontrer Marie-Antoinette. D'instinct, les hommes acceptent l'enfer de la civilisation moderne à condition d'avoir conquis cette dignité et cette impression de souveraineté.

---

1. Léon Daudet (1867-1942), journaliste et écrivain, crée l'*Action française* avec Maurras en 1908.

En écrivant que le prolétariat enserre la capitale comme un cercle de fer grâce à la banlieue, *L'Humanité* du 12 mai ne faisait pas de rhétorique. La République française est encore saine car elle prépare en silence les conditions d'une vie libre et d'une future démocratie ouvrière, qui, depuis Paris et les usines du Nord et de l'Est, se forme pour remplacer la petite bourgeoisie agricole, cette classe merveilleuse dont l'esprit d'épargne a rendu possible l'industrie naissante et qui la protège grâce à la finesse de sa tradition de liberté politique.

### LETTRES DE L'ÉTRANGER : LA SITUATION EN FRANCE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 17 JUIN 1924)

I – Il est intéressant de suivre les commentaires du provincialisme national-fasciste à propos de la situation française.

« C'est un triste spectacle que la France offre au monde. » « La défaite d'un ministère se transforme en crise de gouvernement et celle-ci court le risque de tomber dans la crise de régime. » « Nous voyons donc combien est précieuse l'expérience d'un chef de l'État réellement au-dessus des partis comme dans les monarchies constitutionnelles. »

Le national-fascisme ne peut concevoir les problèmes de gouvernement sinon comme ceux d'un chef. En France, patrie historique et internationale de toutes les libertés et de toutes les démocraties, cela reste un problème d'autonomies. Il est évident que ces jours-ci aucun Français ne s'est demandé si le régime était en danger. La France n'est pas née hier. Une expérience séculaire garantit sa stabilité. Même à partir d'une constitution désuète, l'esprit juridique du pays peut déduire des normes précises pour l'action moderne.

Millerand ou Herriot ont-ils violé la constitution ? Voilà un problème bien moins important pour un cerveau français que pour les scrupules constitutionnels d'un subversif italien. Les institutions vivent d'abord dans l'esprit du peuple, ensuite seulement sur le papier. En période de conflit entre les pouvoirs, pendant la bataille juridique opposant Herriot et Millerand, la démocratie française, le style et la tradition populaire gouvernent la France. Aucun danger pour l'unité nationale : seules les tyrannies et les dictatures réussissent à la compromettre !

On ne peut comprendre ni la rapidité du déroulement de la crise, ni la sérénité avec laquelle les citoyens l'ont suivie, ni la modération des

hommes et des partis en cause si on ne comprend pas ce principe fondamental de la politique française : à la base de l'État, ne se trouve pas la constitution, mais la *coutume* et l'initiative de la Chambre populaire.

Si les gauches ont violé en un certain sens le principe de l'indépendance du président par rapport aux élections législatives, Millerand a violé une tradition bien plus importante et plus précieuse : l'apolitisme du président réduit au fil des ans à une pure fonction représentative, bien que les cinq lois de 1875 ne se prononcent pas de façon claire sur ce point. En répondant avec énergie à Millerand, le peuple français a montré son sens précis de ce qui est essentiel pour sa liberté et sa stabilité.

Qui en France peut prendre au sérieux, à la lettre, la constitution de 1875 ? Elle présente à peu près la même actualité que notre constitution de 1848. L'assemblée nationale d'après Sedan était monarchiste et conservatrice. Élue le 8 février 1871, elle mit quatre ans et onze mois pour aligner vingt-six articles constitutionnels. La République en naquit de justesse. Le programme de l'Assemblée était de rétablir la monarchie. Pendant quatre ans et onze mois on ne discuta pas de la constitution, mais on étudia les voies et moyens pour mettre d'accord les différentes tendances monarchistes. La famille napoléonienne mise hors de course, du fait de souvenirs trop récents, la dispute se circonscrit entre le comte de Chambord, représentant la branche bourbonienne c'est-à-dire celle de Charles X, et le comte de Paris, de la famille d'Orléans, héritier de Louis Philippe et de la monarchie de Juillet. Le désaccord était presque résolu en faveur de Chambord, privé d'héritiers et pouvant accepter l'Orléans comme successeur légitime. Mais la séculaire monarchie française voulut prouver sa définitive décadence avec son dernier représentant. Chambord avait un esprit obstiné et inflexible ; un bel exemple de légitimiste préférant ne pas régner plutôt que de renoncer à sa marotte, substituer le drapeau blanc au drapeau tricolore devenu désormais le symbole de la France moderne.

Ainsi, les deux partis monarchistes restèrent divisés et l'article qui sans affirmer dogmatiquement l'ordre républicain disait « Le président de la République est élu... » fut approuvé à une voix de majorité. Dans toute la constitution, on sent que la République a été un expédient, une transaction. On n'ose pas en parler. On laisse irrésolues toutes les ambiguïtés, toutes les hypothèses interprétatives. « Une constitution

grisâtre, une Cendrillon se glissant sans bruit entre les partis qui la dédaignent. »

Mais les bons républicains élus le 8 février 1871 restèrent fidèles à leur tactique : faire accepter à n'importe quel prix le mot République, « le mot sacré », en se réservant d'organiser ensuite la substance, l'État républicain. En cinquante ans, cela a porté ses fruits.

Les républicains français ne se laissèrent pas emprisonner par les formules, ne se préoccupèrent pas de rester fidèles à des formulations ambiguës et improvisées ; ils ont préféré consolider l'État par les révisions spontanées de la pratique, plutôt que d'abolir totalement les lois de 1875.

Aujourd'hui, on peut bel et bien qualifier l'attitude des Gauches de coup révolutionnaire. Millerand a raison de se soucier de ses conséquences. Mais c'est une révolution mûrie dans les consciences, une exigence vivante. La République parlementaire française fait un pas vigoureux en direction des régimes de démocratie moderne. Si le peuple a pu élire le 11 mai une Chambre qui a refusé de reconnaître Millerand comme président et l'a évincé, nous sommes à l'évidence en plein régime de démocratie directe. Dans les conditions où les Gauches ont engagé la lutte électorale, on peut bel et bien parler de *referendum* et d'application du mandat impératif. Ainsi, sous l'apparence d'une modeste victoire dans les urnes, se dessine en France une grande victoire des démocraties directes. Ce n'est pas pour rien que nos national-fascistes ont commencé à parler de décadence de la sœur latine !

II – Les hommes de la gauche se trouveront-ils à la hauteur de la situation qu'ils vont déterminer ? Peut-on compter sur une nouvelle classe dirigeante capable de venir à bout des plus urgents problèmes de l'heure ? Les hommes nouveaux se reconnaîtront à leurs œuvres. *A priori*, la situation peut être garantie par trois personnes : Caillaux, Herriot, Painlevé.

On commence à parler ouvertement de réhabiliter Caillaux. Il a ses torts ; mais les Gauches ne peuvent compter sur une richesse en hommes telle qu'elles renoncent à un homme politique et à un financier de sa qualité. Il y a quelque chose d'aventureux dans son tempérament, mais les petits bourgeois français se sentent le cœur en paix en pensant pouvoir lui confier la direction des finances nationales.

Dans les prochaines années, toute la politique intérieure et extérieure de la France dépendra de l'action des financiers. Pour l'essentiel, aujourd'hui, le problème de la paix est celui de l'accord entre l'industrie du fer française et celle du charbon allemand. Loucheur et Stinnes en furent les symboles dans des conditions difficiles et précaires ; mais Caillaux l'a prévu il y a au moins quinze ans, avant qu'il se profile. De la France et de l'Allemagne dépend l'ultime possibilité d'une politique continentale européenne dotée d'un poids international. Caillaux peut lui apporter l'autorité d'une adhésion morale des démocraties ouvrières en train de transformer la France petite-bourgeoise.

Comme presque tous les hommes politiques français, Herriot vient lui aussi de la campagne. La pratique obscure de la vie provinciale constitue la dernière réserve de sérieux pour la civilisation française, et le phénomène caractérisant le mieux ce peuple du point de vue démographique est justement cette concentration et cette sélection depuis la périphérie jusque vers la capitale, cette participation d'hommes toujours neufs (dont le système démocratique facilite l'ascension) thésaurisés pour ainsi dire par le monde rural, dans un mouvement séculaire, et que Paris consomme ensuite au bénéfice de l'État. Dans son action d'homme d'État, Herriot apportera sa longue expérience de maire de Lyon. On trouve une vigueur simple en cet homme aux cheveux courts et rêches, aux épaules carrées, au profil rude, au corps grand et lourd. Son énergie peut sembler un peu cachée par les attitudes pédagogiques et professorales qui lui sont habituelles. Mais ce n'est que le quant-à-soi de principe de l'homme venu des champs. Sa ténacité se révèle plus profonde, plus substantielle que sa rhétorique. L'effort au travers duquel il a poursuivi le pouvoir en un long et rectiligne noviciat a transformé cette ténacité en habitude inexorable de la démocratie, en foi traditionnelle dans les habitudes parlementaires. Son succès ne dépendra ni de l'originalité de ses idées ni de la nouveauté de son style. Il incarne au contraire l'homme fait tout exprès pour parler aux assemblées consciencieuses et médiocres un langage tranquille, clair, lourd, pour exposer des programmes fondés sur des formules évidentes, transparentes, populaires, simplistes. Il connaît le secret des idées capables de prévaloir dans les démocraties modernes, idées audacieusement rectilignes, liées de façon immédiate à la vie quotidienne, idéalistes, désintéressées, opérant sur ce fond d'aspirations nobles et

internationales qui forment la substance de la vie des humbles ou du moins leur besoin caché. Le langage de Wilson et de MacDonald.

Dans le visage rond et timide de Painlevé, sur ses lèvres enflées par la bonhomie et dans ses yeux ingénus, presque exorbités, je lisais de même, pendant qu'il m'exposait son programme de politique étrangère, une répugnance fondamentale envers les intrigues et les subtilités dialectiques, une confiance absolue dans les idées, simples et accessibles à tous, de justice, de paix, de dignité des peuples. Painlevé manque sans doute de l'énergie et de l'astuce provinciale de Herriot, mais il lui est supérieur par sa naïveté raisonnable et son obstinée constance de mathématicien des Lumières. Dans une assemblée internationale, sur tous les diplomates, il aura toujours la supériorité d'être candide et persuadé qu'il ne faut croire qu'à des idées raisonnées, à des solutions fondées sur des faits et arithmétiquement démontrées. Au fond, le raffinement diplomatique français se fonde justement sur ces vertus de simplisme logique et de confiance invincible dans les Lumières de la raison. Painlevé à l'Élysée ou au ministère des Affaires étrangères sera un des plus beaux exemples d'homme représentatif, impénétrable alors même que tous auront accès à lui. Il est un *décoratif* capable de ne pas se renier.

Peut-on comparer le ton de ces hommes à celui des gouvernements précédents ? Sont-ils inférieurs ou supérieurs à Poincaré, l'avocat tête et minutieux, à Clemenceau, intolérant et cynique, à Tardieu, hautain et audacieux ? Ces questions courrent entre les lignes des vieux journalistes poincaristes. À MacDonald\* aussi, on opposait de vigoureux préjugés de cet ordre : et Herriot, Painlevé, etc. ne sont certes pas des hommes nouveaux au sens de MacDonald\*. Ils ont le culte de l'esprit traditionnel de l'homme politique français, celui dont Barthou parlait dans son dernier livre.

Mais ils apportent surtout un élément nouveau, l'esprit ouvert et solennellement européen, la confiance dans la paix internationale, l'attention aux plèbes obscures des démocraties modernes, qui ont besoin d'un langage idéal. Eux aussi négocieront la paix, s'épuiseront dans les congrès internationaux, car c'est nécessaire, même dans la politique moderne. Mais ce n'aura pas été un mince avantage que d'avoir changé ne serait-ce que le ton. La démocratie commence à exiger cela des hommes nouveaux.

## Face au fascisme

*À partir de mai 1922, Gobetti développe et précise son libéralisme face au fascisme. Son opposition se traduit dans sa présentation des fascistes et du fascisme, dans son intransigeance qui lui fait préférer encore la violence des chefs de bandes à l'apparente bénignité des premiers mois du gouvernement, qu'il assimile aux méthodes de Giolitti\* – de façon aussi rapide qu'injuste pour ce dernier. Ce qui peut rassurer les contemporains se trouve à la base de son antifascisme et explique le rejet du moindre compromis au nom d'une révolution rêvée. Ce discours semble abstrait, loin de toute réalité, voire irresponsable, jusqu'à la crise née à l'assassinat de Matteotti\*, qui voit les oppositions s'en rapprocher tout d'un coup.*

### *Le portrait de l'ennemi*

*Gobetti brosse en 1924 des portraits féroces non pas de Mussolini ou des squadristes mais de trois personnages qu'il peut juger représentatifs du terreau dans lequel s'est développé le fascisme, trois incarnations différentes du manque de sérieux ou du goût de la facilité, traits selon lui fondamentaux dans ce mouvement, héritages d'une Italie traditionnelle. Et ce sont encore ces traits, cette médiocrité, qu'il fustige ensuite.*

#### **ÉTAT-MAJOR FACTIEUX (LA RIVOLUZIONE LIBERALE, 22 AVRIL 1924)**

*Souvenez-vous de la guerre !*

Dans l'après-guerre, le général Giardino\*, ignorant tout des événements du temps de paix, a continué de parler à ses soldats du [Mont] Grappa.

Il qualifiait ses discours de fêtes, les intitulait *Ricordate la guerra !* [Souvenez-vous de la guerre]<sup>1</sup>.

Toutefois, ces harangues, aujourd’hui *petits flambeaux dans la bourrasque* (!) comme par flagornerie envers le nouveau soleil, voulaient rassembler un programme politique, le seul honnête pour un général factieux et agité : obéir ! À ses soldats, devenus citoyens, il donnait le conseil rhétorique et maladroit de tous les panégyriques : *vivez et agissez toujours comme si vous étiez encore et toujours les soldats du Grappa*. Quelle rhétorique ! Il a pris des formules toutes faites pour une règle de vie !

Un phénomène comme lui ne peut naître que comme une pathologie du régime démocratique. Seul un état de liberté absolue et écrasante permet de tolérer un tel bavard, grossier et approximatif, exhibant sans cesse ses gloires militaires, avouant son incompétence mais prêt à intervenir à tout propos. Ainsi, sous un régime militaire, on aurait appliqué la censure au moins chaque fois où il se serait adressé au cœur du peuple avec une telle émotion : en effet, dans certaines ambiances, le mot *peuple* n'est ni de bon goût ni de bon augure. Il ne semble pas non plus convenable d'insister sur la discipline dans des discours ; et répéter par trois fois le mot obéir, à propos de Cattaneo\* et des « Cinq journées » [de Milan en 1848], relève d'attitudes et de convictions d'adjudant-chef.

Mais comme Nitti\* le laissait faire, le factieux distribuait des leçons d'ordre et faisait parler de lui, de prochains complots et de hautes complicités. Nitti\* l'ensevelissait sous le ridicule en lui laissant la liberté de conspirer.

Au Sénat, son exemple prouva que la liberté de parole porte en elle-même des défenses suffisantes. Chaque fois qu'il prétendit intervenir plaisamment sur les discours financiers de Luigi Einaudi\* ou sur des sujets de politique étrangère, l'inculture du général subversif fut dénoncée par ses propos mêmes.

Son nationalisme subversif anticipait cependant le fascisme : et il n'avait besoin pour cela ni d'idées ni de culture, mais de kermesses et de commémorations. En période de chômage et d'inquiétude, le cri : *Souvenez-vous de la guerre !* était un programme et un mot d'ordre.

---

1. Sous ce titre, aux éditions Mondadori, sont réimprimés ses discours... politiques. [n.d.a.]

### *La haine contre Nitti\**

En jouant sur l'esprit ancien-combattant, la réaction pouvait encore offrir le visage trompeur de la démocratie. Pendant toute l'année 1919, Giardino\* joua de démagogie, en compétition non avec Nitti\* mais avec tous les partis de gauche.

Qui voudra porter un jugement historique sur le ministère Nitti\* devra tenir compte de la victoire qu'il sut rapidement remporter sur l'esprit militariste et subversif de l'État-Major. Aucun nom n'a autant que le sien la vertu de mettre en rage le général Giardino\*. Ce peut être un premier mérite.

Quand Giardino\* comprit que l'on pouvait se montrer un peu plus franc et un peu plus courageux, car les temps étaient en train de changer – sous le ministère de Giolitti\* – ses premières déclarations au Sénat furent une série d'injures très violentes et fort peu distinguées contre l'ancien président. Dans son cas aussi, il s'agissait de la révolte du demi-solde. À Nitti\* qui parlait de *paysans* et d'*ouvriers*, le général répondait en lui opposant le *peuple*, arme traditionnelle des factieux italiens. Faute de guerre, l'État-Major avait besoin de parades, de fêtes, de cérémonies. Les trois quarts de la haine des Italiens contre Nitti\* s'explique par sa répugnance envers les cérémonies. Giardino\* l'expliquait au Sénat dès le 14 décembre 1918 :

« Je ne demanderai certes pas d'excessives festivités, après tant de morts et alors que perdurent tant de deuils. Mais *l'austérité est contre nature pour nous autres Italiens*, et particulièrement pour le soldat italien qui de même qu'il meurt avec joie quand il le fait à la lumière du soleil, aime que son action et son sacrifice soient reconnus à la lumière du soleil ».

Tout le fascisme est là : les cérémonies utilisent des hommes furieux d'être laissés dans l'ombre sous Nitti\*. Il fallait se venger d'une austérité forcée aussi inouïe.

Les vraies fautes de Nitti\* – très graves – sont celles de l'homme d'État qui a un programme et ne réussit pas à le réaliser après l'avoir inséré dans la réalité, en partie par excès d'optimisme, en partie du fait d'erreurs de style et de mesure.

Mais si, face à ses fautes, je veux énumérer ses mérites, il suffit que je recopie les objections du général Giardino\* : démobilisation des âmes, amnistie des déserteurs, appel aux ouvriers et aux paysans contre le mouvement des démobilisés sans emploi, mesures de police.

Le programme de Nitti\* fut le seul programme conservateur sérieux de la bourgeoisie italienne. Seule la révolution ouvrière aurait le droit de lui faire rendre compte des poisons qu'il introduisit avec le réformisme dans les rangs de la social-démocratie. Mais il pourrait y opposer ses mérites de dompteur de la réaction. Dans l'après-guerre, existait une exigence première, incontournable : désarmer les esprits, garantir le retour à la normalité. L'amnistie des déserteurs<sup>1</sup>, dont on exagéra l'importance, prend son sens dans cette politique de démobilisation intégrale. Les soldats devaient devenir des citoyens : pour garantir l'ordre public, la garde royale suffisait ; et il n'y avait pas lieu de s'épouvanter de conflits sociaux et de luttes politiques. Retardant d'un an les élections et les organisant en 1919 dans des conditions de singulière liberté, sans intimidations ni escroqueries préfectorales, Nitti\* conduisait la plus habile politique de reconstruction et de prévention du fascisme. Il se trompa de mesure dans sa confiance. À peine était-il tombé, la révolte de l'esprit militaire commença à se déchaîner.

### *Le visage de la fraude*

S'il fallait faire un portrait complet du général Giardino\*, je choisirais de le faire à travers un parallèle avec Ludendorff. Je ne sais si le nationalisme myope et rétrograde des états-majors s'est jamais exprimé dans des modèles aussi significatifs. Chez l'un et l'autre, l'étude de la stratégie a détruit toute souplesse d'esprit, ne laissant après la victoire qu'une ambition effrénée. Dans leur politique, la provocation et l'opiniâtreté alternent avec la fausse humilité, l'opportunisme, de louches démarches conciliatrices. Monsieur Giardino\* n'a aucun droit de se donner des airs de courageux antibolchevik de la première heure.

---

1. La justice militaire italienne a été féroce en 1915-1918, avec 352 000 jugements, 60 % de condamnations, 40 000 peines de plus de sept ans de prison, un record côté occidental. Une amnistie est décidée pour les délits légers avant que Nitti\* ne soit président du Conseil. Il la prolonge pour les peines de moins de 10 ans, dont la plupart à purger, les soldats ayant été renvoyés au front. Il y ajoute des réductions, sauf désertion en armes et passage à l'ennemi. Les nationalistes s'indignent, mais Mussolini, qui se veut porte-parole des combattants, approuve, quitte à se déjuger une fois au pouvoir, pour des raisons tactiques (voir par exemple Giovanna Procacci, *Soldati e prigionieri italiani nella grande guerra*, Rome, Editori Riuniti, 1993).

En 1919, contre Nitti\* et le bolchevisme, son courage ne lui inspira que du machiavélisme. Ce n'était plus vraiment la première heure ! Plusieurs mois s'écoulèrent avant que sa tactique se modifie. En 1919, son programme était... modestement wilsonnien : paix et *nation armée*.

La *nation armée* fut une des équivoques caractéristiques de l'après-guerre. Le fascisme même put se présenter comme application de ce principe, même s'il s'agissait avec lui plutôt d'une contrefaçon.

La *nation* est *armée* quand elle part en guerre ; mais en temps de paix, l'armée permanente avec un service militaire court mais pas trop, complété par des corps de police sélectionnés, représente la politique militaire la plus sage et la plus démocratique.

Toutes les autres balivernes pacifistes donnèrent des armes aux militaristes. Pour quelqu'un comme le général Giardino\*, qui avait connu les citoyens durant la guerre, mais seulement en tant que soldats, le programme de « *nation armée* » représentait un moyen inattendu de prolonger une situation exceptionnelle et, la paix venue, de conserver ses commandements du temps de guerre. Il s'agissait de fonder un pur et simple arbitraire ; un régime de tyrannie où le *tableau des effectifs* et la *tactique* remplaceraient la politique ; et avec la *discipline*, avec le slogan « tout citoyen : soldat », avec le mirage de la défense de la paix, on rendit permanente la toute puissance militaire nécessaire durant les combats antérieurs. Giardino\* fut un des plus fervents partisans de la *nation armée*<sup>1</sup>, de la discipline démocratique : mais il n'oubliait pas de prévenir judicieusement que *nation armée* devait non pas signifier « confusion de l'armée dans la nation » mais absorption de la seconde dans la première. Ainsi, dans sa candeur, l'État-Major espérait se rendre maître de l'Italie.

### *La diplomatie du général*

Dans les discours du général Giardino\*, il n'est question que de politique étrangère. On sent le vieux général habitué à tourner toujours son regard vers l'ennemi. Sa politique intérieure est un aspect de la politique

---

1. Ersilia Alessandrone Perona note que pour Gobetti, le principe de la nation armée renvoie à l'état éthique de Gentile\* avec des connotations « prussiennes » liées à la hiérarchie et au caractère professionnel de l'encadrement (Piero et Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*, p. 502).

militaire : elle consiste pour moitié dans la loi de recrutement et les généraux doivent en décider. Il découvrit son jeu avec ses invectives contre la police « habituée à obéir à des autorités politiques déterminées, sans le contrôle de la hiérarchie militaire apolitique ». Pour le vainqueur du Grappa, le régime idéal réside dans le *contrôle de la hiérarchie militaire apolitique*. Sur les questions de fond, il avoue avec modestie sa propre incompétence ; mais à condition de soulever sur tous les terrains le préalable de la défense nationale. Il faut occuper la Dalmatie. Il faut interdire les grèves. Il faut aider les profiteurs de guerre. Pourquoi ? Ah ! ce n'est pas qu'il prétende jamais usurper les responsabilités d'autrui ! Que les techniciens argumentent et que l'on excuse le général. Il est incompétent sur les points de détail. Ce n'est pas à lui que revient la défense de ses thèses. La discussion est totalement libre. Pourvu qu'on conclue à la nécessité d'occuper la Dalmatie, d'interdire les grèves, d'aider les profiteurs de guerre. Car il ne s'agit pas de politique : la Défense nationale est en jeu !

Le dogme de la patrie naquit à coup sûr dans les casernes.

### *La joie de vivre*

Depuis octobre 1922, l'atmosphère a changé en Italie. On respire la joie de vivre. On se rencontre, on est ouvert, frère avec ses frères ; cet enthousiasme constitue presque une surprise ; avec les anciens régimes on aurait fini tout renfrogné à force d'austérité. Tout est fini. Tittoni\* peut lui aussi chanter *Giovinezza*<sup>1</sup>.

À quoi rêve donc l'opposition ? À des dissensions entre armée et chemises noires ? Mais dans ce cas, les généraux seraient à la tête des chemises noires ! Ne voyez-vous pas que l'État-Major n'en croit pas ses yeux, n'arrive pas à se rendre compte qu'il se trouve enfin dans *son* régime ? Pas de nouvelle guerre : Giardino\* lui aussi aime mieux la paix : mais dans celle-ci, il préfère commander. Plus de complots : Diaz\* abdiquera probablement, de son plein gré, en faveur du général

---

1. Chant d'étudiants apparu en 1909, adopté par les chasseurs alpins puis les commandos de choc ou *arditi*, et de là par les fascistes, dans une version fixée en 1920 ; il devient, sous le régime mussolinien, hymne national au même titre que la « Marche royale ».

de toutes les kermesses. Et Mussolini conserve un respect naturel envers l'homme qui au Sénat traitait les bolcheviks de gangsters, et proposait en matière de désarmement des factions de commencer par les rouges puis, arrivant aux fascistes, aux loyalistes, de savoir faire la différence. En 1919, Giardino\* faisait sa politique en misant sur les officiers. En 1922 Mussolini a misé sur les officiers démobilisés. Voilà l'idée : pas de politique, mais des kermesses et de la joie de vivre.

### MARINETTI, LE PRÉCURSEUR (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 31 JANVIER 1924)

« Parmi nous, les plus âgés ont trente ans : il nous reste donc au moins une décennie pour accomplir notre œuvre. Quand nous aurons quarante ans, que d'autres hommes plus jeunes et plus valides que nous nous mettent donc à la poubelle, comme d'inutiles manuscrits. Nous le souhaitons ! » Ainsi parlait Marinetti\* en 1909. Et, fidèle à sa promesse, il s'est trouvé en 1919 avec la bosse et l'expérience de la politique : celle des anciens combattants quadragénaires, le fascisme, qui constituait justement la continuation sociale de l'action entreprise en art depuis dix ans. Le gouvernement de Nitti\* eut l'intuition claire que la situation avait changé, mais ni les esprits ni le style ; il pensa pouvoir se contenter des doux systèmes correctifs de 1910 avec lesquels on faisait de bonne façon un peu de *publicité* à ces publicitaires impénitents. Marinetti\* raconte :

Le vingt novembre<sup>1</sup>, les fascistes participèrent pour la première fois aux élections avec une liste ainsi composée : Mussolini créateur du fascisme ; Marinetti\* créateur du futurisme, Podrecca\* initiateur de l'anticléricalisme italien, l'illustre chef d'orchestre Toscanini\*, le futuriste Bolzon\* ; le futuriste aviateur Macchi<sup>2</sup> ; quelques républicains et syndicalistes interventionnistes ; quelques anarchistes. Cette liste de précurseurs audacieux fut battue par les socialistes et les nittiens, qui obtinrent l'arrestation de Mussolini, de Marinetti\*, de Vecchi\* et de

---

1. Les élections avaient eu lieu le 16. Ce n'est pas la seule approximation du texte de Marinetti.

2. Sur les rapports entre les avionneurs Macchi et le fascisme, voir Pietro Macchione, *L'aeronautica Macchi. Dalla legenda alla storia*, Milan, Angeli, 1985.

quinze *arditi* qui restèrent vingt-et-un jours en prison à San Vittore, accusés d'atteinte à la sûreté de l'État et d'organisation de bandes armées<sup>1</sup>. Le 29 mai 1920, Marinetti\* et quelques chefs futuristes quittent les Faisceaux de combat, n'ayant pu imposer à la majorité fasciste leur tendance antimonarchiste et anticléricale.

L'esprit de ce récit est tendancieux et venimeux. Et il est de fait que, face à ses compagnons de prison désormais domestiqués, Marinetti\* peut aujourd'hui se vanter de ses mérites de maître et de super fasciste. Il peut toujours célébrer sa tendance antimonarchiste et anticléricale trahie.

Qui peut dire ce qu'il serait advenu du fascisme italien sans la séparation du 29 mai ? Qu'aurait fait Marinetti\* ministre de l'Instruction à la place de Gentile ?

Au lieu de se laisser domestiquer, il est retourné à l'art, aux batailles théâtrales. Mais en réalité, pour lui non plus la révolution fasciste n'a abouti à rien, si on considère les places payantes dans les théâtres où il a récemment fait sa *rentrée*. Quand a-t-on jamais eu l'idée de payer un ticket d'entrée pour une représentation futuriste ? Avant-hier au théâtre Chiarella, Marinetti\* fut dur en affaires, et seul ce repli naïf lui permit de remplir la salle. Mélancoliques souvenirs de l'Italie nittienne où il parlait dans la vide désolation des théâtres Scribe ou Romano ! Mais il était alors millionnaire, il arrivait de Tokyo pour repartir à Madrid et on entrait gratis au théâtre. Aujourd'hui, au contraire, Marinetti\* lui aussi doit *s'occuper de choses concrètes*. La fortune sourit aux audacieux et aide qui veut s'occuper de ces choses concrètes.

Il y a quatre ans, avec sa mélancolie, il était trop pédant et trop sentencieux. Discours, prêches, dialogues socratiques. Il déclamait

---

1. L'arrestation intervient lors d'incidents à Milan le 17 novembre, huit blessé dans un cortège du PSI après le lancer d'engins explosifs typiques des *arditi* proches de Mussolini plus des accrochages entre socialistes et fascistes, contenus par la police. Le 18, sur consigne de Nitti\*, une perquisition au siège des *arditi* et dans les locaux du fascisme fait trouver quelques armes, d'où les arrestations, d'autant qu'une délégation socialiste demande au préfet des mesures drastiques. Le contre-ordre de Nitti\*, au nom de l'ordre public, fait libérer Mussolini le 19, les trente-cinq autres le 9 décembre. Tous sont inculpés début 1920 sous divers chefs dont détention d'armes, mais bénéficient d'une amnistie avant tout jugement.

*L'Alcova d'acciaio* [« L'alcôve d'acier »]<sup>1</sup>. Il improvisait la représentation avec la foi d'un apôtre, méprisant les détails, certain de faire bouger des montagnes grâce à la naïveté de sa publicité à l'américaine. Sauf qu'il semble que ses quarante-six ans finissent par ne plus rien entraîner [...]

La marche sur Rome a tout gâché ! Même l'ascétique désintéressement de F. T. Marinetti\*.

Il reste l'homme représentatif de l'époque. Notre ironie peut trouver en lui toutes les caractéristiques qu'un autre a injustement usurpées. Il est le vrai maître des Italiens. Seul un monde provincial, philistine, joyeux comme le nôtre pouvait voir naître un tel fanatique de l'internationalisme patriotique. Seul un pays d'improvisateurs pouvait voir naître un plagiat aussi grossier, une mystification aussi enivrante. Il ne faut pas être trop sévère avec le futurisme ; et les bons bourgeois philofascistes n'ont pas *le droit* de l'être. Marinetti\* a raison de dire que son mouvement seul fit parler de l'art italien contemporain à l'étranger : il faut construire un glorieux piédestal à ces patriotes héroïques ; ils sont italienissimes, à commencer par lui, né par pure ironie à Alexandrie d'Égypte (Afrique italienne !) et ayant écrit en français sa première douzaine de livres.

Et, sachant qu'il a étudié à Paris, le plus beau reste à venir. Les plus sauvages des avant-gardistes français, les plus bruyants des poètes parisiens n'auraient jamais compromis leur finesse de dilettantes dans un combat trop sérieux. Aucun de ces messieurs ne transportait les élégantes batailles du théâtre jusqu'au plan de la réalité. Marinetti\*, au contraire, a implanté à Milan une entreprise commerciale, un bureau de placement, une agence de politiciens casse-pieds et sans-gêne, une organisation pour la publicité, la *réclame*, l'usage de la grosse caisse. Ce n'est pas un hasard si l'Égyptien et le Romagnol ont dû venir à Milan pour être reconnus, pour se faire une place au soleil.

C'est à Milan seulement qu'on a le sens de la réalité et que le romantisme vient transiger avec les initiatives commerciales. Le mouvement du Corso Venezia fut tout de suite la quintessence du commercialisme moderne : tous volaient, trouvaient un poste, devenaient co-intéressés

---

1. Roman de Marinetti\* paru en 1921, sous titré *Romanzo vissuto* [« Roman vécu »], situé en 1918, mêlant exaltation de la guerre mécanique (l'alcôve est en fait une voiture blindée), patriotisme anarchisant, phantasmes sexuels et humanité envers les vaincus au nom d'une Italie idéale.

à l'apostolat : chaque jour voyait naître une nouvelle génération de parasites futuristes. Marinetti\* payait pour tous. Avant toutes les chemises noires, il se faisait le propagandiste du culte du progrès et de la vitesse, du sport, de la force physique, du courage téméraire, de l'héroïsme et du danger contre l'obsession de la culture, etc. Avec Russolo\* la boîte à bruits, les sportifs et les étudiants milanais faisaient la première révolution fasciste.

Telle était la psychologie du premier *Duce* : une cavalcade africaine d'images entre tumulte et luxuriance, sous un culot imperturbable ; un besoin tout romagnol de s'épancher, sous un air sévère et sentencieux. Précurseur de l'homme de l'après-guerre ; de ces figures de héros répugnant auxquels manque toute possibilité de familiarité, toute intimité ; prêchant la violence externe par peur de la solitude, par crainte de devoir faire leurs comptes avec eux-mêmes. Le masque et l'air sévère devraient cacher la sécheresse. Chacun a en tête les incarnations les plus solennelles et les plus terribles de ces figures classiques du fascisme italien. Mais pour en trouver l'origine, il faudra toujours revenir à Marinetti\*. En Italie, un seul autre homme a comme lui la compromettante habitude de penser en public. Ce qui exclut alors de le faire en privé.

## PROFILS DE CONTEMPORAINS : LE HÉROS DE COUR

(*IL LAVORO*, 17 JANVIER 1924)

[PORTRAIT DE CURZIO MALAPARTE\*]

Le bolchevik amateur C. Erich Suckert\*, devenu aujourd'hui le fasciste Curzio Suckert\*, Lombard suprêmement italien, échappa par miracle au danger de devenir un prophète ou un saint maudit<sup>1</sup>, ou un académicien de la Ronda<sup>2</sup>, et presque de la Crusca<sup>3</sup>, pour finir fasciste et courtisan orthodoxe.

1. Allusion au livre de Kurt Suckert\* publié en 1921, *La rivolta dei santi maledetti* [« La Révolte des saints maudits »] : rééd., Curzio Malaparte, *Viva Caporetto ! La rivolta dei santi maledetti*, Florence, Valecchi, 1995.

2. Revue littéraire parue de 1919 à 1922, prônant le « retour à l'ordre » contre les avant-gardes, les expérimentations, les renouvellements.

3. L'Académie de la Crusca, équivalent de l'Académie française, était alors réputée pour la lenteur de l'avancement de son dictionnaire, le purisme et la pédanterie de ses membres.

L'histoire se serait montrée injuste s'il avait fallu parler de Curzio Suckert\* comme d'un fasciste manqué. Les traditions comptent pour quelque chose, les noviciats donnent d'indiscutables droits. Lombard de Prato, prophète barbare déçu par le sentiment océanique de la vie, futuriste comme pouvait l'être, avec diplomatie, une recrue des secrétariats de légations, secrétaire de la section républicaine de Prato, *caporette*<sup>1</sup>, il possède toutes les qualités souhaitables pour Mussolini. C'est un catholique fanatique, comme il convient au protestant raté, au réprouvé initié par Erasme de Rotterdam ; c'est un Italien factieux, un patriote enragé comme tout bon ancien humanitariste amateur, comme tout barbare civilisé. Recrue nécessaire d'une révolution des sans-emploi (au sens spirituel du terme) : type parfait du politique quand on demande à celui-ci des consolations littéraires et des vertus inactuelles. En style aulique, entre Leopardi\*, Cardarelli\* et le XVIII<sup>e</sup> siècle anglais, Suckert\* loua toujours avec intrépidité les régicides et les courtisans ; ses ruses aspirent au modèle de Mazarin, le lettré connaît toutes les habiletés classiques de son art. Sa politique est un jeu, un culte de la surprise ; ses idées sont des images, et toujours belles même quand elles falsifient des lieux communs et reflètent des stupidités d'usage courant.

En politique, Curzio Suckert\* professe toute sa vénération envers le merveilleux. Ses ancêtres putatifs sont les guelfes et les gibelins<sup>2</sup> ; factieux de Calimala<sup>3</sup>, il pleure après l'héroïsme et l'aventure, les gestes que l'on puisse ensuite chanter, « l'amour pélagique du soleil, de la terre et de la mer ». Il a toujours rêvé d'une révolution antipolitique ; avec un profond mépris « pour le sourire machiavélique et disgracieusement italianissime de Cavour ».

---

1. Caporetto, déroute de l'armée italienne face aux troupes autrichiennes et allemandes fin octobre 1917, avec quelque 300 000 prisonniers et 350 000 soldats en fuite, est le sujet central de *La rivolta dei santi maledetti*.

2. Les factions favorables, l'une au pape, l'autre à l'empereur germanique, en lutte dans les cités italiennes du XIII<sup>e</sup> au XV<sup>e</sup> siècle.

3. Corporation florentine des importateurs-exportateurs, souvent teinturiers et assouplisseurs de draps de laine, réunissant les principaux marchands et changeurs jusqu'à son effondrement peu avant 1350. Gobetti mêle la naissance toscane de Suckert\* et une accusation voilée d'intéressement, avec un hiatus entre propos héroïques et intérêts prosaïques.

Quand je le rencontrais la première fois, à Rome, il était plongé dans des études sur la peinture du XVIII<sup>e</sup> siècle et s'isolait tout le jour en travaillant dans une chambre louée, étouffant sous la chaleur et la surabondance des bibelots bourgeois et du mauvais goût décoratif. Pour se soustraire aux désagréments du mois de juillet romain, il avait recours aux vertus des sortilèges, aux évocations de fantaisies romanesques et de spectres dialectiques. Le soir, dans son goût pour l'exotisme, il tournait ses pensées et ses rimes françaises vers Jia Ruskaia, l'ensorcelante *Terpsichore*<sup>1</sup> slave, et participait aux mystères néoclassiques hébergés par Bragaglia\* de la Ciociaria. Je laissai Suckert\*, parfaitement certain qu'il se trouvait en état de grâce et ne devrait plus, pour des années, se vouer à autre chose qu'aux proses lyriques et aux rimes françaises. « Je suis depuis vingt jours sur la montagne de Pistoia, à Gavignana, seul comme un ermite et je travaille », me confirmait ce saint homme au mois d'août suivant. Il collaborait à *La Rivoluzione liberale*, revue politique, antifasciste ; mais il y traitait d'arguments cosmiques et nous le félicitions de tout cœur pour son style.

Et nous ne fûmes pas trop étonnés que peu après il nous envoie l'annonce grandiloquente de sa conversion<sup>2</sup>. L'ermite descendait en ville ; il se rangeait en politique. Une astuce polémique contre Cardarelli\*, un calcul diabolique ; un abandon aux séductions de la révolte anti-politique proclamée par le fascisme. On se distraint et on s'instruit à examiner la conversion de ce héros manqué. Tout le fascisme est là. Perdu et oublié dans le labyrinthe des Thermes *avignonaïs*<sup>3</sup> ou ermite à Gavignana, Suckert\* couvait sa rébellion nietzschéenne. La solitude méditait sa revanche. Les chefs fascistes sont tous ainsi, faux prophètes ayant trouvé la façon de se venger de la société qui les a rejetés et s'est moquée d'eux. Le « saint maudit » avait « imaginé pendant quelques mois la révolution des saints paysans, et les plans, les prétextes, les temps et les lieux » et « réfléchi même sur un modèle rigoureusement blanquiste à la façon d'organiser les premières bandes antilibérales, antidémocrates, antisocialistes, antiprolétariennes, antibourgeois, et surtout antimodernes ».

---

1. La muse de la danse.

2. Gobetti utilise et cite deux lettres successives de Suckert\*. Voir Piero Gobetti, *Carteggio..., op. cit.*, p. 330 et p. 337.

3. Le théâtre dirigé par Bragaglia\*.

Mais il lui manquait un héros.

« Un prophète ou un charlatan, un chercheur de Dieu, un *rex plebis* capable de marcher pieds nus devant la foule, contre les villes sans Dieu, avec sa besace de frère prêcheur pleine de fausses amulettes et un crucifix dans les mains. »

Voilà Mussolini annoncé par son Mazarin.

Curzio Suckert\*, secrétaire de la Bourse italienne du travail de Florence. « Vous, mon cher Gobetti, vous vous étonnerez de ma nouvelle qualité, que je détiens depuis la mi-septembre. C'est la première fois qu'un lettré se pose en chef d'une organisation économique syndicaliste, forte de 68 corporations syndicales et de 7 400 inscrits : en somme, le plus fort noyau d'ouvriers organisés existant aujourd'hui, en pratique, en Italie. » Il se plaît à épater les bourgeois : « Je vous autorise, et cela me ferait même plaisir, à en parler aux lecteurs de *La Rivoluzione liberale*. Jusque-là, tout va bien : je ne trouve d'opposition qu'à mes idées, qui semblent à la plupart trop originales et peu orthodoxes. Mais je crois que c'est le moment de faire la preuve que l'intelligence italienne est capable de se mettre non seulement à bavarder, mais aussi à servir le prolétariat. Celui-là même qui était rouge hier et s'est fait tricolore aujourd'hui. Il faut donner une âme à ce peuple, trop souvent simple populace. Les jeunes Italiens doués et cultivés doivent être les premiers à se présenter devant lui. La grandeur de l'humanité suppose que l'Italie aussi doive être grande. Nous autres Italiens, devons commencer par l'Italie, c'est logique. Nous penserons ensuite à l'humanité ». Avec ces fleurs de rhétorique et ces préciosités candides, Curzio Suckert\* a sans nul doute acquis le droit de citoyenneté en terre fasciste. Son style raffiné devient tout de suite prêt pour la palingénésie des austères doctrines mussolinianes.

Mais du fait de la candeur de son exhibitionnisme, il méritait notre amitié. « J'attends que vous répondiez immédiatement à la présente. Je veux savoir à quel point vous vous êtes émerveillé de me connaître non seulement en tant que lettré, mais encore qu'organisateur syndical. Plus que Daniel et les lions, plus qu'Orphée et les pierres, il me semble être Ulysse et Protée. *Regardez bien le Protée pendant que je le tiens !* »

Ulysse prend plaisir à ces gracieuses saynètes, navigue dans des atmosphères fantastiques, se trouve à l'aise dans l'unanimisme fasciste où aucune place n'est faite aux idées précises, aux distinctions claires, au sérieux politique. La révolution fasciste a apporté ce nouveau style

dans les affaires de l'État. De 1870 à 1914, la mentalité italienne était devenue bien élevée et puritaine à un degré insupportable. Suckert\* a raison de s'indigner contre cette nation qui voulait devenir sérieuse, de vouloir renier cinquante années d'histoire au nom d'une « continuation tumultueuse et populacière du Risorgimento, antibourgeoise, antiphilistine, antipolitique. » Il faut venger la « vraie Italie, l'Italie rurale et populaire, antique, catholique, antimoderne » contre le peuple des villes, contre les ouvriers protestants et européens. Il n'était plus possible de vivre avec Giolitti\* et le Parti socialiste ; selon des coutumes monotones, philistines, humiliantes ; sans rien d'aventureux ni d'héroïque. Il faut faire la révolution ; refabriquer des héros, trouver de nouveaux idéaux exotiques : Anna Fougez\* et Jia Ruskaia. Voilà le nouvel héros : secrétaire de la section républicaine de Prato, caporette, exaltateur des *sans-fusil* car les Italiens font la guerre au couteau, en visant au ventre, entre les murs d'une même ville et d'une même maison !

Selon Curzio Suckert, tel est le programme de la gauche fasciste. Il dédie à Mussolini-Cromwell la réédition de sa *Rivolta dei santi maledetti* [« La révolte des saints maudits »], le livre des *sans-fusil* de Caporetto. C'est logique. Caporetto a été aussi le rejet de la guerre de tranchée sérieuse, inexorable, ascétique, par ceux qui avaient espéré régler l'affaire en un beau geste dannunzien : une rébellion contre la guerre moderne. Ces sans-fusil, auxquels Suckert\* voulait mettre le coutelas en main, sont les premiers authentiques fascistes, héros fulgurants, qui nourrissaient dans leur cœur un amour pélagique du soleil, de la terre et de la mer.

En réimprimant ce livre cru, incendiaire, apocalyptique, il s'est présenté de nouveau comme le meilleur théoricien du fascisme ; l'écrivain le moins chargé de préjugés parmi les mussoliniens. « Heureusement, l'idée nationale italienne n'a pas encore eu le temps de se former », écrivait C. Erich Suckert\* en 1920 ; et avec quelque malice, Curzio a corrigé aujourd'hui : *Malheureusement*. Il y a trois ans, l'idée centrale du livre était ainsi exposée : « Ce manque de patriotisme place l'Italie à la tête de la nouvelle civilisation en germination dans le monde ; laquelle est internationaliste et dépasse l'idée de patrie. L'Italie et la Russie sont à l'avant-garde de la civilisation de demain : avoir sauté une étape de l'évolution des peuples, celle du patriotisme, les rend plus souples et plus perméables à la mentalité *internationale* ». Dans la

réédition, cette idée a été mise par Curzio entre guillemets avec ce commentaire sans vergogne : « tel était le jugement que donnaient sur nous beaucoup d'étrangers, dont tous n'étaient pas socialistes, en 1919 ». Italianissimes étrangers, défenseurs de l'Italie historique, humaniste, dilettante, face à l'Italie industrielle et ouvrière, moderne, de Nitti\*. Parmi ces étrangers, il est juste qu'aient figuré en 1919 Mussolini et Suckert\* qui ont maintenant réalisé leur aventureuse conquête. Héros rebelles défendant l'unanimisme consolateur, insurgés garibaldiens contre l'esprit de Cavour, chemises noires contre les usines de la ville.

Après les tristes efforts d'un siècle de civilisation laïque et de démocratie, l'Italie retourne à ses instincts catholiques, reconstruit la Cour et salue les courtisans. Acceptez qu'au sein de cette engeance, nous nous réjouissions de retrouver en Suckert\* un beau prototype d'écrivain aulique, héroïque et orthodoxe, même quand il se laisse aller aux plaisanteries poétiques en usage dans les palais.

*Bien avant ces portraits, dans les mois précédant l'arrivée de Mussolini au pouvoir, Gobetti a développé une thématique comparable, pour montrer l'inanité des prétentions du fascisme, son lien avec une immaturité économique et politique, son adaptation aux pires pesanteurs historiques, le tout débouchant sur une « tyrannie » de la médiocrité, dénoncée dès les lendemains de la marche sur Rome.*

#### EXPÉRIENCE LIBÉRALE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 28 MAI 1922)

##### *Fascisme agraire*

En revendiquant la signification nationale du fascisme, R. Murri\* nie que des éléments économiques aient contribué à en déterminer les orientations.

« C'est le propre des petits esprits de chercher de petites origines et des motivations mesquines à une si vigoureuse et si vaste contre-offensive nationale dans les régions d'Italie où la menace communiste révolutionnaire avait été la plus audacieuse et la plus brutale. »

L'ami Murri\* a étudié le fascisme à Rome et a pu sans peine superposer son schéma de l'État laïc à quelques bavardages parlementaires d'une plus ou moins grande précision.

Comment explique-t-il que le fascisme ait surtout prévalu dans des régions agricoles où la « menace communiste révolutionnaire » était inexistante ou limitée à des formes puériles comme celles décrites par Panzini\* dans son dernier roman<sup>1</sup>? Le type d'organisation politique dominante y était un socialisme bureaucratique, hédoniste et parasitaire à la mentalité petite-bourgeoise, rassemblant ouvriers agricoles et métayers en lutte contre les propriétaires : le fascisme constitue un élément efficace du combat politique italien, du fait de sa contribution à la résolution et à la clarification de ces situations régionales.

Là où l'affrontement politique aurait pu susciter des formes et des idéaux grandioses du fait de la présence d'adversaires réels, là où Grandi\* aurait trouvé un cadre pour ses espérances révolutionnaires, le fascisme n'a pas montré ses armes. À Bologne, Ferrare, Novare, en Toscane, à Mantoue, en Vénétie, il s'enkyste comme héritier d'une contre-offensive patronale. À Milan, contre le turatisme ridicule, il arme des individus que la guerre a exaspérés, et les aventuriers issus de la bourgeoisie intellectuelle.

Mais à Turin, les communistes ne rencontrent pas d'adversaires : pendant l'occupation des usines, les fascistes restent hésitants et silencieux, et les mois suivants encore, ils ne savent qu'opposer au mystère d'un mythe pourtant déjà presque brisé. Du côté des usines Fiat-Centre, même leurs actuelles démonstrations de force ne débouchent pas sur des violences, car eux-mêmes sentent d'instinct que la violence serait vaine contre une idée encore vivante après un an de silence. Face au mythe communiste, le *fascisme* reste *agraire* et révèle son insuffisance spirituelle.

### *Fascisme et révolution*

« Le fascisme a sauvé l'Italie d'une révolution<sup>2</sup>. » Aucune enquête, aucune élucubration, ne peut mieux que ces mots synthétiser la signification du fascisme. Il a constitué la réaction contre la révolution. Légitime et victorieux là où cette dernière était faible, bavarde et hypocrite. Cette « légitimité » indéniable de la réaction nous remplit l'âme de tristesse.

---

1. Alfredo Panzini, *Il padrone sono me !*, Milan, Mondadori, 1922. [n.d.a.]

2. A. Marcello, « Il fascismo », in *Lo Spettatore*, février-mars 1922, p. 221. [n.d.a.]

Le fascisme a fourni le thermomètre de notre crise, la mesure de l'incapacité du peuple à se construire un État. Mais de ce fait même, il devient naïf de demander aux fascistes un programme positif de reconstruction : il peut s'agir d'une préoccupation personnelle de Mussolini, mais le fascisme proprement dit a épuisé sa mission en mettant à nu la maladie nationale, en réveillant toutes les forces vagues et anachroniques, en contrignant la révolution à regarder en face tous ses problèmes, résumés en un seul point. Il a évité en partie l'équivoque qui a réussi lors du Risorgimento : il a liquidé Serrati\*, mais se trouve impuissant face au double jeu de Turati\*. Les esprits inquiets et soucieux voient plus loin et se demandent si l'essai aura été fécond, si les difficultés auront trempé l'âme des masses.

### *Fascisme et nation*

« Le fascisme est né du manque concret de volonté de force et d'ordre du côté de l'État ; il est apparu de manière si spontanée et si fatale qu'en discuter, louer ou blâmer et tout à fait vain et puéril. Ceux qui s'étaient tenus en retrait, méfiants et méprisants, intervinrent quand ils virent que la nation pour laquelle ils avaient combattu était en danger, et constituèrent de fait l'État réagissant et se défendant, à la place de cet autre État officiel ne sachant plus le faire<sup>1</sup>. »

Tel est l'argument essentiel de l'apologétique fasciste. Mais on s'étonnera qu'un esprit cultivé comme Murri\* n'en voie pas l'ambiguïté. La guerre a engendré dans les esprits une crise d'orgueil et un refus de toute modération. À travers une expérience exceptionnelle, de petits personnages ont eu l'illusion de défendre et d'incarner l'originalité d'un peuple ou d'un monde.

En réalité, aucun parti ne saurait remplacer l'État, aucun mouvement social ne peut avoir fonction de cordonner les volontés et de renforcer la cohésion des esprits, car il s'agit de fonctions sans organe, se réalisant à coups de luttes et de consensus en un mouvement purement immanent. Le mouvement ouvrier ne comportait ni ne comporte rien d'antinational ; le monopole d'une classe ou d'un parti sur l'esprit national représente une de ces grossières falsifications ne naissant et ne prospérant que là où la culture politique en est restée à la plus naïve candeur. Dans la réalité, la volonté de l'État est un processus et un résultat auquel seuls

---

1. R. Murri, *Lo Stato e i partiti politici nel dopoguerra*, Rome, 1921, p. 111. [n.d.a.]

collaborent les initiatives et les efforts directs : le fascisme a été historiquement plus fécond et plus utile (on a vu en quel sens) là où il a adopté une position précise dans le combat politique agraire que dans toutes ses théories patriotiques confusionnistes, qui ont surtout contribué à isoler et à dévaluer les habitudes de discipline dans les masses.

De qui donc l'État devrait-il se *défendre*, en dehors des relations entre états ? La cohésion des peuples s'enseignerait-elle dans les catéchismes ? La politique des ligues de Ferrare et de Bologne n'était pas nuisible par ignorance des déclarations de principes de Corridoni\*, mais parce qu'elle était économiquement désastreuse et parasitaire. Les féodaux du fer sont tout aussi nuisibles et parasites, même si Alfredo Rocco\* les défend dans *L'Idea nazionale*. En s'opposant aux ligues au nom de critères réformistes ou fantaisistes, le fascisme ne se libère pas de leur démagogie.

## NOTES DE POLITIQUE INTÉRIEURE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 30 JUILLET 1922)

### *La vraie crise*

La grève antifasciste au Piémont et en Lombardie<sup>1</sup> est le fait le plus caractéristique de la situation italienne actuelle, alors que la chute du ministère<sup>2</sup> Facta\* n'est qu'un symptôme peu éclairant. Les événements parlementaires sont, par nature, équivoques et superficiels car ils naissent dans un monde artificiel et s'expriment en un langage devant faire abstraction des intentions et des intérêts qui les déterminent.

1. Mi-juillet, la pression fasciste est très forte sur Novare et menace le « triangle industriel » Turin-Milan-Gênes. L'Alliance du travail, regroupant la Confédération générale du travail et d'autres syndicats, proclame une grève générale, mais n'est suivie qu'en Piémont et en partie en Lombardie. L'échec est patent, et Gobetti en accuse en août les réformistes (*RL*, 13 août 1922, rééd. *OC-SP*, p. 403 *sq.*)

2. La démission du président du Conseil Luigi Facta\* le 13 juillet, après sa mise en minorité liée entre autres aux démonstrations de force des fascistes à Viterbe et autour de Crémone, montre que le régime ne peut être sauvé que par une entente entre libéraux, socialistes et catholiques. Mais le projet échoue devant le refus des maximalistes, des clérico-modérés et de Giolitti\*. Facta\* est reconduit, avec un nouveau ministre de l'Intérieur réputé énergique, mais arrivant trop tard pour s'imposer aux fascistes.

Graziadei\* parle de la révolution mondiale, or ces mots n'ont de sens que s'ils se rapportent aux conditions locales particulières à l'Italie du Nord. Mussolini cache sous le dilemme insurrection/égalité le conflit interne au fascisme, qui ne parvient plus à exprimer sa nature *agrarienne* dans une idéologie nettement réactionnaire.

La plus tragique faiblesse de l'Italie se perçoit à travers son incapacité à créer et à alimenter un parti réactionnaire. Les cléricaux du centre droit sont devenus populaires de gauche ; les nationalistes ont parlé syndicalisme sans aller au-delà de la littérature ; Salandra\* ne veut la réaction que comme ordre administratif ; le fascisme parle de socialisation et de démocratie.

Cela tient à notre immaturité politique, qui nous autorise des mentalités courantes et des tendancialités, mais pas encore, et non pas comme il le faudrait, le dur effort d'une responsabilité intellectuelle précise. En Italie, le nationalisme n'a jamais existé et reste impossible car nous avons été nationalistoïdes de façon irrémédiable ; en fait de révolution, nous n'allons pas au-delà du révolutionnarisme ; au lieu d'engendrer une lutte politique, le socialisme crée l'unanimisme collaborationniste et socialistoïde.

La fonction de stimulation et d'impulsion moderne à notre vie économique peut venir seulement, et en même temps, d'un parti révolutionnaire et d'un parti réactionnaire : aujourd'hui le Parti communiste, le seul à être antidémocrate, doit être tout à la fois les deux, et là réside sa faiblesse.

La Confédération générale du travail et l'organisation fasciste sont les institutions caractéristiques par lesquels la tradition italienne réformiste tente d'étouffer et de camoufler les nouvelles situations révolutionnaires nées avec la nouvelle économie.

Examinons le fascisme. Il manifeste de façon très claire les incertitudes de nos industriels et de nos agrariens dans leur action politique. Les agrariens romagnols auraient intérêt à une politique libérale ferme (celle indiquée par Missiroli\* dans *Satrapia* [« satrapie »]) opposée aux protectionnismes ouvrier et industriel. Le fascisme, inspiré par eux, aurait dû être favorable au libéralisme douanier et anticollaborationniste, réactionnaire face aux ouvriers. Un tel positionnement aurait été clair ; la lutte, éducative. Quelques secteurs industriels, métallurgiques et textiles, auraient pu accepter ces propositions. Dans le triangle équilateral Milan-Turin-Gênes, la stimulation de l'opposition ouvrière

poussait de façon claire les industriels vers cette ligne de conduite. Certaines attitudes libérales d’Agnelli\* sont la trace d’incertitudes et d’intentions analogues. En serait sortie une situation très difficile, séparant avec netteté les deux Italie économiques : d’une part, le Nord moderne, décidé à avoir une économie européenne, tire derrière lui, *volens nolens*, l’Italie médiévale : avec ses usines Fiat-Centre, Turin devenait de nouveau la capitale naturelle d’une Italie non unifiée. D’autre part, le Mezzogiorno petit-bourgeois nourrit la bureaucratie romaine. Le fascisme n’a pas su être l’avant-garde de l’industrie moderne. La nôtre a renoncé à sa modernité en s’asservissant à la sidérurgie. En se battant et en se sauvant grâce aux taxes protectrices, elle a dû plier et se rallier au protectionnisme ouvrier. Au Piémont et en Lombardie, les industriels préfèrent utiliser Buozzi\* plutôt que Mussolini. Le fascisme reste sans emploi, Grandi\* ne trouve pas d’écho, la majorité est favorable à un programme réformiste. Seul *L’Ordine nuovo* reste ferme sur le principe de modernité, lui qui écrivait ces jours-ci :

« L’état-major fasciste, avec parmi ses chefs le général Giardino\* et le duc d’Aoste\*, veut faire un coup d’État militaire et vise pour cela droit sur Novare. Le duc d’Aoste\* est là où, en 1849, était Radetzky\*. »

Au contraire, la défaite de Novare, comme la grève avant elle, favorise les collaborationnistes. Dans l’Alliance du travail, au lieu d’être l’avant-garde dirigeante, les communistes sont perpétuellement joués par l’entente<sup>1</sup> Buozzi\*-Olivetti\*. Et Mussolini, désormais conscient de l’impréparation des industriels, abandonne son républicanisme tendanciel et ses projets de réaction pour exploiter toute la force de sa tradition démagogique et se servir du fascisme comme masse de manœuvre pour son arrivisme personnel, pour s’insérer dans le processus collaborationniste.

Nos prévisions se vérifient avec une exactitude mathématique. Confédération générale du travail et Parti populaire sauvent la paix et l’unité italiennes et étouffent sous le légalisme toutes nos initiatives révolutionnaires modernes. Faute d’un Cavour, la classe industrielle et ouvrière de Milan, Turin et Gênes rend les armes devant Nitti\*, devenu

1. Selon Paolo Spriano, Gobetti renvoie à l’accord de septembre 1920 entre industriels et FIOM sur le contrôle ouvrier, resté lettre morte mais mettant fin aux occupations d’usines (*OC-SP*, note p. 399).

héritier des Bourbons de Naples, représentant du parasitisme petit-bourgeois et bureaucratique. La ploutocratie abandonne ses positions de pointe en s'adaptant à la vieille politique du chantage. Turin est encore une fois vaincue par le mythe unitaire.

Alors que le giolittisme triomphe, Giolitti\*, dans un héroïque effort de réflexion, comprend la misère de son transformisme et se retire dans un exil méprisant, en apparence pour des raisons parlementaires, en réalité à cause de la dissolution du libéralisme par sa politique par ailleurs incapable de renforcer un début d'éducation économique et politique.

Les ennemis d'aujourd'hui seront alliés demain. Facta\* tombe sur une manœuvre antifasciste, et les fascistes se joignent à celle-ci en échange du sabordage de l'Alliance du travail. L'héritage de Facta\* est difficile car à Montecitorio<sup>1</sup> tout le monde est d'accord : chacun a en effet renoncé aux différences les plus nettes entre régions, intérêts, mentalités. Les partis sont ravagés par l'unanimisme et se désagrègent sur les questions personnelles. L'économie italienne est absente de cette lutte entre individus : la ploutocratie au pouvoir a mis nos finances en faillite, mais le socialisme ne pourra rien arranger, étant son complice et son continuateur. Ils ont inventé le fascisme pour se fabriquer un point de contact. Mais le fascisme est désormais un épouvantail destiné à tenir en respect les communistes : Mussolini sait qu'en Italie, la révolution est un mythe et il adhère au collaborationnisme, augmentant la confusion. La situation se révèle toujours plus antilibérale. L'interruption du processus d'émigration des méridionaux<sup>2</sup> alourdit toujours davantage la chaîne aux pieds du pays et interdit tout espoir de sauvetage immédiat. Le collaborationnisme représente la halte nécessaire, l'examen de conscience peut-être coûteux, mais inévitable pour l'heure et susceptible, par une ruse de l'Histoire, de préparer la révolte antiréformiste.

Socialistes et populaires unis constituent le nouveau bloc des démocraties, les classes moyennes éduquées et éclairées qui identifient leur personnalité politique avec le vote parlementaire. Ils représentent le nombre s'efforçant de devenir individus et, oscillant entre la justice

---

1. Nom courant de la Chambre des députés italienne.

2. Avec en particulier la fermeture des États-Unis, qui fixent des quotas d'immigration n'autorisant que 3 845 arrivées d'Italiens en 1924.

et la charité, ils s'accrochent à la politique de la bienfaisance et à l'État conseiller, entrepreneur et socialisateur.

La lettre de Giolitti\* à *La Tribuna*<sup>1</sup> indique peut-être le premier préalable antisocialiste que le père du réformisme actuel, en personne, ressent le besoin de susciter.

La Révolution libérale sera la conséquence logique et l'antithèse historique de la palingénésie collaborationniste.

### DÉLICES INDIGÈNES (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 2 NOVEMBRE 1922)

#### *Avant la Palingénésie*

Le secret d'une bonne part du succès de Mussolini tient à son intuition de la théâtralité italienne.

Tiré de la chronique napolitaine : « Peu après, les sonneries reprennent et cette fois c'est la bonne. Mussolini endosse la chemise noire et porte sur les manches les insignes de son grade, semblables à ceux d'un général d'armée. Il traverse la scène dans un tonnerre d'applaudissements et s'avance sous les feux de la rampe. »

Il a compris qu'à Naples, Polichinelle ne saurait paraître anachronique.

La réunion du Conseil national à Naples (24 oct. 22) donne la *température* de la maturité politique fasciste. Il faut vraiment toute l'ingénuité italienne pour commencer à discuter de si la presse doit ou non être exclue des séances, comme il faut toute l'astuce de gens persuadés de descendre de Machiavel pour mettre en avant les nécessités du secret diplomatique chaque fois que la discussion se prolonge !

Mais il semble qu'aux mœurs et à la morale des catholiques du *Popolo d'Italia*, le néofascisme méridional préfère carrément l'enseignement et l'héritage du brave Campanella\* : une intention légaliste et démocratique façon *Cité du soleil* aurait déterminé la réaction des délégués calabrais contre le mussolinisme de droit divin. Au contraire, de façon un peu héroïcomique, le terrible Farinacci reste la lance

---

1. Giolitti\* envoie de Vichy le 20 juillet une lettre, publiée le 25, qui refuse toute coopération avec le socialisme et toute lutte contre le fascisme. *La Tribuna*, journal fondé en 1885, est passée de la gauche à la « neutralité » de la « grande » presse.

brisée de la tradition jésuite : « Je préférerais retirer ma motion plutôt que d'ouvrir une discussion sur la pensée de Mussolini. Qui donc pourrait se permettre de le faire ? »

Devra-t-on finir par regretter les congrès verbeux du socialisme officiel ? Mais peut-être oublions-nous que les fascistes sont seulement une sélection inversée du barnum réformiste.

Le congrès fasciste n'a pas discuté la relation d'Alberto De Stefani\* contenant des affirmations comme : « Il faut avoir la force d'agir contre les syndicats nationaux, quand ils ne respectent pas les limites posées par nous à la liberté d'organisation, comme on a agi contre les syndicats rouges ou blanches. » et « Je désire aussi connaître la pensée de la direction du parti sur la question de l'unité ou de la pluralité syndicale. »

Au contraire, le congrès a puérilement applaudi les propos embrouillés de Mussolini sur l'*éducation* et la *protection* des masses ! Avec ces découvertes, le *condottiere* patriarchal n'aurait-il pas cru reprendre et prolonger le syndicalisme sorélien ? ! Ou Agostino Lanzillo\* aurait-il gaspillé son temps et ses efforts avec son patron ?

Qui a nié l'existence d'une nouvelle aristocratie, d'une nouvelle culture politique nées du fascisme ? Il s'agit au contraire d'un mouvement cohérent et complexe, aux racines profondes, enfoncées jusque dans l'inconnu. L'erreur est de croire que des hommes comme Dino Grandi\* ou Agostino Lanzillo\* doivent lui appartenir. Certes, ce sont des isolés, mais ils ne sont pas non plus sérieusement fascistes. *Roma futurista* fut le vrai germe d'où naquit l'authentique intellectualité fasciste, le travail auquel où s'exercèrent les cerveaux et les muscles.

Les types exemplaires ? Voilà Piero Bolzon\* éduquant les foules sur la question méridionale : « Le problème méridional est un tout synthétique, moral et technique. Il manque une bourgeoisie productrice, mais le Mezzogiorno est riche, de nature mais aussi d'argent : sauf que la richesse est mal répartie » !

Le même sait aussi faire applaudir des phrases comme : « La Banque internationale est hostile au fascisme et aux travailleurs italiens car elle redoute leur grandiose avenir. Mais le fascisme, fort de sa spiritualité, ne redoute personne. »

[...]

Le prophétisme représente une des maladies infantiles de la politique. Les fascismes résolvent le problème méridional par un ordre du jour. Amendola\* a parlé avec austérité contre la démagogie fasciste : « Je

crois qu'aucune action, même rapide et intense, ne peut faire germer les milliards dans les caisses de l'État. Il ne faut pas que le fascisme sème les illusions. La question méridionale est un problème de milliards à investir en travaux publics et en équipements collectifs. Pour cela, pas de promesses vaines, pas d'illusions ! »

Contre le fascisme, le jeune ministre est le seul personnage officiel à avoir agi avec courage et loyauté. La ligne de sa cohérence est impeccable et vigoureuse. Il renoncera au gouvernement plutôt que de plier comme Nitti\* est en train de le faire. Il reste vierge de toute compromission, solitaire. Nous croyons sa renonciation clairvoyante comme tous les gestes supérieurement dignes. Après la parenthèse fasciste, on se souviendra de ses qualités constructives.

[...]

Autre délice indigène : monsieur Rossoni\*, secrétaire des corporations fascistes : « La lutte de classe est stupide dans l'absolu, et de même est stupide la collaboration de classe : ce ne sont que des formules creuses. Il faut organiser la lutte des capacités, ni bourgeoise ni prolétarienne, mais humaine et civilisée. »

### *Après la Palingénésie*

Mussolini a voulu que son arrivée au ministère coïncide avec son examen de culture générale pour l'entrée à l'université. On s'émouvrira de cet amour de l'instituteur n'ayant jusque-là vu l'université qu'à travers des cours de pédagogie en formation continue. Il aura ses diplômes avec la plus haute mention. Son ministère passera à l'histoire comme celui des professeurs d'université. Après tous leurs chahuts, la mentalité de petits étudiants chenapans des fascistes n'exclut pas le culte de l'académisme, en amateur. Mais qui croira à la caution fournie par messieurs les académiciens Gentile\*, Tangorra\*, De Stefani\*, Rocco\* ?

On a voulu Thaon di Revel\* au ministère : pour qui sait lire, c'est tout un programme.

On trouve davantage dans certains gestes que dans un traité de sociologie. Le fascisme ne s'explique pas sans l'amour tout italien pour ces superficialités de dilettantes. Et voilà deux Cincinnatus en un : « Gentile\* s'occupait, quand il fut appelé au gouvernement, à une volumineuse histoire de la philosophie italienne » (les journaux).

Mussolini a reçu le télégramme du général Cittadini\* alors qu'il se tenait sur les barricades du *Popolo*, fusil à la main. « Je demande pardon à Votre Majesté de me présenter en chemise noire, revenant de la bataille, heureusement sans morts, qu'il a fallu engager. J'apporte à Votre Majesté l'Italie de Vittorio Veneto reconsacrée par la nouvelle victoire, et suis le fidèle serviteur de Votre Majesté. »

« Interrogé sur le choix de l'homme de pensée qui enseigne la philosophie à l'université de Rome, Mussolini a répondu : "Je suis un catholique et un admirateur de la force spirituelle. Aussi ai-je souhaité à l'Instruction un homme comme Giovanni Gentile\*". » (les journaux)

Ce slogan spirituel, cette bonne blague a fait un instant naître en nous la tentation de nous réconcilier avec son auteur.

Ceux qui ont compté sur Giolitti\* ont été de nouveau déçus. Nous n'en étions pas. Il est l'homme de la gestion des affaires courantes, des situations parlementaires. Il eut un seul moment de génie : après Pelloux\* en 1900. Un homme resté absent en 1915 et renonçant en 1922 ne peut pas être un grand politique.

Ces jours-ci, l'indifférence où sont tenues les plus élémentaires libertés de presse, d'association, de parole nous a rendu amers. Notre peuple ne les mérite pas, ne les sent pas, faute de les avoir conquises. Il est honteux de voir assister en toute quiétude aux violences fascistes contre le directeur du *Lavoro*<sup>1</sup>, contre *Il Paese*<sup>2</sup>, *Il Mondo*<sup>3</sup> et la presse socialiste et communiste. Il ne faut donc pas ménager notre admiration à la ferme droiture d'Albertini\* résistant à toute pression.

Dimanche, Missiroli\* devait réimprimer dans *Il Secolo*<sup>4</sup> l'article sur la *Monarchie*, ou ne pas paraître : un directeur de journal, un homme comme lui doit comprendre ainsi son devoir. Or *Il Secolo* est paru en régime de censure fasciste, alors qu'Albertini\* se rebellait avec dignité.

---

1. Quotidien fondé en 1903 à Gènes, socialiste réformiste indépendant, dirigé par Giuseppe Canepa\*.

2. Quotidien nittien de Rome, fondé en 1921, suspendu en 1922, rallié au fascisme en 1923.

3. Quotidien démocrate, inspiré par Nitti\* et Amendola\*, publié de 1922 à 1925.

4. Quotidien milanais fondé en 1866, démocrate et patriote, un moment le plus diffusé ses journaux italiens, dirigé par Mario Missiroli\* de 1921 à sa prise en mains par le fascisme en 1923.

En dévastant *Il Secolo*, les nationalistes (ironie de l'histoire) n'ont fait que venger la *démocratie* trahie<sup>1</sup>.

Depuis cinquante ans, tous les ministères naissent avec un programme antibureaucratique. Ce modèle théorique a été suivi par Mussolini. Quelle sera sa pratique ? Faut-il attendre ou peut-on répondre dès maintenant ?

Dès le premier jour, il a indiqué son vrai programme ; il a distribué à ses fidèles les plus somptueuses sinécures (Bianchi\*, C. Rossi\*, G. Polverelli\* etc.) [...]. Ses théories sur l'État l'induiront-elles à fournir en toute bonne foi d'honorables sinécures à toute son armée d'un demi-million de squadristes. Ce sera la palingénésie unitaire et l'idéal de discipline en régime fasciste.

*Avons-nous raison de proclamer que nous ne sommes pas des intellectuels ? de nous sentir différents des salariés de la pensée, esclaves hier du turatisme, aujourd'hui du socialisme fasciste. Nous ne sommes pas des intellectuels (à la russe) car nous ne sommes ni des dilettantes ni des aventuriers. Notre pensée est en elle-même une action. Il s'agit d'une cohérence, d'une volonté. Lors des tournants décisifs, l'histoire nous trouve compacts. La Voce montra sa force et son efficacité dans la campagne contre le nationalisme et pour la guerre. L'Unità<sup>2</sup> dans la question dalmate. Pour La Rivoluzione liberale, l'examen de passage a été le fascisme.*

*Nous pouvons nous féliciter du spectacle silencieux de sérieux offert par les auteurs réunis autour de La Rivoluzione liberale, n'abdiquant pas devant les triomphateurs, continuant inexorablement leur œuvre critique même au risque de rester seuls, comme en exil.*

## LA TYRANNIE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 9 NOVEMBRE 1922)

Nous consacrerons deux pages des prochains numéros aux lettres des amis de *La Rivoluzione liberale* à propos du fascisme. La discussion sera réfléchie et exhaustive. Mais nous ne pouvons rester neutres, ni

1. Missiroli\* remet les choses au point par une lettre à Gobetti du 2 novembre, et joint son éditorial de protestation contre la censure, publié dans le numéro incriminé ; amende honorable est faite, et l'article reproduit dans *La Rivoluzione liberale* du 23 novembre, mais sous le titre *Le illusioni di un conservatore* [« Les illusions d'un conservateur »], du fait de la demande de retour à la légalité qu'il contient. Voir Piero Gobetti, *Carteggio...*, op. cit., p. 368).

2. La revue de Salvemini\* et non le journal communiste.

même rester un instant dans une attente bienveillante. Jamais le besoin de critique libre et courageuse ne s'est autant fait sentir qu'aujourd'hui. *La Rivoluzione liberale* est parue la semaine dernière alors qu'on ne savait pas encore si, en parlant clair, l'on serait persécuté et condamné. La revue parut ouvertement. Depuis lors, elle est devenue un symbole. Nous sommes restés seuls ou presque pour assumer la responsabilité de la formation de nos classes dirigeantes. Nous avons conscience du caractère délicat et grave de cette tâche.

Au milieu de tant d'aveugles et de borgnes, nous sommes condamnés à voir ; au milieu de tant de rêveurs, nous devons avoir conscience de toute une expérience, historique et actuelle. Il n'est permis ni de regarder avec confiance des tentatives dont l'histoire montre le caractère nuisible, ni de faire crédit à des hommes que nous savons tous dépourvus de préparation et incapables de construire une conscience moderne en Italie.

Dans ces jours sombres, il serait facile et agréable d'espérer. Mais comment le faire sans aucune raison valable quand les lois de l'histoire et de l'expérience vont en sens inverse ?

1. Mussolini n'a aucune préparation politique : et aujourd'hui nous ne voulons pas d'expérimentateurs, c'est-à-dire d'hommes répétant de vieilles erreurs, mais des gens cultivant un petit nombre d'idées précises et sûres.

2. La « révolution » fasciste n'est pas une révolution mais le coup d'État d'une oligarchie profitant de l'affaissement de tout sérieux et de toute conscience politique, dans une allégresse adolescente.

3. L'Italie a besoin de paix ; mais Thaon di Revel\*, Mussolini, Federzoni\*, Rocco\*, Colonna di Cesari\*, Gentile\*, s'ils ne renient pas les idées professées encore à la veille de leur avènement, nous donneront une politique étrangère de force exposant à l'isolement le plus dommageable. Pour assainir le budget, ils doubleront les crédits militaires. À Paris et à Londres, on évoque déjà un accord franco-anglais contre les foucades de l'Italie fasciste ; si l'information n'est pas arrivée ici, ce n'est que le résultat de la belle *liberté* où nous vivons.

4. Mussolini veut restreindre ou tout au moins appliquer la loi sur la liberté de la presse. Au contraire, si l'on n'entend renoncer ni au combat politique ni aux plus élémentaires libertés, il faut réformer les articles 18-24 de la loi, mais pour plus de liberté. Là encore, la constitution de 1848 pouvait être tolérée car elle n'est pas appliquée : si elle l'est avec

rigueur, elle nous ramènera au plus autocratique et au plus antilibéral des régimes<sup>1</sup>.

5. Mussolini ne peut dissoudre les *squadre d'action* s'il ne veut pas tomber dans six mois. Il n'a pas d'autres forces pour l'appuyer ; le syndicalisme fasciste est un *bluff* manifeste. Mussolini est lié aux industriels ; libres de décider, les ouvriers l'abandonneront tout de suite ; sauf s'il a recours aux caisses de l'État pour prodiguer faveurs et protections. Et le maintien des *squadre d'action* ne peut signifier qu'une expansion démesurée de la bureaucratie, car il faut récompenser les nouvelles *élites* guerrières, ou les perdre.

En tous cas, si l'on a des yeux pour voir, il faut reconnaître que ce chemin comporte tous les préalables conduisant à doubler les dépenses, et non pas à assainir le budget ! Même en toute bonne foi, Mussolini, lié aux aristocraties industrielles, pourra dire non dix fois, mais à la vingtième il finira par offrir les faveurs et les protections de l'État.

6. Le suffrage universel est l'instrument, imparfait mais unique, de la formation politique et morale des masses (à long terme). Mussolini le rendra inutile en faisant les élections à coup de matraques, nous renvoyant dix ans en arrière<sup>2</sup>. Au reste, nous ne combattons pas tous les nouveaux systèmes dictatoriaux au nom de la démocratie, mais parce qu'ils rendent toute action d'éducation inutile dans une Italie déjà si arriérée et si privée de tout sens des libertés fondamentales.

Nous voyons les difficultés presque insurmontables opposées à notre travail par la toute nouvelle tyrannie. Nous avons toujours su travailler pour le long terme, seuls ou presque au milieu d'un peuple d'égarés qui ne constituent pas encore une nation. Aujourd'hui, il nous faut poursuivre notre tâche sans plus penser à des échéances, sans espérer.

1. Le *Statuto*, la constitution piémontaise de 1848, étendue à l'Italie lors de l'unité, prévoit le suffrage censitaire, la responsabilité des ministres devant le monarque, etc. Dès l'origine, la pratique a été parlementaire, le principe électif s'est imposé pour le choix des maires en 1892 et 1896, la nomination des sénateurs, ambassadeurs, etc. est passée du roi aux ministres en 1901, et après des élargissements du pays légal, le suffrage universel masculin a été instauré en 1912, avec encore quelques différences quant à l'âge d'accès au vote. Reste que le texte de 1848 est bien moins libéral que sa pratique, or on a assisté à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle à une campagne pour un « retour au statut », avec l'idée d'un alignement sur les pratiques autoritaires prussiennes.

2. On retrouve la polémique héritée de Salvemini\* contre les pratiques électorales giolittien dans le Sud.

On ne nous a pas exilés, mais nous demeurons exilés dans notre propre patrie. Les partis de masse se sont montrés inférieurs à leurs devoirs. Les hommes politiques ont tous disparu. Le salut viendra du mouvement autonome opposé par les ouvriers à la présente servitude. Au milieu des orgies des vainqueurs, nous réaffirmons que l'esprit de la révolution et de la liberté ne pourra être tué. On peut brûler les bourses du Travail ; on ne détruit pas un mouvement ouvrier né avec le Risorgimento national. Nous préparons les cadres, les courants d'idées. Pendant que les petits singes de la secte de Gentile\* pensent à rafler des chaires, nous nous soucions seulement de parvenir à créer de nouvelles Lumières pour un nouveau 1789.

*Gobetti reste fidèle à cette vision des choses dans les mois qui suivent, la jugeant confirmée par les événements. Il affirme l'incompatibilité entre Turin et le fascisme, s'appuie sur Luigi Salvatorelli\* pour chercher les racines du fascisme dans l'Italie d'avant 1915, revient sur le giolittisme en daignant lui reconnaître quelque mérite et en montrant pourquoi le fascisme en est une radicale aggravation, et enfin dénonce, en 1925 encore, l'inexistence d'une politique extérieure mussolinienne.*

### LE FASCISME À TURIN (*LA CRITICA POLITICA*, 25 AVRIL 1923)

À Turin, le mouvement fasciste a trouvé le terrain le moins propice à son affirmation, pour des raisons psychologiques (réticence des Piémontais aux manifestations chorégraphiques et bruyantes, sens des limites, indifférence envers les postures rhétoriques) et économico-politique. Pour ces dernières années, on peut caractériser la vie politique turinoise par deux données : la tradition libérale, un peu simpliste, dédaigneuse des questions théoriques mais au total diplomate et que l'influence des milieux industriels fait coller à la réalité des problèmes, et le mouvement communiste apparu de façon structurée autour de *L'Ordine nuovo* et du projet des conseils d'usine, mouvement solide, né de conditions objectives favorables, promu par des minorités ouvrières audacieuses et éduquées par nature aux exigences modernes, du fait même d'une vie en contact avec la Fiat, un des organismes modèles de la nouvelle industrie, et, par ce moyen, de l'expérimentation de la lutte des classes.

Un mouvement fasciste de type urbain à base démocratique ou jouant le rôle d'avant-garde des couches capitalistes ne pouvait donc exister : dans la lutte des classes, les industriels préféraient se servir de Buozzi\* et des réformistes plutôt que de recourir à une tactique de combat ouvert. Avec le premier système, en compensation de concessions au prolétariat, ils se garantissaient en effet la possibilité d'obtenir à Rome une politique douanière favorable, sans opposition du côté socialiste. Entre les députés Olivetti\* et Buozzi\*, on sait que s'étaient établis les rapports les plus amicaux, en particulier au sujet de la politique douanière. L'instinct de la cité s'opposait à la phraséologie démocratique et démagogique. Le mouvement des anciens combattants n'eut aucun succès, de même que lors des élections d'avant la guerre, les différents candidats démocrates, réformistes et républicains n'avaient jamais obtenu plus de quelques centaines de voix.

Le nationalisme avait donné signe de vie avec une campagne électorale en faveur de Bevione\* en 1913, juste après la guerre de Libye. Il perdit petit à petit toute autorité et se réduisit au parti des professeurs d'université et des étudiants, capables d'organiser une manifestation durant un discours du « renonciateur » Canepa\*, mais privés de toute influence, même électorale. On peut plutôt parler d'un certain état d'âme rhétoriquement patriotique représenté par la *Gazzetta del Popolo* et héritier de l'interventionnisme, mais face aux problèmes de l'après-guerre il ne réussissait pas à trouver de moyens pour s'affirmer. Pendant que *La Stampa* avec sa politique philosocialiste atteignait les 200 000 exemplaires et que dans sa première année *L'Ordine nuovo* dépassait les 50 000, la *Gazzetta de Popolo* passait toujours davantage en dessous des 100 000, et le bulletin nationaliste *La Patria* qui devint ensuite l'hebdomadaire fasciste *Il Maglio* était condamné à vivre d'obscurs expédiants.

À Turin, avant l'occupation des usines, on pouvait compter les fascistes. Aux élections de 1919, De Vecchi\* ne réussit pas à se faire élire député, et dans la liste du bloc, en 1921, malgré tous ses efforts, il dut tolérer d'être largement précédé par Olivetti\* et Facta\*. On ne saurait parler d'une pensée politique de De Vecchi\*. Toutefois pour indiquer le caractère qu'avait encore en 1921 le fascisme piémontais, on peut noter que cet homme ne représentait rien de plus qu'un vague courant patriotique et monarchiste et ne bénéficiait en rien de la confiance inconditionnelle des industriels, même s'il était porté à insister sur la

propagande antisubversive. L'autre candidat fasciste présenté avec lui au sein du bloc resta en queue de liste, assez loin du quotient. En somme, libéraux et industriels montraient qu'ils pouvaient se débrouiller tout seuls et se servaient des Pedrazzi\*, Bardanzellu\* ou De Vecchi\* en tous genres comme d'ingrédients pour meeting électoral, à condition de pouvoir les sacrifier à tout moment. On n'entendait pas parler des rares socialistes et anarchistes passés au fascisme, comme Gioda\*. Cette situation perdura durant tout 1922, jusqu'aux journées de Rome. *Il Maglio*, feuille fasciste de propagande, lançait de tonitruantes menaces contre *La Stampa* et *L'Ordine nuovo*, mais les fascistes turinois devinrent petit à petit célèbres pour leurs faibles aptitudes, y compris à l'affrontement physique. *L'Ordine nuovo* fut publié sans problème alors qu'après son désarmement par la police, cinquante individus courageux suffisaient pour l'attaquer et le détruire, ce qui était le propos déclaré des fascistes. Malgré la défaite, le prolétariat turinois restait à son poste dans la dignité, et sans adversaire face à lui. Et il n'était pas disposé à écouter les promesses de sociaux-démocrates [sic] comme Gioda\* ou Gorgolini\*. À cette époque, le seul élément favorable au fascisme pouvait être une vague sympathie des classes moyennes susceptibles de se faire des illusions du fait de leur propre manque de sérieux en politique.

On peut donc considérer avec objectivité qu'un mouvement fasciste organisé n'a commencé qu'après le 30 octobre, et du fait de la situation politique italienne plus que de nécessités autonomes. Il suffit de rappeler qu'à l'automne encore, la dernière tentative pour fonder un quotidien fasciste, *Il Piemonte*, annoncé durant des mois, avait misérablement échoué faute pour le diriger d'homme supérieur à l'illustre Piero Belli\*. Après octobre, un mouvement syndical est apparu et s'est développé assez rapidement en profitant de la dissolution de fait du Parti communiste. Les bases de ce mouvement sont absolument équivoques : jusqu'à maintenant, le jeu le plus courant semble de recruter des militants en favorisant les salariés aux dépens des industriels petits et moyens, mais en les abandonnant face aux grands, envers qui le fascisme a pris des engagements impossibles à éluder. Mais cette politique est menée de façon désordonnée par des hommes sans préparation, arrivés à l'improvisiste de l'Université ou du journalisme amateur. Le récent conflit des boulanger constitue un cas typique qui permet de caractériser le parasitisme en passe de s'imposer : face aux propriétaires, les fascistes

ont satisfait les ouvriers en imposant des contrats de travail en leur faveur ; ayant compris le jeu, ces propriétaires se sont inscrits en masse dans les Corporations, et aujourd’hui, unis aux ouvriers, ils menacent d’un *lock-out* si le prix plafond imposé n’est pas aboli. Ce genre d’équivoque est si grossière que son efficacité ne saurait être qu’éphémère. Vu le caractère industriel de la ville, le prolétariat n’abandonnera pas, même de façon momentanée, ses méfiances à l’encontre de la grande industrie. Mais les grands industriels turinois ont imposé Teofilo Rossi\* comme ministre de l’Industrie dans le cabinet fasciste et ne se cachent pas de pouvoir faire toute confiance au gouvernement de Mussolini pour satisfaire leurs exigences.

Du reste, il est clair qu’une vision politique d’ensemble devait soutenir ces éléments d’action économique. Or le fascisme turinois n’a jamais fait et ne saurait faire de politique. Ses hommes (Bardanzellu\*, M. A. Levi\*, etc.) sont tous des ouvriers de la onzième heure, indécis, se méfiant les uns des autres. S’ajoutent la grande équivoque et la grande confusion née des dissensions entre Mussolini et De Vecchi\*. Que ce dernier conserve des fonctions de direction dans le fascisme turinois gênera en permanence la clarification des idées, car il parle beaucoup mais n’a de connaissances précises sur rien. Mussolini l’a bien compris et le transfère d’un secrétariat d’État à un autre, sans oser le limoger du fait de sa position personnelle trop forte dans sa région et dans la milice. Je crois en fait que nul ne le prend très au sérieux. La légende de sa puissance découle de l’absence totale de capacité chez ceux que Mussolini lui a opposés au coup par coup, et du misérisme des Turinois, supportant avec difficulté l’importation de chefs non autochtones ; pour eux, dès qu’ils viennent des Apennins, ce sont tous des Napolitains.

Les sanglantes violences subies par des communistes après la marche sur Rome étaient imposées par la nécessité où se trouvaient les fascistes turinois de prouver d’une façon ou d’une autre leur existence physique, et leur ont de plus en plus aliéné l’esprit de citoyens aujourd’hui fondamentalement indifférents à l’expérience du gouvernement central. Sur ce point, l’attitude des Turinois est représentée et résumée de manière indiscutable par les articles et les commentaires de *La Stampa*.

NATIONAL-FASCISME (*LA STAMPA*, 27 JUIN 1923)

Parlerons-nous de polémique ou d'Histoire ? d'un ensemble d'études ou d'un essai de synthèse ? Ce livre de Luigi Salvatorelli\* naît d'un itinéraire plus singulier et plus complexe qu'une définition schématique, et dans sa description, nous devrons nous réjouir comme d'un épisode de maturité culturelle.

Il y avait un chercheur en histoire des religions qui envisageait sa science avec une habileté de philosophe et y cherchait les marques de la nature des peuples et les développements de leurs capacités créatives. Dans une nation plutôt encline aux enthousiasmes, il y avait un journal à l'esprit allobroge, protestant et hérétique, qui voulait donner des expressions de maturité culturelle européenne aux instincts par nature politiques et aux traditions diplomatiques de sa région, pour que les leçons de bonnes mœurs ainsi prodiguées apparaissent comme sereines et autorisées jusque dans leur ton, fait d'indulgence académique et de supériorité.

Mais quand le chercheur échangea sa chaire d'histoire contre une de politique, on vit que le militant restait historien et que dans son œuvre quotidienne précise, linéaire, austère de par ses positions finement dogmatiques ou poliment sceptiques, l'on pouvait chercher les chapitres d'un livre, car dans l'accompagnement critique des événements se développait de façon ininterrompue un raisonnement dépassionné et original, capable de toucher la réalité tout en observant avec décuragement les idéologies et les illusions des observateurs trop proches. *Nazionalfascismo*<sup>1</sup>, histoire de l'après-guerre, est le résultat de cette ascèse politique cohérente.

Face au fascisme, mouvement de rhétorique petite-bourgeoise, d'insouciance étudiantine, de révolte anticapitaliste et antiprolétarienne, l'attitude de Luigi Salvatorelli, venu d'une culture supérieure, avec des poussées de moralisme et de rigoureuses certitudes dogmatiques, consiste en une réaction critique naturelle. Ses sympathies antérieures pour le giolittisme correspondaient à une aversion pour l'esprit d'aventure, et ses habitudes de scientifique supportent mal l'amateurisme littéraire ou les emphases romantiques.

Dans l'histoire italienne, la mentalité du mouvement fasciste apparaît comme analogue à celle du dannunzianisme ; et de fait, dans les romans

---

1. Luigi Salvatorelli, *Nazionalfascismo*, Turin, 1923, L. 7,50. [n.d.a.]

autobiographiques et les volumes de mémoires qui ont fleuri en nos temps de littérature fasciste, le héros dannunzien est de retour avec une monotonie systématique, incarné par le personnage de l'aventurier, « fils de l'interventionnisme, frère de la tranchée », élevé dans une salle d'auberge, dans une turbulente cité moderne, l'esprit enclin à tous les risques, demeuré dans l'après-guerre avec la douleur de devoir recommencer sa vie et des difficultés à se contenter du tragique quotidien. Le culte de la patrie est pratiqué par ces enfants perdus sans aucune retenue dans la vénération, avec les attitudes expansives et confidentielles de la vie galante, et les expéditions de rue contre les subversifs ont été accompagnées par le rythme joyeux du chant dionysiaque de la rébellion instinctive.

Luigi Salvatorelli\* saisit les premières expressions de cette petite-bourgeoisie littéraire dans la période de l'interventionnisme ; l'après-guerre et les vicissitudes économiques à base de chômage ont ajouté les caractéristiques du déclassé au personnage du rhéteur.

Le procès intenté par le fascisme à la démocratie ne modifie donc pas la situation objective, mais a toute l'allure d'une autocritique, si même on ne veut pas le considérer comme la rébellion de l'élève paresseux contre le maître sceptique. Et comment ne pas juger avec une profonde indulgence ces gamins sans emploi qui, n'ayant pas su imiter la modération de leurs pères démocrates, avaient, fors la corruption des mœurs, bien peu à apprendre de ces derniers et d'une époque aventureuse ? Comme tous les retours à l'enfance, le fascisme a lui aussi ses justifications, et le confesseur, ou le prédicateur, lui serait certes mieux adapté que le maître en politique. Ils ont grandi comme des enfants abandonnés et nul ne leur enseigna quel dur noviciat incombe à l'artisan des contingences sociales.

Ils se reconnurent une vicieuse précocité aux jeux de la guerre. Aujourd'hui, la morgue du barbare ne cache que l'inexpérience, et l'arrogance alternant avec l'obéissance montre un épuisement nerveux, un manque d'inhibitions, une décadence de la race. Le futurisme a été la première annonce de cette profonde stérilité intérieure.

L'esprit d'aventure ne pouvait établir des traditions, et les lamentations sur la dégénérescence morale n'ont pas réussi à comprendre qu'aucun critère de renouveau éthique n'existe en dehors du combat politique. Si on passe de la psychologie à la sociologie, la fabrication de projets, la haine pour l'industrie et le commerce moderne, les

ambitions sans frein, l'absence d'expérience économique indiquent toujours dans le fascisme, démesurément grossies, de vieilles maladies de l'Italie immature. Car tout noviciat fut exclu et les classes guerrières (guerriers improvisés !) sont par atavisme présomptueuses et mégalomanes.

Le rejet de la liberté et le rêve du parti unique, que nous avons vu resurgir de façon superficielle, ne sont que la confirmation d'une fatigue prématuée. Le fascisme veut guérir les Italiens du combat politique et envoie donc la critique en exil, il offre aux faibles abusés une religion d'État, une garde prétorienne, un philosophe hégelien et autoritaire à la tête des Écoles<sup>1</sup>; il annihile les initiatives dans un État éthique. La philosophie de l'actualisme et l'instinct de la palingénésie sociale apparaissent comme les expédients métaphysiques à travers lesquels, comme il préfère l'uniformité et les choses achevées plutôt que de supporter avec habileté la différence, l'inguérissable optimisme confiant de l'enfance aime contempler un monde simplifié et ramené à sa propre mesure.

Dans la haine envers la politique, en hommage à l'irénisme littéraire et aux transactions concrètes (la constitution du Carnaro<sup>2</sup> en fut le

---

1. On aura reconnu Emilio Gentile\*.

2. Surnom donné à sa promulgation à la constitution de Fiume, datée du 20 août 1920. L'actuelle Rijeka, sur l'Adriatique, à population alors italienne mais arrière-pays slave, non revendiquée par l'Italie en 1915 mais lieu de tensions dès 1918, est occupée en 1919 par des démobilisés ayant mis à leur tête le poète nationaliste Gabriele D'Annunzio\*, pour forcer la main au gouvernement de Nitti\*, d'où une crise complexe, résolue fin 1920 par l'évacuation forcée de la ville, après l'intervention de l'armée italienne. Alceste De Ambris\*, devenu chef de cabinet de D'Annunzio\*, en infléchit l'orientation, l'éloigne des nationalistes, d'où des rêves d'union des peuples victimes des traités, un rapprochement avec Moscou, et une constitution, supposée être un modèle pour l'Italie qui ne devrait plus annexer Fiume, mais s'annexer à elle. Le texte est corporatiste, avec une représentation fondée sur des groupes de professions, une forte diminution du rôle de l'État et le passage de la plupart des fonctions sociales et politiques à des pouvoirs locaux et techniques, d'où l'expression « transactions concrètes ». L'« irénisme littéraire » renvoie aux ajouts de D'Annunzio\*, comme la section « De la musique », au même titre que « Du pouvoir judiciaire » ou « Du droit de pétition » : elle est « une institution religieuse et sociale ». Voir Renzo De Felice, *Sindacalismo rivoluzionario e fumanesimo nel carteggio De Ambris\* – D'Annunzio\* (1919-1922)*, Brescia, Morcelliana, 1966 ; Gabriele D'Annunzio\*, *La penultima ventura. Scritti e discorsi fiumani*, Milan, Mondadori, 1974 ; Renzo De Felice, *D'Annunzio\* politico 1918-1938*, Rome et Bari, Laterza, 1978.

premier avertissement) il faut voir une marque de la décadence des mœurs et de la mollesse de caractères qui, pour se reposer, réclament un retour au Moyen Âge.

Nous ne devrons pas nous étonner si la critique du fascisme se résout carrément en un problème de style et de maturité historique, et si, pour des éclaircissements, le processus quotidien doit remonter à l'examen des difficultés à travers lesquelles se fit notre unité nationale. À côté des astuces de la révolution libérale mise en place par Cavour avec un esprit de diplomate et des précautions d'économiste moderne, les habitudes sectaires et la rhétorique estudiantine perdurèrent durant tout le Risorgimento pour témoigner des incohérences de notre Histoire et des difficultés d'une action réaliste dans un pays de lettrés.

Aujourd'hui, le fascisme a hérité de ces mœurs et de ces couches sociales chez qui Cavour reste impopulaire et tenu pour peu italien, pour « anglais ». De fait, les bandes armées du fascisme rural, que l'Émilie connut déjà avant la guerre au temps de la grève organisée par Alceste De Ambris\*, ont des traditions historiques remontant au siècle dernier dans les anti-sectes des Bourbons ; alors que l'action armée du fascisme urbain et interventionniste renvoie au parti d'action, au garibaldisme et aux sectes révolutionnaires.

Pour expliquer comment ces attitudes primitives et ces mœurs politiques archaïques ont pu se perpétuer dans notre pays, on ne peut qu'invoquer l'immaturité de notre économie qui nourrit un prolétariat parasitaire à la place d'une classe ouvrière intransigeante, et un capitalisme dilettante et esclavagiste (*Abenteuer Kapitalismus*) au lieu d'une authentique classe industrielle. Seule une haine sauvage et préhistorique envers les ouvriers, caractéristique des classes moyennes, nous a donné l'action conjointe des fascismes agraire et urbain-interventionniste, au nom d'un vague mythe de classe, nationaliste, qui s'accorde bien avec les mentalités de ploutocrates, de fonctionnaires et d'étudiants qui ont prévalu dans un moment de crise économique.

La critique du fascisme par Salvatorelli\* doit donc être comprise comme une bataille contre la démagogie au nom des traditions libérales. Chez lui, l'expérience politique est mise au service de la passion constructive de l'historien, et sa volonté tend à ramener les phénomènes, à leur aspect conceptuel.

Mais la vision des courants abstraits est solidement replacée dans la réalité, avec un goût pour la clarté sacrifiant tout ce qui doit rester secondaire au nom du souci de la démonstration. Salvatorelli\* procède en bon philosophe, selon des exigences intégrales et synthétiques, et son expérience d'historien des religions lui permet d'orienter ses enquêtes vers les régions profondes des phénomènes sociaux, de retrouver les éléments les plus logiques et les moins éphémères. De façon naturelle, de par la nature de sa culture et l'allure de la crise italienne, dans l'examen des faits contingents, l'auteur nous apparaît parfois comme l'homme de culture bien élevé faisant le procès de ses contemporains. Mais les habitudes de scepticisme, associées au style pour éviter l'emphase et l'expansivité facile, interviennent de façon souriante pour atténuer la propagande et les visées pédagogiques trop évidentes.

Par instinct, en dehors même du sujet envisagé, le style et l'homme ne se laissent pas aller aux aventures du moment, que satisfont de faciles déclamations. Le ton lui-même, diplomate et raisonnable, avec lequel il semble prolonger les traditions du libéralisme piémontais, témoignent d'un esprit d'italianité singulièrement différent de l'esprit fasciste.

Néanmoins, l'enquête est menée avec une continue habileté et une objectivité sereine qui définit le devoir fondamental de l'éducateur. Les conflits entre hommes passent après le sentiment de la nécessité du combat et la confiance dans l'avenir, typiques de qui croit aux traditions du Risorgimento.

Aujourd'hui, la vie italienne est un problème de mœurs et d'individus, car la crise économique a détruit toutes les prémisses de lutte politique et d'élaboration spirituelle... mais les maladies infantiles passent avec la maturité et le travail.

## L'ESPOIR DE CHANGER DE MAÎTRE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 28 AOÛT 1923)

Dans le Mezzogiorno, l'espoir de changer de maître a créé un état d'esprit fait d'attente et d'encouragement qui fut un des facteurs indirects du succès du fascisme : il servit à empêcher que se prononce une opposition consciente et forte, comme elle aurait pu l'être sous l'inspiration d'Amendola\* ou de Nitti\*. Il faut avouer que les mœurs politiques de l'Italie giolittienne dans le Sud ne pouvaient susciter ni envie ni attachement : le fascisme des matraqueurs fut toujours une méthode

employée assez abusivement. Mais de même qu'ils ne suffisent pas à justifier le fascisme (Fiore\* nous rejoint pour critiquer ce dernier), ce ressentiment et ce mécontentement ne sauraient suffire à juger la décennie giolittienne. Dans le Sud, de 1900 à l'expédition de Libye exclue, elle eut le mérite singulier de garantir une période de paix, de tranquillité et de progrès économique, et aida aussi de façon indirecte les Italiens à apprendre les méthodes et la psychologie de la politique et de la vie moderne. De ce fait, le remplacement du giolittisme par le fascisme ne s'est malheureusement pas limité à un changement de maître.

### COMMÉMORATION (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 30 OCTOBRE 1923)

Après un an d'expérience fasciste, c'est l'opposition qui ressent le besoin de tirer un bilan. Les classes dominantes se contentent d'hymnes commémoratifs. Peut-être ces derniers sont-ils moins tendancieux, plus sincères que les calculs.

Un bilan factuel ne peut faire apparaître les résultats situés au-delà des faits. En matière de contingences, on a toujours tort et raison à la fois. Sauf à regarder les choses d'en haut puis de près.

Mussolini a pacifié l'Italie. On parle d'unanimité. Voilà les Italiens contents. En réalité, les violences n'ont pas cessé, selon les journaux antifascistes qui continuent d'énumérer les épisodes navrants. Les journaux mussoliniens se plaisent à diffamer les *ras*, même si, d'une certaine façon, après tout, ceux-ci *sont* le régime. Et il faut bien dire que ces mécontents n'ont aucune raison de l'être. Mussolini et le régime n'ont commis aucune faute dans ce domaine. On n'a pas le droit d'imaginer l'Italie plus pacifique et plus heureuse (c'est-à-dire plus indifférente et plus lâche) qu'en notre actuel an de grâce. Si les chemises noires persistent, si on parle encore d'expéditions punitives, il faut avoir le courage d'avouer que ce sont là les dispositifs nécessités par la paix sur notre sol et ne pas chercher à spéculer sur eux. Ils donnent sa *couleur* à la paix de l'après-guerre, comme les matraqueurs donnaient la sienne au régime giolittien.

Aucun antifasciste n'a le droit de critiquer cette situation, car tous l'ont voulue en appelant au front unique de la conservation contre la

révolution, en déplorant la lutte des classes et en cherchant à corrompre le mouvement socialiste. Qu'a fait Mussolini ? Il a repris le programme de Nitti\* et en le trouvant impropre aux cerveaux italiens, il s'est adressé aux crânes réfractaires à coups de matraques. Avec cynisme, il a introduit dans le jeu du transformisme un nouvel élément, la force, et, sans se poser de question, il a compté avec la lâcheté.

Giolitti corrompait les partis et les laissait vivre. Mussolini est allé au-delà de tous les exemples de transformisme, d'insincérité, de compromission, de chantage. En un an de gouvernement, il a détruit toutes les résistances, contraint tous les hommes à se plier et à renoncer à leur dignité. Il a réduit en esclavage les libéraux, les démocrates et les populaires. Il passe par-dessus toutes les distinctions. Par la méthode des récompenses, il oblige ouvriers et industriels à faire coexister allégrement leurs intérêts antithétiques. Il supprime les différences, les responsabilités précises, la fermeté de caractère et l'honnête intransigeance des idées. La dictature giolittienne avait une ligne, une ténacité piémontaise, elle tendait avec obstination à transformer ce pays malheureux et bavard en nation riche et européenne. Le Romagnol, lui, a l'instinct du capitaine de fortune, il pense *a priori* que les hommes doivent lui être utiles, il aime l'unanimisme courtisan. Sa politique envers les partis a la théâtralité des faibles et ignore que les grands hommes d'État ont toujours su, sans les supprimer, se placer au-dessus des différenciations de la réalité.

Mais nous contestons aux oppositions le droit de nous suivre dans ces critiques. Qui nous comprend, parmi les opposants, quand nous disons qu'une des raisons de notre combat contre le fascisme tient au caractère tolérant et paternel de la dictature de Mussolini ? Qui nous approuve quand nous faisons l'éloge des luttes politiques et de l'Italie d'après-guerre (désordonnée seulement car, par nature, un peuple sans traditions commence par les formes élémentaires de lutte) ? Mais pour pouvoir parler de style dans la polémique antifasciste, il faut nous suivre jusque dans de telles conséquences.

Nous avons eu l'impression d'aimer le comte Sforza\*, il y a un an, non pas en tant que premier artisan d'une grande politique étrangère, mais parce que face à Mussolini il a compris sans hésiter que la question n'était pas de détail ou de technique, mais d'instinct. Seul a le droit de ne pas être fasciste celui qui, ces jours-là, a eu un mouvement de rébellion, n'a pas calculé, s'est senti d'une autre race et s'est soucié non pas de

popularité mais d'honneur individuel. Les autres sont des aspirants fascistes déçus : et il faut casser la coalition de l'antifascisme car beaucoup de gens veulent arriver à y faire « quelque chose de concret ».

Les opposants les plus mélancoliques parlent de libertés violées, en appellent à la constitution de 1848. En soixante-quinze ans, elle n'a vraiment pas attendu Mussolini pour être violée. Quand Bonomi\* ou les démocrates sociaux parlent de constitution et de liberté, nous ne pouvons que sourire, car avec quelque malignité, cela nous fait penser à une offre de collaboration repoussée.

Seul Luigi Albertini\* parvient à nous émouvoir en parlant de la constitution au Sénat et dans le *Corriere*. Il a voulu conserver sa dignité. Nous comprenons que certains d'entre nous puissent nourrir envers lui aussi une secrète rancœur. Nous n'arrivons pas à croire que son journal n'ait eu d'autre solution que celle de se taire. Ses discours au Sénat eux-mêmes parurent ingénus : mais dans de tels moments, l'ingénuité sauvait un caractère. La tyrannie de Mussolini s'avère bien plus subtile et plus raffinée qu'un constitutionnaliste ne peut le croire : et pourtant les phrases académiques d'Albertini\* attestent qu'en Italie il restait des gens bien élevés, disposés à discuter sur les principes au milieu des chemises noires et des mains levées pour le salut romain. Un homme qui a eu cette fermeté pédagogique aurait aussi dû accepter la violence d'une expédition punitive se déchaînant contre son œuvre et contre lui. Que les leçons de style dussent se faire héroïques n'aurait causé aucun dommage à la cause.

L'opposition technique d'Amendola\* et de Ruini\* dans *Il Mondo* n'a certes pas l'efficacité de la dissertation académique d'un conservateur. *Il Mondo* n'a pas accordé de trêve aux initiatives du gouvernement : il sait rappeler au bon moment que la lire, malgré les promesses de Mussolini, n'a pas remonté, il dénonce des erreurs dans le discours de De Stefani\* et montre que le budget ne va pas mieux, il révèle le parasitisme des coopératives fascistes, plus voraces que celles des socialistes, il exploite le mécontentement démocratique face aux réformes de Gentile\*, il s'indigne de l'impudente chasse aux emplois lancée par les fascistes, de l'inique répartition des travaux publics, des mensonges de communiqués officieux. Cette critique plaît aux petits-bourgeois. Et de façon manifeste, la nouvelle aristocratie de Mussolini a beaucoup à apprendre de l'expérience d'hommes comme Ruini\*. Pour l'expédition

des affaires courantes, les créatures du régime giolittien valent tous les Acerbo\* et tous les Finzi\* du monde nouveau. On ne se dirigera pas vers l'équilibre budgétaire avec les chemises noires et les nouveaux fonctionnaires stipendiés pour services rendus durant la guerre civile. À l'évidence, au fil de l'expérience, la situation financière et administrative de la nation s'est aggravée de manière scandaleuse. *Il Mondo* a donc raison. Mais son ton ne nous convainc pas. Tout cela revient en substance à collaborer par la critique. Mussolini pourrait améliorer sa technique, réduire les scandales et les accaparements, freiner la fringale de ses collaborateurs ; resterait pour nous une irréductible question de principe.

Le style : voilà ce que l'on ne voit pas dans un bilan. Les kermesses et l'éducation à la politique du mistigri impliquent un *déficit* à lui seul déjà suffisant pour faire échouer toute administration de l'État.

L'incident de Corfou<sup>1</sup> a suffi à montrer aux observateurs, même les plus lents, que le Guatemala<sup>2</sup> devenait un modèle de dignité.

Ils veulent l'unanimité en politique étrangère. Aux imaginations petites-bourgeoises des Italiens, ils proposent de consolantes démonstrations impériales. De fait, la réalité ne compte pas pour nos compatriotes ; ils préfèrent l'emphase d'une manifestation de rue bien réussie et la voix énorme du fanatisme présomptueux. Tels sont les secrets d'un régime démagogique, si on se rappelle que Mussolini a renié tout nationalisme programmatique et a, par soif de popularité, fait la plus grossière des politiques pacifistes : celle de l'homme désarmé qui lance des menaces.

Quel serait donc le verdict des faits ? Faillite et crise générale. Mais un fait demeure au-dessus de tous les autres : le régime s'est consolidé, il triomphe de toutes les oppositions, il se moque bien de tous ses adversaires. Le bilan est désastreux, mais l'Italie est contente, et face à

---

1. Après l'assassinat, en août 1923, de membres d'une mission italienne traçant la frontière albano-grecque, Mussolini exige d'Athènes des compensations inacceptables, fait bombarder et occuper Corfou, position stratégique et ancienne colonie de Venise. Il refuse de reconnaître les éventuelles décisions de la SdN, mais s'inquiète de l'attitude de la flotte anglaise, et ordonne une évacuation moyennant l'acceptation partielle de son ultimatum, en particulier le versement d'une forte somme.

2. Depuis les concessions accordées par le dictateur Manuel Estrada Cabrera, au pouvoir de 1898 à 1920, le pays subissait la domination de la *United Fruit Company*, d'où l'expression « république bananière ».

cette inexorable réalité les plus subtiles critiques des insatisfaits perdent leur tranchant. Ils sont plus coupables que les classes au pouvoir. La récente tentative de créer le mussolinisme à côté du fascisme a été la preuve la plus navrante du manque de dignité des Italiens non fascistes. La compétition dans la servilité ne pouvait se révéler plus répugnante.

Après un an d'expérience, les Italiens n'ont rien appris. Monsieur Giovannini\* continue d'offrir sa collaboration ; les anciens combattants comme Arangio Ruiz\* et Savelli\* ne demandent qu'à obéir avec loyauté au *Duce*, à remplacer les *ras* pour n'importe quelle tâche ; les socialistes unitaires et les populaires ne se déroberont pas devant une collaboration technique : ils se préparent au sacrifice solennel pour sauver leurs organisations et le prolétariat. Ceux qui prétendent résister parlent à tort et à travers d'*Italia libera* et se cachent avec des méthodes tout à fait fascistes derrière l'équivoque symbole de la médaille militaire de Rossetti\*. Mais le plus ridicule doit être la Ligue démocratique de Bonomi\*. Même ce dernier déclare ne pas être antifasciste *a priori*. Sur le terrain de la liberté et du consensus, lui aussi négociera pour collaborer. Si ces nostalgies de pouvoir cachent un calcul machiavélique, il faut sourire de l'ingénuité de cet homme et de ses amis. On peut qualifier leur vanité de tout à fait amusante s'ils n'ont pas encore compris leur défaite. Ils espèrent se jouer de Mussolini sur le terrain parlementaire et grâce aux ruses de la politique. Ils ne se sont pas aperçus qu'il les vaut tous, que la richesse de ses expédients est en tous points extraordinaire, qu'ils doivent se considérer comme des débutants face au nouveau dompteur et à sa capacité à ne pas respecter les accords, à accroître sa popularité à n'importe quel prix, à flatter et à éblouir pour asservir.

Si les opposants sont ainsi, Mussolini a raison de dire qu'il est au pouvoir pour trente ans. Il suffit d'une menace de ce genre pour réduire à la docilité un adversaire âgé de cinquante ans, même s'il a une confiance obstinée en sa longévité ! Mussolini connaît son monde et le spectacle des peurs de ses adversaires pourrait même faire croire à sa force. Il est probable qu'avec leurs instincts si férolement collaborationnistes, Giovannini\* et Bonomi\*, Savelli\* et les giolittiens resteront le bec dans l'eau. Et en ce président corrupteur, nous devrons reconnaître un extraordinaire moraliste.

Cet homme n'est désarmé que dans un seul cas : face à ceux qui n'ont ni emploi ni avantages à lui demander. Le président corrupteur, contaminant et pliant tout ce qu'il touche, ne peut rien contre l'intransigeance. Et nous sommes fiers de nous, de notre cervelle, car depuis un an nous avons clairement compris la loi du mussolinisme et avons réussi à conserver notre liberté en demeurant dignes d'elle. Aux antifascistes nous exposant leurs programmes de coalitions et de réalisations concrètes, nous pouvons demander avec le sourire un noviciat de désespérance héroïque. Le désintéressement sera peut-être le meilleur machiavélisme ; le seul capable de déconcerter un transformiste et un dompteur, de lui faire entrevoir des valeurs contre lesquelles son habileté ne peut rien.

Après douze mois d'expérience, nous répétons notre exhortation à l'intransigeance : c'est en elle que semble résider notre force.

### EXPÉRIENCE LIBÉRALE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 18 SEPTEMBRE 1923)

*Le journaliste de L'Idea nazionale<sup>1</sup> ou la mégère apprivoisée.*

[...] Le nationalisme italien est condamné à être pacifiste par sa nature même de parti voué à la conservation de ses propres priviléges et de situations parasitaires. Ses aptitudes à la conduite d'une guerre doivent coïncider avec les intérêts de la ploutocratie et avec l'emphase des traditions romaines. Si, dans ce cas, le discours sur l'égoïsme sacré recouvrerait une astuce machiavélienne, on ferait étalage de force et de cynisme pour cacher sa faiblesse et ses misères. Un réalisme proclamé et théorisé vaut ce que vaut une diplomatie prenant Polichinelle au sérieux.

Ici, à dire vrai, doctrine et programmes sont des astuces de commissariat, des alliés de la gendarmerie, des défenseurs d'un mythe d'ordre : discourir sur le patriotisme est une ressource de la classe dirigeante pour continuer à s'imposer en évitant toute discussion : on identifie aimablement la patrie et l'ordre établi. Le prétendu impérialisme des

---

1. Hebdomadaire fondé en mars 1911 par Maraviglia\*, Federzoni\*, etc., devenu quotidien en novembre 1914 et paraissant jusqu'en 1925, organe le plus représentatif et le plus important du nationalisme italien, entre influences maurassianes et appui de l'industrie lourde.

milieux nationalistes qui dominent en ce moment l'Italie se résume aux facilités du goût pour l'aventure. Il s'agit de classes jeunes, grandiées dans les dangers, qui ne sauraient perdre ce qu'elles ne possèdent pas. Faute de traditions sévères, l'audace remplace la constance. Les mœurs des pirates furent toujours relâchées. Mais imaginez un pirate *arrivé* : l'ancienne agitation se fera lassitude, du souvenir des pérégrinations naîtra l'amour de la tranquillité ; Capoue conquiert avec plus de facilité le Carthaginois. Chez le guerrier irréfléchi et impulsif, les langueurs de femmelette triompheront plus aisément que le rude cynisme du conquérant.

Dès que vous aurez donné un emploi aux rhétoriciens de la plus grande Italie, vous les verrez occupés à le défendre et à se garder des imprévus : la tragédie est terminée, la mégère est apprivoisée.

Seules les grandes démocraties montrent un esprit militaire moderne ; l'habitude de poursuivre sans espoir un but progressif ; l'aptitude au sacrifice. L'utilitarisme démocratique comporte une valeur de solidarité ; il ne correspond pas à la mesquinerie conservatrice des intérêts oligarchiques. Les prolétaires des nations civilisées comprennent la nécessité désintéressée de la guerre.

Nos nationalistes caressent encore l'illusion des milices volontaires, pourtant définitivement jugées par Machiavel, et soupirent après des aventures pour se divertir des dangers du combat politique intérieur. Il est clair que les guerres menées avec sérieux nuisent aux gouvernements provisoires par le fait même de les remettre en discussion : et par ailleurs pour tenir en respect ses adversaires, il suffit de l'épouvantail de la guerre et de la comédie de l'impérialisme jouée d'un air menaçant. À l'occasion de l'affaire grecque<sup>1</sup>, nous avons eu une confirmation exemplaire de notre discours. Titres de la presse officieuse, sur six colonnes : « Après la marche fasciste sur Rome, marche fasciste de l'Italie dans le monde » ; « Occupation de Corfou terre vénitienne » ; « Le commerce impérial de l'Italie fasciste ». Une littérature ironique se mit à fleurir sur ces pauvres Grecs, et les plus courageux n'épargnèrent pas la perfide Angleterre. Il s'agissait de la plus élémentaire des questions de dignité humaine trouvant toutes les âmes à l'unisson : et on voulut parler de prestige et de force. Mais les discours terribles de Mussolini

---

1. L'affaire de Corfou, voir p. 235.

cachaient les plus naïfs des projets, et, hormis l'ingénuité de vouloir remettre en discussion la Société des Nations, il voulait à tout prix parvenir à une solution de conciliation. Le régime est inguérissablement pacifiste, il conserve tout juste le goût des chorégraphies pittoresques et aventureuses. Pendant ce temps, on combat la monotonie par différents stratagèmes. Après l'affaire grecque, la catastrophe au Japon<sup>1</sup>, les courses à Monza, l'habituel discours de Mussolini à son bon peuple apparaîtra comme une surprise. Pourriez-vous souhaiter des aventuriers plus raisonnables et plus discrets, plus dociles et plus prévoyants ?

### L'ITALIE DANS L'EUROPE CONSERVATRICE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 13 SEPTEMBRE 1925)

Après Versailles, pendant six ans, l'Europe a cherché un équilibre pacifique en suivant l'un après l'autre deux chemins opposés. Les pré-occupations et les susceptibilités nationalistes dominèrent l'immédiat après-guerre. Ce nationalisme n'était pas dangereux, car il ne débouchait pas à proprement parler sur des ambitions mais sur une petite politique ombrageuse, à courte vue. Poincaré, Theunis\*, Bonar Law\*, etc. l'inspiraient Résultat : l'équipée des Réparations. Avec l'échec de Ludendorff en Bavière et l'affaiblissement des agitations révolutionnaires en Saxe, en Hongrie, en Italie, les prétextes à cette mentalité disparurent eux aussi.

Ainsi, la liquidation de la crise économique mondiale amena l'expérience de gauche : Mac Donald\*, Herriot, [Wilhelm] Marx\*. Elle échoua avant de commencer, même si aujourd'hui la ligne de politique étrangère inaugurée durant cette parenthèse démocratique est toujours en vigueur. L'échec des Gauches est dû à la situation intérieure de tous les pays européens. Les classes ouvrières ne sont pas en état de conquérir le pouvoir politique et, depuis 1914, les classes moyennes, avec leur stupide *chauvinisme*, se sont ralliées à la cause des classes dominantes et des pouvoirs constitués. L'État démocratique n'a pas réussi à devenir un État des autonomies ; les pouvoirs locaux sont toujours à la merci du centre ; la toute-puissance du pouvoir central réduit les classes moyennes à des fonctions parasitaires, les bureaucratisé, les esclavagise.

---

1. Le 1<sup>er</sup> septembre 1923, un séisme a fait des centaines de milliers de morts au Japon, ravageant en particulier Tokyo et Yokohama.

La guerre les a ruinées, leur enlevant leur dignité et leur initiative politique en même temps que leur indépendance économique : pour vivre, elles ont dû recourir à l'État et, en acceptant un emploi, elles se sont faites complices des pouvoirs en place. La crise des démocraties en Europe se réduit à cela.

En Angleterre, en France, en Belgique, en Allemagne, on a donc une situation conservatrice. Le monde ne va ni à droite ni à gauche. Dans ces quatre États centre-occidentaux typiques, les démocraties sont vaincues mais non pas en déroute. En même temps, la réaction y semble définitivement écartée : coups de force et aventures militaires sont devenus difficiles et improbables. En Italie, les fascistes comme les opposants se trompent, les premiers en parlant d'internationale fasciste et en se vantant des soutiens étrangers à Mussolini, les seconds en voyant la situation internationale comme un élément de déstabilisation pour l'actuel gouvernement italien.

Si l'on veut discuter du prestige de l'Italie à l'étranger, il faut d'autres arguments et un autre point de vue.

De façon directe et objective, l'importance de l'Italie dans le concert européen dépendait de l'existence d'une puissance autrichienne et d'un danger turc. Avec eux, l'Italie était toujours assurée d'un rôle décisif dans les tensions entre Europe centrale et occidentale. D'autre part, contre tout danger qui pourrait venir de l'Orient, l'Angleterre était nécessairement intéressée par l'existence d'un état libre et libéral en Méditerranée. Cette heureuse situation (exploitée en son temps par Venise et au siècle dernier par Cavour) n'existant plus, la fonction européenne de l'Italie diminue au moment même où elle abat l'empire des Habsbourg. Le centre de la politique se place définitivement sur le Rhin ; la Méditerranée entame une seconde décadence ; les trois péninsules méridionales restent abandonnées à leur isolement, dépendant toutes trois, à l'intérieur, de situations agricoles très difficiles. L'Italie est plus pauvre que les deux autres : mais malgré la rhétorique et la vanité nationalistes qui la travaillent, elle a depuis deux siècles œuvré avec plus de constance pour échapper au crépuscule des races méridionales. L'industrialisme du triangle Gênes-Turin-Milan, la question méridionale, l'immaturité du combat politique, l'esprit moyenâgeux des classes agraires, la crise du catholicisme demeurent cependant les tragiques inconnues de notre avenir. Le fascisme est une facette de ces problèmes et de ces incertitudes.

Les étrangers ne peuvent rien comprendre à de telles crises. Hors d'Italie, un antifasciste parle un jargon absurde. Ces vingt mille intellectuels ou hommes politiques, honnêtes et cultivés, ne trouvant leur inspiration ni à l'Agence Havas ni chez les héritiers de Northcliffe, et représentant dans tous les pays civilisés la partie la plus intelligente des classes moyennes, ne voient pas le fascisme d'un bon œil mais sont désarmants avec leur naïveté à base de Risorgimento et de libéralisme. Leur protestation est la marque de nobles cœurs, répugnant à la violence et à la démagogie, mais elle surévalue les Italiens en les croyant malheureux d'avoir perdu leur liberté. Un exemple caractéristique de cette candide confiance des libéraux anglais dans la maturité italienne se retrouve dans la fameuse lettre de Steed\*<sup>1</sup>.

Naturellement, ces antifascistes européens sont une minorité. Les plébés auxquelles s'adressent le *Daily Mail*<sup>2</sup> et *Le Petit Parisien*<sup>3</sup> aiment au contraire la démagogie subversive de la réaction. Mussolini jouit d'une popularité indiscutée parmi les petits-bourgeois du monde entier. Son prestige découle du mythe antibolchevik. Chacun sait qu'en Italie, le mouvement ouvrier a été détruit par ses faiblesses internes au printemps 1920, bien avant la formation des *squadre* d'action. Mais ces subtilités échappent à des observateurs superficiels, en rien préparés à comprendre les choses italiennes.

Au début de son expérience, on se méfia beaucoup de Mussolini à l'étranger. On craignait l'héritier de Napoléon III, le perturbateur de la paix européenne. Après Corfou, ces craintes se sont envolées.

---

1. Sans doute « *Fascism and murder* » paru dans *The Review of Reviews* du 15 juillet 1924, où Steed\* s'en prend à la presse anglaise conservatrice qui minimise l'affaire Matteotti\*. Il y montre les dangers courus par les institutions parlementaires et les libertés individuelles face aux doctrines de violence, aux dictatures tant du prolétariat que de groupes armés, ainsi qu'aux concentrations industrielles et bancaires. Il appelle les forces libérales italiennes à lutter contre la tyrannie, étend cet appel aux libéraux de tous les pays démocratiques, et compte sur l'Aventin et le roi. Voir par exemple Aldo Berselli, *L'opinione pubblica inglese e l'avvento del fascismo (1919-1925)*, Milan, Angeli, 1971, p. 181.

2. Quotidien britannique populiste, nationaliste, sensationnaliste, fondé par le vicomte de Northcliffe\* en 1896.

3. Quotidien fondé en 1876, sous-titré *Le plus lu des journaux du monde entier* (1 300 000 ex. début 1936), nostalgique de l'union sacrée et favorable à Mussolini.

Désormais, les puissances occidentales ont intégré Mussolini à leurs projets conservateurs. Au *Foreign Office* et au Quai d'Orsay, on voit avec sympathie un gouvernement antibolchevik en Méditerranée comme en Pologne, en Bulgarie, en Tchécoslovaquie. Avec une négligence machiavélique, les classes dirigeantes anglaises représentées par le *Morning Post*<sup>1</sup>, le radicalisme ploutocratique de Caillaux ou le nationalisme belge considèrent l'Italie en fonction de son action extérieure : ils ne se préoccupent pas de l'efficacité révolutionnaire prétendue de la marche sur Rome, satisfaits qu'à Rome les initiatives de politique étrangère ne créent pas de difficultés à leur politique d'encerclement de la Russie.

La politique européenne est en train de se réduire au duel entre Russie et Angleterre prévu par Marx, même si c'est à fronts renversés ; et l'Angleterre conservatrice joue sur la peur du bolchevisme pour ne pas laisser d'initiative politique aux autres peuples.

### *L'intransigeance*

*L'image du fascisme ressortant de ces textes peut sembler édulcorée. Mais la dénonciation de la médiocrité ne saurait passer pour une approbation, et n'empêche nullement de lutter. Gobetti manifeste son intransigeance entre la marche sur Rome et l'affaire Matteotti\*. Il refuse de s'isoler dans l'étude pour bâtir un nouveau libéralisme comme le propose Prezzolini\*. Il prône une rupture avec tous les soutiens du gouvernement, un affrontement hors du terrain institutionnel, donc une révolution. Sa radicalité lui fait préférer les squadristes aux « normalisateurs », et dénoncer les opposants modérés, désireux d'un retour à la normalité d'avant 1915. D'où, au lendemain des législatives de 1924, l'impression d'une victoire conservatrice, matrice d'un consensus asphyxiant.*

---

1. Quotidien fondé en 1772, organe de la droite du parti conservateur, de la haute société et de l'amirauté.

[CONTRE UNE SOCIÉTÉ DES JEÛNEURS<sup>1</sup>]  
(*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 25 OCTOBRE 1922)

[...] Nous ne sommes pas des sans-emploi : nous savons tout à fait que faire. Notre esprit sait analyser la théorie et la pratique, sans hésitation. Nous n'avons pas fait la guerre, mais nous avons baigné en elle dès notre naissance, nous avons appris d'elle un *réalisme sans préjugés* liquidant à jamais les romantismes des précurseurs, des gens comme vous, qui êtes encore nos camarades, nos frères aînés, mais semblez terriblement malades de votre précocité. Nous aimons trop *La Voce* authentique pour ne pas savoir en distinguer et en renier les rêve naïfs, beaux et féconds non pas en eux-mêmes mais comme illusions suscitant des résultats, devenus cependant inutiles aujourd'hui et témoignant d'une agitation malsaine. Non que nous soyons devenus sages et posés, ou ayons renoncé à bâtir des mondes nouveaux, mais nous savons devoir les bâtir avec une résignation désespérée, avec un enthousiasme plus cynique qu'expansif, presque avec froideur car tout en travaillant inexorablement, nous nous jugeons, nous voyons très bien nos erreurs avant de les commettre, et nous les commettons de façon délibérée, volontaire, en toute conscience de leur fatale nécessité. En nous fabriquant en permanence l'objet de notre nouvelle foi, nous en avons appris tout à la fois l'inéluctabilité et l'inutilité. Nous méprisons les facilités de l'optimisme comme du scepticisme ; nous savons prendre de la distance par rapport à nous-mêmes et nous intéresser à l'autobiographie comme à un problème. L'action devient donc une nécessité pour l'harmonie ; nous avons une unique certitude : être responsables, et un unique fanatisme : la cohérence. Nous préférons Cattaneo\* à Gioberti\* ; Marx à Mazzini\*. Nous sommes étrangers à l'esprit de l'Évangile : le Christ ne nous a rien appris, sauf le *sacrifice* ; mais nous désirons un sacrifice plus désintéressé (dites même, si vous le voulez, plus inutile), sans espérance. Nous nous sentons plus proches du désespoir de l'Ancien Testament ; seules, la certitude de la condamnation, l'inexorable cruauté du péché originel, pour utiliser des formes d'expression

---

1. Ce texte répond à un texte de Prezzolini\*, publié par *La Rivoluzione liberale*, proposant une « société des *apoti* », ceux qui « n'en boivent pas », traduit approximativement par ce « jeûneurs » : ceux qui refusent la réalité politique et entendent ne pas se compromettre avec elle, d'où un retrait dans une tour d'ivoire.

mythiques, peuvent nous donner l'enthousiasme de l'action, avec la responsabilité et le désintéressement. Notre volonté est sereine, notre morale est nécessaire car nous n'avons plus besoin de Messie. Tout est cruellement indifférent, mais pour parfaire la tragédie, il faut bien que quelqu'un se sacrifie, et poursuive son idéal éthique avec un amour sec. Vous comprendre que nous ayons mis ici le pessimisme de la cohérence à la place du dilettantisme, de la naïveté enchantée et du propagandisme ; nous ne sommes plus des héros, même pas avec la malice optimiste de Don Quichotte... mais des historiens désintéressés (des artistes) au sens de Machiavel qui sait trouver la même moralité (*praxis*) chez Callimaque<sup>1</sup>, Castruccio Castracani\* et le duc Valentino\* et sait discuter avec le même engagement et la même indifférente sérénité de sa *Mandragore* et de ses missions diplomatiques ; en effet dans l'un et l'autre cas il s'agit de faire prévaloir la ruse et l'activité (sereine, héroïque, éthique) contre l'optimisme inerte de quelque sieur Nicias (ne vous êtes-vous pas aperçus que pour Machiavel, fra Timoteo est un personnage sympathique ?)<sup>2</sup>

Et dans *La Voce*, à côté du réalisme d'où est né, mettons, Amendola\*, on trouve encore trop de *Lemmonio Boreo*<sup>3</sup>, et il est inutile de vous

---

1. Non pas le sculpteur athénien du v<sup>e</sup> siècle av. J.-C., mais un personnage de la comédie de Machiavel, *La Mandragore*.

2. Dans *La Mandragore*, un complot est ourdi pour pousser une épouse à sacrifier sa vertu afin de donner un fils à son mari, le vieux *Messer* Nicias. Elle doit absorber une décoction de mandragore et s'offrir au premier venu, en fait un soupirant, Callimaque. Participe au complot Fra Timoteo, le personnage le plus marquant, ni bon ni mauvais, capable de tout sous l'influence de mauvaises fréquentations, et dont la religiosité se limite à tenir allumés les cierges à la Madonne. Gobetti a assisté à une représentation début août à Turin, et publié un article dans *L'Ordine nuovo* du 5 août (voir Piero et Ada Gobetti, *Nella tua breve esistenza...*, *op. cit.*).

3. Roman d'Ardengo Soffici\*, paru en 1912, sous-titré *Ovvero l'allegra giustiziere* [« Ou le joyeux justicier »] et présentant par avance les traits du subversivisme fasciste. Le personnage éponyme, rentrant en Italie, fait un voyage picaresque en Toscane avec deux compagnons. Il se veut redresseur de torts, défendant un peuple sain contre des dirigeants malhonnêtes, des lettrés et artistes rhétoriqueurs, des journalistes corrompus, des affairistes et des voleurs. Ce programme se résout en bagarres de village, mise en fuite d'un orateur socialiste, incendie de la villa d'un artiste enrichi. Ce goût pour la violence gratuite contraste avec le Soffici\* d'après 1920, qui pose à l'homme de l'ordre et de la discipline.

rappeler que ce livre est devenu en toute cohérence *L'Iliade* du fascisme. Si on commence à demander : Que faire ? il faut vraiment se convaincre de se trouver dans la situation du sans-emploi, situation abstraite, fragmentaire, immorale, littéraire, définissant en Italie l'*intellectuel*, ainsi que de devoir tôt ou tard se retrouver dans un quelconque garibaldisme, ou fiumisme, ou fascisme. Depuis quelque temps, je redoute que dans le gentilisme (pas chez Gentile\* l'individu, si sympathique, rude catholique, intransigeant, sectaire... mais dans celui des *Discorsi di religione*, de *Guerra e fede* et de *Dopo la vittoria* [« Discours de religion », « Guerre et foi », « Après la victoire »] identifié au bout du compte au Gentile\* nationaliste) se trouvent tous les préalables du parfait dannunzianisme. Faut-il, mon cher Prezzolini, remonter à certaines responsabilités de *La Voce* de 1914 ? Je t'avoue ne pas m'en sentir le courage, tant je me suis habitué à te considérer, avec mes trois autres maîtres, Croce\*, Einaudi\* et Salvemini\*, comme la plus parfaite antithèse du dannunzianisme.

Tout ce discours pourra sembler un peu vague, mais il explique que nous soyons plus étonnés qu'intéressés par les propositions de nous constituer en congrégation ou de prier pour la révolution, surgissant ça et là depuis quelque temps [...]

Voilà l'essentiel : il faut en finir avec l'agitation et les conclusions, énoncer des principes et non des programmes. Nous sommes révolutionnaires car nous créons les conditions objectives qui, en rencontrant la montée des classes prolétaires montrée par l'histoire, engendreront la nouvelle civilisation, le nouvel État : mais pas parce nous nous mettons à prêcher la révolution, à en donner le départ dans un article de journal ou un discours face aux masses : notre position est même si subtile et si étrange que nous nous gardons bien de nous adresser à elles, par peur que nos paroles deviennent pour elles une révélation venue d'en haut, interrompant leur progression autonome.

Pourrons-nous former la Congrégation des Jeûneurs ? Cette proposition, nous ne saurions ni la repousser, ni l'accepter sans défiance. Prezzolini\* doit d'abord bien nous dire ce qu'il veut : en aucun cas nous ne brûlons d'envie de nous constituer en ordre fermé, au contraire nous voulons être plus ouverts que jamais et remettre le bilan au siècle prochain ; d'autres profiteront de résultats qui, la chance aidant, ne seront pas ceux attendus aujourd'hui.

Pour nous, l'ordre fermé serait une position défensive : nous pourrions l'adopter, mais dans un cas particulier, face à une nécessité concrète. Par exemple face au fascisme. Nous voyons des intellectuels abdiquer avec la plus grande lâcheté devant les faisceaux, et ne nous sommes jamais sentis opposés avec une telle férocité à cette intellectualité délinquante, à cette classe bâtarde, condamnée de manière si définitive par Marx, Sorel et les bolcheviks russes. Nous saurons montrer ce qui nous différencie de ces parasites, quitte même à recourir à une tactique anarchiste d'insurrectionnalisme armé, si toutefois le fascisme ne se dissout pas allègrement en une palingénésie optimiste, démocrate et réformiste. Face à un fascisme désireux d'étouffer les germes de notre action en abolissant la liberté de la presse et du vote, nous formerions bien, non pas la Congrégation des Jeûneurs, mais un escadron de la mort. Non pas pour faire la révolution, mais pour la défendre. D'Allemagne, [Novello] Papafava\* m'écrit la même chose : dans un tel cas, dit-il, il est prêt à rentrer en Italie pour se battre ; vous le voyez, nous savons *que faire*. D'autres voies, d'autres possibilités existent-elles ? Très bien ; ainsi délimitée, la recherche prend une grande utilité. Nous remercions Prezzolini\* d'avoir lancé la discussion et le prions de la poursuivre.

À NOTRE PLACE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*,  
2 NOVEMBRE 1922)

Si la politique du gouvernement démiurgique et négociateur consiste à critiquer les expériences inutiles, nous aussi avions cette fois notre solution pour la crise ministérielle : un cabinet Amendola avec pleins pouvoirs pour enfin poser le problème des institutions et le résoudre.

Mais de toute manière, l'actuelle parenthèse étudiantine portera ses fruits. L'un d'eux déjà tient dans la merveilleuse sélection à laquelle nous avons assisté dans le monde intellectuel. Instinctivement, les meilleurs se sont groupés autour de *La Rivoluzione liberale* : notre dernier numéro nous a valu les approbations les plus inattendues. Dans un de ces moments psychologiques qui décident de la validité la plus instinctive et immédiate des esprits, on a ressenti *La Rivoluzione liberale* non pas seulement comme une revue d'idées, mais comme l'authentique continuatrice d'une tradition, la nouvelle classe dirigeante, le symbole d'un gouvernement et d'un État. L'important a été, sans

être ni un parti ni une association, ni subir de désertion, d'avoir suivi notre discipline spontanée.

On peut encore avoir confiance en l'Italie quand Luigi Einaudi\* refuse de participer au ministère fasciste. On peut avoir confiance quand Giovanni Amendola\* reste fidèle à sa cohérence et renonce sereinement, démasquant l'immaturité ivre qui lui est opposée.

Il y a certes l'affaire Gentile\* [...] Ce n'est pas d'aujourd'hui que nous pensons que Gentile\* appartient à l'*autre Italie*. À l'heure de la distinction entre gens sérieux et rhétoriciens, il a voulu être fidèle à lui-même. Nous ne le regretterons pas. Depuis un moment, nous considérons la *religion de l'actualisme* comme une petite secte ayant renié tout le sérieux de l'enseignement crocien. Après tout, parmi les gentiliens, on a toujours trouvé de petits hommes occupés à des combines pour concours de recrutement universitaire. Gentile\* nous aura suggéré une définition exhaustive de sa pensée : la philosophie de Mussolini. Les philosophes aussi ont leurs responsabilités historiques. Nous ne nous étonnons pas qu'il assume celles qu'il peut.

Nous resterons à notre poste de critiques sereins, riches d'une expérience de plus. Nous attendons sans incertitudes, que nous devions assister à des plaisanteries démocratiques ou subir les persécutions qui nous attendent.

#### COMPLOTS ET OPPOSITION (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 22 MAI 1923)

Une opposition, pas des complots : si le problème tenait à la méthode et à la forme, nous pourrions adopter ce slogan comme symbole.

Mais le vrai problème commence quand il faut donner un contenu à la méthode et définir l'opposition. Le Parti libéral ne sera pas le parti de l'opposition. Il a ses clientèles et ses priviléges à défendre. Il bouge, s'agit, discute pour collaborer. La voix d'Albertini\* reste sans écho. *La Stampa* ne saurait parler de Parti libéral du travail quand les organisations ouvrières sont brisées.

Pour que naisse une opposition constitutionnelle, il faut une constitution. En Italie, revenir à celle de 1848 signifierait étouffer et empêcher la formation de partis. Les mots de Monti\* sonnent comme des anachronismes, car en Italie toutes les oppositions ont dû ignorer cette

constitution : le gouvernement et la monarchie mêmes, les premiers, n'ont pas été constitutionnels.

Nous avons proposé à une autre occasion des clarifications de la pensée et de la tactique d'un parti libéral ; elles ne peuvent renvoyer aux tenants du libéralisme ayant existé et existant en Italie. Ils ne les comprendraient pas. Ils n'ont pas d'idées auxquelles rester fidèles et épouseront leurs aptitudes de politiciens en adhérant au fascisme, héritier des mêmes systèmes d'arrivisme et de confusionnisme. Telle est la secrète inspiration de toutes les récentes manœuvres de la direction du parti : les faits montreront vite qu'en jugeant différemment, Monti\* et Albertini\* se fondent sur une illusion et sur une espérance.

Le parti sembla pouvoir trouver sa physionomie et devenir un parti conservateur grâce à l'opposition entre *fascisme* et *monarchie*. Nous ne caressons pas ces illusions constitutionnalistes. De toutes façons, même si Mussolini voulait devenir empereur, cela ne ferait pas une révolution quant aux principes.

Le président du Conseil montre en ce moment les plus déconcertantes capacités d'acteur et de tribun, avec sa parfaite connaissance des habitudes théâtrales des Italiens scéniques et sa capacité à faire plier les *caractères* des libéraux et des sociaux-démocrates en utilisant un système renouvelé des ambassadeurs de Jugurtha<sup>1</sup>. Il a étudié le transformisme chez Giolitti et en offre une version *romagnole*, sans style, dannunzienne, où le geste à l'italienne remplace la diplomatie et une certaine austérité piémontaise. Quel que soit le déroulement des affaires du régime et du fascisme, le thème le plus présent dans la période actuelle sera celui de Mussolini dompteur et déséducateur, prêt à détruire les oppositions et à nous donner l'Italie pacifiée chère à la rhétorique de la petite bourgeoisie belliciste.

En invoquant la constitution contre cet homme, nous ferions son jeu ; nous renforcerions sa popularité d'histrion ; un Mussolini légaliste représenterait hélas la palingénésie définitive pour un pays comme le nôtre, lassé par les combats politiques et par tout sérieux, n'aspirant qu'à la courtisanerie. Aujourd'hui, la seule aspiration des hommes

---

1. Les richesses du roi de Numidie Jugurtha (vers 160-104 av. J.-C.) lui permirent de tirer profit de la corruption des sénateurs romains.

du Parti libéral est de le reconnaître comme leur chef, de marchander l'approbation de sa force contre des avantages personnels.

Pour que Mussolini reste prisonnier de lui-même et du fascisme, soit contraint d'assumer ses responsabilités (et de tomber avec elles : autrement le problème restera sans solution et nous devrons chercher un vice-dictateur), il ne suffit pas de ne lui offrir ni l'aide des conjurations romantiques et stériles ni la tranquillité d'une opposition constitutionnelle.

De tels discours sont trop vagues et trop programmatiques : nous devons continuer à affiner nos idées et nos refus ; nous discuterons des formes de l'opposition libérale quand viendra l'élément résolutif qui fera mûrir la situation, quand le mouvement ouvrier, après la crise de chômage, se présentera en ordre de bataille, avec son intransigeance et sa force irrésistible.

COMMENTAIRE QUOTIDIEN (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*,  
9 OCTOBRE 1923)

### *Éloge de Farinacci*

Ils veulent massacrer le fascisme. Ils l'ont utilisé un an pour amuser les imaginations, restaurer les esprits et rassasier les corps. Maintenant c'est assez. Le fascisme a un grand tort : il est encore trop intransigeant, trop sérieux pour les Italiens ; il oblige à croire à une action politique et à prendre des responsabilités. Les Italiens au contraire ont une juste estimation de leur génie et de leur souplesse : l'idée d'être sincères et honnêtes les fait sourire. Plaisants maîtres ès transformisme, penseurs très féconds en combinaisons personnelles variées, ils savent fort bien à quel point les fourberies et les petits jeux s'avèrent plus pratiques et plus accessibles que les tristes intransigeances.

Si on nous reconnaît, à nous ennemis obstinés de la première heure, de légitimes droits de paternité sur le fascisme (au moins parce que nous lui avons offert dans la polémique quelque doctrine capable de recouvrir pudiquement sa honteuse indigence) nous les utiliserons tout entiers pour le défendre avec franchise. Farinacci a sculpté la situation avec des mots rudes : « Un courant nourri par des opportunistes et des affairistes voudrait créer un mussolinisme autour du *Duce* pour le couper du fascisme »

On croise trop d'opportunistes : Baroncini\* et Farinacci\* sont des hommes. On peut ne pas voir très clair dans leurs coopératives et dans leurs affaires ; ils ont certes prolongé et rendu gigantesque le parasitisme rouge. Mais les vrais affairistes profitent des appointements romains en fabriquant des théories. Ce sont les intellectuels, pas ces sains analphabètes, auteurs d'articles privés de toute grammaire, mais capables de manier l'épée ou le bâton. Si un fascisme pouvait avoir quelque utilité pour l'Italie, il s'agirait de celui des matraques.

Farinacci\* et Baroncini\* défendent des positions personnelles illégitimes, mais conquises par leurs sacrifices et leurs muscles : on trouve derrière eux cent mille jeunes qui n'ont demandé au fascisme ni gains ni résolution de leur problème de chômage ; ils lui ont apporté leur folle exaspération, leur répugnance envers les compromis et les opportunitismes. Dans leur ignorance et leur barbarie, il nous faut respecter un sens de la dignité et un esprit de sacrifice. Les théoriciens de Rome sont d'une tout autre espèce, ils voudraient s'emparer de positions rentables en écrivant des articles et en mélangeant des concepts. Mais ils n'ont rien à enseigner aux Italiens : Farinacci\* et Baroncini\* sont plus cultivés, cent fois plus, que Massimo Rocca\*, comme un comptable l'est cent fois plus qu'un ancien anarchiste.

#### *Portrait de Libero Tancredi\**

Le héros de la polémique contre le Parti fasciste incarne le parfait héros de notre temps. Sa silhouette inspire la peur et le respect aux petits-bourgeois italiens.

Il doit tout à lui-même. Il est fils de ses œuvres. Va-nu-pieds, il devient commandeur ; ouvrier, il s'est *fait une culture* et sait écrire des articles en citant la révolution française, étudiée au bon vieux temps dans de petits manuels de propagande socialiste et à l'université populaire. Il parle par analogies historiques comme les autodidactes.

La nature lui fut marâtre ; et Mussolini n'hésita pas à lui lancer un jour cette insulte sans pitié : « Remets d'abord de l'ordre dans ton signalement ! »

De sa laideur, il faut chrétiennement l'absoudre, comme de sa colère qui le rendit violent envers lui-même et les autres. Il représente l'intellectuel exaspéré et déclassé, sans patrie ni famille, ni tradition ni classe sociale. Il avait un nom : mais trop bourgeois pour un anarchiste. Par nécessité euphonique, *Massimo Rocca\** implique la proximité

immédiate des mots « Commandeur de la couronne italienne ». Il se renia donc. Il devint Libero Tancredi\*, soupir de romantisme chevaleresque, solitaire de la subversion italienne, mal élevé et tuberculeux. Libero Tancredi\* représente le type même de l'anarchiste italien écrivant des libelles au lieu de recourir aux bombes et au revolver, et trouvant une excuse naïve dans la doctrine de la non-résistance au mal. De chômage en chômage, il fut bien entendu syndicaliste. Et il n'eut pas de mal à échanger son exhibitionnisme libertaire contre le fanatisme du flic, après avoir trouvé son maître et salué le gendarme. L'anarchiste a toujours rêvé de pouvoir dire un jour : « l'État c'est moi ». Aujourd'hui, le commandeur Massimo Rocca\* défend l'ordre, la dictature, renie ses amis fascistes d'hier, et réclame une nouvelle religion au-dessus des partis et des hommes : le mussolinisme.

Il est fils de ses œuvres. Avec une série d'articles réclamant la suppression de l'Institut national des assurances, il a réussi à en devenir directeur adjoint. Aujourd'hui Libero Tancredi\* veut un 18 Brumaire. Le noble mirage d'un duché de Bassano<sup>1</sup> a peut-être séduit son imagination petite-bourgeoise.

## DOMESTIQUES ET REBELLES (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 6 MAI 1924)

### *La normalisation*

Mussolini a affirmé sa joie de « pouvoir enfin agir en s'appuyant sur une Chambre représentant avec exactitude la volonté du pays ». « Les dernières élections ont rendu à l'Italie un vrai Parlement ». Le jeu est clair : on pouvait facilement prévoir que le diable se ferait ermite et Mussolini a toujours le scrupule de donner raison aux prophéties de ses adversaires.

---

1. Allusion au titre de duc de Bassano, attribué en 1809 par Napoléon Bonaparte à Hughes Bernard Maret (1763-1839) son secrétaire après le retour d'Égypte, puis secrétaire d'État chargé de la promulgation des lois ainsi que de l'enregistrement des arrêtés et des décrets, puis directeur de cabinet de l'empereur chargé en particulier de préparer les conseils des ministres. Il a été aussi ministre des Affaires étrangères en 1811, pair de France en 1831, et éphémère président du conseil en 1834. Ses fonctions auprès de Napoléon ont pu inspirer à Gobetti un parallèle avec celles, réelles ou espérées, de Rocca\* auprès de Mussolini.

Dans sa politique, la *normalisation* constitue un élément psychologique et intellectuel aussi nécessaire que la violence. La conciliation des extrêmes ne constitue pas une hypocrisie du *Duce* : elle appartient à son style. Par euphémisme et dans un premier sens, *normalisation* doit indiquer qu'il conserve le pouvoir. Le mot désigne d'autre part l'idéal de paix que l'on ne saurait se dispenser de proclamer pendant que persistent les troubles de la révolution des anciens combattants. Dans l'après guerre, la tactique d'un dompteur devait être double : violence contre les minorités batailleuses et les mouvements libertaires venus d'en bas, flatteries en direction des classes moyennes et des masses quiétistes. Le jeu n'a pas réussi à Giolitti\* ; il n'avait pas compris la nécessité d'un tel équilibre. Il fut nécessaire de trouver un nouveau Giolitti\* adapté à des temps d'aventure. Ce fut Mussolini. S'il dompte le fascisme, c'est seulement parce que cela lui est utile et cela l'est justement au moment où il berce ses adversaires d'idéaux ministérialistes et pacifistes.

Les traditions italiennes se réduisent à cela : tous se trouvent prêts à désarmer même si le fascisme ne le fait pas et tous acceptent le mythe de la *normalisation* par les vainqueurs, même en sachant que ce sera une pure et simple reddition sans condition. Un partisan du nouveau régime interprète ainsi l'état d'esprit général :

La phase actuelle des discussions politiques ne démontre que ceci : dans le moment présent, la vision d'une période de paix sociale offre un grand attrait pour les rêves et les besoins des Italiens. Par comparaison, tout le reste ne pèse pas lourd.

En somme, le pays est fatigué de vivre dans l'anxiété sociale.

Aujourd'hui, seuls sont hors de la réalité politique ceux qui parlent de continuer la lutte et veulent exciter encore les haines assoupies et les passions fatiguées.

C'est dire que nous assistons à l'apparition d'une très authentique soif de servir, avec comme protagonistes les intellectuels et l'opinion publique moyenne.

Et la renonciation à la dignité la plus élémentaire se fait en hommage à la manière tout à la fois forte et onctueuse du *Duce*, dont on semble heureux de recevoir des certificats d'incapacité et d'interdiction.

Après les nombreux diagnostics offerts par nous, il devrait être clair que cette fatigue médiévale, cette résignation d'esclaves vicieux, constitue

un état d'âme mussolinien par excellence. Même s'il se retrouve chez certains opposants désorientés par les combats. Aussi, c'est une tactique de domestiqués que de réclamer avec *La Giustizia*<sup>1</sup> du samedi 26 avril que le fascisme « ose légaliser l'arbitraire, faire des lois, une loi aussi despote qu'il le voudra mais qui en soit une : cela pour deux excellents motifs : d'abord, que les citoyens distinguent sans incertitude le licite et le prohibé ; ensuite, que lui, le régime fasciste, assume la responsabilité politique claire et entière de ses actes, ou des actes laissés jusqu'à maintenant à l'initiative des *ras* locaux, des squadristes isolés ».

Il nous semble ridicule de demander la fixation des limites de ce que l'on veut renverser : certaines limites ne se perçoivent qu'au moment où on essaie de les détruire ! Et on ne peut suivre Giovanni Zibordi\* écrivant dans *Critica sociale* des 15-30 avril que « tout ce qui concourt à créer une atmosphère et un programme de civilisation légale contre la violence illégale aujourd'hui dominante, profite indirectement à une reconstruction spirituelle et matérielle de cette vie italienne si tourmentée »

S'il y a là un sous-entendu, une ruse polémique – mais nous n'en avons pas l'impression – l'astuce arrive trop tard.

Après dix-huit mois, demander au fascisme d'être cohérent dans ses paroles et ses actions, dans ses lois et son esprit, est parfaitement naïf, car on a constaté qu'il n'accepterait jamais d'instaurer une tyrannie honnête et officielle mais continuera à mélanger des lois démocratiques ou démagogiques et une pratique contradictoire, arbitraire, en fonction des exigences quotidiennes.

Ni l'économie ni la politique n'ont avantage aux longues stagnations et aux paisibles renoncements : l'opposition ne peut servir le pays qu'en refusant de faire la paix avec le vainqueur et de reconnaître le régime mussolinien. Elle est une école de dignité et son intransigeance, tout en ne la compromettant pas avec la décadence présente, tout en la préservant pour l'avenir, offre de façon désintéressée des modèles et améliore avec générosité le fascisme lui-même, ce coupable impossible à absoudre.

---

1. Titre de la revue de Prampolini\* à Reggio Emilia, repris pour le journal du PSU réformiste en 1922.

La normalisation constitue donc un pur problème interne pour le fascisme lui-même, une nouvelle fantaisie mussolinienne : nous sommes prêts à assister à ce spectacle aussi, mais qu'il reste entendu que nous ne nous disposons pas à accepter des règles provenant du camp ennemi.

Un aspect de la *normalisation* sera l'engagement pris par Mussolini de faire fonctionner le Parlement. On se demande s'il y parviendra.

Parmi les opposants, persiste l'illusion que la fin du fascisme doive venir de l'intérieur, et le bloc se déliter face aux difficultés concrètes. Pour nous, il est clair que Mussolini sortira triomphant de son expérience parlementaire. La majorité constitue un bloc aussi compact que riche en tendances multicolores et pauvre en idées.

Mussolini peut conduire où il veut, manœuvrer comme il lui plaît des hommes de la trempe de Salandra\*, Orlando\*, Dino Grandi\*, Bottai\*, Massimo Rocca\*, Giunta\*. Il n'y a pas lieu de croire que Farinacci\* même puisse lui procurer de sérieux soucis. La violence des *ras* lui est chère et nécessaire : il sait la doser ; et Orlando\* pourra lui servir à tout moment pour valider la réforme de Michelino<sup>1</sup> de son autorité de constitutionnaliste. Il faut se convaincre que les 356 députés de la majorité et les autres messieurs des listes *bis*<sup>2</sup>, si on excepte les représentants de l'oligarchie industrielle (assez ouvertement dominateurs) sont tous des fantoches totalement ridicules et impudents, des serpents charmés par le charlatan. Ils vont à Montecitorio pour obéir. Ils joueront les rôles assignés par le *Duce*. De ce côté, la normalisation est accomplie. Mussolini peut se délecter du spectacle des fracs et des livrées de la nouvelle Cour.

### *Examen des rebelles*

Hors de la majorité aimablement réduite à porter la livrée, le problème de la vie future de l'Italie tient à l'évaluation de la force d'âme des rebelles.

Nous ne devons pas nous cacher la crise de ce qui constitue aujourd'hui les seules oppositions sérieuses : les populaires et les partis

1. Michele Bianchi\*.

2. La liste formée autour de Giolitti\*, mais aussi celle des « démocrates-sociaux » et celle du parti populaire, concurrentes de la liste du fascisme, ou *listone*, mais sans être opposantes au gouvernement de Mussolini.

prolétariens (l'opposition constitutionnelle se réduit à un homme qui ne pourra avoir qu'un rôle démiurgique).

Le Parti populaire semble conserver de solides cadres, mais ses chefs ne sont pas faits pour les combats désespérés, de par leur instinct conservateur et leurs contacts avec le Vatican comme avec les milieux les plus réactionnaires. Il pourrait nourrir des ambitions quant à la succession du fascisme s'il avait le courage de renoncer à jouer au plus fin avec le *Duce* et ne se limitait pas à afficher une série de positions au parlement. Il devrait se convaincre qu'aujourd'hui, seuls les mussolinien peuvent accepter ce terrain-là. Pour des parlementaristes cohérents, l'assemblée de Mussolini n'est pas une Chambre, faute déjà, simplement, d'avoir été élue à la proportionnelle. Il faut refuser de la reconnaître, la dévaluer. Longinotti\*, Bresciani\*, Bertini\* ne demandent qu'à valoriser l'ordre établi et à négocier.

La tactique de l'opposition dépend donc des partis prolétariens, des républicains aux communistes : elle doit se concrétiser par l'obstruction au Parlement et par une école d'intransigeance dans le pays.

Notre proposition d'obstructionnisme est précise. Elle signifie ne pas reconnaître la validité de la Chambre actuelle. En attaquer les origines. Ne pas collaborer à son fonctionnement, fût-ce par la critique. L'homme le plus intelligent du socialisme italien (qui à vrai dire n'est ni homme ni italien)<sup>1</sup>, traduisait nos propos par la tactique suivante : pour la séance de validation des mandats, chaque parti délègue un orateur pour chaque circonscription pour démontrer pièces à l'appui l'illégalité du vote fasciste. La polémique sur l'illégalité n'a pas notre préférence : elle offre toutefois un premier mois de bataille parlementaire bien employé. Cette position de principe quant à l'incompatibilité doit perdurer dans tous les domaines de discussion, sans accorder de trêve au ministérialisme. On devra recourir à l'obstructionnisme fondé sur les règlements pour forcer la majorité à se démasquer en les modifiant. Si l'on obtient que Mussolini ne puisse plus jouer tranquillement au parlementariste, si on l'oblige à revenir à ses vieilles attitudes de provocateur, on aura obtenu la plus belle des victoires tactiques.

---

1. Anna Kuliscioff\*.

### *La crise du socialisme*

Tout le reste dépend du développement de la crise socialiste. Aujourd’hui, la désorganisation des trois partis est liée à la désorientation du prolétariat. Les polémiques entre *La Giustizia, Avanti !*<sup>1</sup> et *L’Unità*<sup>2</sup> révèlent la féroce sectaire et destructrice qui a toujours animé les chefs des extrémismes. Et elle constitue de ce fait un signe de vitalité, d’exigences plus profondes pour l’avenir. Le rêve d’un parti prolétarien unique, mis en ordre de bataille de façon disciplinée, apparaît certes séduisant et plaît aux amoureux des schémas ordonnés. Et tous jugent incontestable que si le prolétariat se bat en rangs serrés au moment où il est en butte à la réaction, il pourra au moins sauver ses positions les plus indispensables.

Si l’on est attaché de façon moins rigide à l’illusion d’un bloc unique, on peut penser que les maximalistes au moins représentent une création artificielle, devant disparaître au plus vite en choisissant entre les deux âmes du socialisme, gradualiste ou révolutionnaire.

Il serait cependant temps de s’apercevoir que ce langage a vieilli. Dans aucun pays, les mots d’ordre unitaires n’ont permis d’éviter la constitution de trois partis prolétariens. Ils correspondent aux voies et aux hypothèses s’offrant au choix des opprimés en quête de libération. Entre la démocratie de Turati et le bolchevisme orthodoxe de Bordiga\*, la critique de l’*Avanti !* inspirée d’un marxisme méfiant envers la Troisième internationale et révolutionnaire avec prudence, mais franchement classiste, apparaît comme utile et logique. Nous n’entendons en aucun cas cesser de nous défier de ce qu’a été la mentalité maximaliste, et nous comprenons les rancœurs dues à la déception, qui peuvent mener jusqu’à des accusations de trahison, mais il nous semble nécessaire de penser qu’aujourd’hui, ce parti représente le résultat d’un libre effort prolétarien, fort du sacrifice des humbles et non d’un régime de

---

1. Principal organe du PSI, fondé en 1896 avec à sa tête Bissolati\*, paraissant jusqu’en 1926 en Italie, puis en exil, avant de reparaître en Italie, d’abord clandestinement durant la seconde guerre mondiale.

2. Quotidien du parti communiste, publié de février 1924 à octobre 1926, puis clandestin et à périodicité variable de 1927 à 1939, reparu en diverses éditions y compris clandestines en 1943, avant de redevenir le quotidien du PCI.

subvention ou de contributions offertes par des classes ou des nations étrangères à la vie des plèbes italiennes.

En somme, la vraie crise n'est pas plus celle du maximalisme que des unitaires ou des communistes : elle frappe l'ensemble du socialisme qui, ces vingt dernières années, n'a pas réussi à renouveler sa classe dirigeante, et n'a pas trouvé – après la génération de Turati\* – un choix de chefs jeunes et préparés aux temps nouveaux.

Mais dans leur résistance au fascisme, les trois partis prolétariens ont donné une preuve de vitalité et de force, non de décadence. Leur concurrence les améliore, et même en demeurant personnelles de la façon la plus répugnante, les polémiques les poussent à des clarifications.

Certes, il s'agit d'une crise de croissance. Et il ne faut pas la regarder avec mépris, car les meilleurs y sont en train de se préparer et ils auront le droit de conduire la contre-offensive du prolétariat.

## LE ROI DES ANCIENS COMBATTANTS (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 3 JUIN 1924)

Après le discours de la Couronne, l'opposition a de manière définitive échoué dans sa tactique consistant à miser sur un conflit imaginaire entre Mussolini et la monarchie. La chemise noire l'a cédé au frac. Pour représenter la révolution fasciste en uniforme, il ne reste que le député Cesare Forni\*, mais il n'est pas dit qu'il ne doive pas lui aussi finir par s'habiller selon des modes moins futuristes. Au moment où les médaillés de guerre Ponzio di San Sebastiano\* et Rossi-Passavanti\* s'approchaient du carrosse de la souveraine pour le baise-main, la révolution des déclassés trouvait son ultime et passéiste « débouché » dans des habitudes de Cour, et les agitations de démobilisés se résolvaient à jamais dans l'urbanité lasse et béate des valets.

Son ton donne son importance au discours de la Couronne. Ça et là, à vrai dire, le style se ressent d'emphases dannunziennes et de mauvais goût futuriste ; mais dans l'exposition des propositions, il est cruellement giolittien. Il faudrait le comparer aux trois discours que Giolitti fit préparer en 1904, 1908 et 1913. Un regard confiant vers l'avenir : les problèmes ouvriers et la paix au premier plan. L'accent fort peu mis sur l'entérinement de la révolution fasciste, mais en compensation une très grande insistance sur la reconnaissance et

l'exaltation des anciens combattants en politique. Le tout considéré comme normal, dans le calme et la médiocrité. Le régime est stable : dans le cœur du roi, Mussolini a remplacé Giolitti\*. Un discours fasciste aurait été moins grave et moins définitif : au contraire, Mussolini devient invincible en se faisant le complice et l'héritier des méthodes de la monarchie socialiste<sup>1</sup>. La Couronne accepte le nouveau gouvernement en se contentant de la plus modeste des garanties, à savoir en s'en tenant à la modération traditionnelle de la dynastie, devenue de la médiocrité désormais, avec le temps. En retour, Mussolini présente son programme dans le cadre constitutionnel.

On trouve une preuve indiscutable de cet accord parfait en comparant le discours de la Couronne aux dernières manifestations de la pensée du président du Conseil. L'interview donnée au *Times*, les déclarations devant les ouvriers, les explications sur la milice ont trouvé dans les phrases du souverain une interprétation autorisée, une caution. Pour atteindre ce résultat, Mussolini a dû sacrifier ses invectives contre la liberté et se contenter de blâmer la licence, mais cet échange relève encore de la ruse du dompteur. De fait, en devenant proche de la Cour, la subversion des anciens combattants est devenue conservatrice. Mussolini a réussi à engager le souverain dans cette tentative de normalisation. Le mussolinisme a de façon définitive écrasé le constitutionnalisme. Pour rester antifasciste après le 24 mai, il faudra commencer par poser le préalable institutionnel.

Chez le dernier roi, la modération dynastique a voulu insister sur les problèmes du travail, ce qui confirmerait presque la cohérence d'un programme commencé avec Giolitti\* il y a vingt ans. Mais nous voulons faire remarquer le ton sur lequel cette insistance s'est exprimée. Il est facile de reconnaître la naïveté du petit bourgeois regardant les classes ouvrières avec des sentiments de paternelle philanthropie. Avec une ingénue satisfaction, on parle du *bureau* jouxtant l'*usine* et on n'oublie pas les techniciens à côté des classes laborieuses. En somme, les sympathies du régime vont bien à un système de production paternelle et organisée. Ainsi, l'allusion à la petite et à la moyenne propriété agricole devient aussi significative qu'un aveu en bonne et due forme ;

---

1. Allusion au livre de Prezzolini\* paru en 1913, et au giolittisme.

à cause moins des motivations économiques auxquelles on peut le rattacher, que de l'appel irénique à la mentalité de la propriété familiale qui en dérive.

Certes, dans ces préalables et ces flatteries, on constate la plus totale méconnaissance des masses ouvrières et des luttes démocratiques modernes. Si le discours du roi marque la consolidation de la parenthèse conservatrice inaugurée dans l'après-guerre avec le chômage et la lassitude des anciens combattants, il demeure cependant indéniable que les avant-gardes des couches ouvrières opposent à cet équilibre une résistance indomptée. Le mussolinisme s'adapte à ces équilibres en reprenant une situation typique du giolittisme, et le roi en reste assez satisfait pour en devenir complaisant même envers la milice nationale<sup>1</sup>.

Quelle que soit la façon dont Mussolini oriente son transformisme à l'avenir, il lui sera plutôt difficile de cacher sa franche âme de petit bourgeois et d'antisocialiste perdurant sous les solennelles professions d'affection pour le prolétariat. Le discours de la Couronne a été très habile, mais il a découvert son jeu. Le président du Conseil verra son pouvoir renforcé. À côté des chemises noires, se tourneront aussi vers lui les anciens combattants restés dans l'expectative, les jeunes conservateurs soucieux d'ordre et de travail avec au fond de l'âme ce subtil instinct réactionnaire et antisocialiste qui peut presque être considéré comme le secret de leur dignité bourgeoise.

Mais l'expérience giolittienne a pour toujours mis en garde le prolétariat et les *élites* des libres démocraties de demain. Ceux-là connaissent la stabilité actuelle du gouvernement mussolinien et ne tombent pas dans la pieuse illusion de pouvoir le liquider grâce aux petites dissensions internes du fascisme. En tous cas, ils demeurent sur leur réserve, ils ne plient pas. Ils ne collaboreront pas car ils travaillent pour une situation nouvelle, future, faite de dignité sociale et de sérieux en économie. Voilà le seul antifascisme concret et réaliste – aux antipodes de la génération des « anciens combattants ».

---

1. La MVSN, Milice volontaire pour la sécurité nationale, créée en janvier 1923, institutionnalise le squadisme, fait salarier ses hommes par l'État mais permet aussi, de ce fait, de les contrôler en les détachant de l'influence matérielle directe des chefs locaux et des commanditaires agrariens ou industriels.

*Ainsi, quand il dénonce la normalisation mussolinienne tout à fois comme un leurre et un danger, Gobetti retrouve sa condamnation du giolittisme, du transformisme, de tout ce qui bloque le jeu des oppositions politiques. Il s'en prend donc tout autant aux opposants qui lui semblent prêts à collaborer avec le fascisme. Au premier rang de ceux-ci, il place Ivanoe Bonomi\*, président du Conseil de l'été 1921 au début 1922.*

## LA PHILOSOPHIE D'UN FASCISTE MANQUÉ (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 22 JANVIER 1924)

I – Une *Ligue démocratique* est née, à Rome, près de Montecitorio, après la clôture de la session parlementaire. Les malins lui font représenter la tentative de Bonomi\* pour se sauver aux prochaines élections. Comme s'est fait organe de la nouvelle Ligue le journal romain *L'Azione*, hebdomadaire de politique et de théâtre et fort largement anthologie d'écrits déjà publiés ailleurs, d'autres parlent carrément du prolongement d'une entreprise journalistique. Ces malignités méritent le mépris : connaissant la noblesse d'âme et surtout la candeur de Quadrotta\*, on a confiance en sa nature, inapte à toute bonne affaire.

Non. La *Ligue démocratique* de Bonomi\* et de Quadrotta\* « veut regrouper des énergies intellectuelles et pratiques nées dans le pays ». Elle représente « quelque chose comme un mouvement d'idées, un courant de pensée ». Et nous sommes injustes de regretter que le fascisme ne nous ait pas au moins débarrassés de Bonomi\* et des autres politiciens. Nous n'avions pas vu l'étoffe de théoricien de ce président du Conseil déchu, collaborateur raté de Mussolini. Cyniques et cruels, nous constatons que d'octobre 1922 à juillet 1923 il n'avait pas dit un mot contre le fascisme ; nous poussions la malignité à le croire à l'affût du moment et de la manière d'offrir aux nouveaux maîtres une collaboration qu'ils avaient jusque-là refusée. Et nous le considérons avec bienveillance comme leur père putatif du fait de ses mérites, accumulés entre le 6 juillet 1921 et le 26 février 1922. Il apparaît au contraire qu'il étudiait dans la solitude *quelque chose comme un mouvement d'idées*. Sans en être responsables, nous voici contraints d'élever le niveau du débat et de discourir d'*idées* sur un sujet que nous croyons réservé à l'ironie. Mais c'est ainsi, depuis la révolution fasciste, actualiste et dynamique, même les histrions se sont faits philosophes.

II – Le programme de Bonomi\* commence ainsi : « La Démocratie se souvient d'avoir voulu l'intervention italienne dans la grande guerre non seulement pour réaliser l'unité de la Patrie, mais aussi pour défaire la conception impériale des États militaristes menaçant les démocraties occidentales. » C'est là toute la philosophie de l'Histoire d'I. Bonomi\*, auteur des *Vie nuove del socialismo* [« Voies nouvelles du socialisme »], ministre de la Guerre sous Giolitti\*, partisan de l'intervention dans une guerre qui devait durer trois mois.

I. Bonomi\* oublie donc que lors de la guerre, la classe militariste allemande se trouvait en plein processus de décadence, et il ne comprend pas qu'il serait temps d'en finir avec les plus ridicules des lieux communs de l'interventionnisme socialiste et mussolinien.

L'Allemagne qui combattit contre nous était l'Allemagne démocratique. Avec une démocratie bien plus affinée et plus mûre que celle de Bonomi\*. Et on ne peut pas déterminer les raisons et les causes du conflit d'une façon aussi tendancieuse et aussi philistine : osera-t-on distinguer le monde des innocents et celui des coupables ? Chez Bonomi\*, la philosophie de l'Histoire participe de la mentalité factieuse des partisans d'un procès contre Guillaume II. N'est-il pas temps, au contraire, de faire notre *mea culpa* ? Tous coupables, tous responsables ! Avant la guerre, Bonomi\* n'a-t-il pas fondé le Parti réformiste et contribué, en affaiblissant le socialisme, à déchaîner les forces aveugles du nationalisme rhétorique et infantile ?

Et voilà que la démocratie, telle qu'il la conçoit, prêche et promeut la pire des tactiques impérialistes et bellicistes en justifiant l'intervention armée dans les affaires intérieures d'un état s'il s'agit d'y combattre les classes dirigeantes militaires. Exactement la tactique symétrique de celle des *junkers* déchus !

III – « Elle (la démocratie) se souvient aussi d'avoir gardé confiance dans le sentiment et la pratique de la liberté lors des troubles de l'après-guerre, face aux égarements de foules trompées, en combattant toute dictature de classe, de parti ou de faction et en répudiant tout appel à la violence. »

Voilà le fasciste raté désireux de faire reconnaître ses mérites dans la lutte antibolchevik ! En attendant, il souligne que sa démocratie ne fait aucune différence entre la période de violences ouvrières et celle

des chemises noires ; il ne distingue pas entre bolchevisme et fascisme, selon la thèse officieuse qui a les préférences de Mussolini.

Certes, la démocratie de Bonomi\* est celle, candide et évangélique, de l'homme naturellement bon : la Révolution française n'a servi à rien ; et il serait trop subtil de distinguer entre la violence où se concrétise une idée, où triomphe une revendication, et la révolte d'une bande de démobilisés au chômage. Il met sur le même plan la révolution et la matraque.

IV – Telles sont, énoncées aujourd'hui, la philosophie et l'histoire démocratiques. En pratique, la Ligue se propose « dans le domaine de la politique internationale de combattre pour les solutions pouvant redonner tranquillité et continuité à la grande œuvre de reconstruction à laquelle les peuples, sans exclusive, doivent collaborer dans un esprit de *sincère* pacification ». On y voit un wilsonnisme tout à l'honneur de celui qui sacrifia solemnellement en 1919 tout son wilsonnisme et toute sa fidèle amitié envers Bissolati\* pour prendre la dure et désintéressée responsabilité du ministère des Travaux publics. La pacification doit être *sincère* : on accepte les examens de conscience sans toutes les formes coercitives permettant de vérifier cette sincérité !

Avec ces prémisses, la Ligue démocratique et *L'Azione* (dont en 1919 le correspondant à Fiume était le nationaliste N. Fancello\*) se déclareront partisans de la *politique de reconstruction*, et d'autant plus orthodoxes qu'ils exigeront plus de sincérité. Comment, hélas, faire comprendre qu'ici, cette dernière n'a aucune importance et que le sens de la politique de reconstruction découle d'une nécessité européenne s'imposant à toutes les volontés individuelles et se passant d'examens de conscience ? De fait, Bonomi\* a choisi comme ministre des Affaires étrangères l'incarnation de la *Real-politik* : le marquis Pinocchio, le diplomate Della Torretta\* !

V – Il faut espérer l'ancien président du Conseil plus heureux dans les questions de politique intérieure.

« Dans le domaine social, défendre le droit de toutes les classes et toutes les catégories à la liberté d'organisation syndicale, celle-ci, même dans sa pleine autonomie, devant apprendre à reconnaître les limites de sa propre action dans le droit égal des autres organisations comme dans la solidarité et la prospérité de la Nation. »

Justice sociale ! Hélas ! Reconnaître les limites de sa propre action dans celle des autres ; l'initiative et le débat seuls juges et seuls maîtres autorisés. On peut améliorer les conflits de classe : ainsi, en Angleterre, ils se déroulent sur un plan différent d'en Italie. Mais on a là une question de style et celui-ci ne s'enseigne pas : il se conquiert dans les expériences de 1919 et 1920, si détestables pour nos *démocrates*. Or voilà le problème, selon ceux de *L'Azione*, un héroïque bon sens leur confère la tâche de correcteurs suprêmes et de modérateurs éclairés du combat politique. Leurs sympathies syndicales ? Nous avons vu à l'œuvre Beneduce\*, ministre du Travail ! L'idéal du socialiste Bonomi\* : éduquer les organisations prolétariennes, leur apprendre à sacrifier leur liberté sur l'autel de la patrie !

« Dans le domaine spirituel, valoriser le sentiment de la Patrie et du sacrifice, héritage moral majeur de la grande guerre, en éduquant le peuple aux sentiments de la solidarité et du devoir par une orientation sage et pondérée de l'école. »

### Éduquer, éduquer !

Chez un socialiste du siècle passé, cette peur de passer pour anti-patriote est légitime. Le national-fascisme a bien appris quelque chose à Bonomi\* : on doutera au contraire qu'il ait jamais rien compris au marxisme, quand nous le voyons exalter la patrie dans un style tout à fait garibaldien. Si la *démocratie* prétend se distinguer des autres partis en valorisant le sentiment de la patrie, ne sommes-nous pas devant une prétention au monopole semblable à celle du fascisme ? Comme si, en politique, il s'agissait de patrie et non pas, au contraire, d'État ; comme si l'État lui-même n'était pas précisément le fondement et la fin de tous les partis, *nationaux* ou *antinationaux*, *démocrates* ou *absolutistes*.

Pas d'État ; seule existe la patrie et tous la retrouvent à l'École comme une bonne mère et une sage patronne. Nous donnons à Bonomi\* acte de sa franchise. Pour lui, comme pour les jésuites, l'école doit avoir un but : elle doit éduquer à la *solidarité* et au *devoir* ; dans ce but, comment penser encore à la liberté des consciences ? Tous les moyens adaptés seront pour cela même sanctifiés. La *démocratie* de Bonomi\* ne ressemble-t-elle pas de façon extraordinaire aux théocraties paternelles ? Il en va ainsi quand on entend fixer à l'école des tâches allant au-delà de la sienne : mettre des cerveaux à côté d'autres cerveaux, des gens en face de gens, leur proposer des exercices, imposer des travaux et faire apparaître des difficultés. L'école éduque l'anarchiste

et le monarchiste, l'homme doté du sens de la solidarité et celui qui en est dépourvu ; à l'école on n'enseigne pas de *devoirs*, on en fait même la critique et on place l'intelligence au-dessus de la croyance. Mais les démocrates ont la vérité dans leur poche ; ils veulent tenir le pouvoir pour dicter des excommunications, et l'école pour éduquer les têtes dociles de leurs sujets.

VI – Dernière tâche : « Dans le domaine politique, défendre les institutions représentatives et toutes les libertés garanties par notre constitution (libertés de presse, de réunion, d'association) qui sont le préalable nécessaire de tout régime démocratique où le gouvernement est créé, contrôlé, modifié par la libre volonté des citoyens, et non par la contrainte de forces en armes. »

I. Bonomi fut réactionnaire au sein du Parti socialiste quand il chercha à en freiner la combativité par son réformisme conservateur. Il fut réactionnaire en 1919, au moment où Bissolati\* en partait, quand il accepta de faire cause commune avec un ministère nationaliste, complice de Clemenceau à Versailles. Il fut réactionnaire en 1921 quand il protégea la furie fasciste contre les dernières résistances opposées à la terreur blanche par ses anciens compagnons, trahis une décennie plus tôt.

Aujourd'hui, I. Bonomi\*, démocrate, veut revenir aux *antiques* conceptions de la saine démocratie. Le subversif, le rédacteur en chef de l'*Avanti !*, lance le mot d'ordre : *défendre la Constitution* ! Nous ferons remarquer sans malignité un petit oubli : notre constitution n'est pas démocratique mais albertienne. Elle remonte à 1848. On est vraiment dans un cas où il ne s'agit pas de défendre, mais de créer. Qu'arrivera-t-il au constitutionalisme conservateur chez nos néo-démocrates ? Comment se régleront-ils en voyant dans leur main, épingle, l'arme si implacable avec laquelle ils voulaient persécuter Michele Bianchi\* ? Il s'agit bien de la Constitution ! Sonnino\* pouvait l'invoquer contre les subversifs ! Le socialiste a bien appris les méthodes de l'Anglais<sup>1</sup>.

Voilà ce qu'enfanta laborieusement le cerveau de son excellence Bonomi, ancien président du Conseil, ancien subversif et ancien réformiste, après quatorze mois de solitude, d'abstinence, de silence

---

1. Sidney Sonnino\*, dont la mère était anglaise.

à peine interrompus par la fugace apparition estivale d'un rapport proportionnaliste.

Ce n'est donc pas notre malignité, mais notre seul optimisme naïf qui nous poussait à croire que durant tous ces mois, il cherchait le moment et la manière d'offrir aux nouveaux maîtres sa collaboration jusque-là repoussée. Pour être francs, notre candeur a été déçue. I. Bonomi a non seulement la mentalité, mais aussi l'impuissance du fasciste raté.

### GUERRE AUX APOLITIQUES (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 4 MARS 1924)

[...] Identifier le libéralisme à la tolérance et à la technique problémiste revient à ne rien y comprendre. La tolérance libérale est une question d'éducation ayant un sens dans les nations civilisées. Dans un pays n'en relevant pas, aux mœurs africaines, comme l'Italie où les gouvernements, selon qu'ils ont plus ou moins confiance en eux-mêmes, tendent à devenir sans délai des dompteurs et à traiter les gouvernés comme des fauves affamés à domestiquer, seule la plus inexorable des intolérances peut défendre la tolérance. Si l'on suppose, sans l'admettre, la possibilité d'avoir en politique une attitude de purs dialecticiens et techniciens, il est évident que même Prezzolini\*, Missiroli\* et Petrini\* devront défendre l'intelligence et la dignité bec et ongles, avec une féroce oubliée et préhistorique, sauf à vouloir se confondre avec la palingénésie totalitaire des courtisans.

Tous hommes politiques, tous combattants. Ou à la cour des nouveaux maîtres ou dans l'opposition. L'entre-deux ne relève pas de l'indépendance, mais du désintérêt. Les critiques plaisent au régime. Il ne demande aux citoyens que d'abdiquer leur dignité et leurs droits politiques : en Italie, un seul homme pense à tout, les autres doivent travailler et admirer, ou s'amuser dans les kermesses, ou s'enfermer en bibliothèque.

Face à ce programme, on ne saurait non plus faire de la littérature sans combattre : l'absent lors de l'appel perd tout droit politique. Du reste, même dans cette situation de corps à corps, la supériorité dans l'éducation permettra toujours de distinguer notre intransigeance politique de la politcaille des trafiquants.

Nous préparons une classe politique plus cultivée, une meilleure conscience des problèmes politiques, nous travaillons pour l'avenir, un avenir assuré où notre réalisme aura un sens et sera à l'unisson de toute la politique italienne. Mais ce ne sont là que blagues, alibis de déserteurs, lâches hypocrisies cachées sous l'étiquette de l'apolitisme. Aucune *préparation* n'est pas déjà combat actuel, on ne peut imaginer un présent d'études et un avenir d'action. Si l'on ne se raidit pas *dans une opposition perpétuelle et stérile*, on n'a pas le droit de penser aux combats politiques de demain. On renonce à en assurer aujourd'hui la possibilité. Nous aussi, nous disons avec Petrini\* : *Ce n'est pas encore notre Italie*. Mais seulement parce que la *nôtre* existe déjà en nous et que nous l'opposons *aujourd'hui* à celle de Mussolini. Opposition sans illusions et sans optimisme : mais celui qui est sceptique d'une autre façon, en professant son apolitisme, est non seulement un littéraire ou un rhéteur, mais aussi un déserteur, complice du régime. Bien entendu, cette accusation ne s'adresse pas à notre ami Petrini : il se définit comme sceptique après de clairs préalables d'opposant ; notre discours veut concerner toute une maladie italienne, et à bon entendeur, salut.

### LES OPPOSITIONS ET NOUS (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 22 AVRIL 1924)

Dès à présent, il faut faire un relevé historique précis de la nature et de la genèse des oppositions au fascisme.

Face à la marche sur Rome, deux antifascismes au moins naquirent tout de suite. Le premier relevait de la résistance des vaincus du coup d'État : pour être clair, l'antifascisme des fascistes déçus et celui des vieux démocrates et libéraux, anciens ministres ou ministériels de l'après-guerre.

Ces opposants avaient une position purement parlementaire. Ils n'éprouvaient pas une répugnance spontanée envers les vainqueurs, se sentaient absolument étrangers à l'idée de travailler pour une autre génération, éprouvaient surtout de la colère et du dépit devant l'échec de leurs calculs : le pouvoir leur échappait. C'était un état d'esprit général, partagé même par Salandra et par Giolitti.

Il ne s'agissait pas d'opposants, mais d'égarés. Aucun ne se rendait compte de la situation historique qui venait de déboucher dans le

fascisme. Ils croyaient se trouver face à un phénomène passager, susceptible d'être vaincu par la ruse, face auquel il était opportun de négocier, de collaborer, de poser les préalables d'une négociation.

Un des chefs de l'opposition, courtisé par Mussolini pour qu'il se décide à la conciliation, fit répondre ceci : que l'on dissolve la milice nationale et rétablisse la légalité, ensuite nous pourrons traiter, collaborer, et même nous sacrifier. Une réponse d'un parfait mussolinisme. En effet, la critique des journaux et des hommes que notre [Mario] Ferrara\* défend était entièrement technique, une collaboration pratique s'efforçant de déterminer un programme pour que Mussolini doive ensuite l'accepter en acceptant aussi les hommes un moment bannis.

Aucun des prétendus démocrates et libéraux n'avait compris que Mussolini ne pouvait être lié par des programmes, trahirait tous les accords et dominerait toutes les compétitions sur le terrain de la ruse ; qu'il fallait le démasquer avec une intransigeance féroce en préparant par l'exemple une situation historique où la lutte politique effective rendrait impossible les habitudes de paternalisme et les dictatures ploutocratiques masquées en dictatures personnelles.

Tel était le vrai antifascisme, la vraie politique d'opposition. Mais nul ne nous contredira si nous affirmons que seule *La Rivoluzione liberale* sut se placer dès le début sur ce terrain. Les premiers mois, il n'y eut aucune autre opposition aussi désespérée et inexorable face au régime et à Mussolini. Nous combattions ce dernier comme corrupteur plus que comme tyran ; le fascisme comme tutelle paternelle plus que comme dictature ; nous n'insistions pas sur les lamentations sur le manque de liberté et les violences, mais tournions notre polémique contre les Italiens qui ne résistaient pas et se laissaient domestiquer. Nous présentâmes un diagnostic de l'immaturité économique italienne accompagnant et déterminant l'immaturité du combat politique et le manque de dignité individuelle.

Si nos thèmes, considérés par la plupart comme paradoxaux, sont devenus désormais des lieux communs, si *La Rivoluzione liberale*, qui ne voulait être qu'une petite revue clandestine de pensée, se trouve maintenant lue et discutée par les oppositions libérales et démocrates, notre seule faute réside dans le fait de les avoir élaborés et répétés *ad nauseam*.

Il est donc vrai que maints libéraux et démocrates à l'ancienne en sont venus à introduire dans leurs habitudes et leurs schémas anciens quelques-unes des nouvelles idées de la révolution libérale évoquées par Ferrara.

De fait, s'ils invoquaient auparavant la *liberté* pour pouvoir practiser et jouer Mussolini d'astuce, ils ont fini par voir, au-dessus de cette *liberté-méthode*, la liberté comme valeur absolue, dignité humaine et principe de la lutte politique comme de la formation des partis.

Rester méfiant, comme disait Caramella\*, envers ces nouveaux convertis est en tous points légitime. Et surtout cohérent avec nos prémisses, si l'on pense bien que notre antifascisme a toujours refusé les petites considérations tactiques, les petits jeux personnels. Si le fascisme résulte d'une crise historique, il faut maintenir la nécessité d'une critique et d'un choix parmi les antifascistes eux-mêmes. Nous refusons de faire cause commune avec tous les ennemis du régime et ne pensons le vaincre ni par des coalitions ni par des crises ministérielles, mais en supprimant les racines d'où il est né.

Même si notre déclaration peut être mal comprise, nous soulignons que chez Mussolini, nous combattons, démesurément agrandi, le vice historique qui rendit possible en Italie les phénomènes Depretis\* et Giolitti\*.

Certes, les vieux libéraux et démocrates ne peuvent accepter ce langage dans son entier. Ceux-mêmes qui ont refusé de façon jeune et admirable tout accord et toute complicité avec le fascisme, doivent définir leur actuelle résistance comme une liquidation et une condamnation de leur propre passé ministériel et transformiste. Sans cet examen de conscience, nous ne pourrions les accepter comme des camarades dans notre lutte révolutionnaire. Il ne saurait s'agir de défendre un passé, ni de regretter une position perdue. Ni de seriner de vieilles chansons.

Le fascisme a eu au moins ce mérite : offrir la synthèse, poussée dans ses ultimes conséquences, des maladies historiques de l'Italie : rhétorique, esprit courtisan, démagogie, transformisme. Le combattre signifie refaire notre formation spirituelle, travailler pour les nouvelles *élites* et la nouvelle révolution. Il constitue l'héritier légitime de la démocratie italienne éternellement ministérielle et conciliatrice, craignant les libres initiatives populaires, oligarchique, parasitaire et

paternaliste : Orlando\* et De Nicola\* figuraient de plein droit dans le *listone*, en parfait accord spirituel avec lui.

Quand l'opposition parle de démocratie et de libéralisme, elle doit savoir qu'elle travaille pour l'avenir, contre le courant, que le fascisme est le gouvernement mérité par l'Italie des sans-emploi et des parasites, encore si éloignée des formes modernes de coexistence, démocratique et libérale, et que le combattre nécessite de travailler à une révolution intégrale, de l'économie comme des consciences.

## DÉMOCRATIE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 13 MAI 1924)

### *Portrait de l'intelligence servile*

Le fascisme a vaincu les démocrates italiens sans combattre. On ne peut les insulter de façon plus grave qu'avec une certaine terminologie prévalant ces dernières années, énumérant et classant démocrates philofascistes et fascistes démocrates. Que l'air ne vibre pas de répugnance face à de tels accouplements semble légitimer une condamnation sans appel. La démocratie italienne n'a pas eu d'hommes capables de travailler avec sérieux.

Comme elle a accepté Giolitti\*, elle supporterait Mussolini et même un gouvernement de l'État-Major. Elle combat le fascisme pour défendre sa vieille politique des coalitions, pour se réserver la possibilité d'un accord avec le gouvernement mussolinien. Cette thèse, la nôtre, a fait scandale : mais le fait même que les préalables des démocrates se cantonnent à la liberté et à la milice nationale prouve une disposition à transiger dans certaines limites d'espace et de temps.

Il semble démocratique de domestiquer le fascisme. La première tactique fut d'opposer les révisionnistes aux *ras*, les mussoliniens aux fascistes. On imagine maintenant que le fascisme devrait se sentir prisonnier de sa majorité, de sa légalité.

L'ingénieur Rignano\* a écrit un livre pour indiquer le nouveau programme, contenu tout entier dans son titre : *Democrazia e fascismo* [« Démocratie et fascisme »]. Voilà un livre qui sera populaire. L'auteur adresse aux fascistes une petite leçon bien élevée : qui sait si les pères bercés d'illusions ne l'écouteront pas à la place des fils occupés à s'amuser. Son bon sens est si limpide, son objectivité si claire et si satisfaite d'elle-même, sa culture internationale si sérieuse et si convaincante :

cette pédagogie démocratique plaira aux Italiens domestiqués. Au fond de leur cœur, comme lui, tous les Italiens sont fascistes et démocrates. Le fascisme existe, valorisons-le, tempérons-en l'agitation en envoyant des députés fascistes au Parlement. Ainsi se légalisent les révolutions ; les fascistes se font démocrates.

Les Italiens ont déjà accepté ces conclusions comme une solution convenant à leur courtisanerie innée : Rignano\* au contraire y arrive en suivant la voie royale de son optimisme puritain. On peut cependant craindre qu'il applique des procédures anglaises d'enquête et de jugement à un phénomène totalement impossible en Angleterre. Il cite Stuart Mill\*; il se déclare positiviste et partisan de la méthode expérimentale ; c'est un protestant sans religion, un philosophe de la biologie. Il ne se croirait pas assez positiviste s'il ne rendait lui aussi aux mérites de Mussolini son hommage d'homme raisonnable. Son objectivité enseigne ceci : tant de raison d'un côté, tant de l'autre. Il ne peut imaginer que lorsque aucune raison n'existe d'un côté, le jugement de Salomon devient absolument partial. Il se place au-dessus de la mêlée, serein, désintéressé, apolitique, et il ne se rend pas compte que les apolitiques ont toujours tort : leur apolitisme est partisan ; ils défendent l'ordre établi, constituent une force inerte pesant en faveur du régime, des intérêts conservateurs ; les gouvernements réactionnaires ont toujours apprécié la merveilleuse utilité de la catégorie des apolitiques. Aujourd'hui, la majorité des Italiens est ainsi : hommes qui par scrupule d'objectivité ne veulent pas aller à contre-courant, disposés à faire la paix avec le régime pour ne pas troubler la concorde et l'ordre national. Ils demandent à Mussolini la liberté de pouvoir travailler avec lui comme ils ont travaillé avec Giolitti\*. Ils le remercient de les avoir libérés du bolchevisme, de leur avoir offert un ordre, une hiérarchie. C'est une opposition qui demande la liberté de servir.

Mussolini flatte ces gens désintéressés, apprécie leur apolitisme. Que les sujets soient des sujets, les savants, des savants, et la politique, la chose des gouvernants.

### *L'équivoque des modérés*

Les théories des démocrates modérés comme E. Rignano sont appréciables : elles nous trouvent prêts à avouer que Stuart Mill\*, Taine et même Spencer\* et Comte ont été oubliés à tort. Mais leur histoire ne

nous plaît pas. On étudie et on réétudie et on trouve en dessous le réactionnaire, l'intellectuel déçu.

La démocratie de Rignano\* est celle des positivistes : une idée statique d'harmonie sociale ; conçue selon des analogies biologiques ; avec le présupposé d'une évolution graduelle à accepter paisiblement ; une démocratie *accomplie* quand la nôtre reste encore à *accomplir*

Il parle d'un « processus naturel évolutif, irrésistible et fatal », d'une « tendance de la part d'un nombre toujours plus grand de composantes de la société à reprendre leur liberté de pensée et d'action, offerte par la nature, dès qu'ils le peuvent, et dans la mesure où le permettent les conditions de la société elle-même, représentées par le degré de solidarité sociale atteint, et en conséquence à accéder à la société même, non par obligation extérieure, mais par acceptation et approbation libres... » Derrière cette philosophie spencérienne de la solidarité se cache une équivoque : la même que dans la liberté-autorité de Gentile\* ! Si l'on n'accepte pas le matérialisme historique, nous aurons un *tuteur* pour juger des *degrés de solidarité sociale*.

Rignano\* exalte les avantages de la liberté, grâce à laquelle les intérêts s'expriment, les erreurs se corrigent par la critique réciproque, l'individu acquiert sa dignité, le niveau de la vie sociale s'élève. Mais quand il traite du dilemme entre liberté et solidarité, ses nostalgies vont à l'ancien régime. La liberté se trouve sacrifiée à l'autorité et à l'ordre. Positivisme gentillien !

La démocratie italienne n'est jamais parvenue à résoudre cette difficulté : l'impréparation a toujours favorisé les préjugés du conservateur et du modéré sommeillant sous le démocrate. Mais il n'y a pas de vrai démocrate tant que dure cette peur de l'anarchie, cette paresse hostile aux solutions extrêmes.

### *Le marxisme contre « l'éducation populaire »*

Pour vaincre l'obsession de l'anarchie, il faut accepter le mythe de la lutte des classes. Les démocrates italiens ont au contraire juré à Marx la haine la plus implacable. Ils conçoivent la société comme harmonie, pas comme opposition. La démocratie est en danger si « une classe donnée, forte de nombreux adhérents, de son organisation et de sa conscience collective, de sa grande importance dans l'économie nationale, perd, à la suite de doctrines erronées divulguées et acceptées même de bonne foi en son sein, le sens de la solidarité sociale la liant à tout le reste de

la société, et menace de dissoudre la société en élevant ses propres antagonismes de classe au-dessus de l'intérêt général qui est pourtant son propre intérêt suprême ». La démocratie des modérés suggère un remède : la culture populaire. Il faudrait éduquer, enseigner la solidarité dans les bibliothèques et les universités populaires. Les bibliothèques ou la matraque : la démocratie de Rignano\* ne semble pas beaucoup plus libérale ni plus capable de comprendre l'histoire que le fascisme, et dans les deux se retrouve la peur de la politique. Mussolini a tort de ne pas le nommer sénateur.

Rignano\* a travaillé pour le fascisme comme toute la moyenne bourgeoisie italienne, avec sa haine effrénée et irrésistible envers le marxisme. L'ordre donné par Marx de rester chacun à sa place, ses invectives contre les faibles qui veulent une vie sociale pacifique, irénique, apparaissaient comme trop âpres et trop inactuelles pour notre peuple habitué à arrondir les angles, à dépasser les intransigeances, à concilier l'inconciliable. Opposer Mazzini\* à Marx restait dans les instincts de la race et, chez les socialistes unitaires mêmes, les plus vieux gardiens de l'évangile des ouvriers ont fini par s'y adapter.

La question concerne moins la théorie que la mentalité nationale. L'habitude d'attribuer aux défauts de l'âme populaire les faiblesses des états ne doit pas faire oublier les fautes des faux intellectuels. Au contraire, la séparation si vive chez nous entre peuple et intellectuels constitue la plus éclatante preuve de notre impuissance démocratique.

L'individualisme italien n'a pas confiance en lui-même ; il n'a pas le courage des affirmations extrêmes ; dans la conscience de chacun, semble fermenter le cauchemar d'une tradition de subversion et d'agitation factieuse. Aussi croit-on chaque jour que l'ordre pourrait être menacé. Les gens comme il faut, qui ont étudié l'histoire médiévale dans les manuels scolaires, sont par nature, avec leurs illusions sur le progrès, ennemis de toute nouveauté imprévue, ou de toute arrivée dans la réalité de forces nouvelles : derrière l'orgueil national, ils craignent en secret le désespoir de la race, craignent que soit compromise cette fiction d'existence sérieuse et tranquille, façonnée dans l'hypocrisie de la vie unitaire. D'où la haine entre intellectuels et peuple. Ceux-là tendent à se distinguer, à séparer leurs responsabilités par l'apolitisme : satisfaits de prêcher la solidarité comme on prêcherait l'obéissance aux esclaves, et préoccupés de faire lire un catéchisme aux autres.

Nous avons expliqué à plusieurs reprises les raisons économiques de cette mentalité. Le paupérisme italien justifie la subversion plébéienne et l'équilibrisme philistin et courtisan des élites.

Voilà les conditions à dépasser. Une démocratie réelle doit donc naître sur le terrain historique du marxisme, et les démocrates italiens tempétant contre Marx sur les traces du brave Colajanni\* sont de parfaits réactionnaires. La culture populaire est une stupidité hors de la lutte politique ; il n'y a pas de culture hors de l'initiative, de la conquête, de l'exercice direct. Que le peuple lise, qu'il aime Mazzini\*, cela peut intéresser les dilettantes à la recherche de nouvelles formes de philanthropie. Mais de façon claire, cette forme de philanthropie facile est aussi, parmi bien d'autres, la marque d'une âme réactionnaire.

Le sentiment de la solidarité sociale ne peut venir que de l'exercice des droits individuels se limitant de façon naturelle en se rencontrant. Prêcher la solidarité dans l'abstrait revient à être prêt à devenir un esclave de Cour : il n'existe pas d'ordre donné de façon presque biologique, mais l'ordre comme autonomie, et la seule éducation possible réside dans l'exercice de l'intransigeance et dans la participation active à la vie politique.

La démocratie naîtra en Italie comme conséquence de la maturation capitaliste et de la lutte des partis politiques. Aujourd'hui, peuvent travailler à la préparer les partis qui combattent sans trêve pour enterrer le fascisme.

*L'intransigeance absolue, déjà exprimée à un mois de la marche sur Rome, se manifeste lors de la préparation des élections de 1924. Comme elles sont perdues d'avance pour l'opposition, il rêve d'un refus d'y participer, constate son impossibilité, s'indigne des projets de syndicat de sortants, et conclut à une victoire des « normalisateurs », sans pouvoir prévoir ni l'assassinat de Matteotti\*, ni ses conséquences.*

#### QUESTIONS DE TACTIQUE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 23 NOVEMBRE 1922)

Notre opposition au fascisme n'est pas l'agitation inquiète d'esprits neurasthéniques ou émotionnellement efféminés. Nous pouvons considérer les choses avec sérénité et méditer sur un problème tactique.

Notre opposition porte sur la façon d'être, et ne ressent même pas le besoin de discuter le discours de Mussolini<sup>1</sup>. Le problème touche quelque chose de plus profond que le coup d'État et la crise ministérielle. Nous ne nous battons pas de façon spécifique contre ce ministère, mais contre *l'autre Italie*. Nous savons devoir travailler à long terme. Députés, nous démissionnerions. Nous nous recueillerions dans le silence. Si nous pouvons continuer à nous exprimer, c'est seulement que nous parlons à un public intelligent, entre amis, et qu'on ne saurait se méprendre sur nos propos ni nous attribuer de faux buts.

Nous en sommes certains, Mussolini ne tombera pas trop vite, son expérience parcourra toute sa parabole. Et nous le souhaitons. Nous n'approuvons pas, nous haïssons avec fermeté les oppositions esquissées avec timidité dans le domaine parlementaire. Les socialistes combattent Mussolini pour voir dans quelques mois Baldesi\* au ministère et pouvoir rivaliser avec les coopératives fascistes dans la course aux subventions d'État et aux concessions de travaux publics. Les démocrates réagiront au nom des vieilles clientèles, des vieilles méthodes giolitiennes ; par toutes sortes de transactions, ils chercheront à empêcher les clarifications et les responsabilités tranchées.

Nous serons impitoyables envers ces survivances parasitaires, même si Mussolini devait tirer avantage de notre attitude. Nous voulons que son expérience aille au bout de sa logique intransigeante. Qu'il ne puisse trouver d'alibi, ni charger autrui de la responsabilité de son échec. À notre opposition silencieuse, le gouvernement ne pourra reprocher les conséquences de ses fautes.

Nous avons confiance en Mussolini et en ses collaborateurs. Nous avons voulu l'affirmer avec netteté. À chacun son rôle. Nous aurions préféré éviter cette expérience désastreuse à l'Italie, pays pauvre et immature. Mais maintenant, on ne saurait revenir en arrière et nous voulons en tirer tous les avantages possibles pour l'éducation du pays.

---

1. Dans son premier discours à l'assemblée comme président du Conseil, le 16 novembre, Mussolini parle d'un « acte de déférence formelle », relie la marche sur Rome aux manifestations de mai 1915 pour l'entrée en guerre, affirme « que la révolution a ses droits » mais qu'il s'est « imposé des limites » alors qu'il pouvait « faire de cette salle sourde et grise un bivouac de manipules », « fermer le parlement et constituer un gouvernement exclusivement de fascistes », mais ne l'a pas voulu « au moins dans ce premier temps ».

Si le peuple n'est pas éduqué et n'a pas le sens de la liberté, même Mussolini peut être utile, non en assainissant le budget (cela nécessiterait d'autres hommes) mais en enseignant par la pratique ce qu'est la tyrannie à ceux qui ne le savaient que par les livres. La réaction douce de ces jours-ci s'aggravera : la dictature deviendra une dictature ; nous voulons des élections avec des matraqueurs, non seulement dans les Pouilles, mais à Turin et à Milan. Nous ne voulons pas que l'expérience Mussolini prolonge le réformisme giolittien. Le pays a besoin d'être mis à l'épreuve. S'il est digne de la liberté, il la conquéra même s'il faut cinq ans de dictature. Le fascisme ne doit adopter aucun déguisement démocratique ; il ne doit pas aboutir seulement à doubler les clientèles et à marquer un moment de palingénésie pour la petite bourgeoisie

Notre opposition est si intransigeante que nous refusons d'examiner les programmes et de collaborer par la critique. Combattre Mussolini pour le remplacer dans six mois par Nitti\*, Cocco-Ortu\*, Orlando\* ou Giolitti\*, non, non et non. Nos oppositions sont intégrales : même si nous ne sommes pas prophètes, nous restons des historiens, au-dessus de la chronique, car nous travaillons pour l'avenir, pour une autre révolution.

### LES ÉLECTIONS (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 12 FÉVRIER 1924)

Un moment seulement, quand les ambitions fascistes semblèrent prévaloir sur la volonté du *Duce* et que les élections furent décidées, nous avons cru compromises et déjouées les ruses du beau ténébreux.

Et vraiment, si la majorité ou presque des opposants au fascisme ne se composait pas de fascistes ratés, on aurait eu une occasion triomphale de prendre les plans gouvernementaux à leur propre jeu. Il suffisait que nul ne pense sérieusement aux élections, que la raillerie du silence réponde à la campagne lancée par Rome.

Mussolini appelle le peuple aux urnes : l'opposition doit se refuser à se battre sur ce terrain, et éventer le jeu totalitaire de la démagogie fasciste.

Avec ce genre de décision, les opposants se seraient amusés gratis du spectacle de trois ou quatre mois de lutte féroce au sein du Parti fasciste et du philofascisme ; et de la naissance de l'orthodoxie et de l'hétérodoxie, des hérésies et des frondes, des attaques et des défenses

parmi les cadres mêmes de l'unanimité mussolinienne ? Un dogme d'improvisateurs ne se confronte pas sans risques à une épreuve électorale : le fascisme en serait sorti compromis et privé d'autorité. Le ridicule et l'ironie auraient mis en déroute héros et dons quichottes, observés à la recherche de leur médaillette de député.

La chambre élue le 6 avril aurait été entièrement fasciste et, donc, condamnée *a priori*. Les batailles entre *ras* et révisionnistes l'auraient déchirée ; le pays, absent, serait resté méfiant.

Mais on ne peut demander une tactique aussi audacieuse et aussi révolutionnaire qu'à des gens désespérés, ayant compris que Mussolini ne se liquide pas à coup d'intrigues de couloirs. Or les Italiens sont des malins, des super-politiques, des super-machiavéliques. Aucun ne désespère tant qu'il reste une possibilité de retrouver sa médaillette, et même si on a cent candidats se présentant pour un seul siège, chacun a dans son cœur la certitude de pouvoir se jouer de ses amis et de ses adversaires par la tromperie et l'intrigue.

En septembre dernier, l'opposition constitutionnelle commença à soupçonner la probabilité d'élections. Depuis, même nous-autres à *La Rivoluzione liberale* avons bénéficié des visites et des attentions de parlementaires et d'aspirants parlementaires. Comme *antifascistes intelligents*, nous aurions dû donner la formule de la lutte antifasciste. Hommes exempts de toute compromission, nous aurions dû apporter notre nom aux organisations utiles aux parlementaires antifascistes en temps d'élection. Contre le fascisme qui méprise l'intelligence, notre concours, celui des intellectuels, aurait été décisif.

Nous ne fumes pas assez naïfs pour répondre aux flatteries et aux offres par des discours et des dossiers ; il était ridicule de vouloir battre le fascisme par la ruse ; Mussolini ne représentait pas seulement la force, mais aussi l'acquiescement des Italiens ; la lutte devait être féroce et directe, *ad hominem*, contre le corrupteur, avec la conscience d'être minoritaire, et il ne s'agit pas de faire du « concret », mais de sauver l'avenir. Nous fumes longs à comprendre que nos interlocuteurs voulaient sauver leur médaillette plutôt que leur honneur, se faisant les paladins de la liberté et protestant que la majorité n'était pas fasciste, et qu'eux, opposants constitutionnels, étaient même très écoutés, visaient seulement à être mieux utilisés, à vendre au mieux leur adhésion au régime. Un homme politique plus intelligent et plus honnête que les autres, la seule personne sérieuse de l'opposition constitutionnelle, qui

avec tous ses vices de parlementaire réussira peut-être à se sauver pour l'avenir, indiquait la divergence entre *La Rivoluzione liberale* et l'antifascisme parlementaire en ces termes : « On voit que vous êtes vraiment jeunes et que vous pouvez perdre dix ans pour alimenter, en petit comité, un courant de pensée particulier, et puis pour vous trouver, sans effort et dans la vigueur de l'âge, au sommet de la vague qui renversera ces gens. Moi, au contraire, je pense avec mélancolie que dans deux ans, ou l'Italie sera libre, ou je me retrouverai, et même en petit comité sélectionné, sur quelque nouveau *Mayflower* levant l'ancre vers des rivages inconnus. Question d'âge. »

La question de l'âge empêcha les antifascistes d'avoir le courage de déserter les élections et de s'amuser à voir le champ politique transformé en corrida pour gladiateurs mussoliniens.

La question de la réélection devint la question essentielle autour de laquelle se montrent et se ruinent les caractères des Italiens. Selon F., député, un des sacrifiés de la lutte politique romagnole, les opposants doivent se défendre avec toutes les armes : si cela s'avère nécessaire et possible, qu'ils entrent carrément dans le *listone*<sup>1</sup>.

Jusqu'en janvier, l'idée fixe des plus implacables opposants consista à constituer un *bloc positif* présentant une liste de majorité rassemblant anciens combattants, socialistes, populaires, démo-libéraux et fascistes dissidents. L'idéal : aller de Corgini\*, voire de Giolitti\*, à Misiano\*. Un directoire composé de Turati\*, Bonomi\*, Graziadei\*, Facchinetti\*, Mauri\*, Cocco-Ortu\*, aurait adressé une proclamation au pays, prenant l'engagement de garantir le fonctionnement d'un gouvernement en cas de victoire. Pour préparer cette tactique, on organisa la comédie du 4 novembre<sup>2</sup>, où même une personne sérieuse comme Treves\* dut jouer le rôle du pêcheur repentant.

Le succès était si assuré que les promoteurs s'arrêtèrent au moment voulu, juste parce que leur action aurait débouché sur une révolution violente, or leurs cœurs candides aimait la paix. Ils compriront assez tard que si leur plan fantaisiste avait eu la moindre chance de réussir, Mussolini n'aurait pas hésité à les arrêter ou, de façon bien plus

1. La « grosse liste » gouvernementale, réunissant les fascistes et leurs soutiens extérieurs.

2. À l'occasion de la commémoration de l'armistice de 1918.

astucieuse, les aurait tués par le ridicule en démontrant, le 6 avril<sup>1</sup>, que les Italiens ne lui refusent pas leur approbation, comme ils ne le refusèrent pas en 1913 à Giolitti\* malgré le suffrage universel. Mussolini dispose d'infinis artifices façon pacte Gentiloni. Et dans le cas du *bloc positif*, l'artifice était simple : il suffisait de garantir une demi-douzaine de réélections pour le désagrégner de l'intérieur.

En bons démocrates, les conjurés continuèrent à discuter et certains se convainquirent de l'opportunité de transformer ce bloc positif en *bloc négatif*. Se prononçaient pour cette tactique les députés les moins certains de leur réélection, et la conférence de Gonzales\* à Gênes<sup>2</sup> fut leur argument le plus probant.

Sauf que l'abstention concertée et machiavélique, comme on l'a expliqué ailleurs, se résolvait en victoire du beau ténébreux. Et même les plus convaincus et les plus loyaux des défenseurs de cette thèse, comme Canepa\*, Treves\*, Rossetti\*, ne s'aperçurent pas qu'ils étaient joués par ceux mêmes de leurs compagnons qui parlaient de participation ou d'abstention après avoir fait un calcul personnel. Ajoutez les jalousies de chapelle : les unitaires, s'ils s'abstiennent, redoutent d'être utiles aux communistes, et les démocrates soupçonnent qu'en leur absence, leurs électeurs iront chez les républicains. Vous avez ainsi le portrait de l'esprit gouvernant l'opposition après la clôture de la session parlementaire. Le spectacle des âmes en peine, démocrates et socialistes, convainquit les bons libéraux, réalistes comme toujours, d'offrir leur participation au *listone*. Et que ces gens-là soient ou ne soient pas députés, ce sont bel et bien des hommes finis. Mais aucun autre opposant ne peut revendiquer un sort meilleur. Aucun des vieux hommes politiques ne sera sauvable après le 6 avril. Les plus habiles, en quatre mois de tourments, n'auront sauvé que leur droit de faire partie de la Chambre fasciste.

L'idée d'un bloc des survivants était une pure idée fasciste. Elle révèle un style et une mentalité dignes de Massimo Rocca\*, ancien anarchiste. Le fascisme convertit à ses systèmes tout à la fois ses ennemis et ses militants. Lui aussi est un bloc, le bloc positif avec Giunta\* dans le rôle de Misiano\*, Massimo Rocca\* dans celui de Bonomi\*, Paolo

1. Jour des élections législatives.

2. Le 27 janvier 1924, les fascistes génois dispersent le public d'une conférence d'Enrico Gonzales\* et blessent une quinzaine de personnes, dont l'orateur.

Orano\* à la place de Facchinetti\* et Murri\* à celle de Miglioli\*. Une de nos raisons de combattre Mussolini tient à ce qu'il nous a donné le bloc réunissant Rossoni\* et Gentile\*, Baroncini\* et Dino Grandi\*, Soffici\* et Carnazza\*, Murri\* et Farinacci\*. Il a prévalu justement en emmêlant les idées et les responsabilités, en empêchant les distinctions nettes et la fidélité des hommes à leur propre intransigeance, en exploitant le catholicisme et l'idéalisme actualiste, le futurisme et le traditionalisme, les syndicats et les agrariens, la monarchie et les tendances républicaines, pour les sacrifier aux artifices supérieurs du dompteur. Le bloc des oppositions perpétuerait cet infantile cirque de gladiateurs, il reproduirait les rêves totalitaires et les consolations unanimistes. Chez Facchinetti\* et Rossetti\* ressusciterait ce fantôme du combattantisme, cette exploitation de la tranchée dont nous espérons qu'elle restera prérogative du fascisme, marque de sa rhétorique et de ses perversions politiques.

La peur et l'opportunisme ont arrêté à temps les candidats au bloc positif et au bloc négatif. Et nous assisterons sans doute à des combats individuels déterminés par les intérêts les plus personnels. Les jeux des députés de l'opposition seront plaisants au point d'en réhabiliter les hommes du *listone* et des listes le soutenant.

À cause de notre objectivité ironique, on nous qualifiera d'agents provocateurs. Mais pour liquider Bonomi et autres complices du fascisme, nous sommes prêts, avec le sourire, à accepter même les caprices des gentilshommes de la Ligue démocratique. Devant cet antifascisme, en toute sincérité, nous nous sentons défaitistes.

Au point où en sont les choses, il ne nous reste que peu de conseils à donner en matière de tactique électorale. L'idée de *déserter* face aux violences fascistes nous semble déshonorante. Les partis qui ont un peu de sérieux et de traditions doivent rejoindre le champ de bataille, chacun a sa place, forts de leur propre intransigeance, non pour conquérir des sièges mais pour se montrer dignes de combattre. Pas de ligues, ni de complicités. C'est l'heure des comptes, des examens de conscience. Les Républicains d'un côté, seuls, sans accord avec des accapareurs de voix ; les populaires, cohérents et solitaires avec pour programme un retour à dix ou vingt à la Chambre, mais dix ou vingt hommes, et non pas des prophètes démagogues ou jésuitiques ; les partis prolétariens inexorables, dédaignant les renonciations tardives ou les hypocrites conversions pseudo-patriotiques et antibolcheviks.

Chacun à sa place : Treves\*, internationaliste comme en 1919, prophète d'un ordre nouveau, tonnant contre la guerre, et non pas adulateur des médaillés militaires occupés à fêter le 4 novembre<sup>1</sup> ; Facchinetti\*, antisioniste, antibolchevik, wilsonnien comme à la Scala avec Bissolati\* ; Sturzo\*, libéral conservateur, soucieux des problèmes de la petite propriété agricole.

À Montecitorio même, ces maigres patrouilles pourront acquérir la valeur d'avant-gardes pour l'avenir si elles savent ne pas pactiser avec le dompteur. Les premiers opposants à Napoléon III furent cinq. La lutte contre Mussolini ne sera ni moins longue ni plus facile. Les hommes de cinquante ans voulant faire du « concret » doivent découvrir leur jeu, s'insérer dans l'histoire, devenir mussolinien.

L'antifascisme est affaire d'aristocratie, de noblesse, de style ; c'est une dignité s'acquérant dans les renonciations et les sacrifices. Seules les minorités éprouvées et persécutées ont de vrais droits.

### APRÈS LES ÉLECTIONS (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 15 AVRIL 1924)

Dans la pensée de Mussolini, les élections devaient constituer l'expérimentation de ses méthodes totalitaires. Le système électoral fut organisé pour atteindre des résultats plébiscitaires. La période de la préparation de la liste nationale prouva de manière décisive les aptitudes du dompteur.

Mussolini devait choisir entre deux voies logiques : maintenir en vie la vieille Chambre, en substance, giolittienne et prête à servir (reproduisant la situation de 1915) car déjà domestiquée, ou faire des élections de parti, avec une liste toute fasciste, donnant les pleins pouvoirs à Giunta\* et De Bono\*. Bien entendu, il ne choisit ni l'une ni l'autre et donna les pleins pouvoirs à ces derniers pour faire gagner une liste non pas fasciste mais de coalition. Le chef-d'œuvre du mussolinisme consiste en ce que De Nicola\*, Orlando\*, Salandra\* doivent leur élection à la matraque, et avec tous leurs discours sur la constitutionnalité et la démocratie, ils restent complices de la *pression fasciste*.

---

1. Commémoration de la signature de l'armistice de 1918 avec l'Autriche-Hongrie.

Une opposition sérieuse devrait comprendre que là réside le point faible du régime. Le mussolinisme est plus violent que le fascisme, plus illégal car il se cache derrière la légalité formelle. Si le fascisme se limitait à une dictature, on le liquiderait rapidement sur des barricades : mais sa force bénéficie de la protection spécifique d'un consensus. Mussolini doit sa force à Farinacci, mais fonde le consensus sur ses ambiguïtés propres.

Les élections à Salerne sont un événement grave moins parce que le gouvernement y a usé de violences inouïes que parce que les partisans d'Amendola\*, majoritaires dans la province, les ont subies<sup>1</sup>. Des électeurs rompus aux combats politiques savent opposer la violence à la violence, défendre leur propre dignité par la force. En 1919 à Bitonto et Molfetta, les salveminiens répondirent à la *pression* en massacrant Ungaro Nicola, le chef des matraqueurs de 1913<sup>2</sup>.

Mais si Giovanni Amendola\* écrivait aujourd'hui *Il ministro della mala vita* [« Le ministère de la pègre »]<sup>3</sup>, il n'en tirerait sans doute même pas un succès de librairie. Parce que la violence de Giolitti\* était un fait exceptionnel et étonnant, limité à quelques vengeances personnelles, significatives d'une qualité politique de mauvais aloi mais presque nécessaire et dont Giolitti\* ne manquait pas : la capacité à haïr. Ses violences concernaient peu de gens : Giretti\*, Salvemini\*, Galimberti\*. Au contraire, faire la liste des violences mussoliniennes n'a pas grand sens car elles appartiennent au système du régime : elles impliquent des responsabilités totales, dépendent de la complicité des citoyens car elles sont localisées dans une zone beaucoup plus vaste. Dans notre pays, la non-résistance au mal est une maladie au moins aussi grave que la politicaillerie.

---

1. Durant la campagne électorale, dans un message adressé officiellement à Mussolini, Amendola\* décrit un pays « en proie au brigandage d'État » et où « l'autorité gouvernementale non seulement ne réprime pas les délits, mais les appuie et les protège ».

2. Dans *L'Unità* du 5 décembre 1913, Gaetano Salvemini\* évoquait Ungaro « le teigneux », utilisé pour « convaincre » les paysans de voter contre leur candidat et pour le candidat gouvernemental.

3. Ouvrage de Salvemini\* sous-titré *Notizie e documenti sulle elezioni giolittiane nell'Italia meridionale* [« Informations et documents sur les élections giolittien dans l'Italie méridionale »], dénonciation de l'usage de la violence et des « matraqueurs », publié en partie dans *l'Avanti !* en 1909, puis en volume aux éditions de *La Voce* en 1910 et avec le même titre mais un autre choix d'articles, en 1919.

Soixante-dix pour cent des voix étaient assurées au gouvernement dès lors que Mussolini avait réussi à fabriquer le *listone* à coup de promesses, de menaces, de corruption, en créant le dogme obsessionnel de la patrie et en recueillant tout l'héritage du ministérialisme.

Les velléités de renouveau dans le Mezzogiorno, cultivées par quelques fascistes comme Padovani\* et Lanzillo\* restèrent sans effet devant le transformisme mussolinien prêt à accepter tous les groupes contrôlant la situation au plan local. Dans le Sud, le rôle d'un fascisme courageux aurait été de refuser toute alliance, d'attaquer toutes les positions électorales giolittienennes, de créer un état d'esprit de palin-génésie ministérialiste et une atmosphère de rébellion contre les cliques de Colosimo\*, Fera\* et Orlando\*. Mais leurs excellences Maurizio Maraviglia\* et Michele Bianchi\* n'aspiraient qu'à remplacer Colosimo\* dans le rôle du compère et de l'entremetteur, et Fera\* dans celui du distributeur d'emplois ; ils craignirent (ces antiparlementaires !) que le programme intransigeant n'apporte au fascisme que 10 % des voix, et finirent par s'en remettre au jugement et aux manœuvres du *Duce* supergiolittien. Ainsi, la méthode de Mussolini fut : matraqueurs et pacte Gentiloni, le spectre de la violence derrière l'apparente pacification, plus la pratique quotidienne des coalitions et de la corruption.

Le résultat le plus évident de la victoire ministérielle est donc la défaite du fascisme. La marche sur Rome n'a servi à rien. Les élections de 1924 sont identiques à celles de 1921 : le fascisme a été alors utilisé par le bloc national pour créer une majorité Giolitti\* : le même programme, à trois ans de distance, réussit sans problème à Mussolini, élève ayant dépassé son maître. En 1921 comme en 1924, les chemises noires servent de matraqueurs, les anciens combattants et les médaillés de guerre travaillant comme animaux de bât au service du dogme de la patrie, la Confédération de l'Industrie paie à condition qu'Olivetti\*, Mazzini\*, Benni\*, etc. deviennent irremplaçables auprès du dictateur. La proportionnelle éventa le plan de Giolitti\* comme il aurait dérangé celui de Mussolini : le système Acerbo\* a mis la touche finale, mais il faut voir qu'il en aurait été de même avec le collège uninominal mettant lui aussi les électeurs dans la main du gouvernement. J'insiste sur ce point, car d'ores et déjà un des principes de toute opposition sérieuse doit être de réclamer la proportionnelle.

Si l'on garde à l'esprit cette dernière expérience, l'histoire italienne se fait toujours plus linéaire : une dictature économique des couches ploutocratiques, pas assez forte pour devenir une dictature politique (à son dernier essai, avec le fascisme, elle ne fut pas plus chanceuse qu'auparavant) et de toutes façons toujours ministérielle car toujours maîtresse du gouvernement à travers des manœuvres ambiguës ; en politique, du fait de l'immaturité générale et du poids mort du Sud, une dictature démagogique, bureaucratique et paternelle contrôlant les citoyens jusque dans leurs moyens de subsistance et pouvant sans peine les contraindre à devenir ministériels. En amenant à la politique les masses socialistes et populaires, la proportionnelle connaît le début du crépuscule de ces deux dictatures. *Le seul effet sensible de la marche sur Rome a été l'abolition de la proportionnelle*. Ainsi, la divagation de l'après-guerre a été rectifiée et l'Italie redevient mineure en politique.

Quand nous disons que Mussolini est le nouveau Giolitti\*, plus habile et moins sérieux, nous voulons souligner cette situation historique, dans laquelle les effets de l'immaturité politique se compliquent à cause de l'immaturité économique. C'est pourquoi la base des dictatures giolittienne et mussolinienne se situe dans l'Italie centrale et méridionale, où le fascisme était encore balbutiant. Et voilà bien pourquoi on peut dire que les élections représentent la défaite du fascisme et la victoire de Mussolini.

Le fascisme a été battu en Italie septentrionale par les oppositions (surtout social-communiste et populaire). Au Piémont, en Lombardie, en Vénétie, en Ligurie, en Vénétie Julienne, les oppositions sont en tête de 70 000 voix (plus d'1 400 000). Au contraire, les vents d'Afrique favorisent Mussolini. Il est victorieux dans le Sud et le Centre avec 3 350 000 voix environ contre moins de 1 100 000. La plus vague géographie suffit à expliquer notre vie politique.

De toutes façons, en comptant les voix des partis d'opposition, ceux qui ont cru comme nous à ce début de combat politique aperçu en 1919 ont le droit de constater qu'ils ne furent pas des rêveurs et peuvent interpréter les résultats électoraux comme la preuve qu'existe en Italie une minorité aristocratique digne du qualificatif d'antifasciste. Les ouvriers du Nord ont su se battre. Au lieu de Bombacci\*, ils ont envoyé Gramsci\* au Parlement.

Ce que nous écrivions dans le numéro du 12 février dernier n'a pas été démenti :

L'idée de *déserter* face aux violences fascistes nous semble déshonorante. Les partis qui ont quelque sérieux et quelque tradition doivent rejoindre le champ de bataille, chacun a sa place, forts de leur propre intransigeance, non pour conquérir des sièges, mais pour se montrer dignes de combattre. Pas de ligues, ni de complicités. C'est l'heure des comptes, des examens de conscience.

À Montecitorio même, ces maigres patrouilles pourront acquérir la valeur d'avant-gardes pour l'avenir si elles savent ne pas pactiser avec le dompteur. Les premiers opposants à Napoléon III furent cinq. La lutte contre Mussolini ne sera ni moins longue ni plus facile. Les hommes de cinquante ans qui veulent faire quelque chose doivent découvrir leur jeu, s'insérer dans l'histoire, devenir mussolinien.

L'antifascisme est affaire d'aristocratie, de noblesse, de style ; c'est une dignité qui s'acquiert dans les renonciations et les sacrifices. Seules les minorités éprouvées et persécutées ont de bons droits.

Il est clair que les partis prolétariens et le Parti populaire placeront la lutte sous ces principes : par seule fidélité à leurs promesses, ils sauront donc combattre sans avoir l'illusion de *faire du concret*. Il existe encore une Italie continentale et européenne, Mussolini n'est pas arrivé à nous transformer tous en Sarrasins. Cela constitue un résultat positif.

Pourvu que les partis résistent : nous, nous ne contesterons pas au fascisme sa majorité. Avec modestie, nous nous contenterons d'un avenir que nous ne verrons peut-être pas.

Les élections nous donnent un fascisme domestiqué, absent de nos votes. Mussolini démocrate et indulgent représentera un désastre pour notre éducation politique : mais de toute manière l'Italie n'est pas un pays de tyrans, sinon dans le genre le plus joyeux et le plus villageois. Nous bénéficierons d'un des avantages du visage débonnaire de Mussolini quand le rejoindront tous les faux opposants, tous les antifascistes conservateurs disposés à servir si l'ordre et la constitution sont assurés. L'opposition demandant au fascisme d'être légaliste et constitutionnel nous a toujours fait rire. Tant mieux si au lieu de la compter parmi nos faux amis, nous pouvons la ranger au nombre de nos adversaires. Nous ne fûmes pas, nous, bêtes au point de classer la monarchie parmi les forces antifascistes. Maintenant que le mussolinisme ne pourra plus se distinguer de la monarchie, une des clarifications indispensables a eu lieu.

Si nous allons vers l'irénisme et la pacification, si nous assistons bientôt à la répétition de la tranquillité de la décennie giolittienne (avec dannunzianisme et psychose de guerre pour l'aggraver), nous voulons noter déjà, au moment où s'ouvre l'ère nouvelle, que nous ne croyons pas à cette paix nous arrivant sous les espèces d'une suppression du combat politique.

Au cours de la prochaine décennie, pendant que l'on verra mûrir le mouvement ouvrier, la tâche des oppositions doit être d'exaspérer la lutte, de ne pas manquer à l'intransigeance, de provoquer le régime sans lui accorder de trêve. Il faut avoir le courage de ne pas collaborer, même pas par la critique à la Chambre et même au prix de se lancer dans un nouvel et implacable obstructionnisme.

Au parlement, l'opposition n'a pas le devoir de penser à l'ordre et à la reconstruction. Pour cette dernière, le droit chemin est différent : la conquête des communes pour créer, même si c'est à long terme, l'opposition entre pouvoirs locaux et centre. Voilà un programme de travail pour toute une génération.

#### LA PERQUISITION ET LA SAISIE À *LA RÉVOLUTION LIBÉRALE* (*IL CORRIERE DELLA SERA*, 17 JUIN 1924)

Monsieur le Directeur,

Puisque les versions les plus diverses ont été données de mon « affaire », veuillez me permettre d'indiquer quelques données factuelles qui l'expliquent.

Lundi matin, 9 courant, à 9 h 30, un commissaire de la Préfecture, avec quelques agents, se présente chez moi, sans mandat régulier de l'autorité judiciaire, et procède à une perquisition minutieuse des lettres et des documents existant dans mon bureau. Les questions du commissaire insistent pour obtenir des informations sur ces points : 1) raisons de mes récents voyage en Sicile et en France. 2) Quels sont mes rapports avec des hommes appartenant aux organisations démocratiques et libérales, ainsi que si et comment mon action vise à une organisation des forces libérales d'opposition. 3) S'il est possible de trouver dans mon bureau le manuscrit du Dr Vincenzo Nitti sur « L'œuvre de Francesco Nitti\* (1915-1920) » dont j'ai assuré l'impression, comme il résulte de lettres qui se trouvent chez moi. On ne parle en aucune façon de *La Rivoluzione liberale*, et de son action, mais toutes les questions et toutes

les recherches concernent exclusivement mon activité d'opposant. En effet, sont saisies des lettres de Nitti\* et d'Amendola\*, ainsi que de tous mes amis, connus et inconnus, qui parlent de la nécessité d'une organisation libéral-démocrate antifasciste. On emporte même des notes prises durant mes voyages, et mon passeport.

À midi et demi le commissaire part. Il n'est pas fait de procès-verbal régulier de la saisie des lettres. L'illégalité de la chose est évidente, et est apparue encore plus évidente au préfet dès qu'il a lu les documents confisqués, qui concernent en grande partie mon activité d'éditeur et sont tous d'un caractère général et d'une innocence absolument éblouissants.

Face aux protestations dont le préfet craint la montée, il faut donc trouver un semblant de justification. Parmi les lettres saisies, il y en a une de Giovanni Ansaldi\* qui parle d'un de ses articles devant être publié dans *La Rivoluzione liberale*, intitulé « Le Roi démocrate ». le titre est suspect, le préfet décide de saisir le journal, dans l'après-midi, alors que celui-ci se trouvait à mon domicile depuis la veille et que les agents arrivés le matin pendant la préparation de l'expédition n'ont rien trouvé à redire. Naturellement, on ne fait pas non plus de procès-verbal régulier de cette saisie. Du reste, il est parfaitement ridicule de vouloir trouver dans l'article une offense au Roi ou de toutes les façons une attaque vulgaire, car il s'agit d'un portrait psychologique, avec le souci de style naturel chez un écrivain comme Ansaldi\*. Et le préfet de Turin n'est pas si convaincu qu'il se limite à la saisie, constatant qu'il n'y a pas motif à accusation.

Ainsi sont les faits, et de mon point de vue je jugerais en dessous de la dignité et en dessous de la cohérence de les déplorer, mais il n'est peut-être pas inutile qu'ils soient racontés avec sérénité.

## L'affaire Matteotti

*Une alliance entre fascistes et conservateurs pour une décennie de dictature légale, tandis que l'opposition referait ses forces par la conquête des pouvoirs locaux, restait plausible au lendemain des élections d'avril 1924. Tout change avec l'assassinat de Matteotti\*, l'émotion soulevée, le mouvement de l'Aventin puis la reprise en mains de la situation par Mussolini et l'instauration de fait de la dictature. Pour Gobetti, en première ligne pour soutenir et tenter d'orienter l'Aventin, la situation devient peu à peu intenable, d'où son exil pour reprendre son métier d'éditeur ; mais il est épaisé, atteint de problèmes cardiaques, fragilisé par les agressions subies, et la mort l'attend à Paris, peu après son arrivée.*

### *Les lendemains de l'assassinat*

*Précédant l'Aventin, Gobetti appelle les députés d'opposition à se constituer en contre-parlement, mesure proprement révolutionnaire. Dans son enthousiasme, il ne semble pas douter de la chute de Mussolini, et craint plutôt une solution parlementaire conservatrice, au bénéfice de Giolitti\*. Il participe à la campagne d'opinion, rédige et diffuse un portrait de Matteotti\*, et s'il prophétise l'échec dès début juillet, c'est en espérant une réaction de son camp.*

### **DEUX TACTIQUES (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 24 JUIN 1924)**

Le mercredi 18 juin, soucieuse de donner un mot d'ordre dans l'actuelle lutte politique, *La Rivoluzione libérale* présentait et réussissait à faire approuver à l'unanimité par la réunion des oppositions turinoises l'ordre du jour suivant, adressé aux députés des oppositions à Rome :

« L’assemblée des représentants des partis, des organisations des combattants et des tendances politiques turinoises non fascistes ; ayant constaté que la responsabilité de tout le gouvernement fasciste se trouve impliquée dans l’assassinat de Giacomo Matteotti\* ; réclame la démission de Mussolini et invite les députés de la minorité – seuls élus de façon légitime par la volonté populaire – à s’auto convoquer et à pourvoir à l’ordre du pays et au nouveau gouvernement. »

En dehors du groupe de *Rivoluzione liberale*, l’ordre du jour fut signé par les représentants autorisés des groupes turinois suivants : groupe « Italia libera »<sup>1</sup> ; Union étudiante pour la Liberté ; section du Parti populaire ; section du Parti socialiste unitaire ; section du Parti maximaliste italien ; section du Parti communiste<sup>2</sup>.

Même si quelques journaux, prétendus d’opposition libérale, se sont refusés à le publier, la manifestation reçut une vaste diffusion, et dès le jeudi on obtenait que les oppositions de Milan votent un programme analogue.

Mais pourquoi *La Rivoluzione liberale*, jusque-là revue d’idées et de critique, a-t-elle cru pouvoir assumer une responsabilité politique si concrète et si précise ? Nous devons l’expliquer à nos lecteurs.

Face à l’assassinat de Matteotti\*, on a assisté au dégoût universel en même temps qu’à une complète désorientation de l’opinion publique. Les bases les plus profondes du « consensus » ont été ébranlées : ministérialisme, philofascisme, mussolinisme sont entrés en crise. Ouvertement, dans des journaux même pas subversifs, on arrive à avancer le nom du président comme d’un des responsables directs de l’assassinat, sinon bel et bien comme le mandant.

À quoi aboutira ce scandale ?

---

1. Organisation d’anciens combattants antifascistes, créée en 1923 autour d’anciens interventionnistes démocrates souvent membres ou proches du parti républicain, mais recrutant depuis des fascistes dissidents jusqu’à des communistes et des anarchistes, hésitant entre l’attentisme légaliste de l’Aventin et la révolte armée. Elle est balayée par le régime en 1925 mais se prolonge dans Giustizia e Libertà puis la Résistance.

2. Cette convergence des communistes avec d’autres est propre à Turin, la direction nationale déconseillant la signature de tout texte avec d’autres partis. La spécificité turinoise ne dure d’ailleurs pas. La direction communiste met en avant les mêmes propositions, mais en octobre seulement, dans des conditions moins favorables (voir par exemple Paolo Spriano, *Storia del Partito comunista italiano I. Da Bordiga a Gramsci*, Turin, Einaudi, 1967, p. 405 sq.).

On ne peut se montrer trop tranchant dans les prévisions. Et un optimisme trop confiant n'est pas non plus opportun. Un danger persiste indiscutablement ; si Mussolini n'a pas perdu la tête, si Finzi\* ne le tient pas complètement entre ses mains, on peut penser qu'il se reprendra et aura recours aux expédients les plus extraordinaires. Il lui reste la milice nationale et les faisceaux comme masse de manœuvre. Chaque fois que nous avons parlé de dix ans de fascisme, nous nous sommes référés à ce fait : l'existence en Italie de 500 000 sans-emploi se faisant entretenir par l'État pour échapper à la faim. Cette situation a commencé à se manifester en 1860 et le brigandage méridional en a été la conséquence. On ne peut plus douter que ce brigandage d'après les Bourbon fût un problème de chômage et de paupérisme. Après la guerre, entre la perversion des mœurs et la fermeture des débouchés migratoires, il devint nécessaire d'organiser le brigandage d'État comme ultime remède et rempart face au brigandage sporadique et privé. Pour soigner le mal, il faut remonter à ses causes ; il s'agit de dépasser la dépression économique.

Mais supposons un instant que l'on puisse en arriver à la démission de Mussolini. Pour cela aussi existent deux tactiques.

Les oppositions ex-phifofascistes et giolittienes pensent avec candeur pouvoir le liquider grâce au scandale, aux reportages du *Giornale d'Italia*<sup>1</sup> et de *La Stampa*. Si cette hypothèse se vérifiait, cela porterait un bien grave coup à notre éducation politique. Tout le mussolinisme resterait debout, même s'il devait changer de nom. Travailler dans ce sens revient à travailler à la résurrection de Giolitti\* à la tête d'un ministère issu de la majorité fasciste. Programme et slogan : « pour le moins pire ».

Nous croyons à une autre tactique. Que le scandale suive son cours : il remplit les journaux. Mais les initiatives concrètes doivent constituer le facteur dominant. Les partis d'opposition doivent affronter l'ennemi ébranlé, assumer la responsabilité de la situation. Mussolini doit sortir battu d'une bataille politique. C'est la condition pour remplacer le gouvernement d'un dompteur par celui de partis politiques. L'opposition doit faire le procès de tout le régime, empêcher que resurgisse ce qui

---

1. *Il Giornale d'Italia*, journal de la droite libérale conservatrice, jusque-là profasciste, se met à réclamer toute la lumière sur l'assassinat de Matteotti\*.

est bien mort avec l'arrivée du fascisme, enfermer dans un bloc unique Mussolini, sa majorité, ses soutiens.

En se battant pour ce programme, elle pourra être vaincue aujourd'hui mais se sauvera pour l'avenir.

**MATTEOTTI\* (LA RIVOLUZIONE LIBERALE, 1<sup>ER</sup> JUILLET 1924)**

*L'intransigeant de la « subversion »*

Le 2 mai 1915, trois jours avant la kermesse dannunzienne de Quarto<sup>1</sup>, un meeting contre la guerre se tint à Rovigo, avec comme orateurs le docteur Giacomo Matteotti\* et Aldo Parini\*. Cas unique en réunion publique, ce dernier y soutint la thèse très missirolienne de l'Allemagne démocratique. Au lieu d'un discours, on eut un dialogue avec une foule, ombrageuse et méfiante envers les orateurs. Matteotti\* parlait contre la violence dans un langage de chrétien : au sein de la foule, à la manière fasciste, frémissaient des idées de dannunzianisme et de petit cynisme machiavélique.

Défendre la neutralité pouvait revenir à défendre une erreur : Matteotti\* parla contre la guerre. La foule l'interrompait en un âpre dialogue mais elle devait se reconnaître en face d'une foi et non d'un projet. Ce jour là, il annonça une guerre longue, difficile, désastreuse même pour les vainqueurs ; et il poursuivit sa thèse dans les sphères de la métaphysique – inutilité de la guerre – tout en obtenant la tolérance d'une génération nietzschéenne du fait de la sévérité de sa solitude.

Il répéta son discours quand plus aucun pacifiste ne parlait, après le début de la guerre, au Conseil provincial de Rovigo. Jugé pour défaitisme, condamné par les instances successives, il plaida lui-même sa cause de façon radicale, sans rien renier de son acte, s'obstinant même à en faire reconnaître la légitimité. Sa protestation contre la guerre en tant que violence n'était pas du défaitisme, mais un acte de foi et d'idéal : il

1. Mai 1915 a vu en Italie une série de manifestations pour pousser l'Italie dans la guerre, même si la décision réelle a été prise en secret au sommet de l'État. Le 5 mai, D'Annunzio\*, libéré des dettes qui lui interdisaient le retour dans le pays, préside l'inauguration à Gênes d'un monument commémorant l'expédition des Mille : un chœur de mille hommes chante « Fratelli d'Italia », le poète déclame un discours-fleuve inspiré des beatitudes évangéliques et jouant sur les frustrations nationales.

faut savoir voir en Matteotti\*, juriste, économiste, administrateur, esprit pratique, ces *a priori* d'utopiste désespéré, d'idéaliste absolu, en réaction absurde contre la mesquinerie philistine des faux réalistes. Sûr de lui comme un apôtre, il se fit absoudre par la Cour de cassation en soutenant la thèse de l'immunité de l'orateur au sein de l'assemblée provinciale

Sa protestation donna quelques résultats. On fit attention à lui. Réformé pour les mêmes raisons dont ses deux frères moururent très jeunes, il se trouva enrôlé dans le service sédentaire. On le contraignit à suivre les cours d'élève officier, pour lui refuser ensuite son grade du fait de ses délits de défaitisme. Affecté à Messine, on voulut l'expédier au front, malgré son infirmité, dans une de ces compagnies de repris de justice envoyés à la décimation sous la surveillance des gendarmes. Il refusa, protesta, il irait au front comme un soldat et non à l'abattoir comme un délinquant. On l' interna alors à Campo Inglese en lui donnant pour compagnon le fils du brigand Varsalona, pour qu'il le surveille. Entre solitude, soupçon et persécutions, son caractère se révéla dans son impassibilité. En bon logicien, il assistait aux conséquences de ses actes.

Il faut comparer le cas de Matteotti\* pacifiste avec la conduite des représentants typiques du pacifisme italien, craintifs et serviles pour ne pas se trouver pris dans le collimateur, cachés et silencieux dans des postes de commandement ou des affectations spéciales, émules des nationalistes pour ce qui était de se réfugier dans les services subalternes. Matteotti\* ne désertait pas, ne se cachait pas, acceptait la logique de sa « subversion », les conséquences de l'hérésie et de l'impopularité : contre la guerre, il se comportait en « combattant » généreux.

#### *L'aristocrate de la « subversion »*

Matteotti\* ne fut jamais populaire. Ses camarades le tenaient en suspicion du fait de sa richesse : ses adversaires le détestaient comme on le fait d'un transfuge. Il était au contraire aristocrate de style et non de famille. Son socialisme ne représente pas la rébellion aventureuse du conte Graziadei\* abandonnant une lignée séculaire, rompant avec les traditions, acceptant une vie d'étudiant déclassé avec sa maîtresse intellectuelle destinée à devenir une épouse inquiète pour ménage petit bourgeois, comme il arrive à tout bon nihiliste fidèle au programme démagogique consistant à « aller au peuple ».

Matteotti\* au contraire s'inscrivit au Parti socialiste à quatorze ans, sans probablement rencontrer grande résistance dans sa famille, peut-être même sans connaître la fortune de son père, laquelle du reste n'était plus que médiocre. Son frère, Matteo, déjà socialiste, le précéda dans les études de droit et semble l'avoir initié, en l'influencant malgré sa mort précoce, à trente ans.

Le père, issu d'une famille de chaudronniers, était venu du Trentin à Fratta Polesine cinquante ans plus tôt, presque pauvre. Il se consacra à l'épargne avec la constance et les sacrifices d'un émigrant. Madame Isabelle le secondait derrière le comptoir de leur petit commerce d'alimentation. Les gains étaient réinvestis en terrains, avec l'avidité du réfugié s'agrippant à la terre par instinct, comme pour fonder une tradition. Avant la guerre, on évaluait la fortune de la famille à 800 000 lires en biens immeubles, tous épargnés dans la campagne, petits lots achetés au coup par coup année après année. Ils représentaient le fruit d'années de travail assidu, de spéculations avisées. Il faut tenir compte de cette ténacité provinciale pour s'expliquer le caractère du fils. Giacomo grandit avec cet exemple, avec l'idée de ne pas être riche, l'instinct des durs combats, la dignité du sacrifice. Au collège et au lycée, il fallait figurer parmi les premiers, ne pas perdre de temps, ne pas gaspiller.

Sur ce solide fond de vertus conservatrices et protestantes naquit le subversivisme de Matteotti, aristocrate dès l'origine à cause de sa solitude. Ses préoccupations initiales étaient exclusivement scientifiques : aux faciles succès du barreau, il préféra tout de suite les arides études de procédure pénale et bien que déjà socialiste militant, il suivait avec prédilection l'enseignement du député Stoppato\*, un des représentants du cléricalisme modéré. Des exigences intérieures le faisaient avancer dans sa propre éducation.

Dans un parti ne se souvenant des pays étrangers que dans la rapide rhétorique des congrès internationaux, il était un des seuls à connaître la France, l'Angleterre, l'Autriche, la Suisse, l'Allemagne, du fait de voyages de jeunesse : et il avait étudié l'anglais pour lire Shakespeare dans le texte. Pris dans la lutte politique, il cachait presque jalousement ces instincts de philosophe, au style plutôt éloigné de celui du milieu misonéiste et étroitement partial où il devait œuvrer. Mais le secret de sa vitalité résidait bien là : en lui parlant longuement et pour le scruter, on pouvait sentir en lui, au-delà de ses actes, une vie intérieure faite d'élans divers et profonds, jamais mise en jeu dans les affaires trop

limitées de la vie quotidienne, mais l'inspirant d'une manière constante et secrète. D'où sa façon d'agir avec une retenue et une énergie froide, intimidant ses camarades. En public, la rigidité de son masque cachait des pensées examinées dans la solitude, déjà soumises à toutes les tortures dialectiques de son individualisme intempérant : par nature, il avait le sentiment de devoir les faire prévaloir dans l'impossibilité quand il se trouvait dans l'atmosphère de démagogie facile des congrès où l'on rencontre toujours un improvisateur capable d'imaginer des thèses medianes et réconciliatrices. Matteotti\* commençait à ne pas être conciliant, avec son sourire ironique et son ironie, perverse et impitoyable. En tête, il avait toujours des conclusions et non des périodes oratoires ou des artifices pour réunion publique. Qui connaît l'atmosphère de bavardage provincial, de foire aux vanités et de plaisirs de table petits-bourgeois dans laquelle s'est développé le socialisme italien d'Enrico Ferri\* à Bombacci\*, de Zanardi\* à Arturino Vella\*, voit de façon claire combien l'intransigeance de Matteotti\* (dans une réunion, il en arriva à faire barricader les portes pour qu'on achève la discussion avant que les participants ne partent banqueter) devait constituer un outrage aux habitudes tolérantes des bons camarades et un accroc à toutes les traditions festives du tendre peuple italien, heureux et ami de la belle vie. Et on le traita d'aristocrate, en croyant l'isoler.

### *Les luttes agraires en Polésine*

Une famille d'épargnants infatigables ; une province tourmentée à l'économie complexe et instable, terre historique de tentatives de subversion, souvent plus servile que violente : ces touches suffisent à déterminer l'action d'un homme.

En Polésine, durant le Risorgimento, la démocratie avait été vivace sous ses formes les plus ardettes : anticléricalisme et garibaldisme [...]. En 1882, s'y déroula la première grève de paysans en Italie, au cri de *la boie* [« Elle bout ! »]<sup>1</sup> et pour la combattre, le gouvernement dut cacher ses sentiments réactionnaires et envoyer les soldats moissonner le blé à la place des grévistes.

---

1. Plutôt 1884, avec les premières agitations rurales d'ampleur nationale, partant de Rovigo et se traduisant par des affrontements entre ouvriers agricoles et employeurs ou forces de l'ordre. Le mouvement est appelé *La boje !*, selon un cri de guerre en dialecte vénète tiré d'un dicton populaire : « Elle bout ! Elle bout, la marmite ! Et d'un coup elle déborde ! ».

L'économie du territoire offre la plus intéressante variété, de l'exploitation familiale à l'agriculture industrielle des terres bonifiées, du riz du bas Polésine au chanvre de la partie septentrionale ou au régime de petite propriété de Rovigo. On y trouve les éléments objectifs des solutions politiques extrêmes. L'industrie des terres bonifiées doit suivre la logique de coûts toujours plus bas, avec une avidité naturelle favorisée par la misère du prolétariat ; où on rencontre le fermier ou le petit exploitant, on trouve l'arrivisme du déclassé et les systèmes de culture prédatrice, avec une cruauté au-delà de tout exemple. Il ne faut pas oublier que l'esclavagisme agraire des fascistes naquit en Polésine avec la complicité des fermiers. Dans ces conditions, aggravées par la guerre, si le Parti populaire fut tout de suite le soutien de la petite propriété, les socialistes s'occupèrent de défendre les ouvriers agricoles au travers de coopératives de travail, donnant leur appui à la *main-d'œuvre*. En Polésine, depuis plusieurs années déjà, les agitations pour la hausse des salaires se révélaient insuffisantes car les gérants des terres augmentaient les salaires mais diminuaient les heures de travail. Du point de vue socialiste, les problèmes à résoudre étaient *l'imposabilité de la main-d'œuvre* (c'est-à-dire l'attribution à chaque propriété d'une charge de main-d'œuvre) et *l'embauche* : les agrariens la voulaient libre et les socialistes la confiaient au contraire aux *bureaux de placement*. Autour de ces problèmes concrets, la lutte fut incertaine dans l'après-guerre. En 1920, quand on réussit à remplacer les soixante-dix contrats agricoles différents jusque-là en vigueur dans les soixante-trois communes de la province par un modèle unique ne variant que dans ses applications, tous les agrariens réagirent par l'obstruction et préparèrent les faisceaux pour dominer leurs ouvriers par la violence.

Matteotti\* a été un des protagonistes de cette lutte. Il chercha à régler les directives politiques sur ces prémisses économiques. D'où son hostilité envers tous les déclameurs du maximalisme approximatif. Il fallait indiquer aux cinquante mille travailleurs organisés dans la province des *démarches progressives* et non des programmes d'agitation et de révolutionnarisme creux. Pour donner un sens à la lutte, il ne fallait pas se compromettre dans une catastrophe. Déjà à ce moment-là, c'était la tactique inverse du syndicalisme hystérique, façon café-concert, de Michelino Bianchi\* exerçant depuis Ferrare sa joyeuse influence... révolutionnaire jusque dans la province de Rovigo. Les

éléments les plus enflammés de la gauche syndicaliste et anarchiste, ennemis de Matteotti\* depuis la première heure, depuis W. Mocchi\* jusqu'à Enrico Meledrandi\* ou au commandeur Marinelli\* qui figurera maintenant au banc des accusés de son assassinat, furent ensuite tous aux côtés des agrariens dans la réaction fasciste : ils avaient exercé la subversion comme une sorte de truanderie politique professionnelle pour trouver une place à Montecitorio. Dans leur haine contre la société, ils mettaient surtout leurs déceptions de politiciens<sup>1</sup>.

Dans le Polésine socialiste, la politiquaillerie se manifestait de la pire façon, surtout à travers les cercles (en bonne partie maximalistes) et durant les campagnes électorales. Le marché aux voix se pratiquait au moyen des plus joyeux banquets. De Badaloni\* à Soglia\*, les députés socialistes de la province intriguaient avec les radicaux. Gallani\*, médecin, s'était carrément fait commis voyageur de sa propre personne et, à l'époque de la proportionnelle, il parcourait à bicyclette les campagnes, offrant médicaments et exhortations à voter pour lui.

De façon presque délibérée, l'action de Matteotti\* négligeait les cercles et se concentrat sur les ligues. Consultations pour les coopératives agricoles, aide aux créateurs de celles de consommateurs, tendance à poser partout des questions pratiques et constructives. Son goût pour les sciences juridiques et économiques trouvait ainsi l'opportunité de s'associer à sa foi socialiste, et il fut non seulement le plus érudit des socialistes écrivant sur l'économie et les finances mais aussi le plus infatigable dans son travail quotidien d'assistance administrative.

Pour préciser les choses, il faut comprendre qu'en Polésine, l'intransigeance de Matteotti\*, accusée tant d'extrémisme que de réformisme, était équidistante du maximalisme anarchiste ou anarcho-syndicaliste et de l'opportunisme des syndicalistes réformistes. En 1919, il annonce de façon claire sa position, dans l'affiche que nous citons, qu'il rédigea lors des émeutes contre le coût de la vie. Sans renoncer à la nécessité de la révolution destinée à naître de l'esprit de lutte de masses aristocratiques et bien différenciées, Matteotti\* amenait le débat sur un terrain

---

1. En 1913, à Adria, un syndicaliste révolutionnaire en vint à proclamer l'abstention des sections pour faire ensuite voter discrètement en faveur des radicaux qui lui avaient donné de l'argent. Il appartient maintenant au parti fasciste. Tels étaient les adversaires de G. Matteotti\* dans les luttes agraires. [n.d.a.]

concret, la capacité et l'initiative. Son bon sens révolutionnaire semble un acte d'accusation contre le subversivisme apolitique des divers déclassés du genre de M. Bianchi\*, provoquant alors ces émeutes pour pouvoir pêcher en eau trouble.

Travailleurs !

Nous ne saurions condamner la réaction du peuple contre les commerçants et les revendeurs, enrichis par la spéculation sur vos misères durant la guerre ; et nous ne pourrons condamner l'imposition punitive de taxes extraordinaire et de réquisitions.

Mais nous vous prévenons qu'elles *ne sont que des palliatifs frappant une seule catégorie d'exploiteurs et créant de douces illusions, en laissant au contraire subsister les causes de la cherté de la vie, voire en les aggravant.*

Ces causes sont bien plus graves et plus profondes, et remontent *avant tout à la guerre destructrice de richesses et chargeant l'État de dettes et de papier sans valeur, à l'état de guerre persistant en soustrayant les militaires aux travaux productifs de la civilisation, et à la société bourgeoise* qui – interposant entre producteurs et consommateurs les capitalistes, les octrois, les douanes et tous les parasites intermédiaires non productifs mais exploiteurs – est désormais incapable de sortir de l'enchevêtrement où elle s'est jetée et de solliciter les énergies productives.

Une agitation *socialiste* ne peut donc que se tourner vers les causes premières : en imposant *l'immédiate démobilisation et le désarmement, l'abolition de tous les octrois et de toutes les douanes, la confiscation totale des bénéfices de guerre et l'expropriation des capitalistes*. Et seuls peuvent la conduire *les travailleurs organisés et les socialistes conscients*, refusant tout contact avec ceux (bourgeois, cléricaux, démocrates et faux apolitiques) qui ont contribué à ces causes ; quand eux, les travailleurs, auront *assez de forces et de capacités pour imposer leur révolution.*

Pour l'heure, nous ne suggérons qu'une petite chose : que chaque commune crée des organismes collectifs de consommateurs pour acheter et revendre les marchandises au plus bas prix, en boycottant tout intermédiaire et en réquisitionnant les produits nécessaires au peuple et justement taxés, en particulier auprès des grands capitalistes agricoles qui les accaparent.

Que les *travailleurs organisés* démontrent donc qu'ils savent le faire.

Puis nous indiquerons les démarches progressives, conformes à leur capacité socialiste.

Rovigo 9 juillet 1919  
 La Fédération provinciale socialiste  
 La bourse du Travail du Polésine  
 Les municipalités socialistes

### *Le socialiste persécuteur de socialistes*

Hérétique et opposant au sein du Parti socialiste, puis sorte de gardien de la rectitude politique et de la résistance morale chez les unitaires : toujours aux fonctions les plus ingrates et dans les batailles les plus difficiles. Il combattit toute sa vie le confusionnisme des coalitions, la franc-maçonnerie, l'affairisme des partis populaires. Il critiquait de façon implacable les dirigeants et on se souvient que très jeune, dans une réunion socialiste, un ponte local avait dû l'interrompre : « *Tasi ti che te ga le braghe corte* » [« Tais toi, tu portes encore des culottes courtes »].

En Polésine, l'homme de toutes les transactions et de toutes les confusions était Nicola Badaloni\*, qui passait pour le Prampolini\* de la province, vraie icône du parti représentant la circonscription de Badia sans interruption entre 1882 et 1919. Médecin municipal puis professeur d'université, il arrivait des Marches. Dans la lutte contre la pellagre, ce médecin diligent et affairé fut pris pour un apôtre. Chacun connaît le type du médecin socialiste humanitaire se conquérant une circonscription à coups d'assistance et de consultations gratuites pour les travailleurs. Et pourtant, même en 1919, il n'était pas dit que les maximalistes de Rovigo n'accepteraient pas de représenter ce vieil exemple de franc-maçon intrigant, même pas inscrit au parti : Matteotti\* dut l'évincer en menaçant de lui opposer la candidature de Turati\* ! ensuite, en 1921, Nicola Badaloni\*, pur héros comparable au seul Prampolini, soutint les candidatures philofascistes et en récompense Giolitti\* lui accorda le titre de sénateur. Dans ces affaires, Matteotti\* apprenait son métier de persécuteur de socialistes !

Son énergie excessive, débordante, et son esprit critique le faisaient accepter sans grand enthousiasme ; son mépris pour la vie tranquille et les habitudes passives lui aliénait tous les petits malins se sentant humiliés : ils l'accusaient d'ambition, ne le comprenaient pas. Mais quand il fallait agir, il recevait l'appui de tous et réussissait à faire se sacrifier même les plus pacifiques en montrant comment il savait se sacrifier lui-même.

L'explication de cette apparente arrogance et de cette sévérité réside dans sa solitude d'ascète. Sa difficulté à connaître les gens et à en être connu pour ce qu'il valait s'intègre à un austère culte du silence, à une confiance d'acier en lui-même. Fondamentalement, il avait en lui cette difficulté à communiquer et à s'exprimer propre à toutes les âmes

religieuses ou éthiques ; cela se traduisait par une indifférence aux opinions courantes, audacieuse au point de s'en prendre aux réputations les plus indiscutées. En fait, son audace dans la critique décapante était plutôt de l'indifférence ou de l'impassibilité face aux contingences.

En 1916, lors du congrès des municipalités socialistes qui le révéla à l'ensemble du socialisme italien, il étonna par son total manque de ce sens de l'opportunité si indispensable aux médiocres et aux petits bourgeois rusés ! Il eut la bonne idée de démontrer de A à Z le rapport de Caldara\*, autant dire d'un professeur d'université ès communes socialistes, et de s'imposer avec une telle évidence que le Milanais venu pour récolter les lauriers de l'unanimité dut s'en tirer avec un ordre du jour de conciliation. En fait, en matière de rapports financiers entre État et communes, Caldara\* avait fondé toute sa démonstration sur l'expérience milanaise : dans un débat concernant toute l'Italie, Matteotti\* apportait l'expérience des petites communes, avec leurs besoins constatés au cours de son action d'administrateur d'au moins dix d'entre elles en Polésine ; il incarnait la révolution fédéraliste contre le danger de centralisation ! Mais il est facile de deviner devant un tel geste l'effroi et la méfiance des chers Bentini\*, Modigliani\*, Zanardi\*, etc. ! Je crois que seuls Nino Mazzoni\*, Treves\* et Turati\* le compriront et l'aimeront vraiment ; les autres s'offensaient de sa supériorité et de son manque de courtoisie.

### *L'ennemi des kermesses*

Trente ans durant, en Italie, le Parti socialiste persista dans ses habitudes traditionnelles, congrès, meetings, culte du bon orateur façon Enrico Ferri\*, habitude des congrès se terminant en formidable grand-messe. Ce parti était italien lui aussi, encore que le frein naturel du prolétariat et son combat même l'empêchèrent, même quand un Romagnol comme Mussolini fut aux commandes, d'en arriver aux raffinements et aux chefs-d'œuvre de kermesse, d'enthousiasme et de dévotion joyeuse destinés à devenir la caractéristique et l'essence du mouvement fasciste.

En fait, le type par lequel s'incarna notre socialisme est davantage le tribun que l'homme politique ; d'où une classe dirigeante d'avocats pénalistes, orateurs volubiles plutôt que maîtres en jurisprudence, accommodants par vanité et par haine de la politique. Ils formèrent une sorte de classe faisant profession d'aider le peuple et de « discuter

de la situation », ce qui les excusait de n'avoir pas de temps pour lire de livres et se faire une culture politique réaliste. Ils devaient répondre aux lettres des électeurs et être au café pour échanger des impressions et inventer de nouveaux courants.

Même après avoir été élu député, Matteotti\* répugna toujours à ces tâches démagogiques ; il refusait les recommandations et tous les problèmes individuels qui n'impliquaient pas une question générale de justice, en déclarant : « pour ces choses-là, adressez-vous à Gallani\* et à Beghi\* ! »

Jusqu'en 1919, il avait consacré toute son activité aux administrations locales (il conseillait une dizaine de communes où il possédait des terres éparses) ainsi qu'à l'organisation de syndicats et de coopératives.

Organisateur, obsédé par la simplicité, la clarté, l'utilité pratique, il détaillait ses exemples, proposait des modèles de statuts, de règlements, parlait avec les paysans comme s'il était l'un d'eux. S'il s'agissait de fonder une coopérative, il pensait à tout, conseillait, disposait, donnait l'exemple, de la façon de servir au comptoir jusqu'à la tenue des livres de comptes. Sa sévérité d'administrateur était franchement paradoxale pour un socialiste : à travers une telle rigidité, on sentait son conservateur de père. Ainsi, sans même un mandat précis, était-il devenu l'inspecteur volontaire de toutes les coopératives et de toutes les ligues, le cauchemar des administrateurs avec son implacable insatisfaction d'éplucheur de comptes et de budgets, le gendarme des employés laxistes et tolérants. Son style de journaliste était de même nature, avant ses articles magistraux sur le budget dans *Critica sociale*. De fait, même dans sa culture économique, il n'eut jamais la désinvolture du faiseur de projets à l'italienne : avant d'étudier le budget de l'État, il avait travaillé des années à ceux des communes. Dans *La Lotta* de Rovigo [...], on peut découvrir ses préférences d'auteur : articles courts, clairs, simples. Une seule idée, des faits précis, des chiffres parlants, et de préférence ni polémique, ni scandale. Un journal illisible pour les cancaniers et les distraits, mais marqué par le sens pratique et la patience du paysan. Il y avait en effet du paysan dans ce Monsieur qui, après un meeting, dut assister un jour à Rovigo à une manifestation violente de citadins lui criant : « Hors de Rovigo ! Va à Fratta ! »

À Rovigo et Adria, les socialistes aussi se plaignaient qu'il ne parle jamais en ville. Il paraissait insultant en préférant parler à quelques paysans au lieu de faire une conférence au beau public de la ville qui lui aurait assuré ses ovations. Mais il ne voulait pas être l'orateur des grandes occasions. Il ne se montait jamais la tête. Il commençait presque plattement. Puis le sujet (toujours préparé avec soin sur un bout de papier, parfois même écrit durant le trajet en chemin de fer avec le crayon toujours suspendu par une chaînette à la boutonnière de sa veste) le poussait et sa voix irritante, énervante, énergique et rude vibrait comme pour dominer. Il parlait alors en maître, comme ceux qui n'improvisent jamais.

Mais sa place était dans les débats contradictoires. Il s'y présentait souvent seul, sans réclame préalable, étranger à toute mise en scène. D'une élégance sévère, sans insigne, sans cravate rouge flottant au vent : Enrico Ferri\* lui trouvait le *physique du rôle* du conservateur. Mais immédiatement, il apparaissait plutôt comme le combattant fin prêt, énergique, toujours à son poste, raisonnant sans cesse avec droiture et sûreté. Personne ne l'a jamais surclassé dans un débat. Il avait toujours le dernier mot. En Polésine, on se souvient encore de la façon dont il démonta Pozzato\*, député républicain, prince de la rhétorique du barreau. Entre 1919 et 1921, face à l'intolérance des masses, il exigeait qu'on laisse à tout adversaire la liberté de parler, faute de quoi il ne participait pas, se considérant comme offensé lui-même. À Lendinar, dans un meeting, des bâtons s'étant levés contre le député Merlin\*, il lui fit rempart de son corps et reçut les coups. Mais ses adversaires craignaient son audace dialectique et préféraient la fuite, comme Michele Bianchi\*, candidat des agrariens en 1919 dans la circonscription de Ferrare-Rovigo, refusant avec courage tout débat alors que Matteotti\* s'était présenté, seul, dans un meeting du bloc national.

Il dédaignait les parades, la fièvre des grèves, mais à Boara, pendant une grève, quand on décida contre son avis de chasser les jaunes de haute Vénétie, qu'on affronta la force publique les protégeant, on ne vit plus les révolutionnaires mais il était au premier rang, payant encore une fois de sa personne, discipliné et courageux. Aussi, son autorité fut toujours grande dans les masses qui sentent d'instinct la valeur du sacrifice. Les paysans des villages perdus visités le dimanche au lieu de participer aux fêtes et banquets urbains ne l'oublaient plus. Ces gens

simples savent voir où se cache un sérieux intérieur et où ne sonnent que des discours convenus.

La réserve manifestée dans tous les actes de sa vie privée le faisait répugner aux kermesses. En 1919, un organisateur demandant sa photo de député reçut le portrait d'un ami, qui faillit être publié : que cela illustre de sa façon de considérer les exhibitionnismes les plus courants. Il savait faire respecter sa solitude et peu reçurent ses confidences ou connurent sa vie privée. On le savait seulement très rigide, sobre, rectiligne, exempt de vices, comme on dit. Aussi respectait-on sa sévérité envers les autres, son fanatisme protestant contre quiconque aurait eu une faiblesse coupable. Cette sûreté de soi n'était pas soutenue par une croyance religieuse, mais juste par une foi austère et pessimiste dans les valeurs de l'individualisme et de la liberté. La preuve de son respect d'athée pour toute forme religieuse se trouve dans le fervent catholicisme de son épouse. Et dans sa répugnance de laïque moderne envers l'antocléricalisme grossier des premiers socialistes se révèle une spiritualité consciente des motifs les plus délicats de la tolérance et de l'autonomie.

### *Son marxisme*

Il ne manifestait pas de présomptions théoriques : il déclarait naïvement ne pas avoir de temps pour résoudre des problèmes philosophiques car il devait étudier des budgets et revoir les comptes des administrateurs socialistes. Il s'évitait ainsi tout étalage de culture. Mais son marxisme n'ignorait pas Hegel et n'avait négligé ni Sorel ni le bergsonisme. Son intransigeance est sorélienne. Sa conception réformiste d'un syndicalisme graduel, au contraire, était moins théorique qu'inspirée de l'expérience quotidienne dans un pays servile difficile à remuer sans qu'il s'abandonne à de regrettables intempéances. Il fut peut-être le seul socialiste italien (précédé dans la décennie giolittienne par Gaetano Salvemini\*) pour qui réformisme ne soit pas synonyme d'opportunisme. De Marx, il acceptait l'impératif de réveiller le prolétariat pour l'ouvrir au rêve d'une vie libre et consciente, et même si ses critiques n'étaient pas orthodoxes, il ne répudiait pas le collectivisme. Mais ensuite, son attention était toute entière tournée vers un moment d'action intermédiaire et réaliste : former parmi les socialistes les noyaux de la nouvelle société, la commune, l'école, la coopérative, la ligue. Ainsi, la révolution advient parce que les travailleurs apprennent à gérer la

chose publique, non par décret ou au terme d'une révolution quarante-huitarde. La base, conquête du pouvoir et violence accoucheuse de la nouvelle histoire, n'aurait pas été féconde sans cette préparation. Et du reste, trop occupé par la défense présente des travailleurs, Matteotti\* n'avait pas de temps pour les prophéties. Il était davantage intéressé à ce qu'ouvriers et paysans s'essaient à l'administration pour apprendre ; aussi, dans les différents conseils municipaux, avait-il l'habitude de se comporter en conseiller de réserve, prêt à réparer les erreurs, mais il voulait que les plus humbles s'essaient aux charges exécutives.

Mais il n'eut jamais en commun avec les réformistes la complicité dans le protectionnisme, et même, il n'hésita pas, seul avec le vieux Modigliani\*, à s'obstiner dans les batailles libérales en matière de douanes ; pour lui, elles étaient non seulement un moyen de dénoncer les spéculations d'exploiteurs du prolétariat, mais aussi une école d'autonomie et de maturité politique concrète pour sa province.

Ainsi procéda toute sa culture et toute son action, à coup d'exigences fédéralistes, de la périphérie vers le centre, de la coopérative vers la commune, de la province vers l'État. Son socialisme fut toujours un socialisme appliqué, une défense des travailleurs dans le domaine économique, qu'il propose des *démarches progressives* dans *La Lotta* de Rovigo ou à la ligue des communes socialistes ou qu'il s'adresse à l'ensemble du prolétariat italien dans *l'Avanti !* ou *La Giustizia*, ou encore, comme rapporteur de la commission des Finances, pour suivre sur le terrain le plus dramatique et le plus dévastateur son procès contre les oligarchies ploutocratiques dominantes.

Il eut une telle passion pour le réel, les détails, les faits, qu'en 1921, dans une situation très difficile pour le prolétariat de la province de Ferrare, il préféra exercer son action d'assistance et de défense plutôt que d'aller à Livourne, recueillir des succès bruyants dans un récital de « tendances » et de « fractions ».

### *Son antifascisme*

Giacomo Matteotti\* vit naître en Polésine le mouvement fasciste en tant qu'esclavagisme agraire, courtisanerie servile de déclassés envers qui payait, cruauté médiévale et obscurantiste trouble dirigés contre tout effort des travailleurs en direction de leur dignité et leur liberté. Après cette initiation infaillible, il ne pouvait prendre au sérieux les

théories canulairesques des différents national-fascistes, ou les projets médiocrement machiavéliques de Mussolini : il y avait un problème plus fondamental, d'incompatibilité éthique et d'opposition instinctive.

Il sentait que pour combattre utilement le fascisme en politique, il fallait lui opposer des exemples de dignité et de résistance tenace. En faire une question de caractère, d'intransigeance, de rigorisme.

Ainsi s'était-il comporté contre tous les ministérialismes, sans jamais plier. En 1921, il avait répondu par téléphone au préfet de Ferrare, qui l'appelait dans un moment critique des luttes agraires : « Entre nous, toute discussion est inutile. Si vous voulez connaître nos intentions vous n'avez pas besoin de moi car vous avez vos espions. Et je n'ai pas confiance en votre parole. » On ne le vit jamais céder aux flatteries des hommes du pouvoir établi ni monter volontiers des escaliers de préfecture.

Ainsi, s'était créée autour de lui une atmosphère de hargne craintive de la part des agrariens : le jaugeant, ils comprenaient qu'il serait un ennemi implacable.

Le 12 mars 1921, Matteotti\* devait parler à Castelguglielmo. Depuis quelques mois, la lutte se faisait très violente ; un premier assassinat avait été commis en Polésine. Ce samedi, il parcourait les rues en calèche, et le maire de Cincara, Stefano Stievano, l'accompagnait. Des cyclistes vinrent à sa rencontre depuis le village pour le mettre en garde : les agrariens avaient préparé une embuscade. Matteotti\* demande à Stievano de faire demi-tour et fait seul le restant du chemin. À Castelguglielmo, on remarque en effet un mouvement insolite de fascistes stipendiés ; une foule en armes ; au siège de la Ligue, les travailleurs attendent Matteotti\*, qui parle paisiblement en les exhortant à la résistance ; quelques agrariens se présentent pour porter la contradiction, il refuse ; c'était chez ces gens-là une vieille tactique pour trouver un *alibi* à leur propre violence : injurier les travailleurs, provoquer leur réaction, les faire tomber dans le piège. Matteotti\* s'offre au contraire pour les suivre, seul, et parler au siège des agrariens : on en convient ici, et il réussit à obtenir des travailleurs qu'ils ne bougent pas, pour éviter des incidents plus graves.

Je ne sais si son courage ou sa sagacité parurent une provocation. Mais dès qu'il eut franchi le seuil patronal – entre une double rangée d'hommes en armes – ils oublièrent le pacte et l'entourèrent furieux,

revolvers en mains, pour le décider à renier son action à la Bourse du Travail et à déclarer qu'il allait quitter le Polésine.

« Je n'ai qu'une déclaration à vous faire : je ne vous fais aucune déclaration. »

On le frappe, on crache sur lui, mais il n'ajoute pas un mot, s'obstinant dans sa résistance. On le pousse de force dans un *camion*, des coups de feu en l'air tiennent à distance les prolétaires accourus à son secours. Les carabiniers restent enfermés dans leur caserne.

Ils l'emmènent à travers la campagne, un revolver braqué sur lui, un genou sur sa poitrine, le menaçant toujours de mort s'il ne promet pas de quitter la vie politique. Voyant que tout effort est inutile, ils se décident enfin à le jeter sur la route, du haut du *camion*.

Matteotti\* parcourt dix kilomètres à pied et rentre à minuit à Rovigo, où au siège de la Délégation provinciale, pour le renouvellement des contrats agraires, l'attendaient le *cavaliere* Piero Mentasi\*, membre du Parti populaire, l'avocat Altieri\*, fasciste représentant les petits propriétaires et les fermiers, Giovanni Franchi\* et Aldo Parini\*, représentant les travailleurs. Ses habits étaient un peu en désordre, mais il semblait tranquille et serein. Ce n'est qu'après le départ de ses adversaires, comme ses camarades lui reprochaient son retard, qu'il s'excusa en souriant « *I m'ha robà* ». Il avait reconnu quelques-uns de ses agresseurs, dont un de ses fermiers à qui il lui était arrivé de faire grâce du loyer : mais il ne voulut pas donner de noms. En revanche, il assura que les mandants devaient être le commandeur Vittorio Pelà di Castelgiuliano et les Finzi\* di Badia, parents de l'ancien sous-secrétaire d'État de Mussolini.

On a parlé et on parle toujours de violences innommables subies par Giacomo Matteotti\* à cette occasion, il est honnête d'indiquer d'après un témoignage définitif que sa sérénité et son impassibilité, dont peuvent témoigner ses interlocuteurs de ce soir-là, cités plus haut, permettent de l'exclure et de le réduire à une ignoble vantardise fasciste.

En tous cas, l'histoire de cet enlèvement impressionne ; voilà pourquoi nous avons voulu recueillir tous les détails grâce à des témoignages incontestables. Tant que l'agression de Rome ne sera pas décrite, le souvenir de cette tentative peut nous indiquer dans quel esprit Matteotti\* partit à la rencontre de la mort. Il la pressentait.

À Turin, le jour de la conférence de Turati\*, un réfugié vénète lui demanda : « Ne t'attends-tu pas à une expédition punitive d'un Farinacci\* quelconque ? »

Il répondit *textuellement* ceci : « Si je dois subir encore une fois des violences, les coupables seront les sicaires des agrariens de Polésine ou la bande romaine de la Présidence. »

En tant que secrétaire du Parti socialiste unitaire, il avait mené la lutte contre le fascisme avec la plus grande intransigeance. Son livre, *Un anno di dominazione fascista* [« Un an de domination fasciste »] nous reste et constitue un acte d'accusation complet, rédigé à la lumière des bilans et de la révolte d'une conscience morale. Et dès qu'il en fut question, Matteotti\* détruisit toute idée collaborationniste à la Confédération du travail : on ne pouvait collaborer avec le fascisme à cause d'un *a priori* de répugnance morale, et de la nécessité de montrer qu'il restait des gens pour ne pas abdiquer. Au secrétariat du parti, il s'occupait des liaisons, animait les initiatives locales, les coordonnait autour de ce programme. Malgré l'incognito forcé, il apparaissait là où le danger était le plus grand, pour donner l'exemple. Il osa parfois retourner en Polésine sous un déguisement, malgré son bannissement, au péril de sa vie, pour soutenir le moral des combattants.

### *Le volontaire de la mort*

Il reste comme l'homme sachant donner l'exemple. En politique, c'était un esprit carré, sûr de lui ; mais on ne saurait dire ce qu'il aurait pu faire demain comme ministre de l'Intérieur ou des Finances : il appartient désormais déjà à la légende.

J'ai là une lettre d'un travailleur de Ferrare, écrite le 16 juin :

Comme tu peux t'en douter ici on parle de rien d'autre et les journaux n'ont pas le temps d'arriver sur la place car ils sont arrachés aux revendeurs et lus avec avidité. La déploration est unanime et notre réveil ne se cache plus. La malédiction de la peur semble brisée, et les gens parlent sans hésitation. Malgré tout, cette perte portera ses fruits de liberté et de civilisation pour rendre à l'esprit d'élite de notre Grand homme la paix et la joie venant du sacrifice accompli. Matteotti était homme à affronter la mort volontairement si cela lui avait semblé le moyen adapté pour redonner au prolétariat sa liberté perdue.

On ne peut imaginer commémoration plus spontanée et plus généreuse. Comme si les travailleurs avaient vu en lui un mot d'ordre.

Car la génération que nous devons créer est bien celle-là : des volontaires de la mort redonnant au prolétariat sa liberté perdue.

### LA SITUATION (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 8 JUILLET 1924)

En juillet, la crise du mois de juin est devenue situation : on peut en peser les éléments permanents.

Mussolini a été secoué, touché par le scandale, contraint au remaniement<sup>1</sup>. Les oppositions ont résisté : la politique giolittienne que Mussolini voulait mettre en œuvre pour les effriter a échoué. D'une certaine façon, elles ont remporté une victoire morale. Sans les opposants, Mussolini ne peut faire fonctionner le parlement. Leur politique se rit de toutes ses tentatives patriarcales ou unanimistes.

Mais il y a le revers de la médaille.

Ainsi, les oppositions ont dû accomplir un grand effort : elles sont restées incapables de prendre des initiatives concrètes d'action. S'est créé un mythe de la prudence : aucune œuvre positive n'a été entreprise à cause de la peur de provoquer des *diversions*. Parler de diversion a été interprété comme une tactique d'inertie molle. En fait, pour préciser et affermir ses positions, il ne faut redouter aucune diversion : et même en assumer virilement la responsabilité, comme celle d'une conséquence nécessaire de notre action. Aucune politique adulte ne peut s'encombrer de scrupules aussi naïfs ! À propos du concept de *diversion* tel qu'il fut compris, on pourra écrire un amusant chapitre sur la morale et la politique en Italie, pays de Machiavel.

Nous avons suggéré une tactique comportant la bataille, l'attaque convergente. Le pays demandait des candidats au pouvoir : les oppositions ne devaient pas se défausser. Pensée incroyable : un ministère

---

1. Le 13 juin, Mussolini fait démissionner Aldo Finzi\*, secrétaire d'État à l'Intérieur. Le 17, lui-même quitte le ministère de l'Intérieur, confié au nationaliste Luigi Federzoni\*, peut-être sur suggestion du roi. Le 1er juillet, après le refus de Croce\*, Gentile\* est remplacé à l'Instruction publique par Alessandro Casati, proche de Salandra\* ; aux Travaux publics, Gabriele Carnazza\* l'est par un autre proche de Salandra\*, Gino Sarocchi, et à l'Économie nationale, Epicarmo Corbino l'est par Cesare Nava, ancien membre de la droite du Parti populaire, ami personnel de Pie XI. Pietro Lanza di Scalea, venu du nationalisme, remplace Federzoni\* aux Colonies. Ces entrées au gouvernement sont des gages donnés aux conservateurs libéraux et catholiques.

Albertini\*, Amendola\*, Sforza\*, Turati\*, Mauri\* aurait inspiré une certaine confiance aux paisibles bourgeois ! Si l'opposition voulait vraiment expérimenter ses propres ruses, elle ne devait pas reculer, ni redouter de demander la démission du gouvernement et de nouvelles élections à la proportionnelle. Elle ne pouvait se taire face à l'invitation explicite adressée par nous depuis Turin : envisager – elle, légitime élue du pays – un gouvernement provisoire. Quand donc a-t-on vu une opposition démentant avoir dans son programme la démission du gouvernement en place ? Même si la bataille était perdue, cela aurait constitué un précédent, l'opinion publique se serait trouvée cette fois face à un programme concret et aurait eu la possibilité de s'en réclamer.

Un scandale ne liquide pas un gouvernement. Peut-être même pas si l'on démontre la responsabilité personnelle du président, ni si l'on retrouve son ordre écrit de mandant du crime.

Pour Mussolini, toutes les routes restaient ouvertes.

Personne ne l'empêchait d'assumer en personne la responsabilité du délit, qui éliminait un « antinational » ; son audace aurait stupéfié les inquiets. Il pouvait proclamer l'état de siège. Supprimer la presse. Avec plus d'astuce, la bâillonner en suscitant la terreur ou par une simple série de coups de téléphone des préfets aux directeurs de journaux.

Ou alors, si vraiment Filippelli\*, Finzi\*, Cesarino Rossi\* lui faisaient si peur à cause de ce qu'ils étaient capables de révéler, il pouvait toujours de les supprimer proprement en simulant une série de suicides que le bon peuple aurait applaudi comme un signe de la faveur divine et de la justice expéditive de l'histoire.

Avec encore plus d'héroïsme, le président du Conseil normalisateur pouvait appeler Tittoni\* aux Affaires étrangères, Orlando\* à la Justice et Soleri\* aux Travaux publics, au nom du mythe de la patrie en danger, pour gouverner sous la protection du vivant holocauste offert par les dits sacrifiés, devenus l'ornement d'un ministère bastonneur et poignardeur.

Mussolini donna l'impression d'avoir subi une défaite faute de savoir recourir à une de ces solutions décisives, dignes de l'homme d'État qu'il prétendait être. La victoire des oppositions en naquit : ce fut un fait négatif. Entre le jeudi de la semaine du crime et le mardi suivant, on aurait peut-être pu surprendre le *Duce*, profiter de sa peur.

Les membres de l'ordre de l'Annonciation<sup>1</sup>, chefs de l'opposition constitutionnelle, devaient se rendre chez le roi, les partis prolétariens agir avec les masses, les groupes locaux mus par des fermentations naturelles demander la démission du gouvernement. Nous avons vu que le président du Conseil a l'habitude de surévaluer ce genre de manifestation, de s'en inquiéter autant que des articles de presse : sa force, sa volonté, son énergie sont un mythe ; il incarne le bon Romagnol ramenard face aux timides, belliqueux en temps de paix mais pacifiste dans la tempête, toujours soucieux de son avenir et de sa sécurité. Dans le péril, l'aventurier perd la tête. Il a la hantise de se retrouver à son point de départ. Il n'a pas l'habitude de considérer sa domination comme durable, il n'en tire pas l'aptitude calme et froide à prendre des décisions.

Nous avons fait l'expérience ; on peut le prophétiser, il perdra à cause de son innocence et non de son audace. Le secret du régime tient à sa théâtralité, à sa parfaite adéquation aux habitudes de lâcheté et d'obéissance des Italiens. De ce point de vue, sa principale qualité comme homme de gouvernement tient à sa connaissance et à son mépris du peuple italien, bien qu'on ne puisse dire jusqu'où il joue sur les qualités de Polichinelle et à partir de quand il commence à être un pion et une victime de son propre jeu. Après tout, Mussolini le dompteur est aussi un Italien de Romagne, et à vivre au milieu des fauves domestiqués... Selon nous, mieux vaut toujours laisser de vrais médecins surveiller les faux fous.

Mais toute cette psychologie ne suffit pas. Le visage féroce et l'indulgence théâtrale avaient un soutien : le second gouvernement du régime ; le principe mâle et actif était le cynisme de *Cesarino*<sup>2</sup>. Sans celui-ci, le giolittisme mussolinien n'aurait été que vanité et coquetterie de tempérament féminin. Il est temps de distinguer les rôles, de reconnaître les mérites du commandeur Cesare Rossi\*. Il n'a pas de responsabilité dans l'échec de l'effort pour donner à l'Italie un beau régime du XVI<sup>e</sup> siècle, fondé sur la protection historique de la force

1. *Santissima Annunziata*, principal ordre de chevalerie piémontais puis italien, institué en 1363, avec quatorze puis vingt chevaliers, vingt plus le roi en 1924, plus le prince héritier, des dignitaires ecclésiastiques et titulaires étrangers, ouvert depuis 1869 aux roturiers et aux civils, récompensant les services rendus dans les plus hautes charges de l'État.

2. Cesare Rossi\*.

fanfaronne et obscure du sicaire, ainsi que sur le fascinant mystère des conjurations. Il ne renia pas son patronyme : il ne connut pas les peurs du *parvenu* ambitieux, ni les hystéries de la femelle cachée dans tout acteur même s'il joue au Capitole. À lui, on ne peut refuser les honneurs – si l'on peut dire – des armes : on ne conteste pas à un brigand d'avoir toujours exercé sa profession à visage découvert. Il n'est pas fait pour la prison à perpétuité : son art de l'intrigue mérite une élimination en place publique de la main d'un de ses ennemis communistes.

En même temps, il est certain que le président aura du mal à le remplacer : de ce fait, la politique semble perdre de ses couleurs. Depuis 1919, Cesarino a été l'âme de l'action fasciste, l'esprit agissant, le confident prêt à tout, le vrai secrétaire d'un pouvoir qui sans lui pouvait se réduire à une pure consolation décorative. Tous les *ras* peuvent aller se cacher en comparaison du cynisme et de l'énergie froide de cet homme, capable de feindre le sacrifice de se constituer prisonnier après avoir préparé sa défense.

Dans le moment présent, pendant que les oppositions ne veulent pas créer de *diversions* et laissent l'initiative à l'ennemi, Mussolini semble se reprendre. Tant mieux : si nous avions pu le liquider par le scandale, surprendre sa faiblesse, nous aurions dû avoir honte de nous sans recours, car il n'est à l'évidence pas de miroir plus infaillible pour notre conscience que les qualités de nos adversaires.

Vaincre Mussolini doit signifier vaincre le fascisme, le squadriste, les chemises noires. Aujourd'hui, en Italie, fascisme et forces armées ne sont sans conteste, avec le président du conseil, ni ébranlées ni affaiblies : elles constituent la plus solide organisation dominant le pays. Les oppositions doivent travailler au sein de ce dernier, organiser la résistance en tous domaines, sans optimisme ni hésitation.

Il ne faut pas se fier aux moyens faciles et rapides. Il est ridicule de compter sur une désagrégation interne des forces gouvernementales ; la majorité ne se rebellera pas contre le fascisme et si elle le faisait elle serait vaincue. Certains prétendirent miser sur l'inconnue Federzoni. Ce dernier est un parfait mussolinien et sa ruse ne saurait dépasser son sens militant de la soumission. Ses dons politiques sont limités, ses ambitions trop prudentes et trop médiocres pour lui souffler des aspirations de prétendant. Il suffirait d'un veto de Farinacci pour briser sa paresse

fondamentale de Bolognais. Compter sur le roi et l'armée ne nous convient pas ; nous ne sommes pas des Ciro Menotti\* après l'heure.

Il est faux que le remaniement ait diminué la force du gouvernement. Les quatre nouveaux ministres lui ont donné un air plus apolitique, plus médiocre, plus incolore : c'est toujours utile pour accroître les capacités du nouveau mussolinisme et ménager les forces fascistes. Avec les secrétaires d'État, le fascisme reconquiert les positions les plus sensibles ; la province marche de nouveau sur Rome, les *ras* arrivent au centre<sup>1</sup>.

L'été fera mûrir cette consolidation, avec la complicité de l'inactivité et de l'oubli. En octobre prochain, personne ne pourra plus s'imaginer que Mussolini ne maîtrise pas la situation. Il lui sera facile de le prouver par d'autres violences, indispensables instruments du nouveau gouvernement.

Pendant ce temps, l'Italie aura subi sa plus grande défaite diplomatique : Mussolini n'ose pas aller à Londres ; cela aussi correspond à son tempérament. En s'y rendant il s'isolerait. Seuls Sforza\* et Nitti\* ont pu mener pour le pays une politique extérieure vraiment nationaliste. Le fascisme reprend la tradition du premier giolittisme, privé de politique étrangère ; il trahit les intérêts de la nation, se satisfaisant de consolations de la politique intérieure. Mussolini représente le pacifisme le plus étroit, les renonciations les plus radicales à toute fonction européenne de l'Italie. Avec lui, le nationalisme avoue ses instincts provinciaux, son impuissance rhétorique et infantile. Le spectre effrayant de Sedan hante l'imagination enfiévrée de l'aventureux Romagnol ; ses propres rêves napoléoniens lui prêchent la prudence et l'ignorance de la politique des démocraties européennes modernes.

Mais même les humiliations extérieures ne serviront pas à liquider le fascisme en Italie. La politique internationale exerce son influence sur les politiques intérieures des pays mais à longue échéance : le seul effet actuel pour nous consiste en notre démission comme grande puissance. Mussolini et Federzoni nous ont réduits au rôle de l'Espagne.

---

1. Quatorze nouveaux secrétaires d'État sont des fascistes ou des ralliés, mais représentent moins le fascisme squadriste que le conservatisme monarchiste rassurant une partie de l'opinion.

Les oppositions doivent donc se débrouiller toutes seules, créer une classe dirigeante supérieure et préparer avec ténacité la situation nous permettant de nous libérer d'une politique parasitaire faite de petits intérêts provinciaux.

### *L'Aventin et l'engagement direct*

*Malgré son pessimisme, Gobetti a franchi un pas. Il crée un réseau national de collaborateurs et d'abonnés destiné non à concurrencer les organisations existantes, mais à les aiguillonner. À la fin de l'été, redoutant toujours un compromis, il s'en prend aux alliés parlementaires du fascisme, et en particulier à Carlo Delcroix\*, ce qui sert de prétexte à une agression physique qu'il raconte de façon édulcorée, tout en maintenant son intransigeance et en se réjouissant de voir les oppositions sembler s'orienter vers des positions proches des siennes en ce domaine.*

### **GROUPES DE *RIVOLUZIONE LIBERALE* (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 8 JUILLET 1924)**

Jusqu'à ce jour, nous n'avons pas donné suite aux nombreuses invitations et incitations d'amis et de lecteurs à nous faire les héritiers d'une organisation politique correspondant au travail effectué par notre revue en presque trois ans, car nous ne voulions pas pécher par impatience et improvisation.

Mais aujourd'hui, on ne peut le nier : les faits eux-mêmes nous devancent. Le groupe de *Rivoluzione liberale* s'est trouvé contraint d'agir et d'exister avant d'être constitué de façon officielle. Il ne nous reste qu'à prendre acte des faits et à renforcer cette première création spontanée.

Pour cela, nous croyons utile dans un premier temps de constituer dans chaque centre où ce sera possible un groupe d'amis jugeant acceptables nos idées, rassemblées dans un programme simple et synthétique. Ces organisations doivent se former le plus vite possible : nous voudrions que dans la semaine, tous nos amis en état de constituer un groupe dans leur ville nous écrivent pour que nous les mettions en contact avec nos autres amis du lieu.

Quelle action pourront avoir ces groupes ? Certains de nos amis les imaginent comme un parti potentiel. Nous ne voulons pas anticiper ni

improviser des développements futurs. À notre avis, dans un premier temps ils pourraient accueillir, dans certaines limites, même des hommes inscrits dans d'autres partis, notre but étant double :

1) créer une nouvelle classe dirigeante sur la base de nos préalables et de nos solutions ;

2) promouvoir un renouvellement démocratique moderne dans le cadre des divers partis.

Donc, une fois constitués les groupes locaux avec des règles précises assurant le sérieux et la discipline, il s'agira de prendre contact avec les différents groupes d'opposition et d'exercer une sorte de contrôle sur eux d'une part, d'étendre nos manifestations culturelles et de propagande d'autre part. Le moment venu, nous proposerons et signalerons de telles actions, avec les règlements adéquats.

En attendant, nous transcrivons le programme proposé à la discussion du groupe de Turin convoqué pour le dimanche 6 juillet. Ce sera le premier groupe constitué. À Milan, Naples, Palerme, Gênes, d'autres sont en cours de formation.

Les adhérents des groupes de *Rivoluzione liberale* reconnaissent avoir en commun les principes suivants :

1) La pierre de touche du sérieux politique et moral des Italiens doit être l'irréductible répugnance envers le fascisme et le mussolinisme. En portant à ses ultimes conséquences un phénomène de dictature bureaucratique prévalant déjà du fait des soit-disant démocraties – corrompues – de l'avant-guerre, le fascisme a prétendu résoudre la récente crise liée au chômage, aux déclassés et aux ploutocrates, en organisant une armée de parasites de l'État. L'opposition au fascisme doit donc pouvoir compter, en particulier en Italie du nord, sur la formation d'une économie moderne, forte d'une industrie débarrassée de tout protectionnisme et de tout paternalisme d'État, ainsi que sur une classe prolétarienne intransigeante en politique et apprenant à l'école des usines le sens de la libre vie sociale. Les rapports entre ces forces doivent être réglés par la loi infaillible et inéluctable de la lutte des classes.

2) La formation de cette économie moderne dans le Nord ne doit pas se faire au détriment du Sud de tradition agricole, celui-ci n'attend pas la résolution de ses problèmes par des projets de théoriciens ou des aumônes pré-électorales de gouvernements paternels, mais par une action autonome fondée sur une politique de paix, de travail et d'épargne.

Dans le Sud, les groupes de *Rivoluzione liberale* doivent conduire la bataille contre les oligarchies ministérielles protégeant les cliques locales, et aider au réveil du prolétariat agricole, à sa participation au combat politique.

3) La première condition pour que puisse commencer cette œuvre d'assainissement doit consister en l'élimination des gouvernements personnels et leur remplacement par un régime de démocratie moderne, dirigée et laïque, fondé sur la représentation proportionnelle et s'exprimant dans la libre lutte entre les partis.

4) Dans les rapports internationaux, une politique de dignité nationale doit être menée par ces démocraties, qui, bien que pacifiques par définition et par intérêt, sont les seules capables d'intéresser à la défense nationale l'ensemble des couches sociales.

### COMMENT COMBATTRE LE FASCISME (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 2 SEPTEMBRE 1924)

[...] Nous avons dit ailleurs que l'heure actuelle est celle de Marx. Mais on comprendra que nous pensons à un Marx vivant, dans une situation caractéristiquement italienne. Dans ce sens, voici la tactique que propose *La Rivoluzione liberale* contre le fascisme :

N'avoir aucune illusion quant à une liquidation du fascisme grâce à de petits jeux parlementaires, des combinaisons de majorité, l'État-Major, la révolte des Delcroix\* en tous genres et autres fausses couches morales. Le problème italien réside dans la liquidation de l'esprit et des formes du transformisme, de l'accommodantisme, de la corruption oligarchique, représentés auparavant par de vieux groupes soi-disant démocrates et portés à leurs extrêmes d'impudence et de malhonnêteté par le fascisme. Nous croyons dans le mouvement ouvrier comme seule force capable d'opposer son inexorable intransigeance aux vieilles cliques toujours prêtes à négocier, du fait de ses réserves d'esprit combatif, de sa volonté de rédemption. Les expériences du passé enseignent qu'à l'heure des comptes, il aura besoin d'une classe dirigeante sûre d'elle et moderne, dotée d'esprit de sacrifice et de maturité historique. Quelles que soient les modalités de la liquidation de la question du ministère Mussolini (nous n'avons aucune tendresse pour les manœuvres de Salandra\*, Giolitti\*, Caviglia\* ou Di Giorgio\* !) la situation qui engendra le fascisme ne se liquidera qu'avec la reprise du mouvement ouvrier.

Celle-ci est liée à l'amélioration de notre classe capitaliste et aux capacités de notre économie à s'insérer dans le commerce mondial autrement qu'en parasite. C'est le sens profond de la récente campagne<sup>1</sup> d'Einaudi\*.

Pour seconder la reprise ouvrière contre le fascisme, il ne faut donc pas invoquer des prophéties ou proposer des schémas de nouvelle société (en Italie, si nous devions attendre les trois conditions de Sorel, l'affaire se prolongerait plutôt) mais aider les partis sérieux et modernes à se libérer des mœurs giolittiennes, à améliorer leurs cadres dans une lutte sans quartier et sans illusions, à préparer des conditions telles que les démocraties modernes ne soient plus esclaves d'aucune oligarchie. La guerre contre le fascisme est une affaire de maturité historique, politique, économique de notre économie *[sic]*, de nos classes dirigeantes, des catégories ouvrières et industrielles.

### UNE TENTATIVE D'INTIMIDATION (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 30 SEPTEMBRE 1924)

Dans le numéro 32 de la revue *La Rivoluzione liberale* (2 septembre)<sup>2</sup>, j'ai publié un bref commentaire, avec une violente attaque contre la majorité parlementaire et le député Delcroix\*. J'avais l'intention de répéter une idée devant désormais être familière à nos lecteurs. Mussolini et le

1. Jusqu'à l'affaire Matteotti\*, bien qu'inquiet pour les libertés, Einaudi\* est favorable au fascisme. Il approuve en 1923 les licenciements de cheminots ou l'abolition des taxes à l'importation sur le sucre, la suppression de l'impôt sur les successions en ligne directe ou l'augmentation des tarifs ferroviaires en troisième classe, et vote pour la liste mussolinienne en 1924. Mais dès fin 1923, il critique le maintien des tarifs protectionnistes de 1921, les subventions aux banques et aux industries en difficulté, le poids des industriels protectionnistes. Après la mort de Matteotti\*, il note que les patrons sont seuls à se taire, du fait de leur peur du communisme, mais surtout de leur envie d'abolir le droit de grève, d'accroître les protections douanières, de mettre à leur service un État « fort ». Il rappelle qui finance le fascisme, s'indigne en août quand le silence fait place à des déclarations de solidarité avec le gouvernement, dénonce un système « fascisto-corporatiste-technique » consolidant les positions acquises contre toute initiative, cesse d'opposer son libéralisme à la démocratie, et souscrit pour *La Giustizia*, le journal du PSU de Matteotti\*.

2. Voir l'article précédent.

fascisme ne sont en rien vaincus. Pour les battre, il faut les combattre ouvertement, avec la conscience de lutter en même temps contre la tradition italienne de transformisme et de corruption politique. Dans cette lutte, intrigues parlementaires et manœuvres de la majorité ne servent à rien, et même si elles avaient de l'utilité, nous refuserions d'y recourir. De manière définitive, deux ans de fascisme ont divisé le terrain entre courtisans et citoyens : nous avons honte de devoir vivre dans le même pays que les serfs ayant vendu leur âme au *Duce* pour qu'il les éliise le 6 avril.

En rédigeant mon commentaire, j'avais parfaitement conscience de la réaction que j'allais rencontrer, car je n'ignore ni la nature ni la mentalité de ces esclaves refusant d'admettre leur statut. Et dans ce cas précis, de plus, je dérangeais de façon évidente les plans de la faction de l'opposition qui, par crédulité ou désir conscient de se rendre, espère vaincre le fascisme de Mussolini en s'alliant à celui de Benelli\* et de Libero Tancredi\*.

Je me trouvais donc entre deux feux. Et en deux jours, j'assistai au soulèvement unanime de la presse italienne, fasciste ou d'opposition<sup>1</sup>, emmenée par la *Gazzetta del Popolo* et le professeur Cian\*, appuyés par *La Stampa* et *Il Mondo*. Un journal de Trieste annonça que j'avais été lynché par la foule. Des groupes de mutilés et de fascistes me faisaient parvenir de toute l'Italie leurs télégrammes de déploration.

Sans tarder, l'exaltation des journaux turinois, comme la *Gazzetta del Popolo* et *La Stampa*, eut des conséquences pratiques.

Vendredi 5 septembre, vers 18 heures, je descendais l'escalier de mon immeuble. Un individu s'approcha de moi et me demanda si j'étais Piero Gobetti. Je répondis par l'affirmative, il ajouta qu'un de ses amis désirait me parler dans le hall. Je compris le sous-entendu, et descendis avec lui. Quatre personnes se précipitèrent tout de suite sur moi, me demandant si j'étais l'auteur de l'article contre Delcroix\*. « Exactement ». Nous étions arrivés dans la rue et ils commencèrent à me frapper tous ensemble : d'autres agresseurs avaient patiemment

---

1. L'opposition s'intéresse à Delcroix\* : on parle de lui dans un éventuel gouvernement Giolitti\*, mais il a aussi des contacts avec le gouvernement et choisit ce camp-ci, approuve la déchéance des députés de l'Aventin, adhère au parti fasciste en 1928, rompant à la fin des années 1930 en grande partie par fidélité monarchiste.

attendu et s'ajoutèrent aux premiers. Ignorant des règles du corps à corps, je me défendis comme je le pouvais et bien qu'encerclé ; presque écrasé, les lunettes cassées, j'essayai de ne laisser sans réponse aucun coup adverse. Une foule considérable s'était rassemblée et assistait prudemment impassible au combat entre un homme et une douzaine d'agresseurs. Quand nous nous séparâmes, je restai sur la porte de l'immeuble, insultant mes provocateurs jusqu'à ce qu'ils soient loin.

Cette agression fut racontée dans *La Stampa* de Turin comme si un *mutilé* s'était présenté chez moi et m'avait giflé sans que je réagisse. Pour obtenir la rectification de cette *fausse* information (je chargeai quelqu'un de le faire vite remarquer au commandeur Banzatti, directeur du journal, et au docteur Pestelli\*, rédacteur en chef, qui protestèrent amplement de leurs regrets et de leurs assurances), je dus demander l'intervention de mon avocat.

Le phénomène le plus intéressant ne fut donc pas la violence des réactions, mais la froide tentative pour falsifier ma pensée et condamner toute mon activité comme monstrueuse. D'anciens amis et d'anciens sympathisants se prêtèrent volontiers à cette tentative. Ils ont trouvé commode d'enterrer une voix n'ayant pas l'habitude de se taire avec complaisance. Bien entendu, on déploya les méthodes de la camorra et du boycott.

Je me décidai alors à publier les documents indispensables aux personnes de bonne foi qui ne voudraient pas se prêter aux jeux des gens intéressés et des politiciens. J'envoyai aux journaux la lettre suivante :

Monsieur le Directeur, cher Monsieur,

Puisque mon commentaire à un article de *La Rivoluzione liberale* intitulé « Comment combattre le fascisme » a suscité d'infinies déplorations et protestations, je crois nécessaires les déclarations suivantes, pour la publication desquelles je m'en remets à votre courtoisie.

Envers Carlo Delcroix\*, mutilé de guerre, je ne saurais ne pas professer le respect que je professe pour tout mutilé de guerre.

Envers Carlo Delcroix\*, député du *listone, leader* de la majorité gouvernementale, auteur d'un ordre du jour de confiance inconditionnelle au *Duce*, représentant aujourd'hui l'esprit de fronde crépusculaire d'une partie de cette majorité après avoir cru toutes les flatteries du mussolinisme, je me suis réservé et me réserve la plus ample liberté de critique et d'éreintement.

Quant au texte de mon commentaire, tout lecteur honnête doit comprendre que l'expression *fausse couche morale* ne concerne pas la personne de Delcroix\*, mais son attitude politique tout comme les petits jeux parlementaires et les diverses manœuvres sur la majorité, au moyen desquelles les naïfs croient pouvoir liquider le fascisme.

Contre les offenses personnelles lancées contre moi au prétexte de mon commentaire, je suis en train de pourvoir par les moyens opportuns.

Respectueusement  
Piero Gobetti

[...]

### SALUT À L'AUTRE PARLEMENT (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 11 NOVEMBRE 1924)

En deux ans de mauvais gouvernement succédant à quatre autres d'illégalité et de délits, le fascisme officiel, discrédiété et isolé, réduit pour l'efficacité pratique aux cadres de la milice et aux militants du squadrisme provincial, montre qu'il a presque parcouru la totalité de sa parabole de phénomène typique de l'Italie d'après-guerre.

Mais la situation intérieure en Italie reste dominée par un autre fascisme, plus authentique et plus important, représenté par ces groupes parlementaires, bureaucratiques et ploutocratiques, menacés dans leur omnipotence pluridécennale par les résultats des élections à la proportionnelle de 1919 et de 1921, puis ayant tenté ensuite la contre-offensive contre les nouvelles classes apparues après la guerre, en exploitant pour cela les exigences d'une partie des anciens combattants et les idéaux des couches moyennes.

Voici peu, comme la compagnie du fascisme officiel était devenue compromettante, gênante, et pensant pouvoir se défaire tôt ou tard de ce voisinage malcommode, ces forces conservatrices ont laissé s'organiser la manœuvre bien connue de la « solution centriste » et ont envoyé pour cela quelques-uns de leurs zélateurs tenter de briser la cohérence de l'opposition en invitant les éléments constitutionnels à revenir au parlement pour se constituer en otages de la majorité *mussolinienne*.

La manœuvre échoua, entre autres parce que les oppositions ont désormais pris l'habitude de ne plus prendre en compte certaines

distinctions, dont on ne sait si elles sont plus ingénues ou plus hypocrites, et toutes ont compris que l'ennemi le plus redoutable et le plus dangereux n'est pas le fascisme récent et éphémère des « chemises noires » mais celui ancien et pérenne des réactionnaires, du philofascisme et du collaborationnisme soutenant le régime de l'extérieur, et sur lequel Mussolini pourra encore s'appuyer sans problème. Ainsi, la Chambre du 6 avril<sup>1</sup>, fermée dans la précipitation après l'assassinat de Giacomo Matteotti\*, rouvrira sans les oppositions et à partir de là le duel recommencera avec une âpreté renouvelée.

Jamais comme aujourd'hui, la lutte politique en Italie n'aura eu une structuration aussi simple et aussi précise : d'un côté, les nationalistes, les cléricaux, les conservateurs, les avocats des agrariens et des industriels protectionnistes, les déchets des partis anciens ou nouveaux, les aventuriers de la politique ; de l'autre, les masses des travailleurs et les bourgeois restés fidèles à leur idéal de liberté. D'un côté, la majorité de la pentarchie<sup>2</sup> unie par sa complicité avec les horreurs du fascisme ; de l'autre les groupes d'opposition rassemblés par leurs communes origines démocratiques et leur commune foi libérale ; aucune place entre les deux pour les juges conciliateurs de la modérantaille et de la rhétorique patriotarde.

Les groupes de *Rivoluzione liberale* n'ont pas attendu hier pour choisir leur place dans la lutte contre tous les fascismes, ils se réjouissent que la toute récente expérience ait démontré la justesse de leurs prévisions et la logique de leur attitude ; à la veille de l'ouverture des deux parlements, ils adressent un salut aux députés des oppositions, seuls représentants légitimes de la libre nation italienne, et invitent les partis d'opposition à faire toujours davantage bloc pour défendre ce qui en Italie n'est pas encore tombé sous le contrôle de l'ennemi, et pour préparer à brève échéance la rédemption politique totale de l'ensemble du pays. La bataille ne sera ni facile ni courte, mais la valeur de la cause, l'ignorance et la sottise de certains adversaires, le temps aussi travaillent pour les oppositions. Une fois de plus, la victoire ira au plus persévérand et au plus intransigeant.

---

1. Date des élections législatives.

2. La majorité préparée par Michele Bianchi\*, Cesare Rossi\*, Giacomo Acerbo\*, Aldo Finzi\* et Francesco Giunta\*, chargés par le conseil national du parti fasciste de préparer les listes de ses candidats aux élections de 1924, en associant les fascistes et leurs alliés, anciens libéraux, anciens « populaires », anciens démocrates.

LA SEMAINE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 25 NOVEMBRE 1924)*Giolitti fasciste*

Depuis juin dernier, prévoyant une succession de faits vérifiée depuis avec exactitude, *La Rivoluzione liberale* a rejeté, de façon nette, l'hypothèse de travailler à une succession par Giolitti. Plus tard, quand les manœuvres des giolittiens et des forces soutenant le fascisme ont trouvé leurs centres tactiques entre Assise et Livourne<sup>1</sup>, notre campagne anti-transformiste s'est déployée jusqu'à ses dernières conséquences, culminant avec l'incident Delcroix\* ; d'une certaine façon et au moins en tant que symptôme, celui-ci a marqué la division entre intransigeants et transformistes.

L'attitude giolittienne s'est clarifiée en six mois : une extrême prudence et une tactique presque simpliste. C'est le style caractéristique de l'homme votant en juin la loi électorale demandée par Mussolini et appuyant en avril les candidats de Cesare Rossi\* et de Marinelli\*.

---

1. À Assise, les 27, 28 et 29 juillet 1924, le congrès de l'Association nationale des combattants ne s'est pas placé dans l'opposition, mais les éléments les plus favorables à Mussolini ont perdu du terrain, et l'on peut prévoir une radicalisation des rapports avec le gouvernement. Après des tensions, la motion finale est prudente, condamnant la situation de l'immédiat après-guerre, donc les mouvements révolutionnaires, ainsi que les « partis qui méconnurent et sous-estimèrent la victoire », mais insistant aussi sur l'indépendance de l'association, et demandant aux autorités de « rétablir dans sa pleine et absolue efficacité l'autorité de la loi ». Cela déplaît à Mussolini, mais est insuffisant pour Gobetti. À Livourne, les 4, 5 et 6 octobre, le congrès du Parti libéral ne voit pas non plus de passage à l'opposition, mais repousse une motion pro-gouvernementale, et s'il évoque « ce passé dans lequel des forces anti-patriotiques ont ébranlé l'autorité de l'État et tenté d'obscurcir la gloire de Vittorio Veneto », il en appelle à l'autorité de la loi, au respect de la volonté du pays, de la constitution, des administrations locales élues, à la séparation des pouvoirs, aux libertés, y compris syndicales, au refus des forces paramilitaires de parti. Cela semble d'abord un tournant important, même si la minorité de droite se constitue en parti autonome et continue de soutenir Mussolini (voir par exemple Renzo De Felice, *Mussolini il fascista...*, *op. cit.*, p. 660 et p. 679-680). Gobetti est très critique, considérant que le congrès libéral n'a vu qu'une opposition entre une droite nostalgique du suffrage censitaire et une gauche espérant en Giolitti\*, avec un mélange de modérantisme, de profascisme, de mépris du monde ouvrier, d'espoirs dans une intervention pontificale, etc. (Piero Gobetti, *Conscientia*, 11 oct. 1924, rééd. in *OC-SP*, p. 782 *sq.*).

On ne peut pas dire que comme député, il se soit rebellé au moment de l'assassinat de Matteotti\* : la rébellion n'est pas dans son tempérament. Même quand le sang répandu démasqua avec cruauté les systèmes du nouveau régime, il ne se résolut pas à l'antifascisme : il engagea seulement une tactique de plus grande réserve envers Mussolini, désormais bien installé, et à son collègue Soleri\* qui se demandait s'il devait refuser un portefeuille lors du remaniement de l'été, il aurait dit : « Tu es fatigué d'être avocat et tu veux commencer à faire le notaire ? » Ainsi passa l'été et allant le voir à Cavour, un de nos amis le trouva occupé à lire Dickens. Au moins ses prévisions concordaient-elles en cela avec celles de *La Rivoluzione liberale* ; Mussolini ne tomberait pas par l'effet moral de l'assassinat de Matteotti\*, comme tous le croyaient naïvement pendant l'été.

Mais même Giolitti\* s'est fait optimiste, s'il croit pouvoir liquider Mussolini en votant contre lui en novembre : les journaux giolittiens l'affirment, parlant de moment des plus incertains, de crise imminente. On voudrait opposer ici quelques considérations à ces crieurs publics tapageurs et fort contradictoires.

Puisque s'opposer au fascisme donne le droit de parler au nom d'une aristocratie, celle des caractères n'ayant pas cédé, il semble permis de demander à Giolitti\* et à ses amis, piémontais en particulier, pourquoi ils ne se tournèrent pas vers l'opposition en décembre 1922 quand à Turin l'état d'esprit unanimiste créé autour de Mussolini, avec la complicité des *libéraux* de toutes nuances, rendit possible, presque sans protestation, le sacrifice de vingt-deux victimes prolétariennes. Qui pactisait ou se taisait quand d'autres préparaient des listes de proscription ne saurait participer de la dignité de l'opposition. N'a pas la dignité nécessaire au rôle d'opposant, celui qui seconda le fascisme le 6 avril en justifiant son appui par l'intention d'enlever aux populaires et aux socialistes quelques-uns de leurs trop nombreux fauteuils laissés par la loi électorale mussolinienne ! Et dès le lendemain du 6 avril, la presse giolittienne déclara qu'il faudrait considérer les résultats électoraux comme un pas vers la légalité, reconnaissant donc de justes droits à la majorité de Cesare Rossi\*. Pendant ce temps, les vrais opposants les contestaient et Giacomo Matteotti\* lançait contre toute la majorité l'acte d'accusation qu'il paya de sa vie.

Le discours du 13 novembre n'est donc ni un discours d'opposition, ni un discours antifasciste. Au contraire, avec une grande loyauté,

Giovanni Giolitti\* n'a pas parlé du fascisme. Il ne peut oublier ni que les *squadre* fascistes et la terreur blanche furent inaugurées sous son ministère ni que ses ministres – et certes pas contre son avis – se chargèrent d'armer les chemises noires. Il se souvient d'avoir utilisé le fascisme en 1921 contre les socialistes et les populaires. Il ne peut exclure de l'utiliser de nouveau demain contre les mêmes cibles. Son opposition est celle d'un compagnon de route et d'un philofasciste de la première heure ; elle se limite à quelques points relevant des affaires courantes pour le ministère : quand Mussolini aura déclaré à la Chambre que la commission des 15<sup>1</sup> ne fonctionnera pas, que l'application de la loi sur la presse sera retirée aux préfets<sup>2</sup>, que sera organisée l'élection des conseils municipaux dissous, alors la mauvaise humeur de Giolitti\*, libre de tout a priori, n'aura plus de raison d'être. Le texte affichant son opposition est par nature limité : il ignore la loi électorale (dont il a été un des auteurs) ; il ne soulève pas la question d'une incompatibilité morale entre le gouvernement et le pays, il n'évoque pas le problème de la milice. Sa tactique n'intéresse donc pas le moins du monde les oppositions, toutes séparées de Montecitorio par bien plus que les subtiles

---

1. Commission pour l'étude de réformes constitutionnelles, présidée par Gentile\*, nommée le 4 septembre 1924 par Mussolini. Au programme, on trouve les rapports entre le gouvernement et la Banque, la presse, les « partis internationaux » et les « sectes secrètes », entre l'exécutif et le législatif, l'État et la religion, ainsi que le fascisme et les classes sociales, la reconnaissance des syndicats d'employeurs et de travailleurs, des conseils techniques nationaux, de nature corporatiste, la magistrature et le code du travail. Elle devient le 31 janvier 1925 Commission des 18, mais il s'agit toujours de rompre avec l'État libéral et de définir les bases de l'État fasciste.

2. Le décret sur la presse, approuvé en Conseil des ministres le 12 juillet 1923, conservé comme une épée de Damoclès contre les oppositions et mis en vigueur le 8 juillet 1924, impose que le gérant responsable d'une publication en soit le directeur ou l'un des principaux rédacteurs et interdit qu'il soit député ou sénateur; il permet aux préfets d'avertir (et d'interdire au second avertissement en un an) un journal qui par des informations « fausses ou tendancieuses », gêne « l'action diplomatique du gouvernement », nuit « au crédit national à l'intérieur ou à l'extérieur », crée des alarmes injustifiées dans la population, « trouble l'ordre public » d'une façon ou d'une autre, « incite à commettre des délits ou pousse à la haine de classe ou à la désobéissance aux lois et aux ordres des autorités, ou perturbe la discipline des employés d'un service public, ou favorise les intérêts d'États, groupes ou individus étrangers aux dépens des intérêts italiens ou bien outrage la patrie, le roi, la famille royale, le souverain pontife, la religion de l'État, les institutions et les pouvoirs de l'État ou les puissances amies. » Voir par exemple Valerio Castronovo, *La stampa italiana dall'Unità al fascismo*, Rome et Bari, Laterza, 1970.

distinctions de l'ex-dictateur parlementaire : elles n'y reviendront pas, même si leurs votes pouvaient (hypothèse ridicule et désespérée !) provoquer une crise ministérielle. Des intrigues de couloir ne suffiront pas à apaiser le fantôme de Matteotti\*. Laissons Mussolini et Giolitti\* à leur duel : depuis quatre ans, ils sont occupés à se disputer la place de chef de la majorité et du fascisme. Giolitti\* a gagné en 1921, a perdu en 1922. Son opposition actuelle ne reflète que l'idée de recommencer la partie.

### *L'Union nationale*

L'Union nationale est une coalition, comme celle, autrefois, de Giorgio Pallavicino\*, Manin\*, La Farina\* ; une alliance comprenant des forces plus ou moins distinctes et hétérogènes. Il s'agit de savoir si elle maintiendra un statut d'égalité entre les adhérents ; et au contraire s'il en était comme de l'alliance entre l'homme et le cheval, il sera intéressant de voir qui sera l'homme.

Trêve de métaphore. Du fait de leur invincible répugnance face au fascisme, ont adhéré des hommes de haute valeur jusque-là restés comme étrangers à la politique, ou habitués à militer dans des groupes d'élite et d'hérésie, comme Mario Ferrara\*, Tilgher\*, De Ruggiero\*, De Lollis\*, Vinciguerra\*, Papafava\*, Silva\*, Calamandrei\*, Grieco\* (notons que presque tous collaborent à *La Rivoluzione liberale*). Grâce au prestige de ces hommes non compromis ou *nouveaux*, on ne devrait pas courir le danger de remettre en valeur de vieilles bannières qui doivent rester responsables de leurs fautes passées. La garantie du contraire semble venir des chefs et des inspirateurs naturels de l'Union, Amendola\*, Einaudi\*, Sforza\* : mais pour le moment l'Union est aussi le parti de Bonomi\* et de Cocco-Ortu\*, et a failli être celui du duc Di Cesarò\*.

En attendant, le premier acquis de la coalition se voit dans son programme où les diverses tendances ont dû se modérer ou se neutraliser de façon presque éclectique ; ainsi, ses affirmations ont moins la force d'un nouveau libéralisme qu'un ton ressemblant quelque peu à celui des modérés du Risorgimento, malgré le style amendolien, austère et digne. Au lieu d'autonomies, on parle de décentralisation autarcique et on oublie le libéralisme douanier car parmi les signataires se trouvent aussi les partisans de l'économie mixte et les vieux avocats démocrates du prohibitionnisme oligarchique.

Mais avec sa déclaration programmatique, l'Union nationale croit-elle avoir donné un cadre réaliste et des conseils tactiques précis pour le moment présent ?

Tous nos doutes résident là.

Si l'on n'inclut pas la question de la proportionnelle dans le programme, on parlera en vain de démocraties modernes. Dans le Sud, démocratie sans proportionnelle signifiera toujours démocratie ministérielle avec élections domestiquées façon Giolitti\* ou Mussolini. L'Union nationale est-elle prête à se battre contre le collège uninominal ?

Est-elle agnostique sur ce terrain ? Mais alors le suffrage universel, séparé de son complément naturel, le scrutin de liste avec représentation proportionnelle, représentera seulement une arme de plus pour les préfets pour réduire le gouvernement à une oligarchie, et la « nouvelle » démocratie sera toujours celle de De Bellis\*.

Cette corruption a trouvé en Giolitti\* son représentant historique. Que pense de lui l'Union nationale ? Pour être précis, que pense-t-elle du Giolitti\* de l'après-guerre, qui n'a en rien le droit de mettre en avant ses mérites de la décennie de paix (1901-1911) car il a au contraire représenté l'offensive des anciens combattants et du premier fascisme contre toute tentative réellement démocratique de gouvernement des partis ? Comment agira-t-elle face à ceux qui travaillent pour un gouvernement réactionnaire d'anciens combattants sans emploi menés par un Giolitti\* prêt à prendre sa revanche sur Sturzo\* et les socialistes ? Il ne s'agit pas d'hypothèses abstraites, mais de discours quotidiens, et le doute augmente quand l'on voit parmi les adhérents de l'Union nationale quelques giolittiens, comptant justement parmi ceux qui les premiers indiquèrent les dites solutions.

Ici, le danger de la coalition, de la confusion, apparaît évident et nous le montrons à nos amis adhérents de l'Union, pour qu'ils s'en défendent et refusent la réduction de la démocratie nouvelle à la démocratie maçonnique et transformiste des chantages et des compromis.

Aujourd'hui, une vraie démocratie antifasciste et antigiolittienne a le devoir de préparer un gouvernement des partis de masse. La classe dirigeante préparée par la lutte antifasciste doit élaborer un programme concret, en matière de libéralisme douanier, d'autonomies locales, de libertés juridiques fondamentales, avec des alliances précises et limitées, et elle doit promouvoir une expérience de gouvernement socialiste

libéral (c'est-à-dire aux antipodes du socialisme d'État et du vieux paternalisme démocratique) avec participation et responsabilité de socialistes et de populaires. La succession du fascisme doit échoir à cet ensemble politique clair, en qui nous n'avons pas tout à fait confiance mais qui doit marquer le *premier pas* de notre maturité de peuple démocratique moderne. Cette solution est aujourd'hui combattue par la majorité apparente, bruyante et rhétorique, des Italiens, hier mussoliniens et maintenant ancien-combattantistes.

Promouvant l'alliance des groupes démocratiques, l'Union nationale a mobilisé des forces sans dire si elle les entraînera à droite ou à gauche, les asservira à Giolitti\* et les mélangera à la fraction de la majorité de Cesare Rossi\* qui ronge son frein plutôt que de suivre le sort de son *Duce*, ou si elle les engagera aux côtés des partis attachés à la proportionnelle contre les gouvernements personnels et les dictatures pacifiques ou sanglantes.

Nos amis ayant donné leur adhésion à l'Union doivent lutter pour cette clarification en refusant de reconstituer un simple bloc des classes moyennes, reproduisant la nature de ce bloc que fut le fascisme.

#### LA SUCCESSION (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 10 DÉCEMBRE 1924)

[...] *La Rivoluzione liberale* a parfois ressemblé à une belle-mère pour les oppositions, car elle sentait le danger d'une inutilité de la bataille. Quand nous avons attaqué Delcroix\*, quand nous avons commencé la campagne antitransformiste et antigolitiennne, nous semblions isolés, les autres paraissaient tomber dans l'équivoque de la solution centriste. En trois mois au contraire, nous avons gagné sur toute la ligne : les oppositions acceptent aujourd'hui notre thèse et, en fait d'intransigeance, les discours d'Amendola\* et de Turati\* à Milan<sup>1</sup> ont été au moins aussi clairs que nos articles. Nous devons prendre acte de la parfaite loyauté de ces déclarations, reconnaître que de tels hommes nous ont donné

---

1. Le 30 novembre 1924, à Milan, les chefs de l'Aventin, Turati\* et Amendola\* au premier rang, demandent la dissolution de la milice et mettent en avant la nécessité d'une enquête sur l'assassinat de Matteotti\* comme crime d'État et l'impossibilité de laisser les coupables à leur poste. Facchinetti\* met en cause le roi. Mais malgré les espoirs de Gobetti, c'est le dernier sursaut des oppositions.

assez de preuves de leurs capacités de résistance et de constance, après avoir aperçu la solution dans la même direction que nous.

Prêcher encore l'intransigeance devient inutile si nos hérésies ont été acceptées comme vérités sacerdotales.

Au contraire, nous avons désormais le devoir précis de proposer aux oppositions un plan concret de tactique et de combat. Ce plan ne peut miser ni sur les intrigues de Cour, ni sur l'intervention de l'État-Major, ni sur la révolte de la majorité. Les plans comptant sur ces éléments ont été défait et mis à bas. Une alliance entre Giolitti\* et les oppositions, en dehors des motifs historiques de l'antigiolittisme, expliqués ici même dans les semaines écoulées, affaiblissait les oppositions :

1) en leur retirant le prestige né du combat non pour la résurrection du passé mais au nom de choses et d'hommes neufs ;

2) en nous chargeant de tout le bilan négatif de responsabilités et d'antipathies propres à Giolitti\* – des habitudes de corruption électorale jusqu'au style de dompteur d'assemblée et au neutralisme ;

3) en ramenant dans la bataille un homme qui depuis dix ans a toujours été incapable de vaincre.

Ayant laissé celui-ci à ses justes coresponsabilités avec le fascisme, les oppositions doivent dépasser le point mort de la situation italienne actuelle en se déclarant prêtes à la succession. Populaires, unitaires, amendoliens peuvent élaborer un programme de gouvernement ayant la confiance des Italiens. Ils doivent prouver qu'ils ne rééditeront pas leurs indécisions de 1921, ne refuseront plus d'assumer leurs responsabilités. Un tel gouvernement nous trouvera bien loin de l'enthousiasme et des applaudissements sans réserve. Mais il garantira les avantages suivants :

1) ce sera un gouvernement de partis responsables et non d'aventuriers et de dictateurs ;

2) ce sera le premier gouvernement capable de maintenir l'ordre, car il parlera avec le prestige de la démocratie et du consensus d'une partie des classes prolétaires ;

3) au lieu d'une coalition d'intérêts personnels, il naîtra d'une collaboration loyale et ouverte entre forces et programmes différents mais non contradictoires, sous le contrôle des institutions démocratiques modernes ;

4) au lieu d'être un état balkanique ou sud-américain, l'Italie tendra à devenir un État européen moderne.

Il ne faut pas improviser le programme de cette coalition d'oppositions au pouvoir : il s'agit de créer dès maintenant l'atmosphère de son élaboration et de sa responsabilité. L'accord doit s'établir sur la base de la proportionnelle comme loi électorale et du principe de la liberté, solidairement accepté dans le domaine constitutionnel comme pour les questions douanières, scolaires, administratives. Les socialistes doivent être prêts à refuser toute politique étatiste fondée sur les cadeaux aux coopératives de travaux publics. Deux ans de lutte pour la liberté doivent avoir fait pâlir et disparaître toutes les illusions du réformisme statolâtre.

Pour avoir un sens, la bataille contre le fascisme doit entraîner une maturation politique et morale de l'esprit italien, et doit nous faire nous approprier des valeurs de dignité et de sérieux que nous n'avons pas conquises lors du Risorgimento.

Si seule une révolution peut renverser le fascisme, s'il faut en arriver à le combattre avec ses propres méthodes, nous exprimerons notre point de vue au moment nécessaire. En attendant, il faut dire haut et fort que s'il s'agissait de renverser le fascisme par un simple soulèvement violent, dans la lignée héroï-comique et aventureuse de la marche sur Rome, nous repousserions sans aucun doute cette hypothèse. Nous avons combattu le fascisme et le mussolinisme en fonction d'un idéal de sérieux, pas pour le remplacer par d'autres aventuriers. Il faut préparer une toute autre révolution, dans les consciences, donner aux Italiens une conception réaliste du combat politique et une aptitude moderne à celui-ci, les habituer au sacrifice et à l'intransigeance au nom de leurs idées.

Les oppositions se sont engagées sur cette voie ; en élaborant leur programme de gouvernement, elles démontreront leur supériorité sur les improvisateurs d'octobre 1922, et feront mûrir ce processus de conquête morale des esprits, pas encore accompli et dont dépendent la possibilité de leur victoire et le sérieux de leur révolution.

Les oppositions ont le devoir de ne pas transiger ni négocier avec le fascisme et ses complices le soutenant, car elles représentent vraiment une révolution, révolution d'idées et de maturité libérale, et non le médiocre soulèvement de capitaines de fortune au chômage. En fixant les « tables de la loi » de ce que les opposants entendent réaliser, on rendra cette différence de style et de nature toujours plus évidente.

Et si la force de l'opinion publique favorable à ce programme n'est ni assez puissante ni assez unie pour renverser l'oligarchie qui tient le gouvernement, le combat aura au moins gagné en clarté ; la succession, plus tardive, sera plus sérieuse. Les démocraties du travail et de l'intelligence rassemblées à Milan dimanche dernier n'ont ni les ambitions des *parvenus* et des déclassés, ni la peur de rester dans l'opposition deux ans de plus.

### *De l'échec à l'exil*

*Gobetti reconnaît implicitement l'échec de l'opposition dans un « bilan » de son action, mais compte encore sur des élections libres. Il brosse de derniers portraits, celui de Croce\* déjà présenté ou celui d'Amendola\*, autour duquel s'organise désormais l'antifascisme libéral mais qui, agressé le 20 juillet, se réfugie en France et y meurt quelques mois plus tard. Gobetti manifeste aussi sa disponibilité vis-à-vis du Parti communiste, en des termes mesurés malgré d'ultérieures exégèses destinées à le récupérer ou à le dénigrer. La mort vient d'ailleurs vite rendre hypothétique toute évolution. Une seule chose semble certaine : il s'attend désormais à ce que le fascisme reste au pouvoir aussi longtemps que le second Empire auquel amène sa comparaison entre l'Aventin et les Républicains de 1849-1851. En cela, il ne se trompe pas ; mais très vite, il n'est plus là pour se battre en exil.*

### **BILAN (LA RIVOLUZIONE LIBERALE, 24 MAI 1925)**

Pour des raisons évidentes, *La Rivoluzione liberale* s'est abstenu de discuter l'attitude de l'Aventin. Les questions de tactique ne se traitent pas dans les lieux de la critique théorique. Nous avons nos responsabilités dans les choix de l'Aventin. Nous ne pouvons les renier malgré parfois quelques divergences pratiques.

Dans le fond, *La Rivoluzione liberale* proclama l'Aventin (le refus de collaborer par la critique) en novembre 1922<sup>1</sup>. Au moment où même les oppositions parlementaires acceptaient notre point de vue et se portaient sur la même ligne de front, nous ne pouvions honnêtement rien leur demander, sauf l'intransigeance. L'Aventin peut avoir tous

---

1. Voir p. 273, « Questions de tactique ».

les défauts qu'on lui reproche — action concrète réduite, manque d'homogénéité — mais il a été fidèle à cette ligne intransigeante, que ses composantes individuelles elles-mêmes l'aient voulu ou non. En novembre 1922, nous seuls déclarions que nous ne pactiserions pas, ni ne collaborerions par la critique ; tous les autres posaient des conditions (dissolution de la milice, normalisation, etc.) et ne refusaient pas la discussion. En juin 1924 au contraire, même les parlementaires acceptaient notre position de façon intégrale. En cela au moins, l'Aventin a eu de grandes conséquences morales. C'est une victoire pour le caractère des Italiens.

Situer ainsi la bataille signifiait renoncer pendant dix ans à faire du « concret » : nous l'avons déclaré avec franchise et sans interruption depuis novembre 1922. Le 3 janvier<sup>1</sup> ne nous a pas surpris. Nous le savons, Mussolini est le plus fort, la majorité des Italiens le soutient. Si l'Aventin a nourri quelques illusions, il a eu tort ; elles ont pu s'envoler aujourd'hui.

Le grand résultat de l'Aventin a été d'éclaircir les situations. Les positions centristes ont disparu à jamais. Désormais, les oppositions à l'intérieur de l'hémicycle, celles des fascistes honoraires comme Bonomi\*, font rire. Ces gens-là commencent à penser sérieusement à collaborer autrement que par la critique, mais Mussolini les trouvera à vil prix sur le marché : même lui n'en a plus besoin. Il peut en toute tranquillité se passer de proposer la nomination de Bonomi\* au Sénat. En Mussolini et dans ses camarades, les classes dominantes (ploutocratie, agrariens, Cour, armée, bureaucratie) ont trouvé des hommes en qui avoir toute confiance. Dans le passé, elles pouvaient considérer les oppositions constitutionnelles et l'Assemblée comme une réserve : c'est terminé. Les vieilles classes politiques giolittienne et salandrienne sont à jamais

1. Le 3 janvier 1925, ébranlé par l'affaire Matteotti\* et, à l'automne, par la défection de conservateurs, Salandra\*, Orlando\*, Giolitti\*, mais gardant l'appui du roi, du Sénat, d'une majorité parlementaire dévouée, et poussé par une vague de violence de squadristes craignant un revers définitif, Mussolini reprend la situation en mains. Il demande si un député veut le déferer en Haute cour, et « assume, seul, la responsabilité politique, morale, historique de ce qui s'est passé », annonçant que le fascisme et lui donneront à l'Italie « la paix [...] la tranquillité [...] le calme dans le travail [...] si c'est possible par l'amour, et si c'est nécessaire par la force ». Police et milice occupent les locaux des organisations et de la presse d'opposition, procèdent à des dissolutions, des perquisitions, des arrestations. C'est un tournant, le passage à la dictature, institutionnalisée un an plus tard.

liquidées : tous les hommes de l'avant-guerre sont finis. Le fascisme aurait pu atteindre ce résultat plus tôt sans ses manœuvres transformistes, mais maintenant il l'a atteint, et nous ne nous réjouissons pas moins que ses partisans.

L'Aventin a aussi compté sur les classes moyennes. Mais leur nature équivoque les rangs toujours du côté du vainqueur, même s'il y a quelques mois elles lisaient ostensiblement *Il Becco giallo*<sup>1</sup>. Du côté des oppositions, demeurent non ces classes moyennes, non les avocats, non les professeurs, mais quelques membres de ces catégories auxquels leur éducation et leur dignité font sentir la nécessité de la critique et des idées. Il est réconfortant qu'ils soient d'une certaine façon nombreux, plus par exemple que lors du Risorgimento. En ce moment, ils subissent une dangereuse désorientation : ils ont besoin d'étudier de façon sérieuse, de se recueillir ; mais ils constituent une réserve assurée de caractère et d'indépendance pour l'Italie de demain.

Les partis aventiniens qui s'annonçaient comme représentants des classes moyennes, comme futurs partis de gouvernement, les partis démocratiques et – en partie – les catholiques populaires et les unitaires perdront du terrain dans le proche avenir. De même qu'en perdront, en ont déjà perdu, libéraux et anciens combattants : ils mobilisaient des mécontents, mais Mussolini est un tacticien très habile pour troubler et convertir ces derniers. Opposants aujourd'hui, satisfaits demain, on ne peut fonder aucun calcul politique sérieux sur ces gens-là. Mussolini saura préparer les prochaines élections avec son habituelle habileté giolittienne, et elles démontreront l'affaiblissement de toutes ces positions : même l'Aventin reviendra décimé à la Chambre, ce dont maximalistes et communistes tireront avantage<sup>2</sup>. De toutes façons, il faut dès à présent se persuader qu'avec ou sans violence, la prochaine

---

1. *Il Becco giallo*, journal humoristique antifasciste, attaque Mussolini comme mandant de l'assassinat de Matteotti\*, subit interdictions administratives et assauts squadristes mais passe de 50 000 à 450 000 exemplaires avant d'être réduit au silence en 1926. Son directeur, Alberto Giannini (1885-1952), part en France, échappe à cinq ans de résidence forcée, continue la publication, puis se rallie au régime lors de la guerre d'Éthiopie.

2. Gobetti, comme la plupart des opposants, ne mesure pas la portée de la réaction mussolinienne, et n'envisage pas les transformations qui menant, dans les mois qui suivent, à l'établissement de la dictature.

Chambre – au collège uninominal – sera plus fidèle au *Duce* que l'actuelle. En revanche, les oppositions auront gagné en qualité, disposeront d'avant-gardes d'élite, rompues aux durs combats, prêtes à tout.

L'Aventin a tout intérêt à revenir d'une campagne électorale avec moins de députés : il perdra de son actuelle pesanteur, pourra combattre avec agilité et rapidité.

Les choses en étant là, il doit être acquis que le mouvement ouvrier constitue la seule réserve solide de toute nouvelle politique à venir. Si autour de l'Aventin est venue se former une *élite* de jeunes comprenant la situation et dépourvus d'illusions, ils ont le devoir d'en finir avec les polémiques vaines contre les communistes, lesquelles risquent de devenir une diversion inutile, de ne pas s'occuper de théorie des classes moyennes, ni imaginer des ruses et des coups de main<sup>1</sup>, mais de travailler avec loyauté pour le front unique ouvrier, même si ce travail ne donnera pas de fruits immédiats du fait des actuelles conditions de dépression des masses.

### AMENDOLA\* (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 31 MAI 1925)

On dit que la faiblesse l'Aventin tient à l'absence de chef. Cela expliquerait le succès du fascisme. Nous connaissons maints antifascistes sans cesse en quête de l'anti-Mussolini, et l'ayant trouvé une fois en Albertini\*, une fois en Amendola\*, une fois en Sforza\*, une fois en Turati\*. Déçus ensuite de ne leur trouver aucune qualité mussolinienne (leur pétition de principe résidait dans l'idée du *chef* fabriquée par eux et dans l'exemple caché dans leur imaginaire) ils se créèrent d'autres idoles : Badoglio\*, Giardino\*, Capello\*.

En réalité, si l'Aventin avait un chef, il ne serait plus l'Aventin. Sa force et sa faiblesse sont là : ne pas avoir besoin d'un *Duce*. Le temps n'est pas aux manœuvres, à la stratégie, aux ruses. Absolument rien ne

1. Peut-être allusion à un projet de Sforza\*, juste avant l'Aventin : attaquer la présidence du Conseil, à peu près déserte alors, s'emparer de Mussolini ou le tuer. L'opération semble avoir été faisable ces jours-là, mais pour Gobetti, l'élimination du chef du fascisme aurait peu modifié la situation italienne, et au bénéfice des conservateurs, relançant les possibilités de majorité transformiste et bloquant toute alternative conforme à sa vision d'une démocratie fondée sur la confrontation et l'alternance.

bouge. Le problème consiste à fournir des exemples moraux. L'isolement de l'Aventin tient à ce que des millions d'Italiens ont cru qu'il servirait à provoquer une crise ministérielle. Leur approbation aux oppositions était de nature mussolinienne ; on ne saurait compter sur de tels opposants, ils sont passés à l'ennemi ou y passeront à la première difficulté.

Les Italiens sont-ils en majorité fascistes ou oppositionnels ? La question est mal posée. Ils peuvent faire de la fronde dans l'opposition sans être des opposants. La majorité d'entre eux n'est fasciste qu'au sens où elle a une incompatibilité de caractère absolue avec les partis modernes, avec les régimes d'autonomie démocratique, avec le combat politique. Sommés de choisir entre le gouvernement actuel et un hypothétique futur gouvernement où les citoyens prendraient leurs responsabilités dans le libre combat politique, ils votent Mussolini. L'Aventin est l'affaire Dreyfus des Italiens.

On ne peut plus demander à Donati\*, à Albertini\*, à Amendola\*, à Sforza\* de se comporter en tacticiens consommés. Ils ont pour seul devoir d'éclaircir et d'exaspérer cette incompatibilité morale.

S'ils avaient des dons de parlementaires, s'ils pouvaient devenir d'excellents ministres, ils ont sacrifié ces perspectives et ces capacités pour devenir les premiers citoyens d'un État italien moderne, sans kermesses ni sanfedisme<sup>1</sup>.

Les ressentiments contre Amendola\*, vu comme stratège trop rigide d'une bataille perdue, sont des récriminations mesquines. Il faut faire l'éloge d'Amendola\*. Entré dans la politique militante en 1919, il était arrivé en deux ans aux plus hauts postes : on le considérait avec certitude comme un futur président du Conseil. Il ne lui manquait aucune des petites qualités du parlementaire : sa ferme volonté s'appuyait sur la pratique et le tempérament méridionaux. Chacun sait combien le camp fasciste lui prodigua de flatteries en 1922 et 1923.

---

1. Le *sanfedismo* (*Santa fede* signifie « Sainte foi ») est la partie napolitaine du mouvement populaire antifrançais et antijacobin explosant en Italie en 1799. Il prend des couleurs religieuses, débouche sur une terreur blanche et des massacres. En Campanie, le mouvement paysan antiséigneurial est détourné contre les républicains napolitains et les Français ; Naples est prise en juin. Dans la mémoire italienne, ce mouvement a des connotations proches de celles de l'insurrection vendéenne en France.

Sa protestation a donc une valeur représentative. Sa renonciation est parfaitement réfléchie et calculée. Travailler pour dans vingt ans ne nous est pas difficile : dans son cas, cela signifie qu'une crise historique de première importance est intervenue, et que l'homme n'a pas été inférieur à sa tâche.

Aujourd'hui, dans la vie politique italienne, Giovanni Amendola\* doit persister dans la position polémique et constructive assumée avant guerre dans l'univers culturel.

Dans l'*Anima* (1911), revue de philosophie, Amendola\* et Papini\*, directeurs, partaient d'une considération pessimiste : *ne pas voir dans l'Italie d'aujourd'hui une idée, une voix, une vie qui nous satisfasse, que nous puissions accepter comme nôtre.*

Nous avons regardé autour de nous pour découvrir les autres : mais l'Italie est encore le pays de Caro\* et de Castelvetro\*, ou plutôt de leurs arrières-petits-fils en modèle réduit. De nombreux lustres devront s'écouler avant que ce peuple, qui a pendant des siècles maculé le papier de sonnets et de chansons, ait perdu le goût de théoriser ou de s'interroger sur des vers et des rimes : avant que, sur nos têtes, l'amas de nuages littéraires se dissipe et nous laisse voir dans le ciel de la vie des objets plus purs et plus élevés vers lesquels tendre.

Giovanni Amendola\*, qui devait devenir si inexorable en politique et si fanatique dans son réaliste, commençait ainsi avec la plus étonnante des expériences romantiques. En temps de crise, d'agitation et de basculements idéologiques, la simplicité même de son candide désir de construire sur des bases solides et expérimentales le contraignait à préparer les plus élémentaires instruments de connaissance et à se familiariser avec le monde, jusqu'à travers un système philosophique en révélant les secrets.

Chez un politique d'instinct, le système philosophique ne pouvait être que celui de la vie morale comme tragédie individuelle ; l'*éthique* réduite en *biographie*, en ce que cette dernière est justement l'histoire des tourments endurés dans la construction d'une personnalité. Au long de ce noviciat, le philosophe du politique nous laisse penser à ces figures magiques de sorciers faisant leurs expériences sur la chair nue quand ils ne cherchent pas carrément leurs idées dans les consolations de l'occultisme et de la théosophie. Amendola veut pénétrer l'essence

des problèmes de la volonté, découvrir la conscience morale, en saisir le rythme de développement, voir la volonté naître de la lutte contre les instincts et le sentiment. Sa philosophie était un drame plutôt qu'une spéculation. Il a dû s'attarder à des exemples, dessiner des portraits, revivre des biographies : Michel-Ange, Michelstaedter\*, Le Tasse. Mais sa psychologie est déjà un art politique, et elle saisit les individus au moment où ils s'efforcent de se réaliser par la communication sociale. Regardez comment, chez Luther, il sent l'épopée de l'affirmation du meneur de masses qui « est l'authentique représentant d'un peuple jeune et exubérant ; il communique abondamment avec la vaste âme des masses et tire de ce contact une confirmation toujours renouvelée de ses affirmations et des ses rebellions : sa conscience germanique, claire, nette et immédiate se prononce sur les problèmes fondamentaux de la foi et de l'existence ». On peut comprendre comment le directeur de l'*Anima* put demander à ses électeurs de Salerne, dix ans plus tard, sur le plan politique, une confirmation solennelle à ses audaces philosophiques.

Les rapports entre cet homme et le mouvement de *La Voce* restèrent toujours flous, par nécessité, car il apportait dans l'élégant *Sturm und Drang* florentin des préoccupations désespérément concrètes et monotones. Au contraire, son amitié avec Papini\* fut un élément stable, le résultat de convergences, de proximités d'attitudes, d'une certaine ressemblance dans le tempérament moral. Alors que le public italien d'aujourd'hui s'indignerait de les voir associés, leur travail en commun fut une nécessité et un exemple historique des plus éclairants. C'est une amitié au moins aussi digne d'être méditée que celle de Machiavel et de l'Arioste. Nous voilà en plein drame anti-dannunzien, et le combat se mène au nom d'une passion individualiste persistante, avec des nostalgies antiromantiques d'humanité toute catholique. Dans *L'Uomo finito*<sup>1</sup> [« L'Homme fini »] et *Etica e biografia*<sup>2</sup> [« Éthique et biographie »] on trouve la même exigence de construction d'une personnalité accomplie par des moyens exclusivement et rigoureusement moraux.

---

1. Autobiographie de Papini\*, parue en 1912.

2. Recueil d'essais d'Amendola\*.

Face au fascisme, l'attitude d'Amendola\* n'est donc qu'un aspect et une conclusion de son antidannunzianisme. L'intransigeance se réduit à une question de dignité, comme un résidu pédagogique caractéristique, persistant dans sa passion politique. Ses défauts et ses qualités sont tout entiers dans cette attitude de dialecticien désireux de convaincre l'adversaire, ennemi de l'improvisation, obstiné dans sa cohérence. De ce fait, si on a pu voir auparavant le politique dans le philosophe, le philosophe persiste désormais dans le politique. Mais sa culture lui a donné la liberté, l'a laissé à son intransigeance – sans illusions métaphysiques – et ainsi, même ses calculs ont une allure d'action immédiate comme si l'intellectuel n'était plus qu'un souvenir.

Ces brèves notations suffisent à caractériser un portrait qui semble l'antithèse directe de celui de Mussolini. On trouverait avec difficulté chez Amendola\* de l'indulgence envers les extraversions populaires et la facile politique de l'enthousiasme. Son sérieux parfois obsessionnel lui interdit même les plus prudentes suspensions ironiques. Mais on ne saurait non plus le comparer au type habituel de l'homme politique italien : il lui manque l'aimable détachement du négociateur, ou le cynisme de Giolitti\*. En substance : aucune idéologie, aucun protestantisme ; il peut croire à des valeurs précises, liberté et morale, mais plutôt en ce qu'elles lui servent à acquérir le sens de la valeur des hommes dont il veut connaître le comportement pour les utiliser.

Dans le mélange de ces dons, on trouve aussi l'humanité chrétienne de sa philosophie, mais cuirassée par la clarté dogmatique, intolérante, et les schémas précis du catholicisme.

Déjà en l'approchant, son allure physique donne l'impression et la certitude de la solidité : et ses qualités intellectuelles sont si dominantes et apparentes à la façon méridionale qu'il semble plus juste de les rapporter à son caractère qu'au mûrissement de sa pensée.

On comprend bien comment à travers la décision austère et fermée d'Amendola\*, Mussolini, qui a les intuitions et les lucidités psychologiques de l'homme du destin, a reconnu tout de suite le seul candidat sérieux à sa succession. Une succession au plan des principes, impliquant une antithèse radicale, une lutte entre races. Et Amendola\* est si clairement lui-même, avec ses ambitions et ses potentialités, qu'il n'a pas besoin de se cacher derrière un programme ou une construction intellectuelle. S'il fallait le situer dans d'autres ensembles spirituels

appartenant désormais à l'histoire, nous reconnaîtrions en lui l'assurance et la résignation de Metternich plutôt que l'improvisation et le génie prophétique de Cavour ou de Bismarck. Autant dire que je vois en lui l'homme de la situation plutôt que le chef de parti, avec la prudence sage et les inflexibles comportements constructifs de l'administrateur plutôt que l'effort stratégique du meneur d'hommes. Il n'est pas pour rien étranger à la communication avec les masses ; ses discours électoraux n'ont rien de tribunitien, et quand les programmes doivent se nuancer en fonction d'astuces oratoires, une loyauté instinctive le fait s'en tenir aux idées les plus générales.

Toutes ces limites caractéristiques sont nécessaires en Italie chez un homme voulant rester un politique et ne pas devenir un aventurier, ni spéculer sur les consolations esthétiques des nouvelles générations dannunziennes et d'un peuple amateur de kermesses. En considérant l'homme dans son environnement historique, il serait injuste de lui reprocher la simplicité encore élémentaire de sa foi en la démocratie, satisfaite d'une définition et incapable de tenir compte des grandes expériences modernes, des progrès industriels, des partis, du combat politique et des démocraties intransigeantes et calvinistes, car ces idées deviennent des utopies en Italie, pays pauvre où les citoyens tourmentés par les nécessités économiques les plus immédiates ne peuvent encore atteindre à la dignité des combattants.

Ainsi, chez Amendola\*, sous la doctrine, persiste l'homme de la campagne napolitaine, mal à l'aise au contact des courants européens et obligé de procéder par approximations, s'attardant à une tâche de pédagogie vis-à-vis de son peuple. Son instinct reste tout à fait conservateur et de ce point de vue il demeure dans la tradition de tous les hommes politiques italiens après Cavour. Plus sobre car moins porté à la démagogie, mais aussi fermé aux subtilités stylistiques données par la seule expérience de la négociation.

Au lieu d'utiliser la souplesse et la mobilité, il a tenu pour fondamentale la fidélité à ses principes. Dans la bataille, il a apporté l'austérité et la rigidité d'un évêque schismatique. Voilà en quel sens l'Aventin a trouvé en lui son homme.

Le plus bel éloge d'Amendola\*, nous le ferons en insistant sur son impopularité. Sa force réside justement dans la constance de sa solitude.

## LE FRONT UNIQUE (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 7 JUIN 1925)

[...] Nous parlons de *Front unique ouvrier* depuis 1922. Le fascisme est un mouvement complexe et considérable : sous ses aspects, disons, pittoresques se cachent des intérêts précis. *La Rivoluzione liberale* l'a toujours étudié avec deux idées en tête : le replacer dans son contexte de phénomène *italien* (kermesses, sanfédisme, seigneurie de la Renaissance, habitudes politiques et morales étrangères à l'Europe), et en comprendre les bases économiques à la lumière d'une méthode marxiste. Aussi avons-nous toujours parlé d'une lutte destinée à durer des décennies, devant être menée avec une absolue intransigeance, etc. Si l'on considère les classes participant aujourd'hui au combat politique, le fascisme peut se considérer comme solide et stable. Aucun coup de main ne peut l'inquiéter car les hommes capables de l'effectuer sont dans ses rangs. Et nous, nous nous opposons avec résolution à un antifascisme qui se fonderait sur les coups de main et les complots.

On peut donc compter seulement sur de nouvelles forces participant au combat politique. Un mouvement de masse y amènera la fraîcheur de la tactique ouverte et de la combativité sans quartier.

*L'Unità* proteste quand nous déclarons que le prolétariat connaît encore une période de dépression<sup>1</sup>. La réalité est qu'ouvriers et paysans ont aujourd'hui peu de poids dans le combat politique italien.

Pourquoi ?

1) L'offensive fasciste et le cauchemar du chômage ont fait émigrer les plus audacieux et rendu les timides hésitants et inactifs. Le prolétariat n'est maître de tout son esprit de résistance que lorsque son niveau de vie s'améliore.

2) La division en trois partis, inévitable du fait de circonstances contingentes, en éloigne beaucoup de la lutte et consume en luttes intestines l'énergie des autres.

---

1. Dans *L'Unità* du 28 mai 1925, un article intitulé « La rivoluzione liberale e il fronte unico operaio » indique la position de Gobetti comme « la plus avancée de l'antifascisme bourgeois » mais refuse sa présentation d'une dépression parmi les « masses » et conclut que sa référence au front unique « resterait inaboutie si [il] n'acceptait pas la seule manière [de faire le] front unique ouvrier, qui consiste en la création des comités ouvriers et paysans » (voir note suivante).

Il faut travailler à dépasser ces divisions, dans un esprit de loyauté. Selon nous, le mouvement ouvrier laissé à ses initiatives, et aidé de bonne foi, trouvera tout seul les voies et les moyens de la lutte. Dans quels buts ? Nous n'avons à proposer aucune limite *a priori* : le résultat dépendra de la maturité et de la capacité du mouvement. Et dans tous les cas, selon nous, la clarté et l'honnêteté en politique auront tout à gagner à la participation ouvrière à la vie publique.

Comment arriver au front unique ? Nous n'avons aucun préjugé contre les comités ouvriers et paysans<sup>1</sup>. L'important est de ne pas se faire d'illusions et de savoir que l'on travaille à longue échéance en vue d'un combat politique plus sérieux et plus digne. En attendant, nous voyons ainsi la tâche de *La Rivoluzione liberale* : créer parmi les jeunes de tous les partis de masse opposés au fascisme, sans distinction, une atmosphère de loyauté critique et une commune volonté de lutte, hors de toutes préoccupations parlementaires ou possibilité de compromis.

### DE L'EXIL (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 28 JUIN 1925)

Massimo Rocca\* à l'étranger. Voilà un exil trop commode. Il s'en tire bien. Les solutions extrêmes sont acceptables dans les cas extrêmes pour des raisons supérieures de dignité politique, de conflits religieux ou politiques. C'est le cas pour Nitti\*, Sturzo\*, Donati\*.

Massimo Rocca\*, ancien anarchiste, ancien fasciste, a le devoir de rompre avec son passé en affrontant les dangers d'aujourd'hui, de racheter ses fautes par un sacrifice, de se faire admettre dans la société de ceux qui ne plient pas en donnant des exemples et des preuves d'intransigeance.

Notre programme d'opposants loyaux et irréductibles est simple et clair : l'exil dans notre patrie. Nous n'accepterons l'idée de reproduire le destin des exilés du Risorgimento que quand nous serons privés de tout moyen objectif d'action. Avant, il ne s'agirait pas d'exil mais de désertion. Nous ne parvenons pas à concevoir une opposition au-delà

---

1. Le mot d'ordre des « comités ouvriers et paysans » est lancé le 7 novembre 1924, pour l'anniversaire de la révolution russe : *L'Unità* affirme la similitude entre l'Italie du moment et la Russie à la veille de la révolution, et ajoute que « la liberté des travailleurs est garantie seulement par le fusil qui est dans les mains de l'ouvrier. Comme les ouvriers et les paysans de la Russie, vous devez réaliser dans les comités ouvriers et paysans votre unité de classe, poser les bases de notre État ».

des frontières ; dans la situation actuelle, s'opposer veut dire payer de sa personne, et n'abdiquer ni face à l'ennemi, ni devant la possibilité d'une vie plus facile.

Si le nouveau type moral de l'Italien doit naître, voilà l'épreuve décisive – l'Italien qui ne s'arrange pas avec le vainqueur, se bat à la lumière du jour et non avec la complicité des sectes et des mafias, méprise les kermesses, les grands gestes, n'abdique pas devant les hallucinations collectives, n'a pas besoin de qualifier d'héroïsme sa ferme conscience morale, attend avec impassibilité les conséquences de ses actes, préfère le sacrifice à la ruse et au dynamisme.

Bien entendu, ce genre d'Italien peu porté sur la morale sportive, marinettienne et festive ne plaît pas à Libero Tancredi\*, ancien anarchiste et nouveau catholique. Il s'en va. Il pense « qu'après le 3 janvier plus aucune politique pratique n'est possible en Italie, en dehors de celle du gouvernement. » Il a demandé « au président du Conseil » *deux* choses : « un passeport et que les sections fascistes italiennes à l'étranger me laissent tranquille. » Nous croyons qu'un opposant ne peut rien demander au président du Conseil : mais le député de Milan préfère la morale de la reddition à celle du stoïcisme : « Je compte rester loin de l'Italie le plus longtemps possible, ou du moins tant que la situation actuelle n'aura pas changé. » Massimo Rocca\*, ancien anarchiste, nouveau catholique, peut faire devant la majorité parlementaire autant de discours qu'il le désire contre le fascisme : il ne sera jamais antifasciste ; il demeure l'homme du révisionnisme, le vice-directeur de l'Institut des assurances après la marche sur Rome.

### LETTRE À PARIS (*LA RIVOLUZIONE LIBERALE*, 18 OCTOBRE 1925)

Cher ami<sup>1</sup>,

ton journal ne pose peut-être pas le problème italien dans les bons termes. Laissons de côté le cas particulier des événements de Florence<sup>2</sup> : je ne pourrais rien te dire que tu ne saches déjà.

1. Il ne s'agit pas d'une lettre à une personne réelle, mais d'une façon de présenter l'article.

2. Dans un contexte de retour des violences squadristes, la « nuit de sang » de Florence, le 4 octobre 1925, est l'un des pires déchaînements de violence en l'Italie

Au contraire, mon expérience et mes idées peuvent t'intéresser et t'éclairer sur le problème central que vous soulevez : les doutes sur la civilisation italienne. L'autorité de ma réponse ne vient que de ma position d'antifasciste intransigeant, antifasciste de 1919<sup>1</sup> à aujourd'hui et tant que je vivrai, antifasciste qui n'a pas cru possible de liquider le mouvement de Mussolini comme un problème de police mais l'a considéré dès l'origine comme le signe décisif d'une crise séculaire de l'esprit italien, antifasciste car antigolittien au moment où les hommes des ministères Giolitti\*, Bonomi\* et Facta\* jouaient avec le fascisme pour le corrompre et se corrompre, l'armaient, cherchaient encore à l'utiliser à leurs fins en septembre 1922, dans leurs discours publics.

---

après 1918. Un membre du directoire du faisceau local est tué par un opposant qu'il venait arrêter en toute illégalité, et des bandes squadristes tuent cet opposant, puis dévastent les logements d'antifascistes comme Baldesi\* et assassinent plusieurs personnes, dont un ancien député socialiste et un avocat, défenseur de Salvemini\* lors du procès du journal clandestin *Non Mollare*, massacré sous les yeux de son épouse et de leurs enfants. Farinacci\*, secrétaire du parti, défend les squadristes, mais l'affaire est telle que le Grand conseil fasciste exige la démobilisation de toutes les *squadre*, la fin des violences et une épuration du parti. Le 6 octobre, une circulaire du ministre de l'Intérieur à tous les préfets parle d'une « déplorable reprise d'actions illégales de la part des éléments les moins responsables du fascisme ou plutôt agissant sur les marges des organisations de celui-ci » et indique que le « squadrisme fasciste qui a eu jusqu'à l'avènement du présent gouvernement sa haute raison historique et idéale, ne représente plus aujourd'hui qu'une dangereuse survivance d'indiscipline qui finit par se retourner contre l'œuvre restauratrice et innovatrice même du Fascisme élevé à la direction de l'État ». Le fascisme-mouvement et la violence des supposés guerriers doivent céder la place au fascisme-régime et à l'ordre des casernes. Voir par exemple Claudio Schwarzenberg, *Diritto e giustizia nell'Italia fascista*, Milan, Mursia, 1977.

1. Gobetti exagère. Sa première prise de position nette apparaît en mai 1922 (voir p. 209, « Expérience libérale »). En mars, il a eu ces mots désignant comme adversaires les réformistes et les catholiques : « Ceux qui blâment les luttes civiles des années écoulées peuvent avoir l'âme en paix. Mais rien n'est aussi terrible et dangereux que la décadence du fascisme et du communisme. Communistes et fascistes étaient, en un certain sens des minorités actives, des aristocraties. Une fois les organismes privés de leur cerveau, il reste des corps inertes, stériles : socialisme et Parti populaire : aujourd'hui les deux partis du ventre. » (*OC-SP*, p. 272). Mais son antifascisme est plus précoce et plus ferme que chez l'écrasante majorité des intellectuels et des libéraux italiens. Et il a protesté contre le fascisme avant même sa constitution, en janvier 1919, lors de la manifestation à la Scala contre Bisolatti\*.

Je t'avoue que de 1919 à aujourd'hui, j'ai toujours pensé au problème de l'unité italienne et de sa fonction européenne avec une anxiété émue : l'Italie est une nation trop jeune et trop vieille, et la crise de toute l'Europe ne manque pas d'être ressentie ici avec une sensibilité exacerbée. La rhétorique superficielle dominante, à propos de nos destins impériaux, ne contribue pas à éloigner ces préoccupations, pas plus qu'il y a deux ans les rudes prétentions de la politique poincariste ne contribuaient à dissiper mes doutes quant à l'avenir de l'Europe. Il faut aimer l'Italie avec un orgueil d'Européen et avec l'austère passion de l'exilé dans sa propre patrie pour comprendre la sereine tristesse et l'inflexible volonté de sacrifice dans laquelle nous vivons, nous, dans la présente réalité fasciste, certains de ne pas céder et indifférents à toute espèce de consolation.

Mais certaines crises absolues ne sont pas toujours signe de décadence : avec Napoléon III, la France a connu vingt années analogues à celles qui ont commencé pour nous ; et elle en est sortie nation à jamais moderne. Napoléon III avait une stature différente de Mussolini, au moins en politique étrangère, mais la France politique et intellectuelle d'après le *coup d'État* ne semblait guère valoir mieux que l'Italie d'aujourd'hui. Je veux dire que Benedetto Croce pourrait écrire avec la même autorité un *Napoléon le petit* ; de même, Sturzo\* fait écho à Montalembert pendant que le duc de Cesarò\* n'a réussi que pendant un an à jouer le rôle d'un Odilon Barrot miniature, étant moins chanceux que Casertano\*, le Marrast de l'Aventin. Nous avons nous aussi un Ledru Rollin, chef désarmé de la Montagne abandonnant l'enceinte parlementaire, n'osant pas créer l'antiparlement et parlant de défendre une constitution devenue un fantôme. Ledru Rollin a des moments comiques, même si, plus logique qu'Amendola\*, il sait lancer le 11 juin 1849<sup>1</sup> un acte d'accusation dans les règles sans espérer en Badoglio\*-Changarnier ni en un Delcroix\* orléaniste, « avec sa suite d'avocats, de professeurs et de beaux parleurs ». Et pour parler de choses plus sérieuses encore, la Fiat est une Commune en réduction.

---

1. Il demande en vain à l'Assemblée la mise en accusation des ministres de Louis-Napoléon Bonaparte, du fait de l'expédition de Rome, contraire aux principes affichés par la constitution de 1848.

Comme tu le vois, je n'ai aucune douce espérance : j'ai dit en 1922 et répété après l'affaire Matteotti\* que le fascisme est fort, qu'on ne l'abat pas par des ruses parlementaires ni des coups de main. Lorsque l'an dernier ces messieurs de l'opposition pour rire espéraient une crise facile, je dénonçai à quel point il était ignoble pour de soi-disant démocrates de viser les solutions façon Delcroix\*, dictature militaire ou dissension entre fascisme et monarchie. De ce jour, il était facile de comprendre que l'Aventin aussi comportait des traîtres, des hommes du compromis, du laisser-faire, des solutions de commodité. Il était né comme une chose sérieuse, comme notre affaire Dreyfus, mais il tomba tout de suite entre les mains de la franc-maçonnerie qui travaillait pour le compromis et la solution totalitaire. Car il est inutile de cacher la vérité : l'Aventin fut alors opposé à la question morale, il chercha à empêcher par tous les moyens la dénonciation lancée par Donati\*. Pendant que nous étions dans l'opposition pour de vrai, d'autres jouaient sur notre réserve dans la critique, manœuvraient et faisaient de la demi-opposition ; on ne se rendait aucun compte du caractère inexorable de la situation. Comme ces gens-là continuent de vanter leur bonne foi, ils ont un seul moyen pour regagner ou gagner notre estime : puisqu'ils en ont décidé ainsi, retourner au parlement pour faire quotidiennement leur 11 juin 1849. L'Aventin qui revient au parlement pour faire de la critique technique représente la plus dégoûtante et la plus ignoble façon de se moquer de notre bonne foi d'opposants sans machiavélisme.

Si j'ajoute à tout cela que comme Européen moderne, je me refuse et me refuserai, pour combattre le fascisme, à aller sur le terrain des complots, des sectes et des attentats, et que je veux conquérir la liberté de le combattre à visage découvert, sans trêve ni compromis, tu auras compris sans équivoque la nature de mon opposition.

Voilà pour toi maintenant les arguments qui me font espérer que l'Italie n'est pas morte en tant que pays moderne et civilisé.

Il existe en Italie, dans le Nord, en particulier dans le triangle Gênes-Turin-Milan, un prolétariat moderne. Dans les années du bolchevisme, il ne pensait pas aux révoltes désordonnées, mais à créer un ordre nouveau. Aujourd'hui, il refuse les avantages matériels et la vie tranquille offertes par les corporations fascistes. Il ne cède pas. Il ne cherche à éviter ni ses responsabilités ni les dangers. Il faut voir de près la ténacité de ce prolétariat, comme je la vois chez Fiat. Il faut lui rendre honneur. Il a mérité ses droits civils par son intransigeance, il est digne des autres

prolétariats européens. Ses batailles et ses sacrifices lui réservent une place d'honneur dans l'Europe des travailleurs de demain.

Au contraire, les classes moyennes intellectuelles ont de nouveau donné l'exemple d'inconsistance et de médiocre fronde façon soutiens extérieurs du régime, déjà offert dans la France du Second Empire. Je ne te cite pas de noms car ils sont tous minables ; que saurais-tu de plus si je te disais que Caggese\* est le plus navrant exemple de ces transfuges illustres et semi-inconnus...

Mais il existe en Italie un groupe d'hommes, dans les partis et hors d'eux, des gens qui n'ont pas cédé et ne céderont pas. Albertini\* dit que nous resterons deux cents, Sforza\* et Donati\* que nous serons vingt. Quoi qu'il en soit, même si peu nombreux, ils resteront comme un exemple pour la classe politique de demain. Si tu parcours les listes des abonnés de *La Rivoluzione liberale*, tu les trouves tous. Leur protestation sauve les cadres politiques de l'Italie future. Aucun d'entre eux ne deviendra ministre ni grand commis, mais la dignité avec laquelle ils refusent d'être conjurés comme d'être fascistes sauve les mœurs modernes pour toute une nation. Ils refusent toute conception paternaliste ou totalitaire, résistent au provincialisme commode, refusent la paix. Ils sont en minorité, très peu nombreux, mais ils suscitent le respect même de leur ennemi le plus aguerri. Au milieu des illusions universelles, leur cerveau fonctionne, la foule et le succès ne pèsent en rien sur leur volonté de droiture, sur leur âme sans servilité. Si parmi les antifascistes on trouve de futurs déserteurs, si de nombreux opposants jugeront plus commode de combattre le fascisme en y adhérant, l'antifascisme que je t'ai décrit ici n'en sera pas le moins du monde supprimé. Aux étrangers, nous demandons seulement que l'exigence de notre fermeté dans la lutte soit comprise comme la preuve que les Italiens savent réfléchir par eux-mêmes à leur avenir et à leur civilisation. Dans notre combat, acceptez que nous refusions toute alliance extérieure : nous seuls pouvons soigner nos maladies et nos crises de conscience. Nous devons trouver tout seuls notre justice. Et en cela réside notre dignité d'antifascistes : pour être européens, sur ce point et même si le mot nous dégoûte, il nous faut paraître nationalistes.

## Chronologie

- |                           |  |
|---------------------------|--|
| 19 juin 1901              | Naissance de Pietro, dit Piero, Gobetti à Turin.   |
| 23 juillet 1902           | Naissance d'Ada Prospero.  |
| 24 mai 1915               | Déclaration de guerre de l'Italie à l'Autriche.  |
| 2 novembre 1918           | Inscription de Piero Gobetti à la Faculté de droit de Turin.   |
| 4 novembre 1918           | Armistice avec l'Autriche.   |
| 15 novembre 1918          | Premier numéro d' <i>Energie nove</i> .  |
| 11 janvier 1919           | Chahut à la Scala de Milan contre Leonida Bissolati.   |
| 18 janvier 1919           | Naissance du Parti populaire italien.  |
| 3 mars 1919               | Première réunion du Groupe turinois des amis de <i>L'Unità</i> .   |
| 23 mars 1919              | Naissance à Milan des Fasci italiani di combattimento.   |
| 31 mars 1919              | Interruption de la publication d' <i>Energie nove</i> .  |
| mi avril 1919             | Congrès à Florence autour de Gaetano Salvemini, création de la <i>Lega democratica per il rinnovamento nazionale</i> . |
| 1 <sup>er</sup> mai 1919  | Début de la deuxième série d' <i>Energie nove</i> .  |
| 12 février 1920           | Dernier numéro d' <i>Energie nove</i> .  |
| mars-avril 1920           | Grève à Turin, dite « des aiguilles ».   |
| juin 1920                 | Gobetti devient secrétaire de la Ligue des amis de <i>L'Unità</i> .  |
| 30 août 1920              | <i>Lock out</i> patronal ; début des occupations d'usines à Turin et dans le « triangle industriel » italien.          |
| 15-21 janvier 1921        | Congrès du Parti socialiste italien à Livourne, scission et naissance du Parti communiste d'Italie.                    |
| 1 <sup>er</sup> août 1921 | Piero Gobetti est appelé sous les drapeaux.  |

- décembre 1921 Piero Gobetti est mis en congé pour raisons de santé, puis rendu à la vie civile.
- 12 février 1922 Premier numéro de *La Rivoluzione liberale*.
- 14 juillet 1922 Soutenance de la *laurea* de Piero Gobetti, *La filosofia di Vittorio Alfieri*.
- septembre 1922 Premier volume des éditions de *La Rivoluzione liberale*, *Collaborazionismo* d'Ubaldo Formentini.
- début octobre 1922 Congrès du Parti socialiste italien à Rome, scission et naissance du Parti socialiste unitaire, réformiste.
- 19 octobre 1922 Fondation de la société Arnaldo Pittavino & Cie.
- 28 octobre 1922 Benito Mussolini devient chef du gouvernement.
- 29 octobre 1922 Disparition de *L'Ordine nuovo*.
- 18 décembre 1922 Massacre fasciste à Turin.
- 11 janvier 1923 Mariage de Piero et Ada Gobetti.
- 6 février 1923 Mussolini ordonne une perquisition et des arrestations contre Piero Gobetti et *La Rivoluzione liberale*.
- 8 mars 1923 Reprise de la publication de *La Rivoluzione liberale*.
- mars 1923 Dissolution de la société Arnaldo Pittavino & Cie.
- avril 1923 Publication de *La filosofia di Vittorio Alfieri* aux éditions Gobetti.
- 25 octobre 1923 Visite de Benito Mussolini à Turin.
- 6 avril 1924 Élections législatives, 355 députés pour les fascistes et leurs alliés, 176 pour les oppositions.
- 18 mars 1924 Achevé d'imprimer du volume *La rivoluzione liberale* aux éditions Cappelli.
- 1er juin 1924 Benito Mussolini demande au préfet de Turin de rendre la vie « difficile » à Piero Gobetti.
- 10 juin 1924 Saisie de *La Rivoluzione liberale* ; Giacomo Matteotti est enlevé à Rome.
- 18 juin 1924 Piero Gobetti fait voter une motion commune par les organisations turinoises d'opposition.
- 27 juin 1924 Les députés d'opposition, sauf les communistes, quittent le parlement (mouvement dit de l'Aventin).
- 8 juillet 1924 Appel à la formation de groupes de *Rivoluzione liberale* dans toute l'Italie.

- 10 juillet 1924 Décret permettant aux préfets de supprimer un journal après deux avertissements.
- 20 août 1924 Découverte du corps de Matteotti à 20 km de Rome.
- 5 septembre 1924 Violente agression contre Piero Gobetti.
- 24 décembre 1924 Premier numéro de *Il Baretti*.
- 3 janvier 1925 Benito Mussolini met fin au régime parlementaire italien.
- 11 janvier,  
1<sup>er</sup> février, 22 mars,  
18 octobre... Saisies de *La Rivoluzione liberale*.
- 27 octobre 1925 Avertissement du préfet de Turin à Piero Gobetti.
- 8 novembre 1925 Dernier numéro de *La Rivoluzione liberale*.
- 25 novembre 1925 Interdiction à Piero Gobetti d'être éditeur.
- 28 décembre 1925 Naissance de Paolo Gobetti.
- 3 février 1926 Piero Gobetti quitte Turin pour Paris.
- 13 février 1926 Hospitalisation de Piero Gobetti.
- 16 février 1926 Mort de Piero Gobetti.
- 1926 Publication posthume de *Risorgimento senza eroi, studi sul pensiero piemontese nel Risorgimento*.
- décembre 1928 Dernier numéro de *Il Baretti*.
- 1929 Dernier volume des éditions du Baretti.
- aout 1947 Numéro des *Temps modernes* consacré à l'Italie.
- 31 octobre 1947 Achevé d'imprimer de la réédition de *La Rivoluzione liberale*, aux éditions Einaudi.
- 16 février 1961 Inauguration du Centro studi Piero Gobetti à Turin.
- 9 juin 1991 Référendum en Italie, point de départ du bouleversement du système politique italien.
- 6 avril 1992 Élections législatives, désaveu des partis de gouvernement.
- 28 mars 1994 Élections législatives anticipées, victoire de la coalition de droite.
- avril 1995 Impression de la nouvelle édition de *La Rivoluzione liberale*, préfacée par Paolo Flores d'Arcais.

- 22 avril 1996      Élections législatives anticipées, victoire de la coalition de centre-gauche.
- 6 février 2001      Francesco Rutelli, leader de la coalition de gauche, explique que Gobetti a été sa première lecture politique et le pose en modèle.
- 13 mai 2001      Élections législatives, victoire de la coalition de droite.
- janvier 2005      Alleanza nazionale inclut Piero Gobetti dans son album de famille culturel.
- 11 avril 2006      Élections législatives, victoire de la coalition de centre-gauche.
- 14 avril 2008      Élections législatives anticipées, victoire de la coalition de droite.

## Dictionnaire des personnages cités par Piero Gobetti

**ACERBO, Giacomo** (1888-1969), propriétaire foncier, professeur d'économie politique, interventioniste en 1915, ancien combattant nationaliste, il rejoint le fascisme et, élu député en 1921, traite lors de la marche sur Rome avec la Cour et la Confédération générale du travail. Secrétaire d'État à la présidence du Conseil, au centre de réseaux de concussion, il prépare la loi électorale majoritaire de 1924, organise des manœuvres dilatoires après l'assassinat de Matteotti\*. Vice-président de la Chambre (1926-1934), ministre de l'Agriculture (1929-1935) et des Finances (1943), absout en 1947, il réintègre l'Université en 1951.

**AGNELLI, Giovanni** (1866-1945), est l'un des fondateurs de Fiat en 1899, secrétaire du conseil d'administration puis patron de l'entreprise qui crée sa première chaîne de montage en 1912 et passe entre 1914 et 1917 de 4 644 à 19 184 véhicules par an et de 3 000 à 15 000 salariés. Frondeur discret à Turin, gouvernemental à Rome, il est fait sénateur en mars 1923.

**ALBERTINI, Luigi** (1871-1941), quitte la carrière universitaire pour *Il Corriere della Sera* en 1896, le modernise sur le modèle du *Times*, l'oriente contre Pelloux en 1900. Héritier de la droite historique, antigolittien car anti-socialiste, taxant les réformes sociales de manque de sens de l'État, hostile au suffrage universel et à la proportionnelle, partisan de la guerre de Libye, interventionniste en 1915, il approuve le fascisme au nom de l'ordre mais condamne la marche sur Rome. Sénateur depuis 1914, il plaide en 1923 pour la normalisation et la stabilité par le consensus, puis dénonce l'assassinat de Matteotti\*. En 1925, le fascisme le force à quitter son journal, et il perd tout rôle politique.

**ALTIERI, Dino** (1886-1966), avocat et polygraphe, participe à la fondation du groupe nationaliste de Milan en 1910. Volontaire en 1915, il rejoint le fascisme en 1923, est député en 1924, membre du grand conseil fasciste (1925-1929, 1936-1939, 1942-1943), organisateur de l'exposition de la « Révolution fasciste », ministre de la « Culture populaire » à la fin des années 1930, responsable des interdictions de livres de 1938.

**AMENDOLA, Giovanni** (1886-1926), philosophe, journaliste venu du nationalisme démocrate de *La Voce*, antiguolittien, partisan de la guerre de Libye, interventionniste en 1915, député en 1919, secrétaire d'État aux Finances de Nitti\* en 1920, ministre des Colonies de Facta en 1922. Il est approché par Mussolini mais anime l'opposition après 1922, crée avec Nitti\* en 1924 un parti démocrate, voudrait un système à l'anglaise mais, après des agressions fascistes, part en exil en France où il meurt.

**ANDREANI, Fausto**, avocat libéral, antiprotectionniste, ancien combattant, collaborateur de *La Rivoluzione liberale*, proche de Salvemini\* ; l'ouvrage évoqué, préfacé par ce dernier, est *Saggi critici della legislazione sociale in Italia* [Essais critiques sur la législation sociale en Italie].

**ANGELL, Sir Norman, N. A. Ralph Lane, dit** (1874-1967), publiciste anglais auteur en particulier de *La Grande Illusion* (1910), sur le caractère factice des avantages obtenus par la guerre, prix Nobel de la paix (1933).

**ANSALDO, Giovanni** (1895-1969), membre d'une grande famille d'industriels, libéral-conservateur, il collabore à *L'Unità* de Salvemini\* puis au journal réformiste génois *Il Lavoro*, aide de ses conseils *Energie nove*, puis collabore à *La Rivoluzione liberale* : ses analyses politiques en font un phare du journalisme antifasciste et lui valent des agressions puis une arrestation en 1927 avant son ralliement au fascisme. Il fait alors carrière au *Lavoro*, dirige à partir de 1935 *Il Telegiografo*, propriété du comte Ciano, puis *Il Mattino* de Naples de 1950 à sa mort.

**AOSTE, Emanuele Filiberto de Savoie, duc d'** (1869-1931), général (1919) puis maréchal (1926), lié au fascisme qui se sert de sa popularité due à la guerre pour menacer Victor-Emmanuel III d'une régence.

**ARANGIO Ruiz, Vladimiro** (1887-1952), professeur de philosophie puis proviseur au Caire, collaborateur de *La Voce*, ami avant 1914 de Michelstaedter\* et d'Amendola\*, officier d'artillerie blessé au combat. Son frère Vincenzo (1884-1964), professeur de droit romain, antifasciste libéral, devient ministre de l'Instruction publique (1944-1945).

**BADALONI, Nicola** (1854-1945), médecin et organisateur socialiste, député à partir de 1886, animateur de ligues d'ouvriers agricoles, « apôtre des pellagreux », représente la Vénétie à la création du PSI en 1892. Humanitaire, réformiste, comptant sur la neutralité de Giolitti\* dans les conflits sociaux, il s'éloigne de son parti de 1912 à 1914, y revient, n'est pas réélu en 1919. Sénateur en 1920 grâce à Giolitti\*, il quitte la vie publique en 1922 mais reste un symbole manifeste lors de son décès, après la Libération.

**BADOGLIO, Pietro** (1871-1956), général maintenu au sommet de la hiérarchie militaire après Caporetto, chef de l'État-major (1919-1921), ambassadeur au Brésil, chef d'état-major général à partir de 1925, gouverneur de Libye

en 1929. Il dirige la conquête de l'Éthiopie en 1935-1936, se retire après les échecs en Grèce fin 1940. Fidèle du roi, chef de gouvernement à la chute de Mussolini en 1943, il négocie péniblement l'armistice avec les Alliés et démissionne à la libération de Rome.

**BALDESI, Gino** (1879-1934), autodidacte, socialiste, directeur de *La Difesa* de Florence en 1914, interventionniste, secrétaire général de la Confédération générale du travail en 1918, député en 1921 et 1924, choisit le PSU réformiste en 1922, négocie et signe le pacte de pacification avec les fascistes. Il aurait accepté d'être ministre de Mussolini, envisage une unité syndicale avec les syndicalistes révolutionnaires, dannunziens et fascistes, perd ses illusions avec l'affaire Matteotti\*, subit la violence squadriste, est déchu de son mandat en 1926, abandonne la vie publique mais collabore sous pseudonyme au *Lavoro* de Gênes.

**BARDANZELLU, Giorgio** (1888-1974), avocat, principale figure de la droite parmi les Sardes de Turin, nationaliste, proche de Salvemini en 1920, il s'oriente vite vers le fascisme, échoue aux élections de 1921, est en 1926 adjoint du chef de la fédération fasciste locale, commissaire adjoint de l'administration municipale, puis sénateur. Il est député monarchiste de 1953 à 1963.

**BARONCINI, Gino** (1893-1970), comptable, adhère au fascisme en 1920 et est l'un des chefs squadristes de la région de Bologne. Il participe à la marche sur Rome, est secrétaire fédéral à Bologne en 1921-1923, puis commissaire politique du parti pour l'Émilie et dirige *L'Assalto*. Il quitte la vie politique en 1932 pour une carrière dans les assurances qui le met en 1960 à la tête du premier groupe italien du secteur.

**BEER, George Louis** (1872-1920), historien américain, auteur de *British Colonial Policy 1754-1765* (1907), *The Origins of the British Colonial System 1578-1660* (1908), ou *The Old Colonial System Part I* (1912).

**BEGHI, Galileo** (1874-1944), médecin socialiste, disciple de Badaloni, organisateur rural en Polésine, député (1913-1921, 1922-1924), réformiste lié à Matteotti\* qui fait invalider son concurrent en 1913 et 1922 pour irrégularités, et le défend en 1915 contre des accusations de viol. Il participe à la fondation du PSU puis quitte la politique, n'est pas candidat en 1924 mais reste surveillé par la police mussolinienne.

**BELLI, Piero**, correspondant du *Popolo d'Italia* à Fiume, proche de De Vecchi\* et de la droite fasciste. Salvemini\* commente en 1923 son livre *Pace in fiamme* [« Paix en flammes »] en évoquant « le niveau de l'inculture politique et de l'impréparation théorique de la nouvelle "hiérarchie" fasciste ». Son rôle réel, même à Turin, est limité.

**BENEDUCE, Alberto** (1877-1944), économiste, lié à Nitti\* et Bissolati\*, interventioniste et volontaire en 1915, crée l'assurance gratuite des soldats et

l'Association nationale des combattants. Député (1919-1923) proche de Bonomi\*, ministre du Travail et de la Prévoyance sociale (1921), anti-socialiste et partisan de la force face au fascisme, il approuve l'Aventin mais espère en 1925 un retour au parlement et une normalisation. Il se veut technicien, contribue à la réévaluation de la lire (1927), crée et dirige l'Institut pour la reconstruction industrielle gérant les participations d'État dans l'économie (1933), entre au sénat et s'inscrit au parti fasciste (1939).

**BENELLI, Sem** (1877-1949), volontaire de guerre, dramaturge à succès à partir de 1918, s'éloigne de Salvemini\* et rallie D'Annunzio à Fiume. Député libéral (1919-1921), il pose au précurseur de Mussolini en 1922, est député fasciste en 1924, rompt lors de l'affaire Matteotti\*, démissionne en novembre 1924, imagine D'Annunzio en recours, revient vers le régime avec la guerre d'Éthiopie et se réfugie en Suisse durant la seconde guerre mondiale.

**BENNI, Antonio Stefano** (1880-1945), *self made man* devenu en 1922 chef d'un puissant groupe industriel, responsable syndical patronal, député libéral en 1921, proche de Salandra\*, espère canaliser Mussolini par un compromis mais favorise la marche sur Rome, préside deux mois plus tard et jusqu'en 1933 la Confédération générale de l'industrie. Député en 1924 sur la liste mussolinienne, il participe en 1925 au Parti libéral national profasciste, adhère au fascisme la même année, est ministre des Communications (1935-1939).

**BENTINI, Genuzio** (1874-1943), avocat, passé de l'anarchisme au PSI vers 1900, orateur, député de 1904 à 1924, président du conseil régional à Bologne en 1914, refuse de s'exiler face au fascisme, abandonne toute activité mais ses funérailles, après la chute de Mussolini, se muent en cortège antifasciste.

**BERTINI, Giovanni**, avocat, venu de la démocratie chrétienne de Murri\*, participe à la création du Parti populaire italien où il se situe au centre-droit. Éphémère secrétaire d'État aux Travaux publics après le dernier remaniement du ministère Nitti\* en 1920, puis sous Giolitti\*, il est ministre des Finances en 1922 sous Facta\*.

**BERTINI, Giovanni Maria** (1818-1876), professeur d'histoire de la philosophie, membre du conseil piémontais de l'Instruction publique, intervient dans les débats sur l'École et les rapports entre État et Église et évolue vers un théisme rationaliste. Gobetti a préparé une édition de ses textes (G. M. Bertini, *Scritti platonici*, Lanciano, Carabba, 1928).

**BEVIONE, Giuseppe** (1879-1976), journaliste élu député en 1914 avec l'appui catholique, passé de *La Stampa* dont il a été correspondant en Libye à la *Gazzetta del Popolo* nationaliste en 1915, par interventionnisme. Anti-socialiste puis antiparlementaire, il est réélu largement en 1919, plus difficilement en 1921.

**BIANCHI, Michele** (1883-1930), secrétaire de la Bourse du travail socialiste-révolutionnaire de Gênes en 1905, antimilitariste hostile à la guerre de Libye mais interventionniste révolutionnaire en 1915. Effrayé par la déroute de Caporetto en 1917, il devient nationaliste. Rédacteur en chef au *Popolo d'Italia*, il participe à la fondation du fascisme, est le premier secrétaire général du parti. Quadrumvir de la marche sur Rome et fasciste intransigeant hostile aux coalitions, il est secrétaire général du ministère de l'Intérieur en 1922, secrétaire d'État aux Travaux publics en 1925, à l'Intérieur en 1928, ministre des Travaux publics en 1929.

**BISSOLATI, Leonida** (1857-1920) dirigeant réformiste, premier directeur du quotidien socialiste *Avanti !* en 1897, exclu en 1912 par la majorité maximaliste menée par Mussolini, pour avoir félicité le roi d'avoir échappé à un attentat anarchiste. Interventionniste démocrate en 1915, ministre de 1916 à 1918, partisan d'une paix inspirée de Wilson, il est combattu comme « renonciateur » par les nationalistes et les fascistes.

**BLUNTSCHELI, Johann Casper** (1808-81), juriste et historien suisse, chef du Parti conservateur-libéral à Zurich, établi en Allemagne après 1848, enseigne à Munich et Heidelberg, participe à la fondation de l'Institut de droit international de Gand.

**BOLZON, Piero** (1883-1945), artiste, élève de Mucha et Caran d'Ache, futuriste, volontaire durant la Première Guerre mondiale, fonde et préside l'association des *arditi* ou commandos spéciaux, participe à la fondation du fascisme. Secrétaire des faisceaux de Milan (1921-1922) et Gênes (1921-1922), chargé de la Sicile lors de la marche sur Rome, il siège au grand conseil fasciste (1923-1924), est député (1924-1939), secrétaire d'État aux Colonies (1926-1928), sénateur (1943).

**BOMBACCI, Nicolò** (1879-1945), instituteur, syndicaliste, membre du conseil national de la Confédération générale du travail en 1911, prend du poids dans le PSI durant la guerre avec la répression et la radicalisation, en est vice-secrétaire en 1919. Député en 1919, il participe à la création du PCI, et, au comité central, manifeste la vacuité de son activisme, est écarté en 1924, exclu en 1927, rêve de convergence avec le fascisme, se rallie en 1926, inspire le discours social de la république de Salò en 1943, est exécuté avec Mussolini.

**BONOMI, Ivanoe** (1873-1951), socialiste réformiste, député, favorable à Giolitti\*, exclu du PSI en 1912, interventionniste en 1915, ministre de la Guerre (1920-1921), puis brièvement des Finances, favorise la coopération entre armée et fascisme. Président du Conseil en 1921, il croit pouvoir appuyer Mussolini contre la violence des chefs fascistes locaux. Discret lors de la marche sur Rome, il hésite mais se rapproche d'Amendola\*. Non réélu en 1924, il redevient avocat puis est en 1942 l'un de ceux autour de qui

s'organise l'opposition, préside le Comité de libération nationale et dirige deux gouvernements (1944-1945), même si son parti, la « Démocratie du travail » reste fantomatique.

**BORDIGA, Amadeo** (1889-1970), socialiste napolitain, l'un des principaux chefs maximalistes. À l'origine du PCI, il incarne une ligne d'opposition systématique à l'État et de préparation à l'insurrection. Écarté de la tête du parti au bénéfice de Gramsci\*, il reste en Italie sous le fascisme et se consacre à sa profession d'ingénieur.

**BORDINO, Pietro** (1890-1928), coureur automobile spécialiste des compétitions sur courtes distances, vainqueur en 1922 du Grand Prix d'Italie à Monza, mort à l'entraînement avant une course.

**BOTTAI, Giuseppe** (1895-1959), volontaire de guerre, rédacteur au *Popolo d'Italia*, participe à la création du faisceau de Rome, y organise des *squadre* d'action, dirige fin 1919 l'association locale des *arditi*. Élu député en 1921, invalidé car trop jeune, il participe à la marche sur Rome, est député en 1924, prend du poids dans le parti. Normalisateur mais fidèle à Mussolini, il s'oppose à Rocco\* et aux conservateurs. Secrétaire d'État aux Corporations en 1926, ministre jusqu'en 1932, gouverneur de Rome (1935-1936) puis ministre de l'Éducation nationale, marginalisé en 1938 car pro-occidental, il contribue à la chute de Mussolini en 1943, se cache, s'engage dans la Légion étrangère française, participant en simple soldat à la victoire sur le nazisme.

**BRAGAGLIA, Anton Giulio** (1890-1960), né à Frosinone en Ciociaria, journaliste, archéologue, homme de théâtre, cinéaste futuriste. Il organise en 1918 des expositions dadaïstes, abstraites et cubistes, dirigeant à Rome via degli Avignonesi des galeries d'art, un restaurant, un théâtre expérimental inauguré en 1923. Il s'intègre à l'appareil culturel fasciste puis, par exemple, en 1948, dirige une saison du *Piccolo Teatro* à Venise.

**BRESCIANI, Carlo** (1876-1962), journaliste catholique favorable à l'entente avec les libéraux, devenu interventionnisme en 1915, participe en 1919 à la création du Parti populaire, se heurte à l'aile modérée car il défend les coopératives. Député en 1921, hostile à la violence même s'il tient les fascistes pour patriotes, il soutient le gouvernement Mussolini, s'abstient sur la loi électorale, espère une normalisation. Réélu en 1924, il participe à l'Aventin. Agressé, déchu de son mandat en 1926, il retourne à la vie privée puis rejoint pendant la Seconde Guerre mondiale la Démocratie chrétienne clandestine.

**BRIGHT, John** (1811-1889), lié à Richard Cobden\*, partisan du libre-échange et de l'ouverture du corps électoral, hostile à la guerre de Crimée et favorable au Nord dans la guerre de Sécession, ministre du Commerce en 1868.

**BUOZZI, Bruno** (1881-1944), ouvrier mécanicien, militant réformiste, secrétaire général de la Fédération italienne des métallurgistes (1919-1926), député

(1921-1924). Contacté en 1922 par Mussolini pour être ministre, il refuse, soutient l'Aventin, devient fin 1925 secrétaire général de la Confédération générale du travail et la maintient en vie en exil. Livré à l'Italie en 1941, libéré en 1943, participant à l'unification syndicale, il est arrêté et exécuté par l'occupant peu avant la libération de Rome.

**CABIATI, Attilio** (1872-1950), professeur d'économie politique, libéral passé du socialisme à un réformisme pragmatique, lié à Einaudi, collaborateur du *Giornale degli Economisti*, de *La Riforma sociale* et de *Critica sociale*, neutraliste, il écrit avec Agnelli\* en 1918 *Federazione europea o lega delle nazioni*. Spécialiste de l'économie au *Secolo* de Milan jusqu'en 1921, à *La Stampa* jusqu'en 1926, il se limite ensuite à la recherche et l'enseignement dont il est chassé en 1938 par les lois antisémites.

**CAGGESE, Romolo** (1881-1938), historien médiéviste influencé par Salvemini\*, quitte le PSI en 1910. Interventionniste partisan de Salandra\* en 1915, nittien puis profasciste, il se brouille avec Gentile\* qui dénigre son université de Pise, se rapproche de Croce\*, signe en 1925 le manifeste des intellectuels antifascistes mais démissionne du parti d'Amendola\*, revient au fascisme à l'été sous les sarcasmes des opposants, participe à *L'encyclopédie italienne*, se veut apolitique et continue sa carrière à Naples et Milan.

**CALAMANDREI, Piero** (1889-1956), professeur de droit, issu d'une famille mazzinienne, volontaire en 1915 mais avocat de soldats accusés d'abandon de poste, proche de Salvemini\*, amendolien, lié au *Non Mollare* en 1925, se replie ensuite sur la technique juridique, participe au code de procédure pénale de 1942, mais aussi à la création du Parti d'Action clandestin, crée la revue *Il Ponte*, est constituant puis député, quitte le Parti social-démocrate en 1953 par hostilité à une tentative de système électoral majoritaire.

**CALDARA, Emilio** (1868-1942), juriste, réformiste, expert des questions politico-administratives au PSI à partir de 1897, premier maire socialiste de Milan en 1914. Neutraliste, attaqué par les interventionnistes mais aussi dans son parti pour son accueil à Salandra\* en 1915, député en 1921, adhérent au PSU réformiste en 1922, il participe à l'Aventin, est déchu de son mandat en 1926, quitte la vie politique.

**CAMPANELLA, Tommaso** (1568-1639), dominicain suspect d'hérésie, chef d'une révolte paysanne en Calabre, emprisonné 27 ans, auteur de *La Cité du soleil*, utopie théocratique réputée proto-communiste.

**CANEPA, Giuseppe** (1865-1948), avocat, député socialiste, réformiste bissolatien favorable à Giolitti\*, directeur du quotidien *Il Lavoro* à sa fondation en 1903, approuve la guerre de Libye, est exclu du PSI. Interventiste démocrate, volontaire de guerre, secrétaire d'État à l'Agriculture (1916), commissaire général aux approvisionnements (1917), réélu député (1921, 1924), il rejoint le PSU réformiste en 1923. Quand Gobetti est arrêté, il interpelle

le gouvernement, puis suit l'Aventin mais voudrait un vrai affrontement et prédit vingt ans de dictature. Déchu de son mandat, il quitte la vie publique, s'adapte au corporatisme fasciste mais revient au PSI dès 1943, siège à la constituante, participe à la scission social-démocrate, est sénateur à vie.

**CAPELLO, Luigi** (1859-1941), général, intellectuel, franc-maçon, proche de Bissolati\*, très agressif en Libye, soucieux en 1914 de la préparation des soldats, ce qui est rare. Populaire après la prise de Gorizia mais mis en cause après Caporetto et écarté, il s'en prend aux politiques, adhère au fascisme en 1920, sonde Nitti\* pour une union nationale, défile en chemise noire après la marche sur Rome mais rompt quand le fascisme s'en prend aux loges, comploté, est arrêté après un attentat contre Mussolini, emprisonné et libéré en 1936.

**CARAMELLA, Santino** (1902-1972), en contact avec Gobetti dès 1918, collaborateur d'*Energie nove*, chargé des questions philosophiques. Démocrate, il organise les groupes de *Rivoluzione liberale* à Gênes, reprend jusqu'en 1928 la direction d'*Il Baretti*, revue littéraire de Gobetti dont il assure la publication posthume des œuvres. Croce\* lui confie une collection chez Laterza ; Gentile\* veut l'attirer à *L'enciclopedia italiana*, mais il refuse. Arrêté en 1928, il est suspendu quelques années de l'enseignement puis poursuit sa carrière universitaire.

**CARDARELLI, Vincenzo** (1887-1959), animateur et incarnation de la revue *La Ronda* (voir note p. 204).

**CARNAZZA, Gabrielle** (1871-1931), avocat, agrarien, député radical de Catane (1904-09) avec l'appui de Giolitti\* et du clergé. Neutraliste mais élu député en 1919 avec des interventionnistes contre les socialistes et les catholiques, réélu en 1921 et secrétaire d'État au Trésor de Giolitti\*, ministre des Travaux publics de Mussolini en 1922, il adhère au fascisme fin 1923 mais, compromis par son affairisme et par l'assassinat de Matteotti\*, il est exclu du gouvernement en juin 1924 et du parti fasciste en 1928.

**CARO, Annibale** (1507-1566), écrivain pétrarquiste, conservateur partisan de la contre-réforme, au service d'Alexandre Farnese, incarne l'éloquence creuse, le conformisme, la soif d'avantages matériels et le décorum ostentatoire.

**CASERTANO, Antonio** (1863-1938), ancien « démocrate social » proche de Bonomi, député en 1919, approuve la loi électorale fasciste de 1924 et préside la Chambre (1925-1929), puis est fait sénateur.

**CASTELVETRO, Ludovico** (1505-1571), écrivain engagé dans des polémiques sans fin, en particulier avec Annibale Caro\*, car tenu pour luthérien et en tous cas perpétuel dénonciateur du pouvoir pontifical.

**CASTRACANI DEGLI ANTELMINELLI, Castruccio** (1281-1328), *condottiere* et seigneur de Lucques, cherche à créer un état gibellin toscan. Machiavel se fait son biographe en 1520.

**CATTANEO, Carlo** (1801-1869), auteur d'études historiques, économiques et sociales, partisan de l'unité italienne, dirige le « conseil de guerre » de Milan durant l'insurrection de 1848 qui chasse un temps les Autrichiens. Fédéraliste, il est hostile au centralisme de la monarchie piémontaise puis italienne.

**CHAMBERLAIN, Joseph** (1836-1914), homme politique britannique, secrétaire aux Colonies de 1895 à 1903, apôtre de l'impérialisme et du protectionnisme.

**CHIESA, Eugenio** (1863-1930), petit industriel républicain exilé après 1898, membre de la direction de son parti à partir de 1901, antimilitariste, anti-clérical et paternaliste antisocialiste. Député à partir de 1904, hostile à la guerre de Libye, favorable au syndicalisme révolutionnaire, interventionniste dès 1914, très patriote, il approuve D'Annunzio à Fiume et le fascisme qu'il croit antimonarchiste mais s'oppose à lui dès la marche sur Rome, dénonce très tôt Mussolini comme assassin de Matteotti\*, s'exile en 1926.

**CIAN, Vittorio** (1882-1951), professeur de littérature dont la fiancée puis épouse de Gobetti est élève. Érudit, homme d'ordre, nationaliste, il organise des manifestations étudiantes interventionnistes en 1915, oscille entre impartialité comme enseignant et mesquineries politiques, préside l'académie des Sciences (1934-1938).

**CITTADINI, Arturo**, premier aide de camp du roi Vittorio Emanuele III, l'incite à ne pas signer le décret qui instituerait l'état de siège face à la marche sur Rome.

**COBDEN, Richard** (1804-1865), industriel, économiste et homme politique britannique dont la lutte contre le protectionnisme est couronnée par le traité franco-anglais de 1860.

**COCCO-ORTU, Francesco** (1842-1929), avocat, journaliste, député (1876-1924), secrétaire d'État à l'Agriculture en 1878, à la Justice (1888-1991), ministre de la première (1897, 1906-1909), de la seconde (1901-1903), modèle du notable clientéliste sarde. Neutraliste giolittien, antisocialiste mais antifasciste, il se rallie à Amendola\*.

**COLAJANNI, Napoleone** (1847-1921), médecin, méridionaliste, professeur de statistiques, républicain puis radical, représente le positivisme dénigré par l'idéalisme de Croce\* et de Togliatti. Député à partir de 1890, démocrate laïc, irrédentiste, hostile à la guerre de Libye mais interventionniste en 1915, il approuve le fascisme par anticomunisme.

**COLONNA DI CESARÒ, Gianni Antonio** (1878-1940), radical conservateur, député en 1909, antigiolittien, favorable à la guerre de Libye au nom d'un

impérialisme démocratique, interventionniste en 1915, lance après la déroute de Caporetto un faisceau parlementaire de défense nationale, antisocialiste et anticatholique, et dirige début 1922 un nébuleux parti de la démocratie sociale unissant des radicaux du Sud. Ministre des Postes de Facta\* (1921), démissionnaire après trois jours, il retrouve le poste sous Mussolini en 1922, se heurte aux fascistes intransigeants, démissionne début 1924, est réélu député, participe à l'Aventin mais veut le retour dans l'hémicycle. Déchu de son mandat (1926), il quitte la vie publique, se consacre à l'anthroposophie.

**COLOSIMO, Gaspare** (1859-1944), avocat, journaliste, député de 1894 à 1924, radical, secrétaire d'État à l'Agriculture de Pelloux en 1898, à la Justice et aux Colonies de Giolitti (1906-1907, 1912-1913), ministre des Postes (1914) et des Colonies (1916-1919). Il préside le Conseil par intérim quand Orlando\* est à la conférence de la Paix. Neutraliste car giolittien, puis nittien, absent de la liste mussolinienne en 1924, il est fait sénateur mais abandonne la politique.

**CORGINI, Ottavio** (1889-1968), comptable, interventionniste, rentre du Chili en 1916 pour s' enrôler. Secrétaire de la Chambre d'agriculture de Reggio Emilia en 1919, libéral puis fasciste après avoir été le premier ancien élève de l'école milanaise Bocconi élu député (1921). Patriote conservateur en économie, secrétaire d'État à l'Agriculture de Mussolini (1922), il s'oppose au fascisme (1926), est condamné à cinq ans de résidence forcée, fuit en France jusqu'à 1936 et son amnistie. Sous l'occupation et la république fasciste de Salò, il aide des fugitifs.

**CORRIDONI, Filippo** (1887-1915), syndicaliste révolutionnaire d'origine ouvrière, connaît la prison et l'exil, contribue à créer l'Union syndicale italienne (1912), est à Milan l'un des animateurs de la « semaine rouge » de 1914. Proche de De Ambris\*, interventionniste en 1915, il meurt au front. Le fascisme en fait l'un de ses précurseurs.

**CRISPI, Francesco** (1818-1901), républicain, bras droit de Garibaldi, rallié à la Couronne après 1865 au nom de l'unité du pays. Chef de la gauche historique après Depretis, président du Conseil (1887-1991, 1893-1996), partisan de la triple alliance, colonialiste, tombé après la défaite d'Adoua en Éthiopie. Ses mesures initiales (élargir le corps électoral aux élections locales, créer une justice administrative) ne compensent pas son autoritarisme (dissolution du PSI, répression en Sicile en 1893 avec envoi de 40 000 soldats).

**CROCE, Benedetto** (1866-1952), philosophe, historien et critique littéraire, domine la pensée italienne du premier xx<sup>e</sup> siècle. Libéral, ministre de l'Instruction publique de Giolitti\* (1920-1921), sénateur, il reste en Italie sous le fascisme, respecté par le régime, ministre sans portefeuille d'avril à juillet 1944, il préside le Parti libéral de sa reconstitution à 1948.

**D'ANNUNZIO, Gabriele** (1863-1938), écrivain, chantre de son ego et de l'impérialisme, ténor de l'interventionniste, combattant volontaire sur terre, sur mer et dans le ciel. Mis à la tête des troupes occupant Fiume en 1919, il y instaure des cérémoniels qui en font le « saint Jean-Baptiste du fascisme » mais aussi, lors de l'ascension à Mussolini, son concurrent potentiel, vite récupéré, domestiqué et comblé d'honneurs par le fascisme.

**DE AMBRIS, Alceste** (1874-1934), syndicaliste révolutionnaire, exilé au Brésil (1898-1903), puis secrétaire de la Bourse du travail de Parme, anime en 1908 une grève retentissante, durement réprimée d'où un autre exil. Député en 1913, il rentre. Hostile à la guerre de Libye mais interventionniste et volontaire en 1915, alors proche de Mussolini, il participe au premier fascisme, seconde D'Annunzio à Fiume, refuse la mise du fascisme au service des agrariens, participe à la résistance de Parme contre les squadristes. Fin 1922, il s'exile en France, rêve d'une expédition armée, anime la Ligue italienne des droits de l'homme, structure unitaire antifasciste.

**DE BELLIS, Vito** (1855-1928), comptable et œnologue, député (1895-1919), défenseur des intérêts agrariens, protectionniste, chef en 1903 des élus du Sud dits « *ascari* [supplétifs] ministériels ». Salvemini\* dénonce ses méthodes électorales dans la réédition d'*Il ministro della malavita* [« Le ministre de la pègre »]. Il n'est pas réélu en 1919, l'est en 1921 mais ne trouve plus de liste en 1924 et disparaît de la vie politique.

**DE BONO, Emilio** (1866-1944), général, reproche à Nitti\* de ne pas lancer l'armée contre les grévistes, quitte l'uniforme, adhère au fascisme à l'été 1922. Quadrumvir de la marche sur Rome, il commande et militarise la milice. Séateur (1923), mis à l'écart pour avoir trop visiblement gêné l'enquête sur la mort de Matteotti\*, mais gouverneur de Tripolitaine (1925-1928), secrétaire d'État aux Colonies (1928), ministre (1929), haut commissaire pour l'Afrique orientale (1935) remplacé quand la guerre d'Éthiopie piétine, il participe à la mise en minorité de Mussolini en 1943 et est fusillé par le fascisme reconstitué sous tutelle nazie.

**DELCROIX, Carlo** (1886-1977), interventionniste en 1915, volontaire, perd les yeux et les mains dans un accident à l'entraînement, s'occupe de propagande, se tient loin du fascisme malgré des affinités, est plutôt lié à D'Annunzio. Le fascisme récupère son association nationale des mutilés et invalides de guerre. Il est élu député sur la liste mussolinienne en 1924, mais, en juillet, exhorte le gouvernement au légalisme.

**DELLA TORRETTA, Pietro Tomasi** (1873-1962), diplomate en poste à Vienne, Munich, Saint-Pétersbourg en 1917-1918, à la conférence de la Paix et de nouveau à Vienne, sénateur (1921), puis ministre des Affaires étrangères de Bonomi\*, ambassadeur à Londres (1923). Comme ministre, son « réalisme »

prend le contre-pied de Sforza\* et veut lier l'Italie aux vaincus, ce qui pousse Belgrade vers Paris, d'où le mépris des salveminiens.

**DE LOLLIS, Cesare** (1863-1928), linguiste, crocien, volontaire de guerre après avoir été neutraliste, fonde en 1921 la revue *La Cultura*. Croce\* le fait participer la même année à la réforme de l'académie de la Crusca.

**DE NICOLA, Enrico** (1877-1959), avocat, rédacteur en chef du journal de Crispi en 1897, modéré, député en 1909, préside la Chambre en 1920. Intermédiaire entre fascistes et socialistes pour le pacte de pacification (1921), potentiel président du Conseil avec abstention des réformistes (1922), il renonce, invoquant les exigences catholiques. Réélu en 1924 sur la liste mussolinienne, il proteste contre les violences de la campagne, ne prête pas serment. Sénateur (1929), il se consacre au barreau. En 1946, il préside à titre provisoire la République, puis siège au Sénat, qu'il préside en 1951 ainsi que la Cour constitutionnelle créée en 1956.

**DEPRETIS, Agostino** (1812-1887), député piémontais dès 1848, proche de Mazzini\*, se rapproche de Cavour en 1859 et assure la liaison avec Garibaldi lors de l'expédition des Mille. Ministre (1862, 1866), chef de la gauche historique, opposant avant 1876 puis président du Conseil presque permanent jusqu'à sa mort, il est tenu pour le père du transformisme.

**DE RUGGIERO, Guido** (1888-1948), collabore à *La Critica* de Croce\*, à *La Voce*, au *Resto del Carlino*, libéral antigolittien, interventionniste, renvoie en 1921 dos à dos « rouges » et fascistes, avec des sympathies pour Nitti\* et les catholiques. Proche d'Amendola\* en 1922, il se consacre de 1925 à 1942 aux études et à l'enseignement, tout en donnant en 1932 sous un pseudonyme un article contre Gentile\* à *Giustizia e Libertà* en exil, et en recollaborant de 1927 à 1937 à *La Critica*. Engagé dans le Parti d'action clandestin en 1942, ministre de l'Instruction publique en 1944, il passe au Parti républicain.

**DE STEFANI, Alberto** (1879-1969), ancien combattant, nationaliste puis fasciste, participe aux violences des *squadre*. Député (1921), économiste du parti, il demande en 1922 la relance de la productivité et la soumission des syndicats, même fascistes. Ministre des Finances et du Trésor après la marche sur Rome, il veut équilibrer le budget et élargir l'assiette de l'impôt, s'inquiète de l'évolution du régime, est écarté en 1925 à la demande des industriels. Poursuivant sa carrière universitario-administrative, écarté de l'Université de la Libération à 1948, il devient l'un des conseillers de la Démocratie chrétienne.

**DE VECCHI DI VAL CISMON, Cesare Maria** (1884-1959), multidécoré de guerre, créateur du fascisme piémontais en 1919, en incarne l'aide conservatrice violente. Quadrumvir de la marche sur Rome, chef de la milice, député en 1921, secrétaire d'État à l'Assistance militaire et aux Pensions (1922-1923), aux Finances (1923), gouverneur de la Somalie (1923-1928) il y organise

une dure répression. Ambassadeur au Vatican (1929-1935), gouverneur du Dodécanèse (1936-1940), tenu pour un crétin y compris par Mussolini, il est la cible de maintes plaisanteries.

**DIAZ, Armando Vittorio** (1861-1928), chef d'état-major de l'armée (1917-1919), la réorganise après la déroute de Caporetto. Hostile à l'équipée de Fiume par souci de discipline, méfiant face à l'expansionnisme en Adriatique, proche de Nitti\*, fait « duc de la Victoire » (1921), il se tient loin des luttes politiques mais est contre l'usage de la force, contre la marche sur Rome. Il cautionne Mussolini comme ministre de la Guerre (1922) et quitte ce poste en 1924 avant l'assassinat de Matteotti\*.

**DI GIORGIO, Antonino** (1867-1932), militaire, fait l'essentiel de sa carrière en Afrique. Député (1913-1921), nationaliste antigiolittien, hostile à l'aventure de Fiume au nom de la discipline, il se lie à Mussolini en 1923 par l'intermédiaire de Federzoni\*, participe à la liste fasciste en 1924. Ministre de la Guerre en avril 1924, il défend l'autonomie de l'armée, veut contrôler la milice mais l'arme après l'assassinat de Matteotti\*. Hostile à la politique économique, il est écarté du gouvernement (1925) et, amer, retourne à l'armée.

**DONATI, Giuseppe** (1889-1931), journaliste lié à Murri\*, et à *La Voce* malgré l'irrationalisme et l'irreligion de Prezzolini\*. Interventionniste et volontaire en 1915, candidat salveminien (1919) par hostilité à l'aile droite du Parti populaire auquel il se rallie pourtant (1920). Encore battu aux élections de 1921, il crée en 1923 *Il Popolo*, qui devient l'organe du PPI (1924), en pointe pour dénoncer les assassins de Matteotti\*, surtout De Bono\*. Il dénonce l'inanité de l'Aventin, s'oriente vers la lutte clandestine, doit s'exiler. Ses liens avec d'anciens fascistes et son approbation des accords de 1929 entre État italien et papauté l'isolent dans l'antifascisme.

**EINAUDI, Luigi** (1874-1961), professeur d'économie politique, libéral, l'un des maîtres de Gobetti avec Croce\*, Prezzolini\* et Salvemini\*. Après la Libération, il dirige la Banque d'Italie, est ministre des Finances d'Alcide De Gasperi (décembre 1947-mai 1948) puis premier président normalement élu de la République italienne.

**FACCHINETTI, Cipriano** (1889-1952), journaliste républicain, irrédentiste, hostile puis favorable à la guerre de Libye, interventionniste en 1915, volontaire, participe à la création de l'Association nationale des combattants en 1918. Wilsonien proche de Bissolati\*, député (1924-1926), en pointe dans l'Aventin puis exilé en Suisse et en France, il réorganise le PRI. Arrêté en 1943, envoyé en Italie, libéré par la chute du fascisme, il doit se réfugier en Suisse, devient député à la constituante (1946), ministre de la Défense (1947).

**FACTA, Luigi** (1861-1930), avocat, député (1892-1913), dévoué à Giolitti\* dont il est secrétaire d'État à la Justice et à l'Intérieur, puis ministre des Finances (1910-1914), avant la Justice (1919) et de nouveau les Finances sous Giolitti\* (1920). Il dirige les deux derniers gouvernements avant la marche sur Rome, sans laisser un grand souvenir d'efficacité, et, rallié au fascisme, entre au Sénat (1924).

**FANCELLO, Nicolà** (1886-1944), journaliste, républicain puis syndicaliste révolutionnaire très actif dans les Pouilles, évolue par hostilité à la guerre de Libye, participe à *La Voce* et à *L'Unità* de Salvemini\*. Interventionniste révolutionnaire en 1915, il collabore au *Popolo d'Italia* de Mussolini, est à Fiume avec D'Annunzio, rompt avec Salvemini\* sur les annexions dans l'Adriatique, se lie au fascisme (1924). Hospitalisé (1928), il est interné jusqu'à sa mort.

**FARINACCI, Roberto** (1892-1945), d'abord bissolatien, interventionniste et volontaire en 1915, correspondant à Crémone du *Popolo d'Italia* de Mussolini, participe à la fondation du fascisme. Député en 1921, invalidé car trop jeune, il est le type du chef local intransigeant, incontrôlable, appuyé sur la violence des *squadre*. Marginalisé à la création du parti fasciste *stricto sensu*, remis en selle par l'affaire Matteotti\*, secrétaire général du parti (1925-1926), trop apprécié de la base pour être exclu, il revient au grand conseil fasciste (1935). Ministre d'État, jouant la carte nazie mais resté marginal, il est capturé et fusillé à la Libération.

**FEDERZONI, Luigi** (1878-1967), journaliste au *Resto del Carlino* puis au *Giornale d'Italia*, participe à la fondation du mouvement nationaliste, y prône l'ouverture aux alliances en particulier catholiques. Député (1913), vice-président de la Chambre (1919), rallié au fascisme, ministre des Colonies (1922, 1926) et de l'Intérieur (1924), il préside le Sénat (1929-1939) et l'Académie d'Italie (1938-1943), participe à la mise en minorité de Mussolini, est condamné à perpétuité en 1945, fuit au Portugal ; amnistié, il rentre en 1951.

**FERA, Luigi** (1868-1935), avocat, député radical en 1904, réformateur méridional, favorable à la guerre de Libye puis proche des nationalistes et partisan en 1914 d'une guerre aux côtés de l'Autriche. Ministre des Postes (1916-1919), de la Justice (1920-1921), bienveillant envers le fascisme par anticomunisme, il espère une normalisation démocratique, n'est pas candidat en 1924 et quitte la politique.

**FERRARA, Francesco** (1810-1900), libéral sicilien, statisticien, journaliste, exilé au Piémont après 1848, polémiste, critique de Cavour au nom des libertés de presse ou d'enseignement, ministre des Finances (1867) mais de plus en plus hostile à la droite historique, toujours au nom d'un libéralisme radical.

**FERRARA, Mario** (1892-1956), avocat, journaliste, républicain puis libéral, interventionniste, participe au mouvement des anciens combattants, collabore à

*La Voce*, à *L'Unità* de Salvemini\*, au *Mondo*, etc. quitte la politique sous le fascisme, mais plaide pour des antifascistes devant le Tribunal spécial du régime. Il contribue à ressusciter le Parti libéral en 1943, dirige la revue *Nuova antologia*, est secrétaire d'État aux Dommages de guerre (1945), puis rompt avec son parti devenu trop conservateur.

**FERRI, Enrico** (1956-1929), avocat professeur de droit, député à partir de 1886, radical, s'illustre en défendant des paysans insurgés en 1884-1885. Il adhère au PSI (1893), mêle positivisme et marxisme, révolution et alliances tactiques, se fait intransigeant devant la répression de 1898, dirige le parti (1903-1907), oscille entre action réformiste et principes maximalistes. Favorable à la guerre de Libye (1911), il s'éloigne du parti. Il se rallie à l'interventionnisme démocrate (1915), puis au fascisme et entre au Sénat à la veille de sa mort.

**FILIPPELLI, Filippo** (né en 1890), venu d'une « ligue antibolchevique », passé au fascisme, homme de confiance d'Arnaldo, le frère de Mussolini, draine des fonds pour *Il Popolo d'Italia* après 1918, fournit l'automobile pour l'enlèvement de Matteotti\* puis efface toute trace, veut fuir en France, est arrêté, absout fin 1925 mais mis à l'écart pour avoir rédigé un témoignage publié par Amendola\*. Exclu du barreau, convaincu d'escroqueries, il fuit en Hollande en 1938, est jugé par contumace pour l'assassinat de Matteotti\* en 1946.

**FINZI, Aldo** (1891-1944), fils d'industriel, volontaire en 1915, participant au vol de D'Annunzio sur Vienne, adhère au fascisme en 1920, est député en 1921. Squadriste hostile à la pacification avec le PSI, il pousse Mussolini, en 1922, à refuser tout poste autre que chef du gouvernement. Secrétaire d'État à l'Intérieur, chargé des fonds secrets pour la presse et du contrôle des chefs locaux, il se modère jusqu'à se marginaliser. Réélu en 1924, il contribue à gêner l'enquête sur l'assassinat de Matteotti\*, a peu de poids ensuite, proteste contre les lois racistes (1938), est exclu du parti (1942), participe à la résistance, est tué par les nazis.

**FOIRE, Tommaso** (1884-1973), méridionaliste antigolittien, proche de Salvemini\*, volontaire durant la Première Guerre mondiale, veut un mouvement démocratique d'anciens combattants, collabore à *La Rivoluzione liberale*, adhère en 1924 au PSU, participe au *Quarto Stato* avec Rosselli\* (1926). Lié à Giustizia e Libertà, arrêté, mis en résidence surveillée, libéré en 1943, il entre au Parti d'action.

**FORNACA, Guido**, mis par Agnelli\* à la tête des études de Fiat en 1906, homme d'ordre, mais inventif et doté d'une vision globale des problèmes. Dès 1907, une voiture de sa conception, pilotée par Nazzaro\*, s'illustre en compétition. En 1917, il entre au conseil d'administration de Fiat puis devient directeur général. Partisan de mesures sociales productivistes mais

aussi d'un front patronal contre les grèves, il appuie Agnelli\* face aux salariés et aux actionnaires.

**FORNI, Cesare** (1890-1943), fils d'agrariens, décoré de guerre, fasciste dès 1919, fait rapidement carrière. Envoyé fin 1921 diriger la fédération de Pavie, inspecteur de la milice (1922-1923), intransigeant, hostile aux alliances et au corporatisme, suspendu du parti fin 1923, il monte sa propre liste en 1924, est agressé sur ordre de Mussolini, est pourtant élu et, trop admirateur du *Duce* pour être dissident, essaie de faire avaliser son ralliement.

**FOUGEZ, Anna, Anna Pappalardo, dite** (1895-1966), actrice et chanteuse de variétés très populaire entre les deux guerres en Italie, joue dans de nombreux films des années 1930 et quitte le monde du spectacle en 1940.

**FOVEL, Massimo** (1880-1941), juriste, universitaire, radical socialisant antigiolittien par haine de la corruption, favorable à la guerre de Libye mais déçu, lié à Murri\*. Il hésite en 1915, est exclu du Parti radical interventionniste, devient socialiste en 1920 puis communiste avant de revenir aux conceptions démocratiques classiques d'Amendola\*. Rallié ensuite au fascisme, il y reste marginal.

**FRANCHETTI, Leopoldo** (1847-1917), publiciste, homme politique, ami de Sonnino\*, publie avec lui *La Sicilia nel 1876* (1877), co-dirige *La Rassegna settimanale* à partir de 1876, est député (1882-1890) puis sénateur.

**FRASSATI, Alfredo** (1868-1961), juriste, journaliste, propriétaire et directeur de *La Stampa* (1900-1921). Giolittien favorable à la guerre de Libye et neutraliste en 1915, sénateur (1913), ambassadeur en Allemagne (1920), il démissionne à l'arrivée au pouvoir de Mussolini, doit céder *La Stampa* à Agnelli\* (1926), dirige un groupe gazier (1930-1943 puis après 1945). Recherché comme antifasciste sous la république de Salò, il est sénateur de droit en 1948. Gobetti semble appeler « démocratie socialiste » son giolittisme.

**GALIMBERTI, Tancredo** (1856-1939), avocat, député (1887-1913), sous-secrétaire d'État à l'Instruction publique en 1896, ministre des Postes de Giolitti\* (1901-1903), il s'oppose à lui, est écarté du gouvernement. Favorable aux catholiques mais battu aux élections de 1913 par Soleri\* du fait de leur abstention négociée par Giolitti\*, il se rapproche de Salvemini\*, est interventionniste. Tenté par le fascisme au nom de l'ordre, il reste légaliste, est hostile à la marche sur Rome, mais devient sénateur en 1929.

**GALLANI, Dante** (1878-1936), médecin, adhère au PSI (1897), propagandiste, organisateur, animateur de luttes agraires, syndicaliste révolutionnaire, quitte son parti de 1907 à 1912. Neutraliste, agressé par des étudiants nationalistes (1915), député (1919), maximaliste, il est envoyé en résidence surveillée (1926-1929), puis se consacre à son métier à Milan.

**GENTILE, Giovanni** (1875-1944), philosophe néo-hégélien passé du libéralisme de la droite historique à la conception dite germano-italienne, assimilant la liberté à l'État comme communauté éthique, d'où sa capacité à voir l'État fasciste comme aboutissement du libéralisme. Il est ministre de l'Instruction publique de Mussolini, de la marche sur Rome au lendemain de l'assassinat de Matteotti\*. Gobetti, d'abord admiratif, s'est détaché de lui. Il est assassiné alors que, rallié à la république de Salò, il veut y modérer Mussolini.

**GIARDINO, Gaetano** (1864-1935), général, proche du chef d'État-major Luigi Cadorna, prompt après la déroute de Caporetto (1917) à demander une répression sur le « front intérieur », remporte en 1918 des succès au Mont Grappa. Autoritaire, paternaliste, défendant son action au nom de « ses » soldats, applaudi par Mussolini, évoqué dans maints bruits de coup d'État d'après-guerre, il est comblé d'honneurs par le fascisme au pouvoir, sans avoir de poids politique.

**GIOBERTI, Vincenzo** (1801-1852), prêtre et mazzinien. En 1843, dans *Del primato morale e civile degli italiani*, il prône une unité nationale sous l'égide de la papauté, puis, après l'échec des mouvements de 1848, de la maison de Savoie dans *Del rinnovamento civile d'Italia*.

**GIODA, Mario Giuseppe** (1883-1924), typographe puis employé d'assurances, proche des républicains puis des anarchistes, hostile à la guerre de Libye, pacifiste en 1914 puis interventionniste et volontaire par germanophobie et sous l'influence de Rocca\*. Il collabore au *Popolo d'Italia*, participe à la fondation du fascisme, est secrétaire du faisceau de Turin (1919). Adversaire de l'aile conservatrice violente, favorable à une discipline de parti, il est marginalisé par ses échecs électoraux, par la préférence de Mussolini pour De Vecchi\* puis par la leucémie.

**GIOLITTI, Giovanni** (1841-1928), député en 1892, représentant la gauche dynastique, ministre du Trésor de Crispi, chef du gouvernement (1892-1893), redevient ministre à l'Intérieur (1901), préside le Conseil jusqu'en 1914 avec des interruptions, incarne le réformisme libéral, la non-intervention de l'État dans les grèves mais aussi l'absorption des oppositions ou transformisme avec dans le Sud un mélange de corruption et de violence lors des scrutins. Neutraliste en 1915, haï des interventionnistes, il redirige le gouvernement (1920-1921), met fin à l'équipée de Fiume et à l'occupation des usines, croit pouvoir utiliser le fascisme face aux révolutionnaires, l'intègre aux listes libérales, lui ouvre le parlement, le légitime sans le contrôler.

**GIOVANNINI, Alberto** (1882-1969), libéral, directeur de *La Libertà economica* (1903-1926), ancien républicain lié aux radicaux en 1905, interventionniste en 1915, veut organiser le libéralisme politique et est secrétaire du Parti libéral fin 1922. Favorable aux fascistes, élu député sur leur liste en 1924, il reste

hors de l'Aventin mais devient opposant début 1925, retourne à la vie privée et à l'université, rallie un moment le régime lors de la guerre d'Éthiopie.

**GIRETTI, Edoardo** (1864-1940), juriste, héritier d'une soierie, ami d'Einaudi\*, antiprotectionniste, pacifiste, travaille à l'entente entre libéraux et socialistes contre la guerre de Libye mais est interventionniste en 1915 par anti-giolittisme. Député (1913), il enquête en 1914 sur les élections à Molfetta et Bitonto, où les partisans de Salvemini\*, candidat, ont subi la violence des sbires du candidat gouvernemental. Non réélu en 1919, craignant les troubles sociaux et le retour à Giolitti\*, il écrit début 1923 à Gobetti que « Mussolini est encore le mieux qui soit possible en Italie » et espère une politique économique libérale. Ses illusions durent peu.

**GIUNTA, Francesco** (1887-1971), juriste, nationaliste, interventionniste en 1915, putschiste, impérialiste, antisocialiste, antinécessitaire, représentant des propriétaires contre les métayers, crée la section florentine de l'Association nationale des combattants (1919), la pousse contre la démocratie, la quitte pour créer une alliance de défense citoyenne rejoignant le fascisme fin 1919, anime le faisceau de Trieste, y organise la violence contre Slaves et socialistes. Écarté du secrétariat du parti lors de l'affaire Matteotti\*, il reste secrétaire du grand conseil fasciste (1922-1929), est secrétaire d'État à la présidence du Conseil (1927-1932), et tire le fascisme vers le nazisme.

**GONZALES, Enrico** (1882-1965), avocat socialiste réformiste, ancien combattant, président du conseil provincial de Milan, député en 1921 et 1924, choisit le PSU réformiste en 1922, est actif dans l'Aventin. Déchu (1926), il semble s'adapter au régime, retrouve la vie politique à la Libération, est sénateur (1948-1953).

**GORGOLINI, Pietro** (1891-1973), journaliste, feuilletoniste, volontaire en 1915, admirateur de D'Annunzio, antisocialiste, fonde l'un des premiers faisceaux locaux, dans les Marches, achète en 1920 un journal nationaliste turinois, en fait *Il Maglio*, voix du fascisme local, mais s'oppose à De Vecchi\* et est remplacé par plus souple que lui. Un temps exclu du parti (1923) et brutalisé pour avoir protesté contre les violences de fin 1922 à Turin, il publie au moins un article dans *La Rivoluzione liberale* qui voit en lui une gauche fasciste modérée. Marginal, proche de Bottai\* et des futuristes, il crée *Il Nazionale* ; organe du syndicat fasciste des auteurs et écrivains (1925) et un centre d'études américaines (1934), avant une involution européocentrique et raciste.

**GRAMSCI, Antonio** (1891-1937), étudiant à Turin, militant socialiste à partir de 1914, antidéterministe, antipositiviste, venu au marxisme par Croce\*, Salvemini\* et Einaudi\*, proche de Mussolini en 1914 mais resté au PSI, écrit dans *l'Avanti !* en 1915, est secrétaire du parti à Turin en 1917, s'enflamme pour la révolution russe, fonde *L'Ordine nuovo*, prône des conseils d'usine

façon soviets. Face au reflux de la révolution il rejoint l'idée leniniste de construction du parti, participe à la création du PCI, accepte le sectarisme de Bordiga\* mais affirme la nécessité du consensus pour prendre le pouvoir en Occident. Arrêté, condamné à vingt ans de prison (1928), il théorise en captivité l'hégémonie, le rôle des superstructures culturelles, la création d'un « bloc historique », etc., ce qui en fait le principal penseur du mouvement communiste, d'ailleurs utilisé dans les buts les plus divers.

**GRANDI, Dino** (1895-1988), journaliste au *Resto del Carlino*, officier durant la Première Guerre mondiale, de tradition risorgimentale, diplômé d'économie politique en 1919, adhère au fascisme fin 1920, est élu député en 1921, invalidé car trop jeune. Violent, opposé au pacte de pacification avec le PSI, il propose à D'Annunzio de diriger le fascisme puis se rallie à Mussolini. Organisateur de la marche sur Rome mais prêt à accepter un gouvernement Salandra\* ou Orlando\*, il incarne l'aile normalisatrice du fascisme. Député (1924), vice-président de la Chambre, il soutient Mussolini lors de l'affaire Matteotti\*, est secrétaire d'État à l'Intérieur, puis aux Affaires étrangères (1925), dont il est ministre en 1929, essaie d'utiliser la SDN, se veut et nationaliste et pacifique, est écarté (1932), nommé ambassadeur à Londres puis ministre de la Justice (1939).

**GRAZIADEI, Antonio** (1873-1953), professeur d'économie, adhère au PSI en 1893. Député (1910-1926), réformiste, il se radicalise devant la misère due à la guerre, participe à la création du PCI. Exclu de l'enseignement en 1926, condamné à la résidence forcée, exclu du PCI (1928), il est réintégré en 1945 dans ses fonctions et dans son parti.

**GRIECO, Mario**, intellectuel méridionaliste lié à *La Rivoluzione liberale*. Ses rapports avec Gobetti sont complexes, il abandonne la rédaction d'un appel aux méridionaux finalement écrit par Guido Dorso (1924), refuse d'y souscrire, et fait des réserves sur la création des groupes de *Rivoluzione liberale* car, selon lui, la participation à la lutte politique dénaturerait les buts de la revue.

**JACINI, Stefano** (1827-1891), libéral modéré, auteur d'études sur l'économie lombarde. Cavour lui demande un rapport sur la Lombardie-Vénétie et le nomme ministre des Travaux publics en 1860, poste qu'il retrouve en 1866. Député de l'unité à 1870, puis sénateur, conservateur, hostile à la prise de Rome, il attache son nom à la grande enquête agraire qu'il dirige à partir de 1877, et qui est publiée en 1883-1884.

**KULISCIOFF, Anna** (1854-1925), Russe, bakouninienne, exilée à partir de 1877, en contact avec le socialiste italien Andrea Costa, Kropotkine et Guesde, elle rencontre son compagnon Turati\* en 1884, co-dirige avec lui *Critica sociale* à partir de 1891, y écrit sur la situation des femmes, devient la référence des réformistes. Après 1908, elle critique le giolittisme de Turati\* et

est plus proche de Salvemini\* ou Modigliani\*. Hostile à la guerre de Libye, elle juge inévitable l'intervention en 1915, salue la révolution de février 1917, condamne l'autoritarisme bolchevik, voudrait une entente avec les catholiques face au fascisme, approuve l'Aventin.

**LA FARINA, Giuseppe** (1815-1863), historien, homme politique, proche de Cavour, fonde la Société nationale avec Manin\* et Pallavicino\* et négocie à travers celle-ci l'équipement en armes de l'expédition des Mille.

**LANZILLO, Agostino** (1886-1952), syndicaliste révolutionnaire, ennemi du socialisme et des idées de 1789, méridionaliste en contact avec Salvemini\*, subversif hébergé dans *l'Avanti !* par Mussolini en 1912. Interventionniste, collaborateur précoce du *Popolo d'Italia*, il adhère au fascisme, fait carrière dans l'Université, pousse Gentile\* comme ministre, est député (1924-1929) mais, réservé sur les lois Rocco\* et la politique monétaire, se retire de la vie politique.

**LAW, Andrew Bonar** (1858-1923), négociant en métaux britannique, député, chef du groupe parlementaire *tory* en 1911, puis du parti, ministre des Colonies (1915), second de Lloyd George qu'il a poussé au poste de Premier ministre en 1916 et qu'il décharge de la gestion courante comme chancelier de l'Échiquier. En retrait après-guerre pour raisons de santé, il reprend la tête du parti après la rupture de la coalition gouvernementale (1922), est Premier ministre mais s'enferre entre chômage et tensions internationales, avant que sa santé se dégrade définitivement.

**LEOPARDI, Giacomo** (1798-1837), au premier rang des prosateurs et poètes lyriques italiens, réputé pour la perfection formelle de son style.

**LEVI, Mario Attilio** (1902-1998), collaborateur de la première revue de Gobetti, *Energie nove*, passe au fascisme mais écrit encore dans *La Rivoluzione Liberale*, est lié au *Resto del Carlino* et à Arnaldo Mussolini, enseigne à Turin, puis obtient la chaire d'histoire romaine à Milan (1936).

**LONGINOTTI, Giovanni** (1876-1944), chimiste, organisateur catholique, député (1909-1926), signataire de l'appel créant le Parti populaire (1919), secrétaire d'État au Travail et à la Prévoyance sociale (1920-1922), modéré escomptant une normalisation du fascisme mais rejoignant l'Aventin. Déchu de son mandat (1926), il revient à la vie civile.

**MAC DONALD, James Ramsay** (1866-1937), d'origine modeste, journaliste, député (1906-1918, 1922-1931), chef du comité préfigurant le Parti travailliste britannique en 1910, du groupe parlementaire de 1911 à 1914 puis à partir de 1922. Éphémère Premier ministre et ministre des Affaires étrangères en 1924, réformiste et artisan de la détente internationale, il redevient Premier ministre en 1929, quitte son parti face à la crise et gouverne avec les conservateurs jusqu'en 1935.

**MALAPARTE, Curzio**, voir **SUCKERT, Kurt**.

**MANIN, Daniele** (1804-1857), avocat, filleul du dernier doge destitué en 1796, mazzinien, emprisonné en 1848, libéré par la révolution, proclame la république et préside le gouvernement provisoire de Venise. En exil à Paris après la résistance héroïque de la ville face à l'Autriche il s'éloigne de l'intransigeance de Mazzini\*, préside la Société nationale qu'il a constituée avec Pallavicino\*, Garibaldi et La Farina\* (1857), et accepte le ralliement à la monarchie piémontaise si l'Italie peut être indépendante et unie.

**MANZONI, Alessandro** (1785-1873), petit-fils de Cesare Beccaria, sans doute principal représentant du romantisme italien. À côté de pièces de théâtre et de poésies dont une ode aux révolutionnaires de 1821, il publie les *I promessi sposi* [« Les fiancés »], roman fondateur de l'italien moderne, situé en Milanais sous occupation espagnole au premier XVII<sup>e</sup> siècle, qui rappelle la situation lors de la publication de ses versions successives, de 1822 à 1842.

**MARAVIGLIA, Maurizio** (1878-1955) avocat, professeur de droit, nationaliste, fondateur et codirecteur de *L'Idea nazionale*. Interventionniste en 1915, volontaire, il favorise la fusion entre le nationalisme et le fascisme auquel il adhère en 1923, est vice-secrétaire du parti (1924-1929), député (1924-1939) puis sénateur, collectionne honneurs et fonctions lucratives.

**MARINELLI, Giovanni** (1879-1944), socialiste, interventionniste en 1915, participe à la fondation du fascisme, squadriste, secrétaire administratif des faisceaux puis du parti fasciste (1919-1924, 1926-1939), arrêté lors de l'affaire Matteotti\*, il nie en bloc et est absout. Député (1929-1939) puis membre de la Chambre des faisceaux, secrétaire d'État aux Communications (1939-1943), il participe à la mise en minorité de Mussolini en 1943, est condamné à mort et exécuté à Vérone.

**MARINETTI, Filippo Tommaso** (1876-1944), écrivain, poète, fondateur du futurisme, en publie le premier manifeste dans *Le Figaro* en 1908, et clame qu'une « automobile rugissante, qui semble courir sous la mitraille est plus belle que la Victoire de Samothrace ». Proche de Mussolini, présent à la fondation du fascisme et lors du premier assaut contre l'*Avanti !*, il est marginalisé mais encensé par le régime qui le fait académicien d'Italie.

**MARX, Wilhelm** (1863-1946), député catholique de Prusse (1899-1918), président du parti du Zentrum (1920-1928), chancelier (1923-1924), défend la politique étrangère de bon voisinage, puis échoue à la présidence de la République face à Hindenburg (1925), est ministre de la Justice et de nouveau chancelier (1926-1928).

**MATTEOTTI, Giacomo** (1885-1924), socialiste, pacifiste, organisateur de coopératives agricoles dans le sud vénète, député en 1919. Vite inquiet de la violence fasciste, il prône le soutien au gouvernement libéral démocrate, est secrétaire

du PSU réformiste à sa création en 1922, dénonce à la Chambre les méthodes du fascisme lors du scrutin de 1924 et la corruption de ses chefs, et est assassiné. Le scandale secoue le fascisme. L'opposition quitte le Parlement (c'est l'Aventin, référence à la Rome antique) mais n'ose pas aller à l'affrontement, Mussolini a l'appui du roi, du Sénat, de la majorité des députés, de la force armée, et reprend la situation en main début 1925, balaie la légalité parlementaire, instaure de fait le régime fasciste.

**MAURI, Angelo** (1873-1936), avocat catholique, député depuis 1909, membre de l'aile gauche du parti populaire mais antisocialiste, président de la Fédération des petits propriétaires, ministre de l'Agriculture (1921-1922).

**MAZZINI, Giuseppe** (1805-1872), théoricien d'une unité italienne par l'insurrection, organisateur d'expéditions vaines pour soulever les populations, triumvir de la République romaine de 1849, coopérativiste opposé à Marx et aux anarchistes au sein de la Première internationale.

**MAZZINI, Giuseppe**, président de l'Association des industriels de la mécanique et de la métallurgie, porte-parole du patronat en 1924 dans les tensions avec Mussolini.

**MAZZONI, Nino** (1874-1954), socialiste, anticolonialiste, permanent du PSI à Ravenne, propagandiste syndical parmi les ouvriers agricoles, directeur de *La Romagna socialista* (1908-1911). Député (1913), neutraliste, hostile aux anciens combattants, au Parti populaire et à la petite propriété rurale, il choisit pourtant en 1922 le PSU réformiste. Déchu de son mandat (1926), il fuit en Suisse (1933). Député en 1946, il participe à la scission social-démocrate, et est sénateur de droit en 1948.

**MEDA, Filippo** (1869-1939), avocat et journaliste catholique, participe à la première démocratie chrétienne de Murri mais prône l'entente avec les libéraux. Député (1909-1924), premier catholique ministre en tant que tel de l'Italie unifiée, aux Finances (1916-1919), en conflit avec le PPI (1922) après avoir refusé en juillet de former un ministère, il n'est pas présenté par son parti aux élections de 1924, refuse de rejoindre la liste mussolinienne, abandonne son espoir de normalisation du fascisme lors de l'affaire Matteotti\* et quitte la vie publique.

**MELEDRANDI, Enrico**, ancien syndicaliste révolutionnaire, collaborateur de *La Lotta de Rovigo comme Matteotti\**, codirecteur du syndicat provincial fasciste en 1925, secrétaire de la corporation de la métallurgie.

**MENGARINI, Publio** (né en 1885), professeur d'économie politique, collaborateur du *Giornale degli Economisti*, spécialiste des problèmes de financement.

**MENOTTI, Ciro** (1798-1831), patriote italien, voit sa maison de Modène attaquée en février 1830 par la troupe envoyée couper court à une conspiration, croit triompher quand le duc François IV d'Este fuit par peur de manifestations

populaires. Faute de l'aide de la France de Louis-Philippe, le mouvement qui embrase l'Italie centrale est écrasé en mars par l'Autriche, appelée par le pape et les souverains locaux. Menotti, pendu le 9 mai, reste un symbole ; Garibaldi choisit son nom comme prénom de l'un de ses fils.

**MENTASI, Piero**, militant catholique, intermédiaire entre milieux politiques et financiers, lié à des entrepreneurs antifascistes modérés, s'occupe de réorganiser le catholicisme politique dès 1942, est secrétaire de la Démocratie chrétienne pour l'Italie du nord occupée, mais ne joue qu'un rôle secondaire après la Libération.

**MERLIN, Umberto** (1885-1964), avocat, a milité à Rovigo parmi les jeunes de la Démocratie chrétienne de Murri\*. Député à partir de 1919, secrétaire d'État aux Terres libérées de Bonomi\*, Facta\* et Mussolini (1921-1923), il a en Vénétie des occasions de conflit avec Matteotti\*, comme en 1916 où, ce dernier plaidant l'inéligibilité de trois conseillers provinciaux catholiques, il lui montre qu'il est dans le même cas qu'eux. Il tente de négocier début 1926 le retour des catholiques au parlement, voudrait amender la loi électorale majoritaire de 1924 sans toucher son principe, etc. Il quitte la politique sous le régime fasciste mais, dès 1943, rejoint la Démocratie chrétienne clandestine, est député en 1946, sénateur, plusieurs fois ministre.

**MICHELSTAEDTER, Carlo** (1887-1910), écrivain et philosophe italien de nationalité autrichienne, dont la *tesi di laurea* (« maîtrise »), *La persuasione e la rettorica*, achevée la veille de son suicide, publiée deux ans après avec ses poèmes, est devenue mythique (*La Persuasion et la rhétorique*, Paris, L'Éclat, 1987).

**MIGLIOLI, Guido** (1879-1954), venu du radicalisme rural anticlérical, passe à la Démocratie chrétienne de Murri\* puis à l'Action catholique, anime des syndicats agricoles, est élu député de Crémone (1913, 1919 et 1921), incarne l'extrême gauche du Parti populaire. Favorable à l'entente avec le PSI puis lié au PCI fin 1924 au nom des conquêtes syndicales, il est exclu du PPI, s'exile (1926), collabore avec les communistes, est arrêté en 1941 à Paris, transféré en Italie, interné. À la Libération, repoussé par la Démocratie chrétienne mais hostile à la gauche laïque, il s'enferme dans un ruralisme populiste et antisémite.

**MIGNOSI, Pietro** (1895-1937), collaborateur de Gobetti, idéaliste en philosophie puis polémiste néo-thomiste, critique partisan d'une conception de l'art comme révélation du divin, essayiste prolix et oublié.

**MILL, John Stuart** (1806-1873), philosophe empiriste et économiste, théoricien de la logique inductive et de la morale utilitariste.

**MISIANO, Francesco** (1884-1936), socialiste intransigeant avant 1914. Tenu pour déserteur du fait d'un retard à la mobilisation, il fuit en Suisse pour échapper aux juges militaires, y dirige le journal *L'Avvenire del Lavoratore* et y

rencontre Lénine. Élu député (1919) à Naples et Turin, il s'attache à la création du PCI, essuie des agressions fascistes, devient un symbole, est condamné à dix ans de prison (1921) malgré l'amnistie des déserteurs, fuit en Allemagne puis à Moscou où il meurt. Gobetti l'apprécie d'autant moins qu'il est lié aux Napolitains de Bordiga\* et non aux Turinois de Gramsci\*.

**MISSIROLI, Mario** (1886-1974), journaliste, écrivain, venu du nationalisme, l'un des premiers à faire connaître Sorel en Italie, publie *La monarchia socialista* [« La monarchie socialiste »], livre antigolittien selon lequel l'État italien est faible faute de Réforme protestante. Directeur du *Resto del Carlino* (1919-1920), du *Secolo radical* (1921-1923), antifascisme s'adaptant au régime en se disant « au-dessus de la mêlée », il continue ensuite sa carrière, dirigeant *Il Messagero* (1946) ou *Il Corriere della Sera* (1952-1961).

**MOCCHI, Walter** (1870-1955), entrepreneur de spectacles, socialiste dès les débuts du parti en 1892, arrêté après les événements de 1898. Mérédionaliste, anti-réformiste, antiminiérialiste, il accepte l'action parlementaire mais tient la violence pour la base de tous les droits. Partisan de la grève générale, il quitte le PSI en 1904, part en Argentine en 1906 et s'y consacre à son métier.

**MODIGLIANI, Giuseppe Emanuele** (1872-1947), rencontre le socialisme à l'université de Pise, participe à la fondation de la section PSI de Livourne (1894), avocat d'anarchistes, des révoltés de Turin (1917), de la famille Matteotti\*, féministe, parlementariste, réformiste gradualiste mais non participationniste, antigolittien, hostile à la guerre de Libye et à l'intervention en 1915, présent à Zimmerwald et Kienthal mais réfractaire au défaitisme révolutionnaire, favorable en 1921 à toutes les alliances contre le fascisme, grande figure du PSU réformiste de 1922, exilé en Autriche puis en France, en Suisse durant la Seconde Guerre mondiale, il défend la tradition et l'identité de son parti, est élu à la constituante (1946), participe à la scission social-démocrate.

**MONROE, James** (1758-1831), président des États-Unis (1817-1825). Devant le danger d'intervention des monarchies d'Europe dans les anciennes colonies espagnoles d'Amérique du Sud et d'expansionnisme russe sur la côte pacifique, il condamne en 1823, dans son message annuel au Congrès, toute entreprise coloniale ou monarchiste aux Amériques, et toute intervention américaine dans les affaires de l'Europe, ce qui devient l'un des fondements de la politique extérieure des États-Unis – avec des aménagements.

**MONTALE, Eugenio** (1896-1981), poète italien « hermétiste », prix Nobel de littérature en 1975, pessimiste, écrivain du mal de vivre et de l'effondrement auquel seul résistent les mots et les souvenirs, il voit les humains comme des « os de seiche » (titre de son premier recueil, édité par Gobetti) que le temps polit en arrachant leur chair.

**MONTI, Augusto** (1881-1966), enseignant d'italien et de latin à Brescia puis Turin, collabore à *La Voce*, *L'Unità* de Salvemini, *La Rivoluzione liberale* ou *Il*

*Corriere della Sera*. Spécialiste des questions d'enseignement, membre de Giustizia e Libertà, éloigné de l'enseignement pour antifascisme (1932), arrêté (1935), condamné à cinq ans de prison, il adhère au Parti d'action durant la Seconde Guerre mondiale, glisse ensuite vers le PCI, collabore à *Belfagor*, *Il Ponte, Rinascità*, etc.

**MOSCA, Gaetano** (1858-1941), professeur de droit constitutionnel à Turin (1896) après la publication du premier tome des *Elementi di scienza politica*, obtient la chaire d'histoire des institutions et des doctrines politiques à Rome (1923), collabore au *Corriere della Sera* (1901-1925) et avec le chef du gouvernement de 1891-1892 et 1896-1898, di Rudini\*, homme de la droite historique, auquel il succède dans sa circonscription en Sicile. Député (1909-1919), puis sénateur, seul de l'assemblée à argumenter contre le suffrage universel en 1912, secrétaire d'État aux Colonies (1914-1916), il est surtout le théoricien de la « classe politique » face aux masses. Défenseur du parlement face au fascisme, il proteste au Sénat contre la loi qui, fin 1925, remet tous les pouvoirs à Mussolini, et quitte la vie politique.

**MURRI, Romolo** (1870-1944), prêtre, créateur de la FUCI, association des étudiants catholiques italiens, puis de la première « démocratie chrétienne », en 1900, suspendu *a divinis* (1907), excommunié (1909), député cette même année, surnommé « le chapelain de l'extrême [gauche] » par Giolitti\*, proche de Salvemini\* juste après la Première Guerre mondiale.

**NAZZARO, Felice** (1881-1940), pionnier de la compétition automobile, remporte de nombreuses courses dont deux Grand Prix de France, pilote d'essais de Fiat dès les débuts de l'entreprise, puis chef des essais.

**NITTI, Francesco Saverio** (1868-1953), économiste et homme politique, député radical à partir de 1904, ministre de l'Agriculture, de l'Industrie et du Commerce de Giolitti\* (1911-1914), puis des Finances (1917) avant de succéder à Orlando\* à la tête du gouvernement (1919). Seul ancien président du Conseil à quitter l'Italie fasciste, il joue un grand rôle dans l'exil anti-fasciste, est déporté (1943), joue encore un rôle notable en Italie après 1945.

**NORTHCLIFFE, Alfred Charles William HAMSWORTH vicomte de** (1865-1922), magnat de la presse britannique, créateur entre autres du *Daily Mail* (1896) et du *Daily Mirror* (1903), modèles d'une presse populiste, nationaliste et sensationnaliste. Ennobli (1905), il contrôle le *Times* à partir de 1908. Son influence culmine en 1918 puis décline.

**OLIVETTI, Gino Jacopo** (né en 1880), avocat et industriel piémontais, député à partir de 1915, voué à l'unification du patronat, du secrétariat de la Ligue industrielle de Turin dès sa création (1906) à la direction générale du syndicat patronal italien, la Cofindustria (1910-1933).

**ORANO, Paolo** (1875-1945), enseignant de philosophie, syndicaliste révolutionnaire publié par l'*Avanti !* (1904-1905), puis nationaliste, partisan de la guerre de Libye, ancien combattant, collabore au *Popolo d'Italia* (1919), est présent à la création du fascisme mais est en 1919 et 1921 élu député du Parti sarde d'action, qu'il quitte pour le parti fasciste (1922). Pamphlétaire antisémite, il est fait sénateur (1939).

**ORLANDO, Vittorio Emanuele** (1860-1952), professeur de droit à Palerme puis en 1901 à Rome, rénovant l'étude du droit public, député à partir de 1897, ministre de l'Instruction publique de Giolitti\* (1903) puis, devenu plus conservateur, de la Justice (1914) et de l'Intérieur (1916). Chef du gouvernement (1917-1919), il soutient le fascisme jusqu'à la liquidation du système représentatif (1925), quitte le parlement, revient à la politique en 1943 pour préparer la chute de Mussolini, puis siège à la constituante et au sénat républicain.

**PADOVANI, Aurelio** (1889-1926), officier, adhérent au fascisme (1920), secrétaire du faisceau de Naples (1921-1923), en charge de la Campanie et des Pouilles durant la marche sur Rome, un temps expulsé du parti (1923).

**PALLAVICINO TRIVULZIO, Giorgio Guido** (1796-1878), patriote italien arrêté à Milan possession autrichienne (1821), emprisonné, amnistié (1835), rentré en Lombardie (1840), revenu à la politique (1848), exilé en Suisse, en France, à Turin, il appuie Cavour, participe à la création de la Société nationale (1856) et la préside après Manin\*. Député, sénateur (1860), préfet de Palerme (1862), il démissionne très vite, après la bataille entre militaires et garibaldiens dans l'Aspromonte calabrais.

**PANTANO, Edoardo** (1842-1932), médecin, compagnon de Garibaldi dans les années 1860, participe à une insurrection républicaine (1869), représente la culture démocrate italienne, est député (1886-1909, 1913-1921) puis sénateur, tenté en 1906 comme Sacchi\* par les idées de réforme sociale du libéral de droite adversaire de Giolitti\*, Sonnino\* dont il est ministre de l'Industrie et du Commerce, avant les Travaux publics (1919).

**PANZINI, Alfredo** (1863-1939), enseignant, élève de Carducci, publie textes, romans, récits de voyages, manifestant son inquiétude devant la modernité et sa nostalgie du passé, entre ironie et sentimentalisme, et en 1905 un dictionnaire des néologismes et barbarismes.

**PAPAFAVA DEI CARRARESI, Francesco** (1864-1912), économiste libéral et politologue, collaborateur du *Giornale degli Economisti* (1899-1909), ses chroniques sont éditées en 1913 par Salvemini\* sous le titre *Dieci anni di vita italiana*.

**PAPAFAVA DEI CARRARESI, Novello** (1899-1973), catholique interventionniste libéral, ancien combattant spécialiste des questions militaires, proche de la pensée de Pareto\* et du wilsonnisme de Salvemini\*, lié à Gobetti qui

collabore à sa revue *Volontà* et publie deux de ses livres, *Badoglio a Caporetto* (1923) et *Da Caporetto a Vittorio Veneto* (1925). Il collabore à *La Rivoluzione liberale* et, en 1924, à la revue antifasciste *Il Caffé*. À la chute du fascisme, toujours catholique mais au Parti libéral et non à la Démocratie chrétienne, il est hostile à la réforme agraire au nom de la propriété, et préside la radio-télévision publique (1961-1964).

**PAPINI, GIOVANNI** (1881-1956), instituteur, bibliothécaire, écrivain antipositiviste, dirige l'éphémère revue philosophique *l'Anima* avec Amendola, crée avec Prezzolini la revue *Leonardo* (1903-1907), est rédacteur en chef du journal nationaliste *Il Regno* (1903), dirige *La Voce* (1912), se rapproche du futurisme d'où la revue *Lacerba* (1913-1915) avec Soffici\*. Capable d'écrire que les « champs de bataille produisent, pendant de nombreuses années, nettement plus qu'avant, sans autre dépense d'engrais », réformé pour myopie, il se convertit devant l'horreur de la guerre réelle, entre dans le tiers-ordre franciscain. Nommé à l'université de Bologne (1935), il doit la quitter, presque aveugle, après un an, et entre à l'Académie d'Italie (1937).

**PARETO, Vilfredo** (1848-1923), ingénieur, collaborateur du *Giornale degli Economisti*, militant antiprotectionniste, professeur d'économie politique à Lausanne (1893-1911), y enseigne aussi la sociologie à partir de 1897, est le père de la « théorie des élites » et explique que leur circulation fait de l'histoire « un cimetière d'aristocraties », d'où son peu d'étonnement et son indulgence face au fascisme.

**PARINI, Aldo** (1891-1958), syndicaliste, ami et collaborateur de Matteotti\*, en écrit une biographie utilisée par Gobetti, qui a publié cinq de ses textes dans *La Rivoluzione liberale*.

**PASSAGLIA, Carlo** (1812-1887), jésuite jusqu'en 1858, professeur de théologie à Rome, favorable à la fin du pouvoir temporel des papes, négociateur officieux entre Pie IX et Cavour, il doit fuir Rome (1861), enseigne la philosophie morale à Turin, est député (1863-1864) mais, isolé, se retire dans le silence et l'oubli.

**PEDRAZZI, Orazio** (1889-1962), journaliste à la *Gazetta del Popolo* (1912-1924), chargé de propagande par Sonnino\* durant la guerre, en 1918 en mission aux États-Unis et à Fiume où il est attaché de presse de D'Annunzio, préside les nationalistes turinois, est député jusqu'en 1929, hostile au fascisme de 1919 trop à gauche pour lui, puis écrit en 1923 un vibrant éloge de Farinacci\* dans *Il Regno* nationaliste qu'il dirige en 1925. Il est consul à Jérusalem (1928) puis ambassadeur à Prague et au Chili (1932).

**PELLOUX, Luigi Girolamo** (1839-1924), général, plusieurs fois ministre de la Guerre, réputé libéral, appelé à présider le Conseil après la répression des émeutes de 1898, il entend en 1899 limiter liberté de la presse et droit de grève des fonctionnaires, et réformer les institutions dans un sens autoritaire,

obtient du roi une dissolution pour réduire l'opposition, essuie un revers électoral et démissionne (1900).

**PERELLI, Gianotto** (1884-1963), fonctionnaire de préfecture, proche du réformisme, interventionniste en 1915, ami de Gobetti même si le révolutionnarisme l'effraie, il collabore à *La Rivoluzione liberale* sous divers pseudonymes et assume des tâches administratives. Militant de Giustizia e Libertà, il est arrêté et condamné à cinq ans de prison en 1935.

**PESTELLI, Gino** (1885-1965), codirecteur de *La Stampa* (1925) quand Salvatorelli\* doit démissionner, se rallie au fascisme (1927) pour sauver le journal, l'emploi des journalistes et le sien, est admis dans l'ordre des journalistes mais non au syndicat fasciste, et perd son poste (1928) au bénéfice d'un parent de Mussolini.

**PETRINI, Domenico** (1902-1931), critique littéraire, élève de De Lollis\*, crocien, auteur d'essais dans *La Cultura*, *Il Baretti*, *Conscientia*, la *Nuova rivista storica*, etc. Il parle dans *La Rivoluzione liberale* de s'enfermer en bibliothèque pour reconstruire le libéralisme au lieu de participer à la vie publique, au nom d'une lutte contre l'esprit politicien que Gobetti, lui, entend éviter par l'intransigeance.

**PODRECCA, Guido** (1865-1923), socialiste réformiste, conférencier anticlérical réputé, favorable à la guerre de Libye et chassé du PSI (1912) à l'instigation de Mussolini — qu'il rejoint au *Popolo d'Italia* (1917).

**POLVERELLI, Gaetano** (1886-1960), journaliste, fasciste dès 1919, secrétaire du faisceau de Rome en 1923, responsable de la corporation des journalistes, député (1924-1939), secrétaire d'État à la Culture populaire puis ministre (1941-1943).

**PONZIO DI SAN SEBASTIANO, Mario** (né en 1899), médaillé militaire, représentant de l'Association nationale des combattants, va à Fiume avec D'Annunzio, a la confiance de Gobetti qui lui fait représenter *La Rivoluzione liberale* à Rome, mais se lie aux fascistes. Député en 1924 sur leur liste, il s'en éloigne lors de l'affaire Matteotti et quitte la vie publique.

**POZZATO, Italo** (1900-1913), avocat, député républicain de Rovigo.

**PRAMPOLINI, Camillo** (1857-1930), juriste positiviste, député radical-socialiste (1890-1905) réélu en 1919, 1921 et 1924, symbole de l'organisateur socialiste proche de la population, apôtre des libertés, des lois sociales, de l'anticléricalisme, il rejoint le PSU réformiste en 1922, doute de l'Aventin et s'exile à Milan où il finit ses jours.

**PREZZOLINI, Giuseppe** (1882-1982), nationaliste vitaliste, fonde en 1908 à Florence la revue *La Voce*, rassemblant des auteurs très divers pour traiter des problèmes du pays, au moins jusqu'en 1911 où, partisan de la guerre de Libye, il rompt par exemple avec Salvemini\*. Gobetti en fait son modèle

d'organisateur culturel, le publie, est accueilli par lui à Paris et soutenu durant la maladie qui l'emporte : leur amitié a résisté à leurs divergences, y compris sur le fascisme.

**QUADROTTA, Guglielmo** (né en 1888), journaliste, organisateur syndical venu de la démocratie chrétienne, secrétaire de Murri\*, fait carrière dans la presse. Interventionniste, lié au fascisme, il collectionne les prébendes sous Mussolini.

**RADETZKY VON RADETZ**, Joseph (1766-1858), maréchal autrichien, chef des troupes d'occupation en Italie, bat les troupes piémontaises du roi Charles-Albert à Novare en 1849.

**RAVERA, Camilla** (1889-1988), institutrice, adhère au PSI (1918). Proche de Gramsci\* qui lui confie la « Tribune des femmes » de *L'Ordine nuovo*, puis responsable de l'organisation féminine du PCI, seule membre du bureau politique en liberté en Italie en 1926, secrétaire du parti en exil (1927-1930), elle rentre alors en Italie, est arrêtée, détenue jusqu'à la chute du fascisme. Députée (1948-1958), puis dirigeante de l'Union des femmes italiennes et sénatrice à vie (1982), elle est réputée antiféministe, de façon assez anachronique, car demandant dans les années 1920 la reconnaissance d'un rôle spécifique des femmes.

**RENSI, Giuseppe** (1871-1941), professeur de philosophie, socialiste réformiste exilé dix ans en Suisse après 1898, quitte le Parti socialiste en 1911 et s'oriente vers une pensée de l'autorité. Partisan de l'intervention en 1915, proche de Mussolini, au journal duquel il collabore, *Il Popolo d'Italia* ; passé de l'idéalisme mystique à un scepticisme radical, contre l'optimisme providentialiste de Croce\*, il se fait opposant une fois le fascisme au pouvoir, défend le parlement, manifeste un antifascisme conservateur proche de Mosca\* et est chassé de l'université en 1933.

**RICARDO, David** (1772-1823), économiste anglais analyste du capitalisme libéral, de la rente foncière, de la valeur-travail, auteur en particulier des *Principes de l'économie politique et de l'impôt* (1817).

**RIGNANO, Eugenio** (1870-1930), scientifique positiviste à vocation de réformateur social, publie en 1901 *Di un socialismo in accordo colla dottrina economica liberale* [« D'un socialisme en accord avec la doctrine économique libérale »], fonde en 1907 la revue de divulgation *Rivista di scienza*, puis *Scientia*. Spécialiste du finalisme biologique, actionnaire en 1908 de *La Riforma* d'Einaudi\*, il propose une réforme des successions empêchant la transmission sur plus de trois générations (1919).

**ROCCA, Massimo** (1886-1973), dit Libero Tancredi, anarchiste, collabore à *l'Avanti !* jusqu'en 1914, participe à la création du faisceau de Rome en 1919, est secrétaire de la fédération de Turin en 1922, secrétaire adjoint du

parti en 1923, incarne le légalisme normalisateur contre les chefs locaux rêvant de seconde vague révolutionnaire. Suspendu du parti trois mois en 1923 mais élu député en 1924, il est exclu en mai de cette même année pour « déloyauté politique et indiscipline », part en France, perd siège, nationalité et biens (1926), puis est amnistié et soutient le régime dans la guerre d'Éthiopie.

**Rocco, Alfredo** (1875-1935), professeur de droit, socialisant, radical puis libéral jusqu'en 1913, fonde en 1914 l'hebdomadaire vénète *Il Dovere nazionale*, antisocialiste et interventionniste. Il devient l'un des principaux théoriciens du nationalisme, député (1921), sous-secrétaire d'État de Mussolini au Trésor puis aux Pensions de guerre, président de la Chambre (1924-1925), ministre de la Justice (1925-1932), il assure les réformes autoritaires dont les lois « fascistissimes » établissant le régime fasciste (1926).

**ROOSEVELT, Theodore** (1858-1919), historien, volontaire dans la guerre contre l'Espagne (1898), président des États-Unis (1901-1909), interventionniste en économie et expansionniste voire impérialiste, il infléchit la doctrine de Monroe : médiation entre Japon et Russie (1905), participation à la conférence d'Algésiras (1907). Il se crée une image de champion des républicains progressistes, qui le présentent contre Taft\* (1912).

**ROSSELLI, Carlo** (1899-1937), venu de l'interventionnisme, lié à Salvemini\*, enseigne à l'école Bocconi de Milan, adhère au PSU (1924), anime les journaux clandestins *Non Mollare* avec Salvemini\* (1925) et *Il Quarto Stato* avec Nenni (1926), participe à l'expatriation clandestine de Turati\*. Arrêté, interné, il s'évade des îles Lipari (1929), crée à Paris le groupe d'action Giustizia e Libertà d'inspiration libéral-socialiste, lié à la pensée de Gobetti. Il organise le premier volontariat italien en Espagne républicaine et y est blessé, peu avant d'être tué en France par un groupe d'extrême-droite pour le compte des services secrets italiens.

**ROSSETTI, Giovanni Raffaele** (1881-1951), officier célèbre pour avoir, juste avant l'armistice de 1918 et la remise de la flotte à la future Yougoslavie, coulé le navire amiral autrichien *Viribus unitis* à Pola, grâce à une torpille de son invention. Antifasciste, exilé en France, il participe à la fondation de Giustizia e Libertà de Carlo Rosselli\*.

**Rossi, Cesare, dit Cesarino** (1887-1967), secrétaire des jeunesse socialistes, syndicaliste révolutionnaire, passé dès 1915 au *Popolo d'Italia*, participe à la fondation du fascisme. Secrétaire du faisceau de Milan, directeur du bureau de presse de Mussolini à la présidence du Conseil (1922-1924), compromis dans l'assassinat de Matteotti\*, il démissionne, est amnistié, fuit en France (1926), est déchu de sa nationalité. Attiré en Italie (1928), il est condamné à trente ans de prison et libéré en 1942.

**ROSSI DI MONTELERA, Teofilo** (1865-1927), industriel, préside la Chambre de commerce de Turin, renonce à la députation pour être maire de la ville (1909), neutraliste giolittien, sénateur (1919), ministre de Facta (1922), adhère à une scission profasciste du libéralisme et est un cas rare de membre du ministère antérieur resté dans celui de Mussolini, à l'Industrie et au Commerce, jusqu'en juillet 1923.

**Rossi-Passavanti, Elia** (1896-1985), avocat, engagé volontaire, *ardito*, médaillé militaire, va à Fiume, adhère au fascisme (1920), est député (1924-1929), nommé maire de sa ville de Terni (1927), secrétaire fédéral fasciste, vice-président de l'association des *arditi*, mais refuse la République fasciste de 1943 et participe à la Résistance.

**ROSSINI, Aldo** (1888-1977), juriste, l'un des fondateurs de l'Association nationale des anciens combattants, député de Novare en 1919, 1921 et 1924, sous-secrétaire d'État à l'Assistance militaire et aux Pensions de guerre sous Bonomi\* et Facta\*, se rallie au régime fasciste qui le met à la tête de maintes institutions.

**Rossoni, Edmondo** (1884-1965), dirigeant syndicaliste révolutionnaire avant 1915, interventionniste, adhère vite au fascisme et devient secrétaire de son organisation syndicale, pour laquelle il obtient le monopole de la représentation des salariés.

**Ruini, Bartolomeo, dit Meuccio** (1877-1970), avocat, conseiller d'État (1914), député radical (1913-1921), secrétaire d'État à l'Industrie, au Commerce et au Travail (1917-1920), ministre des Colonies (1920), technicien lançant diverses réformes dans les politiques publiques, proche d'Amendola\* et du *Mondo*, antifasciste et membre du comité exécutif de l'Aventin, à la retraite forcée en 1927, redevient ministre à la Libération, sans portefeuille (1944), aux Travaux publics (1944-1945), à la Reconstruction (1945), et est sénateur en 1948.

**RussoLo, Luigi** (1885-1947), peintre et musicien futuriste, organisateur de concerts « bruitistes » et inventeur d'un instrument, l'*intonarumori*, terme employé par Gobetti et traduit ici par « boîte à bruits ».

**Sacchi, Ettore** (1851-1924), parlementaire radical démocrate inspiré par le libéral anglais William Gladstone et l'alors socialiste indépendant français Millerand. Proche de l'aile la plus réformiste du socialisme autour de son cousin Bissolati, ministérialiste, giolittien faute de mieux, il est en 1916 Garde des Sceaux du gouvernement Boselli, réélu député en 1919 et 1921 mais chassé de Crémone, son fief électoral, par la violence fasciste.

**Salandra, Antonio** (1853-1931), professeur de droit, député de centre-droit à partir de 1886, secrétaire d'État, puis ministre de l'Agriculture de Pelloux\* (1899-1900), des Finances puis du Trésor de Sonnino\* (1906, 1909), c'est

un des principaux adversaires de Giolitti\* qu'il remplace à la tête du Conseil en 1914. Il pilote l'entrée en guerre mais accumule les erreurs jusqu'à sa chute (1916). Il manifeste sa sympathie pour le fascisme, veut un accord de gouvernement avec Mussolini. En 1923, il représente l'Italie à la SDN ; après l'assassinat de Matteotti\*, quand la succession de Mussolini semble ouverte, il est au centre des intrigues de la droite constitutionnelle. L'échec le fait quitter la politique (1925) même s'il est fait sénateur (1928).

**SALVATORELLI, Luigi** (1886-1974), professeur d'histoire des religions, journaliste, codirecteur de *La Stampa* (1921), il remplace le directeur, Alfredo Frassati, fait ambassadeur à Berlin, quitte le journal (1925), se consacre à l'étude mais collabore avec Giustizia e Libertà de Rosselli\* et, pendant la seconde guerre mondiale, participe à la création clandestine du Parti d'action qu'il représente au Comité des oppositions.

**SALVEMINI, Gaetano** (1873-1957), historien passant du XIII<sup>e</sup> siècle florentin à 1789 et à Mazzini\*, professeur d'université à Messine, Pise et Florence, entré au PSI en 1893, méridionaliste, fédéraliste et antiprotectionniste. Partisan de l'insurrection en 1898, favorable aux réformes obtenues non par des accords au parlement mais par la lutte, très hostile à Giolitti\* à cause de la corruption et de la violence dans le Sud lors des élections, il quitte le PSI et fonde la revue *L'Unità* (1911) pour l'étude concrète des faits sociaux. Hostile à la guerre de Libye mais interventionniste en 1915, wilsonien, prônant une réforme antimonopolistique du capitalisme, il crée la Ligue démocratique pour le renouvellement de la vie publique, à laquelle adhère Gobetti. Député en 1919, déçu par le virage à droite des anciens combattants, il s'éloigne de la vie publique jusqu'à 1922, rejoint le PSU réformiste après l'assassinat de Matteotti\*, anime un journal clandestin, est arrêté, s'exile, aide en 1929 la fondation de Giustizia e Libertà par Rosselli\*, puis enseigne à Harvard, désapprouve les contacts de Rosselli\* avec le PCI, critique pendant la guerre le conservatisme des Alliés. Revenu en Italie (1947), il rêve de troisième voie laïque et d'évolution démocratique du communism.

**SAVELLI, Rodolfo** (1976-1943), enseignant de philosophie, collaborateur de la revue de Salvemini\* *L'Unità* dont il représente l'aile antisocialiste, anime une association génoise d'anciens combattants indépendants et, un moment proche de Gobetti, se rallie au fascisme et est député (1924-1929).

**SERRATI, Menotti Giacinto** (1876-1926), leader de la gauche du PSI, favorable à l'adhésion au komintern mais non aux vingt-et-une conditions de Lénine, même s'il adhère au PCI en 1924.

**SFORZA, Carlo** (1872-1952), diplomate, ambassadeur en Chine (1911), en Serbie (1915), haut commissaire en Turquie (1919), sénateur et secrétaire d'État (1919), ministre des Affaires étrangères (1920), ambassadeur à Paris (1922).

Il démissionne pour ne pas servir Mussolini, reste en exil, rentre en 1943, est de nouveau (1947, 1949-1952) ministre des Affaires étrangères, très européiste.

**SILVA, Pietro** (1887-1954), historien, spécialiste d'histoire diplomatique, auteur d'ouvrages sur la monarchie de Juillet et l'Italie ou la Méditerranée de l'empire romain à l'unité italienne, élève de Salvemini\*, collabore à *L'Unità*, est interventionniste en 1915 et prône l'entente avec les Slaves.

**SMITH, Adam** (1723-1790), économiste écossais auteur des *Recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations* (1776), premier grand traité du capitalisme libéral.

**SOFFICI, Ardengo** (1889-1964), peintre formé à Florence puis à Paris (1900-07), fait connaître à son retour, par des expositions et des livres, l'impressionnisme, Rimbaud, le cubisme. Futuriste, il fonde avec Papini la revue *Lacerba* (1913), fait l'éloge de la guerre, est volontaire. Il est admiré par Gobetti qui lui demande de collaborer à ses revues malgré son profascisme, et ils ne rompent qu'après la marche sur Rome. Artiste officiel, académicien, il est arrêté en 1944, puis reprend son activité de peintre.

**SOGLIA, Giuseppe** (1871-1926), adhère au PSI à sa fondation en 1892, réformiste, responsable des écoles de Reggio Emilia en 1905, député en 1913, hostile à la guerre de Libye et à l'intervention en 1915, persécuté après la guerre par le squadisme, il doit fuir sa ville et meurt à Bologne.

**SOLERI, Marcello** (1882-1945), avocat, maire et député libéral de Cuneo (1913-29), secrétaire d'État à la Marine (1919), puis aux Approvisionnement, ministre des Finances (1921) et de la Guerre avec l'appui des nationalistes, sous Facta (1922). Retiré de la vie publique (1929), il redevient ministre du Trésor de la Libération de Rome à sa mort.

**SONNINO, Sidney Costantino** (1847-1922), venu de la diplomatie, se fait connaître par des grandes enquêtes sociales en Toscane et en Sicile, est député en 1880, ministre, concurrent de droite de Giolitti, partisan d'un retour à la lettre du *Statuto* dans une perspective autoritaire, président du Conseil en 1906 et 1909-1910, ministre des Affaires étrangères durant toute la Première Guerre mondiale.

**SPAVENTA, Silvio** (1822-1893), spécialiste de droit administratif, représente la droite historique cavourienne dont il rassemble les éléments napolitains, est emprisonné comme opposant sous les Bourbon, ministre des Travaux publics (1873), défend l'autorité de l'État et son intervention économique directe.

**SPENCER, Herbert** (1820-1903), philosophe anglais, étend l'évolutionnisme à la psychologie et à la sociologie.

**STEED, Henry Wickham** (1871-1956), correspondant du *Times* à Berlin puis Rome où il se lie à la gauche des giolittiens. Proche de l'interventionnisme démocrate et des indépendantistes slaves, hostile au pacte de Londres (1915) et à l'impérialisme de Sonnino\*, il organise un Congrès des peuples opprimés à Rome (1918). Devenu directeur de son quotidien, il en est écarté (1922) et publie *The Review of Reviews* (1923-1930), écho de l'antifascisme.

**STOPPATO, Alessandro** (1858-1931), avocat prestigieux, professeur de droit pénal, antipositiviste, député catholique (1904-1919), sénateur (1930), proche des principes du code pénal de 1930.

**STURZO, don Luigi** (1871-1959), prêtre sicilien, engagé dans la vie municipale, fonde, lors de la levée du *non expedit*, le PPI (1919) dont il est secrétaire jusqu'à son exil à Londres (1924). Gobetti, hostile *a priori* au catholicisme politique, apprécie son antigiolittisme, son refus de la corruption, son anti-protectionniste. Malgré son souci de promouvoir une internationale démocrate chrétienne, son action en exil est obérée par les pressions de la papauté, envers qui il est tenu à l'obéissance, et qui durent après 1945.

**SUCKERT, Kurt**, dit, à partir de 1925, **MALAPARTE, Curzio** (1898-1957), fréquente dès 13 ans le Parti républicain, veut être volontaire en France (1914), est attaché d'ambassade à Varsovie (1919), adhère au fascisme (1921), reste lié à Gobetti qui publie *Italia barbara* (1925). Il multiplie essais, polémiques, articles par exemple dans *Il Corriere della Sera*, dirige *La Stampa* (1929), voyage, publie des ouvrages mal vus du régime comme *Technique du coup d'État* (1931), est condamné à cinq ans de résidence surveillée à Lipari puis dans des stations balnéaires, rejoint les troupes alliées (1943), puis continue sa carrière d'écrivain.

**TAFT, William Howard** (1857-1930), juriste, secrétaire à la Guerre de Theodore Roosevelt\*, président des États-Unis (1908), parraine une flambée de protectionnisme. Moins conservateur que sa réputation, moins médiocre que le dit Gobetti, il se heurte aux républicains progressistes et voit sa candidature à une réélection concurrencée par Roosevelt\*, et entachée de scandales liés à son financement, d'où la victoire de Wilson (1912).

**TANCREDI, Libero**, voir Rocca, Massimo.

**TANGORRA, Vincenzo** (1866-1922), député catholique, économiste, ministre des Finances du premier gouvernement Mussolini, malade, démissionne dès décembre 1922 et meurt trois jours après.

**THAON DE REVEL, Paolo** (1859-1948), fils de ministre, député et sénateur représentant la droite catholique piémontaise, chef d'état-major de la Marine (1913-1915, 1917-1919). Sénateur (1917), il pousse à une politique aggressive en Adriatique, apporte comme Diaz\* la caution de l'armée au gouvernement

Mussolini (1922), et le quitte en 1925 en gardant des responsabilités dans la Marine jusqu'en 1943.

**THEUNIS, Georges** (1873-1966), ingénieur et industriel belge, conservateur catholique, délégué à la conférence des Réparations (1919), ministre des Finances (1920), chef du gouvernement (1921). Obtenant des résultats en économie, il cherche un consensus avec la question des réparations, mais la participation à l'occupation de la Ruhr avec la France lui aliène les Flamands et il subit la chute du franc. Les élections de 1924 le renvoient à la vie privée et à maints conseils d'administration. Il reforme un gouvernement (1934) en pleine tempête financière, négocie en 1939 des fournitures à Washington, y reste comme gouverneur de la banque nationale en exil, quitte la politique en 1945.

**TIKGHER, Adriano** (1887-1941), bibliothécaire, philosophe inspiré par Schopenhauer et Bergson puis poussé au pessimisme par la première et, encore davantage, la seconde guerre mondiale, critique littéraire, publie chez Gobetti une démolition de Gentile\*, *Lo spaccio del bestione trionfante* [« Le magasin du bestiau triomphant »] (1925) contre la justification de l'autoritarisme et du conservatisme.

**TITTONI, Tommaso** (1855-1931), député libéral conservateur (1886-1897), puis préfet de Pérouse et de Naples, ambassadeur à Londres, puis à Paris (1910-1916), ministre des Affaires étrangères (1903-1905, 1906-1909 et 1919), nommé au Sénat (1902), le préside (1919-1929).

**TOSCANINI, Arturo** (1867-1957), directeur de la Scala de Milan (1896-1908, 1920-1929), engagé dans le tout premier fascisme, vite hostile, préfère à partir de 1928 continuer sa brillante carrière aux États-Unis, dirige le *New York Philharmonic Orchestra* jusqu'en 1938, crée l'orchestre de la NBC, etc.

**TREITSCHKE, Heinrich von** (1834-1896), professeur d'économie politique et d'histoire, député au Reichstag (1871-1884), publie entre autres un livre sur Cavour (1867) comme interprète des exigences éthiques de la nation.

**TREVES, Claudio** (1869-1933), juriste, adhèrent au PSI dès 1892, réformiste, second de Turati\*, directeur de l'*Avanti* (1910-1912), participe à la fondation du PSU (1922), en dirige le journal, *La Giustizia*. Il s'exile (1926), dirige en France *La Libertà*, hebdomadaire du cartel des antifascistes non-communistes, prône l'union européenne, la fidélité au marxisme et une république démocratique des travailleurs, et meurt juste après avoir commémoré Matteotti\*.

**TURATI, Filippo** (1857-1932), participe à la fondation du PSI (1892), est député à partir de 1896, incarne le réformisme avec un souci de soutien extérieur aux gouvernements pour favoriser les avancées démocratiques et sociales. Affaibli par l'exclusion des plus modérés autour de Bissolati\* (1912), puis par la guerre et la révolution russe, son courant, exclu par la majorité

maximaliste au congrès de Rome d'octobre 1922, constitue autour de lui le PSU. Il quitte l'Italie (1926) et meurt à Paris.

**TURIELLO, Pasquale** (1826-1902), Napolitain, hostile au transformisme, au parlementarisme, au socialisme et à l'industrie, partisan d'un État éducateur fort unifiant peuple et classes dirigeantes, influence les débuts du nationalisme italien.

**VALENTINO, Cesare Borgia, duc de Valentinois dit duc** (c. 1475-1507), aventurier ambitieux, intelligent et sans scrupule, suit Louis XII en Italie, crée et perd un état autour de la Romagne. Bon soldat, diplomate et administrateur, admiré et haï, il inspire *Le Prince* de Machiavel.

**VALORI, Aldo** (1882-1961), rédacteur en chef du *Resto del Carlino*, puis correspondant du *Corriere della Sera* à Rome (1925-1943), un an commissaire du syndicat fasciste des journalistes, auteur de livres pour enfants et d'ouvrages d'histoire militaire.

**VASCO, Giambattista** (1733-1796), juriste, théologien, naturaliste et économiste piémontais, libéral, théoricien de la monnaie, ennemi des corporations et des priviléges, disciple de Turgot et d'Adam Smith.

**VECCHI, Ferruccio**, futuriste, ancien *ardito*, organise fin 1918 l'association des *arditi d'Italia*, préside la réunion où est fondé le mouvement fasciste, mène l'assaut contre *l'Avanti!*, s'occupe de la propagande sur le modèle des organisations de « front intérieur » de la guerre, s'éloigne de Mussolini (1920) car il le trouve trop légaliste et peu favorable à D'Annunzio.

**VELLA, Arturo** (1886-1943), antimilitariste, anticlérical, antimonarchiste, socialiste intransigeant puis maximaliste, vice-secrétaire du PSI (1912) se méfie des subversifs favorisés par Mussolini. Condamné pour insubordination et défaitisme (1918), amnistié et député (1919), il défend l'autonomie du parti face au komintern, appuie l'Aventin puis est trop surveillé pour avoir une activité politique.

**VICO, Giambattista** (1668-1744), historien, philosophe, philologue, théorise l'évolution des peuples de l'âge théocratique à celui aristocratique puis humain : celui de la liberté et de la raison.

**VILLARI, Pasquale** (1826-1917), historien libéral napolitain, conservateur et réformateur, ses *Lettre meridionali* [« Lettres méridionales »] (1875), une des premières formulations complètes des problèmes du Sud, lient ceux-ci à l'unité du pays. Il est ministre de l'Instruction publique de Rudini (1891).

**VINCIGUERRA, Mario** (1887-1972), journaliste, rédacteur au *Resto del Carlino* (1920-1924), au *Mondo d'Amendola* (1925-1926), collabore à *La Rivoluzione liberale*. Antifasciste monarchiste à la fin des années 1920, emprisonné, amnistié à la veille de la seconde guerre mondiale, il participe à la création du Parti d'action qu'il quitte fin 1945.

**ZANARDI, Francesco** (1872-1954), chimiste et entrepreneur, militant socialiste à la fondation du parti en 1892, maire de Bologne (1914-19), dit « le maire du pain » du fait de son action pour le ravitaillement, député (1919-1921), plusieurs fois agressé par les fascistes, il quitte la politique (1924), se consacre aux affaires, est mis en résidence forcée (1938) puis libéré sur intervention de Bonomi\*. Redevenu député (1946), il participe à la scission social-démocrate mais s'en détache par refus d'un essai de système électoral majoritaire (1953).

**ZIBORDI, Giovanni** (1870-1943), socialiste anticlérical, abandonne l'enseignement pour la direction de journaux (1901), partisan de la lutte de classe et hostile aux radicaux mais réformiste, il est appelé par Prampolini\* à diriger *La Giustizia* à Reggio Emilia (1904). Député (1915), pacifiste, très hostile au catastrophisme de Lénine, rallié à l'entente avec la petite-bourgeoisie contre le fascisme, il est banni de Reggio et doit abandonner toute activité politique après les lois « fascistissimes » (1926).

Mise en pages et numérisation  
TyPAO sarl  
75011 Paris

Jouve  
N° d'impression : \*\*\*\*\*  
Dépôt légal : juillet 2010